

DOSSIER DE SEANCE DE LA VILLE DE BEAUVAIS

~

A Beauvais, le vendredi 6 mai 2022

Sommaire

CONSEIL MUNICIPAL DU 13/05/2022

Commission générale

N° 001	Culture # Transfert du Contrat Local d'éducation Artistique -C.L.E.A- de la Ville de Beauvais à la Communauté d'agglomération du Beauvaisis	5
N° 002	Culture - ASCA : convention Passeurs d'images et attribution d'une subvention	7
N° 003	Culture # Festival Les Photaumnales 2022 : convention et attribution d'une subvention à Diaphane - Pôle photographique en Hauts-de-France	39
N° 004	Culture - Pianoscope - grille tarifaire des concerts	51
N° 005	Culture # Le Quadrilatère et la Mission Ville d'art et d'histoire - adhésions à des associations	66
N° 006	Finances - compte administratif 2021 des budgets principal et annexes ...	68
N° 007	Finances # compte administratif 2021 # affectation du résultat du budget principal	444
N° 008	Finances - Compte de gestion 2021 du comptable # Approbation	445
N° 009	Besoin de financement - définition du cadre annuel de la délégation du conseil municipal au Maire	448
N° 010	Finances # Taxe locale sur la publicité extérieure # Actualisation des tarifs	454
N° 011	Finances - Vote des taux d'imposition de l'année 2022	456
N° 012	Tableau des effectifs	457
N° 013	Mise en place des instances de dialogue social à l'échelle des collectivités mutualisées de la Ville, du centre communal d'action sociale (CCAS) de Beauvais et de la communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB) : création d'un comité social territorial (CST), de deux formations spécialisées (FS) en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail communs à la Ville, au CCAS et à la CAB, création de commissions administratives paritaires (CAP) A, B et C et d'une commission consultative paritaire (CCP) communes à la Ville et au CCAS	462
N° 014	Garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire et donnant mandat au centre de gestion de l'Oise	472

N° 015	Bilan des travaux de la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) de l'année 2021	515
N° 016	Acquisition des parcelles cadastrées section Q n° 922,923,352,386,389,390,391,938,473,507# réserve foncière de Marissel	768
N° 017	Foncier # Acquisition # parcelle cadastrée section U n°217 auprès de Mme LE MAÎTRE Denise	770
N° 018	Foncier # Complément d#acquisition # bien sis 93 rue de Paris appartenant à la société ORANGE	772
N° 019	Vente de la parcelle cadastrée section ZH n°240 sise Avenue John Fitzgerald Kennedy	774
N° 020	Vente des parcelles cadastrées section K n°777 et 1377 sises rue de Vignacourt/ Impasse Ledru	776
N° 021	Convention de servitude ENEDIS Parcelle ZA 765 # 2 Avenue de Champagne	778
N° 022	Dénomination d'une place	784
N° 023	Dénomination des voies	786
N° 024	Cohésion sociale - Beauvais Bourse aux initiatives citoyennes (BBIC) - Subventions	793
N° 025	Pôle cohésion sociale - Vie éducative # Règlement intérieur de l#aide municipale aux classes de découvertes et fixation du montant des aides	797
N° 026	Vie éducative # Politiques éducatives # Aide aux établissements scolaires : transport et conventionnement pour le financement des projets REP +. ..	806
N° 027	Vacances apprenantes - Eté 2022	814
N° 028	Renouvellement pour 2022 de la convention de mutualisation relative au renforcement de la sécurité entre l'OPAC de l'Oise et la ville de Beauvais	819
N° 029	Contrat de sécurité intégrée	825
N° 030	Prorogation de la délégation du service public de la fourrière animale de la ville de Beauvais	835
N° 031	Subvention à l'association "Ecole du chat de l'Oise"	840
N° 032	Convention de partenariat pour la collecte de téléphones mobiles au profit d'enfants atteints de myopathie	850

N° 033	Service vie associative et relations internationales # création d#un prix eco responsable	855
N° 034	Service vie associative et relations internationales # subventions -	866
N° 035	Vie associative et relations internationales - Règlement intérieur relatif à la salle des fêtes et au gymnase de l#Elispace	871
N° 036	Incidence de la crise COVID 19 sur la concession pour le financement, la construction et l'exploitation de la patinoire municipale, concernant la période de fermeture avec le 2ème confinement du 1er novembre au 31 décembre 2020	878

Rapport n° B-DEL-2022-0035

Commission : Commission générale

Service :

Culture – Transfert du Contrat Local d'éducation Artistique -C.L.E.A- de la Ville de Beauvais à la Communauté d'agglomération du Beauvaisis

Le Contrat Local d'Education Artistique -C.L.E.A- est un dispositif créé en 1993, de sensibilisation à l'art et à la culture à destination du jeune public et des acteurs éducatifs qui en ont la charge. Depuis 1997, la ville porte ce dispositif auprès des établissements scolaires et accueil de loisirs de Beauvais.

Afin de répondre aux nouvelles ambitions du ministère de la Culture en matière d'égal d'accès à la culture et au nouveau cadre partenarial avec l'Etat, il convient d'élargir le CLEA aux 53 communes de l'agglomération.

Cette évolution vise un public élargi à un plus grand nombre de participants, aussi bien les enfants et les jeunes que leur famille et, au-delà, l'ensemble des habitants du territoire. Il intègre une nouvelle dimension d'appropriation du territoire et s'inscrit dans une logique de développement de l'EAC – Education Artistique et Culturelle fédératrice, à l'échelle des agglomérations.

Les enjeux pour le territoire sont :

• **en matière d'éducation artistique :**

- réduire les inégalités d'accès à l'offre culturelle dans le cadre de la généralisation de l'EAC à l'agglomération : permettre au plus grand nombre de participants de rencontrer des œuvres, de développer une pratique artistique et culturelle et de promouvoir la fréquentation des lieux culturels,

- accompagner la formation des jeunes en contribuant au développement d'un parcours d'éducation artistique et culturelle pour chaque jeune, en temps scolaire et en temps de loisirs ;

• **en matière d'ancrage territorial :**

- promouvoir la culture comme levier de développement, d'identité, de création et d'espace d'échanges et d'innovations ;

- promouvoir une dynamique de réseau et de coopération favorisant le maillage urbain/rural ;

- favoriser l'équité territoriale et organiser la mobilité et la mixité des publics ;

- produire du sens, de la cohérence entre politiques publiques.

Le CLEA s'inscrit dans le cadre du projet culturel de territoire dont le déploiement en cours se fonde sur une vision artistique et culturelle structurante au service du territoire, de son maillage et de son attractivité mais aussi de ses habitants.

L'agglomération du Beauvaisis exerçant déjà une compétence optionnelle « construction, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire » ainsi qu'une compétence facultative en matière d'« animation d'un réseau de lecture publique », le conseil communautaire a ainsi acté le transfert du CLEA de la ville de Beauvais à la Communauté d'agglomération du Beauvaisis lors de sa séance en date du 17 décembre 2021, dans le cadre de la prise d'une compétence facultative en matière de développement d'une politique d'éducation artistique et culturelle d'intérêt communautaire.

Les 53 communes membres sont invitées à délibérer à leur tour.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'acter le transfert du CLEA de la ville de Beauvais à la communauté d'agglomération du Beauvaisis dans le cadre de la prise d'une compétence EAC d'intérêt communautaire ;
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces relatives à ce dossier.

Rapport n° B-DEL-2022-0050

Commission : Commission générale

Service :

Culture - ASCA : convention Passeurs d'images et attribution d'une subvention

Depuis de nombreuses années, la ville de Beauvais participe à l'opération nationale « Passeurs d'images », coordonnée au plan local par l'ASCA dans le cadre des activités du Cinéma Agnès Varda.

Passeurs d'images est un dispositif à vocation culturelle et sociale d'éducation à l'image, dont le développement s'appuie sur des partenariats engagés par l'ASCA avec les associations de quartiers et structures municipales (ALSH, centres sociaux, Blog 46), le Cinespace ainsi que l'ACAP – pôle régional Image.

Il allie des actions complémentaires : le voir et le faire, la diffusion et la pratique pour un meilleur accès aux pratiques cinématographiques et favoriser l'éducation à l'image des jeunes, ainsi que la sensibilisation à la diversité culturelle d'un public plus large notamment les familles.

En 2022, le dispositif à Beauvais propose les volets suivants :

- **des animations**, rencontres débats, proposées tout au long de l'année en lien avec la programmation du cinéma Agnès Varda ;
- **des ateliers de création audiovisuelle** visant à créer un film de 4 minutes autour d'un thème commun « raconte ton quartier ». 4 stages prévus de 2 jours organisés durant les vacances d'avril visant des jeunes de 10 à 20 ans ;
- **des réductions tarifaires** sur les entrées valables dans les deux cinémas de la ville durant l'été 2022 pour les jeunes (10-18 ans) de Beauvais. L'obtention de la contremarque de réduction (2,50 €) se fait sur présentation de la carte BOP ;
- **« Ciné-Transat »** : trois séances de cinéma en plein-air sont prévues dans les quartiers : Saint-Lucien, Saint-Jean et Argentine ainsi qu'une séance sur la Place Jeanne Hachette, les 4 premiers samedis du mois de juillet à savoir : les 2, 9, 16 et 23. Les films créés durant les ateliers seront projetés à cette occasion ;
- **une journée de formation** organisée avec l'ACAP-Pôle régional image, en direction des professionnels des secteurs jeunesse et social (animateurs, enseignants...), relais des publics (médiateurs, éducateurs..).

Le dispositif est porté par :

- la Direction des affaires culturelles qui propose d'allouer une subvention de 14 000 € ;
- la Direction du projet éducatif territorial qui prend en charge le coût des contremarques sur la base de 2,50 € par entrée.

La DRAC des Hauts-de-France est également partenaire du dispositif ainsi que la Préfecture de l'Oise.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'allouer à l'ASCA au titre du dispositif, une subvention de 14 000 € qui sera prélevée sur les crédits disponibles inscrits au budget primitif 2022 ;
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer la convention ci-annexée.



BILAN PASSEURS D'IMAGES
2021



Stage d'initiation à l'écriture, à la réalisation et au jeu au cinéma



► **MUSIQUE** ► **CINÉMA** ► **NUMÉRIQUE**

BILAN PASSEURS D'IMAGES 2021

Association Culturelle Argentine

8, avenue de Bourgogne - 60 000 - Beauvais

Tél. : 03 44 10 30 80 - fax : 03 44 10 30 88

asca@asca-asso.com

www.asca-asso.com

BILAN PASSEURS D'IMAGES 2021 : ► SOMMAIRE

04. les ateliers

05. les stages

08. le plein air

09. la formation

10. les contremarques

Atelier «Devenez compositeur le temps d'un film»

Les Ateliers

► Atelier doublage avec Jean-Carl Feldis le 1er juin

Nous avons accueilli un groupe d'élèves de l'école de Hermes (2 classes de CE2/CM1) encadrés par le compositeur/bruiteur Jean-Carl Feldis pour une initiation aux techniques de doublage à partir d'une scène du film Zootopie. Les participants ont refait les dialogues du film ainsi que certains bruitages et ont pu visualiser ensuite le résultat.



50 participants
Moyenne d'âge : 9 ans

Rendu : <https://www.youtube.com/watch?v=Bm--jPzDLfM&list=PLbtG6Q2UmT6qTbG4SwLy1Qn9ZzToH3Fv1&index=4>



10 participants
Moyenne d'âge : 15 ans

► Atelier « Devenez compositeur le temps d'un film » avec David Sauzay et Laurent Marode le 21 juillet

Les participants ont visionné le court métrage «Luminaris» de Juan Pablo Zaramella, puis analysé les différents personnages, situations et lieux, ils ont ensuite proposé, séquence par séquence, des sensations, des idées musicales, des couleurs, des ambiances ressenties... que les musiciens ont retranscrit en direct par le biais de leurs instruments. En fin d'atelier tout le monde a pu visionner l'intégralité du court métrage avec la musique originale créée et interprétée en direct.

► **Ateliers stop motion et fond vert avec Eloïse Calvar et Emmanuelle Bonnafous les 22 et 23 février**

Les jeunes du centre social MAJI ont participé à une initiation à la technique du stop motion avec la médiatrice cinéma Eloïse Calvar et à une initiation à l'utilisation du fond vert avec l'animatrice images Emmanuelle Bonnafous. Ils ont réalisé des petites vidéos en animant des figurines qu'ils avaient apportées et se sont incrustés dans différents décors de films grâce au fond vert.



**8 participants
6 garçons + 1 fille
(stagiaire MAJI)
Moyenne d'âge : 15 ans**

► Les stages

► **Stage « Création d'une musique de film » avec Christian Leroy du 22 au 26 février**



Première participation à un stage à l'ASCA pour le musicien Christian Leroy, les jeunes ont créés deux bandes son originales sur le film « The great train robbery » de Edwin S. Porter réalisé en 1903 et sur le « Voyage dans la lune » de Georges Méliès réalisé en 1902. Les participants, confirmés ou débutants dans la musique ont pu découvrir à la fois les instruments de musique et la musique assistée sur ordinateur.

**10 participants
7 garçons, 3 filles
Moyenne d'âge : 13 ans**

Rendu : <https://www.youtube.com/watch?v=np48IT-NgII&list=PLbtG6Q2UmT6qTbG4SwLy1Qn9ZzToH3Fv1&index=9>
13/879

► Stage création d'un jeu vidéo les 12 et 13 juillet

Les participants ont découvert la création d'un jeu-vidéo de plateformes (type Mario) avec l'aide d'Emmanuelle Bonnafous, animatrice images. Ils ont créé des personnages, des décors et leurs différentes interactions possibles grâce au logiciel gratuit Gdevelop. Ils ont ensuite pu tester leurs jeux.



6 participants
5 garçons, 1 fille
Moyenne d'âge : 13 ans



► Stage mapping les 15 et 16 juillet

Les participants se sont initiés à la projection vidéo mapping, une technique de projection vidéo en relief, aidés par Emmanuelle Bonnafous, animatrice image. Ils ont d'abord fabriqué des formes en

papier type origamis qu'ils ont ensuite fixé sur un mur. Ils ont découvert plusieurs logiciels de mapping gratuits avec lesquels ils ont projeté des vidéos sur les formes en papier.

4 participants
2 garçons, 2 filles
Moyenne d'âge : 12 ans

Rendu : <https://www.youtube.com/watch?v=6j3bUnxwkHs&list=PLbtG6Q2UmT6qTbG4SwLy1Qn9ZzToH3Fv1&index=5>

► **Stage « Réalisation d'une fiction » avec Laurent Suter du 26 au 30 juillet**

Accompagnés du réalisateur Laurent Suter, les participants ont écrit, réalisé et monté un court-métrage ayant pour décor la salle de cinéma de l'ASCA autour d'une histoire mélangeant film d'horreur et thriller avec le matériel vidéo et audio professionnel mis à leur disposition.



10 participants
5 garçons 5 filles
Moyenne d'âge : 13 ans
Rendu : <https://www.youtube.com/watch?v=i6u-s0m5H28&list=PLbtG6Q2UmT6qTbG4SwLy1Qn9ZzToH3Fv1&index=2>



10 participants
3 garçons, 7 filles
Moyenne d'âge : 12 ans

Rendu : film en cour de montage

► **Stage d'initiation à l'écriture, à la réalisation et au jeu au cinéma par le réalisateur Guillaume Tobo, du 25 au 29 octobre**

Les stagiaires ont tourné un film du film. Ils ont formé une équipe de tournage à la recherche de rôles pour leur film et dans cette optique ils ont fait passer un casting. À travers ce jeu de rôle (une forme de mise en abîme), ils ont expérimenté ce qu'est faire du cinéma en jouant à réaliser un film. À l'issue du stage, ils ont réalisé un film mi-documentaire/mi-fiction dont le sujet est en réalité « les stagiaires réalisent un petit film ». projeté des vidéos sur les formes en papier.

Le plein air

► Projection du film Azur et Asmar

Le 17 juillet le film Azur et Asmar a été projeté dans le quartier Saint Lucien en partenariat avec Ciné Rural. Plus d'une centaine de personnes ont assisté à cette projection. Les autres projections qui été prévues (dans le centre-ville, dans le quartier Saint Jean et dans le quartier Argentine) ont été annulées suite aux contraintes sanitaires liées au COVID et aux conditions climatiques.



Voici les votes obtenus :

13/07 : Centre ville / Facebook

2301 personnes touchées / 144 interactions / 23 partages

le grand bain 22

le demoiselles de rochefort 2

Oss 117 7

Les vacances de Mr Hulot 4

17/07 : Quartier St Lucien / 5 réponses

Azur et Asmar 60%

100 kilos d'étoiles 40%

demain est à nous 0%

24/07 : Quartier St Jean / 10 réponses

Le prince oublié 50%

donne-moi des ailes 20%

abominable 20 %

les incognitos 10 %

31/07 : Quartier Argentine / 49 réponses

le prince oublié 43%

donne-moi des ailes 35%

abominable 14 %

les incognitos 8%

Concernant la programmation Anaëlle Onipoh, médiatrice quartier, a effectué un premier tri du catalogue de films avec les jeunes en service civique d'Unis cité, afin de les mobiliser dans la dynamique et les impliquer dans la vie des quartiers et aussi mettre en avant leurs connaissances du cinéma. Suite à cela, une rencontre a été effectuée avec les différentes équipes des Centres sociaux de la ville pour sélectionner 3 ou 4 films afin de proposer un vote participatif auprès des habitants sur des liens numériques. Dans un second temps, la médiatrice et les équipes d'animateurs ont réfléchi à une mobilisation des habitants pour profiter de ces temps de rencontres et animer des stands familiaux.

▶ La formation

▶ Formation « Le clip vidéo en atelier cinéma avec des ados »

L'ASCA a accueilli le 22 juin la formation « Le Clip vidéo en atelier cinéma avec des ados » proposée par l'ACAP et animée par le réalisateur et photographe Pierre Larose. 13 animateurs et professionnels de la jeunesse y ont assisté. Les participants venaient aussi bien de la ville de Beauvais (ALSH, centre social) ou des milieux ruraux (Bresles, Bailleul sur Thérain, Auneuil...).



LE CLIP VIDÉO EN ATELIER CINÉMA AVEC DES ADOS FORMATION PASSEURS D'IMAGES

Une date par département :
mardi 22 juin, jeudi 24 juin, vendredi 25 juin 2021

Dans le cadre de **Passeurs d'images**, l'Acap - pôle régional image vous propose de participer à une formation destinée aux professionnels du secteur jeunesse ou social, de l'éducation populaire et de la médiation. Cette formation a pour objectif de sensibiliser les participants aux questions relatives à la mise en scène des images dans les clips vidéos et de leur proposer des contenus d'éducation à l'image adaptés à leurs publics.

Mêlant apports théoriques et analyse d'images, cette formation permettra aux participants de mieux appréhender le processus de création du clip, les possibilités de travail sur cette thématique en atelier et d'échanger autour d'idées d'activités à mener au sein de sa structure.

Ces journées sont organisées en partenariat avec l'Asca à Beauvais, le Centre culturel Jacques Tati à Amiens, et le service culturel de la mairie

Public concerné
Professionnels du secteur jeunesse ou social, relais des publics : médiateurs culturels, éducateurs, animateurs, médiathécaires...

Aucun pré-requis

Durée : 1 journée

Horaires
9h>12h30 - 14h>17h

Inscription
Obligatoire par mail à Axelle Libermann, à l'adresse ci-dessous, jauge limitée.

Formation gratuite, organisée et financée dans le cadre du dispositif **Passeurs d'images**

Acap - pôle régional image,
8 rue Dijon 80003 Amiens

Axelle Libermann, chargée de mission éducation aux images hors

Les contremarques

Du 3 juillet au 2 septembre 1000 contremarques (réduction de 2€50 sur la place valable au CGR et cinéma Agnès Varda) ont été distribuées, 10 ont été utilisées par le Club Radio du collège Henri Baumont, 15 par la chorale du collège Henri Baumont, 28 à la MAJI dans le quartier Argentine, 18 à MALICE dans le quartier Saint-Lucien, 120 à la MJA dans le quartier Saint-Jean, 25 à l'association Rosalie dans le quartier Argentine. Au total 216 places ont été utilisées.









PROJET PASSEURS D'IMAGES 2022

VILLE DE BEAUVAIS



PROJET PASSEURS D'IMAGES 2022

Association Culturelle Argentine
8, avenue de Bourgogne - 60 000 - Beauvais
Tél. : 03 44 10 30 80 - fax : 03 44 10 30 88
asca@asca-asso.com
www.asca-asso.com



04. Introduction

05. Partager le cinéma

06. Pratique : challenge ciné

07. Aller au cinéma

08. former

09. Autres propositions

Introduction

Le dispositif Passeurs d'images évolue. Suite aux changements effectués sur le dispositif en 2021 liés à la situation sanitaire, le projet Passeurs d'images 2022 s'articule d'avantage autour du lien entre la pratique et la diffusion du cinéma.

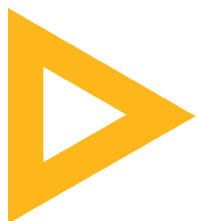
Avec la réitération des 4 cinés de plein air en été 2022, la pratique va venir enrichir ce temps de partage. Une nouveauté en 2022, pour valoriser ces temps de diffusion, nous allons créer un concours de réalisation de films sous la forme d'un marathon.

De plus, un report d'actions de 2021 va venir dynamiser la proposition d'un «cinéma autrement» avec la première proposition d'un Ciné-Piscine.

Nous renouvelons les actions de formation et de contremarque en partenariat avec les structures jeunesse de la ville de Beauvais.

Enfin le projet Passeurs d'images vient s'intégrer à un projet plus général « Jeunesse et Cinéma » mené par l'ASCA qui reprend toutes les activités proposées dans le cadre de la découverte, la pratique et le partage du cinéma dans les différents dispositifs portés. Ce projet sera disponible pour lecture début 2022.





Axe 1 - Partager le cinéma

Dans le contexte récent, les séances de cinéma de plein air sont devenues la meilleure façon de partager et promouvoir le cinéma ouvertement.

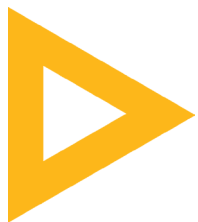
Nous proposons donc 3 séances de plein air dans les quartiers : Argentine, St-Jean et St-Lucien ainsi qu'une séance plein air sur la place Jeanne Hachette sur les 4 premiers samedi du mois de juillet à savoir : le 2, 9, 16 et 23.

L'attribution des dates aux lieux se fera début 2022 avec les différents services concernés afin de s'assurer que ces manifestations n'interfèrent pas sur la programmation d'autres événements mais au contraire viennent enrichir les propositions des quartiers et centre-ville.

Ces séances sont gratuites et permettent aux habitants de partager un moment de plaisir et détente. Le choix des films s'effectuera au sein du catalogue « Passeurs d'images » où l'ASCA s'engage à faire une pré sélection soit thématique soit par cohérence de programmation. Dans cette pré-sélection il est possible qu'une deuxième étape de choix du film soit proposée au public avec un vote afin de les impliquer dans la manifestation.

Dans la perspective de mobiliser également notre public cible (le public adolescent), nous allons proposer un nouveau volet d'ateliers de pratique afin d'intégrer la création à ce temps fort.





Axe 2 - Pratique : challenge ciné

La pratique proposée dans le cadre de Passeurs d'images change en 2022.

En effet vu la difficulté de mobiliser des structures de la ville sur une durée de 5 jours (trop longue par rapport à toutes les activités proposées pour le public jeunesse), nous avons opté pour les propositions suivantes :

- les stages à l'ASCA de créations audiovisuelles seront financés par un autre dispositif lié à la DRAC (voir projet jeunesse et cinéma)
- la proposition de pratique audiovisuelle Passeurs d'images va se faire dans les lieux partenaires et sur une durée plus courte.
- les créations seront projetées durant les séances de plein air

Nos actions en 2022 seront les suivantes :

4 lieux = 4 films en 2 jours

Objectif : création d'un film de 4 minutes avec un thème commun : «raconte ton quartier» ou autre sujet à définir avec les structures concernées.

Pour toutes les structures les intervenants professionnels seront les mêmes (Bulldog association), ainsi que la coordination au niveau de l'ASCA (Anaëlle, médiatrice quartier).

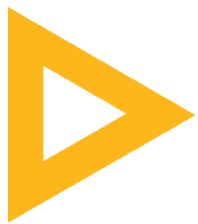
Début 2022 une rencontre avec la direction des centres jeunesse sera organisée. Afin d'organiser ce challenge voici le format qui peut être proposé :

- ateliers de création durant les vacances d'avril
- première restitution au cinéma Agnès Varda en mai-juin
- présentation aux séances de plein air avant le film avec des échanges avec les habitants

De plus, il est possible d'imaginer la création d'un jury et d'un concours.

Concernant la rémunération des intervenants et la coordination de ce challenge créatif, les coûts sont pris en charge par le dispositif.

Les structures seront les bienvenues sur des stages de plus longues durées mais étant donné que cela sort du dispositif elles devront s'acquitter de la participation de 10 € par participant lors de l'inscription.



Axe 3 - Aller au cinéma

L'opération «contremarque» proposée depuis plusieurs années sera réitérée cette année. Une question concernant la diffusion doit être posée en terme de distribution puisque la question des médiathèques a été soulevée à nouveau en 2021.

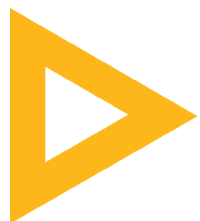
Pour rappel, en 2021, 216 contremarques ont été utilisées, soit 156 de plus qu'en 2020.

Nous pensons que nous pouvons améliorer ces chiffres en travaillant la distribution avec de la médiation. L'ASCA en tant que structure coordinatrice propose donc que sur les 1000 contremarques :

- 300 partent en actions de médiation ciblée menées par Anaëlle : rencontre des structures, proposition de séances au cinéma Agnès Varda, accueil sur la séance,
- 700 continuent d'être distribuées dans les lieux partenaires pour une utilisation individuelle ou collective au cinéma CGR.

La présence d'une médiatrice de quartier dans notre équipe nous permet de cibler d'avantage les acteurs locaux afin d'être identifiés comme cinéma de quartier convivial.





Axe 4 - Former

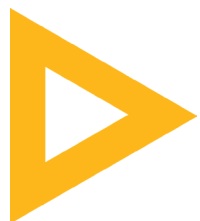
Grâce au soutien de Virginie Tarada l'an passé nous avons pu toucher les animateurs de la ville en les impliquant dans le choix du sujet de formation.

Cette année nous souhaitons réitérer la collaboration pour :

- le choix des dates
- le choix des thèmes

La formation est portée par l'ACAP, pôle régionale images. Elle a lieu dans nos locaux au mois de juin, elle permet de sensibiliser les animateurs sur les opérations menées l'été.





Autres propositions

► La communication

Le dispositif évoluant, il nous a semblé important de le rendre visible autrement avec la définition de nouveaux visuels. Une demande auprès de graphiste a été faite afin d'avoir un visuel attractif pour les séances de plein air et pour les contremarques.

Nous constatons que le mot « contremarques » ne parle pas aux jeunes et encore moins le dispositif « passeurs d'images ».

Nous devons donc remettre en question notre façon de communiquer sur nos actions. Pour le projet 2022 deux grandes informations semblent à retravailler visuellement :

- les séances de plein air
- l'opération des contremarques

Nous souhaitons donc dynamiser les visuels et les adapter à notre public.

Toute une campagne de communication a été repensée également depuis 2021 en intégrant :

- la diversité des lieux de diffusion
- la diffusion sur les temps forts du cinéma (carton de promotion et projections de vidéos avant les séances)
- la communication sur les réseaux et le Pass-Culture

► Report 2021

En 2022 va avoir lieu le premier «Ciné-Piscine» de Beauvais qui est le report de la séance de plein air « Le grand bain » prévue sur la place Jeanne Hachette en juillet 2021.

Suite à une validation de la ville pour ce report, la date du 12 mars a été retenue afin que la manifestation de ce tout premier «Ciné-Piscine» rentre également dans «La nuit de l'eau» portée par le club de natation de l'aquaspace et en partenariat avec l'Unesco.

En effet l'envie de report dans ce lieu et l'envie d'animation différente pour cette nuit de l'eau se sont rassemblées sur cette proposition qui sera portée par un partenariat fort entre le club, l'aquaspace, l'ASCA et Cine rural qui assure la projection.

Pour compléter et dans le même esprit que les séances de plein air, nous allons essayer de créer une vidéo avec les jeunes nageurs durant les vacances de février afin de la projeter avant la séance.

D'autres animations auront lieu pour cette manifestation comme un DJ set, des actions de sensibilisation à l'eau, de la plongée, des bouets...

Nous sommes très heureux de proposer cette action nouvelle et originale à la population beauvaisienne et dans cette dynamique partenariale positive.



TREXOR FILMS et C&F-FILM PRODUCTIONS présentent

MATHEU AMALRIC
BENÛT POELVOORDE
VIRGINIE EFIRA
MARINA FOIS
FÉLIX MOATI

SÉLECTION OFFICIELLE
HORS COMPÉTITION
FESTIVAL DE CANNES

LE GRAND BAIN

UN FILM DE
GILLES LELLOUCHE

GUILAUME CANET
JEAN-HUGUES ANGLADE
LEÏLA BEKHTI
PHILIPPE KATERINE
ALBAN IVANOV
BALASINGHAM THAMILCHELVAN

SCÉNARIO ADAPTATION GILLES LELLOUCHE AHMED HAMDI JULIEN LAMBROSCHINI PRODUIT PAR ALAIN ATTAL ET HUGO SELIGNAC RÉALISÉ PAR GILLES LELLOUCHE

CASTING ANNE-SOPHIE BOURGEOIS COSTUME DESIGNER ANNE-SOPHIE BOURGEOIS DÉCORATEUR SCÉNARIQUE GILLES LELLOUCHE MONTAGE GILLES LELLOUCHE MUSIQUE GILLES LELLOUCHE

COOPÉRATION FINANCIÈRE DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

© 2019 C&F FILM. TOUS DROITS RÉSERVÉS. LE FILM EST UN PRODUIT DE C&F FILM PRODUCTIONS. C&F FILM PRODUCTIONS EST UN FILM DE C&F FILM PRODUCTIONS. C&F FILM PRODUCTIONS EST UN FILM DE C&F FILM PRODUCTIONS.



CONVENTION « PASSEURS D'IMAGES » 2022

Entre

La Ville de Beauvais

Représentée par son Maire, Madame Caroline CAYEUX agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du

Ci-après dénommée « **la Ville** »

Et

L'Association Culturelle Argentine

Déclarée à la préfecture le 9/11/1976 et enregistrée au Journal Officiel du 23/12/1977 sous le numéro 6690 représentée par son Président, Monsieur Hervé HEMME possédant tous pouvoirs à l'effet des présentes ;

Ci-après dénommée « **l'ASCA** »

PRÉAMBULE :

Depuis plusieurs années, la ville de Beauvais participe à l'opération nationale « Passeurs d'images », coordonnée au plan local par l'ASCA dans le cadre des activités du Cinéma Agnès Varda.

Passeurs d'images est un dispositif d'éducation à l'image, alliant la diffusion et la pratique, à destination des publics, prioritairement les jeunes, n'ayant pas ou peu accès à l'art cinématographique.

Le dispositif répond donc à des objectifs culturels et sociaux : meilleur accès aux pratiques cinématographiques, éducation à l'image, sensibilisation à la diversité culturelle, lutte contre les discriminations. Une priorité est accordée aux jeunes des quartiers qui ne partent pas en vacances, tout en favorisant la mixité des publics. Il s'appuie dans son organisation sur une mise en réseau d'acteurs sociaux et/ou culturels locaux pour l'accompagnement et la médiation du dispositif sur la ville.

Les projets Passeurs d'images sont conçus et mis en œuvre par un ensemble de partenaires sociaux et culturels autour d'objectifs communs. Au niveau de la Ville de Beauvais, le projet est porté par la Direction des affaires culturelles et la Direction Vie Educative qui regroupe les services Petite enfance, Vie éducative, Centres sociaux & Blog 46. Au plan régional, la DRAC des Hauts-de-France et le Pôle régional image : ACAP sont partenaires du dispositif.

Dans une démarche d'éducation artistique et de développement culturel de la ville, celle-ci entend renouveler son soutien auprès de l'ASCA pour la mise en œuvre de ce dispositif en 2022.

IL A ÉTÉ CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Par la présente convention, l'association s'engage conformément à son objet social, à coordonner au plan local, à son initiative et sous sa responsabilité, le dispositif Passeurs d'images 2022.

ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour un an prenant effet à sa signature.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production d'un bilan (cf. article 4).

ARTICLE 3 : DESCRIPTION DU PROJET

Le dispositif à Beauvais s'articule autour des volets suivants :

Ateliers de pratique de 2 jours - projet : 4 lieux = 4 films

Objectif : création d'un film de 4 minutes avec un thème commun : «raconte ton quartier»,

Organisation : les ateliers de création encadrés par l'association Bulldog association, sont réalisés sur 2 jours dans les structures partenaires. Une première restitution est prévue au cinéma Agnès Varda en mai-juin, une seconde présentation publique est également programmée à l'occasion des séances de plein air avant le film.

Lieux et dates : 4 stages prévus pendant les vacances d'avril

MAJI Argentine : 19 et 20 avril - Médiathèque centre-ville : 13 et 14 avril

MJA - St Jean : 11 et 12 avril - Malice - St Lucien : 21 et 22 avril

Public visé : 8 jeunes par groupe entre 12 et 15 ans

atelier gratuit

Référentes ASCA : Marie Holweck. Directrice artistique cinéma et arts numériques - Anaëlle ONIPOH. Médiatrice culturelle de quartier.

Animations en lien avec la programmation ASCA

Il s'agit de proposer une offre cinématographique différente de celle relayée habituellement par les médias et de privilégier par exemple, la diffusion de films Art et Essai, de documentaires ou de films d'animation indépendants. Ces projections sont accompagnées d'animations, de rencontres, de débats : elles s'organisent de préférence en présence des réalisateurs pour inciter à la découverte d'un autre type de cinéma.

Public : tout public

Tarif : droits d'entrée à la séance soit pour les jeunes 2,50 € pour les - de 18 ans et 4 € pour les 18-26 ans.

Aller au cinéma, mise en place d'un tarif spécifique durant l'été auprès des jeunes

Des contremarques de réductions sur les entrées valables dans les deux cinémas de la ville (CGR et Cinéma Agnès Varda) sont réservées aux jeunes de 10 à 18 ans, détenteurs de la carte BOP, durant les vacances scolaires d'été.

Montant de la réduction : 2,50 € pris en charge par la DEEJ (cf. article 4).

La diffusion des contremarques est coordonnée par l'ASCA en lien avec les 3 centres sociaux de la ville.

Public : jeunes de 10 à 18 ans

Quantité de contremarques éditées : 1 000 contremarques (impression ASCA)

Partenaires : Direction Vie Educative - Centres sociaux

Ciné- transat : cinéma plein-air été 2022

Il est prévu d'organiser trois séances de cinéma en plein-air dans les quartiers : Saint-Lucien, Saint-Jean et Argentine ainsi qu'une séance sur la Place Jeanne Hachette, les 4 premiers samedis du mois de juillet à savoir : les 2,9,16 et 23.

Public : tout public – près de 170 personnes attendues par séance - Tarif : gratuit

A noter que le Ciné-Piscine proposé le samedi 12 mars 2022 à l'Aquaspace à l'occasion de la Nuit de l'Eau organisée par la Fédération Française de Natation et l'UNICEF a été intégré dans le dispositif Passeurs d'images suite à un report de l'action de 2021 à 2022.

Formation avec l'ACAP – pôle régional image

Formation gratuite dispensée sur 1 journée par l'ACAP

Public : professionnels des secteurs jeunesse et social (animateurs, enseignants...), relais des publics (médiateurs, éducateurs...) – 10 à 15 professionnels attendus

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT FINANCIER DE LA VILLE

Montant de la subvention versée par la Direction des affaires culturelles

Afin d'accompagner la réalisation de Passeurs d'images 2022, et à la condition qu'elle en respecte toutes les clauses de la présente convention, la Ville de Beauvais via la Direction des affaires culturelles, s'engage à verser à l'Association une subvention de 14 000 € au titre de l'exercice 2022.

Le versement s'effectuera selon l'échéancier suivant :

- 10 000 € à la signature de la présente convention ;
- le solde au terme de l'action sur la base du budget réalisé. Celui-ci sera établi sur présentation du bilan d'évaluation retraçant notamment la réalisation détaillée du projet et d'un état budgétaire récapitulatif des dépenses engagées. Le bilan financier devra faire apparaître le budget prévisionnel conformément à l'annexe et le budget réalisé.

Les dépenses éligibles correspondent aux frais engagés pour la réalisation des actions et de leur communication. Les frais d'accueil liés à la formation ainsi que les frais de coordination ne sont pas pris en compte.

Pour les actions impactées par la pandémie liée à la Covid-19, annulées ou réduites, il sera procédé à un ajustement du budget dans la limite des frais engagés par le bénéficiaire.

La ville peut suspendre ou remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention dans les cas suivants :

- non-respect des clauses de la présente convention et, en particulier, non-exécution partielle de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la ville des conditions d'exécution de la convention par l'Association. Il est précisé qu'en cas de non-exécution totale d'une action, la ville exigera le reversement de la somme allouée à l'opération ;
- constat d'un changement dans l'objet de la subvention ou d'un changement dans l'affectation sans autorisation préalable.

Prise en charge des contremarques par la Direction Vie Educative

La Direction Vie Educative prend en charge le coût des contremarques sur la base de 2,50 € par ticket.

Le paiement s'effectuera à réception d'une facture émise par chaque cinéma, présentant un état chiffré des contremarques reçues accompagné obligatoirement des souches.

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

Tous les supports de communication et de promotion relatifs au projet Passeurs d'images devront faire apparaître le nom et le logo de la Ville de Beauvais, de façon lisible et identifiable.

L'ASCA fait son affaire du coût et de la réalisation de la communication.

À son niveau, la Ville s'engage à accompagner la promotion de la manifestation dans ses divers supports selon son programme habituel de promotion.

L'Association s'engage à communiquer via le portail collaboratif « Beauvais is Culture » en y intégrant régulièrement l'actualité du projet.

ARTICLE 6 : ASSURANCES

L'Association exerce les activités mentionnées à l'article 2 ci-dessus sous sa responsabilité exclusive.

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Ville de Beauvais ne puisse être recherchée.

L'association devra être en mesure de justifier à tout moment à la Ville de Beauvais de la souscription de ces polices d'assurances et du paiement effectif des primes correspondantes.

ARTICLE 7 : ÉVALUATION

La réunion d'évaluation du projet mené au titre de la présente convention rassemblera les représentants de l'Association et de la Ville ainsi que les partenaires du dispositif. L'organisation de cette réunion est à l'initiative de l'association qui prendra l'attache de la Direction des affaires culturelles à cet effet.

L'Association est entendue sur la base :

- d'un bilan d'activités accompagné d'une présentation détaillée de la fréquentation et du public touché ;
- d'une évaluation des partenariats ;
- d'un bilan financier de l'action ;
- d'une présentation du projet pour l'année suivante qui servira de base pour un renouvellement éventuel de la convention.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION, MODIFICATION ET CADUCITÉ

Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Ville de Beauvais et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Caducité

La présente convention sera rendue caduque par la dissolution de l'Association, laquelle entraînera le reversement de la subvention au prorata de la réalisation du budget annuel prévisionnel.

ARTICLE 9 : LITIGES

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif territorialement compétent. Il peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Fait à Beauvais, le en 2 exemplaires originaux de 4 pages + annexes.

Pour la Ville de Beauvais,

Pour l'Association,

Caroline CAYEUX
Maire de Beauvais

Hervé HEMME
Président de l'ASCA

Annexe 1 : Passeurs d'images présentation du dispositif national - Source ACAP



éducation portail - ressources aux images



Historique de l'opération : Passeurs d'images succède depuis le 1er janvier 2007 à l'opération Un été au Ciné / Cinéville, initiée par le Centre national de la cinématographie en 1991 dans le cadre de la politique de la ville et de l'opération de prévention interministérielle « Ville, Vie, Vacances ». Conscients du rôle important de l'art cinématographique et de l'intérêt de ces pratiques, la Délégation au Développement et à l'Action Territoriale, la Délégation Interministérielle à la Ville, la Direction de la jeunesse et de l'éducation populaire, le FAS se sont associés au dispositif en signant un protocole d'accord en juillet 2001.

Passeurs d'images est aujourd'hui un dispositif d'éducation à l'image et au cinéma à vocation culturelle et sociale, mis en place de façon prioritaire dans le cadre de la politique de la ville et soutenu par l'Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE). Il est inscrit dans les conventions de développement cinématographique et audiovisuelle conclues entre l'Etat et les Régions et dans le plan "Dynamique Espoir Banlieue".

Un nouveau protocole interministériel relatif au dispositif Passeurs d'images a été signé le 26 octobre 2009 par : le Ministère de la culture et de la communication (Secrétariat Général), le Secrétariat d'Etat chargé de la politique de la ville, le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC), l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (l'Acsé), le Haut Commissaire à la jeunesse - Ministère de la jeunesse et des Solidarités actives.

Descriptif : L'opération s'étend sur tout le territoire national (régions métropolitaines et de l'outre-mer) en s'appuyant sur de très nombreux partenariats engagés avec les collectivités locales, les salles de cinéma, les associations professionnelles du cinéma et de l'audiovisuel et les associations à vocation sociale ou d'insertion.

Passeurs d'images consiste en la mise en place, hors temps scolaire, de projets d'action culturelle cinématographique et audiovisuelle en direction des publics, prioritairement les jeunes, qui, pour des raisons sociales, géographiques ou culturelles, sont éloignés d'un environnement, de pratiques et d'une offre cinématographiques et audiovisuels. Il allie deux actions complémentaires : le voir et le faire, la diffusion et la pratique. Ces projets répondent à des objectifs précis : meilleur accès aux pratiques cinématographiques, éducation à l'image, sensibilisation à la diversité culturelle, lutte contre les discriminations et mobilisent dans une stratégie globale plusieurs partenaires sur un territoire et sur le long terme.

Les projets Passeurs d'images sont conçus et mis en œuvre par un ensemble de partenaires sociaux et culturels autour d'objectifs communs. Le réseau Passeurs d'images se structure ainsi en différents niveaux : les partenaires nationaux et les régionaux.

Objectifs : Les projets Passeurs d'images répondent à cinq objectifs principaux :

- proposer une offre diversifiée et notamment différente de celle relayée habituellement par les médias et les industries culturelles, et contribuer ainsi à l'éducation au cinéma, à l'audiovisuel et aux nouvelles technologies ;
- aider le public à mieux se situer vis-à-vis de l'image (cinéma, télévision, médias, jeux vidéo...) dans son environnement personnel ;
- contribuer à la formation et à la qualification des partenaires relais sur le terrain ;
- créer et développer du lien social au sein des territoires où se déroulent les actions ;
- promouvoir les projets destinés à faire apparaître la diversité culturelle de la société afin de lutter contre les discriminations.

Rapport n° B-DEL-2022-0052

Commission : Commission générale
Service :

Culture – Festival Les Photaumnales 2022 : convention et attribution d’une subvention à Diaphane - Pôle photographique en Hauts-de-France

L’association Diaphane, Pôle photographique des Hauts-de-France a pour vocation d’accompagner et de promouvoir la diversité de la création photographique et de toutes les pratiques liées à l’image à l’échelle des Hauts-de-France.

Le projet artistique et culturel porté par l’association s’articule autour de divers axes et actions : le soutien à la création lors de résidences et de séjours de production, la réalisation de parcours d’expositions réguliers, une offre de médiation, l’organisation de temps forts telle que la biennale de la photographie du patrimoine industriel Usimages sur le territoire de l’Agglomération Creil Sud Oise mais aussi « Les Photaumnales » qui se déploient chaque année à l’automne dans le sud de la Région des Hauts-de-France.

Le festival fédère autour d’un même thème un ensemble d’expositions inédites présentant une diversité d’artistes-photographes qui interrogent la création photographique contemporaine. Le festival donne lieu à de nombreuses actions de médiation, et d’éducation à l’image via des visites guidées, des conférences et des ateliers de pratiques photographique à destination de tous les publics et en particulier du jeune public à Beauvais.

L’organisation du festival s’appuie sur la mise à disposition d’espaces par différents lieux partenaires : Beauvais constituant le point d’ancrage historique du festival depuis 2004 et son épice centre depuis 2014, grâce au partenariat avec le Quadrilatère.

Dans la perspective de la fermeture du Quadrilatère pour travaux en juillet 2022, Les Photaumnales s’organiseront à Beauvais dans l’espace public. Un premier parcours a été imaginé par Diaphane pour l’édition 2022 proposant un cheminement entre squares, jardins, places avec une série de 10 expositions en extérieures, en centre-ville et dans les quartiers (square de la gare, square Watteeuw, parc Boileau, jardin de l’Eglise Saint-Etienne, place du marché, collégiale Saint-Barthélemy, parc Joséphine Baker).

Au regard de l’intérêt que présente le festival en termes de développement culturel du territoire et au regard de son rayonnement et de sa notoriété, la ville de Beauvais souhaite donc renouveler son soutien à Diaphane avec la signature d’une convention pluriannuelle, de 2022 à 2024 pour la mise en œuvre d’une manifestation dans l’espace public, le temps des travaux du Centre d’art.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'allouer à l'association Diaphane une subvention de 52 000 € pour Les Photoautomaux 2022 à Beauvais ; celle-ci sera prélevée sur les crédits disponibles inscrits au budget primitif 2022 ;
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer la convention ci-annexée.

CONVENTION DE PARTENARIAT CULTUREL

Festival « Les Potaumnales »

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de Beauvais représentée par Caroline CAYEUX, Maire de Beauvais agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

Désignée ci-après par " la Ville de Beauvais ", d'une part ;

ET

L'association Diaphane dont le siège social est situé au 16, rue de Paris 60600 Clermont représentée par son Président, Monsieur Didier CARRIÉ,

Désignée ci-après par " Diaphane", d'autre part.

Préambule

La Ville de Beauvais soutient depuis sa création en 2004, le Festival « Les Potaumnales » initié et conçu par l'association Diaphane, Pôle photographique en Hauts-de-France dont le projet artistique et culturel vise à promouvoir la diffusion de l'art photographique et de toutes les pratiques liées à l'image, vers un large public.

Beauvais constitue le point d'ancrage historique du festival. Depuis la reprise de la Galerie nationale de la tapisserie par la Ville, le festival se développe dans le cadre d'un partenariat avec Le Centre d'art – Le Quadrilatère.

A compter de juillet 2022, Le Quadrilatère fermant ses portes pour des travaux de restructuration d'ampleur, les partenaires ont donc convenu de déployer le festival en extérieur, dans la ville.

Durant la fermeture du bâtiment, « Les Potaumnales » ainsi que le Centre d'art vont donc déployer leurs activités hors-les-murs portant la création artistique dans l'espace public.

Le développement de ces projets répond à l'objectif 2 * du projet culturel de territoire

[] Objectif 2 : Territoire Créatif*

*Programme 5 Soutenir la création et accompagner la formation de nouvelles générations de créateurs –
Action 14 : Favoriser l'émergence des projets innovants et collaboratifs (ANRU) et Programme 8 Penser des espaces de fabrique pour la culture et d'expérimentations artistiques dans les villes et les bourgs –
Action 22 : Mettre en œuvre des projets artistiques pérennes ou éphémères dans l'espace public*

Dans cette configuration, il convient donc de signer une convention pluriannuelle pour l'organisation du festival hors-les-murs à Beauvais pour la période visée par les travaux à savoir de 2022 à 2024.

Il a été convenu entre les parties ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

Par la présente convention, l'Association Diaphane s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre à Beauvais le festival « Les Photaumnales » en extérieur, sous forme d'un parcours déambulatoire dans la ville et ce, pour les éditions 2022, 2023 et 2024

Le festival continuera par ailleurs d'investir divers lieux partenaires tels que le réseau des médiathèques, le Mudo, l'ASCA,...mais aussi les galeries présentes dans divers établissements scolaires.

Les Photaumnales 2022 se dérouleront du 17 septembre au 11 décembre 2022 à Beauvais et auront pour thème « La carte et le territoire » ou « Les territoires de la photographie ».

Pour sa part, la Ville s'engage à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif selon les modalités ci-après précisées. La Ville n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2 – PRISE D'EFFET – DURÉE

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2024.prenant effet à la date de sa signature par les parties.

ARTICLE 3 – OBJECTIFS GENERAUX DU FESTIVAL LES PHOTAUMNALES

Chaque année, le festival fédère autour d'un même thème un ensemble d'expositions inédites présentant une diversité d'artistes qui interrogent la création photographique contemporaine. La programmation offre une large visibilité aux artistes français et étrangers et propose au public de découvrir des travaux de photographes contemporains autant que des images issues de fonds d'archives nationaux et internationaux. Le festival approche la photographie dans toutes ses composantes : architecturale, humaine, documentaire, artistique...

Créé en 2004, le festival constitue désormais un temps fort de la photographie sur le territoire des Hauts-de-France. Sa programmation se déploie sur l'ensemble de la région en partenariat avec des différents lieux partenaires, permettant aux habitants des zones rurales et urbaines un accès privilégié à la culture.

Il est un temps de rencontres entre artistes, publics et œuvres dans un esprit d'échange, de curiosité, d'ouverture aux autres et au monde.

Accompagnant le développement et la professionnalisation du secteur, le festival organise des lectures de portfolios qui permettent aux photographes de présenter leur travail à des professionnels du monde de l'image et de la photographie afin de recueillir une appréciation critique et de trouver des opportunités de diffuser leurs images. Ces lectures organisées avec le réseau Diagonal associent également des acteurs culturels du territoire dont la direction du Quadrilatère et de l'Ecole d'art du Beauvaisis sont associés à la lecture des portfolios.

Les pratiques amateurs sont également mises en valeur dans le cadre d'actions développées avec les acteurs culturels et associatifs (Ecole d'art du Beauvaisis, le Photo-club, l'ASCA...).

Enfin, le festival met en place un volet important d'actions de médiation et d'éducation à l'image par la photographie. Des conférences tout public ainsi que des visites guidées et des ateliers de pratique photographique à destination de tous les publics sont organisés pendant la durée du festival et en particulier du jeune public à Beauvais.

Dans ce cadre, L'association Diaphane et la Ville de Beauvais partagent les objectifs suivants :

- porter la création artistique dans l'espace public invitant le public à vivre de nouvelles expériences culturelles, urbaines, relationnelles ;
- valoriser les espaces naturels, urbains et le patrimoine architectural de la ville ;
- affirmer une ligne artistique originale et de qualité contribuant à la reconnaissance du festival au plan national ;
- renforcer l'attractivité et la visibilité de la ville ;
- faire découvrir le territoire à la population locale et touristique ;
- contribuer à une identité de territoire propre à Beauvais et à son agglomération et à l'émergence d'un nouveau regard sur le territoire ;
- accroître l'ancrage du festival au sein de la ville en fédérant les différents acteurs locaux dans le cadre de partenariats ;
- soutenir la démarche de la Ville et de l'Agglomération pour l'obtention du label CFC - « Capitale Française de la Culture » en 2024.

ARTICLE 4 – MISE EN ŒUVRE DU FESTIVAL

Proposant des promenades photographiques au sein de la Ville, le festival dans sa version hors-les-murs se décline à chaque édition autour d'une série d'installations photographiques extérieures, en nombre suffisant pour proposer un véritable cheminement en centre-ville et dans les quartiers.

Chaque année, l'élaboration du parcours dans la ville sera définie en concertation entre les partenaires associant la direction artistique du festival, la direction du Quadrilatère, l'animatrice de l'architecture et du Patrimoine, la direction de l'école d'art et tout autre personne jugée nécessaire par les partenaires.

La collaboration portera sur un travail préparatoire : repérage technique dans la ville, échanges avec les services sur les besoins et demandes spécifiques, et un travail de réflexion et d'analyse du projet proposé par l'Association

La sensibilisation des publics fait partie intégrante du projet porté par Diaphane Elle est également au cœur du projet du Centre d'art.. Le projet en matière d'éducation artistique et culturelle répond à un double objectif : donner envie au jeune public de découvrir la photographie dans tous ses formes mais également développer l'esprit critique à travers une lecture de l'image.

Dans cette perspective, les partenaires s'engagent à poursuivre le dispositif de médiation en direction des publics et en particulier des jeunes (scolaires et accueils de loisirs), : celui-ci sera élaboré conjointement par le Quadrilatère et Diaphane.

Ces accueils sont gratuits et ils se font exclusivement sur réservation.

Le Quadrilatère assure toutes prises de réservation, assure la coordination du planning des visites, en informe régulièrement Diaphane, et sollicite le-la médiatrice de Diaphane sur certains créneaux.

Diaphane participera à la préparation de l'équipe des médiateurs de la ville et apportera les éléments utiles au bon déroulement des actions de médiations.

Diaphane réalisera des outils de médiation notamment un dossier pédagogique en direction notamment des enseignants et dans la mesure du possible un livret destiné au « jeune public ». Diaphane fait son

affaire de la réalisation et l'impression de ces documents sur la base d'un tirage qui sera conjointement fixé pour répondre aux besoins sur la durée du festival.

Le festival donne également lieu au développement d'un programme d'actions culturelles autour du festival invitant à la rencontre, à la découverte (cycle de conférences,...). Le programme devra être élaboré en tenant compte des disponibilités de lieux pouvant être mise à disposition par la Ville.

ARTICLE 5 – MODALITES TECHNIQUES

Engagement de l'Association

L'association fait son affaire du coût et de la fabrication

- des supports d'exposition. Dans un souci d'économie, ces structures en bois seront réutilisables d'une année sur l'autre. Tout traitement nécessaire préalable à l'installation (protection, peinture...) est assuré par l'Association ;
- de la mise en place de la signalétique et des moyens d'information du public ;
- de la mise en place des supports (plans-programmes) en divers lieux à Beauvais.

Dans cette nouvelle configuration, L'Association s'engage à maintenir à travers le dispositif scénographique, le degré d'exigence du festival dans la qualité de monstration des œuvres. Il devra respecter les règles d'accessibilité des publics.

Engagement de la Ville

La Ville s'engage à assurer l'installation technique selon le parcours fixé conjointement ce qui comprend :

- la pause des structures d'exposition en bois fournies par l'association,
- la pause des panneaux photographiques sous le contrôle de la direction artistique du festival ,
- le démontage des structures dans la semaine suivant la fin du festival,
- le transport aller et retour des éléments et panneaux entre le siège de l'Association à Clermont et Beauvais.

La Ville fait son affaire de l'engagement du personnel technique nécessaire à la mise en œuvre des installations. La Ville prendra à sa charge, en qualité d'employeur les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel technique ; l'association quant à elle, valorisera cette aide dans ses comptes.

La Ville via la régie technique culturelle s'engage à réaliser la maintenance des expositions en plein-air assurant un passage régulier, hebdomadaire, pour vérifier l'état général des structures, nettoyer les panneaux des salissures. Une fiche technique sera établie à cet effet par l'Association.

Il est convenu que tout panneau photographique endommagé sera signalé à l'Association qui s'engage à fournir à ces frais un nouveau support. Le remplacement du panneau sera réalisé par le régisseur du Quadrilatère.

Les partenaires conviennent d'agir dans les meilleurs délais pour préserver la qualité des expositions.

Le festival se produisant sur un domaine public, la Ville s'engage à fournir à l'Association tous les arrêtés municipaux nécessaires et autorisations préalables d'implantation sur son domaine public.

ARTICLE 6 – COMMUNICATION

L'Association s'engage à ne pas porter atteinte à l'image de marque de la Ville et du Quadrilatère lors de ses représentations publiques et dans le cadre de ses relations avec la presse et les médias ainsi que tout autre partenaire.

L'Association s'engage à faire apparaître, de façon lisible et identifiable sur tous les documents informatifs ou promotionnels édités par elle (plaquettes, cartons d'invitation, affiches, programmes, dossiers de presse, site internet...) y compris ceux adressés à la presse, le soutien apporté par la Ville de Beauvais par l'apposition de son nom et logo ainsi que celui du Quadrilatère. Dans tous les cas, ces mentions devront avoir un rang égal aux mentions des autres partenaires de l'Association.

L'Association s'engage à se concerter avec le service Communication de la Ville de Beauvais pour définir les modalités de mise en œuvre de cette disposition.

Les relations avec la presse locale seront coordonnées entre les partenaires notamment à l'occasion du vernissage dont la date sera définie conjointement sur proposition écrite de l'Association.

Plus généralement, Diaphane s'engage à informer la direction du Quadrilatère de tout accueil de journaliste et réciproquement.

Au terme de l'exposition, chaque partenaire s'engage à transmettre la revue de presse qu'il aura constituée.

En terme d'affichage, Diaphane fait son affaire du coût et de la réalisation des affiches pour les espaces qui lui seront réservés pour la promotion du festival au sein de la ville. Le type de réseaux et les quantités seront définis conjointement et dans la limite des possibilités d'affichage de la collectivité. De même, Diaphane fournit à la Ville des kakémonos pour accrochage au nouveau des lampadaires (9) parvis de la cathédrale.

Diaphane s'engage à communiquer via le portail culturel de Beauvais et à communiquer au Centre d'art les reportages photographiques relatifs aux expositions pour communication.

La Ville s'engage à diffuser via ses journaux et sites l'information relative au festival. Elle relaie également toute information relative au festival via les outils de communication propres au Quadrilatère.

ARTICLE 7 – RELATIONS PUBLIQUES

L'organisation du vernissage au sein du Quadrilatère en présence des élus, des partenaires institutionnels, de la presse est conjointement définie entre l'Association et la Ville.

Diaphane s'engage à se concerter avec le cabinet du maire et la direction du Quadrilatère pour en définir les modalités de mise en œuvre.

La Ville prend en charge l'organisation du cocktail (service et boissons) selon ses propres modalités. Diaphane prend directement en charge tout autre frais qu'elle souhaite engager à cette occasion.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

L'Association souscritra les assurances nécessaires attachées à sa qualité d'organisateur du festival placé sous sa responsabilité exclusive. A cet effet, elle s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Ville ne puisse être recherchée.

ARTICLE 9 – CONDITION DE DÉTERMINATION DU COUT DU FESTIVAL

Le besoin de financement public prend en compte tous les produits affectés à l'action. Ainsi, le budget prévisionnel du festival joint en annexe, précise les financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des ressources propres ainsi que les contributions non financières des partenaires dont l'Association dispose pour la réalisation de l'action.

Les coûts à prendre en considération comprennent tous ceux occasionnés par la mise en œuvre du festival conformément au dossier de demande de subvention présenté par l'association. Ils comprennent notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre de la manifestation qui sont :

- liés à l'objet de l'action et sont évalués en annexe ;
- nécessaires à la réalisation du programme de l'action ;
- raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- engendrés pendant le temps de la réalisation du programme de l'action ;
- dépensés par « l'Association » ;
- identifiables et contrôlables.

Lors de la mise en œuvre du festival, l'Association peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre nature de charges éligibles telles que les achats, les locations, les dépenses de publications, les charges de personnel, les frais de déplacement... Cette adaptation des dépenses réalisées dans le respect du budget estimé de la manifestation ne doit pas affecter la réalisation de la manifestation, objet des présentes et ne doit pas être substantielle. De même, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation de la manifestation.

ARTICLE 10 – ENGAGEMENT FINANCIER DE LA VILLE

Afin de soutenir la réalisation du festival, et à la condition qu'elle respecte toutes les clauses de la présente convention, la Ville de Beauvais s'engage à verser à l'Association une subvention annuelle.

Au titre de l'année 2022, la Ville s'engage à verser à Diaphane une subvention de 52 000 €. Le versement qui est subordonné à la signature de la présente convention par les deux parties s'effectuera en 2022 selon l'échéancier suivant :

- 80% à la signature de la présente convention ;
- 20% le solde suite à la réunion d'évaluation.

Pour les années suivantes, le versement de la subvention allouée s'établira selon l'échéancier qui suit :

- 20% en février, sur la base de la subvention accordée au budget primitif ou par anticipation sur la base du montant accordé l'exercice précédent ;
- 60% en juillet à la remise des comptes certifiés du dernier exercice clos ;
- 20% le solde en septembre sous réserve d'un examen par le comité d'évaluation.

La demande d'attribution de la subvention pour l'année n+1 sera saisie sur la plateforme de la Ville selon le calendrier annuel fixé.

La réunion d'évaluation des actions menées au titre de la présente convention rassemblera les représentants de l'Association et de la Ville. Celle-ci se tiendra dans les 2 mois suivant la fin du festival.

L'Association est entendue sur la base d'un rapport d'activités global et détaillé permettant d'évaluer tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées, de l'impact du projet au regard de l'intérêt général et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente convention. Il comprend :

- un premier bilan d'exploitation accompagné d'un rapport de gestion exposant la situation de l'association durant l'exercice en cours, son évolution prévisible ainsi que les événements importants survenus au cours de l'année ;
- une présentation détaillée de la fréquentation ;
- une revue de presse ;
- une évaluation des partenariats ;
- les comptes certifiés du dernier exercice clos ;
- un organigramme exhaustif du personnel mentionnant le type de contrat de travail (CDD-CDI) et le temps effectif de travail des agents (temps partiel ou complet).

Ce bilan sera accompagné d'une annexe indiquant les évolutions du projet envisagées pour l'année suivante qui servira de base pour un renouvellement éventuel de la convention.

L'Association s'engage à remettre à la Direction des affaires culturelles l'ensemble de ces documents (1 dossier papier + envoi sous format numérique) dans les 8 jours précédents la réunion

Le versement du solde pourra être suspendu si l'examen des justificatifs présentés par l'association lors de la réunion d'évaluation n'est pas satisfaisant nécessitant un complément d'envoi ou une nouvelle réunion.

ARTICLE 11 – OBLIGATIONS FINANCIÈRES ET LÉGALES DE L'ASSOCIATION

Engagements de l'Association relatifs au contrôle financier

Les comptes de l'Association sont établis pour un exercice courant du 1^{er} janvier au 31 décembre. Dans le cas où l'exercice comptable de l'Association ne coïnciderait pas avec l'année civile, l'Association devra indiquer l'affectation qu'elle a effectuée ainsi que les règles d'affectation de la subvention entre les deux exercices comptables.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence au règlement 99.01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation Comptable et à faire approuver ses comptes par les organes compétents au plus tard dans les quatre mois qui suivent la clôture des comptes. Le cas échéant, les aides apportées par la Ville de Beauvais et les autres partenaires de l'Association seront valorisées.

Transmission des Comptes annuels

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est signé par le président ou toute personne habilitée.

- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au JO ;
- le rapport d'activité retraçant la réalisation du budget prévisionnel relatif aux activités subventionnées tel que mentionné à l'article 1. Ce document devra permettre à la Ville de Beauvais d'évaluer l'action entreprise. L'ensemble de ces documents devra être adressé à la Direction des affaires culturelles.

Contrôle des obligations légales de l'Association par la Ville

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par la Ville de Beauvais, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente convention.

A cet effet, la Direction des affaires culturelles est plus particulièrement chargée du contrôle de l'Association. Cependant, la Ville de Beauvais pourra procéder ou faire procéder par les personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugera utile.

Sur simple demande de la Ville de Beauvais, l'Association devra lui communiquer tous documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion utiles.

Dans ce cadre, l'Association s'engage en particulier à lui communiquer les procès-verbaux des assemblées générales et du conseil d'administration ainsi que la composition du conseil d'administration et du bureau. En outre, l'Association devra informer la Ville de Beauvais des modifications intervenues dans les statuts.

Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la Ville, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir préalablement entendu ses représentants.

La Ville de Beauvais en informe l'Association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Paraphe du président de l'Association

Tout document (rapport d'activités, comptes annuels...) transmis à la Ville devra être revêtu du paraphe du président, représentant légal de l'Association.

ARTICLE 12 – MODIFICATION, RÉSILIATION, CADUCITÉ

Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Ville de Beauvais et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle

pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restées infructueuses.

Caducité

La présente convention sera rendue caduque par la dissolution de l'Association, laquelle entraînera le reversement de la subvention au prorata de la réalisation du budget annuel prévisionnel.

ARTICLE 13 – RECOURS

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif territorialement compétent. Il peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr."

Fait à Beauvais, leen 2 exemplaires originaux de 9 pages + annexes

Pour la Ville de Beauvais,

Pour l'Association,

Caroline CAYEUX

Maire de Beauvais

Didier CARRIÉ

Président

Annexe 1 : Budget prévisionnel du festival

Photaumnales - Budget prévisionnel 2022

CHARGES			PRODUITS		
	Montant	%		Montant	%
60 - ACHATS	3 500 €	2%	70 - VENTE DE MARCHANDISES, PRESTATIONS DE SERVICES	0 €	0%
Prestations de services			Prestations		
Achats matières et matériels	2 000 €	1%	Adhésions		
Autres fournitures	1 500 €	1%	Fonds propres		
61 - SERVICES EXTERIEURS	82 500 €	39%	74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	207 000 €	99%
Sous traitance générale	77 000 €	37%	Ministère de la Culture / DRAC Hauts-de-France	55 000 €	26%
Locations mobilière et immobilière	500 €	0%	Conseil régional des Hauts-de-France	51 000 €	24%
Entretien et réparation	500 €	0%	Conseil départemental de l'Oise	18 000 €	9%
Assurances	2 000 €	1%	Communauté d'agglomération du Beauvaisis	15 000 €	7%
Documentation	2 500 €	1%	Ville de Beauvais	52 000 €	25%
62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS	41 000 €	20%	Ville de Clermont	6 500 €	3%
Droits d'auteur	20 000 €	10%	Autres établissements publics	9 500 €	5%
Communication, publicité	3 000 €	1%			
Déplacements, missions	16 000 €	8%	75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		
Services bancaires, autres	2 000 €	1%	Dont cotisations, dons manuels ou legs		
63 - IMPÔTS ET TAXES			76 - PRODUITS FINANCIERS		
Impôts et taxes sur rémunérations			77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Autres impôts et taxes			78 - REPORTS RESSOURCES NON UTILISEES		
64 - CHARGES DE PERSONNELS	80 000 €	38%	TOTAL DES PRODUITS	207 000 €	99%
Rémunération des personnels	56 000 €	27%			
Charges sociales	24 000 €	11%			
Autres charges de personnel					
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE					
66 - CHARGES FINANCIERES					
67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES					
68 - DOTATION AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS					
TOTAL DES CHARGES	207 000 €	99%			
86 - EMPLOI DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	3 000 €	1%	87 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	3 000 €	1%
Secours en nature			Bénévolat	3 000 €	1%
Mise à disposition gratuite de biens et services			Prestations en nature		
Prestations			Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole	3 000 €	1%	Dons en nature		
TOTAL	210 000 €	100%	TOTAL	210 000 €	100%

Rapport n° B-DEL-2022-0051

Commission : Commission générale

Service :

Culture - Pianoscope - grille tarifaire des concerts

L'organisation de Pianoscope nécessite de définir la grille tarifaire des concerts proposés dans le cadre du festival.

Les tarifs ci-dessous listés concernent les éditions 2022 et 2023 et sont inchangés depuis 2019.

Il est en effet proposé de maintenir cette grille pour la durée de l'exploitation du théâtre dans la structure éphémère.

Tarif A	Plein tarif : 23 €	Tarif réduit 19 €
Tarif B	Plein tarif : 19 €	Tarif réduit 17 €
Tarif C	Tarif unique à 10 € pour les concerts « Découverte »	
	Les spectateurs ayant acquis un PASS bénéficient de la gratuité au concert découverte	
PASS	17 € la place pour un abonnement à 3 concerts et plus, pour la même personne	
Groupe	13 € par personne à partir de 10 places réservées sur un même concert	
Séance scolaire	Accès sur réservation, gratuit	

Tarifs spécifiques pour les jeunes

- gratuit : jeune jusqu'à 13 ans, titulaire de la carte BOP valable sur tous les concerts quel que soit le lieu
- 11 € : jeune de 13 à moins de 18 ans, sur tous les concerts
- gratuit : séance scolaire destinée au groupe sur réservation uniquement, dans la limite des places disponibles
- Pass culture accepté pour les jeunes de 18 à 20 ans

Tarifs réduits > sur présentation de justificatifs en cours de validité de moins de 3 mois

- demandeur d'emploi et allocataire du RSA
- moins de 25 ans
- étudiant
- élève du conservatoire Eustache-du-Caurroy
- abonné au Théâtre du Beauvaisis

- personne travaillant dans le secteur du spectacle vivant sur présentation de la carte congés spectacle, attestation employeur ou Pôle emploi
- personne en situation de handicap
- les titulaires des cartes Séniors Privilèges BOP et Famille nombreuse

Vente en ligne > commission du distributeur à la charge du spectateur

Les exonérations

Par dérogation aux tarifs contenus dans ce rapport, la Ville de Beauvais peut accorder des places gratuites dans les cas suivants :

- les invitations destinées au protocole ;
- les invitations destinées aux partenaires institutionnels ;
- les invitations destinées à la presse, aux professionnels (programmeurs, agents...), artistes ;
- les invitations destinées aux mécènes et acteurs économiques ;
- aux accompagnateurs de groupes de jeunes ;
- pour des jeux-concours promotionnels mis en place avec la presse ;
- un quota d'invitations est également réservé au Théâtre du Beauvaisis à savoir 15 places pour les concerts co-produits.

Il est rappelé que la vente de la billetterie est réalisée par le Théâtre du Beauvaisis avec ses moyens logistiques : une convention de mandat est signée chaque année à cet effet. De ce fait, les modalités de réservations s'organisent selon celles du théâtre.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'adopter les tarifs énoncés ci-dessus qui entreront en vigueur au lendemain du conseil municipal ;
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces utiles à ce dossier, notamment les conventions annuelles de mandat avec le comité de gestion du théâtre du Beauvaisis (CGTB) pour la gestion de la billetterie du festival pour la durée d'application de la présente grille tarifaire et les conventions annuelles de co-réalisation entre la ville et le CGTB.

CONVENTION DE MANDAT POUR LA PERCEPTION DES RECETTES DE BILLETTERIE DU FESTIVAL PIANOSCOPE

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Ville de Beauvais

Hôtel de ville, BP 330, 60021 BEAUVAIS Cedex, représentée par Caroline CAYEUX, Maire, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du

SIRET : 216 000 562 000 19 - APE : 8411 Z - N° TVA FR : 85 216 000 562 - Licences : n° 1-1094808 ;
2-1064919 et 3-1094835

Ci-après dénommée « la Ville », d'une part ;

Et

Le Comité de Gestion du Théâtre du Beauvaisis – C.G.T.B

association loi 1901 déclarée à la Préfecture de l'Oise le 7 mai 2002, et enregistrée sous le n°0601014672, représentée par sa présidente, Madame Valérie Bulard, agissant en vertu d'une délibération de l'assemblée générale en date du 15 septembre 2020

SIRET : 442 529 996 000 13 - APE : 9001Z - N° TVA FR : 82 44 252 9996 - 1 - 1089779 & 3 - 10899780
Ci-après dénommé « le CGTB », d'autre part ;

En application des articles L1611-7 et L 161-7-1 Du CGCT permettant aux comptables publiques de donner mandat à un tiers pour notamment l'exécution de recettes ;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet du mandat

La Ville donne mandat au Comité de Gestion du Théâtre du Beauvaisis pour organiser la totalité de la vente de la billetterie de l'ensemble des concerts prévus à l'occasion du festival Pianoscope 2022 qui se déroule à Beauvais du 6 au 9 octobre 2022 (cf. programmation en annexe).

Pour l'accomplissement des opérations ci-dessous énoncées (cf. article 2), le CGTB apporte ses moyens logistiques pour la vente des billets de l'ensemble des concerts programmés. À cet effet, le Théâtre du Beauvaisis utilise son propre logiciel et support de billetterie. Les billets édités dans ce cadre, outre les mentions habituelles et obligatoires, indiqueront de façon lisible le nom de la manifestation.

La vente des billets a lieu pendant les heures d'ouverture du Théâtre du Beauvaisis et le soir des spectacles.

La billetterie est ouverte à partir du 22 juin 2022.

La vente en ligne est assurée par le prestataire du théâtre. Dans ce cas, la commission du distributeur est à la charge du spectateur.

Le présent mandat s'exerce dans le cadre exclusif du festival 2022.

Le CGTB agira au nom et pour le compte de la Ville dans les conditions définies au présent mandat. À ce titre, il est notamment chargé d'appliquer la tarification décidée par la Ville (cf annexe).

Un exemplaire original du présent mandat sera transmis au comptable public dès sa conclusion.

ARTICLE 2 : Durée du mandat

Le présent mandat est consenti pour l'organisation du festival Pianoscope 2022. Il prend effet à compter de l'ouverture de la billetterie jusqu'au 31 octobre 2022.

ARTICLE 3 : Opérations confiées au CGTB en qualité de mandataire

Au titre de sa mission et en vertu du mandat qui lui est confié, le CGTB est habilité à réaliser les opérations suivantes :

- organiser la vente, physique et en ligne, de la billetterie du festival ;
- encaisser les recettes afférentes ;
- rembourser les billets notamment en cas d'annulation d'un spectacle ;
- facturer aux organismes (collectivités, CE,...) l'achat de places en groupe ;
- reverser à la Ville les recettes collectées.

Il est à noter que le recouvrement contentieux ne sera pas confié au CGTB. Néanmoins, il a l'obligation, de transférer au comptable public les créances non recouvrées afin que ce dernier puisse engager les mesures adéquates pour leur recouvrement. Les créances visées concerneraient la vente de billets de groupe établie sur facturation.

ARTICLE 4 : Rémunération du mandataire

Conformément aux termes du contrat de coréalisation, l'intégralité de la recette TTC correspondant au total des billets vendus sera partagée à concurrence de 75% au profit de la Ville et 25% au profit du CGTB. Le décompte fera mention, pour chaque part, des montants TTC, HT, et de la TVA.

La TVA, dont le montant est inclus dans le prix de la place, devra être versée par chacune des parties. De ce fait, chaque partie recevra la part de TVA dont elle sera comptable vis-à-vis du Trésor Public et cela conformément aux dispositions fiscales.

Les éventuelles commissions bancaires sont à la charge de la Ville.

ARTICLE 5 : Obligations du mandataire

5.1 Reversement des recettes perçues

Dans un délai de 10 jours suivant le dernier concert, le CGTB transmettra un bordereau récapitulatif des recettes réalisées. Il est précisé que le CGTB, ayant l'obligation de conserver les souches des billets, celles-ci pourront le cas échéant, sur une période donnée, être remises au trésorier municipal pour vérification.

Le CGTB procédera au reversement à la Ville des recettes perçues, déduction faite de sa part de recettes. Le CGTB s'acquittera de la somme due par virement sur présentation d'une facture complétée par un titre de recette émis par la Ville auprès du CGTB. En cas de retard dans le versement des recettes, le CGTB peut être astreint à des pénalités financières : il est alors fait application du taux d'intérêt légal.

5.2 Obligations comptables

Le CGTB tient une comptabilité auxiliaire permettant de suivre distinctement les recettes et les dépenses constatées au titre des remboursements prévus dans la présente convention.

ARTICLE 6 : Contrôles du mandataire

Le CGTB est soumis aux contrôles du comptable public assignataire et de la Ville. Le CGTB s'engage à apporter, dans un délai de quinze jours, au comptable public toute information et toute justification que ce dernier sollicitera concernant l'exécution de la convention.

Le CGTB, ayant l'obligation de conserver les souches des billets, celles-ci pourront, sur une période donnée, être remises au trésorier municipal pour vérification.

ARTICLE 7 : Responsabilité

En cas de non respect des obligations prévues au présent mandat, la Ville pourra engager la responsabilité du CGTB.

ARTICLE 8 : Litiges

À défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif territorialement compétent. Il peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr."

La présente convention est établie en 3 exemplaires originaux.

Avis conforme du comptable public : Monsieur Patrick Descamps
Signature/ Date :

Pour la Ville de Beauvais
Le Maire

Pour le Comité de Gestion du Théâtre du Beauvaisis
La Présidente

Caroline CAYEUX

Valérie BULARD

Pianoscope
Carte blanche à Jean-François Zygel
Beauvais – du 6 au 9 octobre 2022

Programmation prévisionnelle

Pour la 16^{ème} édition du festival Pianoscope, le pianiste Jean-François Zygel a imaginé une série de concerts étonnante et singulière, fidèle à son talent d'improvisateur. Il a convié des amis de longue date comme Michel Portal, Dan Tepfer ou Médéric Collignon et nous propose de voyager à travers un ciné-concert ou un portrait musical de la ville tout en revisitant Bach et Mozart accompagné de talentueux artistes.

Jeudi 6 à 20h30

Théâtre du Beauvaisis – scène nationale

Ciné-concert *Le Fantôme de l'Opéra*

Jean-François Zygel, piano

Film de 1925 – États-Unis – 93 min.

Version reconstituée, Noir et blanc et teintée

Scénario de Elliott J. Clawson et Raymond

Schrack d'après le roman *Le Fantôme de*

l'Opéra de Gaston Leroux

*Scolaire l'après-midi

Vendredi 7 à 18h

Auditorium Rostropovitch

Atelier-rencontre sur l'art d'improviser

En partenariat avec le Conservatoire

Vendredi 7 à 20h30

Maladrerie Saint-Lazare

Michel Portal, clarinette et saxophone

Médéric Collignon, cornet à pistons et bugle

Jean-François Zygel, piano

Samedi 8 à 18h30

Maladrerie Saint-Lazare (à confirmer)

Portraits à emporter

Samedi 8 à 21h

Maladrerie Saint-Lazare

Duo de pianos – impro autour de JS BACH

Jean-François Zygel & Dan Tepfer, pianos

Dimanche 9 à 11h

Maladrerie Saint-Lazare

Jean-François Zygel met Beauvais en musique

Un portrait musical de la ville, de ses lieux emblématiques, de ce qui fait son unicité et son attrait.

Dimanche 9 à 16h

Maladrerie Saint-Lazare

Récital Dan Tepfer, piano

Dimanche 9 à 18h30

Théâtre du Beauvaisis

Mon Mozart à moi

Thomas Bloch, harmonica de verre

Magali Mosnier, flûte

Hélène Devilleneuve, hautbois

Deborah Nemtanu, violon

David Gaillard, alto

Christian-Pierre La Marca, violoncelle

(à confirmer)

Jean-François Zygel, piano

Contrat de coréalisation Pianoscope 2022

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Ville de Beauvais

Hôtel de ville, BP 330, 60021 BEAUVAIS Cedex, représentée par Caroline CAYEUX, Maire, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du

SIRET : 216 000 562 000 19 - APE : 8411 Z - N° TVA FR : 85 216 000 562 - Licences : n° 1-1094808 ; 2-1064919 et 3-1094835

Ci-après dénommée « **la Ville** », d'une part ;

Et

Le Comité de Gestion du Théâtre du Beauvaisis – C.G.T.B, association loi 1901 déclarée à la Préfecture de l'Oise le 7 mai 2002, et enregistrée sous le n°0601014672, représentée par sa présidente, Madame Valérie BULARD, agissant en vertu d'une délibération de l'assemblée générale du 15 septembre 2020

SIRET : 442 529 996 000 13 - APE : 9001Z - N° TVA FR : 82 44 252 9996 - 1 - 1089779 & 3 - 10899780

Ci-après dénommé « **le CGTB** », d'autre part ;

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Le festival Pianoscope 2022 se déroulera du 6 au 9 octobre 2022. Créé en 2006 par la Ville de Beauvais, il vise à offrir à un large public, le temps d'un week-end d'automne, 3 jours entiers dédiés au piano.

La programmation artistique est confiée à une personnalité artistique de référence sous forme d'une « Carte blanche » et réunit des artistes internationalement reconnus mais aussi des jeunes talents. La direction artistique de cette 16^e édition a été confiée à Jean-François Zygel.

Dans cette perspective, la Ville de Beauvais et le théâtre du Beauvaisis poursuivent leur partenariat. Les deux entités s'associent afin de dynamiser l'offre artistique dans le domaine de la musique classique et sa diffusion auprès du plus grand nombre.

CECI EXPOSÉ IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Article I - Objet

À l'occasion du festival Pianoscope qui se tiendra du 6 au 9 octobre 2022, la Ville et le CGTB coréaliseront les concerts payants programmés au sein du théâtre hors-les-murs, de la maladrerie Saint-Lazare et de l'auditorium Rostropovitch conformément à la programmation détaillée en annexe.

Article II - Obligations de la Ville

La Ville, en qualité de producteur du festival, s'est assurée de la disposition de la grange de la maladrerie Saint-Lazare et de l'auditorium Rostropovitch ainsi que du concours des artistes nécessaires à la présentation des spectacles. Il est précisé qu'aucune modification au programme détaillé en annexe ne pourra être apportée par le théâtre.

La Ville fournira, au(x) lieu(x) et heure(s) fixée(s) dans l'annexe 1, les spectacles entièrement montés et assumera la responsabilité artistique des représentations. Les spectacles comprendront tous les éléments artistiques nécessaires à leurs représentations, notamment les pianos dont elle prend en charge la location. Si elle estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux mis à disposition par le théâtre, elle devra à ses frais en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

D'une façon générale, la Ville fait son affaire des frais inhérents à la réalisation du festival. À ce titre, elle aura notamment à sa charge les droits d'auteurs et en assurera la déclaration et le paiement auprès des organismes compétents.

La régie technique des concerts organisés dans les lieux autres que le théâtre est assurée par la Ville qui assure également le service général des lieux concernés, l'accueil du public et le service de sécurité.

En matière de communication, la Ville aura à sa charge, selon les modalités qui lui sont propres, la promotion de la manifestation ainsi que les frais qui en résultent. Concernant les relations avec la presse, celles-ci seront gérées et organisées par la Ville en concertation avec le Théâtre du Beauvaisis.

Elle s'engage à faire figurer le nom et le logotype du théâtre sur tous ses outils de communication et de diffusion. Dans tous les cas, cette mention devra avoir un rang au moins égal aux mentions des autres partenaires médiatiques ou/et institutionnels de la Ville.

Enfin, la Ville fait son affaire du coût et de l'organisation des cocktails pouvant être mis en œuvre au théâtre dans le cadre de la manifestation.

Article III - Obligations du CGTB

Le CGTB fournira le lieu de représentation en ordre de marche, y compris le matériel scénique, lumineux et sonore dont il dispose et le personnel nécessaire aux déchargement et rechargement, aux montage et démontage, et au service des représentations. La régie technique des spectacles programmés au théâtre est sous la responsabilité du régisseur du théâtre et de son équipe. Le théâtre fait son affaire du coût et de l'engagement d'intermittents techniques supplémentaires.

Le CGTB s'engage à ouvrir le Nota Bene et à y organiser l'accueil du public 1 heure avant les spectacles et entre les spectacles programmés la même journée. Il y sera proposé un service de boissons voire une restauration très légère. Il est précisé qu'il gardera le bénéfice des ventes réalisées.

Le CGTB autorise la Ville à mettre en œuvre dans le Nota Bene, un espace pour des animations diverses (signature, vente de produits culturels (livres, disques...), animation musicale), avec les partenaires de son choix. Les installations, aménagements éventuels liés à cette mise en œuvre se feront d'un commun accord avec le directeur technique du théâtre.

Le CGTB assure en outre le service général du théâtre, l'accueil du public et le service de sécurité.

Conformément à la convention de mandat, le CGTB gère la billetterie du festival, physique et en ligne. La vente en ligne sera directement assurée pour la totalité des concerts par le prestataire habituel du CGTB. Il est convenu que la commission du distributeur reste à la charge du spectateur.

Le point de vente principal de la billetterie est situé au théâtre. Le théâtre s'engage à organiser un point de vente sur site pour chaque concert organisé dans les autres lieux comme la Maladrerie et de l'Auditorium Rostropovitch. Le point de vente sera mis en place une heure avant le début du spectacle.

Le CGTB s'engage à communiquer au début de chaque semaine un décompte des ventes réalisées. Celui-ci sera accompagné d'un bordereau de recettes pour la période concernée.

En matière de publicité et d'information, le CGTB s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par la Ville et observera scrupuleusement les mentions obligatoires. Pour les renseignements, la ligne annoncée est celle de la Direction des affaires culturelles de la Ville. Pour la billetterie, la ligne est celle du théâtre. Le théâtre s'engage à intégrer dans la brochure de saison une présentation des concerts de clôture et de fermeture du festival. À cet effet, la Ville lui communiquera les éléments nécessaires : visuels et textes.

Article IV - Prix des places

La grille tarifaire applicable est celle définie en annexe.

La capacité du théâtre est de 450 places ; maladrerie : 377 places ; auditorium Rostropovitch : 120 places. Les jauges seront adaptées aux dispositions sanitaires en vigueur.

Chaque partie bénéficiera d'un quota de places exonérées pour les concerts selon les dispositions suivantes au regard de la jauge qui sera fixée aux vues des conditions sanitaires. En pleine jauge, le quota est fixé pour chaque concert à 15 places pour le CGTB, 50 pour la Ville.

La Ville définit les plans de salle pour les places « protocoles ». D'une façon générale, elle veille à ce que les décisions soient prises en fonction des conditions techniques propres à chaque concert et des moyens logistiques du théâtre. Elle s'engage à communiquer dans des délais raisonnables les informations nécessaires à cette gestion, de manière à faciliter la tâche de la responsable de la billetterie.

Article V - Répartition et versement de la recette de billetterie

La recette TTC correspondant au total des billets vendus – billetterie et en ligne - sera partagée à concurrence de 75% au profit de la Ville et 25% au profit du théâtre.

Le décompte de coréalisation fera mention, pour chaque part, des montants TTC, HT, et de la TVA.

Le CGTB versera à la Ville la somme correspondant à sa part de recette au terme de la manifestation. Il s'acquittera de la somme due par virement sur présentation d'une facture émise par la Ville.

Les autres dispositions liées à la gestion de la billetterie sont précisées dans la convention de mandat établie entre les parties.

Article VI - Apport du théâtre à la coréalisation

De convention expresse, il a été convenu que le théâtre participe financièrement à la réalisation du festival. La contribution financière forfaitaire du théâtre s'élève à 12 000 €. Le règlement de cette somme s'effectuera en juillet à réception d'une facture émise par la Ville.

Article VII - Règlement de la TVA

La TVA dont le montant est inclus dans le prix de la place, devra être versée par chacune des parties (si assujetti) en fonction des parts de recette définies à l'article V et, le cas échéant, du complément de recette défini à l'article VI. De ce fait, chaque partie recevra la part de TVA dont elle sera comptable vis-à-vis du Trésor Public et cela conformément aux dispositions fiscales.

Article VIII - Assurances

La Ville est tenue d'assurer contre tous les risques tous les objets lui appartenant ou appartenant à son

personnel. Elle s'engage à souscrire les assurances nécessaires couvrant sa responsabilité civile, celle de son personnel et vis-à-vis de tout tiers dont elle est civilement responsable.

Le CGTB déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés aux représentations des spectacles dans son lieu, notamment en matière de responsabilité civile.

Article IX - Annulation du contrat

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

Article X - Compétence juridique

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif territorialement compétent. Il peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Fait à Beauvais, en deux exemplaires originaux de 6 pages, le

Pour la Ville de Beauvais

Le Maire

Pour le Comité de Gestion du Théâtre du Beauvaisis

La Présidente

Caroline CAYEUX

Valérie BULARD

Pianoscope
Carte blanche à Jean-François Zygel
Beauvais – du 6 au 9 octobre 2022

Programmation prévisionnelle

Pour la 16^{ème} édition du festival Pianoscope, le pianiste Jean-François Zygel a imaginé une série de concerts étonnante et singulière, fidèle à son talent d'improvisateur. Il a convié des amis de longue date comme Michel Portal, Dan Tepfer ou Médéric Collignon et nous propose de voyager à travers un ciné-concert ou un portrait musical de la ville tout en revisitant Bach et Mozart accompagné de talentueux artistes.

Jeudi 6 à 20h30

Théâtre du Beauvaisis – scène nationale

Ciné-concert *Le Fantôme de l'Opéra*

Jean-François Zygel, piano

Film de 1925 – États-Unis – 93 min.

Version reconstituée, Noir et blanc et teintée

Scénario de Elliott J. Clawson et Raymond

Schrack d'après le roman *Le Fantôme de*

l'Opéra de Gaston Leroux

*Scolaire l'après-midi

Vendredi 7 à 18h

Auditorium Rostropovitch

Atelier-rencontre sur l'art d'improviser

En partenariat avec le Conservatoire

Vendredi 7 à 20h30

Maladrerie Saint-Lazare

Michel Portal, clarinette et saxophone

Médéric Collignon, cornet à pistons et bugle

Jean-François Zygel, piano

Samedi 8 à 18h30

Maladrerie Saint-Lazare (a confirmer)

Portraits à emporter

Samedi 8 à 21h

Maladrerie Saint-Lazare

Duo de pianos – impro autour de JS BACH

Jean-François Zygel & Dan Tepfer, pianos

Dimanche 9 à 11h

Maladrerie Saint-Lazare

Jean-François Zygel met Beauvais en musique

Un portrait musical de la ville, de ses lieux emblématiques, de ce qui fait son unicité et son attrait.

Dimanche 9 à 16h

Maladrerie Saint-Lazare

Récital Dan Tepfer, piano

Dimanche 9 à 18h30

Théâtre du Beauvaisis

Mon Mozart à moi

Thomas Bloch, harmonica de verre

Magali Mosnier, flûte

Hélène Devilleneuve, hautbois

Deborah Nemtanu, violon

David Gaillard, alto

Christian-Pierre La Marca, violoncelle (à confirmer)

Jean-François Zygel, piano

PIANOSCOPE - GRILLE TARIFAIRE DES CONCERTS

Tarif A	Plein tarif : 23 €	Tarif réduit 19 €
Tarif B	Plein tarif : 19 €	Tarif réduit 17 €
Tarif C	Tarif unique à 10 € pour les concerts « Découverte »	
	Les spectateurs ayant acquis un PASS bénéficient de la gratuité au concert découverte	
PASS	17 € la place pour un abonnement à 3 concerts et plus, pour la même personne	
Groupe	13 € par personne à partir de 10 places réservées sur un même concert	
Séance scolaire	Accès sur réservation, gratuit	

Tarifs spécifiques pour les jeunes

- gratuit : jeune jusqu'à 13 ans, titulaire de la carte BOP valable sur tous les concerts quel que soit le lieu
- 11 € : jeune de 13 à moins de 18 ans, sur tous les concerts
- gratuit : séance scolaire destinée au groupe sur réservation uniquement, dans la limite des places disponibles
- Pass culture accepté pour les jeunes de 18 à 20 ans

Tarifs réduits > sur présentation de justificatifs en cours de validité de moins de 3 mois

- demandeur d'emploi et allocataire du RSA
- moins de 25 ans
- étudiant
- élève du conservatoire Eustache-du-Caurroy
- abonné au Théâtre du Beauvaisis
- personne travaillant dans le secteur du spectacle vivant sur présentation de la carte congés spectacle, attestation employeur ou Pôle emploi
- personne en situation de handicap
- les titulaires des cartes Séniors Privilèges BOP et Famille nombreuse

Vente en ligne > commission du distributeur à la charge du spectateur

Les exonérations

Par dérogation aux tarifs contenus dans ce rapport, La Ville de Beauvais peut accorder des places gratuites dans les cas suivants :

- les invitations destinées au protocole ;
- les invitations destinées aux partenaires institutionnels ;
- les invitations destinées à la presse, aux professionnels (programmateurs, agents...), artistes ;
- les invitations destinées aux mécènes et acteurs économiques ;
- aux accompagnateurs de groupes de jeunes ;
- pour des jeux-concours promotionnels mis en place avec la presse ;
- un quota d'invitation est également réservé au Théâtre du Beauvaisis à savoir 15 places par concert.

Pianoscope
Carte blanche à Jean-François Zygel
Beauvais – du 6 au 9 octobre 2022

Programmation prévisionnelle

Pour la 16^{ème} édition du festival Pianoscope, le pianiste Jean-François Zygel a imaginé une série de concerts étonnante et singulière, fidèle à son talent d'improvisateur. Il a convié des amis de longue date comme Michel Portal, Dan Tepfer ou Médéric Collignon et nous propose de voyager à travers un ciné-concert ou un portrait musical de la ville tout en revisitant Bach et Mozart accompagné de talentueux artistes.

Jeudi 6 à 20h30

Théâtre du Beauvaisis – scène nationale

Ciné-concert *Le Fantôme de l'Opéra*

Jean-François Zygel, piano

Film de 1925 – États-Unis – 93 min.

Version reconstituée, Noir et blanc et teintée

Scénario de Elliott J. Clawson et Raymond

Schrack d'après le roman *Le Fantôme de*

l'Opéra de Gaston Leroux

*Scolaire l'après-midi

Vendredi 7 à 18h

Auditorium Rostropovitch

Atelier-rencontre sur l'art d'improviser

En partenariat avec le Conservatoire

Vendredi 7 à 20h30

Maladrerie Saint-Lazare

Michel Portal, clarinette et saxophone

Médéric Collignon, cornet à pistons et bugle

Jean-François Zygel, piano

Samedi 8 à 18h30

Maladrerie Saint-Lazare (à confirmer)

Portraits à emporter

Samedi 8 à 21h

Maladrerie Saint-Lazare

Duo de pianos – impro autour de JS BACH

Jean-François Zygel & Dan Tepfer, pianos

Dimanche 9 à 11h

Maladrerie Saint-Lazare

Jean-François Zygel met Beauvais en musique

Un portrait musical de la ville, de ses lieux

emblématiques, de ce qui fait son unicité et

son attrait.

Dimanche 9 à 16h

Maladrerie Saint-Lazare

Récital Dan Tepfer, piano

Dimanche 9 à 18h30

Théâtre du Beauvaisis

Mon Mozart à moi

Thomas Bloch, harmonica de verre

Magali Mosnier, flûte

Hélène Devilleneuve, hautbois

Deborah Nemtanu, violon

David Gaillard, alto

Christian-Pierre La Marca, violoncelle (à

confirmer)

Jean-François Zygel, piano

Rapport n° B-DEL-2022-0053

Commission : Commission générale

Service :

Culture – Le Quadrilatère et la Mission Ville d’art et d’histoire - adhésions à des associations

L'association Docomomo France (pour la DOcumentation et la COnservation des édifices et sites du MOuvement MOderne) rassemble des personnes d’horizons variés : historiens, architectes, étudiants, urbanistes, enseignants, professionnels du patrimoine, etc., qui œuvrent à la valorisation et la protection de l’architecture, de l’urbanisme et des paysages du XX^e siècle. L’adhésion permet de rejoindre un réseau de professionnels investis dans la transmission et la promotion des connaissances de ce patrimoine et de participer à divers événements : visites d’édifices, journées d’étude, etc.

Adhésion Institution à Docomomo France 2022 : 190 € - Budget du Quadrilatère

ICOM France est le réseau français des professionnels des musées. Il vise à promouvoir les musées et accompagner les professionnels des musées dans leurs missions au service des publics : gestion des collections, médiation et accueil de publics élargis, formation et intégration de nouveaux métiers, adoption des nouvelles technologies, recherche de financement...

Adhésion ICOM France 2022 : 620 € - Budget du Quadrilatère

Le Club Prisme, créé en 2013 réunit des villes et intercommunalités qui se sont regroupées pour former un réseau national d’échanges sur le devenir de leurs centres-villes reconstruits. Ces communes ont en commun d’avoir connu la destruction de la ville ou d’une partie de celle-ci durant la Seconde Guerre Mondiale. En 2021, Beauvais s’est portée candidate pour intégrer ce réseau au côté des villes fondatrices que sont Brest, Saint-Nazaire, Lorient, Caen, Flers, Vire, Le Havre et Dunkerque. Le Club Prisme constitue un réseau d’échanges et de mutualisation des réflexions sur le thème des centres-villes des années 50-70 et de leurs patrimoines dits de la reconstruction ; il vise également à mettre en valeur les actions menées par les villes adhérentes au faveur de l’attractivité de ce patrimoine.

Adhésion Club Prisme 2022 : 1 500 € - Budget Patrimoine - mission Ville d’art et d’histoire

Il est proposé au conseil municipal :

- d'adhérer aux associations ci-dessus listées ;
- d'approuver les montants des cotisations annuelles indiqués pour l'année 2022 ;
- d'autoriser madame le maire ou son représentant à représenter la ville au sein de ces associations à savoir la direction du Quadrilatère pour Docomomo France & ICOM France, Corinne Fourcin, maire-adjointe en charge de la politique culturelle et événementielle et l'animateur/rice de l'architecture et du patrimoine pour le Club Prisme.

Rapport n° B-DEL-2022-0040

Commission : Commission générale
Service : Finances

Finances - compte administratif 2021 des budgets principal et annexes

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1612.12 et suivants,

Vu les délibérations du conseil municipal en dates du 26 mars 2021 approuvant les budgets primitifs 2021, et du 23 septembre 2021 adoptant les décisions modificatives n°1,

Vu la délibération du conseil municipal du 23 septembre 2021 approuvant le compte administratif 2021 et la clôture du budget annexe « eau » en vue du transfert à la communauté d'agglomération du beauvaisis,

Considérant que l'arrêté des comptes de la collectivité territoriale est constitué par le vote de l'organe délibérant sur le compte administratif présenté par le Maire qui doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice,

Considérant que le compte de gestion du comptable fait ressortir une identité d'exécution d'écritures avec le compte administratif de l'ordonnateur,

Vu les documents budgétaires conformes aux instructions comptables et budgétaires M14 et M4, et le rapport de présentation,

Il est proposé au conseil municipal d'adopter les comptes administratifs 2021 du budget principal et des budgets annexes de la ville, arrêtés comme suit :

BUDGET PRINCIPAL=====**Fonctionnement**

Dépenses		Recettes	
		Résultat reporté N-1	12 677 545,26
Dépenses exercice	77 192 253,75	Recettes exercice	87 148 212,58
		Transfert budget eau	237 729,38
Total :	77 192 253,75	Total :	100 063 487,22
		Résultat (excédent)	+22 871 233,47

Investissement

Dépenses		Recettes	
Solde d'exécution N-1	1 897 732,55		
Dépenses exercice	23 455 858,65	Recettes exercice	19 233 404,83
Transfert budget eau	235 700,88		
Total :	25 589 292,08	Total :	19 233 404,83
Résultat (besoin de financement)	-6 355 887,25		

Résultat de clôture : +16 515 346,22

Restes à réaliser - Investissement.

Dépenses		Recettes	
reports	7 798 189,27	reports	1 013 126,00
Solde restes à réaliser	-6 785 063,27		

Résultat cumulé : +9 730 282,95

BUDGET ANNEXE – EAU (rappel des éléments du CA 2021 voté le 23/09/2021) =====

Fonctionnement

Dépenses		Recettes	
		Résultat reporté N-1	569 245,29
Dépenses exercice	587 590,49	Recettes exercice	256 074,58
Transfert au budget principal	237 729,38		
Total :	825 319,87	Total :	825 319,87
		Résultat	+0,00

Investissement

Dépenses		Recettes	
Solde d'exécution N-1	292 582,33		
Dépenses exercice	1 067 787,94	Recettes exercice	1 124 669,39
		Transfert au budget principal	235 700,88
Total :	1 360 370,27	Total :	1 360 370,27
		Résultat	+0,00

Résultat de clôture : +0,00

Restes à réaliser – néant -

Résultat cumulé : +0,00

BUDGET ANNEXE - REGIE D'EXPLOITATION DE L'ELISPACE=====**Fonctionnement**

Dépenses		Recettes	
		Résultat reporté N-1	9 551,45
Dépenses exercice	645 779,60	Recettes exercice	666 792,02
Total :	645 779,60	Total :	676 343,47
		Résultat (excédent)	+30 563,87

Investissement

Dépenses		Recettes	
		Solde d'exécution N-1	33 833,64
Dépenses exercice	94 262,78	Recettes exercice	409 716,27
Total :	94 262,78	Total :	443 549,91
		Résultat (excédent de finant)	349 287,13

Résultat de clôture : +379 851,00

Restes à réaliser - Investissement.

Dépenses		Recettes	
reports	266 119,30	reports	0,00
Solde restes à réaliser	266 119,30		

Résultat cumulé : +113 731,70**BUDGET ANNEXE - LOTISSEMENT AGEL**=====**Fonctionnement**

Dépenses		Recettes	
		Résultat reporté N-1	0,00
Dépenses exercice	925 000,00	Recettes exercice	925 000,00
Total :	925 000,00	Total :	925 000,00
		Résultat (excédent)	0,00

Investissement

Dépenses		Recettes	
		Solde d'exécution N-1	710 004,71
Dépenses exercice	700 000,00	Recettes exercice	925 000,00
Total :	700 000,00	Total :	1 635 004,71
		Résultat (excédent de finant)	935 004,71

Résultat de clôture : +935 004,71

Restes à réaliser – néant -

Résultat cumulé : +935 004,71

BUDGET ANNEXE - LOTISSEMENT DE LA LONGUE HAIE=====**Fonctionnement**

Dépenses		Recettes	
		Résultat reporté N-1	244 229,78
Dépenses exercice	0,00	Recettes exercice	0,00
Total :	0,00	Total :	244 229,78
		Résultat (excédent)	244 229,78

Investissement

Dépenses		Recettes	
Solde d'exécution N-1	66 523,18		
Dépenses exercice	0,00	Recettes exercice	0,00
Total :	66 523,18	Total :	0,00
Résultat (besoin de financement)	-66 523,18		

Résultat de clôture : +177 706,60

Restes à réaliser – néant -

Résultat cumulé : +177 706,60

COMPTE ADMINISTRATIF 2021

Budgets principal et annexes



RAPPORT DE PRESENTATION

Séance du conseil municipal du 13 mai 2022

SOMMAIRE

Préambule	3
BUDGET PRINCIPAL	5
I. Les résultats 2021	5
II. Section de Fonctionnement	6
A. Les recettes de fonctionnement	6
1. Chapitre 73 - Impôts et taxes	7
2. Chapitre 74 - Dotations, subventions et participations	9
3. Chapitre 70 – Produits des services	12
4. Les autres chapitres budgétaires des recettes de fonctionnement	13
B. Les dépenses de fonctionnement	14
1. La répartition par fonction des dépenses de fonctionnement	14
2. La répartition par nature des dépenses de fonctionnement	15
III. La section d'investissement	21
A. Les ressources d'investissement	21
B. Les emplois d'investissement	26
1. La répartition par fonction de nos dépenses d'investissement	27
2. La répartition par nature de nos dépenses d'investissement	27
3. Situation des autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP) au 31/12/2021	31
IV. Ratios définis à l'article R2313-1 du CGCT / Répartition sur 100 € du budget	32
BUDGETS ANNEXES	34
A – Eau	34
B – Régie Exploitation Elispace	34
C – Lotissement Longue Haie	36
E – Lotissement Agel	36
RESULTATS CONSOLIDES	38

Préambule

A titre liminaire, le présent rapport de présentation a vocation à synthétiser et commenter les données issues des maquettes budgétaires qui répondent aux exigences du cadre légal des instructions comptables et budgétaires (M14 et M49). Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres).

Il présente les résultats comptables de l'exercice et est soumis, par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante, qui l'arrête définitivement par un vote au 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Ensuite, le résultat excédentaire de la section de fonctionnement dégagé au titre de l'exercice clos, cumulé avec le résultat antérieur reporté, est affecté en totalité dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif. La délibération d'affectation prise par l'assemblée délibérante est produite à l'appui de la décision budgétaire de reprise de ce résultat.

Concernant le résultat déficitaire de la section de fonctionnement, le besoin de financement ou l'excédent de la section d'investissement sont aussi repris en totalité dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif.

S'agissant de ces documents officiels, leur mise à disposition du public en vertu de l'article L2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) s'effectue, au choix des personnes intéressées, soit par :

- consultation sur place au service des finances de la Ville (3^{ème} étage de l'hôtel de Ville),
- consultation et téléchargement sur le site internet de la ville www.beauvais.fr rubrique Economie emploi / Le budget de la ville
- envoi dématérialisé via internet sur simple demande par email à formuler à l'adresse finances@beauvais.fr,
- envoi par courrier postal sur demande écrite et moyennant le paiement des photocopies (tarif fixé par le conseil municipal à 0,18 € par page et susceptible d'être modifié).

Pour ce qui concerne les élus municipaux, ces documents officiels sont insérés au dossier du conseil municipal qui est transmis dans les délais légaux prévus à l'article L2121-12 du CGCT.

Concernant les ratios prévus à l'article R2313-1 du CGCT, ils sont insérés dans la maquette budgétaire et dans le présent rapport de présentation. Leur communication au public s'effectue via le site internet de la Ville.

Précisons que le rapport de présentation qui suit fait état de comparaisons avec la moyenne de la strate ⁽¹⁾ qui regroupe les communes de 50.000 à 100.000 habitants appartenant à un groupement fiscalisé.

source <http://www.collectivites-locales.gouv.fr/> « les collectivités locales en chiffres 2021 » CA2020 et même site, rubrique « les comptes des communes »

Synthèse générale

En 2021, pour l'ensemble des budgets (principal + annexes), le compte administratif (bilan) de la Ville de Beauvais dégage un résultat de clôture d'exercice de 18,0 M€ (contre 17,0M en 2020). Ce résultat s'obtient avec 110,6M€ de recettes, 104,6 M€ de dépenses, et +11,9M€ de reprise sur les résultats de 2020.

Le budget principal totalise pour les 2 sections 106,3 M€ de recettes (soit 96% de l'ensemble des budgets) et 100,6 M€ de dépenses, et clôture l'exercice avec un excédent de 16,5M€ en tenant compte de la reprise des résultats de 2020 de 10,8M€.

Les recettes de fonctionnement atteignent 87,14 M€ de recettes, dont les deux principaux postes sont les impôts et taxes pour 60,22 M€ (69,1%) et les subventions et participations pour 20,19 M€ (23,1%).

Les dépenses de fonctionnement atteignent 77,19 M€ réparties majoritairement pour 45,90 M€ en charges de personnel (59,5%) et pour 23,87 M€ (30,9%) en charges courantes (chapitres 011 et 65).

Toujours concernant le budget principal, la section d'investissement enregistre 19,23 M€ de recettes dont 10,59 M€ (55%) contribuent à l'autofinancement des investissements, avec 4,79 M€ d'affectation du résultat de 2020 et 5,79 M€ d'amortissements des biens. Le recours à l'emprunt s'établit à 3,81 M€. Du côté des dépenses d'équipement, la programmation annuelle atteint 14,55 M€ en 2021 (contre 15,69 M€ en 2020).

Les budgets annexes totalisent 4,3 M€ de recettes et 4,0 M€ de dépenses.

Ces budgets clôturent l'exercice avec un résultat nul pour l'eau (après opérations comptables pour transfert à l'agglomération), +379k€ pour l'Elispace, +935k€ pour lotissement Agel, et +177k€ pour lotissement Longue Haie.

A noter en 2021 le versement par le budget principal de subventions d'équilibre à destination des budgets annexes, pour 925k€ au budget Agel, et 925k€ au budget Elispace.

BUDGET PRINCIPAL

I. Les résultats 2021

Section	Reprise résultats 2020 (1)	Transfert Eau (2)	Résultat d'exécution 2021	Résultats de clôture 2021 (A)	Solde restes à réaliser (B)	Résultats cumulés (A+B)
Fonctionnement	12 677 545,26	237 729,38	9 955 958,83	22 871 233,47	0,00	22 871 233,47
Investissement	-1 897 732,55	-235 700,88	-4 222 453,82	-6 355 887,25	-6 785 063,27	-13 140 950,52
Total :	10 779 812,71	2 028,50	5 733 505,01	16 515 346,22	-6 785 063,27	9 730 282,95

(1) la reprise des résultats 2020 correspond aux résultats issus du compte administratif 2020 (diminué de l'affectation du résultat pour le résultat de fonctionnement)

(2) opérations comptables de clôture du budget eau avant son transfert à l'agglomération du beauvaisis

Le résultat de clôture 2021 cumulé est excédentaire de 9.730.282,95€ compte tenu des résultats par section suivants :

- un excédent de **22.871.233,47€** de la section de fonctionnement
- un besoin de financement de **-13.140.950,52€** de la section d'investissement et comprenant un solde de restes à réaliser de **-6.785.063,27€**

Les restes à réaliser comprennent 7.798.189,27€ de dépenses et 1.013.126€ de recettes (dont aucun recours à l'emprunt reporté sur 2022).

Les prévisions étant d'ordinaire équilibrées en dépenses et en recettes, et même en tenant compte cette année du vote en suréquilibre de +5,8 M€ de la décision modificative no 1, le résultat d'exécution est influencé par les écarts éventuels liés au taux d'exécution des prévisions.

Aussi, s'agissant de l'appréciation du compte administratif 2021, il conviendra dans le présent rapport de rapprocher les prévisions inscrites au budget avec les réalisations effectives, tant en dépenses qu'en recettes, et également de constater l'évolution de nos dépenses et recettes depuis ces dernières années.

Les évènements de l'année 2021 :

L'impact de la crise sanitaire sur le budget 2021 s'est moins fait sentir que l'année précédente. Les dépenses identifiées covid totalisent tout de même 182k€ (protection des agents 86k€/ produits écoles 26k€/ subvention DSP Patinoire 70k€/ +complément subvention Elispace, etc). Certains évènements ont dû être annulés ou ont nécessité des dépenses supplémentaires (ex : contrôle Pass Sanitaire du marché de Noel), le tout dans les limites du budget.

Sur un autre plan, les conséquences de l'orage du 21 juin ont nécessité de prioriser et réfléchir certaines dépenses. Les dégâts ont été évalués à près de 125k€ pour les bâtiments, 100k€ pour le miroir d'eau, 500k€ pour la voirie et 100k€ pour les trottoirs. Le remboursement par l'assurance est en cours, et une subvention pour la partie voirie a été sollicitée auprès de l'Etat.

II. Section de Fonctionnement

Le résultat d'exécution 2021 de la section de fonctionnement atteint +9.955.958,83€ (pour mémoire +8,515M€ en 2020). Il est déterminé par différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement.

A. Les recettes de fonctionnement

Le détail des recettes de fonctionnement (mouvements réels+écritures d'ordre) est le suivant

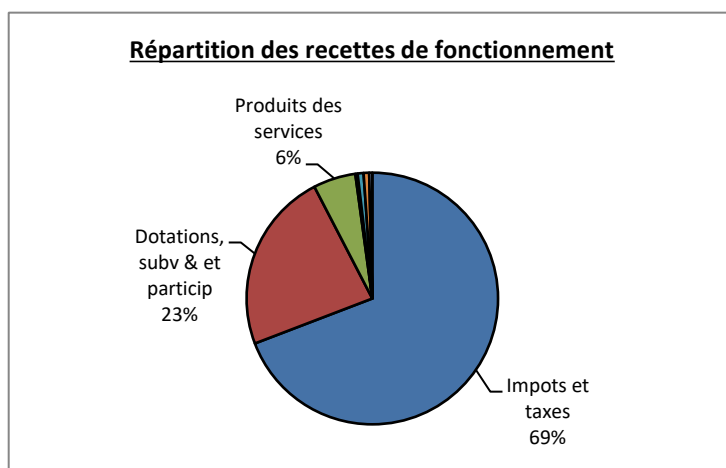
Recettes de fonctionnement		Réalisations 2019	Réalisations 2020	Prévisions 2021 (BP+BS+DM)	Réalisations 2021	variation 2020/2021	variation en %	taux exécution real21/prev21
R E C E T T E S	013 Atténuation de charges	604 733	768 029	413 000	621 034	-146 995	-19,14%	150,4%
	70 Produits des services	5 230 632	4 006 991	5 465 663	4 744 556	737 565	18,41%	86,8%
	73 Impôts et taxes	59 967 435	59 892 805	58 656 147	60 228 272	335 467	0,56%	102,7%
	74 Dotations, subventions et participations	18 473 117	18 597 655	20 293 381	20 196 241	1 598 586	8,60%	99,5%
	75 Autres produits de gestion courante	705 020	645 958	632 044	661 713	15 755	2,44%	104,7%
	76 Produits financiers	117	2	10	5	3	113,14%	50,3%
	77 Recettes exceptionnelles	331 916	118 844	200 560	258 310	139 465	117,35%	128,8%
	78 Reprise provision	0	0	93 727	93 726	93 726		100,0%
	042 Opérations d'ordre de transfert entre section	188 247	283 113	604 550	344 356	61 243	21,63%	57,0%
	Total recettes de fonctionnement :		85 501 217	84 313 397	86 359 082	87 148 213	2 834 815	3,36%

Pour leur part, les recettes réelles de fonctionnement totalisent une exécution à hauteur de 86.803.856,26€, soit un taux de réalisation de 101,22% par rapport aux prévisions budgétaires (+1,05M€). Pour rappel, le taux de réalisation au CA2020 était à hauteur de 100,69%.

Globalement, on constate par rapport aux prévisions :

- Des produits de service moins importants que les prévisions envisagées : -721 k€ (- 13.19%)
- Des impôts et taxes en augmentation de 1,5 M€ (+ 2.7%)
- Des atténuations de charges en hausse de 208 k€ (+50%) (remboursements d'assurance du personnel essentiellement)

Les recettes de fonctionnement se composent des impôts et taxes pour 69,1%, dotations et subventions pour 23,1%, produits des services pour 5,4%, et autres recettes pour 2,2%.



1. Chapitre 73 - Impôts et taxes

Ce chapitre budgétaire totalise 60.228.271€, et représente à lui seul 69% des recettes réelles de fonctionnement.

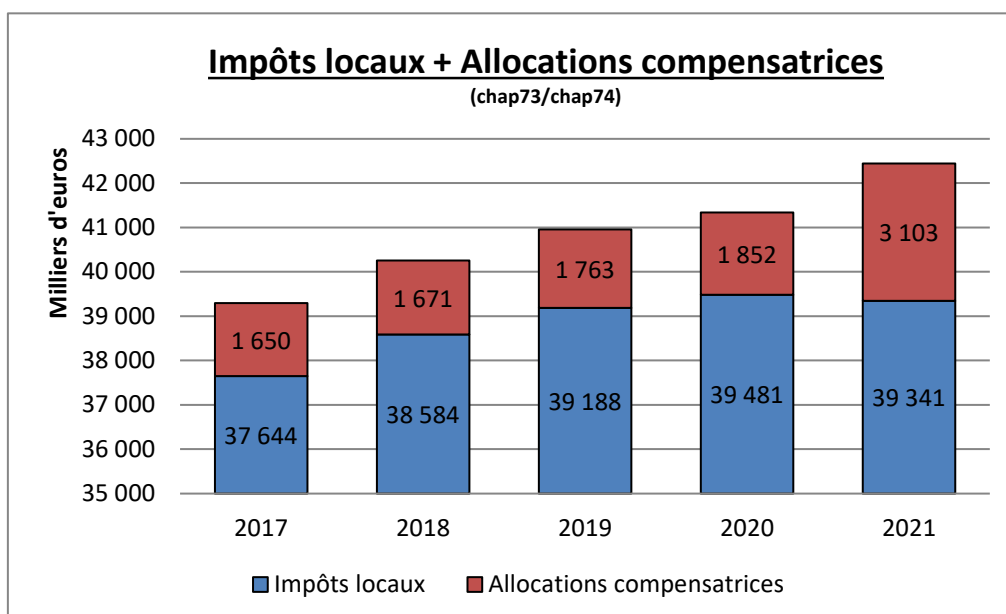
La répartition des recettes de ce chapitre est la suivante :

73/ Répartition des impôts et taxes	2020	2021	variation 2020/2021	variation en %
Contributions directes	39 481 176,00	39 340 909,00	-140 267,00	-0,36%
Recettes intercommunales	17 626 490,41	17 668 321,41	41 831,00	0,24%
Taxe sur l'électricité	982 565,89	1 006 899,67	24 333,78	2,48%
Droits de mutation	1 359 990,78	1 795 919,74	435 928,96	32,05%
Taxe locale Publicité extérieure	333 893,85	336 871,82	2 977,97	0,89%
Autres impositions	108 688,06	79 349,90	-29 338,16	-26,99%
Total	59 892 804,99	60 228 271,54	335 466,55	0,56%

a) Contributions directes

Pour rappel, la réforme de la fiscalité locale en 2020 a supprimé la taxe d'habitation sur les résidences principale, et prévu pour les communes le remplacement du produit de cette taxe par l'ancienne part départementale de la taxe foncière. Pour une compensation à l'euro près, il a été prévu un coefficient correcteur majorant ou diminuant le nouveau montant à percevoir. Pour Beauvais, un coefficient de 0,931189 a été appliqué (le produit de l'ex part départementale de TF étant supérieur à celui de la TH supprimée). A noter dans le même temps, des évolutions significatives sur le montant des allocations compensatrices versées par l'Etat au titre des exonérations de taxes d'habitation et taxes foncières, inclus dans le calcul de compensation à l'euro près.

Les contributions directes (articles 73111 et 7318) qui représentent 45% des recettes de la section de fonctionnement, totalisent 39,34M€ (contre 39,48M€ en 2020), soit une baisse de -140k€. Toutefois, comme rappelé au paragraphe précédent, cette diminution sur ce chapitre 73 fait suite à la réforme et doit être rapprochée de l'évolution positive des allocations de compensations fiscales enregistrées sur le chapitre 74 (+1,19M€). Ainsi, on enregistre sur ces 2 postes cumulés une augmentation globale de +1,11M€ (soit +2,69%).



b) Les recettes versées par la communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB) et l'Etat

La Ville de Beauvais perçoit de la CAB deux dotations :

- **Une dotation de compensation** due au titre des différents transferts de compétences, dont le montant perçu en 2021 (**16.723.549 €**) est identique à celui perçu en 2020.
Cette dotation évolue certaines années à l'occasion de transfert de compétences entre collectivités (pour mémoire, diminution en 2018 de -94k€ avec le transfert obligatoire de la GEMAPI pour la gestion des eaux et des milieux aquatiques et de la prévention des inondations, le transfert des ZAE – Zones d'activités économiques et le transfert des terrains familiaux Gens du voyage)
- **Une dotation de solidarité communautaire** de **105.230 €** perçue en 2021 et identique à 2020

De son côté, l'Etat verse à la Ville de Beauvais le **fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)**. Il s'agit d'un système de péréquation qui consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités ou communes moins favorisées. A noter que la ville de Beauvais n'est pas prélevée au titre de ce fonds contrairement aux autres communes de la CAB car elle bénéficie en vertu des dispositions de la loi de finances de 2016 de l'exonération du prélèvement de l'ensemble des communes de plus de 10 000 habitants éligibles à la dotation de solidarité urbaine (DSU) classées du 1^{er} au 250^{ème} rang. La ville de Beauvais étant classée 177^{ème} en 2021 ce qui a servi de base au calcul du reversement de FPIC 2021, il s'agit donc d'une recette nette de **839.542€** de FPIC perçue en 2021 et comptabilisée à l'article 73223 (contre 797.711 € en 2020 soit une évolution de + 41k€).

c) Autres éléments

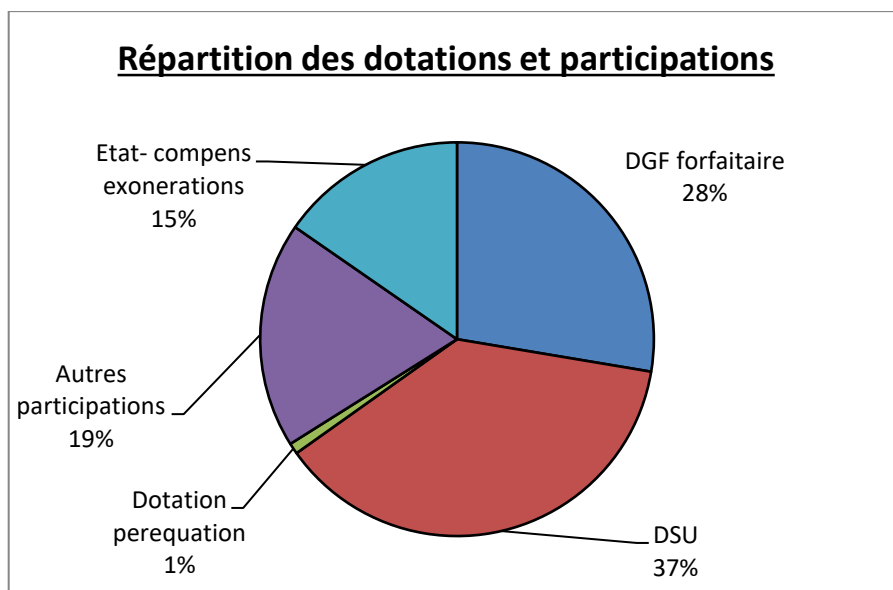
Au-delà des contributions directes et des recettes intercommunales, qui représentent 94,6 % du chapitre 73 impôts et taxes, on peut relever les éléments suivants :

- **Les taxes additionnelles aux droits de mutations** : elles totalisent **1.795.919€** contre 1,359k€ en 2020, soit une augmentation de +32% liée à une progression significative des transactions immobilières en 2021. Les prévisions du budget primitif avaient été plutôt prudentes avec une inscription de 1,2M€.
- **La taxe sur l'électricité** : elle totalise **1.006.899€**, en légère augmentation (+2,4%) par rapport à 2020 (982k€).
- **La taxe sur la publicité extérieure (TLPE)** : l'article 171 de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 a remplacé les différentes taxations communales sur la publicité par une taxe unique dite TLPE. Le produit 2021 atteint **336.871€** contre 333k€ en 2020.
- **Les droits de place** : Cette recette qui s'élève en 2021 à **72.879€** enregistre une hausse de +49% (+24k€) par rapport à 2020, sans pour autant retrouver le niveau de 2019 (142k€), compte tenu des exonérations ou réductions temporaires encore accordées en 2021 suite à la crise sanitaire (gratuité fête foraine, remise de 75% terrasses, exonération 3 mois pour les marchés de plein vent).
- **les autres recettes** rattachées à cette catégorie correspondent à la **taxe sur les pylônes électriques** (5.202€), et à un reliquat 2020 de **taxes funéraires** (1.268€), ces dernières ayant été supprimées par la loi de finances 2021.

2. Chapitre 74 - Dotations, subventions et participations

Ce chapitre budgétaire atteint 20.196.240€ de réalisation contre 18,597 M€ en 2020 soit une évolution de +8,59 % (+ 1,59M€). Ce chapitre représente 23,17 % des recettes réelles de fonctionnement.

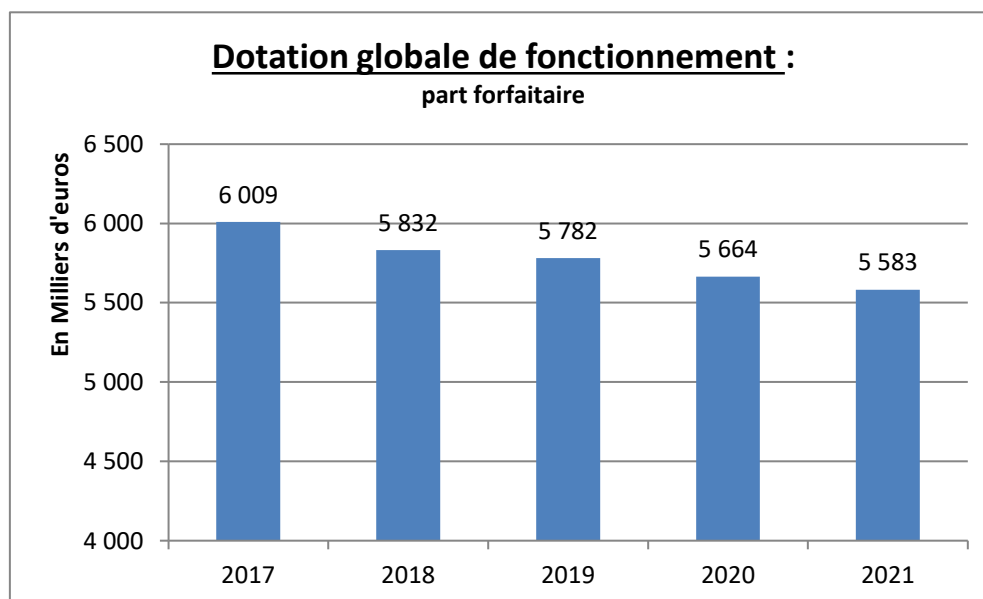
La répartition et l'évolution de ces recettes sont les suivantes :



74/ Répartition des dotations et participations	2020	2021	variation 2020/2021	variation en %
Etat DGF/ Dotation globale de fonctionnt- forfaitaire	5 664 243,00	5 582 546,00	-81 697,00	-1,44%
Etat DGF/ Dotation de solidarité urbaine (DSU)	7 277 341,00	7 579 758,00	302 417,00	4,16%
Etat DGF/ Dotation nationale de perequation (DNP)	152 242,00	182 690,00	30 448,00	20,00%
Autres particip (Etat, région, département, CAF)	3 652 226,57	3 748 627,77	96 401,20	2,64%
Etat, compensation exonérations fiscales	1 851 602,00	3 102 619,00	1 251 017,00	67,56%
Total	18 597 654,57	20 196 240,77	1 598 586,20	8,60%

a) Dotation globale de fonctionnement : dotation forfaitaire

La dotation forfaitaire a évolué de la façon suivante :

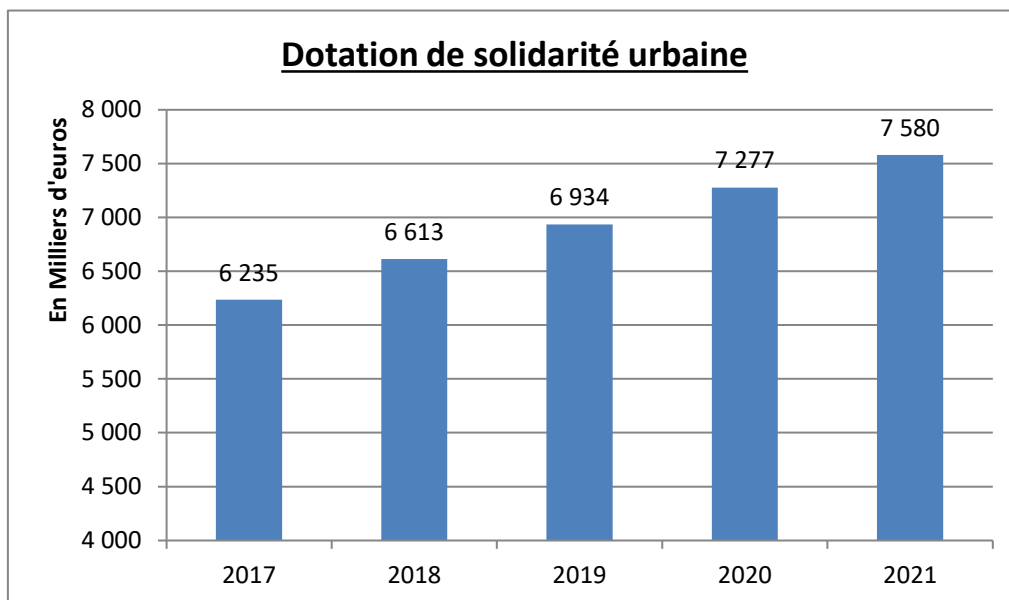


C'est un recul de – 81.697€ qui est constaté entre 2020 et 2021, soit une diminution de – 1,44%.
(pour mémoire baisse de -118k€ en 2020)

b) Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)

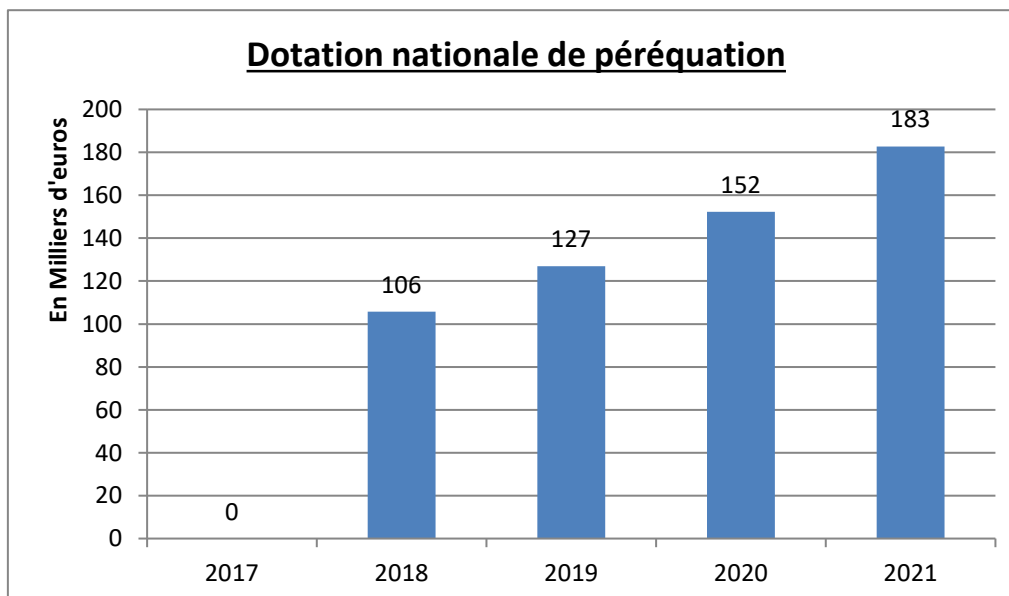
Le deuxième concours financier composant la DGF est la DSU.

La DSU perçue par la ville de Beauvais en 2021 s'élève à **7.579.758€** répartie entre une part de DSU dite spontanée de 7.277.341€ et une part de progression de DSU de 302.417€. Cela représente une hausse de + 4,16% (+ 302k€) par rapport à 2020



c) Dotation nationale de péréquation (DNP)

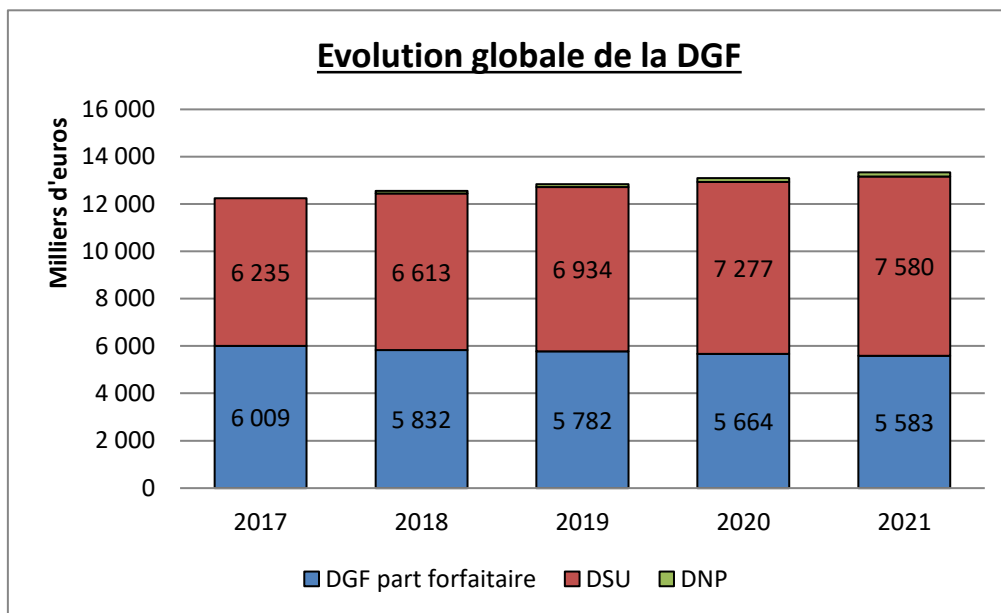
Cette dotation est perçue depuis 2018.



La DNP constitue l'une des trois dotations de péréquation communale. Elle a pour principal objet d'assurer la péréquation de la richesse fiscale entre les communes. Elle résulte de l'intégration du Fonds national de péréquation dans la DGF en 2004.

Situation de la DGF dans son ensemble :

Globalement, la dotation de fonctionnement de la commune constituée de la part forfaitaire, de la DSU et de dotation nationale de péréquation a évolué de +1,92% (251k€) entre 2020 et 2021 (cf. graphique ci-dessous).



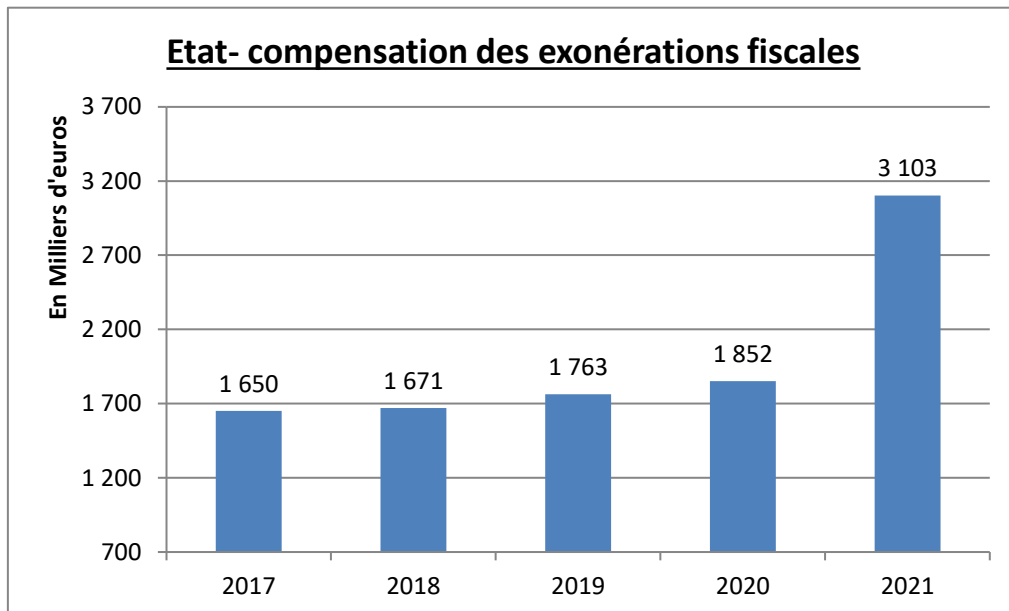
La progression de la DGF dans sa globalité provient essentiellement de la hausse de la DSU (+ 1.345 k€ en 5 ans) qui permet de compenser largement la baisse constante de la dotation forfaitaire depuis 2017 (- 426 k€ en 5 ans).

c) Participations divers organismes

Les participations et subventions (comptes 744 à 7482 + 7484 à 7488) totalisent 3,74 M€ en 2021 contre 3,65 M€ en 2020, soit une augmentation de 96k€ répartie sur divers financements. On peut relever les aides de l'Etat en faveur des petits déjeuners dans les écoles (37k€), en faveur des apprentis (42k€), du dispositif Cité éducative (22k€), CLEA 2021-2022 (40k€), actions Politique de la ville, etc...
A noter également le financement de la CAF à hauteur de 3,12M€ à destination des services enfance jeunesse (crèches, accueil de loisirs, jeunesse).

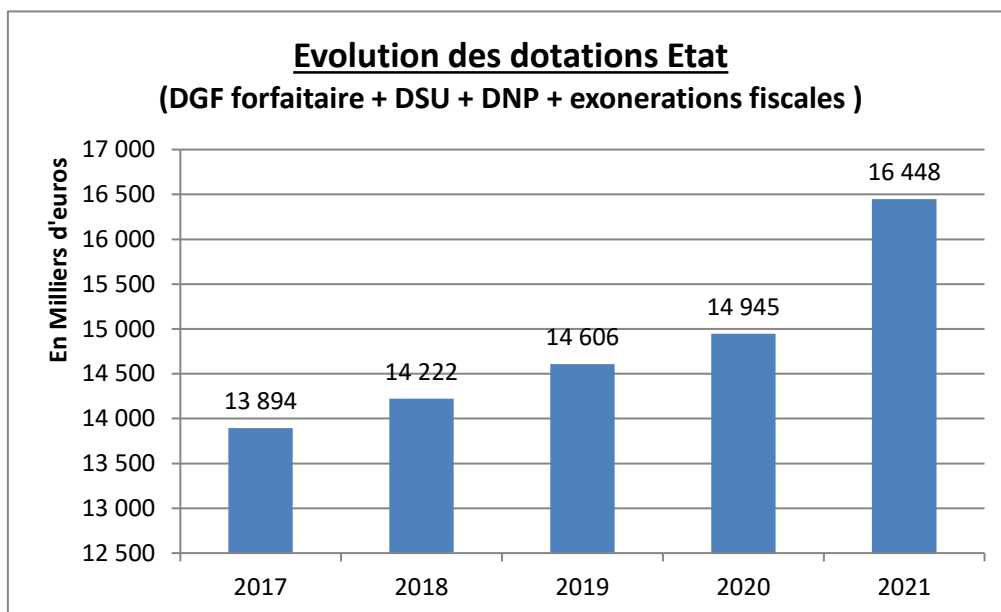
d) Les autres évolutions remarquables

Les compensations par l'Etat des exonérations accordées sur les impôts locaux (allocations compensatrices - articles 7483) ont évolué de la manière suivante :



Rappelons que cette hausse particulièrement élevée pour 2021 est liée à la réforme fiscale (voir commentaires du chapitre 73 et de la baisse des recettes du produit des impôts et taxes).

Globalement, l'évolution des dotations en provenance de l'Etat (DGF+allocations compensatrices) entre 2020 et 2021 est de + 1,5M€ (+ 10%).



3. **Chapitre 70 – Produits des services**

Les recettes de ce chapitre totalisent 4.744.555€ en 2021 contre 4,01 M€ en 2020 (soit une hausse de +737k€ ou +18,4%). Pour mémoire, le niveau d'avant crise sanitaire était de 5,23M€ en 2019 (hors impact demi tarif restauration scolaire instauré en septembre 2020).

Les recettes de ce chapitre se décomposent ainsi :

Poste	CA 2019	CA 2020	CA 2021	Variation en valeur	Variation en %
Culture /Pianoscope, Patrimoine..	24 480	140	20 642	20 502	
Sports/ Piscine Bellier	46 753	17 922	15 942	-1 980	-11,0%
Sports/ Transquar	18 122	0	0	0	
Sports/ autres	5 604	3 597	0	-3 597	-100,0%
Sports loisirs / Plan d'eau	82 704	60 948	51 235,50	-9 712	-15,9%
Sorts loisirs / animation (Emis, stages, patinoire..)	61 669	30 784	21 483,00	-9 301	-30,2%
Education loisirs / ALSH (& restau)	611 101	412 991	484 810	71 819	17,4%
Autres redevances loisirs (H2O, anim quartiers..)	0		8	8	
Social / creches	258 809	198 087	256 836,85	58 750	29,7%
Enseigt & periscolaire/ restauration (impact crise sanitaire+1/2 tarif cantine en sept20)	1 467 155	755 755	823 272	67 517	8,9%
Enseigt & periscolaire/ classes decouverte	22 326	5 130	0	-5 130	-100,0%
Stationnement *	196 476	134 923	194 087	59 164	43,9%
<i>dont Stationnement brut hors part delegataire</i>	<i>pm 492.909</i>				
Forfaits post stationnt FPS	306 452	180 314	246 376	66 062	36,6%
Rb Fourriere auto vehicules abandonnés	96 911	78 972	70 724	-8 247	-10,4%
Cimetieres (concessions.)	53 525	65 074	84 609	19 536	30,0%
Redevances archéologiques et fouilles	25 125	228 872	324 289	95 417	41,7%
Occup domaine public (contrats DSP, conventions) (marché affichage Decaux terminé 2021)	129 138	107 256	67 465	-39 791	-37,1%
Mutualisation (chiffres 2021 provisoires)	1 602 943	1 460 483	1 828 535	368 052	25,2%
Divers	221 340	265 745	254 240	-11 504	-4,3%
TOTAL	5 230 632	4 006 991	4 744 556	737 565	18,4%

4. Les autres chapitres budgétaires des recettes de fonctionnement

Le chapitre 013 « atténuation de charges » totalise 621.034€ contre 768.029€ en 2020. Ce chapitre, dont le taux de réalisation atteint 150%, recouvre essentiellement des rectifications de paie, des remboursements de rémunérations ou charges en provenance de Gras Savoye (accidents ou maladies professionnelles, congés maternité, décès), de la CPAM (indemnités journalières), et de l'agence de services et de paiement ASP (contrats d'insertion). Les remboursements d'assurance du personnel effectués par Gras Savoye représentent ici 77% des recettes de ce chapitre.

Le chapitre 75 « autres produits de gestion courante » totalise 661.712€ contre 646k€ en 2020. Ce chapitre comprend essentiellement les recettes de location de logements, locaux et immeubles (232k€ contre 173k€ en 2020), location du stade Brisson (100k€ contre 125k€ en 2020) et des redevances de concessions ou de fermiers tels EDF, GRDF, SE60, OGF, Vediaud, etc , pour un total de 213k€ (contre 347k€ en 2020, baisse essentiellement due à une contribution exceptionnelle du SE60 de 102k€ versée en 2020, et à une réimputation droit d'occupation du domaine public pour GRDF).

Le chapitre 77 « produits exceptionnels » qui totalise 258.309€ contre 118k€ en 2020, enregistre les produits des cessions d'immobilisations (182k€), des recettes sur exercices antérieurs (avoirs sur factures ou erreurs de rattachements), et l'encaissement des participations du FC Chambly à reverser aux clubs locaux pour l'utilisation du stade Brisson (50k€). Les remboursements de sinistres pour 34k€ ne comprennent pas les remboursements assurance liés aux dégâts causés par l'orage du 21 juin (indemnisation en cours).

Le chapitre 042 « opérations d'ordre de transfert entre section » totalise 344.356€ correspondant aux amortissements des subventions d'équipement perçues.

B. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement totalisent une réalisation à hauteur de 77.192.253€ contre 75.797.819€ en 2020 (soit +1,39M€ ou +1,8%), avec un taux d'exécution hors virement à la section d'investissement de 94,9% quasi identique à 2019.

Hors mouvements d'ordre, le niveau des dépenses réelles de fonctionnement progresse de +746k€ ou +1,06% (contre +0,24% en 2020).

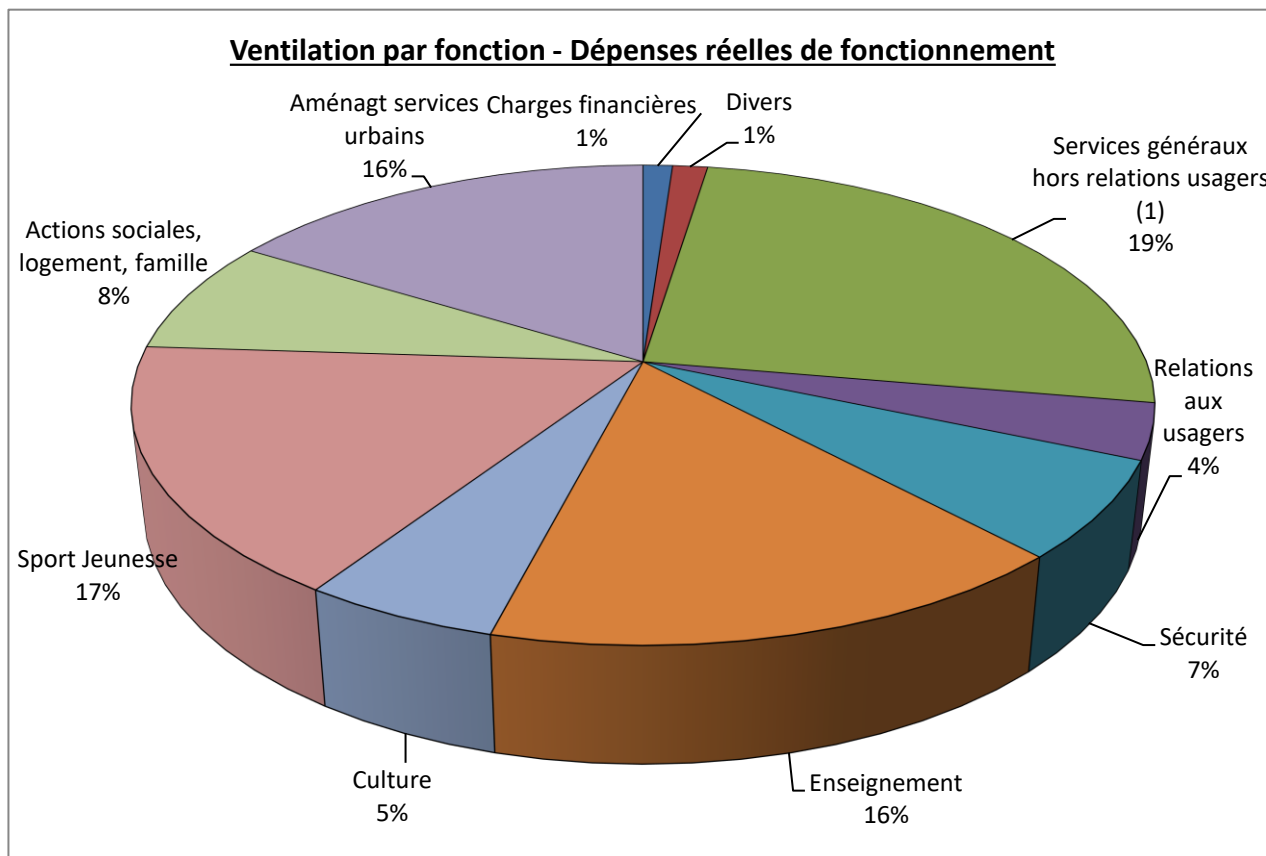
Par rapport aux prévisions 2021, les dépenses réelles de fonctionnement sont inférieures de 4,07M€ : 71.215.526€ au CA 2021 contre une prévision de 75.295.413€ au BP 2021, soit un taux de réalisation global de 94,58% (94,59% en 2020).

Le détail des dépenses de fonctionnement est le suivant :

Dépenses de fonctionnement		Réalisations 2019	Réalisations 2020	Prévisions 2021	Réalisations 2021	variation 2020/2021	variation en %
D E P E N S E S	011 Charges à caractère général	14 212 205	14 320 678	16 467 553	13 998 036	-322 642	-2,25%
	012 Charges de personnel	45 361 660	45 267 899	46 578 959	45 905 395	637 496	1,41%
	014 Atténuations de produits	1 683	356	3 500	1 451	1 095	307,58%
	65 Autres charges de gestion courante	9 462 606	9 743 779	10 046 256	9 872 906	129 127	1,33%
	66 Charges financières (y/c ICNE)	1 214 784	1 061 923	1 440 000	789 152	-272 771	-25,69%
	67 Charges Exceptionnelles	45 145	73 980	513 045	483 486	409 506	553,54%
	68 Dotations aux provisions (semi budgétaire)	0	0	245 100	165 100	165 100	
	023 Virement à la section d'investissement	0	0	12 147 483		0	
	042 opérations d'ordre de transfert entre section (ordre)	4 911 040	5 329 204	6 032 460	5 976 728	647 524	12,15%
	Total dépenses de fonctionnement :	75 209 124	75 797 819	93 474 356	77 192 254	1 394 434	1,84%

1. La répartition par fonction des dépenses de fonctionnement

Cette répartition par fonction permet de mesurer la part du budget de fonctionnement consacrée aux différents domaines d'activités assurées par la Ville :



(1) Les relations aux usagers comprennent l'administration de l'Etat, la communication, les fêtes et cérémonies, les cimetières.

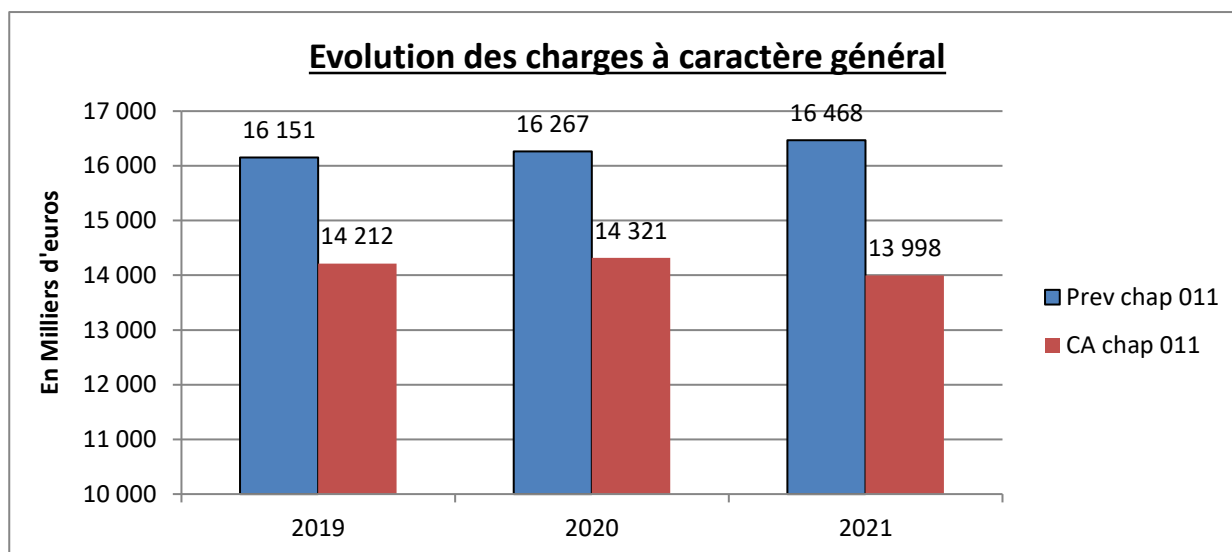
2. La répartition par nature des dépenses de fonctionnement

a) Chapitre 011 – charges à caractère général

Ce chapitre budgétaire totalise 13.998.035€ de réalisation contre 14,32M€ en 2020 soit :

- Une baisse de -2,25% par rapport à 2020 (-322k€)
- Un taux de réalisation de 85% (contre 88% en 2020).

Ces dépenses ont varié ces dernières années de la manière suivante :



Les principaux postes budgétaires de ce chapitre sont les suivants :

Poste	CA 2019	CA 2020	CA 2021	Variation en valeur	Variation en %
Fluides, carburants	3 172 123	3 962 990	3 696 906	-266 084	-6,7%
Alimentation	1 430 513	1 212 871	1 469 112	256 241	21,1%
Fournitures	2 244 830	2 675 272	2 405 094	-270 178	-10,1%
Prestations de services	1 906 354	1 876 922	1 770 171	-106 751	-5,7%
Locations	1 139 909	606 364	630 160	23 796	3,9%
Entretien et maintenance	1 678 558	1 668 469	1 727 970	59 501	3,6%
Assurances	313 387	283 937	279 074	-4 863	-1,7%
Receptions, fêtes et cérémonies	156 293	83 784	118 494	34 710	41,4%
Communication (annonces, impressions)	385 182	269 672	270 907	1 236	0,5%
Transports (vie scolaire, sports,...)	222 003	183 842	245 114	61 271	33,3%
Frais affranchissement et télécommunications	186 206	212 475	199 031	-13 444	-6,3%
Nettoyage des locaux	311 352	253 885	223 140	-30 745	-12,1%
Gardiennage sécurité	140 565	120 101	133 326	13 225	11,0%

Quelques éléments à relever :

-Les dépenses d'alimentation (principalement restauration scolaire et les accueils de loisirs), retrouvent quasiment leur niveau de 2019.

-Le poste fournitures avait été impacté en 2020 par les achats de masques et produits de désinfection Covid pour 392k€, et supporte pour 2021 encore 112k€ de fournitures covid.

-Les prestations de services ne retrouvent pas le niveau de 2019 compte tenu des évènements et animations supprimées en raison de la crise sanitaire. Le montant en diminution pour 2021 fait suite à des dépenses exceptionnelles en 2020 de DSP stationnement (90k€) et traitement déchets (100k€)

-Le poste réceptions, fêtes et cérémonies en légère hausse enregistre les achats du service relations publiques, mais également les dépenses d'hébergement des artistes acteurs d'évènements (ex : Pianoscope)

-Le compte gardiennage et sécurité enregistre pour 2021 une dépense de 83k€ au titre des féeries, et 35k€ pour le plan d'eau du Canada.

-Les dépenses de fluides avaient fait l'objet d'un rattrapage en 2020 suite à un retard de facturation. Les techniques font encore face à des périodes de facturation aléatoires et se sont efforcés en 2021 d'estimer une partie des consommations à rattacher à l'exercice budgétaire. L'acquisition dernièrement d'un logiciel devrait finaliser ce travail en 2022.

Globalement, le volume de dépenses de nos achats et charges externes (chapitre 011 hors impôts et taxes), représente 19,5% du budget de fonctionnement CAF*, à comparer avec la moyenne des communes de la même strate que Beauvais, établie à 18,88% pour 2019.

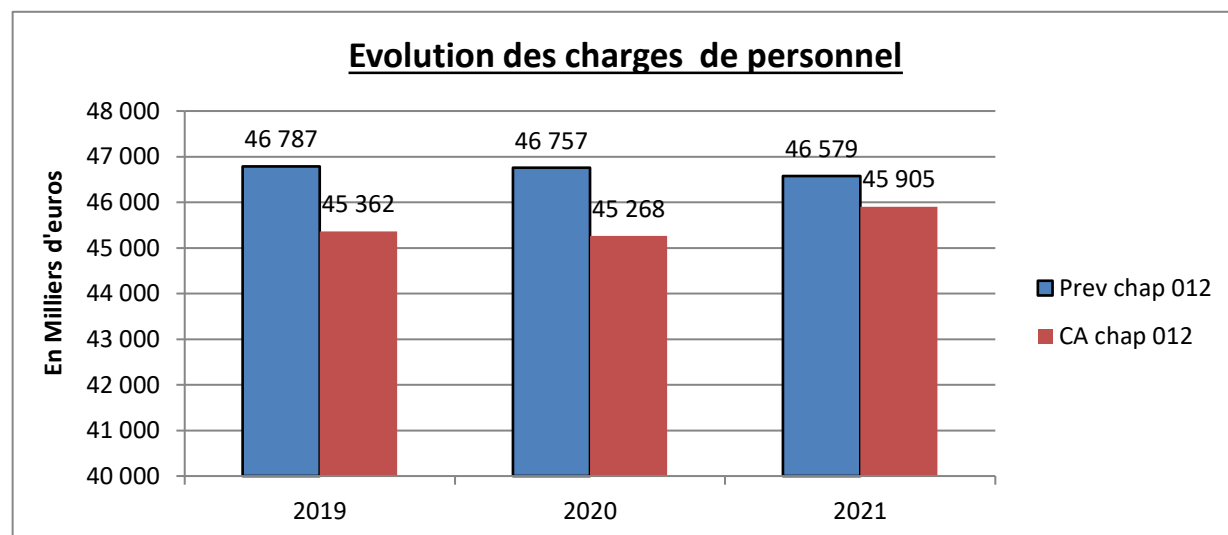
(source <http://www.impots.gouv.fr/> rubrique : chiffres clés des budgets des collectivités locales/ les comptes des collectivités).

(* dépenses de fonctionnement CAF= dépenses réelles de fonctionnement – recettes chap 013)

b) Chapitre 012 – charges de personnel

Ce chapitre budgétaire totalise 45.905.395€ (contre 45,268M€ en 2020), en augmentation de +1,41%, avec un taux de réalisation de 98,6% (contre 96,8% en 2020), soit 673k€ prévus et non consommés.

Ces dépenses ont varié ces dernières années de la manière suivante :



Les principaux postes budgétaires de ce chapitre sont les suivants :

Poste	CA 2019	CA 2020	CA 2021	Variation en valeur	Variation en %
Mutualisation: Rembours personnel mutualisés	3 126 794	3 231 242	3 338 000	106 758	3,3%
Impôts et taxes	634 137	612 141	550 038	-62 104	-10,1%
Rémunération titulaires	24 163 359	24 160 172	25 542 948	1 382 776	5,7%
Rémunération non titulaires	5 365 955	5 133 746	5 520 533	386 787	7,5%
Rémunération autres (emplois aidés, apprentis etc)	201 689	220 351	188 760	-31 591	-14,3%
Assurance du personnel	472 294	574 129	564 152	-9 977	-1,7%
Cotisations sociales & autres charges	11 338 169	11 288 666	10 152 965	-1 135 702	-10,1%
Autres	59 264	47 452	48 000	548	1,2%
Total	45 361 660	45 267 899	45 905 395	637 496	1,41%

* à noter : erreurs d'imputations en 2021 sur différents postes (rémunérations titulaires et cotisations sociales) liées à la mise en place du nouveau logiciel RH, et corrigées en cours d'année

Ces dépenses sont en hausse de +637k€ expliquée comme suit :

- Mutualisation +106k€ (chiffre provisoire, calcul de la mutualisation 2021 en cours)
- Heures supplémentaires +105k€
- Revalorisation échelons pour agents de catégorie C +120k€
- Augmentations du SMIC (+1% janvier / +2.2% octobre)
- Promotions, avancements de grade, recrutements, etc..., pour le reste

L'état du personnel au 31 décembre 2021 établi par la Direction des Ressources Humaines totalise 1.046 postes pourvus (tous budgets confondus), soit 9 postes de plus par rapport à la situation au 31 décembre 2020.

Le tableau qui suit synthétise la répartition des effectifs des principaux services municipaux au 31 décembre 2021 :

Pôles / Directions	effectif au 31/12/2021	%
Pôle Ressources	19	1,82%
Direction dont développement durable	19	1,82%
Pôle administration	167	15,97%
Police municipale et prévention sécurité	107	10,23%
Services à la population	39	3,73%
Autres	21	2,01%
Direction du cabinet, évènementiel et communicati	47	4,49%
Cabinet	7	0,67%
Evenementiel, Relations publiques, Fetes, Elispace	25	2,39%
Communication	15	1,43%
Pôle aménagement	10	0,96%
politique de la ville et logement	10	0,96%
Pôle éducation, sports culture, tourisme	495	47,32%
culture, archéologie	29	2,77%
sports	72	6,88%
Direction, Vie éducative, politiques éducatives	296	28,30%
coordinations petite enfance	55	5,26%
jeunesse, blog , centre sociaux	31	2,96%
Accueil, PAF	12	1,15%
Pôle technique opérationnel	304	29,06%
Architecture	58	5,54%
Espaces publics	57	5,45%
Parcs et jardins, propreté, et garage	168	16,06%
Direction, PAF, accueil proximité et autres	21	2,01%
Personnel mis à disposition ou détaches	4	0,38%
TOTAL	1046	100,00%

Par comparaison avec les communes de strate démographique équivalente, les charges de personnel (mutualisation comprise) pèsent pour 64,46% du budget de fonctionnement alors que la moyenne de la strate s'établit à 61,7% (ratio légal no 7 page 31).

(source <http://www.collectivites-locales.gouv.fr/> « les collectivités locales en chiffres 2021 » CA2020).

Les charges de personnel s'élèvent à 791€ par habitant pour 2021, à comparer aux statistiques éditées par la Direction générale des Finances publiques qui mentionnent pour Beauvais, un ratio de charges de personnel de 773€ par habitant en 2020 et une moyenne de la strate établie à 821€ par habitant.

(source <http://www.impots.gouv.fr/> rubrique : chiffres clés des budgets des collectivités locales/ les comptes des collectivités).

Ces chiffres indiquent pour Beauvais, d'une part un recours important à la régie directe pour la gestion des services rendus à la population, et d'autre part la maîtrise de la masse salariale.

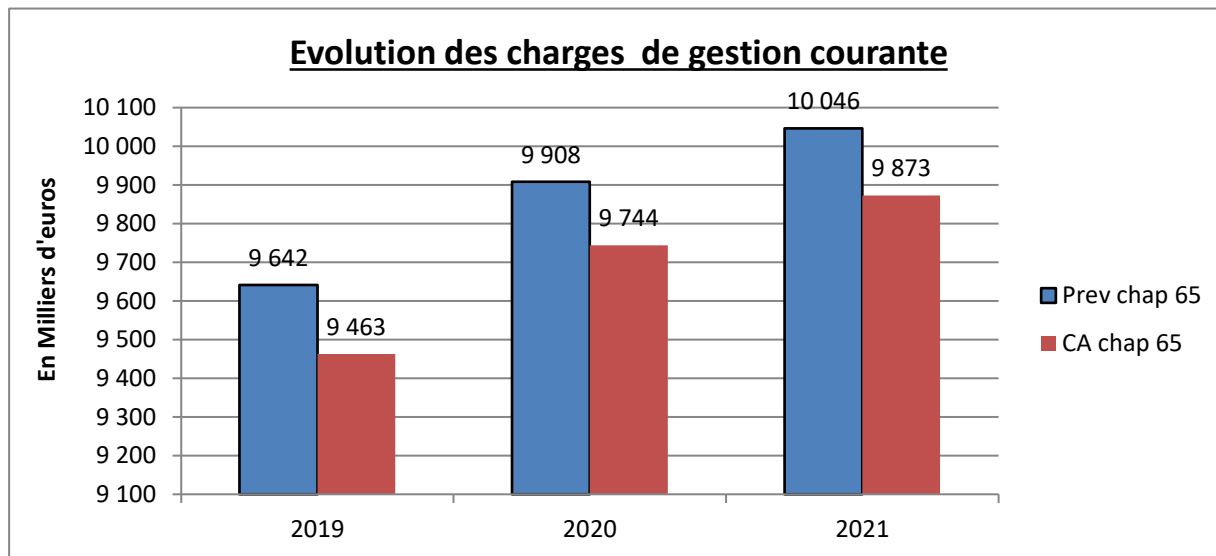
c) Chapitre 014 – atténuation de produits

Ce chapitre enregistre pour un total de 1.451€ les dégrèvements de taxe foncières pour jeunes agriculteurs et facturations de reversements de forfaits post stationnement.

d) Chapitre 65 – autres dépenses de gestion courante

Ce chapitre budgétaire totalise une réalisation à hauteur de 9.872.905€ contre 9,74M€ en 2020 (soit une hausse de +1,33% par rapport à 2020) et présente un taux de réalisation de 98,3% (identique à 2020).

L'évolution de ces dépenses au cours des dernières années a été la suivante :



Les principaux postes budgétaires de ce chapitre sont les suivants :

Poste	CA 2019	CA 2020	CA 2021	Variation en valeur	Variation en %
Redev utilisations logiciels, droits auteurs.	83 061	50 743	75 942	25 200	49,7%
Déficit & subventions budgets annexes (1)	1 055 057	1 198 000	1 500 000	302 000	25,2%
Indemnités et charges sociales élus	501 496	536 563	600 716	64 153	12,0%
Créances éteintes ou admises en non valeur	65 147	33 430	125 276	91 846	274,7%
Subvention CCAS	3 080 000	3 400 000	3 100 000	-300 000	-8,8%
Subventions aux associations	4 107 047	3 937 292	3 883 209	-54 083	-1,4%
Subventions écoles privées	498 460	530 166	533 791	3 625	0,7%

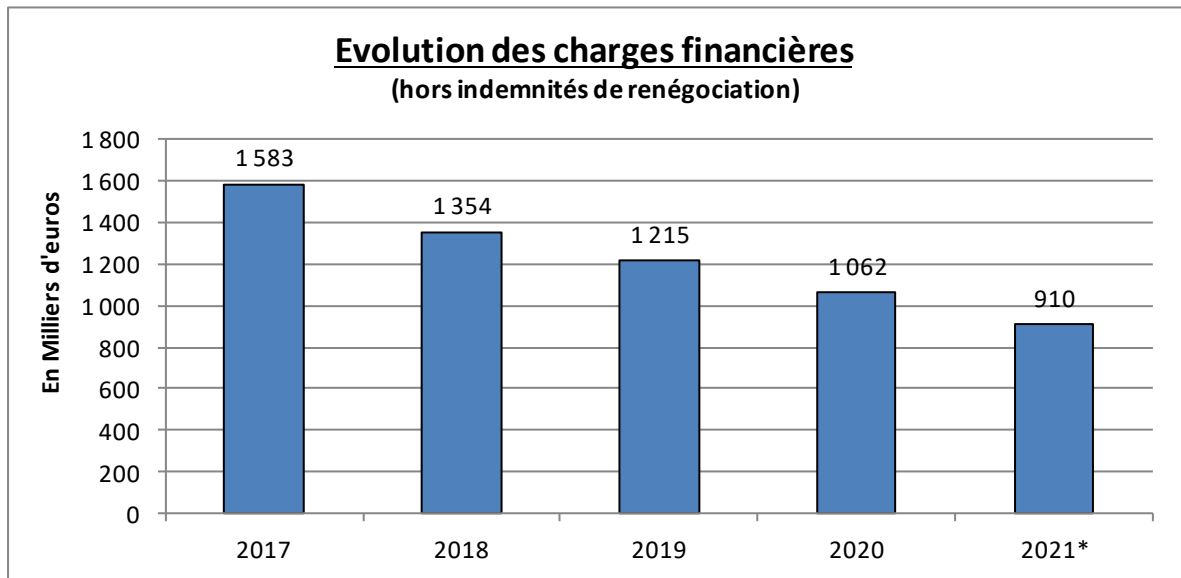
Les participations du budget principal au déficit des budgets annexes (subventions d'équilibre) ont été destinées aux budgets Agel (925k€) et Elispace (575k€ pour la partie fonctionnement).

L'augmentation du poste indemnités et charges sociales des élus est lié au plafond d'exonération des cotisations sociales atteint par quelques élus et nouvellement cotisants en 2021.

e) Chapitre 66 – charges financières

Ce chapitre budgétaire totalise 789.151€ contre 1,06M€ en 2020, donc en diminution de -272k€ (-25%) pour un taux de réalisation de 54,8%. A noter un rattachement oublié de 120.513,66€ concernant les intérêts courus non échus 2021, qui nécessitera l'inscription d'un crédit complémentaire de même montant au prochain budget supplémentaire.

Les charges financières, à proprement parler (hors indemnités de renégociation d'emprunts), ont varié ces dernières années de la manière suivante :



* Montant corrigé 2021 = dépenses réalisées 789.151€ + ICNE 120.513€ = 909.666€

Cette baisse s'explique par la diminution ces dernières années du niveau de l'endettement de la Ville. A souligner qu'aucune indemnité de renégociation d'emprunts n'a été payée dans le cadre de réaménagements d'emprunts (compte 6688) dans le courant de l'année 2021.

Par comparaison avec les communes de strate démographique équivalente, les charges financières totalisent 1,29% des charges de fonctionnement CAF*, contre 1,52% en 2020, alors que la moyenne 2020 de la strate est de 2,42%.

(source <http://www.impots.gouv.fr/> rubrique : chiffres clés des budgets des collectivités locales/ les comptes des collectivités).
(* dépenses de fonctionnement CAF= dépenses réelles de fonctionnement – recettes chap 013)

e) **Chapitre 67 – charges exceptionnelles**

Ce chapitre totalise 483.485€, répartis comme suit :

- bourses et prix pour 38k€.
- indemnisation exceptionnelle de 70k€ pour les Patinoires Modernes suite aux confinements de 2020 et 2021
- rappel de TVA sur la vente du terrain Burger King (99k€)
- opérations comptables pour 237k€ de transfert du budget eau à la communauté d'agglomération (contrebalancée par une recette de reprise de résultat)
- régularisation pour 20.795€ de la dotation d'Etat pour perte de ressources 2020, finalement non attribuée au vu des données du compte administratif.

f) **Les autres chapitres budgétaires des dépenses de fonctionnement**

Le chapitre 68 enregistre les sommes provisionnées en prévision de futures dépenses (litiges, pertes d'actif..) pour un total de 165.100€

Pour mémoire, et bien que figurant dans le total des opérations réelles, les provisions semi-budgétaires ne donnent pas lieu à des mouvements de trésorerie, et permettent de différer la prise en charge d'une dépense par la « reprise de la provision » au moment où le risque s'avère réellement.

Le chapitre 042 « opérations d'ordre de transfert entre section » totalise 5.976.728€ qui correspond pour 5,79M€ aux amortissements des travaux d'aménagement de bâtiments, équipements de voirie, biens d'équipements (ce même montant se retrouvant en recettes d'investissement), et pour 182k€ aux mouvements d'ordre liés aux cessions de bâtiments et terrains.

III. La section d'investissement

L'exécution budgétaire 2021 de la section d'investissement fait ressortir un besoin de financement à hauteur de 13.140.950,52€ réparti de la manière suivante :

- -6.355.887,25€ au titre du résultat de clôture d'investissement 2021
- -6.785.063,27€ au titre du solde des restes à réaliser d'investissement 2021

A. Les ressources d'investissement

Les ressources d'investissement totalisent 19.233.404,83€, soit 18% du total des recettes du compte administratif 2021 et se décomposent de la manière suivante :

Recettes d'investissement		Réalisations 2019	Réalisations 2020	Prévisions 2021	Réalisations 2021	variation 2020/2021	variation en %
R E C E T T E S	13 Subventions d'investissement reçues	3 508 367	4 660 355	4 582 000	2 538 612	-2 121 743	-45,5%
	16 Emprunts et dettes assimilées	8 592 278	8 213 789	8 375 461	3 810 623	-4 403 166	-53,6%
	20 à 23 Recettes d'équipement	5 233	158 332			-158 332	-100,0%
	10 Dotations et fds propres	5 568 291	276 275	4 850 000	246 193	-30 082	-10,9%
	1068 Excédents de fonctionnt capitalisés	7 189 756	10 658 694	4 798 669	4 798 669	-5 860 025	-55,0%
	165 Dépôts et cautionnements reçus	21 834	8 191	11 510	10 313	2 122	25,9%
	27 Autres immobilisations financières	1 350 000		700 000	700 000	700 000	
	45 Opérations pr le cpte de tiers	0		60 000	50 261	50 261	
	024 Produits des cessions (voir chap75)	0		-20 460		0	
	021 Virement de la section de fonct.	0		12 147 483		0	
040 opérations d'ordre de transfert entre section	4 911 040	5 329 204	6 032 460	5 976 728	647 524	12,2%	
041 opérations patrimoniales	0	817 399	1 154 000	1 102 006	284 607	34,8%	
Total recettes d'investissement :		31 146 799	30 122 241	42 691 123	19 233 405	-10 888 836	-36,1%

Le taux de réalisation des recettes réelles d'investissement (hors mouvements d'ordre) s'établit à 52%, soit 11,2M€ de recettes budgétées non encaissées en 2021 (dont 1,013M€ de subventions reportées sur 2022 et 4,55M€ de FCTVA à réinscrire sur 2022).

1. Chapitre 10 – Dotations et fonds propres

Ce chapitre totalise 5.044.862€ en 2021 pour un taux de réalisation de 52,2%.

Ces recettes sont composées notamment de :

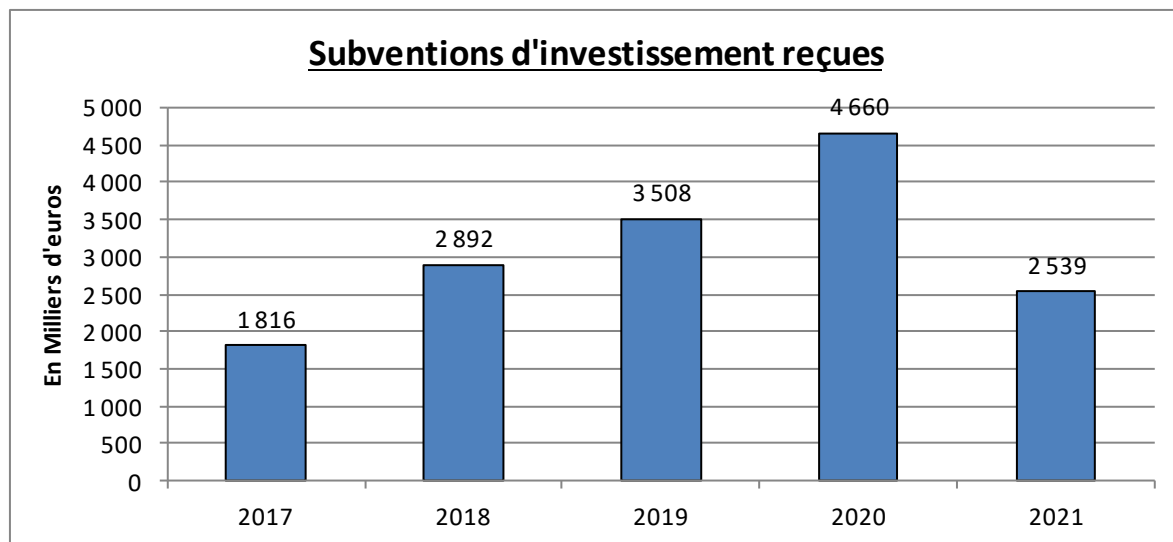
- 4,798M€ d'affectation en investissement du résultat de fonctionnement 2020 telle que décidée par le conseil municipal lors de sa réunion du 27 mai 2021
- 246k€ de taxes d'urbanisme

La recette du FCTVA non perçue en 2021 ne peut être reportée en restes à réaliser suite à une circulaire de la Préfecture, et sera donc inscrite en proposition nouvelle au prochain budget supplémentaire (4,55M€).

2. Chapitre 13 – subventions d’investissement

Ce chapitre totalise 2.538.612€ pour un taux de réalisation de 55,4%.

L’historique de ces dernières années en matière de subventions reçues est le suivant :



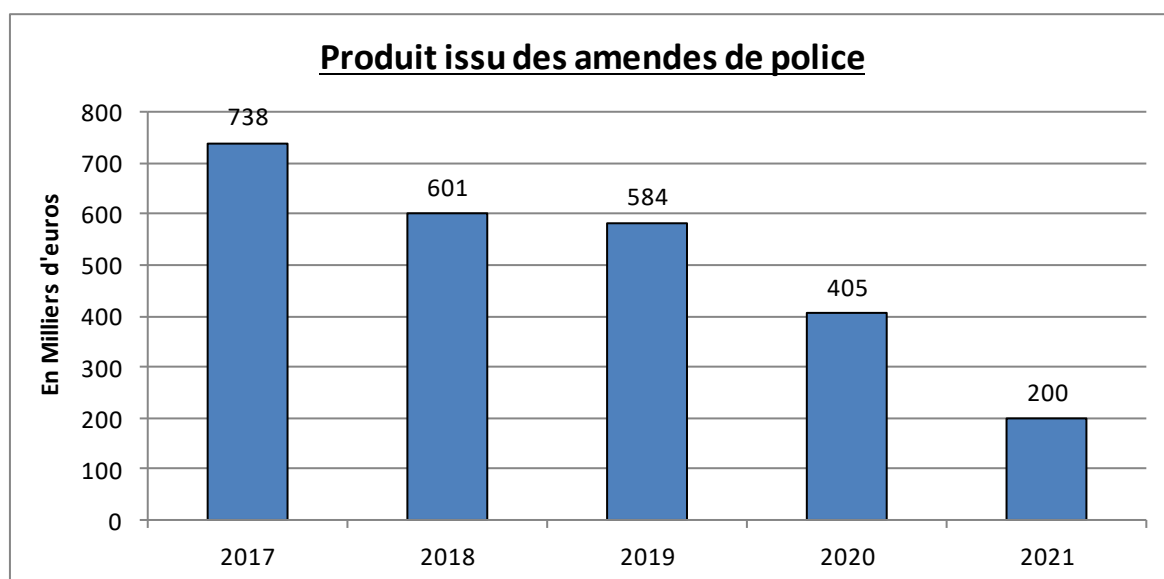
Le niveau des subventions reçues est en lien avec celui des dépenses d’investissement.

A noter l’inscription de subventions en restes à réaliser pour 1M€ (subventions pôle solidarité 700k€/ parking Chevallier 90k€ / AL Ribambelle 77k€ / ...) et le principe de non report pour les opérations en cours votées en autorisation de programme.

La répartition par « programme » des subventions d’investissement perçues en 2021 est la suivante :

Subventions d'investissement	Montant 2021
PRENDRE SOIN DE LA NATURE	
Parc J.Baker av JMoulin Argentine/ subv Etat	56 072
Rénovation du CTM / avance subv Etat	161 283
Cimetieres beauvaisiens/ subv Dept	10 320
PRENDRE SOIN DE L'HOMME	
Accessibilite des equipts & esp. publics / Subv Etat	3 234
ALSH Ribambelle / subv Etat Dept CAF	123 596
Salle des fetes - Elispace / subv Dept	14 000
Rénovation Local Bellevue pour Ricochets /subv Etat	26 880
VideoProtection/ subv Dept	82 210
PRENDRE SOIN DE NOTRE VILLE	
Préfiguration du PEM /subv CDC	17 609
Voirie Abords Gourdain /subv Etat	42 400
Voie verte Briand /subv Etat	26 317
Stade Ladoumegue / subv Etat Dept	112 160
Creche StLucien /subv Etat CAF	146 074
Eglise Marissel / Particip Amis ND Marissel	16 651
Etude site ancienne prison/ subv CDC	10 995
Réhabilitation du Quadrilatere/ subv Etat	743 065
Trvx Fibre optique/ FdC Agglo	98 421
PROMOUVOIR UNE ADMINISTRATION DURABLE	
Véhicules PoliceMunicip/ subv Dept	25 250
Archives municip/ subv Etat Dept	45 108
AUTRES RECETTES	
Pole solidarité /subv Dept	307 200
EquipSportifsMorvan/Subv Etat	104 252
Amendes de Police	200 154
Aide à la relance de la construction	165 360
TOTAL >>	2 538 612

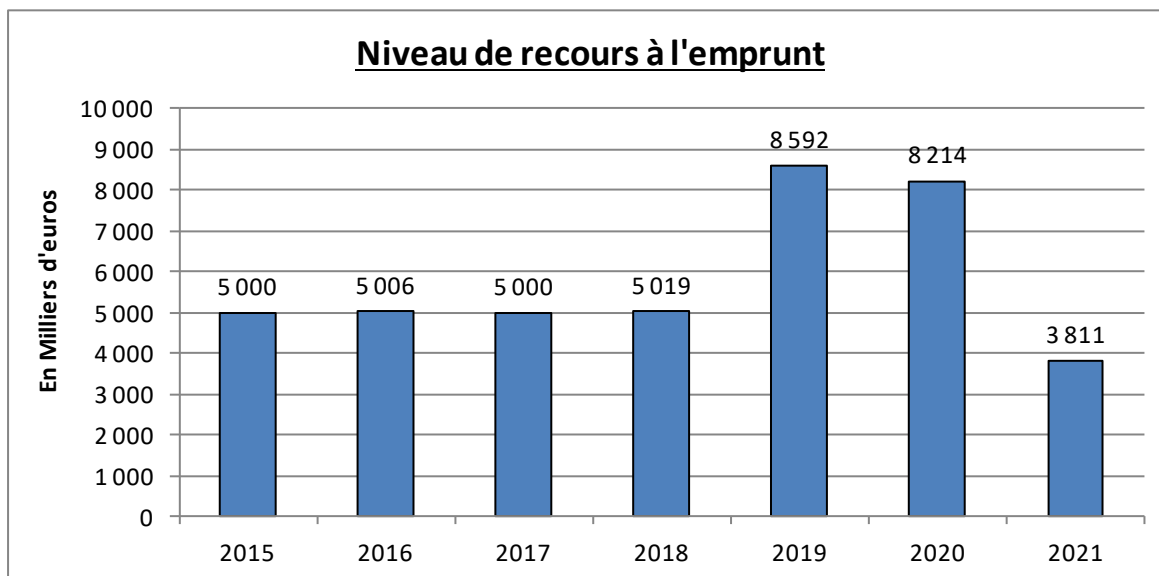
Les amendes de police (article 1342) intègrent ce chapitre budgétaire.



Cette enveloppe varie d'une année sur l'autre et fait l'objet d'une répartition entre collectivités bénéficiaires en fonction du nombre d'amendes à la circulation routière recensées l'année précédente sur leur territoire, par rapport au nombre total atteint sur le plan national. Le produit versé en 2021 correspond à la dotation 2020.

3. Chapitre 16 –emprunts et refinancement d'emprunts

Le niveau de recours à l'emprunt nécessaire au financement des investissements a varié les années passées de la manière suivante :



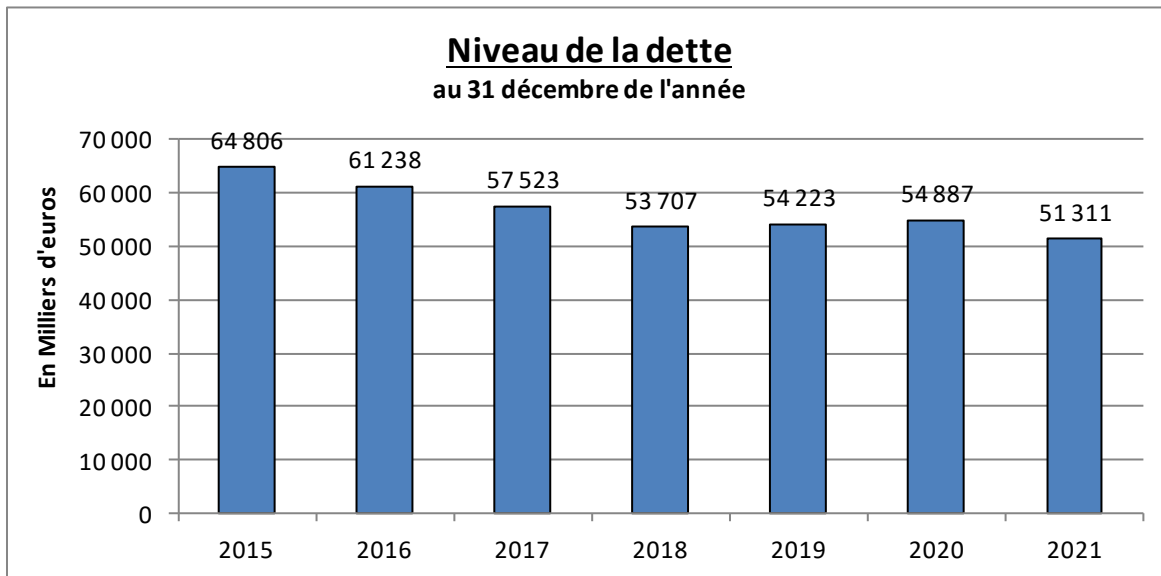
C'est donc un recours à l'emprunt qui s'élève à 3,81M€ en 2021 (contre 8,2M€ en 2020), soit une exécution à hauteur de 45,5% par rapport aux prévisions budgétaires.

A noter que dans le cadre de la délégation donnée à Mme le Maire, aucune opération de gestion de dette n'a été effectuée en 2021. Les sommes encaissées correspondent :

- pour 3,8M€ à un emprunt souscrit auprès du Crédit Agricole, contractualisé en 2020 et dont la phase de consolidation arrivait à échéance en 2021, entraînant automatiquement le versement.
- et pour 10.623€ à un prêt sans intérêt, complémentaire d'une subvention, accordés par la Caisse d'allocations familiales pour financer des travaux dans l'accueil de loisirs Ribambelle .

Par rapport aux autres recettes d'investissement, la part des dépenses d'investissement financée par emprunt atteint cette année 16,24% contre 33,6% en 2020.

Compte tenu des remboursements en capital opérés sur la période, l'évolution du niveau de l'endettement a été la suivante :

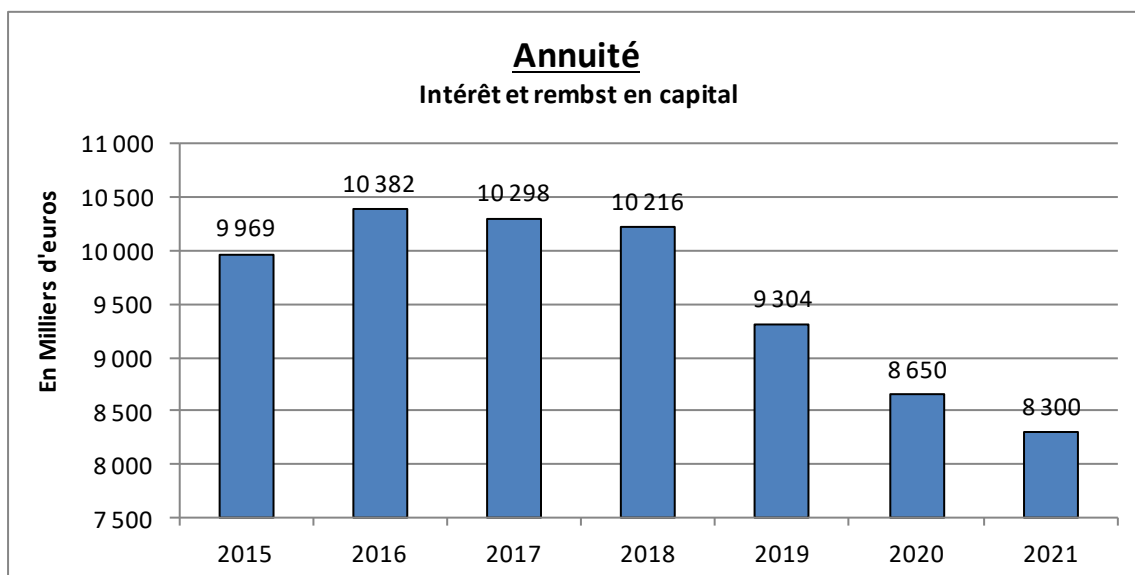


L'encours de la dette fin 2021 atteint 51.311.326 €, soit une diminution de -3,575M€ par rapport à fin 2020.

L'encours de la dette ressort à Beauvais à 885€ par habitant ⁽³⁾ (contre 953€ pour 2020) bien en dessous de la moyenne de la strate à 1.367€ ⁽²⁾.

La capacité de désendettement de la ville s'établit à 3,29 ans calculée sur l'épargne brute dégagée par les résultats de ce compte administratif (contre 4,05 ans pour le CA 2020).

L'encours de la dette / recettes de fonctionnement ou taux d'endettement est de 59,1% (contre 65,3% en 2020) alors que la moyenne est de 89,6% ⁽²⁾ : **la dette de la Ville de Beauvais comparativement au niveau de ses ressources est donc proportionnellement inférieure à celle de la moyenne nationale.**



Source : état de la dette

Quant au niveau de l'annuité de la dette, elle représente 9.52% des recettes de fonctionnement fin 2021, niveau en diminution par rapport à celui de 2020 qui était de 10,26%.

A relever que la dette de la ville est composée à 100% de taux non structurés et sans risque (indice 1A selon norme Gissler) contre 97,9% pour la moyenne de la strate (source observatoire Finance Active)

4. Les autres chapitres budgétaires des ressources d'investissement

Les autres chapitres de recettes d'investissement sont les chapitres 20 à 23, 27, 45, 040 et 041.

- **chapitres 20 à 23** : avoirs sur factures ou régularisation de mandats émis sur exercice antérieur – pas de mouvement en 2021.
- **chapitre 040 « opération d'ordre de transfert entre section »** : il totalise 5,976M€ et correspond aux dépenses de fonctionnement du chapitre 042. Il comprend notamment l'amortissement des biens d'investissement, et les cessions d'immobilisations enregistrées aux comptes 192 et 21.
- **chapitre 041 « opérations patrimoniales »** : opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement pour 1,102M€. qui regroupe :
 - les avances de marchés publics imputées provisoirement au compte 238, et transférées sur les comptes budgétaires définitifs des travaux (254k€)
 - les opérations d'ordre liées aux cessions à l'euro symbolique (immeubles JHachette/Grenier à sel/St Laurent pour HLM Beauvaisis 553k€)
 - des réimputations de biens sur le compte 2132 immeubles de rapports nécessités par l'obligation d'amortir les immeubles productifs de revenus.
- **chapitre 27 « autres immobilisations immobilières »** : Le budget annexe « Lotissement Agel » avait bénéficié à partir des années 2011 d'avances de financement sans intérêt de la part du budget principal, pour un total de 3,9 M€. Compte tenu de l'excédent d'investissement du budget Agel, un remboursement de 700k€ au budget principal a pu être réalisé en 2021.

B. Les emplois d'investissement

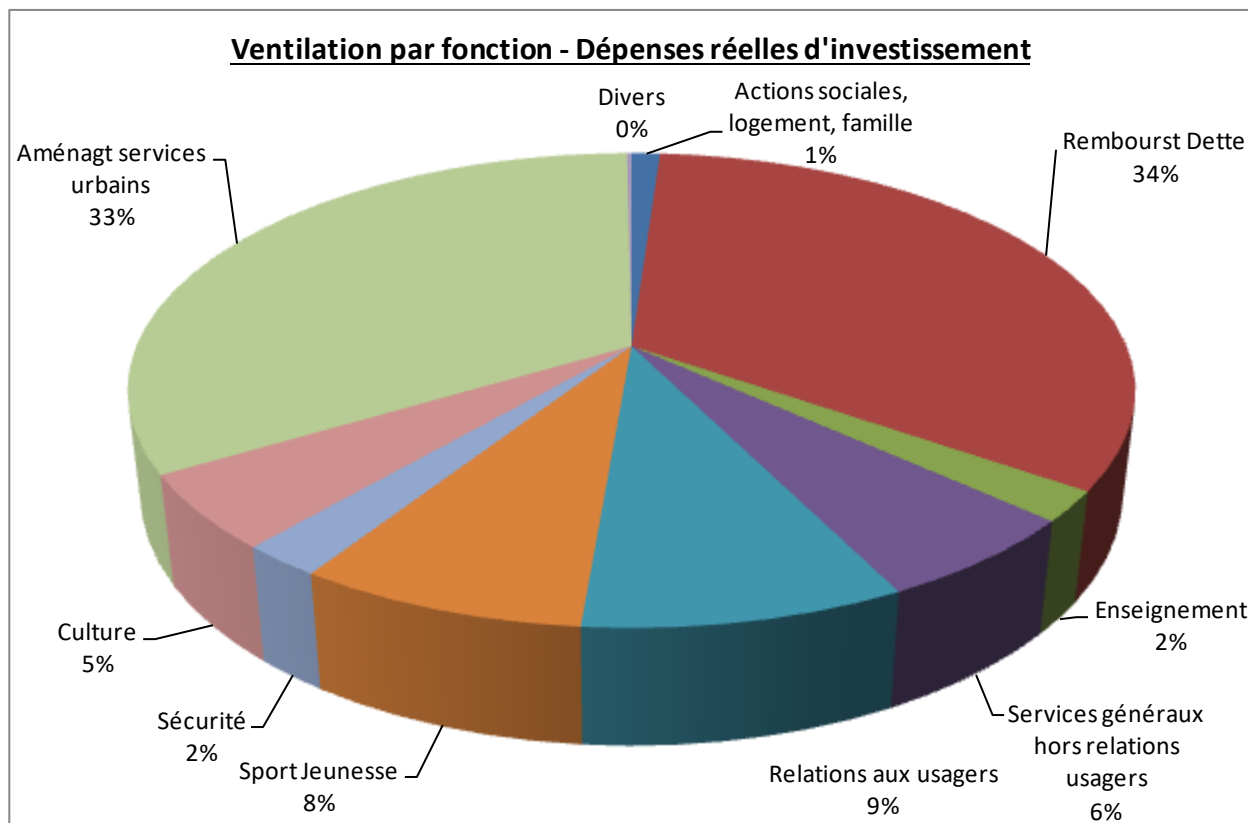
Les dépenses d'investissement, hors report des dépenses engagées (RàR), totalisent 23.455.858,65€ (contre 24,41M€ pour 2020 soit -3,9%). Elles représentent 23,3% des dépenses globales du budget 2021.

Elles se décomposent de la manière suivante :

Dépenses d'investissement		Réalisations 2019	Réalisations 2020	Prévisions 2021	Réalisations 2021	variation 2020/2021	variation en %
	10 Dotations, fonds divers et réserves	0	46 315	17 850	17 835	-28 480	-61,5%
	13 Remb subventions d'investissement	2 907				0	
D	16 Emprunts et dettes assimilées	8 110 227	7 565 776	8 412 500	7 384 781	-180 995	-2,4%
E	20 Immobilisations incorporelles	412 587	637 546	1 463 932	334 110	-303 436	-47,6%
P	204 Subventions d'équipement versées	48 154	4 167	797 583	369 786	365 619	8774,9%
E	21 Immobilisations corporelles	11 087 520	8 803 272	15 385 285	7 386 867	-1 416 405	-16,1%
N	23 Constructions en cours	11 669 642	6 254 466	12 308 990	6 465 856	211 390	3,4%
S	26 Participations et créances	2 500		98 000	0	0	
E	27 Autres immob. financières	0				0	
S	45 Opérations pr le cpte de tiers	0	0	60 000	50 261	50 261	
	020 dépenses imprévues			255 000			
	040 opérations d'ordre de transfert entre section	188 247	283 113	604 550	344 356	61 243	21,6%
	041 opérations patrimoniales	0	817 399	1 154 000	1 102 006	284 607	34,8%
Total dépenses d'investissement :		31 521 784	24 412 054	40 557 690	23 455 859	-956 196	-3,9%

Le taux de réalisation des dépenses réelles d'investissement est de 56,72%.

1. La répartition par fonction de nos dépenses d'investissement

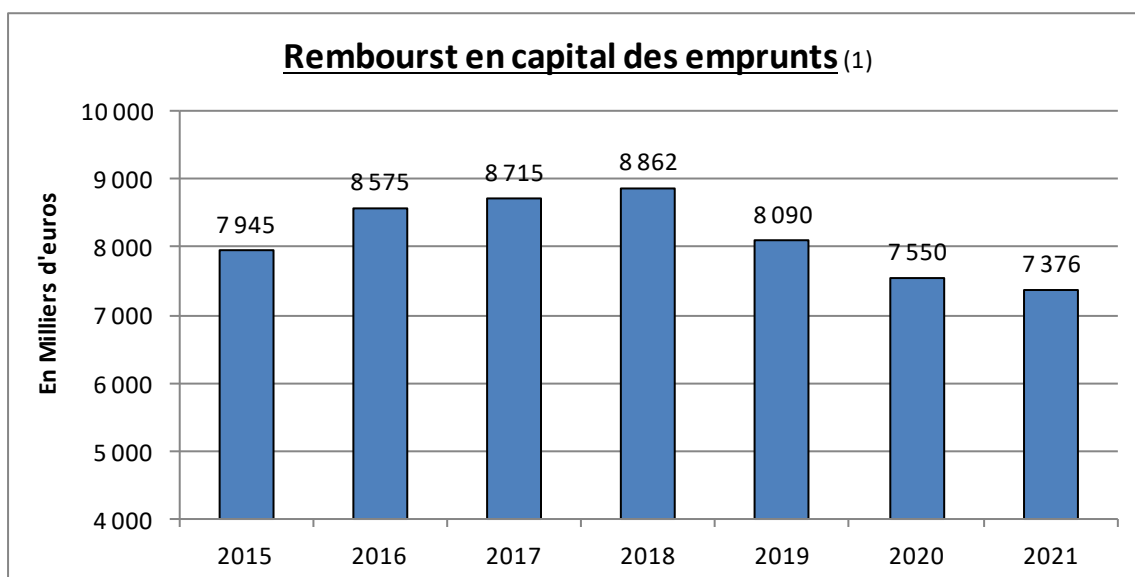


(1) les relations aux usagers comprennent l'administration de l'Etat, la communication, les fêtes et cérémonies, les cimetières.

2. La répartition par nature de nos dépenses d'investissement

a) Chapitre 16 - Emprunts et dettes assimilées

Ce chapitre qui totalise 7.384.780€, a été réalisé à hauteur de 88%, et concerne essentiellement les remboursements en capital d'emprunts qui ont varié ces dernières années de la manière suivante :

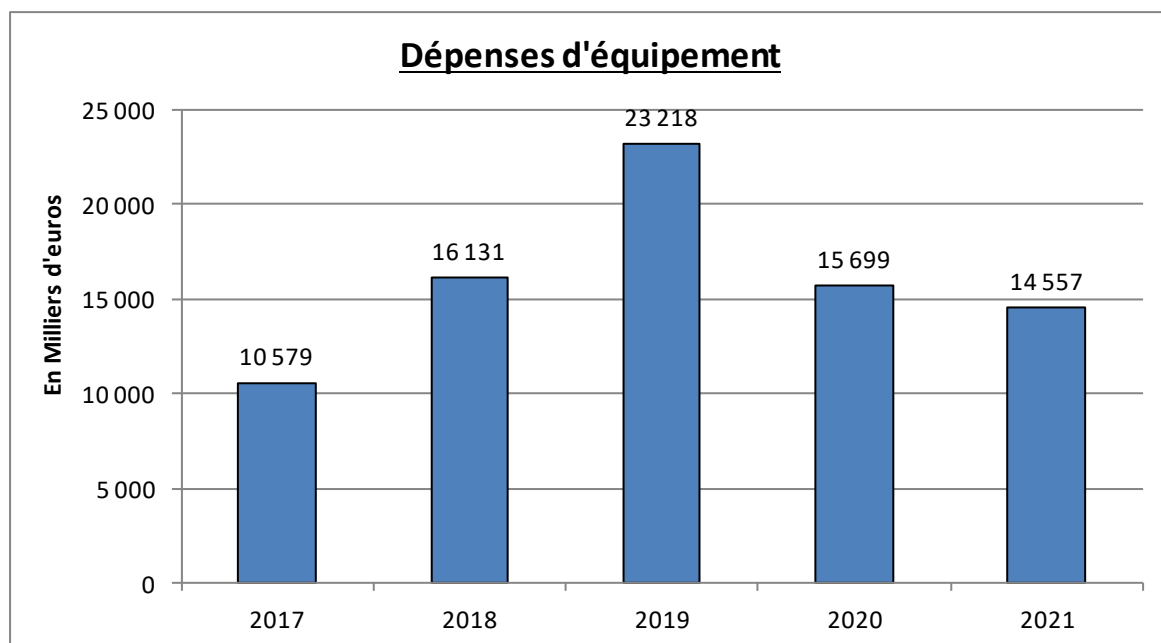


(1) la différence de 15 443,27 € correspond à des dépôts de garantie ou des remboursements de caution

Les remboursements en capital des emprunts pour 7,37M€ (en baisse de -174k€) contribuent au désendettement de la Ville. Ils sont à mettre en parallèle avec la souscription des nouveaux emprunts 2021 pour 3,8M€, qui entraînent une diminution de la dette de la Ville de -3,57M€ (voir graphique niveau de la dette p25)

b) Chapitres 20 à 23 immobilisations, opérations d'équipement et chapitre 204 subventions d'équipement

Ces chapitres correspondent aux dépenses d'équipement d'une collectivité, hors opérations pour compte de tiers, et totalisent 14,556M€ en 2021 hors Restes à réaliser (contre 15,699M€ en 2020) :



Les principales réalisations de l'année 2021 sont notamment les suivantes :

Dépenses d'equipement	Montant 2021
PRENDRE SOIN DE LA NATURE	
Requalification des jardins familiaux	44 050
Embellissement et renovation des Espaces Verts	193 907
Acquisition du site de la Pouponniere	1 413 366
Amenagt du Parc av JMoulin à Argentine	244 670
Embellissement de la ville avec du mobilier urbain approprié	95 328
Garantir un modèle de chauffage équilibré pour les batiments municipaux	42 847
Entretenir les installations de chauffage	104 875
Rénovation du Centre technique municipal (Bat G)	31 316
Amenagement durable des cimetières beauvaisiens	144 218
Autres	2 021
PRENDRE SOIN DE L'HOMME	
Amélioration de l'accessibilité des équipements et espaces publics	44 686
Reconstruction ALSH Ribambelle (phase2)	354 445
Modernisation du mobilier des établissements de l'enfance	99 576

Equipement des écoles de materiel informatique adapté	32 385
Accueil d'un campus connecté du Beauvaisis	21 652
Extension du site AGCO : requalification axe Kennedy-Corot	1 542 569
Construction d'une salle des fetes - Elispace	1 366 368
Restructuration complète de la piscine A Bellier	171 354
Renovation des salles de quartiers & batiments associations	27 924
Construction d'une salle des fetes et d'un local associatif à Argentine	28 106
Rénovation du local municipal à Bellevue pour Ricochets	179 305
Renouvellement de matériel des équipts sportifs de la ville	493 789
Mise en place d'un programme de vidéosurveillance	65 398
Modernisation du réseau d'éclairage public	40 233
Renouvellement et mise en sécurité des aires de jeux	88 436
Sécurisation des écoles et des crèches	43 094
Autres	21 044
PRENDRE SOIN DE NOTRE VILLE	
Préfiguration du PEM	63 745
Programme d'entretien et de conservation des parkings	51 129
programme de modernisation des voiries (dont enfouissement)	1 559 467
Programme d'entretien et de modernisation des ouvrages d'art	43 659
Rénovation des rues et places du quartier Argentine	13 687
Les jardins d Agel: paiement retrocession VRD HLM Beauvaisis	256 175
Extension et renforcement du reseau électrique (participation Enedis)	18 192
Requalification des espaces publics en coeur de ville (sonorisation/abordsTheatre/27Juin)	363 784
Embellissement des espaces de voirie	87 265
Programme de déploiement des pistes cyclables	41 691
Développement du parc de stationnement vélos (abris sécurisés)	49 512
Travaux d'amélioration ou mise en conformité de la défense incendie	43 996
Apaisement des usages (feux/trottoirs/circulation)	426 075
Amélioration des parcours (signalétique, marchabilité)	101 040
Rénovation des batiments d'accueils de loisirs	66 672
Modernisation d'Elispace (subvention d'équilibre investissement)	350 000
Rénovation des écoles	232 395
Rénovation des gymnases municipaux	178 811
Plan de rénovation des stades	180 253
Rénovation du chenil municipal : veiller au bien etre animal	232 600
Rénovation des crèches municipales	21 668
Renforcement de la sécurisation du patrimoine historique existant	38 176
Acquisitions foncières	321 887
Modernisation et embellissement du plan d'eau du Canada	26 545
Dynamisation des Féeries de Noel	92 597
Réhabilitation du Quadrilatere	562 536
Soutien au projet de modernisation et d'extension de l'ASCA	14 809
Développement de la fibre optique	200 345
Autres	25 286
PROMOUVOIR UNE ADMINISTRATION DURABLE	

Acquisition de matériel pour la prévention et la sécurité des agents	48 629
Acquisition de matériel pour les ST	276 091
Aménagement des espaces extérieurs des ST	19 607
Dotation de moyens matériels adaptés à l'organisation de manifestations	130 051
Programme de sécurité incendie des bâtiments (SSI)	14 750
Acquisition de véhicules motorisés adaptés et gérer la flotte	654 703
Mise à niveau des logements de fonction des agents	104 877
Acquisition de mobilier pour la QVT	54 822
Réaménagement des espaces de travail	102 021
Aménagement des locaux Ferdinand Buisson pour les archives	65 559
Equipement des services de logiciels adaptés aux besoins	206 205
Equipement des services de matériel informatique sur mesure	158 603
Autres	16 916
AUTRES DEPENSES	
Pole solidarite	90 532
FISAC/Subventions Commerces	10 701
Divers	1 595
TOTAL >>	14 556 619

e) Les autres chapitres budgétaires des emplois d'investissement

- le chapitre 040 « opération d'ordre entre section » est la contrepartie du chapitre 042 des recettes de fonctionnement, soit 344.356€ (amortissement des subventions d'équipement reçues).
- le chapitre 10 « dotations » enregistre un remboursement de Taxe d'urbanisme de 17.835€
- le chapitre 041 « opérations patrimoniales » est la contrepartie des recettes du même chapitre en investissement pour 1.102.005€ (voir détail des opérations au chapitre recettes précédent)

3 Situation des autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP)

Voici la situation des AP/CP au 31/12/2021 :

No AP	Libellé	Montant des AP			Montant des CP			
		Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice 2020 (BS)	Total cumulé	Crédits de paiement antérieurs (cumul au 31/12/20)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2021 (BP+Reports+BS+VC)	Crédits de paiement réalisés durant l'exercice 2021	Restes à financer (exercices au-delà de 2021)
49	Plan de rénovation des ecoles	3 100 000,00 €		3 100 000,00 €	2 660 478,71 €	128 751,51 €	104 765,72 €	-terminé-
50	Plan de réhabilitation des gymnases	2 070 000,00 €		2 070 000,00 €	1 493 991,41 €	127 057,08 €	122 489,59 €	-terminé-
51	Plan de rénovation des Accueils de Loisirs sans Hébergement	1 660 000,00 €		1 660 000,00 €	1 245 085,27 €	31 416,32 €	15 767,68 €	-terminé-
53	Plan Maxi Voirie	11 200 000,00 €		11 200 000,00 €	10 208 343,01 €	532 543,57 €	205 745,31 €	-terminé-
54	Salle des Fêtes	2 850 000,00 €		2 850 000,00 €	168 448,78 €	2 571 500,00 €	1 366 368,01 €	1 315 183,21 €
56	Pôle solidarité	2 604 000,00 €		2 604 000,00 €	2 491 916,65 €	99 412,75 €	90 531,79 €	21 551,56 €
57	Cœur de Ville 2e tranche	14 200 000,00 €		14 200 000,00 €	617 349,15 €	631 625,37 €	209 246,65 €	13 373 404,20 €
58	Centre technique Municipal - renovation batiments	1 500 000,00 €		1 500 000,00 €	2 898,00 €	91 000,00 €	31 315,65 €	1 465 786,35 €
59	Quadrilatère trnx mise en conformité tranche 1	1 430 000,00 €		1 430 000,00 €	1 054 374,82 €	60 959,50 €	53 632,22 €	321 992,96 €
60	Abords Theatre et parking	2 050 000,00 €		2 050 000,00 €	1 062 509,54 €	314 883,66 €	154 537,04 €	832 953,42 €
62	NPRU Ingenierie+trnx	2 750 000,00 €		2 750 000,00 €	231 617,85 €	1 208 186,00 €	310 090,04 €	2 208 292,11 €
64	Pole Multi modal	400 000,00 €		400 000,00 €	59 495,01 €	38 333,00 €	800,00 €	339 704,99 €
65	Etudes Site ancienne prison	200 000		200 000	2 160,00	0,00	0,00	197 840,00 €
66	Réhabilitation Piscine Bellier	9 400 000,00		9 400 000	32 628,00	394 000,00	171 354,00	9 196 018,00 €
67	Quadrilatère tranche 2	8 700 000,00		8 700 000	55 238,87	535 000,00	508 904,07	8 135 857,06 €
	Total >>>	64 114 000,00 €	0,00 €	64 114 000,00 €	21 386 535,07 €	6 764 668,76 €	3 345 547,77 €	37 408 583,86 €

En complément, il est rappelé ci après les autorisations suivantes qui ont été clôturées au Budget Primitif 2022 :

No AP	Libellé	Montant des AP			Montant des CP			
		Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice 2020 (BS)	Total cumulé	Crédits de paiement antérieurs (cumul au 31/12/20)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2021 (BP+Reports+BS+VC)	Crédits de paiement réalisés durant l'exercice 2021	Restes à financer (exercices au-delà de 2021)
47	Rénovation maison quartier St Lucien (centre social interquartiers)	3 350 000,00 €		3 350 000,00 €	3 114 061,76 €	97 253,61 €	44 412,17 €	-soldé BP2022-
52	Plan Lumière (renouvellement de l'éclairage public / contrat de performance énergétique)	10 250 000,00 €		10 250 000,00 €	9 813 774,54 €	25 206,41 €	0,00 €	-soldé BP2022-
55	Local serv espaces verts Coteaux St Jean	1 100 000,00 €		1 100 000,00 €	1 046 049,46 €	1 707,10 €	0,00 €	-soldé BP2022-
61	Stade Omet -terrain synthétique	1 270 000,00 €		1 270 000,00 €	1 223 936,32 €	2 668,39 €	1 200,00 €	-soldé BP2022-
	Total >>>	15 970 000,00 €	0,00 €	15 970 000,00 €	15 197 822,08 €	126 835,51 €	45 612,17 €	0,00 €

IV. Ratios légaux définis à l'article R2313-1 du CGCT/ **et Répartition sur 100 €** du budget

Informations financières – ratios (1)		CA 2020	CA 2021	Moyennes de la strate (2)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1 224	1 228	1319
2	Produit des impositions directes/population	686	678	708
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1 459	1 496	1526
4	Dépenses d'équipement brut/population	273	245	321
5	Encours de dette/population	953	885	1367
6	DGF/population	227	230	206
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	64,2%	64,46%	61,7%
9	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	92,8%	90,5%	95,0%
10	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	18,7%	16,3%	21,0%
11	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	65,3%	59,1%	89,6%

(1) cf. articles L.2313-1, L. 2313-2, R.2313-1, R.2313-2 et R.5211-15 du CGCT.

(2) source : les collectivités locales en chiffres 2021 – CA 2020

REPARTITION SUR 100 EUROS DU COMPTE ADMINISTRATIF 2021 (Fonctionnement+Investissement)

Dépenses	
Rappel CA 2020	CA 2021

Sécurité	
6,21 €	7,18 €

Culture	
5,64 €	6,80 €

Sport et jeunesse	
18,71 €	19,01 €

Actions sociales, logement, économie	
11,40 €	7,98 €

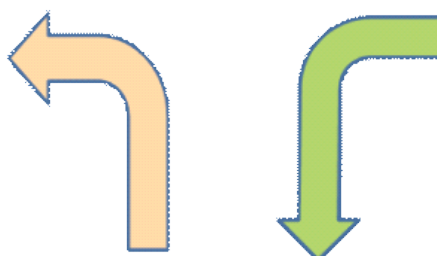
Recettes	
Rappel CA 2020	CA 2021

Impôts locaux et taxes diverses (2)	
43,70 €	45,46 €

Agglo du beauvaisis (3)	
19,60 €	20,55 €

Etat (4)	
19,15 €	19,85 €

Département	
0,60 €	0,60 €



Aménagements urbains	
27,08 €	26,34 €

Enseignement	
16,15 €	16,50 €

Relation aux usagers (1)	
5,07 €	6,38 €

Dettes	
9,18 €	9,24 €

Créances	
0,00 €	0,00 €

Divers	
0,56 €	0,57 €

Région	
0,66 €	0,00 €

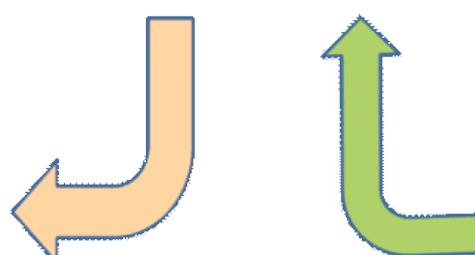
Autres subventions dont CAF	
3,18 €	3,50 €

Cessions foncières	
0,00 €	0,19 €

Usagers	
2,27 €	2,81 €

Emprunts	
8,44 €	4,05 €

Divers (5)	
2,40 €	2,99 €



(1) les relations aux usagers comprennent l'administration de l'Etat, la communication, les fêtes et cérémonies, les cimetières.

(2) les impôts locaux comprennent la taxe d'habitation, la taxe foncière sur le bâti et non bâti, les taxes diverses, dont la taxe sur l'électricité, la taxe sur la publicité extérieure, les droits de place, les droits de mutation etc.

(3) Les recettes de l'Agglomération comprennent l'attribution de compensation, la dotation de solidarité communautaire et les remboursements de personnels mutualisés

(4) les dotations de l'Etat comprennent la Dotation Globale de Fonctionnement, le FCTVA, les produits des amendes de police et les autres subventions d'Etat

(5) les diverses recettes comprennent les remboursements de frais de personnel, les revenus des immeubles, les recettes exceptionnelles.

BUDGETS ANNEXES

Rappelons que le compte administratif termine le cycle annuel budgétaire et retrace l'exécution budgétaire de l'année. Ainsi, les comptes administratifs 2021 des budgets annexes ont été précédés par les votes des budgets primitifs 2021 en date du 26/03/2021, et décisions modificatives en date du 23/09/2021.

A – Eau

Pour rappel, le compte administratif 2021 du budget Eau a été voté le 23/09/2021 en vue des opérations de transfert du budget à l'agglomération du beauvaisis.

Le résultat de clôture de fonctionnement de +237.729,38€ et le besoin de financement de -235.700,88€ présenté à l'assemblée ont été transféré dans le même temps au budget principal par délibération pour aboutir à un solde nul.

B – Régie Exploitation Elispace
--

1 – Les résultats 2021

Section	Reprise résultats 2020 (1)	Résultat d'exécution 2021	Résultats de clôture 2021 (A)	Solde restes à réaliser (B)	Résultats cumulés (A+B)
Fonctionnement	9 551,45	21 012,42	30 563,87	0,00	30 563,87
Investissement	33 833,64	315 453,49	349 287,13	-266 119,30	83 167,83
Total :	43 385,09	336 465,91	379 851,00	-266 119,30	113 731,70

⁽¹⁾ la reprise des résultats 2020 correspond aux résultats issus du compte administratif 2020.

Le résultat de clôture 2021 est excédentaire de 379.851,00€ compte tenu du résultat de la section de fonctionnement qui dégage un excédent de +30.563,87€ et de l'excédent de financement de la section d'investissement de +349.287,13€.

Compte tenu du besoin de financement issu du solde des restes à réaliser (-266.119,30€), le résultat cumulé du budget Elispace dégage un excédent de 113.731,70€. Ce résultat sera repris à la prochaine décision modificative

Les restes à réaliser correspondent pour 193k€ à des commandes de travaux (dont 150k€ pour le remplacement de l'éclairage) et pour 122k€ à du matériel commandé.

2 - Section de fonctionnement

Recettes

Chap.	Article	Libellé	Réalisations 2020	Prévisions 2021	Réalisations 2021	variation 2020/2021	variation en %	Explications
013	6459	Rembt charges de personnel	0	0	386	386		
70	70878	Produits/autres redevables	43 920	115 000	41 294	-2 626	-5,98%	Facturation frais annexes à la location
75	752	Autres produits Gestion courante/ Revenus des immeubles	29 193	135 000	27 303	-1 890	-6,48%	Location de la salle
77		Autres produits Gestion courante/ Divers	0	24	1	1	108,51%	
77		Produits exceptionnels	8			-8	-100,00%	
042		OpeOrdre transfert entre sections	22 409	24 000	22 808	399	1,78%	Amortissement des subventions d'équilibre d'investisst
		<i>sous total hors subvention >>></i>	95 530	274 024	91 792	-3 738	-3,91%	
75	7552	Autres produits Gestion courante /Prise en charge déficit	498 000	530 464	575 000	77 000	15,46%	Subvention en provenance du budget principal.
-	-	Total :	593 530	804 488	666 792	73 262	12,34%	

Dépenses

Chap.	Article	Libellé	Réalisations 2020	Prévisions 2021	Réalisations 2021	variation 2020/2021	variation en %	Explications
011	6061x	Charges à caractère général/ Fluides	88 878	97 500	72 881	-15 997	-18,00%	eau, gaz, électricité
011	6062/6063/6064	Charges à caractère général/ Fournitures	10 936	14 300	12 903	1 967	17,99%	
011	6042 611	Charges à caractère général/Prestations de services	3 799	77 536	31 928	28 128	740,34%	prestations divers matériels et concerts du 24/09 et 17/12...
011	613	Charges à caractère général/ Locations	2 938	1 950	6 797	3 859	131,34%	location matériels scéniques et autres locations
011	615	Charges à caractère général/ Entretien et réparations	36 761	69 685	30 579	-6 182	-16,82%	
011	623	Charges à caractère général/ Publicité, Relations publiques	17 313	13 500	13 514	-3 799	-21,94%	
011	6282	Charges à caractère général/ Gardiennage Sécurité	10 934	43 000	31 291	20 356	186,17%	agents de sécurité
011	6283	Charges à caractère général/ Nettoyage des locaux	4 816	12 000	7 689	2 873	59,67%	
011		Charges à caractère général/ Divers	4 070	8 558	6 683	2 614	64,22%	
012	-	Charges de personnel	324 752	346 251	313 466	-11 286	-3,48%	
65		Autres charges gestion courante/ Creances irrecouvrables	21 823	2 990	2 990	-18 833	-86,30%	
65		Autres charges gestion courante/ Divers	2 129	2 314	1 752	-377	-17,72%	dont Subvention COS
67		Charges exceptionnelles		10 930	64	64		
68		Provisions		53 525	53 525	53 525		provisions pour impayés
042	6811	Dot. Amortissement	54 830	60 000	59 716	4 887	8,91%	amortissement des biens
-	-	Total :	583 979	814 039	645 779	61 800	10,58%	

3 - Section d'investissement**Ressources ⁽¹⁾**

Chap.	Article	Libellé	Réalisations 2020	Prévisions 2021	Réalisations 2021	variation 2020/2021	variation en %	Explications
10	1068	Excédent de fct. Capitalisés	0	0	0	0		Absence d'affectation du résultat de fonctionnement en investissement.
13	13141	Subventions d'investissement	0	358 647	350 000	350 000		subvention du budget principal, permet de financer les restes à réaliser
040		opérations d'ordre de transfert entre section	54 830	60 000	59 716	4 887	8,91%	dotations aux amortissements
-	-	Total :	54 830	418 647	409 716	354 887	647,25%	-

Emplois ⁽¹⁾

Chap.	Article	Libellé	Réalisations 2020	Prévisions 2021	Réalisations 2021	variation 2020/2021	variation en %	Explications
21	2135	Immobilisations corporelles/ Travaux amenagt batiment et installations	26 654	418 787	63 743	37 090	139,15%	Travaux remplacement centrale incendie et divers gros entretien (travaux éclairage 150K€ en restes à réaliser)
21	218	Immobilisations corporelles/ Mobilier et Equipement	21 144	9 694	7 712	-13 433	-63,53%	
040	-	opérations d'ordre de transfert entre section	22 409	24 000	22 808	399	1,78%	Amortissement des subventions en provenance du budget principal
-	-	Total :	70 207	452 481	94 263	24 056	34,26%	

(1) hors reprise de résultats, ce qui explique l'écart entre les prévisions de ressources et d'emplois.

C – Lotissement Longue Haie

Pour l'ensemble des budgets de zone, et afin de simplifier la lecture, les opérations d'ordre de stocks ne seront pas commentées.

1 – Les résultats 2021

Section	Reprise résultats 2020 (1)	Résultat d'exécution 2021	Résultats de clôture 2021 (A)	Solde restes à réaliser (B)	Résultats cumulés (A+B)
Fonctionnement	244 229,78	0,00	244 229,78	0,00	244 229,78
Investissement	-66 523,18	0,00	-66 523,18	0,00	-66 523,18
Total :	177 706,60	0,00	177 706,60	0,00	177 706,60

Aucun mouvement enregistré sur ce budget annexe pour 2021. Les résultats de clôture 2020 sont reconduits pour 2021, avec un excédent global de 177.706.60€ comprenant un excédent de fonctionnement de +244.229,78€ et un besoin de financement en investissement de -66 523,18€.

2 – Bilan de zone

Le bilan prévisionnel de cette zone dégage un excédent de **+632 146 €** correspondant au résultat de clôture 2021 de +177 706 €, majoré des ventes de terrains à venir de +504 440 € (4 lots zone économique lots 41 à 44) et diminué de travaux de finition estimés à 50 000 €.

E – Lotissement Agel

Tout comme pour l'ensemble des budgets de zone, seuls les mouvements réels sont explicités dans le présent rapport de présentation.

1 – Les résultats 2021

Section	Reprise résultats 2020 (1)	Résultat d'exécution 2021	Résultats de clôture 2021 (A)	Solde restes à réaliser (B)	Résultats cumulés (A+B)
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	710 004,71	225 000,00	935 004,71	0,00	935 004,71
Total :	710 004,71	225 000,00	935 004,71	0,00	935 004,71

Le résultat de clôture 2021 est excédentaire de +935.004,71 € compte tenu d'un résultat nul de la section de fonctionnement et de l'excédent de financement de la section d'investissement de +935.004,71€.

2 - Section de fonctionnement

Recettes ⁽¹⁾

Chap.	Article	Libellé	Rappel CA 2020	Prévisions 2021	Réalisé 2021	Taux réal.	Explications
70	7015	Ventes de terrain	1	0	0	-	reste à vendre HLM du Beauvaisis pour 2022 terrain à l'euro symbolique (delib20/06/19)
75	7552	Prise en charge déficit des budgets annexes	700 000	925 000	925 000	-	subvention du budget principal
-	-	Total :	700 001	925 000	925 000	-	-

(1) recettes réelles uniquement

Dépenses ⁽¹⁾

Chap.	Article	Libellé	Rappel CA 2020	Prévisions 2021	Réalisé 2021	Taux réal.	Explications
011	605	Travaux de finition	0	10 000	0	0%	Provision travaux non utilisée
65	-	Autres charges de gestion courante	0	5	0	-	Arrondis de TVA
-	-	Total :	0	10 005	0	0%	-

(1) dépenses réelles uniquement : les mouvements d'ordre neutralisent le déséquilibre de la section de fonctionnement qui est « reporté » sur la section d'investissement pour mouvementer les stocks.

3 - Section d'investissement

Ressources ⁽¹⁾

Pas d'exécution

Emplois

Chap.	Article	Libellé	Rappel CA 2020	Prévisions 2021	Réalisé 2021	Taux réal.	Explications
16	168741	Emprunts et dettes assimilées	0	1 625 000	700 000	-	Rembrst partiel des avances du budget principal au vu de l'excédent 2020
-	-	Total :	0	1 625 000	700 000	-	

L'encours de la dette du budget annexe Agel : Le budget Agel a bénéficié pour 3,9 M€, d'avance du budget principal (2,5 M€ en 2011, 650 k€ en 2015 et 750 k€ en 2016) visant à combler le besoin de financement du budget annexe. Il s'agit d'un prêt sans intérêts, à rembourser au budget principal au fur et à mesure de la commercialisation des parcelles aménagées ou des versements des subventions d'équilibre par ce même budget.

Compte tenu des remboursements effectués en 2019 (1,35M€), et en 2021 (700k€), le capital restant à rembourser au 31 décembre 2021 s'élève à 1,85M€.

4 – Bilan de zone

Le bilan prévisionnel de cette zone dégage à ce jour un **déficit de -955k€** (hors subvention prévue au BP2022) correspondant au résultat de clôture 2021 de +935k€, du produit de la vente du terrain restant à commercialiser (cédé à l'euro symbolique), et diminué du remboursement des avances de financement du budget principal de 1,85M€ et de travaux annexes pour 40k€. Pour mémoire, il est prévu de résorber ce déficit par une subvention d'équilibre de 925k€ en 2022 et le solde en 2023 (30k€) pour clôturer ce budget.

RESULTATS CONSOLIDES

Les résultats 2021 consolidés du budget principal et des budgets annexes s'établissent donc ainsi :

VILLE BEAUVAIS	Reprise des résultats au 31/12/2021*	Recettes de l'exercice 2021	Dépenses de l'exercice 2021	Résultat d'exécution 2021	Résultat de clôture 2021	Solde Restes à réaliser	Résultat cumulé au 31/12/2021
Fonctionnement :							
Budget Principal	12 915 274,64	87 148 212,58	77 192 253,75	9 955 958,83	22 871 233,47		22 871 233,47
Eau	331 515,91	256 074,58	587 590,49	-331 515,91	0,00		0,00
Elispace	9 551,45	666 792,02	645 779,60	21 012,42	30 563,87		30 563,87
Agel	0,00	925 000,00	925 000,00	0,00	0,00		0,00
Longue Haie	244 229,78	0,00	0,00	0,00	244 229,78		244 229,78
Total fonctionnement :	13 500 571,78	88 996 079,18	79 350 623,84	9 645 455,34	23 146 027,12	0,00	23 146 027,12
Investissement :							
Budget Principal	-2 133 433,43	19 233 404,83	23 455 858,65	-4 222 453,82	-6 355 887,25	-6 785 063,27	-13 140 950,52
Eau	-56 881,45	1 124 669,39	1 067 787,94	56 881,45	0,00		0,00
Elispace	33 833,64	409 716,27	94 262,78	315 453,49	349 287,13	-266 119,30	83 167,83
Agel	710 004,71	925 000,00	700 000,00	225 000,00	935 004,71		935 004,71
Longue Haie	-66 523,18	0,00	0,00	0,00	-66 523,18		-66 523,18
Total investissement :	-1 512 999,71	21 692 790,49	25 317 909,37	-3 625 118,88	-5 138 118,59	-7 051 182,57	-12 189 301,16
Cumul sections Fct. et Inv. :							
Budget Principal	10 781 841,21	106 381 617,41	100 648 112,40	5 733 505,01	16 515 346,22	-6 785 063,27	9 730 282,95
Eau	274 634,46	1 380 743,97	1 655 378,43	-274 634,46	0,00	0,00	0,00
Elispace	43 385,09	1 076 508,29	740 042,38	336 465,91	379 851,00	-266 119,30	113 731,70
Agel	710 004,71	1 850 000,00	1 625 000,00	225 000,00	935 004,71	0,00	935 004,71
Longue Haie	177 706,60	0,00	0,00	0,00	177 706,60	0,00	177 706,60
Total Général :	11 987 572,07	110 688 869,67	104 668 533,21	6 020 336,46	18 007 908,53	-7 051 182,57	10 956 725,96

* la reprise des résultats a été corrigé des opérations de clôture du budget eau (délibération du 23/09/2021), soit 002 Principal +237729,38€ / 002 Eau -237729,38€ / 001 Principal -235700,88€ / 001 Eau +235700,88€

NB : le résultat de clôture au 31/12/2021 pour l'ensemble des budgets est excédentaire de **+18,007M€** en raison des résultats excédentaires des budgets principal (+16,51M€), Elispace (+379 k€), Agel (935k€), et Longue haie (177 k€). Pour mémoire, ce résultat global s'élevait à +17,007M€ en 2020.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE - VILLE DE BEAUVAIS (1)
AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21600056200019

POSTE COMPTABLE : SERVICE GESTION COMPTABLE BVS

M 14

Compte administratif
voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	22

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	26
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	39
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	89
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	130
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	131
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	137
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	138
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	139
A4 - Etat des provisions	140
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	141
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	142
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	144
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	148
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	152
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	153
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	154
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	170
A10.3 - Opérations liées aux cessions	201
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	202
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	205
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	206
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	207

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	215
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	216
C - Autres éléments d'informations	
C1.1 - Etat du personnel	217
C1.2 - Actions de formation des élus	223
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	224
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	225
C3.2 - Liste des établissements publics créés	226
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	227
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	228
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	229
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet
D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures	
D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	232
D2 - Arrêté et signatures	233

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE 60057	VILLE DE BEAUVAIS BUDGET PRINCIPAL	CA 2021
-----------------------------------	---	--------------------------

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	58011
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :	366
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	
Communauté d'agglomération du Beauvaisis	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
67602918	73069816	1246	1304

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3) "Les collectivités locales en chiffres 2021" +Fiche DGF
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1228	1319
2	Produit des impositions directes/population	678	708
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1496	1526
4	Dépenses d'équipement brut/population	245	321
5	Encours de dette/population	885	1367
6	DGF/population	230	206
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	64,5%	61,7%
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	90,5%	95,0%
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	16,3%	21,0%
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	59,1%	89,6%

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE⁽¹⁾

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
 - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
 - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	77 192 253,75	G	87 148 212,58
	Section d'investissement	B	23 455 858,65	H	19 233 404,83

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	12 915 274,64 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	2 133 433,43 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)

		=		=	
TOTAL (réalisations + reports)		= A+B+C+D	102 781 545,83	= G+H+I+J	119 296 892,05

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	7 798 189,27	L	1 013 126,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	7 798 189,27	= K+L	1 013 126,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	77 192 253,75	= G+I+K	100 063 487,22
	Section d'investissement	= B+D+F	33 387 481,35	= H+J+L	20 246 530,83
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	110 579 735,10	= G+H+I+J+K+L	120 310 018,05

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées		Titres restant à émettre	
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
70	Produits services, domaine et ventes div				0,00
73	Impôts et taxes				0,00
74	Dotations et participations				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	7 798 189,27	L	1 013 126,00
010	Stocks (4)		0,00		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations				0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00		1 013 126,00
16	Emprunts et dettes assimilées		403,77		0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles		431 607,97		0,00
204	Subventions d'équipement versées		120 990,13		0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	5 739 195,96	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 505 991,44	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	16 467 553,00	11 397 115,35	2 600 920,53	0,00	2 469 517,12
012	Charges de personnel, frais assimilés	46 578 959,00	42 488 226,70	3 417 168,50	0,00	673 563,80
014	Atténuations de produits	3 500,00	1 451,00	0,00	0,00	2 049,00
65	Autres charges de gestion courante	10 046 256,00	9 789 901,64	83 004,07	0,00	173 350,29
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		73 096 268,00	63 676 694,69	6 101 093,10	0,00	3 318 480,21
66	Charges financières	1 440 000,00	789 151,96	0,00	0,00	650 848,04
67	Charges exceptionnelles	513 045,38	467 244,47	16 241,50	0,00	29 559,41
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	245 100,00	165 100,00			80 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		75 294 413,38	65 098 191,12	6 117 334,60	0,00	4 078 887,66
023	Virement à la section d'investissement (2)	12 147 483,26				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	6 032 459,50	5 976 728,03			55 731,47
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		18 179 942,76	5 976 728,03			12 203 214,73
TOTAL		93 474 356,14	71 074 919,15	6 117 334,60	0,00	16 282 102,39
Pour information		(3) 0,00				
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1						

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	413 000,00	621 034,37	0,00	0,00	-208 034,37
70	Produits services, domaine et ventes div	5 465 663,00	2 794 198,26	1 950 357,55	0,00	721 107,19
73	Impôts et taxes	58 656 147,00	59 877 036,64	351 234,90	0,00	-1 572 124,54
74	Dotations et participations	20 293 381,00	18 453 452,33	1 742 788,44	0,00	97 140,23
75	Autres produits de gestion courante	632 044,00	661 712,83	0,00	0,00	-29 668,83
Total des recettes de gestion courante		85 460 235,00	82 407 434,43	4 044 380,89	0,00	-991 580,32
76	Produits financiers	10,00	5,03	0,00	0,00	4,97
77	Produits exceptionnels	200 559,50	258 309,80	0,00	0,00	-57 750,30
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	93 727,00	93 726,11			0,89
Total des recettes réelles de fonctionnement		85 754 531,50	82 759 475,37	4 044 380,89	0,00	-1 049 324,76
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	604 550,00	344 356,32			260 193,68
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		604 550,00	344 356,32			260 193,68
TOTAL		86 359 081,50	83 103 831,69	4 044 380,89	0,00	-789 131,08
Pour information		(3) 12 915 274,64				
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 439 200,06	309 378,02	431 607,97	698 214,07
204	Subventions d'équipement versées	797 583,00	369 785,55	120 990,13	306 807,32
21	Immobilisations corporelles	15 377 284,96	7 386 867,17	5 739 195,96	2 251 221,83
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	9 948 265,88	5 468 924,73	1 505 991,44	2 973 349,71
	Total des opérations d'équipement	2 393 456,00	1 021 663,76	0,00	1 371 792,24
	Total des dépenses d'équipement	29 955 789,90	14 556 619,23	7 797 785,50	7 601 385,17
10	Dotations, fonds divers et réserves	17 850,00	17 835,26	0,00	14,74
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	8 412 500,00	7 384 780,76	403,77	1 027 315,47
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	98 000,00	0,00	0,00	98 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	255 000,00			
	Total des dépenses financières	8 783 350,00	7 402 616,02	403,77	1 380 330,21
45...	Total des opé. pour compte de tiers (6)	60 000,00	50 261,10	0,00	9 738,90
	Total des dépenses réelles d'investissement	38 799 139,90	22 009 496,35	7 798 189,27	8 991 454,28
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	604 550,00	344 356,32		260 193,68
041	Opérations patrimoniales (1)	1 154 000,00	1 102 005,98		51 994,02
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	1 758 550,00	1 446 362,30		312 187,70
	TOTAL	40 557 689,90	23 455 858,65	7 798 189,27	9 303 641,98
	Pour information	(2) 2 133 433,43			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	4 582 000,00	2 538 611,87	1 013 126,00	1 030 262,13
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	8 375 460,74	3 810 623,00	0,00	4 564 837,74
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	12 957 460,74	6 349 234,87	1 013 126,00	5 595 099,87
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	4 850 000,00	246 192,75	0,00	4 603 807,25
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	4 798 669,33	4 798 669,33	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	11 510,00	10 312,77	0,00	1 197,23
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	700 000,00	700 000,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	-20 459,50		0,00	
	Total des recettes financières	10 339 719,83	5 755 174,85	0,00	4 584 544,98
45...	Total des opé. pour le compte de tiers (6)	60 000,00	50 261,10	0,00	9 738,90
	Total des recettes réelles d'investissement	23 357 180,57	12 154 670,82	1 013 126,00	10 189 383,75
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	12 147 483,26			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	6 032 459,50	5 976 728,03		55 731,47
041	Opérations patrimoniales (1)	1 154 000,00	1 102 005,98		51 994,02
	Total des recettes d'ordre d'investissement	19 333 942,76	7 078 734,01		12 255 208,75
	TOTAL	42 691 123,33	19 233 404,83	1 013 126,00	22 444 592,50

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information	(2) 0,00			
	R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	13 998 035,88		13 998 035,88
012	Charges de personnel, frais assimilés	45 905 395,20		45 905 395,20
014	Atténuations de produits	1 451,00		1 451,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	9 872 905,71		9 872 905,71
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	789 151,96	0,00	789 151,96
67	Charges exceptionnelles	483 485,97	182 459,50	665 945,47
68	Dot. aux amortissements et provisions	165 100,00	5 794 268,53	5 959 368,53
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		71 215 525,72	5 976 728,03	77 192 253,75
Pour information				0,00
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	17 835,26	0,00	17 835,26
13	Subventions d'investissement	0,00	343 006,32	343 006,32
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	7 384 780,76	0,00	7 384 780,76
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	1 021 663,76		1 021 663,76
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations (5)</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	309 378,02	0,00	309 378,02
204	Subventions d'équipement versées	369 785,55	553 345,20	923 130,75
21	Immobilisations corporelles (6)	7 386 867,17	294 021,51	7 680 888,68
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	5 468 924,73	254 639,27	5 723 564,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		1 350,00	1 350,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	50 261,10	0,00	50 261,10
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total		22 009 496,35	1 446 362,30	23 455 858,65
Pour information				2 133 433,43
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				2 133 433,43

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	621 034,37		621 034,37
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	4 744 555,81		4 744 555,81
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	60 228 271,54		60 228 271,54
74	Dotations et participations	20 196 240,77		20 196 240,77
75	Autres produits de gestion courante	661 712,83	0,00	661 712,83
76	Produits financiers	5,03	0,00	5,03
77	Produits exceptionnels	258 309,80	343 006,32	601 316,12
78	Reprise sur amortissements et provisions	93 726,11	1 350,00	95 076,11
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		86 803 856,26	344 356,32	87 148 212,58
Pour information				12 915 274,64
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	246 192,75	0,00	246 192,75
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	4 798 669,33		4 798 669,33
13	Subventions d'investissement	2 538 611,87	0,00	2 538 611,87
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 820 935,77	0,00	3 820 935,77
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		41 069,38	41 069,38
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	988 756,83	988 756,83
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	254 639,27	254 639,27
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	700 000,00	0,00	700 000,00
28	Amortissement des immobilisations		5 662 935,53	5 662 935,53
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	50 261,10	0,00	50 261,10
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		131 333,00	131 333,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		12 154 670,82	7 078 734,01	19 233 404,83
Pour information				0,00
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	16 467 553,00	11 397 115,35	2 600 920,53	0,00	2 469 517,12
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	55 394,60	34 590,44	4 635,00	0,00	16 169,16
605	Achats matériel, équipements et travaux	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
60611	Eau et assainissement	347 985,00	272 196,05	52 407,78	0,00	23 381,17
60612	Energie - Electricité	2 716 586,00	2 033 315,63	645 300,69	0,00	37 969,68
60613	Chauffage urbain	334 500,00	290 514,18	42 875,33	0,00	1 110,49
60618	Autres fournitures non stockables	203,52	0,00	203,52	0,00	0,00
60621	Combustibles	48 274,00	30 419,01	3 830,86	0,00	14 024,13
60622	Carburants	376 230,39	244 315,33	81 527,89	0,00	50 387,17
60623	Alimentation	1 522 486,52	1 316 204,95	152 907,49	0,00	53 374,08
60628	Autres fournitures non stockées	950 137,66	691 448,48	74 858,05	0,00	183 831,13
60631	Fournitures d'entretien	290 636,12	261 540,03	9 351,96	0,00	19 744,13
60632	Fournitures de petit équipement	776 404,95	618 925,37	108 439,06	0,00	49 040,52
60633	Fournitures de voirie	165 000,00	124 113,43	14 736,17	0,00	26 150,40
60636	Vêtements de travail	280 480,95	150 019,81	61 258,80	0,00	69 202,34
6064	Fournitures administratives	63 771,44	49 054,00	616,02	0,00	14 101,42
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	2 596,06	768,66	27,51	0,00	1 799,89
6067	Fournitures scolaires	244 780,00	220 691,94	18 420,20	0,00	5 667,86
6068	Autres matières et fournitures	3 400,00	824,68	0,00	0,00	2 575,32
6078	Autres marchandises	1 800,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00
611	Contrats de prestations de services	2 160 894,72	1 442 957,75	287 987,86	0,00	429 949,11
6132	Locations immobilières	93 802,00	73 680,39	6 783,21	0,00	13 338,40
6135	Locations mobilières	826 993,18	466 896,25	42 326,38	0,00	317 770,55
614	Charges locatives et de copropriété	49 150,00	33 017,59	7 456,35	0,00	8 676,06
61521	Entretien terrains	508 478,10	384 305,13	36 424,82	0,00	87 748,15
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	348 340,80	142 996,71	84 987,35	0,00	120 356,74
615231	Entretien, réparations voiries	143 000,00	5 798,10	87 230,90	0,00	49 971,00
615232	Entretien, réparations réseaux	190 390,00	178 215,18	9 309,36	0,00	2 865,46
61524	Entretien bois et forêts	77 167,04	77 167,04	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	45 407,60	25 326,26	8 552,02	0,00	11 529,32
61558	Entretien autres biens mobiliers	99 169,25	79 442,38	20 228,11	0,00	-501,24
6156	Maintenance	774 898,48	312 326,67	275 660,07	0,00	186 911,74
6161	Multirisques	299 609,00	279 033,57	0,00	0,00	20 575,43
6168	Autres primes d'assurance	540,00	40,00	0,00	0,00	500,00
617	Etudes et recherches	227 190,07	67 078,00	11 477,30	0,00	148 634,77
6182	Documentation générale et technique	50 668,21	33 045,33	14 491,33	0,00	3 131,55
6184	Versements à des organismes de formation	172 338,80	48 803,37	104 727,08	0,00	18 808,35
6185	Frais de colloques et de séminaires	10 500,00	1 043,00	0,00	0,00	9 457,00
6188	Autres frais divers	70 276,00	31 685,05	5 202,00	0,00	33 388,95
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	5 131,00	0,00	0,00	0,00	5 131,00
6226	Honoraires	108 424,92	75 857,29	8 681,48	0,00	23 886,15
6227	Frais d'actes et de contentieux	1 000,00	549,20	0,00	0,00	450,80
6228	Divers	10 748,06	9 229,25	388,00	0,00	1 130,81
6231	Annonces et insertions	97 546,40	48 337,92	20 401,40	0,00	28 807,08
6232	Fêtes et cérémonies	86 297,32	72 202,44	1 572,77	0,00	12 522,11
6236	Catalogues et imprimés	95 649,28	53 420,99	8 235,66	0,00	33 992,63
6237	Publications	86 220,00	79 037,17	0,00	0,00	7 182,83
6238	Divers	83 806,16	56 052,87	5 421,25	0,00	22 332,04
6241	Transports de biens	15 652,60	12 738,77	698,62	0,00	2 215,21
6247	Transports collectifs	290 474,59	213 528,11	18 148,07	0,00	58 798,41
6251	Voyages et déplacements	6 929,20	7 746,32	598,80	0,00	-1 415,92
6256	Missions	3 680,33	4 402,22	0,00	0,00	-721,89
6257	Réceptions	58 725,77	38 750,74	5 968,16	0,00	14 006,87
6261	Frais d'affranchissement	129 050,00	-8 172,99	95 234,81	0,00	41 988,18
6262	Frais de télécommunications	157 080,00	107 172,83	4 796,51	0,00	45 110,66
627	Services bancaires et assimilés	23 092,09	7 270,83	300,00	0,00	15 521,26
6281	Concours divers (cotisations)	35 630,00	32 748,00	0,00	0,00	2 882,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	139 802,29	130 641,24	2 684,43	0,00	6 476,62
6283	Frais de nettoyage des locaux	287 786,53	193 130,14	30 010,02	0,00	64 646,37
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	109 500,00	0,00	109 500,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	8 401,00	8 399,86	0,00	0,00	1,14
6288	Autres services extérieurs	14 700,00	9 225,87	1 227,08	0,00	4 247,05
63512	Taxes foncières	224 000,00	191 030,00	12 813,00	0,00	20 157,00
63513	Autres impôts locaux	30 075,00	30 075,00	0,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	300,00	180,00	0,00	0,00	120,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	2 000,00	27,52	0,00	0,00	1 972,48
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	6 370,00	1 734,00	0,00	0,00	4 636,00

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
012	Charges de personnel, frais assimilés	46 578 959,00	42 488 226,70	3 417 168,50	0,00	673 563,80
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	3 338 000,00	0,00	3 338 000,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	46 384,00	0,00	48 000,00	0,00	-1 616,00
6331	Versement mobilité	219 289,00	196 241,60	0,00	0,00	23 047,40
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	121 826,00	112 135,85	0,00	0,00	9 690,15
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	196 630,00	177 037,77	0,00	0,00	19 592,23
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	73 114,00	64 622,33	0,00	0,00	8 491,67
64111	Rémunération principale titulaires	19 029 699,00	16 443 370,00	0,00	0,00	2 586 329,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	566 198,00	475 353,51	0,00	0,00	90 844,49
64118	Autres indemnités titulaires	5 251 790,00	8 624 224,40	0,00	0,00	-3 372 434,40
64131	Rémunérations non tit.	5 238 499,00	4 929 526,97	0,00	0,00	308 972,03
64138	Autres indemnités non tit.	56 815,00	591 005,53	0,00	0,00	-534 190,53
64168	Autres emplois d'insertion	118 106,00	95 609,90	0,00	0,00	22 496,10
6417	Rémunérations des apprentis	107 439,00	93 150,39	0,00	0,00	14 288,61
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	4 496 996,00	4 118 369,94	18,00	0,00	378 608,06
6453	Cotisations aux caisses de retraites	6 334 437,00	5 514 695,38	0,00	0,00	819 741,62
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	213 767,00	219 716,90	0,00	0,00	-5 949,90
6455	Cotisations pour assurance du personnel	580 000,00	564 152,37	0,00	0,00	15 847,63
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	1 762,00	613,46	0,00	0,00	1 148,54
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	116 100,00	26 741,37	0,00	0,00	89 358,63
6472	Prestations familiales directes	26 494,00	5 735,79	0,00	0,00	20 758,21
64731	Allocations chômage versées directement	8 513,00	12 645,13	0,00	0,00	-4 132,13
6475	Médecine du travail, pharmacie	165 800,00	108 718,87	31 150,50	0,00	25 930,63
6478	Autres charges sociales diverses	30 000,00	24 767,73	0,00	0,00	5 232,27
6488	Autres charges	211 301,00	89 791,51	0,00	0,00	121 509,49
014	Atténuations de produits	3 500,00	1 451,00	0,00	0,00	2 049,00
703894	Revers. sur forfait post-stationnement	2 500,00	424,00	0,00	0,00	2 076,00
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	1 000,00	573,00	0,00	0,00	427,00
7391178	Autres restitué* dégrèvt contrib. direct	0,00	454,00	0,00	0,00	-454,00
65	Autres charges de gestion courante	10 046 256,00	9 789 901,64	83 004,07	0,00	173 350,29
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	-4 460,00	0,00	5 040,00	0,00	-9 500,00
6518	Autres	89 742,00	56 027,37	14 874,67	0,00	18 839,96
6521	Déficit budgets annexes administratifs	1 500 000,00	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	442 524,00	447 186,84	0,00	0,00	-4 662,84
6532	Frais de mission	413,00	368,74	0,00	0,00	44,26
6533	Cotisations de retraite	37 786,00	36 823,40	0,00	0,00	962,60
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	103 381,00	104 778,12	0,00	0,00	-1 397,12
6535	Formation	20 000,00	8 133,66	3 425,34	0,00	8 441,00
6541	Créances admises en non-valeur	46 145,00	46 144,32	0,00	0,00	0,68
6542	Créances éteintes	79 132,00	79 131,75	0,00	0,00	0,25
6558	Autres contributions obligatoires	534 361,00	533 790,53	0,00	0,00	570,47
657348	Subv. fonct. Autres communes	5 800,00	4 872,00	920,00	0,00	8,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	3 200,00	3 200,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	3 100 000,00	3 100 000,00	0,00	0,00	0,00
65737	Autres établissements publics locaux	26 000,00	25 938,00	0,00	0,00	62,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	19 200,00	19 040,49	0,00	0,00	159,51
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	4 043 020,00	3 824 464,74	58 744,06	0,00	159 811,20
65888	Autres	12,00	1,68	0,00	0,00	10,32
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		73 096 268,00	63 676 694,69	6 101 093,10	0,00	3 318 480,21
66	Charges financières (b)	1 440 000,00	789 151,96	0,00	0,00	650 848,04
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 410 000,00	924 596,20	0,00	0,00	485 403,80
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-135 444,24	0,00	0,00	135 444,24
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
6688	Autres	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
67	Charges exceptionnelles (c)	513 045,38	467 244,47	16 241,50	0,00	29 559,41
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	10 000,00	156,03	0,00	0,00	9 843,97
6714	Bourses et prix	43 300,00	21 958,50	16 241,50	0,00	5 100,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	51,00	50,38	0,00	0,00	0,62
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	21 606,00	17 361,18	0,00	0,00	4 244,82
67443	Subv. aux fermiers et concessionnaires	80 000,00	70 000,00	0,00	0,00	10 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	358 088,38	357 718,38	0,00	0,00	370,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)	245 100,00	165 100,00	0,00	0,00	80 000,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	245 100,00	165 100,00	0,00	0,00	80 000,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		75 294 413,38	65 098 191,12	6 117 334,60	0,00	4 078 887,66

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
023	Virement à la section d'investissement	12 147 483,26	0,00			12 147 483,26
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)	6 032 459,50	5 976 728,03			55 731,47
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	141 390,12	141 390,12			0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	41 069,38	41 069,38			0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	5 718 666,00	5 662 935,53			55 730,47
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	131 334,00	131 333,00			1,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		18 179 942,76	5 976 728,03			12 203 214,73
043	Opérat° ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		18 179 942,76	5 976 728,03			12 203 214,73
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		93 474 356,14	71 074 919,15	6 117 334,60	0,00	16 282 102,39
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	135 444,24
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-135 444,24

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES						A2
Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	413 000,00	621 034,37	0,00	0,00	-208 034,37
6419	Remboursements rémunérations personnel	413 000,00	621 034,37	0,00	0,00	-208 034,37
70	Produits services, domaine et ventes div	5 465 663,00	2 794 198,26	1 950 357,55	0,00	721 107,19
7022	Coupes de bois	85 000,00	46 751,62	0,00	0,00	38 248,38
7023	Menus produits forestiers	2 000,00	697,50	0,00	0,00	1 302,50
70311	Concessions cimetières (produit net)	70 000,00	84 609,34	0,00	0,00	-14 609,34
70323	Redev. occupat° domaine public communal	66 020,00	67 465,12	0,00	0,00	-1 445,12
70383	Redevance de stationnement	180 000,00	161 271,19	32 816,00	0,00	-14 087,19
70384	Forfait de post-stationnement	250 000,00	240 860,14	5 516,00	0,00	3 623,86
7062	Redevances services à caractère culturel	16 200,00	20 642,18	0,00	0,00	-4 442,18
70631	Redevances services à caractère sportif	30 500,00	3 226,68	12 715,50	0,00	14 557,82
70632	Redevances services à caractère loisir	583 000,00	557 536,41	0,00	0,00	25 463,59
7066	Redevances services à caractère social	264 145,00	256 836,85	0,00	0,00	7 308,15
7067	Redev. services périscolaires et enseign	932 020,00	823 271,91	0,00	0,00	108 748,09
70684	Redevances d'archéologie préventive	322 268,00	324 288,58	0,00	0,00	-2 020,58
70688	Autres prestations de services	472 500,00	4 921,01	0,00	0,00	467 578,99
7078	Autres marchandises	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
7082	Commissions	2 100,00	1 187,56	0,00	0,00	912,44
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	275 000,00	0,00	275 000,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	1 429 000,00	0,00	1 429 000,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	128 615,00	58 637,99	64 690,00	0,00	5 287,01
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	14 800,00	5 525,19	9 800,00	0,00	-525,19
70875	Remb. frais par les communes du GFP	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	115 735,00	1 675,00	114 735,00	0,00	-675,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	214 760,00	134 723,99	6 085,05	0,00	73 950,96
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	70,00	0,00	0,00	-70,00
73	Impôts et taxes	58 656 147,00	59 877 036,64	351 234,90	0,00	-1 572 124,54
73111	Impôts directs locaux	38 209 441,00	39 231 469,00	0,00	0,00	-1 022 028,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	169 228,00	109 440,00	0,00	0,00	59 788,00
73211	Attribution de compensation	16 723 550,00	16 723 549,41	0,00	0,00	0,59
73212	Dotation de solidarité communautaire	106 000,00	105 230,00	0,00	0,00	770,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	839 542,00	839 542,00	0,00	0,00	0,00
7333	Taxes funéraires	5 000,00	1 268,00	0,00	0,00	3 732,00
7336	Droits de place	68 300,00	69 645,00	3 234,90	0,00	-4 579,90
7343	Taxes sur les pylônes électriques	5 086,00	5 202,00	0,00	0,00	-116,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	1 000 000,00	1 006 899,67	0,00	0,00	-6 899,67
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	330 000,00	-11 128,18	348 000,00	0,00	-6 871,82
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 200 000,00	1 795 919,74	0,00	0,00	-595 919,74
74	Dotations et participations	20 293 381,00	18 453 452,33	1 742 788,44	0,00	97 140,23
7411	Dotation forfaitaire	5 582 546,00	5 582 546,00	0,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	7 579 758,00	7 579 758,00	0,00	0,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	182 690,00	182 690,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	30 000,00	-28 456,08	0,00	0,00	58 456,08
74718	Autres participations Etat	401 601,00	400 002,67	63 442,00	0,00	-61 843,67
7472	Participat° Régions	17 000,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
7473	Participat° Départements	46 460,00	35 884,55	1 152,00	0,00	9 423,45
74748	Participat° Autres communes	36 721,00	39 041,39	0,00	0,00	-2 320,39
74751	Participat° GFP de rattachement	52 392,00	38 957,58	0,00	0,00	13 434,42
7477	Participat° Budget communautaire et FS	14 380,00	5 597,48	6 194,44	0,00	2 588,08
7478	Participat° Autres organismes	3 194 764,00	1 462 561,74	1 672 000,00	0,00	60 202,26
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	3 049 196,00	3 049 196,00	0,00	0,00	0,00
748388	Autres	49 321,00	0,00	0,00	0,00	49 321,00
7484	Dotation de recensement	10 102,00	0,00	0,00	0,00	10 102,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	46 450,00	46 450,00	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	59 223,00	0,00	0,00	-59 223,00
75	Autres produits de gestion courante	632 044,00	661 712,83	0,00	0,00	-29 668,83
752	Revenus des immeubles	290 032,00	332 059,04	0,00	0,00	-42 027,04
757	Redevances versées par fermiers, conces.	341 500,00	329 652,55	0,00	0,00	11 847,45
7588	Autres produits div. de gestion courante	512,00	1,24	0,00	0,00	510,76
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		85 460 235,00	82 407 434,43	4 044 380,89	0,00	-991 580,32
76	Produits financiers (b)	10,00	5,03	0,00	0,00	4,97
761	Produits de participations	10,00	5,03	0,00	0,00	4,97
77	Produits exceptionnels (c)	200 559,50	258 309,80	0,00	0,00	-57 750,30
7714	Recouvrtr créances admises en non valeur	500,00	361,87	0,00	0,00	138,13

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
7718	Autres produits except. opérat° gestion	500,00	174,50	0,00	0,00	325,50
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	47,10	0,00	0,00	-47,10
775	Produits des cessions d'immobilisations	182 459,50	182 459,50	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	17 100,00	75 266,83	0,00	0,00	-58 166,83
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	93 727,00	93 726,11	0,00	0,00	0,89
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	93 727,00	93 726,11	0,00	0,00	0,89
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		85 754 531,50	82 759 475,37	4 044 380,89	0,00	-1 049 324,76
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	604 550,00	344 356,32			260 193,68
722	Immobilisations corporelles	260 000,00	0,00			260 000,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	343 200,00	343 006,32			193,68
7811	Rep. amort. immos corpo. et incorp.	1 350,00	1 350,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		604 550,00	344 356,32			260 193,68
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		86 359 081,50	83 103 831,69	4 044 380,89	0,00	-789 131,08
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		12 915 274,64				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES					B1
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	1 439 200,06	309 378,02	431 607,97	698 214,07
202	Frais réalisat° documents urbanisme	51 984,00	241,22	0,00	51 742,78
2031	Frais d'études	931 769,17	101 012,24	270 545,85	560 211,08
2051	Concessions, droits similaires	455 446,89	208 124,56	161 062,12	86 260,21
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	797 583,00	369 785,55	120 990,13	306 807,32
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	38 333,00	800,00	0,00	37 533,00
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	202 000,00	0,00	72 580,88	129 419,12
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	45 000,00	6 000,00	0,00	39 000,00
2041631	ADM : Bien mobilier, matériel	378 500,00	350 000,00	0,00	28 500,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	8 500,00	2 284,50	1 913,50	4 302,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	75 250,00	10 701,05	46 495,75	18 053,20
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	15 377 284,96	7 386 867,17	5 739 195,96	2 251 221,83
2111	Terrains nus	2 348 729,34	1 657 453,77	295 212,28	396 063,29
2112	Terrains de voirie	510 000,00	256 175,36	231 894,00	21 930,64
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	139 412,42	74 339,95	60 774,71	4 297,76
2128	Autres agencements et aménagements	1 152 411,78	391 837,25	652 278,13	108 296,40
21316	Equipements du cimetière	75 500,00	54 545,78	4 128,00	16 826,22
21318	Autres bâtiments publics	3 600,00	3 600,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	4 117 305,14	1 588 699,36	1 690 790,54	837 815,24
2138	Autres constructions	166 558,08	155 426,05	10 744,23	387,80
2152	Installations de voirie	1 508 171,39	808 557,20	217 106,59	482 507,60
21533	Réseaux câblés	412 268,60	200 345,41	179 165,08	32 758,11
21534	Réseaux d'électrification	103 979,30	18 191,87	44 787,50	40 999,93
21538	Autres réseaux	13 610,95	0,00	13 610,95	0,00
21571	Matériel roulant	1 239 734,68	260 260,12	979 474,56	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	546 741,54	481 940,54	59 532,02	5 268,98
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	267 563,68	117 179,03	130 884,62	19 500,03
2161	Oeuvres et objets d'art	8 404,92	8 404,00	0,00	0,92
2168	Autres collections et oeuvres d'art	35 827,08	0,00	35 827,08	0,00
2181	Installat° générales, agencements	1 285,00	0,00	0,00	1 285,00
2182	Matériel de transport	1 064 220,52	446 952,92	488 297,44	128 970,16
2183	Matériel de bureau et informatique	430 637,35	127 870,42	297 956,79	4 810,14
2184	Mobilier	314 016,07	151 885,91	69 199,70	92 930,46
2188	Autres immobilisations corporelles	917 307,12	583 202,23	277 531,74	56 573,15
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	9 948 265,88	5 468 924,73	1 505 991,44	2 973 349,71
2312	Agencements et aménagements de terrains	17 898,84	0,00	1 741,30	16 157,54
2313	Constructions	3 583 568,65	1 787 799,75	447 349,36	1 348 419,54
2315	Installat°, matériel et outillage techni	6 034 516,39	3 601 759,06	1 056 900,78	1 375 856,55
238	Avances versées commandes immo. incorp.	312 282,00	79 365,92	0,00	232 916,08
202001	Opération d'équipement n° 202001 (2)	394 000,00	171 354,00	0,00	222 646,00
202002	Opération d'équipement n° 202002 (2)	535 000,00	508 904,07	0,00	26 095,93
202003	Opération d'équipement n° 202003 (2)	1 373 456,00	310 090,04	0,00	1 063 365,96
202004	Opération d'équipement n° 202004 (2)	91 000,00	31 315,65	0,00	59 684,35
Total des dépenses d'équipement		29 955 789,90	14 556 619,23	7 797 785,50	7 601 385,17
10	Dotations, fonds divers et réserves	17 850,00	17 835,26	0,00	14,74
10223	TLE	800,00	793,46	0,00	6,54
10226	Taxe d'aménagement	17 050,00	17 041,80	0,00	8,20
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	8 412 500,00	7 384 780,76	403,77	1 027 315,47
1641	Emprunts en euros	8 377 990,00	7 357 773,85	0,00	1 020 216,15
165	Dépôts et cautionnements reçus	11 510,00	9 245,25	403,77	1 860,98
16818	Emprunts - Autres prêteurs	23 000,00	17 761,66	0,00	5 238,34
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	98 000,00	0,00	0,00	98 000,00
261	Titres de participation	98 000,00	0,00	0,00	98 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	255 000,00			
Total des dépenses financières		8 783 350,00	7 402 616,02	403,77	1 380 330,21
45412199	Arrêtés de péril imminent 2021 (3)	60 000,00	50 261,10	0,00	9 738,90
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		60 000,00	50 261,10	0,00	9 738,90
TOTAL DEPENSES REELLES		38 799 139,90	22 009 496,35	7 798 189,27	8 991 454,28

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	604 550,00	344 356,32		260 193,68
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	344 550,00	344 356,32		193,68
13911	Etat et établissements nationaux	270 000,00	263 420,96		6 579,04
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	13 200,00	17 370,00		-4 170,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	40 000,00	46 025,10		-6 025,10
13918	Autres subventions d'équipement	20 000,00	16 190,26		3 809,74
28031	Frais d'études	1 350,00	1 350,00		0,00
	Charges transférées (6)	260 000,00	0,00		260 000,00
2135	Installations générales, agencements	260 000,00	0,00		260 000,00
041	Opérations patrimoniales (7)	1 154 000,00	1 102 005,98		51 994,02
204422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	554 000,00	553 345,20		654,80
2132	Immeubles de rapport	0,00	294 021,51		-294 021,51
2315	Installat°, matériel et outillage techni	600 000,00	254 639,27		345 360,73
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		1 758 550,00	1 446 362,30		312 187,70
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		40 557 689,90	23 455 858,65	7 798 189,27	9 303 641,98
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		2 133 433,43			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES					B2
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	4 582 000,00	2 538 611,87	1 013 126,00	1 030 262,13
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	1 135 500,00	694 785,46	111 720,00	328 994,54
1313	Subv. transf. Départements	188 000,00	205 130,00	8 000,00	-25 130,00
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	98 500,00	98 420,75	0,00	79,25
1318	Autres subventions d'équipement transf.	207 000,00	158 772,00	42 000,00	6 228,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	1 419 000,00	694 789,66	151 406,00	572 804,34
1322	Subv. non transf. Régions	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
1323	Subv. non transf. Départements	474 000,00	321 200,00	0,00	152 800,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	700 000,00	0,00	700 000,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
1342	Amendes de police non transférable	200 000,00	200 154,00	0,00	-154,00
1348	Autres fonds non transférables	0,00	165 360,00	0,00	-165 360,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	8 375 460,74	3 810 623,00	0,00	4 564 837,74
1641	Emprunts en euros	8 375 460,74	3 800 000,00	0,00	4 575 460,74
16818	Emprunts - Autres prêteurs	0,00	10 623,00	0,00	-10 623,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		12 957 460,74	6 349 234,87	1 013 126,00	5 595 099,87
10	Dotations, fonds divers et réserves	9 648 669,33	5 044 862,08	0,00	4 603 807,25
10222	FCTVA	4 550 000,00	0,00	0,00	4 550 000,00
10226	Taxe d'aménagement	300 000,00	246 192,75	0,00	53 807,25
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	4 798 669,33	4 798 669,33	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	11 510,00	10 312,77	0,00	1 197,23
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	700 000,00	700 000,00	0,00	0,00
276341	Créance Communes du GFP	700 000,00	700 000,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	-20 459,50		0,00	
Total des recettes financières		10 339 719,83	5 755 174,85	0,00	4 584 544,98
45422199	Arrêtés de péril imminent 2021 (2)	60 000,00	50 261,10	0,00	9 738,90
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		60 000,00	50 261,10	0,00	9 738,90
TOTAL DES RECETTES REELLES		23 357 180,57	12 154 670,82	1 013 126,00	10 189 383,75
021	Virement de la sect° de fonctionnement	12 147 483,26			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	6 032 459,50	5 976 728,03		55 731,47
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	41 069,38	41 069,38		0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	20 459,50	20 459,50		0,00
21318	Autres bâtiments publics	120 930,62	120 930,62		0,00
2802	Frais liés à la réalisation des document	21 000,00	18 872,20		2 127,80
28031	Frais d'études	100 000,00	5 497,51		94 502,49
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	56 200,00	56 160,00		40,00
2804113	Subv. Etat : Projet infrastructure	520 000,00	492 866,00		27 134,00
2804122	Subv.Régions : Bâtiments, installations	25 000,00	24 226,00		774,00
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	175 000,00	176 171,00		-1 171,00
28041622	CCAS : Bâtiments, installations	30 000,00	30 000,00		0,00
28041631	ADM : Bien mobilier, matériel	25 000,00	23 809,00		1 191,00
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	2 800,00	2 686,00		114,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	17 000,00	5 074,00		11 926,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	10 000,00	1 148,00		8 852,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	6 000,00	5 752,00		248,00
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	500,00	168,00		332,00
28051	Concessions et droits similaires	250 000,00	250 165,96		-165,96
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	110 000,00	96 232,13		13 767,87
28128	Autres aménagements de terrains	550 000,00	565 955,59		-15 955,59
281316	Equipements de cimetière	5 000,00	13 359,00		-8 359,00
28135	Installations générales, agencements, ..	790 000,00	801 567,62		-11 567,62

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
28138	Autres constructions	2 500,00	20 075,00		-17 575,00
28152	Installations de voirie	920 000,00	933 597,00		-13 597,00
281533	Réseaux câblés	80 000,00	89 903,00		-9 903,00
281534	Réseaux d'électrification	3 000,00	6 231,00		-3 231,00
281538	Autres réseaux	3 000,00	2 593,00		407,00
281571	Matériel roulant	70 000,00	58 832,00		11 168,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	120 000,00	130 495,93		-10 495,93
28158	Autres installat°, matériel et outillage	200 500,00	219 174,77		-18 674,77
28181	Installations générales, aménagt divers	10 000,00	7 886,00		2 114,00
28182	Matériel de transport	300 000,00	316 739,34		-16 739,34
28183	Matériel de bureau et informatique	400 000,00	373 673,71		26 326,29
28184	Mobilier	300 000,00	272 494,11		27 505,89
28185	Cheptel	500,00	975,00		-475,00
28188	Autres immo. corporelles	615 666,00	660 555,66		-44 889,66
4817	Pénalités de renégociation de la dette	131 334,00	131 333,00		1,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		18 179 942,76	5 976 728,03		12 203 214,73
041	Opérations patrimoniales (5)	1 154 000,00	1 102 005,98		51 994,02
2138	Autres constructions	554 000,00	847 366,71		-293 366,71
238	Avances versées commandes immo. incorp.	600 000,00	254 639,27		345 360,73
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		19 333 942,76	7 078 734,01		12 255 208,75
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		42 691 123,33	19 233 404,83	1 013 126,00	22 444 592,50
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202001 (1)
LIBELLE : Rehabilitation Piscine Bellier

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire		
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)		
DEPENSES		394 000,00	A	171 354,00	0,00	222 646,00	B	203 982,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00		0,00	0,00			0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00		0,00	0,00			0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00		0,00	0,00			0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00	0,00			0,00
23	Immobilisations en cours	394 000,00		171 354,00	0,00	222 646,00		203 982,00
2313	Constructions	394 000,00		171 354,00	0,00	222 646,00		203 982,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire		
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)		
TOTAL RECETTES AFFECTEES		39 000,00	C	0,00	0,00	39 000,00	D	0,00
13	Subventions d'investissement	39 000,00		0,00	0,00	39 000,00		0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
1323	Subv. non transf. Départements	39 000,00		0,00	0,00	39 000,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-171 354,00	D - B	-203 982,00

- (1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.
(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202002 (1)
LIBELLE : Rehabilitation Quadrilatere tranche 2

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		535 000,00	A 508 904,07	0,00	26 095,93	B 564 142,94
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	535 000,00	508 904,07	0,00	26 095,93	564 142,94
2312	Agencements et aménagements de terrains	2 290,80	2 290,80	0,00	0,00	2 290,80
2313	Constructions	532 709,20	506 613,27	0,00	26 095,93	561 852,14

RECETTES (répartition) (Pour information)		Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		175 000,00	C 570 000,00	0,00	-395 000,00	D 570 000,00
13	Subventions d'investissement	175 000,00	570 000,00	0,00	-395 000,00	570 000,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	110 000,00	570 000,00	0,00	-460 000,00	570 000,00
1323	Subv. non transf. Départements	65 000,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	61 095,93	D - B	5 857,06

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202003 (1)
LIBELLE : NPRU Argentine et St Lucien

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		1 373 456,00	A 310 090,04	0,00	1 063 365,96	B 541 707,89
20	Immobilisations incorporelles	24 732,00	24 732,00	0,00	0,00	206 757,60
2031	Frais d'études	24 732,00	24 732,00	0,00	0,00	206 757,60
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	16 113,00	0,00	0,00	16 113,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	8 113,00	0,00	0,00	8 113,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 332 611,00	285 358,04	0,00	1 047 252,96	334 950,29
2312	Agencements et aménagements de terrains	890 073,00	244 670,27	0,00	645 402,73	287 553,27
2313	Constructions	84 220,00	22 598,22	0,00	61 621,78	22 598,22
2315	Installat°, matériel et outillage techni	358 318,00	18 089,55	0,00	340 228,45	24 798,80

RECETTES (répartition) (Pour information)		Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		146 000,00	C 56 072,46	0,00	89 927,54	D 56 072,46
13	Subventions d'investissement	146 000,00	56 072,46	0,00	89 927,54	56 072,46
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	146 000,00	56 072,46	0,00	89 927,54	56 072,46
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-254 017,58	D - B	-485 635,43

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202004 (1)
LIBELLE : Centre technique municipal

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		91 000,00	A 31 315,65	0,00	59 684,35	B 34 213,65
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	91 000,00	31 315,65	0,00	59 684,35	34 213,65
2313	Constructions	91 000,00	31 315,65	0,00	59 684,35	34 213,65

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire	
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)	
TOTAL RECETTES AFFECTEES	190 000,00	C 161 282,64	0,00	28 717,36	D 161 282,64	
13	Subventions d'investissement	190 000,00	161 282,64	0,00	28 717,36	161 282,64
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	190 000,00	161 282,64	0,00	28 717,36	161 282,64
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	129 966,99	D - B	127 068,99

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

IV
A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

INVESTISSEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)

Dépenses réelles	7 393 371	3 226 671	486 264	454 561	1 118 685	1 729 683	104 195	26 191	109 849	7 339 994	20 032	22 009 496
- Equipements municipaux (2)		3 215 976	436 003	454 561	768 685	1 723 683	103 360	26 191	109 849	7 339 194	9 331	14 186 834
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		2 285	0	0	350 000	6 000	0	0	0	800	10 701	369 786
- Opérations financières	7 393 371											7 393 371
Dépenses d'ordre	1 191 723											1 446 362
Solde d'exécution reporté de N-1	2 133 433											2 133 433
Total dépenses	10 718 527	3 226 671	486 264	454 561	1 118 685	1 729 683	104 195	26 191	109 849	7 594 633	20 032	25 589 292
Total recettes	16 034 471	226 029	157 721	0	804 824	350 632	307 200	146 074	0	1 206 454	0	19 233 405
Solde d'investissement	5 315 944	-3 000 641	-328 543	-454 561	-313 861	-1 379 051	203 005	119 883	-109 849	-6 388 179	-20 032	-6 355 887
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	0	2 491 989	125 708	1 032 187	61 671	1 128 234	12 979	1 874	109 988	2 787 064	46 496	7 798 189
Total RAR recettes	0	62 720	0	0	0	77 000	700 000	0	0	173 406	0	1 013 126
SOLDE RAR investissement	0	-2 429 269	-125 708	-1 032 187	-61 671	-1 051 234	687 021	-1 873	-109 988	-2 613 658	-46 496	-6 785 063

FONCTIONNEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)

Total dépenses	7 523 205	20 679 585	4 671 824	11 393 763	3 763 050	11 916 336	3 624 599	1 669 179	196 539	11 573 744	180 429	77 192 254
Total recettes	90 657 437	1 434 461	320 442	1 223 742	682 217	2 743 427	73 802	1 861 578	2 605	955 895	107 881	100 063 487
Solde de fonctionnement	83 134 232	-19 245 124	-4 351 382	-10 170 021	-3 080 833	-9 172 909	-3 550 796	192 399	-193 934	-10 617 849	-72 548	22 871 233
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL
----------	---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	---	---------------------------	-------

INVESTISSEMENT

DEPENSES

Total dépenses d'investissement		10 718 527	5 718 660	611 973	1 486 748	1 180 356	2 857 916	117 174	28 065	219 838	10 381 697	66 528	33 387 481
Dépenses réelles		7 393 371	5 718 660	611 973	1 486 748	1 180 356	2 857 916	117 174	28 065	219 838	10 127 057	66 528	29 807 686
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	17 835	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 835
10223	TLE	793	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	793
10226	Taxe d'aménagement	17 042	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 042
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	7 375 536	8 814	0	0	0	0	835	0	0	0	0	7 385 185
1641	Emprunts en euros	7 357 774	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 357 774
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	8 814	0	0	0	0	835	0	0	0	0	9 649
16818	Emprunts - Autres prêteurs	17 762	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 762
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	547 311	0	3 820	1 263	2 412	0	0	0	186 180	0	740 986
202	Frais réalisat° documents urbanisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	241	0	241
2031	Frais d'études	0	180 524	0	1 820	864	2 412	0	0	0	185 939	0	371 558
2051	Concessions, droits similaires	0	366 787	0	2 000	399	0	0	0	0	0	0	369 187
204	Subventions d'équipement versées	0	4 198	0	0	350 000	6 000	0	0	0	73 381	57 197	490 776
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	800	0	800
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	72 581	0	72 581
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0	0	0	0	0	6 000	0	0	0	0	0	6 000
2041631	ADM : Bien mobilier, matériel	0	0	0	0	350 000	0	0	0	0	0	0	350 000
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0	4 198	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 198
20422	Privé : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	57 197	57 197
21	Immobilisations corporelles	0	3 760 653	561 712	1 469 877	234 497	1 824 049	18 222	28 065	219 838	4 999 820	9 331	13 126 063
2111	Terrains nus	0	274 936	0	0	0	0	0	0	0	1 677 731	0	1 952 666
2112	Terrains de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	488 069	0	488 069
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0	5 026	0	0	0	0	0	0	0	130 089	0	135 115
2128	Autres agencements et aménagement	0	39 809	0	57 698	0	298 960	0	0	11 174	636 474	0	1 044 115
21316	Equipements du cimetière	0	58 674	0	0	0	0	0	0	0	0	0	58 674
21318	Autres bâtiments publics	0	0	3 600	0	0	0	0	0	0	0	0	3 600
2135	Installations générales, agencements	0	749 163	304 110	1 073 775	136 530	756 028	18 114	24 021	208 664	2 123	6 961	3 279 490

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
2138	Autres constructions	0	153 360	0	0	0	12 810	0	0	0	0	0	166 170
2152	Installations de voirie	0	0	46 996	0	936	0	0	0	0	975 361	2 370	1 025 664
21533	Réseaux câblés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	379 510	0	379 510
21534	Réseaux d'électrification	0	0	0	0	0	0	0	0	0	62 979	0	62 979
21538	Autres réseaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 611	0	13 611
21571	Matériel roulant	0	897 983	0	0	0	0	0	0	0	341 752	0	1 239 735
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0	0	0	0	0	348 314	0	0	0	193 158	0	541 473
2158	Autres inst., matériel, outil. techniques	0	60 483	91 579	0	0	53 717	0	0	0	42 285	0	248 064
2161	Oeuvres et objets d'art	0	0	0	0	8 404	0	0	0	0	0	0	8 404
2168	Autres collections et oeuvres d'art	0	0	0	0	35 827	0	0	0	0	0	0	35 827
2182	Matériel de transport	0	780 430	35 733	0	20 365	56 417	0	0	0	42 305	0	935 250
2183	Matériel de bureau et informatique	0	261 304	21 516	140 404	2 040	563	0	0	0	0	0	425 827
2184	Mobilier	0	89 332	400	35 530	1 098	87 917	0	0	0	6 809	0	221 086
2188	Autres immobilisations corporelles	0	390 152	57 778	162 470	29 297	209 322	108	4 044	0	7 562	0	860 734
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	1 366 368	0	476	60 960	847 453	98 117	0	0	4 601 543	0	6 974 916
2312	Agencements et aménagements de terrains	0	0	0	0	0	541	1 200	0	0	0	0	1 741
2313	Constructions	0	1 302 074	0	476	60 960	774 722	96 917	0	0	0	0	2 235 149
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0	0	0	0	0	57 117	0	0	0	4 601 543	0	4 658 660
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0	64 294	0	0	0	15 072	0	0	0	0	0	79 366
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Opérations d'équipement	0	31 316	0	12 576	533 636	178 003	0	0	0	266 134	0	1 021 664
202001	Rehabilitation Piscine Bellier	0	0	0	0	0	171 354	0	0	0	0	0	171 354
202002	Rehabilitation Quadrilatere tranche 2	0	0	0	0	508 904	0	0	0	0	0	0	508 904
202003	NPRU Argentine et St Lucien	0	0	0	12 576	24 732	6 649	0	0	0	266 134	0	310 090
202004	Centre technique municipal	0	31 316	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31 316
	Opérations pour compte de tiers	0	0	50 261	0	0	0	0	0	0	0	0	50 261
45412199	Arrêtés de péril imminent 2021	0	0	50 261	0	0	0	0	0	0	0	0	50 261
	Dépenses d'ordre	1 191 723	0	0	0	0	0	0	0	0	254 639	0	1 446 362
040	Opérat° ordre transfert entre sections	344 356	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	344 356
13911	Etat et établissements nationaux	263 421	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	263 421
13912	Sub. transferte résult. Régions	17 370	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 370
13913	Sub. transferte résult. Départements	46 025	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	46 025
13918	Autres subventions d'équipement	16 190	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 190
28031	Frais d'études	1 350	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 350
041	Opérations patrimoniales	847 367	0	0	0	0	0	0	0	0	254 639	0	1 102 006

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
204422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	553 345	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	553 345
2132	Immeubles de rapport	294 022	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	294 022
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0	0	0	0	0	0	0	0	0	254 639	0	254 639
001	Solde d'exécution reporté de N-1	2 133 433	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 133 433

RECETTES													
Total recettes d'investissement		16 034 471	288 749	157 721	0	804 824	427 632	1 007 200	146 074	0	1 379 860	0	20 246 531
Recettes réelles		9 210 376	288 749	157 721	0	804 824	427 632	1 007 200	146 074	0	1 125 220	0	13 167 797
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	5 044 862	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 044 862
10226	Taxe d'aménagement	246 193	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	246 193
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	4 798 669	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 798 669
13	Subventions d'investissement	365 514	278 437	107 460	0	804 824	417 009	1 007 200	146 074	0	425 220	0	3 551 738
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0	254 117	0	0	184 843	319 318	0	48 228	0	0	0	806 505
1313	Subv. transf. Départements	0	10 320	107 460	0	33 330	62 020	0	0	0	0	0	213 130
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	98 421	0	98 421
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0	0	0	0	16 651	35 671	0	97 846	0	50 604	0	200 772
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0	0	0	0	570 000	0	0	0	0	276 196	0	846 196
1323	Subv. non transf. Départements	0	14 000	0	0	0	0	307 200	0	0	0	0	321 200
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0	0	0	0	0	0	700 000	0	0	0	0	700 000
1342	Amendes de police non transférable	200 154	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	200 154
1348	Autres fonds non transférables	165 360	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	165 360
16	Emprunts et dettes assimilées	3 800 000	10 313	0	0	0	10 623	0	0	0	0	0	3 820 936
1641	Emprunts en euros	3 800 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 800 000
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	10 313	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 313
16818	Emprunts - Autres prêteurs	0	0	0	0	0	10 623	0	0	0	0	0	10 623
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	700 000	0	700 000
276341	Créance Communes du GFP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	700 000	0	700 000
	Opérations pour compte de tiers	0	0	50 261	0	0	0	0	0	0	0	0	50 261
45422199	Arrêtés de péril imminent 2021	0	0	50 261	0	0	0	0	0	0	0	0	50 261
	Recettes d'ordre	6 824 095	0	0	0	0	0	0	0	0	254 639	0	7 078 734
040	Opérat° ordre transfert entre sections	5 976 728	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 976 728
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	41 069	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	41 069
2113	Terrains aménagés autres que voirie	20 460	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 460
21318	Autres bâtiments publics	120 931	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	120 931
2802	Frais liés à la réalisation des document	18 872	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 872
28031	Frais d'études	5 498	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 498
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	56 160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	56 160
2804113	Subv. Etat : Projet infrastructure	492 866	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	492 866
2804122	Subv.Régions : Bâtiments, installations	24 226	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 226
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	176 171	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	176 171
28041622	CCAS : Bâtiments, installations	30 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30 000
28041631	ADM : Bien mobilier, matériel	23 809	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 809
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	2 686	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 686
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	5 074	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 074
280422	Privé : Bâtiments, installations	1 148	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 148
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	5 752	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 752
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	168	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	168
28051	Concessions et droits similaires	250 166	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	250 166
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	96 232	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	96 232
28128	Autres aménagements de terrains	565 956	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	565 956
281316	Equipements de cimetière	13 359	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 359
28135	Installations générales, agencements, ..	801 568	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	801 568
28138	Autres constructions	20 075	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 075
28152	Installations de voirie	933 597	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	933 597
281533	Réseaux câblés	89 903	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	89 903
281534	Réseaux d'électrification	6 231	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 231
281538	Autres réseaux	2 593	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 593
281571	Matériel roulant	58 832	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	58 832
281578	Autre matériel et outillage de voirie	130 496	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	130 496
28158	Autres installat°, matériel et outillage	219 175	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	219 175

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
28181	Installations générales, aménagt divers	7 886	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 886
28182	Matériel de transport	316 739	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	316 739
28183	Matériel de bureau et informatique	373 674	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	373 674
28184	Mobilier	272 494	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	272 494
28185	Cheptel	975	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	975
28188	Autres immo. corporelles	660 556	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	660 556
4817	Pénalités de renégociation de la dette	131 333	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	131 333
041	Opérations patrimoniales	847 367	0	0	0	0	0	0	0	0	254 639	0	1 102 006
2138	Autres constructions	847 367	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	847 367
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	254 639	0	254 639
001	Solde d'exécution reporté de N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

DEPENSES													
Total dépenses de fonctionnement	7 523 205	20 679 585	4 671 824	11 393 763	3 763 050	11 916 336	3 624 599	1 669 179	196 539	11 573 744	180 429	77 192 254	
Dépenses réelles	1 546 477	20 679 585	4 671 824	11 393 763	3 763 050	11 916 336	3 624 599	1 669 179	196 539	11 573 744	180 429	71 215 526	
011	Charges à caractère général	106 189	3 601 162	643 555	3 338 533	696 816	2 610 472	149 949	224 521	49 240	2 521 492	56 107	13 998 036
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0	0	0	0	39 225	0	0	0	0	0	0	39 225
60611	Eau et assainissement	0	41 382	1 640	78 800	3 349	160 452	2 440	3 796	1 960	10 234	20 550	324 604
60612	Energie - Electricité	0	484 305	27 187	606 322	115 061	649 738	29 356	42 453	36 244	663 327	24 624	2 678 616
60613	Chauffage urbain	0	0	0	130 628	7 386	195 376	0	0	0	0	0	333 390
60618	Autres fournitures non stockables	0	204	0	0	0	0	0	0	0	0	0	204
60621	Combustibles	0	25 737	0	0	0	232	0	0	5 269	3 012	0	34 250
60622	Carburants	0	325 750	0	0	0	93	0	0	0	0	0	325 843
60623	Alimentation	0	3 525	0	1 365 764	3 051	85 789	0	10 786	0	197	0	1 469 112
60628	Autres fournitures non stockées	0	149 630	22 933	70 396	26 789	171 057	86 055	13 834	0	225 462	150	766 307
60631	Fournitures d'entretien	0	27 377	1 000	191 604	614	35 286	1 485	12 646	0	880	0	270 892
60632	Fournitures de petit équipement	0	386 574	15 894	38 427	2 650	73 111	114	7 857	0	202 738	0	727 364
60633	Fournitures de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	138 850	0	138 850
60636	Vêtements de travail	0	24 271	31 488	39 561	1 353	20 532	0	4 297	0	89 776	0	211 279
6064	Fournitures administratives	0	44 458	1 457	375	651	2 383	0	239	108	0	0	49 670
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0	0	0	0	0	600	0	196	0	0	0	796
6067	Fournitures scolaires	0	0	0	239 112	0	0	0	0	0	0	0	239 112
6068	Autres matières et fournitures	0	0	0	0	0	0	0	0	0	825	0	825
611	Contrats de prestations de services	0	371 355	228 441	17 568	171 150	379 088	0	81 407	0	476 117	5 820	1 730 946

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
6132	Locations immobilières	0	23 000	5 601	13 642	667	37 368	0	0	0	185	0	80 464
6135	Locations mobilières	0	143 339	2 896	188 675	32 339	40 354	0	1 647	1 402	98 572	0	509 223
614	Charges locatives et de copropriété	0	23 993	535	1 536	0	12 875	618	0	0	0	917	40 474
61521	Entretien terrains	0	41	0	0	0	139 815	0	0	0	280 874	0	420 730
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	31 463	9 582	79 545	36 080	46 168	5 902	5 128	2 297	11 819	0	227 984
615231	Entretien, réparations voiries	0	0	0	0	0	0	0	0	0	93 029	0	93 029
615232	Entretien, réparations réseaux	0	0	165 882	0	8 589	0	0	0	0	13 053	0	187 525
61524	Entretien bois et forêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	77 167	0	77 167
61551	Entretien matériel roulant	0	24 414	298	0	0	615	0	0	0	8 552	0	33 878
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	10 896	931	65 383	3 223	13 357	0	1 606	0	4 274	0	99 670
6156	Maintenance	0	221 396	62 427	142 329	36 324	101 438	10 352	10 064	0	3 616	40	587 987
6161	Multirisques	0	233 869	5 175	11 498	1 951	11 670	0	3 565	157	11 097	51	279 034
6168	Autres primes d'assurance	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	40
617	Etudes et recherches	0	30 371	0	0	4 907	43 278	0	0	0	0	0	78 555
6182	Documentation générale et technique	0	39 228	255	2 093	2 716	2 655	0	276	0	315	0	47 537
6184	Versements à des organismes de formation	0	26 789	53 209	9 925	4 989	5 287	0	3 362	0	49 970	0	153 530
6185	Frais de colloques et de séminaires	0	718	0	0	0	0	0	100	0	225	0	1 043
6188	Autres frais divers	0	15 517	0	0	0	360	0	21 010	0	0	0	36 887
6226	Honoraires	0	40 529	-3 591	0	39 458	2 255	0	0	0	5 888	0	84 539
6227	Frais d'actes et de contentieux	0	549	0	0	0	0	0	0	0	0	0	549
6228	Divers	0	0	0	6 256	0	3 361	0	0	0	0	0	9 617
6231	Annonces et insertions	0	56 623	108	1 944	9 956	0	0	0	0	108	0	68 739
6232	Fêtes et cérémonies	0	73 775	0	0	0	0	0	0	0	0	0	73 775
6236	Catalogues et imprimés	0	42 289	0	0	16 924	2 372	0	0	0	72	0	61 657
6237	Publications	0	79 037	0	0	0	0	0	0	0	0	0	79 037
6238	Divers	0	48 349	0	0	3 656	8 465	0	0	0	0	1 005	61 474
6241	Transports de biens	0	1 456	0	0	10 680	1 080	0	0	0	221	0	13 437
6247	Transports collectifs	0	563	0	0	10 112	221 001	0	0	0	0	0	231 676
6251	Voyages et déplacements	0	4 024	1 781	262	223	1 350	0	66	0	640	0	8 345
6256	Missions	0	2 079	0	0	1 805	71	0	0	0	447	0	4 402
6257	Réceptions	0	11 316	0	0	32 695	257	0	0	0	450	0	44 719
6261	Frais d'affranchissement	0	87 062	0	0	0	0	0	0	0	0	0	87 062
6262	Frais de télécommunications	0	58 002	6 868	24 463	5 898	7 713	0	-199	1 803	7 422	0	111 969
627	Services bancaires et assimilés	7 099	0	0	0	0	172	0	0	0	0	300	7 571
6281	Concours divers (cotisations)	0	22 470	0	0	4 231	967	0	220	0	3 310	1 550	32 748
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0	87 749	0	0	8 321	37 191	0	0	0	64	0	133 326
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	130 259	0	12 251	17 083	63 611	0	-64	0	0	0	223 140

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0	98 000	0	0	1 700	500	1 500	0	0	6 700	1 100	109 500
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0	8 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 400
6288	Autres services extérieurs	0	10 453	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 453
63512	Taxes foncières	69 015	28 550	0	173	30 970	30 955	12 126	229	0	31 825	0	203 843
63513	Autres impôts locaux	30 075	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30 075
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	180	0	180
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0	28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0	0	1 558	0	0	176	0	0	0	0	0	1 734
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	16 064 244	3 990 298	7 472 463	1 588 109	8 248 650	60 000	127 288	147 299	8 127 253	79 790	45 905 395
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	0	2 808 000	0	0	55 000	160 000	60 000	0	0	220 000	35 000	3 338 000
6218	Autre personnel extérieur	0	48 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48 000
6331	Versement mobilité	0	45 671	18 602	39 576	8 261	44 352	0	0	721	38 831	228	196 242
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	26 343	9 787	21 986	4 066	27 855	0	0	401	21 572	126	112 136
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	43 304	17 898	37 027	7 465	31 642	0	0	721	38 753	228	177 038
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0	14 703	6 082	13 191	2 641	14 784	0	0	240	12 904	76	64 622
64111	Rémunération principale titulaires	0	3 936 910	1 644 926	3 500 591	503 873	2 852 327	0	0	44 077	3 935 278	25 388	16 443 370
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	112 383	73 511	73 468	13 971	109 880	0	0	4 019	88 122	0	475 354
64118	Autres indemnités titulaires	0	5 314 324	866 073	585 472	132 968	622 689	0	162	7 860	1 090 930	3 746	8 624 224
64131	Rémunérations non tit.	0	905 983	268 395	966 460	349 329	1 983 050	0	74 050	24 581	357 679	0	4 929 527
64138	Autres indemnités non tit.	0	254 877	91 296	65 415	69 060	36 912	0	6 715	10 692	56 040	0	591 006
64168	Autres emplois d'insertion	0	0	0	0	0	95 610	0	0	0	0	0	95 610
6417	Rémunérations des apprentis	0	0	0	0	0	0	0	12 255	0	80 896	0	93 150
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	898 815	365 212	829 453	228 635	1 054 220	0	0	17 753	720 472	3 829	4 118 388
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	1 315 761	553 056	1 157 890	178 485	1 013 749	0	0	15 825	1 271 903	8 027	5 514 695
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0	40 576	14 851	41 446	15 114	86 686	0	2 936	1 424	16 684	0	219 717
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0	131 813	49 239	109 401	15 734	88 177	0	25 921	18 167	122 757	2 943	564 152
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0	0	0	0	0	55	0	105	0	454	0	613
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0	5 607	2 069	6 497	808	4 575	0	1 339	103	5 714	31	26 741
6472	Prestations familiales directes	0	876	409	1 002	0	2 176	0	271	116	885	0	5 736
64731	Allocations chômage versées directement	0	12 645	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 645
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	115 208	2 911	9 091	461	6 293	0	405	0	5 400	100	139 869
6478	Autres charges sociales diverses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 768	0	24 768
6488	Autres charges	0	32 446	5 980	14 498	2 237	13 620	0	3 130	600	17 211	69	89 792
014	Atténuations de produits	1 027	0	424	0	0	0	0	0	0	0	0	1 451

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
703894	Revers. sur forfait post-stationnement	0	0	424	0	0	0	0	0	0	0	0	424
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	573	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	573
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	454	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	454
65	Autres charges de gestion courante	125 276	1 001 527	33 938	582 156	1 478 125	950 331	3 414 650	1 317 370	0	925 000	44 532	9 872 906
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	0	0	0	0	0	5 040	0	0	0	0	0	5 040
6518	Autres	0	57 126	0	0	11 980	1 495	0	0	0	0	300	70 902
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0	0	0	0	575 000	0	0	0	0	925 000	0	1 500 000
6531	Indemnités	0	447 187	0	0	0	0	0	0	0	0	0	447 187
6532	Frais de mission	0	369	0	0	0	0	0	0	0	0	0	369
6533	Cotisations de retraite	0	36 823	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 823
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0	104 778	0	0	0	0	0	0	0	0	0	104 778
6535	Formation	0	11 559	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 559
6541	Créances admises en non-valeur	46 144	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	46 144
6542	Créances éteintes	79 132	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	79 132
6558	Autres contributions obligatoires	0	0	0	533 791	0	0	0	0	0	0	0	533 791
657348	Subv. fonct. Autres communes	0	0	0	5 792	0	0	0	0	0	0	0	5 792
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0	0	0	0	3 200	0	0	0	0	0	0	3 200
657362	Subv. fonct. CCAS	0	0	0	0	0	0	3 100 000	0	0	0	0	3 100 000
65737	Autres établissements publics locaux	0	0	25 938	0	0	0	0	0	0	0	0	25 938
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0	0	0	19 040	0	0	0	0	0	0	0	19 040
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0	343 683	8 000	23 533	887 945	943 796	314 650	1 317 370	0	0	44 232	3 883 209
65888	Autres	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	789 152	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	789 152
66111	Intérêts réglés à l'échéance	924 596	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	924 596
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-135 444	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-135 444
67	Charges exceptionnelles	359 733	12 652	3 608	611	0	106 882	0	0	0	0	0	483 486
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	156	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	156
6714	Bourses et prix	0	4 400	0	0	0	33 800	0	0	0	0	0	38 200
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0	0	0	0	0	50	0	0	0	0	0	50
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	1 858	8 252	3 608	611	0	3 032	0	0	0	0	0	17 361

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
67443	Subv. aux fermiers et concessionnaires	0	0	0	0	0	70 000	0	0	0	0	0	70 000
678	Autres charges exceptionnelles	357 718	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	357 718
68	Dot. aux amortissements et provisions	165 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	165 100
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	165 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	165 100
Dépenses d'ordre		5 976 728	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 976 728
042	Opérat° ordre transfert entre sections	5 976 728	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 976 728
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	141 390	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	141 390
6761	Différences sur réalisations (positives)	41 069	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	41 069
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	5 662 936	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 662 936
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	131 333	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	131 333
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002	Déficit de fonctionnement reporté	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		90 657 437	1 434 461	320 442	1 223 742	682 217	2 743 427	73 802	1 861 578	2 605	955 895	107 881	100 063 487
Recettes réelles		77 397 806	1 434 461	320 442	1 223 742	682 217	2 743 427	73 802	1 861 578	2 605	955 895	107 881	86 803 856
013	Atténuations de charges	0	171 713	29 042	191 468	3 611	132 811	0	9 247	2 605	80 538	0	621 034
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	171 713	29 042	191 468	3 611	132 811	0	9 247	2 605	80 538	0	621 034
70	Produits des services, du domaine, vente	440 463	894 115	273 224	934 325	545 371	806 661	12 838	271 237	0	524 575	41 747	4 744 556
7022	Coupes de bois	0	0	0	0	0	0	0	0	0	46 752	0	46 752
7023	Menus produits forestiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	698	0	698
70311	Concessions cimetières (produit net)	0	84 609	0	0	0	0	0	0	0	0	0	84 609
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0	990	0	0	0	6 145	0	0	0	60 330	0	67 465
70383	Redevance de stationnement	194 087	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	194 087
70384	Forfait de post-stationnement	246 376	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	246 376
7062	Redevances services à caractère culturel	0	0	0	0	20 642	0	0	0	0	0	0	20 642
70631	Redevances services à caractère sportif	0	0	0	0	0	15 942	0	0	0	0	0	15 942
70632	Redevances services à caractère loisir	0	0	0	107 872	0	449 665	0	0	0	0	0	557 536

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
7066	Redevances services à caractère social	0	0	0	0	0	0	0	256 837	0	0	0	256 837
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0	0	0	823 272	0	0	0	0	0	0	0	823 272
70684	Redevances d'archéologie préventive	0	0	0	0	324 289	0	0	0	0	0	0	324 289
70688	Autres prestations de services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 921	0	4 921
7082	Commissions	0	1 188	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 188
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0	275 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	275 000
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0	350 000	185 000	0	195 000	310 000	0	14 000	0	375 000	0	1 429 000
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0	81 581	0	0	0	0	0	0	0	0	41 747	123 328
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	0	15 325	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 325
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0	74 800	17 500	1 675	4 000	12 900	0	400	0	5 135	0	116 410
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0	10 622	70 724	1 507	1 440	11 939	12 838	0	0	31 739	0	140 809
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0	0	0	0	0	70	0	0	0	0	0	70
73	Impôts et taxes	60 165 735	1 268	0	0	0	0	0	0	0	0	61 269	60 228 272
73111	Impôts directs locaux	39 231 469	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	39 231 469
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	109 440	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	109 440
73211	Attribution de compensation	16 723 549	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 723 549
73212	Dotation de solidarité communautaire	105 230	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	105 230
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	839 542	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	839 542
7333	Taxes funéraires	0	1 268	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 268
7336	Droits de place	11 611	0	0	0	0	0	0	0	0	0	61 269	72 880
7343	Taxes sur les pylônes électriques	5 202	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 202
7351	Taxe consommation finale d'électricité	1 006 900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 006 900
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	336 872	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	336 872
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 795 920	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 795 920
74	Dotations et participations	16 419 157	91 222	18 176	94 299	133 200	1 694 882	10 000	1 567 904	0	167 401	0	20 196 241
7411	Dotation forfaitaire	5 582 546	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 582 546
74123	Dotation de solidarité urbaine	7 579 758	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 579 758
74127	Dotation nationale de péréquation	182 690	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	182 690
744	FCTVA	-28 456	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-28 456
74718	Autres participations Etat	0	44 772	18 176	37 000	111 950	88 692	10 000	6 462	0	146 393	0	463 445

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
7473	Participat° Départements	0	0	0	0	15 000	12 821	0	0	0	9 216	0	37 037
74748	Participat° Autres communes	0	0	0	39 041	0	0	0	0	0	0	0	39 041
74751	Participat° GFP de rattachement	0	0	0	18 258	0	20 700	0	0	0	0	0	38 958
7477	Participat° Budget communautaire et FS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 792	0	11 792
7478	Participat° Autres organismes	0	0	0	0	2 250	1 570 869	0	1 561 442	0	0	0	3 134 562
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	3 049 196	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 049 196
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0	46 450	0	0	0	0	0	0	0	0	0	46 450
7488	Autres attributions et participations	53 423	0	0	0	4 000	1 800	0	0	0	0	0	59 223
75	Autres produits de gestion courante	95 896	205 103	0	0	0	108 979	50 965	13 190	0	182 715	4 865	661 713
752	Revenus des immeubles	0	115 484	0	0	0	105 539	50 965	13 190	0	42 016	4 865	332 059
757	Redevances versées par fermiers, conces.	95 896	89 618	0	0	0	3 439	0	0	0	140 699	0	329 653
7588	Autres produits div. de gestion courante	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
76	Produits financiers	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
761	Produits de participations	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
77	Produits exceptionnels	182 823	71 040	0	3 649	35	95	0	0	0	667	0	258 310
7714	Recouvert créances admises en non valeur	362	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	362
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0	175	0	0	0	0	0	0	0	0	0	175
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0	12	0	0	35	0	0	0	0	0	0	47
775	Produits des cessions d'immobilisations	182 460	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	182 460
7788	Produits exceptionnels divers	2	70 854	0	3 649	0	95	0	0	0	667	0	75 267
78	Reprise sur amortissements et provisions	93 726	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	93 726
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	93 726	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	93 726
<i>Recettes d'ordre</i>		<i>344 356</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>344 356</i>
042	Opérat° ordre transfert entre sections	344 356	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	344 356
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	343 006	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	343 006
7811	Rep. amort. immos corpo. et incorp.	1 350	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 350

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002	Excédent de fonctionnement reporté	12 915 275	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 915 275

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		7 523 204,73	20 679 585,38	0,00	0,00	0,00	28 202 790,11
Réalizations		7 523 204,73	20 679 585,38	0,00	0,00	0,00	28 202 790,11
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	106 189,07	3 601 161,87	0,00	0,00	0,00	3 707 350,94
60611	Eau et assainissement	0,00	41 382,10	0,00	0,00	0,00	41 382,10
60612	Energie - Electricité	0,00	484 304,52	0,00	0,00	0,00	484 304,52
60618	Autres fournitures non stockables	0,00	203,52	0,00	0,00	0,00	203,52
60621	Combustibles	0,00	25 736,86	0,00	0,00	0,00	25 736,86
60622	Carburants	0,00	325 750,39	0,00	0,00	0,00	325 750,39
60623	Alimentation	0,00	3 524,85	0,00	0,00	0,00	3 524,85
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	149 630,42	0,00	0,00	0,00	149 630,42
60631	Fournitures d'entretien	0,00	27 377,34	0,00	0,00	0,00	27 377,34
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	386 573,85	0,00	0,00	0,00	386 573,85
60636	Vêtements de travail	0,00	24 270,74	0,00	0,00	0,00	24 270,74
6064	Fournitures administratives	0,00	44 457,57	0,00	0,00	0,00	44 457,57
611	Contrats de prestations de services	0,00	371 354,60	0,00	0,00	0,00	371 354,60
6132	Locations immobilières	0,00	23 000,00	0,00	0,00	0,00	23 000,00
6135	Locations mobilières	0,00	143 338,85	0,00	0,00	0,00	143 338,85
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	23 992,83	0,00	0,00	0,00	23 992,83
61521	Entretien terrains	0,00	40,80	0,00	0,00	0,00	40,80
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	31 463,34	0,00	0,00	0,00	31 463,34
61551	Entretien matériel roulant	0,00	24 414,00	0,00	0,00	0,00	24 414,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	10 896,05	0,00	0,00	0,00	10 896,05
6156	Maintenance	0,00	221 396,17	0,00	0,00	0,00	221 396,17
6161	Multirisques	0,00	233 869,13	0,00	0,00	0,00	233 869,13
617	Etudes et recherches	0,00	30 370,50	0,00	0,00	0,00	30 370,50
6182	Documentation générale et technique	0,00	39 227,94	0,00	0,00	0,00	39 227,94
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	26 788,97	0,00	0,00	0,00	26 788,97
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	718,00	0,00	0,00	0,00	718,00
6188	Autres frais divers	0,00	15 517,05	0,00	0,00	0,00	15 517,05
6226	Honoraires	0,00	40 529,06	0,00	0,00	0,00	40 529,06
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	549,20	0,00	0,00	0,00	549,20
6231	Annonces et insertions	0,00	56 622,92	0,00	0,00	0,00	56 622,92
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	73 775,21	0,00	0,00	0,00	73 775,21
6236	Catalogues et imprimés	0,00	42 288,66	0,00	0,00	0,00	42 288,66
6237	Publications	0,00	79 037,17	0,00	0,00	0,00	79 037,17
6238	Divers	0,00	48 348,60	0,00	0,00	0,00	48 348,60
6241	Transports de biens	0,00	1 456,03	0,00	0,00	0,00	1 456,03
6247	Transports collectifs	0,00	563,04	0,00	0,00	0,00	563,04

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6251	Voyages et déplacements	0,00	4 023,54	0,00	0,00	0,00	4 023,54
6256	Missions	0,00	2 079,37	0,00	0,00	0,00	2 079,37
6257	Réceptions	0,00	11 316,34	0,00	0,00	0,00	11 316,34
6261	Frais d'affranchissement	0,00	87 061,82	0,00	0,00	0,00	87 061,82
6262	Frais de télécommunications	0,00	58 001,81	0,00	0,00	0,00	58 001,81
627	Services bancaires et assimilés	7 099,07	0,00	0,00	0,00	0,00	7 099,07
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	22 469,73	0,00	0,00	0,00	22 469,73
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	87 749,36	0,00	0,00	0,00	87 749,36
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	130 259,29	0,00	0,00	0,00	130 259,29
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	98 000,00	0,00	0,00	0,00	98 000,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	8 399,86	0,00	0,00	0,00	8 399,86
6288	Autres services extérieurs	0,00	10 452,95	0,00	0,00	0,00	10 452,95
63512	Taxes foncières	69 015,00	28 550,00	0,00	0,00	0,00	97 565,00
63513	Autres impôts locaux	30 075,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 075,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	27,52	0,00	0,00	0,00	27,52
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	16 064 244,36	0,00	0,00	0,00	16 064 244,36
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	0,00	2 808 000,00	0,00	0,00	0,00	2 808 000,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	48 000,00	0,00	0,00	0,00	48 000,00
6331	Versement mobilité	0,00	45 671,07	0,00	0,00	0,00	45 671,07
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	26 342,80	0,00	0,00	0,00	26 342,80
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	43 303,68	0,00	0,00	0,00	43 303,68
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	14 703,49	0,00	0,00	0,00	14 703,49
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	3 936 909,89	0,00	0,00	0,00	3 936 909,89
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	112 382,95	0,00	0,00	0,00	112 382,95
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	5 314 324,39	0,00	0,00	0,00	5 314 324,39
64131	Rémunérations non tit.	0,00	905 982,74	0,00	0,00	0,00	905 982,74
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	254 877,27	0,00	0,00	0,00	254 877,27
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	898 815,00	0,00	0,00	0,00	898 815,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	1 315 760,85	0,00	0,00	0,00	1 315 760,85
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	40 576,00	0,00	0,00	0,00	40 576,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	131 812,89	0,00	0,00	0,00	131 812,89
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	5 606,57	0,00	0,00	0,00	5 606,57
6472	Prestations familiales directes	0,00	875,64	0,00	0,00	0,00	875,64
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	12 645,13	0,00	0,00	0,00	12 645,13
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	115 208,11	0,00	0,00	0,00	115 208,11
6488	Autres charges	0,00	32 445,89	0,00	0,00	0,00	32 445,89
014	Atténuations de produits	1 027,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 027,00
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	573,00	0,00	0,00	0,00	0,00	573,00
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	454,00	0,00	0,00	0,00	0,00	454,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	5 976 728,03	0,00	0,00	0,00	0,00	5 976 728,03
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	141 390,12	0,00	0,00	0,00	0,00	141 390,12
6761	Différences sur réalisations (positives)	41 069,38	0,00	0,00	0,00	0,00	41 069,38
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	5 662 935,53	0,00	0,00	0,00	0,00	5 662 935,53
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	131 333,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131 333,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	125 276,07	1 001 527,22	0,00	0,00	0,00	1 126 803,29
6518	Autres	0,00	57 126,30	0,00	0,00	0,00	57 126,30
6531	Indemnités	0,00	447 186,84	0,00	0,00	0,00	447 186,84

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6532	Frais de mission	0,00	368,74	0,00	0,00	0,00	368,74
6533	Cotisations de retraite	0,00	36 823,40	0,00	0,00	0,00	36 823,40
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	104 778,12	0,00	0,00	0,00	104 778,12
6535	Formation	0,00	11 559,00	0,00	0,00	0,00	11 559,00
6541	Créances admises en non-valeur	46 144,32	0,00	0,00	0,00	0,00	46 144,32
6542	Créances éteintes	79 131,75	0,00	0,00	0,00	0,00	79 131,75
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	343 683,14	0,00	0,00	0,00	343 683,14
65888	Autres	0,00	1,68	0,00	0,00	0,00	1,68
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	789 151,96	0,00	0,00	0,00	0,00	789 151,96
66111	Intérêts réglés à l'échéance	924 596,20	0,00	0,00	0,00	0,00	924 596,20
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-135 444,24	0,00	0,00	0,00	0,00	-135 444,24
67	Charges exceptionnelles	359 732,60	12 651,93	0,00	0,00	0,00	372 384,53
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	156,03	0,00	0,00	0,00	0,00	156,03
6714	Bourses et prix	0,00	4 400,00	0,00	0,00	0,00	4 400,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	1 858,19	8 251,93	0,00	0,00	0,00	10 110,12
678	Autres charges exceptionnelles	357 718,38	0,00	0,00	0,00	0,00	357 718,38
68	Dot. aux amortissements et provisions	165 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 100,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	165 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 100,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	90 657 436,66	1 434 461,21	0,00	0,00	0,00	92 091 897,87
	Réalisations	90 657 436,66	1 434 461,21	0,00	0,00	0,00	92 091 897,87
002	Résultat de fonctionnement reporté	12 915 274,64	0,00	0,00	0,00	0,00	12 915 274,64
013	Atténuations de charges	0,00	171 712,74	0,00	0,00	0,00	171 712,74
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	171 712,74	0,00	0,00	0,00	171 712,74
042	Opérat° ordre transfert entre sections	344 356,32	0,00	0,00	0,00	0,00	344 356,32
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	343 006,32	0,00	0,00	0,00	0,00	343 006,32
7811	Rep. amort. immos corpo. et incorp.	1 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 350,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	440 463,33	894 115,21	0,00	0,00	0,00	1 334 578,54
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	84 609,34	0,00	0,00	0,00	84 609,34
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	990,00	0,00	0,00	0,00	990,00
70383	Redevance de stationnement	194 087,19	0,00	0,00	0,00	0,00	194 087,19
70384	Forfait de post-stationnement	246 376,14	0,00	0,00	0,00	0,00	246 376,14
7082	Commissions	0,00	1 187,56	0,00	0,00	0,00	1 187,56
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	275 000,00	0,00	0,00	0,00	275 000,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	81 580,87	0,00	0,00	0,00	81 580,87
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	0,00	15 325,19	0,00	0,00	0,00	15 325,19
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	74 800,00	0,00	0,00	0,00	74 800,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	10 622,25	0,00	0,00	0,00	10 622,25
73	Impôts et taxes	60 165 734,64	1 268,00	0,00	0,00	0,00	60 167 002,64
73111	Impôts directs locaux	39 231 469,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 231 469,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	109 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00	109 440,00
73211	Attribution de compensation	16 723 549,41	0,00	0,00	0,00	0,00	16 723 549,41
73212	Dotation de solidarité communautaire	105 230,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 230,00

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	839 542,00	0,00	0,00	0,00	0,00	839 542,00
7333	Taxes funéraires	0,00	1 268,00	0,00	0,00	0,00	1 268,00
7336	Droits de place	11 611,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 611,00
7343	Taxes sur les pylônes électriques	5 202,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 202,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	1 006 899,67	0,00	0,00	0,00	0,00	1 006 899,67
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	336 871,82	0,00	0,00	0,00	0,00	336 871,82
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 795 919,74	0,00	0,00	0,00	0,00	1 795 919,74
74	Dotations et participations	16 419 156,92	91 221,99	0,00	0,00	0,00	16 510 378,91
7411	Dotation forfaitaire	5 582 546,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 582 546,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	7 579 758,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 579 758,00
74127	Dotation nationale de péréquation	182 690,00	0,00	0,00	0,00	0,00	182 690,00
744	FCTVA	-28 456,08	0,00	0,00	0,00	0,00	-28 456,08
74718	Autres participations Etat	0,00	44 771,99	0,00	0,00	0,00	44 771,99
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	3 049 196,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 049 196,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	46 450,00	0,00	0,00	0,00	46 450,00
7488	Autres attributions et participations	53 423,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 423,00
75	Autres produits de gestion courante	95 896,30	205 103,23	0,00	0,00	0,00	300 999,53
752	Revenus des immeubles	0,00	115 484,07	0,00	0,00	0,00	115 484,07
757	Redevances versées par fermiers, conces.	95 896,30	89 617,92	0,00	0,00	0,00	185 514,22
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	1,24	0,00	0,00	0,00	1,24
76	Produits financiers	5,03	0,00	0,00	0,00	0,00	5,03
761	Produits de participations	5,03	0,00	0,00	0,00	0,00	5,03
77	Produits exceptionnels	182 823,37	71 040,04	0,00	0,00	0,00	253 863,41
7714	Recouvr. créances admises en non valeur	361,87	0,00	0,00	0,00	0,00	361,87
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	174,50	0,00	0,00	0,00	174,50
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	12,00	0,00	0,00	0,00	12,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	182 459,50	0,00	0,00	0,00	0,00	182 459,50
7788	Produits exceptionnels divers	2,00	70 853,54	0,00	0,00	0,00	70 855,54
78	Reprise sur amortissements et provisions	93 726,11	0,00	0,00	0,00	0,00	93 726,11
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	93 726,11	0,00	0,00	0,00	0,00	93 726,11
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		83 134 231,93	-19 245 124,17	0,00	0,00	0,00	63 889 107,76

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES		17 416 823,23	609 411,64	76 043,45	1 032 868,14	1 032 971,10	407 809,97	103 657,85	0,00	0,00
Réalizations		17 416 823,23	609 411,64	76 043,45	1 032 868,14	1 032 971,10	407 809,97	103 657,85	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	2 643 967,25	6 625,50	592,67	215 526,51	479 679,66	203 228,12	51 542,16	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	32 000,40	0,00	0,00	0,00	649,96	5 000,00	3 731,74	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	283 641,61	0,00	0,00	0,00	17 969,63	163 292,29	19 400,99	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04		
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
60618	Autres fournitures non stockables	203,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	25 736,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	325 750,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	1 957,57	0,00	0,00	0,00	1 567,28	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	117 831,15	5 369,00	0,00	2 009,48	16 524,92	0,00	7 895,87	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	23 086,40	0,00	0,00	0,00	4 290,94	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	371 388,80	0,00	0,00	0,00	12 774,99	0,00	2 410,06	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	16 702,38	0,00	0,00	0,00	3 136,10	0,00	4 432,26	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	44 163,13	0,00	0,00	294,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	129 131,91	0,00	0,00	27 093,48	214 332,41	328,80	468,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	23 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	133 418,51	0,00	0,00	2 154,07	6 984,54	0,00	781,73	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	23 992,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40,80	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	24 456,05	0,00	0,00	0,00	1 056,70	5 194,59	756,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	24 414,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	4 826,50	0,00	0,00	0,00	6 069,55	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	197 699,12	0,00	0,00	0,00	6 496,94	16 134,29	1 065,82	0,00	0,00
6161	Multirisques	230 987,87	0,00	642,67	703,15	825,12	181,42	528,90	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	30 370,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	38 855,19	56,05	0,00	0,00	0,00	316,70	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	24 820,37	0,00	-50,00	0,00	1 802,60	-7,00	223,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	718,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	7 490,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 027,05	0,00	0,00
6226	Honoraires	40 529,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	549,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	30 000,00	0,00	0,00	25 542,92	0,00	0,00	1 080,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	6 242,71	0,00	0,00	0,00	67 532,50	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	1 670,40	74,45	0,00	39 450,61	711,60	381,60	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	0,00	0,00	0,00	79 037,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	1 102,16	0,00	0,00	33 106,92	14 114,52	25,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	342,43	0,00	0,00	0,00	1 113,60	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	563,04	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	3 746,60	0,00	0,00	145,80	75,38	0,00	55,76	0,00	0,00
6256	Missions	1 902,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	176,56	0,00	0,00
6257	Réceptions	4 088,38	0,00	0,00	0,00	7 227,96	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04		
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6261	Frais d'affranchissement	87 061,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	48 583,97	0,00	0,00	5 988,47	2 333,65	628,10	467,62	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	22 469,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	0,00	87 749,36	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	116 368,59	0,00	0,00	0,00	3 776,37	10 114,33	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	98 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	8 399,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	10 452,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	25 786,00	1 126,00	0,00	0,00	0,00	1 638,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	27,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	14 483 619,97	1 670,04	75 450,78	817 341,63	543 898,40	90 147,85	52 115,69	0,00	0,00
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	2 663 000,00	0,00	0,00	145 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	48 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	38 841,28	0,00	217,17	3 242,33	2 694,12	454,84	221,33	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	20 878,48	1 670,04	120,65	1 801,37	1 496,55	252,75	122,96	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	36 659,47	0,00	209,93	3 238,19	2 537,02	453,60	205,47	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	12 526,21	0,00	72,37	981,54	898,07	151,56	73,74	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	3 393 642,02	0,00	22 440,25	186 771,17	263 106,57	50 900,36	20 049,52	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	94 175,41	0,00	747,02	11 053,56	4 268,69	1 265,22	873,05	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	5 162 221,90	0,00	3 378,79	54 683,69	82 101,20	7 766,37	4 172,44	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	640 000,87	0,00	22 079,63	204 625,16	34 350,44	0,00	4 926,64	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	205 790,75	0,00	1 664,38	43 468,82	3 423,32	0,00	530,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	749 881,68	0,00	3 951,09	81 464,72	51 315,03	7 647,60	4 554,88	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 130 155,98	0,00	8 295,66	68 376,55	86 149,26	16 055,30	6 728,10	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	30 863,80	0,00	1 008,28	6 969,10	1 524,77	0,00	210,05	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	100 967,89	0,00	8 489,45	4 584,30	8 149,87	2 886,41	6 734,97	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	3 994,40	0,00	469,67	252,26	354,29	124,49	411,46	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	742,92	0,00	0,00	132,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	12 645,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	113 180,31	0,00	435,00	0,00	661,00	0,00	931,80	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04		
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6488	Autres charges	25 451,47	0,00	1 871,44	696,15	868,20	2 189,35	1 369,28	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	280 984,08	600 716,10	0,00	0,00	5 393,04	114 434,00	0,00	0,00	0,00
6518	Autres	51 733,26	0,00	0,00	0,00	5 393,04	0,00	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	0,00	447 186,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	0,00	368,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	36 823,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	104 778,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6535	Formation	0,00	11 559,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	229 249,14	0,00	0,00	0,00	0,00	114 434,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	1,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	8 251,93	400,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6714	Bourses et prix	0,00	400,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	8 251,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04		
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		895 773,55	0,00	81 945,82	212 900,00	31 868,60	27 867,29	184 105,95	0,00	0,00
Réalisations		895 773,55	0,00	81 945,82	212 900,00	31 868,60	27 867,29	184 105,95	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	171 712,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	171 712,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7811	Rep. amort. immos corpo. et incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	573 027,06	0,00	0,00	212 900,00	14 892,60	75,52	93 220,03	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84 609,34	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	20,00	0,00	0,00	0,00	970,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7082	Commissions	1 187,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	190 000,00	0,00	0,00	80 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	218 000,00	0,00	0,00	124 000,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	81 580,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	12 725,19	0,00	0,00	2 500,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	68 200,00	0,00	0,00	6 400,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	1 313,44	0,00	0,00	0,00	622,60	75,52	8 610,69	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 268,00	0,00	0,00
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04		
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7333	Taxes funéraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 268,00	0,00	0,00
7336	Droits de place	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7343	Taxes sur les pylônes électriques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	9 276,17	0,00	81 945,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7411	Dotation forfaitaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	9 276,17	0,00	35 495,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	46 450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	98 509,31	0,00	0,00	0,00	16 976,00	0,00	89 617,92	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	98 508,07	0,00	0,00	0,00	16 976,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 617,92	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	1,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	43 248,27	0,00	0,00	0,00	0,00	27 791,77	0,00	0,00	0,00
7714	Recouvert créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	174,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	12,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04		
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
7788	Produits exceptionnels divers	43 061,77	0,00	0,00	0,00	0,00	27 791,77	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-16 521 049,68	-609 411,64	5 902,37	-819 968,14	-1 001 102,50	-379 942,68	80 448,10	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		4 666 532,30	5 291,23	0,00	4 671 823,53
Réalizations		4 666 532,30	5 291,23	0,00	4 671 823,53
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	638 264,03	5 291,23	0,00	643 555,26
60611	Eau et assainissement	1 640,15	0,00	0,00	1 640,15
60612	Energie - Electricité	27 186,86	0,00	0,00	27 186,86
60628	Autres fournitures non stockées	22 932,51	0,00	0,00	22 932,51
60631	Fournitures d'entretien	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
60632	Fournitures de petit équipement	15 894,46	0,00	0,00	15 894,46
60636	Vêtements de travail	31 488,00	0,00	0,00	31 488,00
6064	Fournitures administratives	1 456,58	0,00	0,00	1 456,58
611	Contrats de prestations de services	228 441,44	0,00	0,00	228 441,44
6132	Locations immobilières	5 601,10	0,00	0,00	5 601,10
6135	Locations mobilières	2 895,69	0,00	0,00	2 895,69
614	Charges locatives et de copropriété	534,66	0,00	0,00	534,66
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	4 367,14	5 214,91	0,00	9 582,05
615232	Entretien, réparations réseaux	165 882,29	0,00	0,00	165 882,29
61551	Entretien matériel roulant	298,00	0,00	0,00	298,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	931,30	0,00	0,00	931,30
6156	Maintenance	62 350,92	76,32	0,00	62 427,24
6161	Multirisques	5 175,22	0,00	0,00	5 175,22
6182	Documentation générale et technique	255,00	0,00	0,00	255,00
6184	Versements à des organismes de formation	53 208,58	0,00	0,00	53 208,58
6226	Honoraires	-3 591,03	0,00	0,00	-3 591,03
6231	Annonces et insertions	108,00	0,00	0,00	108,00
6251	Voyages et déplacements	1 780,70	0,00	0,00	1 780,70
6262	Frais de télécommunications	6 868,46	0,00	0,00	6 868,46
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 558,00	0,00	0,00	1 558,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 990 298,20	0,00	0,00	3 990 298,20
6331	Versement mobilité	18 601,98	0,00	0,00	18 601,98
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	9 787,43	0,00	0,00	9 787,43
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	17 898,06	0,00	0,00	17 898,06
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	6 082,30	0,00	0,00	6 082,30
64111	Rémunération principale titulaires	1 644 926,49	0,00	0,00	1 644 926,49
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	73 510,93	0,00	0,00	73 510,93
64118	Autres indemnités titulaires	866 072,84	0,00	0,00	866 072,84
64131	Rémunérations non tit.	268 395,28	0,00	0,00	268 395,28
64138	Autres indemnités non tit.	91 296,05	0,00	0,00	91 296,05
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	365 211,51	0,00	0,00	365 211,51

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6453	Cotisations aux caisses de retraites	553 056,44	0,00	0,00	553 056,44
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	14 850,90	0,00	0,00	14 850,90
6455	Cotisations pour assurance du personnel	49 238,82	0,00	0,00	49 238,82
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	2 068,67	0,00	0,00	2 068,67
6472	Prestations familiales directes	409,22	0,00	0,00	409,22
6475	Médecine du travail, pharmacie	2 910,90	0,00	0,00	2 910,90
6488	Autres charges	5 980,38	0,00	0,00	5 980,38
014	Atténuations de produits	424,00	0,00	0,00	424,00
703894	Revers. sur forfait post-stationnement	424,00	0,00	0,00	424,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	33 938,00	0,00	0,00	33 938,00
65737	Autres établissements publics locaux	25 938,00	0,00	0,00	25 938,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	3 608,07	0,00	0,00	3 608,07
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	3 608,07	0,00	0,00	3 608,07
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	320 441,91	0,00	0,00	320 441,91
	Réalisations	320 441,91	0,00	0,00	320 441,91
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	29 041,50	0,00	0,00	29 041,50
6419	Remboursements rémunérations personnel	29 041,50	0,00	0,00	29 041,50
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	273 224,41	0,00	0,00	273 224,41
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	185 000,00	0,00	0,00	185 000,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	17 500,00	0,00	0,00	17 500,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	70 724,41	0,00	0,00	70 724,41
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	18 176,00	0,00	0,00	18 176,00
74718	Autres participations Etat	18 176,00	0,00	0,00	18 176,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-4 346 090,39	-5 291,23	0,00	-4 351 381,62

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES		1 019 978,61	0,00	3 480 671,40	165 882,29	0,00
Réalizations		1 019 978,61	0,00	3 480 671,40	165 882,29	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	79 929,78	0,00	392 451,96	165 882,29	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	1 640,15	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	27 186,86	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	22 932,51	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	5 366,40	0,00	10 528,06	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	31 488,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	1 456,58	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	18 173,59	0,00	210 267,85	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	5 601,10	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	2 895,69	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	534,66	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	4 367,14	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	165 882,29	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	298,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	931,30	0,00	0,00
6156	Maintenance	48 987,72	0,00	13 363,20	0,00	0,00
6161	Multirisques	423,32	0,00	4 751,90	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	255,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	53 208,58	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	-3 591,03	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	108,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	1 780,70	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	587,99	0,00	6 280,47	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	1 558,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	940 048,83	0,00	3 050 249,37	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	1 940,51	0,00	16 661,47	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	530,21	0,00	9 257,22	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 622,84	0,00	16 275,22	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	529,37	0,00	5 552,93	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	755 600,65	0,00	889 325,84	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	1 731,20	0,00	71 779,73	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	25 611,98	0,00	840 460,86	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	46 075,07	0,00	222 320,21	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	22 112,73	0,00	69 183,32	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	37 731,07	0,00	327 480,44	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	39 527,56	0,00	513 528,88	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 811,72	0,00	12 039,18	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	3 395,78	0,00	45 843,04	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	177,65	0,00	1 891,02	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	409,22	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	110,00	0,00	2 800,90	0,00	0,00
6488	Autres charges	540,49	0,00	5 439,89	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	424,00	0,00	0,00
703894	Revers. sur forfait post-stationnement	0,00	0,00	424,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	33 938,00	0,00	0,00
65737	Autres établissements publics locaux	0,00	0,00	25 938,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	3 608,07	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	3 608,07	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		220 676,00	0,00	99 765,91	0,00	0,00
Réalizations		220 676,00	0,00	99 765,91	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	29 041,50	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	29 041,50	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	202 500,00	0,00	70 724,41	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	185 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	17 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	70 724,41	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	18 176,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	18 176,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-799 302,61	0,00	-3 380 905,49	-165 882,29	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		94 832,83	6 075 676,92	0,00	0,00	0,00	5 223 253,21	0,00	11 393 762,96
Réalizations		94 832,83	6 075 676,92	0,00	0,00	0,00	5 223 253,21	0,00	11 393 762,96
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	1 957,86	1 390 966,99	0,00	0,00	0,00	1 945 607,66	0,00	3 338 532,51
60611	Eau et assainissement	0,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00	13 800,00	0,00	78 800,00
60612	Energie - Electricité	0,00	446 670,91	0,00	0,00	0,00	159 650,84	0,00	606 321,75
60613	Chauffage urbain	0,00	130 627,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 627,79
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 365 763,94	0,00	1 365 763,94
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	11 075,04	0,00	0,00	0,00	59 321,15	0,00	70 396,19
60631	Fournitures d'entretien	0,00	121 983,34	0,00	0,00	0,00	69 621,02	0,00	191 604,36
60632	Fournitures de petit équipement	-0,04	31 561,65	0,00	0,00	0,00	6 865,29	0,00	38 426,90
60636	Vêtements de travail	0,00	23 064,00	0,00	0,00	0,00	16 497,00	0,00	39 561,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	375,05	0,00	375,05
6067	Fournitures scolaires	0,00	239 112,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	239 112,14
611	Contrats de prestations de services	0,00	3 588,00	0,00	0,00	0,00	13 980,39	0,00	17 568,39
6132	Locations immobilières	0,00	13 642,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 642,47
6135	Locations mobilières	0,00	105 517,79	0,00	0,00	0,00	83 157,33	0,00	188 675,12
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	1 535,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 535,68
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	74 469,21	0,00	0,00	0,00	5 076,06	0,00	79 545,27
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	938,44	0,00	0,00	0,00	64 444,57	0,00	65 383,01
6156	Maintenance	0,00	82 712,36	0,00	0,00	0,00	59 616,90	0,00	142 329,26
6161	Multirisques	981,95	5 754,34	0,00	0,00	0,00	4 761,47	0,00	11 497,76
6182	Documentation générale et technique	198,70	1 730,81	0,00	0,00	0,00	163,00	0,00	2 092,51
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	1 291,00	0,00	0,00	0,00	8 634,00	0,00	9 925,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 256,12	0,00	6 256,12
6231	Annonces et insertions	0,00	864,00	0,00	0,00	0,00	1 080,00	0,00	1 944,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	161,20	0,00	0,00	0,00	100,56	0,00	261,76
6262	Frais de télécommunications	777,25	17 971,70	0,00	0,00	0,00	5 713,97	0,00	24 462,92
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	11 522,12	0,00	0,00	0,00	729,00	0,00	12 251,12
63512	Taxes foncières	0,00	173,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	173,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	92 874,97	4 102 140,85	0,00	0,00	0,00	3 277 447,55	0,00	7 472 463,37
6331	Versement mobilité	483,45	21 436,12	0,00	0,00	0,00	17 656,12	0,00	39 575,69
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	268,67	11 908,74	0,00	0,00	0,00	9 808,50	0,00	21 985,91

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	480,51	20 393,51	0,00	0,00	0,00	16 152,95	0,00	37 026,97
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	161,19	7 144,49	0,00	0,00	0,00	5 885,20	0,00	13 190,88
64111	Rémunération principale titulaires	52 837,41	1 881 207,13	0,00	0,00	0,00	1 566 546,26	0,00	3 500 590,80
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	1 360,50	48 674,76	0,00	0,00	0,00	23 432,35	0,00	73 467,61
64118	Autres indemnités titulaires	6 256,92	310 788,14	0,00	0,00	0,00	268 426,97	0,00	585 472,03
64131	Rémunérations non tit.	0,00	575 329,15	0,00	0,00	0,00	391 131,06	0,00	966 460,21
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	41 890,23	0,00	0,00	0,00	23 524,55	0,00	65 414,78
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	8 128,32	458 820,17	0,00	0,00	0,00	362 504,59	0,00	829 453,08
6453	Cotisations aux caisses de retraites	16 981,18	624 120,00	0,00	0,00	0,00	516 788,53	0,00	1 157 889,71
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	24 920,17	0,00	0,00	0,00	16 526,00	0,00	41 446,17
6455	Cotisations pour assurance du personnel	3 961,74	58 973,40	0,00	0,00	0,00	46 465,60	0,00	109 400,74
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 039,08	2 958,56	0,00	0,00	0,00	2 499,18	0,00	6 496,82
6472	Prestations familiales directes	0,00	1 002,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 002,36
6475	Médecine du travail, pharmacie	916,00	5 539,00	0,00	0,00	0,00	2 636,19	0,00	9 091,19
6488	Autres charges	0,00	7 034,92	0,00	0,00	0,00	7 463,50	0,00	14 498,42
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	582 155,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	582 155,88
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	533 790,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	533 790,53
657348	Subv. fonct. Autres communes	0,00	5 792,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 792,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	19 040,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 040,49
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	23 532,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 532,86
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	413,20	0,00	0,00	0,00	198,00	0,00	611,20
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	413,20	0,00	0,00	0,00	198,00	0,00	611,20
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		1 506,96	143 015,44	5 875,46	0,00	29 062,85	1 044 281,23	0,00	1 223 741,94
Réalisations		1 506,96	143 015,44	5 875,46	0,00	29 062,85	1 044 281,23	0,00	1 223 741,94
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	85 716,47	5 875,46	0,00	29 062,85	70 813,45	0,00	191 468,23
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	85 716,47	5 875,46	0,00	29 062,85	70 813,45	0,00	191 468,23

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	1 506,96	0,00	0,00	0,00	0,00	932 818,52	0,00	934 325,48
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	107 871,61	0,00	107 871,61
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	823 271,91	0,00	823 271,91
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 675,00	0,00	1 675,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	1 506,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 506,96
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	57 298,97	0,00	0,00	0,00	37 000,00	0,00	94 298,97
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 000,00	0,00	37 000,00
74748	Participat° Autres communes	0,00	39 041,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 041,39
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	18 257,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 257,58
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 649,26	0,00	3 649,26
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 649,26	0,00	3 649,26
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-93 325,87	-5 932 661,48	5 875,46	0,00	29 062,85	-4 178 971,98	0,00	-10 170 021,02

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES		3 377 885,34	1 977 657,51	720 134,07	5 223 521,41	0,00	0,00	-268,20	0,00
Réalisations		3 377 885,34	1 977 657,51	720 134,07	5 223 521,41	0,00	0,00	-268,20	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	449 629,55	803 772,45	137 564,99	1 945 875,86	0,00	0,00	-268,20	0,00
60611	Eau et assainissement	22 000,00	43 000,00	0,00	13 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	164 383,53	282 287,38	0,00	159 650,84	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	35 774,12	94 853,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	1 365 763,94	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	2 554,20	6 110,56	2 410,28	59 321,15	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	121 983,34	69 621,02	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	16 454,28	10 817,13	4 290,24	6 865,29	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	23 064,00	0,00	0,00	16 497,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	375,05	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
6067	Fournitures scolaires	63 102,40	176 009,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	1 284,00	2 304,00	0,00	13 980,39	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	13 642,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	36 184,95	69 332,84	0,00	83 157,33	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	1 535,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	28 426,44	37 469,44	8 573,33	5 076,06	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	938,44	0,00	0,00	64 444,57	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	21 688,66	61 023,70	0,00	59 616,90	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	4 183,02	1 571,32	0,00	4 761,47	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	973,90	756,91	0,00	163,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	1 130,00	161,00	0,00	8 634,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	6 256,12	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	864,00	0,00	1 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	161,20	0,00	0,00	100,56	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	8 507,94	9 155,96	307,80	5 982,17	0,00	0,00	-268,20	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	3 640,32	7 881,80	0,00	729,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	173,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 928 255,79	1 173 885,06	0,00	3 277 447,55	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	15 196,07	6 240,05	0,00	17 656,12	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	8 441,88	3 466,86	0,00	9 808,50	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	14 664,47	5 729,04	0,00	16 152,95	0,00	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	5 064,74	2 079,75	0,00	5 885,20	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	1 389 489,10	491 718,03	0,00	1 566 546,26	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	41 636,95	7 037,81	0,00	23 432,35	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	233 172,81	77 615,33	0,00	268 426,97	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	348 569,25	226 759,90	0,00	391 131,06	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	25 448,41	16 441,82	0,00	23 524,55	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	315 335,76	143 484,41	0,00	362 504,59	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	459 014,95	165 105,05	0,00	516 788,53	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	15 155,27	9 764,90	0,00	16 526,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	43 013,23	15 960,17	0,00	46 465,60	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	2 185,00	773,56	0,00	2 499,18	0,00	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	1 002,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	3 966,00	1 573,00	0,00	2 636,19	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	6 899,54	135,38	0,00	7 463,50	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	582 155,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	533 790,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. Autres communes	0,00	0,00	5 792,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	19 040,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	23 532,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	413,20	198,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	413,20	198,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	71 368,86	14 347,61	57 298,97	1 044 281,23	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	71 368,86	14 347,61	57 298,97	1 044 281,23	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	71 368,86	14 347,61	0,00	70 813,45	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	71 368,86	14 347,61	0,00	70 813,45	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	932 818,52	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	107 871,61	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	823 271,91	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	1 675,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	57 298,97	37 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	37 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	0,00	0,00	39 041,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	0,00	18 257,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	3 649,26	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	3 649,26	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-3 306 516,48	-1 963 309,90	-662 835,10	-4 179 240,18	0,00	0,00	268,20	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		1 165 513,34	1 245 654,96	237 958,48	1 113 923,61	0,00	3 763 050,39
Réalizations		1 165 513,34	1 245 654,96	237 958,48	1 113 923,61	0,00	3 763 050,39
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	22 892,81	281 309,10	123 094,63	269 519,67	0,00	696 816,21
6042	Achats prestat* services (hors terrains)	0,00	12 264,82	15 784,25	11 176,37	0,00	39 225,44
60611	Eau et assainissement	100,00	1 892,00	400,00	956,51	0,00	3 348,51
60612	Energie - Electricité	5 565,13	63 888,42	7 871,87	37 735,08	0,00	115 060,50
60613	Chauffage urbain	0,00	7 386,19	0,00	0,00	0,00	7 386,19
60623	Alimentation	0,00	443,33	101,88	2 506,23	0,00	3 051,44
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	13 564,57	4 230,69	8 993,96	0,00	26 789,22
60631	Fournitures d'entretien	0,00	281,11	333,18	0,00	0,00	614,29
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	848,21	826,86	974,60	0,00	2 649,67
60636	Vêtements de travail	0,00	404,88	491,94	456,24	0,00	1 353,06
6064	Fournitures administratives	163,44	0,00	487,60	0,00	0,00	651,04
611	Contrats de prestations de services	0,00	33 448,60	25 033,60	112 667,51	0,00	171 149,71
6132	Locations immobilières	667,34	0,00	0,00	0,00	0,00	667,34
6135	Locations mobilières	2 044,28	3 014,69	17 080,13	10 199,80	0,00	32 338,90
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	1 993,39	1 668,58	19 218,00	13 199,88	0,00	36 079,85
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	8 589,36	0,00	0,00	0,00	8 589,36
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	3 222,72	0,00	3 222,72
6156	Maintenance	165,54	24 373,14	7 381,11	4 404,70	0,00	36 324,49
6161	Multirisques	1 620,52	206,02	124,02	0,00	0,00	1 950,56
6168	Autres primes d'assurance	0,00	40,00	0,00	0,00	0,00	40,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	4 906,80	0,00	0,00	4 906,80
6182	Documentation générale et technique	2 231,30	26,21	458,02	0,00	0,00	2 715,53
6184	Versements à des organismes de formation	4 444,00	545,00	0,00	0,00	0,00	4 989,00
6226	Honoraires	0,00	33 511,45	165,00	5 781,46	0,00	39 457,91
6231	Annonces et insertions	0,00	5 132,40	0,00	4 824,00	0,00	9 956,40
6236	Catalogues et imprimés	0,00	5 685,35	3 406,61	7 832,40	0,00	16 924,36
6238	Divers	0,00	3 106,60	444,00	105,10	0,00	3 655,70
6241	Transports de biens	0,00	9 606,00	0,00	1 074,00	0,00	10 680,00
6247	Transports collectifs	0,00	10 112,16	0,00	0,00	0,00	10 112,16
6251	Voyages et déplacements	80,36	143,10	0,00	0,00	0,00	223,46
6256	Missions	563,55	902,45	0,00	338,59	0,00	1 804,59
6257	Réceptions	0,00	7 856,67	925,88	23 912,61	0,00	32 695,16
6262	Frais de télécommunications	1 553,96	1 005,23	1 434,78	1 903,80	0,00	5 897,77
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	400,00	2 599,13	1 232,00	0,00	4 231,13
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	93,60	987,42	7 240,28	0,00	8 321,30

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	1 444,96	8 199,86	7 437,83	0,00	17 082,65
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	1 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 700,00
63512	Taxes foncières	0,00	29 424,00	202,00	1 344,00	0,00	30 970,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 142 620,53	273 785,79	99 849,85	71 852,83	0,00	1 588 109,00
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00
6331	Versement mobilité	5 908,82	1 868,10	484,25	0,00	0,00	8 261,17
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	3 282,57	513,86	269,10	0,00	0,00	4 065,53
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	5 560,00	1 419,54	485,73	0,00	0,00	7 465,27
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	1 969,46	510,32	161,51	0,00	0,00	2 641,29
64111	Rémunération principale titulaires	349 964,88	101 055,21	52 853,19	0,00	0,00	503 873,28
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	10 477,59	2 270,52	1 222,77	0,00	0,00	13 970,88
64118	Autres indemnités titulaires	97 718,25	19 627,18	15 622,65	0,00	0,00	132 968,08
64131	Rémunérations non tit.	257 764,90	55 955,02	0,00	35 609,13	0,00	349 329,05
64138	Autres indemnités non tit.	56 712,82	12 347,12	0,00	0,00	0,00	69 059,94
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	147 404,06	36 844,10	8 143,53	36 243,70	0,00	228 635,39
6453	Cotisations aux caisses de retraites	125 764,44	35 578,51	17 141,81	0,00	0,00	178 484,76
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	12 385,70	2 728,50	0,00	0,00	0,00	15 114,20
6455	Cotisations pour assurance du personnel	10 526,92	1 980,87	3 225,99	0,00	0,00	15 733,78
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	594,71	144,95	68,77	0,00	0,00	808,43
6475	Médecine du travail, pharmacie	25,00	436,00	0,00	0,00	0,00	461,00
6488	Autres charges	1 560,41	505,99	170,55	0,00	0,00	2 236,95
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	690 560,07	15 014,00	772 551,11	0,00	1 478 125,18
6518	Autres	0,00	3 610,07	0,00	8 370,31	0,00	11 980,38
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0,00	575 000,00	0,00	0,00	0,00	575 000,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	3 200,00	0,00	3 200,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	111 950,00	15 014,00	760 980,80	0,00	887 944,80
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	199 000,00	14 381,08	390 154,00	78 682,18	0,00	682 217,26
	Réalisations	199 000,00	14 381,08	390 154,00	78 682,18	0,00	682 217,26
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	2 656,01	955,42	0,00	0,00	3 611,43
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	2 656,01	955,42	0,00	0,00	3 611,43
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	199 000,00	1 439,97	325 248,58	19 682,18	0,00	545 370,73
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	960,00	19 682,18	0,00	20 642,18
70684	Redevances d'archéologie préventive	0,00	0,00	324 288,58	0,00	0,00	324 288,58
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	195 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	195 000,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	1 439,97	0,00	0,00	0,00	1 439,97
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	10 250,00	63 950,00	59 000,00	0,00	133 200,00
74718	Autres participations Etat	0,00	8 000,00	63 950,00	40 000,00	0,00	111 950,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	2 250,00	0,00	0,00	0,00	2 250,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	35,10	0,00	0,00	0,00	35,10
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	35,10	0,00	0,00	0,00	35,10
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-966 513,34	-1 231 273,88	152 195,52	-1 035 241,43	0,00	-3 080 833,13

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
	DEPENSES	74 532,46	515 373,74	69 610,40	586 138,36	88,00	0,00	99 971,87	137 898,61
	Réalisations	74 532,46	515 373,74	69 610,40	586 138,36	88,00	0,00	99 971,87	137 898,61
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	482,46	237 977,88	31 710,40	11 138,36	88,00	0,00	124,02	122 882,61
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	12 264,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 784,25
60611	Eau et assainissement	0,00	1 500,00	92,00	300,00	0,00	0,00	0,00	400,00
60612	Energie - Electricité	452,46	60 053,65	1 206,48	2 175,83	0,00	0,00	0,00	7 871,87
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	7 386,19	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	443,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101,88
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	13 564,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 230,69
60631	Fournitures d'entretien	0,00	281,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	333,18
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	848,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	826,86
60636	Vêtements de travail	0,00	404,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	491,94
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	487,60
611	Contrats de prestations de services	0,00	33 448,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 033,60
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	3 014,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 080,13
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	785,38	883,20	0,00	0,00	0,00	0,00	19 218,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	8 589,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	30,00	23 401,51	104,72	836,91	0,00	0,00	0,00	7 381,11
6161	Multirisques	0,00	206,02	0,00	0,00	0,00	0,00	124,02	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	40,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 906,80
6182	Documentation générale et technique	0,00	26,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	458,02
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	545,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
6226	Honoraires	0,00	33 511,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165,00
6231	Annonces et insertions	0,00	5 132,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	5 685,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 406,61
6238	Divers	0,00	3 106,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	444,00
6241	Transports de biens	0,00	9 606,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	10 112,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	143,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	677,41	0,00	225,04	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	7 856,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	925,88
6262	Frais de télécommunications	0,00	790,84	0,00	214,39	0,00	0,00	0,00	1 434,78
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 599,13
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	93,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	987,42
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	1 444,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 199,86
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	29 424,00	0,00	88,00	0,00	0,00	114,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	273 785,79	0,00	0,00	0,00	0,00	99 847,85	2,00
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	1 868,10	0,00	0,00	0,00	0,00	484,25	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	513,86	0,00	0,00	0,00	0,00	269,10	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	1 419,54	0,00	0,00	0,00	0,00	485,73	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	510,32	0,00	0,00	0,00	0,00	161,51	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	101 055,21	0,00	0,00	0,00	0,00	52 853,19	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	2 270,52	0,00	0,00	0,00	0,00	1 222,77	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	19 627,18	0,00	0,00	0,00	0,00	15 622,65	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	55 955,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	12 347,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	36 844,10	0,00	0,00	0,00	0,00	8 141,53	2,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	35 578,51	0,00	0,00	0,00	0,00	17 141,81	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	2 728,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	1 980,87	0,00	0,00	0,00	0,00	3 225,99	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	144,95	0,00	0,00	0,00	0,00	68,77	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	436,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	0,00	505,99	0,00	0,00	0,00	0,00	170,55	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	74 050,00	3 610,07	37 900,00	575 000,00	0,00	0,00	0,00	15 014,00
6518	Autres	0,00	3 610,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0,00	0,00	0,00	575 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	74 050,00	0,00	37 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 014,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	13 949,11	0,00	431,97	0,00	0,00	0,00	390 154,00
Réalisations		0,00	13 949,11	0,00	431,97	0,00	0,00	0,00	390 154,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	2 656,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	955,42
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	2 656,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	955,42
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	1 008,00	0,00	431,97	0,00	0,00	0,00	325 248,58
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	960,00
70684	Redevances d'archéologie préventive	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	324 288,58
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	1 008,00	0,00	431,97	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	10 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 950,00
74718	Autres participations Etat	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 950,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	2 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	35,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	35,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-74 532,46	-501 424,63	-69 610,40	-585 706,39	-88,00	0,00	-99 971,87	252 255,39

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		1 726 231,88	3 236 056,08	6 954 048,42	0,00	11 916 336,38
Réalizations		1 726 231,88	3 236 056,08	6 954 048,42	0,00	11 916 336,38
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	103 354,49	1 521 192,81	985 925,18	0,00	2 610 472,48
60611	Eau et assainissement	650,00	152 657,39	7 145,00	0,00	160 452,39
60612	Energie - Electricité	1 690,31	601 143,89	46 904,01	0,00	649 738,21
60613	Chauffage urbain	0,00	170 524,89	24 850,64	0,00	195 375,53
60621	Combustibles	0,00	231,60	0,00	0,00	231,60
60622	Carburants	0,00	0,00	92,83	0,00	92,83
60623	Alimentation	87,60	1 318,72	84 382,54	0,00	85 788,86
60628	Autres fournitures non stockées	6 583,83	102 894,27	61 578,71	0,00	171 056,81
60631	Fournitures d'entretien	33 586,16	0,00	1 699,50	0,00	35 285,66
60632	Fournitures de petit équipement	654,24	29 130,75	43 325,75	0,00	73 110,74
60636	Vêtements de travail	11 692,06	6 958,18	1 882,16	0,00	20 532,40
6064	Fournitures administratives	340,91	541,33	1 500,74	0,00	2 382,98
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	600,15	0,00	600,15
611	Contrats de prestations de services	3 373,47	86 454,64	289 259,43	0,00	379 087,54
6132	Locations immobilières	0,00	28 354,59	9 013,20	0,00	37 367,79
6135	Locations mobilières	0,00	21 631,40	18 722,44	0,00	40 353,84
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	3 240,95	9 633,99	0,00	12 874,94
61521	Entretien terrains	0,00	139 815,47	0,00	0,00	139 815,47
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	37 247,73	8 920,49	0,00	46 168,22
61551	Entretien matériel roulant	0,00	614,60	0,00	0,00	614,60
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	13 220,81	135,96	0,00	13 356,77
6156	Maintenance	4 301,83	77 169,18	19 966,91	0,00	101 437,92
6161	Multirisques	1 533,40	3 363,80	6 773,20	0,00	11 670,40
617	Etudes et recherches	5 766,00	26 550,00	10 962,00	0,00	43 278,00
6182	Documentation générale et technique	172,12	123,45	2 359,11	0,00	2 654,68
6184	Versements à des organismes de formation	428,00	2 358,90	2 500,00	0,00	5 286,90
6188	Autres frais divers	0,00	360,00	0,00	0,00	360,00
6226	Honoraires	0,00	1 173,55	1 081,22	0,00	2 254,77
6228	Divers	0,00	179,10	3 182,03	0,00	3 361,13
6236	Catalogues et imprimés	0,00	1 975,63	396,00	0,00	2 371,63
6238	Divers	2 192,80	0,00	6 272,24	0,00	8 465,04
6241	Transports de biens	0,00	1 080,00	0,00	0,00	1 080,00
6247	Transports collectifs	0,00	780,00	220 220,98	0,00	221 000,98
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	1 349,84	0,00	1 349,84
6256	Missions	0,00	0,00	71,30	0,00	71,30
6257	Réceptions	257,40	0,00	0,00	0,00	257,40

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6262	Frais de télécommunications	358,60	5 031,09	2 323,19	0,00	7 712,88
627	Services bancaires et assimilés	171,76	0,00	0,00	0,00	171,76
6281	Concours divers (cotisations)	927,00	40,14	0,00	0,00	967,14
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	2 145,76	35 045,57	0,00	37 191,33
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	63 611,05	0,00	63 611,05
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
63512	Taxes foncières	28 587,00	2 205,00	163,00	0,00	30 955,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	176,00	0,00	0,00	176,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	691 061,39	1 709 562,03	5 848 026,95	0,00	8 248 650,37
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	20 000,00	140 000,00	0,00	0,00	160 000,00
6331	Versement mobilité	3 402,69	7 574,59	33 374,70	0,00	44 351,98
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	3 193,05	4 208,30	20 453,40	0,00	27 854,75
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 827,99	7 516,07	22 297,49	0,00	31 641,55
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	1 134,23	2 524,70	11 125,19	0,00	14 784,12
64111	Rémunération principale titulaires	341 116,94	839 825,43	1 671 384,38	0,00	2 852 326,75
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	4 748,83	26 832,72	78 298,91	0,00	109 880,46
64118	Autres indemnités titulaires	86 123,98	178 402,14	358 163,17	0,00	622 689,29
64131	Rémunérations non tit.	46 070,69	46 670,90	1 890 308,41	0,00	1 983 050,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	1 996,34	34 915,32	0,00	36 911,66
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	95 609,90	0,00	95 609,90
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	64 773,63	130 073,39	859 372,66	0,00	1 054 219,68
6453	Cotisations aux caisses de retraites	111 249,10	269 122,42	633 377,10	0,00	1 013 748,62
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	3 388,51	1 978,20	81 319,22	0,00	86 685,93
6455	Cotisations pour assurance du personnel	1 641,29	40 636,17	45 899,64	0,00	88 177,10
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	54,74	0,00	0,00	54,74
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	562,79	2 006,66	2 005,34	0,00	4 574,79
6472	Prestations familiales directes	94,01	1 503,54	578,80	0,00	2 176,35
6475	Médecine du travail, pharmacie	160,00	3 002,40	3 130,60	0,00	6 293,00
6488	Autres charges	1 573,66	5 633,32	6 412,72	0,00	13 619,70
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	855 216,00	5 250,86	89 864,50	0,00	950 331,36
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	0,00	5 040,00	0,00	0,00	5 040,00
6518	Autres	0,00	210,86	1 284,50	0,00	1 495,36
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	855 216,00	0,00	88 580,00	0,00	943 796,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	76 600,00	50,38	30 231,79	0,00	106 882,17
6714	Bourses et prix	6 600,00	0,00	27 200,00	0,00	33 800,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	50,38	0,00	0,00	50,38
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	3 031,79	0,00	3 031,79
67443	Subv. aux fermiers et concessionnaires	70 000,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	96 002,37	481 550,96	2 165 874,07	0,00	2 743 427,40
	Réalisations	96 002,37	481 550,96	2 165 874,07	0,00	2 743 427,40
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
013	Atténuations de charges	8 002,37	73 097,95	51 710,71	0,00	132 811,03
6419	Remboursements rémunérations personnel	8 002,37	73 097,95	51 710,71	0,00	132 811,03
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	88 000,00	268 653,82	450 006,77	0,00	806 660,59
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	6 145,00	0,00	0,00	6 145,00
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	15 942,18	0,00	0,00	15 942,18
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	449 664,80	0,00	449 664,80
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	85 000,00	225 000,00	0,00	0,00	310 000,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	3 000,00	9 900,00	0,00	0,00	12 900,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	11 596,64	341,97	0,00	11 938,61
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	70,00	0,00	0,00	70,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	30 820,55	1 664 061,15	0,00	1 694 881,70
74718	Autres participations Etat	0,00	18 000,00	70 691,84	0,00	88 691,84
7473	Participat° Départements	0,00	12 820,55	0,00	0,00	12 820,55
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	0,00	20 700,00	0,00	20 700,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	1 570 869,31	0,00	1 570 869,31
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	108 978,64	0,00	0,00	108 978,64
752	Revenus des immeubles	0,00	105 539,30	0,00	0,00	105 539,30
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	3 439,34	0,00	0,00	3 439,34
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	95,44	0,00	95,44
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	95,44	0,00	95,44
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-1 630 229,51	-2 754 505,12	-4 788 174,35	0,00	-9 172 908,98

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
	DEPENSES	1 310 882,44	725 641,62	769 743,83	392 580,59	37 207,60	5 153 026,88	1 801 021,54	0,00
	Réalisations	1 310 882,44	725 641,62	769 743,83	392 580,59	37 207,60	5 153 026,88	1 801 021,54	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	479 409,81	526 939,89	141 128,26	341 547,25	32 167,60	368 714,82	617 210,36	0,00
60611	Eau et assainissement	13 870,92	57 000,00	17 300,00	64 486,47	0,00	2 000,00	5 145,00	0,00
60612	Energie - Electricité	272 925,00	204 827,56	32 000,00	91 391,33	0,00	25 809,95	21 094,06	0,00
60613	Chauffage urbain	96 862,65	0,00	73 662,24	0,00	0,00	0,00	24 850,64	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	231,60	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92,83	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	1 318,72	74 000,62	10 381,92	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	3 798,75	75 789,03	4 379,47	17 969,88	957,14	34 146,47	27 432,24	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 699,50	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	7 660,98	7 356,93	0,00	14 112,84	0,00	18 183,24	25 142,51	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	6 958,18	0,00	0,00	1 882,16	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	541,33	0,00	827,63	673,11	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	214,72	385,43	0,00
611	Contrats de prestations de services	2 730,00	51 788,46	3 003,19	9 078,88	19 854,11	75 908,96	213 350,47	0,00
6132	Locations immobilières	11 846,59	16 508,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 013,20	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	545,86	6 252,29	10 633,25	4 200,00	0,00	18 722,44	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	1 659,27	1 581,68	0,00	0,00	0,00	0,00	9 633,99	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	72 553,71	0,00	67 261,76	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	11 578,94	14 706,68	184,76	8 641,35	2 136,00	4 561,74	4 358,75	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	614,60	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	4 320,71	0,00	0,00	8 900,10	0,00	135,96	0,00	0,00
6156	Maintenance	48 148,43	21 478,88	2 700,64	4 841,23	0,00	6 149,73	13 817,18	0,00
6161	Multirisques	1 249,47	363,87	678,55	1 071,91	0,00	5 182,40	1 590,80	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	26 550,00	0,00	0,00	10 962,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	123,45	0,00	442,90	1 916,21	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	1 669,60	11,80	-98,00	775,50	0,00	2 175,00	325,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	360,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	1 173,55	0,00	0,00	1 081,22	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	179,10	0,00	0,00	0,00	3 182,03	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	1 199,76	775,87	0,00	396,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 272,24	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	1 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	780,00	117 878,04	102 342,94	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	339,40	1 010,44	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71,30	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	1 088,50	2 067,43	386,02	1 489,14	0,00	594,30	1 728,89	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	40,14	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	0,00	2 145,76	0,00	35 045,57	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163,76	63 447,29	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	2 205,00	0,00	0,00	163,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	176,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	831 472,63	198 701,73	628 354,33	51 033,34	0,00	4 781 280,27	1 066 746,68	0,00
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	4 168,59	922,98	2 483,02	0,00	0,00	27 465,78	5 908,92	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 315,87	512,75	1 379,68	0,00	0,00	15 259,17	5 194,23	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	4 127,75	919,47	2 468,85	0,00	0,00	19 743,16	2 554,33	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	1 389,35	307,68	827,67	0,00	0,00	9 155,69	1 969,50	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	473 688,41	98 820,60	267 316,42	0,00	0,00	1 395 554,27	275 830,11	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	13 967,26	5 253,42	7 612,04	0,00	0,00	65 006,55	13 292,36	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	89 119,96	19 070,72	67 219,31	2 992,15	0,00	276 526,95	81 636,22	0,00
64131	Rémunérations non tit.	4 937,45	6 366,34	4 679,21	30 687,90	0,00	1 623 707,51	266 600,90	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	260,00	826,34	0,00	910,00	0,00	17 944,09	16 971,23	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 609,90	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	70 913,75	16 669,09	42 490,55	0,00	0,00	722 204,07	137 168,59	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	151 384,08	30 813,48	86 924,86	0,00	0,00	528 009,30	105 367,80	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	210,49	291,30	189,51	1 286,90	0,00	65 905,13	15 414,09	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	10 470,32	15 450,80	2 716,62	11 998,43	0,00	6 225,60	39 674,04	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	0,00	54,74	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	915,67	129,35	379,80	581,84	0,00	1 526,49	478,85	0,00
6472	Prestations familiales directes	501,18	1 002,36	0,00	0,00	0,00	22,32	556,48	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	822,40	1 034,00	264,00	882,00	0,00	2 405,60	725,00	0,00
6488	Autres charges	2 280,10	311,05	1 402,79	1 639,38	0,00	4 618,59	1 794,13	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	210,86	0,00	5 040,00	0,00	89 864,50	0,00
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	5 040,00	0,00	0,00	0,00
6518	Autres	0,00	0,00	210,86	0,00	0,00	0,00	1 284,50	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 580,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	50,38	0,00	0,00	3 031,79	27 200,00	0,00
6714	Bourses et prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 200,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	50,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 031,79	0,00	0,00
67443	Subv. aux fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	168 551,48	133 613,64	149 590,50	29 795,34	0,00	1 908 894,27	256 979,80	0,00
	Réalisations	168 551,48	133 613,64	149 590,50	29 795,34	0,00	1 908 894,27	256 979,80	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	28 455,71	33 165,97	0,00	11 476,27	0,00	51 710,71	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	28 455,71	33 165,97	0,00	11 476,27	0,00	51 710,71	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	130 250,22	408,37	128 615,50	9 379,73	0,00	377 280,27	72 726,50	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	0,00	0,00	6 145,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	2 926,68	0,00	13 015,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	376 938,30	72 726,50	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	110 000,00	0,00	115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	9 300,00	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	8 023,54	408,37	0,00	3 164,73	0,00	341,97	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	70,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	9 845,55	0,00	20 975,00	0,00	0,00	1 479 903,29	184 157,86	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00	791,84	69 900,00	0,00
7473	Participat° Départements	9 845,55	0,00	2 975,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 700,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 479 111,45	91 757,86	0,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	100 039,30	0,00	8 939,34	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	100 039,30	0,00	5 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, concés.	0,00	0,00	0,00	3 439,34	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95,44	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95,44	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-1 142 330,96	-592 027,98	-620 153,33	-362 785,25	-37 207,60	-3 244 132,61	-1 544 041,74	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		112 740,79	3 511 857,99	0,00	3 624 598,78
Réalizations		112 740,79	3 511 857,99	0,00	3 624 598,78
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	112 740,79	37 207,99	0,00	149 948,78
60611	Eau et assainissement	840,30	1 600,00	0,00	2 440,30
60612	Energie - Electricité	6 900,01	22 456,47	0,00	29 356,48
60628	Autres fournitures non stockées	86 055,37	0,00	0,00	86 055,37
60631	Fournitures d'entretien	1 484,71	0,00	0,00	1 484,71
60632	Fournitures de petit équipement	114,04	0,00	0,00	114,04
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	618,44	0,00	618,44
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	3 044,55	2 857,01	0,00	5 901,56
6156	Maintenance	3 525,81	6 826,07	0,00	10 351,88
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
63512	Taxes foncières	10 776,00	1 350,00	0,00	12 126,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	3 414 650,00	0,00	3 414 650,00
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	3 100 000,00	0,00	3 100 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	314 650,00	0,00	314 650,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		63 609,29	10 193,13	0,00	73 802,42
Réalizations		63 609,29	10 193,13	0,00	73 802,42
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	12 644,43	193,13	0,00	12 837,56
70878	Remb. frais par d'autres redevables	12 644,43	193,13	0,00	12 837,56
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
74	Dotations et participations	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
74718	Autres participations Etat	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
75	Autres produits de gestion courante	50 964,86	0,00	0,00	50 964,86
752	Revenus des immeubles	50 964,86	0,00	0,00	50 964,86
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-49 131,50	-3 501 664,86	0,00	-3 550 796,36

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établiss sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
	DEPENSES	0,00	26 685,42	86 055,37	3 167 568,44	5 420,62	0,00	97 226,93	241 642,00
	Réalisations	0,00	26 685,42	86 055,37	3 167 568,44	5 420,62	0,00	97 226,93	241 642,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	26 685,42	86 055,37	618,44	5 420,62	0,00	30 526,93	642,00
60611	Eau et assainissement	0,00	840,30	0,00	0,00	100,00	0,00	1 500,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	6 900,01	0,00	0,00	5 320,62	0,00	17 135,85	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	86 055,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	1 484,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	114,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	618,44	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	3 044,55	0,00	0,00	0,00	0,00	2 857,01	0,00
6156	Maintenance	0,00	3 525,81	0,00	0,00	0,00	0,00	6 826,07	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	10 776,00	0,00	0,00	0,00	0,00	708,00	642,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	3 166 950,00	0,00	0,00	6 700,00	241 000,00
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	0,00	0,00	3 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	66 950,00	0,00	0,00	6 700,00	241 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	63 609,29	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	193,13
	Réalisations	0,00	63 609,29	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	193,13
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	12 644,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	193,13
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	12 644,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	193,13
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	50 964,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	50 964,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	36 923,87	-86 055,37	-3 167 568,44	-5 420,62	0,00	-87 226,93	-241 448,87

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		0,00	4 250,00	0,00	4 000,00	1 660 929,24	0,00	1 669 179,24
Réalizations		0,00	4 250,00	0,00	4 000,00	1 660 929,24	0,00	1 669 179,24
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	224 521,29	0,00	224 521,29
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	3 796,48	0,00	3 796,48
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	42 452,98	0,00	42 452,98
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	10 786,42	0,00	10 786,42
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	13 834,08	0,00	13 834,08
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	12 646,01	0,00	12 646,01
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	7 856,83	0,00	7 856,83
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	4 296,96	0,00	4 296,96
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	238,66	0,00	238,66
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	196,02	0,00	196,02
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	81 407,23	0,00	81 407,23
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	1 646,75	0,00	1 646,75
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	5 128,09	0,00	5 128,09
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 606,49	0,00	1 606,49
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	10 063,50	0,00	10 063,50
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	3 565,47	0,00	3 565,47
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	276,00	0,00	276,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	3 362,00	0,00	3 362,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	21 010,00	0,00	21 010,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	65,60	0,00	65,60
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	-199,33	0,00	-199,33
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	220,00	0,00	220,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	-63,95	0,00	-63,95
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	229,00	0,00	229,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	127 287,95	0,00	127 287,95
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	161,72	0,00	161,72
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	74 050,16	0,00	74 050,16
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	6 714,63	0,00	6 714,63
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	12 254,84	0,00	12 254,84
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 935,76	0,00	2 935,76
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	25 921,12	0,00	25 921,12
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	104,78	0,00	104,78
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	1 338,71	0,00	1 338,71

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	270,97	0,00	270,97
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	405,10	0,00	405,10
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00	0,00	3 130,16	0,00	3 130,16
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	4 250,00	0,00	4 000,00	1 309 120,00	0,00	1 317 370,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	4 250,00	0,00	4 000,00	1 309 120,00	0,00	1 317 370,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	1 861 577,94	0,00	1 861 577,94
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 861 577,94	0,00	1 861 577,94
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	9 246,60	0,00	9 246,60
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	9 246,60	0,00	9 246,60
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	271 236,85	0,00	271 236,85
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	256 836,85	0,00	256 836,85
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	14 000,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	400,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 567 904,43	0,00	1 567 904,43
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	6 462,00	0,00	6 462,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	1 561 442,43	0,00	1 561 442,43
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	13 190,06	0,00	13 190,06
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	13 190,06	0,00	13 190,06
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	-4 250,00	0,00	-4 000,00	200 648,70	0,00	192 398,70

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		196 538,82	0,00	0,00	0,00	0,00	196 538,82
Réalizations		196 538,82	0,00	0,00	0,00	0,00	196 538,82
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	49 239,84	0,00	0,00	0,00	0,00	49 239,84
60611	Eau et assainissement	1 960,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 960,00
60612	Energie - Electricité	36 244,19	0,00	0,00	0,00	0,00	36 244,19
60621	Combustibles	5 268,94	0,00	0,00	0,00	0,00	5 268,94
6064	Fournitures administratives	108,14	0,00	0,00	0,00	0,00	108,14
6135	Locations mobilières	1 401,91	0,00	0,00	0,00	0,00	1 401,91
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	2 296,80	0,00	0,00	0,00	0,00	2 296,80
6161	Multirisques	156,82	0,00	0,00	0,00	0,00	156,82
6262	Frais de télécommunications	1 803,04	0,00	0,00	0,00	0,00	1 803,04
012	Charges de personnel, frais assimilés	147 298,98	0,00	0,00	0,00	0,00	147 298,98
6331	Versement mobilité	721,43	0,00	0,00	0,00	0,00	721,43
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	400,82	0,00	0,00	0,00	0,00	400,82
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	721,17	0,00	0,00	0,00	0,00	721,17
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	240,42	0,00	0,00	0,00	0,00	240,42
64111	Rémunération principale titulaires	44 076,70	0,00	0,00	0,00	0,00	44 076,70
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	4 018,62	0,00	0,00	0,00	0,00	4 018,62
64118	Autres indemnités titulaires	7 859,90	0,00	0,00	0,00	0,00	7 859,90
64131	Rémunérations non tit.	24 580,92	0,00	0,00	0,00	0,00	24 580,92
64138	Autres indemnités non tit.	10 691,54	0,00	0,00	0,00	0,00	10 691,54
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	17 752,73	0,00	0,00	0,00	0,00	17 752,73
6453	Cotisations aux caisses de retraites	15 825,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 825,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	1 423,66	0,00	0,00	0,00	0,00	1 423,66
6455	Cotisations pour assurance du personnel	18 167,43	0,00	0,00	0,00	0,00	18 167,43
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	102,73	0,00	0,00	0,00	0,00	102,73
6472	Prestations familiales directes	116,18	0,00	0,00	0,00	0,00	116,18
6488	Autres charges	599,73	0,00	0,00	0,00	0,00	599,73
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		2 604,63	0,00	0,00	0,00	0,00	2 604,63
Réalizations		2 604,63	0,00	0,00	0,00	0,00	2 604,63
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	2 604,63	0,00	0,00	0,00	0,00	2 604,63
6419	Remboursements rémunérations personnel	2 604,63	0,00	0,00	0,00	0,00	2 604,63
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-193 934,19	0,00	0,00	0,00	0,00	-193 934,19

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		2 890 213,74	8 489 794,08	193 736,32	0,00	11 573 744,14
Réalizations		2 890 213,74	8 489 794,08	193 736,32	0,00	11 573 744,14
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	1 208 129,13	1 278 373,71	34 988,75	0,00	2 521 491,59
60611	Eau et assainissement	4 200,00	6 033,90	0,00	0,00	10 233,90
60612	Energie - Electricité	590 235,22	73 092,05	0,00	0,00	663 327,27
60621	Combustibles	0,00	3 012,47	0,00	0,00	3 012,47
60623	Alimentation	0,00	196,93	0,00	0,00	196,93
60628	Autres fournitures non stockées	23 499,56	193 377,49	8 584,88	0,00	225 461,93
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	879,62	0,00	879,62
60632	Fournitures de petit équipement	4 244,00	187 864,58	10 629,36	0,00	202 737,94
60633	Fournitures de voirie	-8 693,21	147 542,81	0,00	0,00	138 849,60
60636	Vêtements de travail	18 921,35	68 362,21	2 492,89	0,00	89 776,45
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	824,68	0,00	824,68
611	Contrats de prestations de services	439 566,70	31 727,16	4 822,84	0,00	476 116,70
6132	Locations immobilières	184,90	0,00	0,00	0,00	184,90
6135	Locations mobilières	77 481,94	18 492,93	2 596,70	0,00	98 571,57
61521	Entretien terrains	0,00	280 873,68	0,00	0,00	280 873,68
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	11 818,88	0,00	0,00	0,00	11 818,88
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	93 029,00	0,00	0,00	93 029,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	10 196,89	2 856,00	0,00	13 052,89
61524	Entretien bois et forêts	0,00	77 167,04	0,00	0,00	77 167,04
61551	Entretien matériel roulant	8 551,68	0,00	0,00	0,00	8 551,68
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	4 274,15	0,00	0,00	4 274,15
6156	Maintenance	3 348,00	221,48	46,80	0,00	3 616,28
6161	Multirisques	2 376,97	8 403,27	316,72	0,00	11 096,96
6182	Documentation générale et technique	0,00	265,00	50,00	0,00	315,00
6184	Versements à des organismes de formation	1 377,40	48 592,60	0,00	0,00	49 970,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	225,00	0,00	0,00	225,00
6226	Honoraires	0,00	5 888,06	0,00	0,00	5 888,06
6231	Annonces et insertions	108,00	0,00	0,00	0,00	108,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	72,00	0,00	0,00	72,00
6241	Transports de biens	0,00	221,36	0,00	0,00	221,36
6251	Voyages et déplacements	117,00	523,22	0,00	0,00	640,22
6256	Missions	0,00	446,96	0,00	0,00	446,96
6257	Réceptions	0,00	0,00	450,00	0,00	450,00
6262	Frais de télécommunications	1 431,74	5 551,79	438,26	0,00	7 421,79
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	3 310,00	0,00	0,00	3 310,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	63,68	0,00	0,00	63,68

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	2 000,00	4 700,00	0,00	0,00	6 700,00
63512	Taxes foncières	27 359,00	4 466,00	0,00	0,00	31 825,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	180,00	0,00	0,00	180,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 682 084,61	6 286 420,37	158 747,57	0,00	8 127 252,55
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	45 000,00	175 000,00	0,00	0,00	220 000,00
6331	Versement mobilité	8 315,92	29 924,72	589,88	0,00	38 830,52
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	4 619,62	16 624,78	327,73	0,00	21 572,13
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	8 277,16	29 885,37	590,78	0,00	38 753,31
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	2 771,86	9 935,30	196,71	0,00	12 903,87
64111	Rémunération principale titulaires	867 440,87	3 033 413,97	34 423,63	0,00	3 935 278,47
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	15 641,36	72 480,70	0,00	0,00	88 122,06
64118	Autres indemnités titulaires	223 583,87	861 010,60	6 335,88	0,00	1 090 930,35
64131	Rémunérations non tit.	61 262,33	269 668,12	26 748,16	0,00	357 678,61
64138	Autres indemnités non tit.	6 352,78	41 779,90	7 906,98	0,00	56 039,66
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	80 895,55	0,00	0,00	80 895,55
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	150 625,29	554 383,70	15 462,96	0,00	720 471,95
6453	Cotisations aux caisses de retraites	277 111,28	983 453,59	11 337,66	0,00	1 271 902,53
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 738,37	12 542,42	1 403,49	0,00	16 684,28
6455	Cotisations pour assurance du personnel	1 018,73	68 481,58	53 257,17	0,00	122 757,48
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	453,94	0,00	0,00	453,94
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 319,50	4 357,80	36,64	0,00	5 713,94
6472	Prestations familiales directes	0,00	885,07	0,00	0,00	885,07
6475	Médecine du travail, pharmacie	1 506,00	3 844,07	50,00	0,00	5 400,07
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	24 767,73	0,00	0,00	24 767,73
6488	Autres charges	4 499,67	12 631,46	79,90	0,00	17 211,03
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	925 000,00	0,00	0,00	925 000,00
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0,00	925 000,00	0,00	0,00	925 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	170 930,19	654 726,72	130 237,76	0,00	955 894,67
	Réalisations	170 930,19	654 726,72	130 237,76	0,00	955 894,67
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	23 983,35	56 554,86	0,00	0,00	80 538,21
6419	Remboursements rémunérations personnel	23 983,35	56 554,86	0,00	0,00	80 538,21
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	79 502,39	445 072,14	0,00	0,00	524 574,53
7022	Coupes de bois	0,00	46 751,62	0,00	0,00	46 751,62
7023	Menus produits forestiers	0,00	697,50	0,00	0,00	697,50
70323	Redev. occupat° domaine public communal	44 101,38	16 228,74	0,00	0,00	60 330,12
70688	Autres prestations de services	4 921,01	0,00	0,00	0,00	4 921,01

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0,00	375 000,00	0,00	0,00	375 000,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	5 135,00	0,00	0,00	5 135,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	30 480,00	1 259,28	0,00	0,00	31 739,28
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	37 163,00	130 237,76	0,00	167 400,76
74718	Autres participations Etat	0,00	37 163,00	109 229,84	0,00	146 392,84
7473	Participat* Départements	0,00	0,00	9 216,00	0,00	9 216,00
7477	Participat* Budget communautaire et FS	0,00	0,00	11 791,92	0,00	11 791,92
75	Autres produits de gestion courante	66 777,86	115 936,72	0,00	0,00	182 714,58
752	Revenus des immeubles	42 015,59	0,00	0,00	0,00	42 015,59
757	Redevances versées par fermiers, conces.	24 762,27	115 936,72	0,00	0,00	140 698,99
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	666,59	0,00	0,00	0,00	666,59
7788	Produits exceptionnels divers	666,59	0,00	0,00	0,00	666,59
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-2 719 283,55	-7 835 067,36	-63 498,56	0,00	-10 617 849,47

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						816 Autres réseaux et services divers
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	
	DEPENSES	27 359,00	12 860,60	0,00	1 778 632,28	769 265,78	47 000,00	255 096,08
	Réalisations	27 359,00	12 860,60	0,00	1 778 632,28	769 265,78	47 000,00	255 096,08
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	27 359,00	12 860,60	0,00	141 547,67	769 265,78	2 000,00	255 096,08
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 200,00
60612	Energie - Electricité	0,00	12 860,60	0,00	0,00	497 920,98	0,00	79 453,64
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	23 499,56	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	1 630,98	0,00	0,00	2 613,02
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	-8 693,21	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	18 921,35	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	85 627,94	271 344,80	0,00	82 593,96
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	184,90
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	6 138,00	0,00	0,00	71 343,94
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 818,88
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	8 551,68	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 348,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	2 376,97	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	1 377,40	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	117,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 431,74
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00
63512	Taxes foncières	27 359,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	1 637 084,61	0,00	45 000,00	0,00
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	8 315,92	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	4 619,62	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	8 277,16	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	2 771,86	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	867 440,87	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	15 641,36	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	223 583,87	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	61 262,33	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	0,00	6 352,78	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	150 625,29	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	277 111,28	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	2 738,37	0,00	0,00	0,00
6455		0,00	0,00	0,00	1 018,73	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 81							
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers	
6457	Cotisations pour assurance du personnel								
	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	1 319,50	0,00	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	1 506,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00	4 499,67	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	23 983,35	2 966,59	0,00	143 980,25	
Réalisations		0,00	0,00	0,00	23 983,35	2 966,59	0,00	143 980,25	
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	23 983,35	0,00	0,00	0,00	
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	23 983,35	0,00	0,00	0,00	
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	2 300,00	0,00	77 202,39	
7022	Coupes de bois	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
7023	Menus produits forestiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 101,38	
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 921,01	

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	0,00	2 300,00	0,00	28 180,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 777,86
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 015,59
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 762,27
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	666,59	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	666,59	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-27 359,00	-12 860,60	0,00	-1 754 648,93	-766 299,19	-47 000,00	-111 115,83

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES		575 546,02	555 283,63	2 141 360,96	4 288 560,80	929 042,67	190 055,64	3 680,68	0,00	0,00
Réalizations		575 546,02	555 283,63	2 141 360,96	4 288 560,80	929 042,67	190 055,64	3 680,68	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	30 718,62	196 768,76	255 103,41	791 699,99	4 082,93	31 308,07	3 680,68	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	6 033,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	3 000,00	0,00	0,00	70 092,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	3 012,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	196,93	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	14,36	55 189,10	0,00	138 174,03	0,00	8 584,88	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	879,62	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	337,21	125 663,18	0,00	61 864,19	0,00	10 629,36	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	147 542,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	198,00	5 717,08	9 918,88	52 528,25	0,00	2 492,89	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	824,68	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	15 336,00	0,00	0,00	16 971,16	-580,00	4 822,84	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	1 276,89	2 563,24	14 652,80	0,00	2 596,70	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	280 873,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	5 865,48	87 163,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	10 196,89	0,00	0,00	2 856,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	0,00	77 167,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	1 790,03	0,00	2 484,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	221,48	0,00	46,80	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	531,97	451,00	2 740,15	4 680,15	0,00	316,72	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	265,00	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	-187,00	816,00	4 466,60	43 497,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	225,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	5 888,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	72,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	221,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	500,02	0,00	23,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	400,00	0,00	0,00	46,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	685,01	4 866,78	0,00	438,26	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	3 310,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	63,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	4 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	4 466,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	0,00	0,00	180,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	544 827,40	358 514,87	1 886 257,55	3 496 860,81	-40,26	158 747,57	0,00	0,00	0,00
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	175 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	1 899,24	1 827,09	9 050,76	17 147,63	0,00	589,88	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 055,12	1 015,09	5 028,15	9 526,42	0,00	327,73	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 851,58	1 830,95	9 045,63	17 157,21	0,00	590,78	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	633,15	608,98	3 017,06	5 716,37	-40,26	196,71	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	136 536,09	202 392,42	984 820,81	1 709 664,65	0,00	34 423,63	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	6 159,13	2 062,58	16 420,68	47 838,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	34 102,13	44 147,79	342 471,40	440 289,28	0,00	6 335,88	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	55 484,57	0,00	25 072,73	189 110,82	0,00	26 748,16	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	9 497,03	0,00	7 815,80	24 467,07	0,00	7 906,98	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	80 895,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	43 672,51	30 721,32	157 442,02	322 547,85	0,00	15 462,96	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	47 066,04	64 751,51	315 543,37	556 092,67	0,00	11 337,66	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 972,68	0,00	1 335,09	8 234,65	0,00	1 403,49	0,00	0,00	0,00
6455		27 109,65	4 471,11	5 942,62	30 958,20	0,00	53 257,17	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
6457	Cotisations pour assurance du personnel									
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	0,00	453,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	262,12	306,51	1 515,37	2 273,80	0,00	36,64	0,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	885,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	578,48	36,00	953,00	2 276,59	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	24 767,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	947,88	4 343,52	783,06	6 557,00	0,00	79,90	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	925 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00	925 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	23 132,41	132 567,83	87 135,00	411 891,48	0,00	130 237,76	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	23 132,41	132 567,83	87 135,00	411 891,48	0,00	130 237,76	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	23 132,41	402,37	0,00	33 020,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	23 132,41	402,37	0,00	33 020,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	16 228,74	87 135,00	341 708,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7022	Coupes de bois	0,00	0,00	0,00	46 751,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7023	Menus produits forestiers	0,00	0,00	0,00	697,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	16 228,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0,00	0,00	85 000,00	290 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	2 135,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	1 259,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	37 163,00	0,00	130 237,76	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	37 163,00	0,00	109 229,84	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 216,00	0,00	0,00	0,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 791,92	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
75	Autres produits de gestion courante	0,00	115 936,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	115 936,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-552 413,61	-422 715,80	-2 054 225,96	-3 876 669,32	-929 042,67	-59 817,88	-3 680,68	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		82 159,06	44 793,52	0,00	0,00	53 476,82	0,00	0,00	0,00	180 429,40
Réalizations		82 159,06	44 793,52	0,00	0,00	53 476,82	0,00	0,00	0,00	180 429,40
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	2 068,64	44 793,52	0,00	0,00	9 244,82	0,00	0,00	0,00	56 106,98
60611	Eau et assainissement	0,00	20 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 550,00
60612	Energie - Electricité	0,00	23 793,52	0,00	0,00	830,04	0,00	0,00	0,00	24 623,56
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	5 820,00	0,00	0,00	0,00	5 820,00
614	Charges locatives et de copropriété	917,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	917,39
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	40,00	0,00	0,00	0,00	40,00
6161	Multirisques	51,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51,25
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 004,78	0,00	0,00	0,00	1 004,78
627	Services bancaires et assimilés	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 550,00	0,00	0,00	0,00	1 550,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	1 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	79 790,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 790,42
6216	Personnel affecté par GFP de rattachement	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
6331	Versement mobilité	227,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	227,76
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	126,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	126,48
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	227,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	227,76
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	75,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75,96
64111	Rémunération principale titulaires	25 387,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 387,62
64118	Autres indemnités titulaires	3 745,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 745,80
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 828,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 828,60

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6453	Cotisations aux caisses de retraites	8 027,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 027,47
6455	Cotisations pour assurance du personnel	2 943,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 943,01
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	30,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30,71
6475	Médecine du travail, pharmacie	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6488	Autres charges	69,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69,25
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	300,00	0,00	0,00	0,00	44 232,00	0,00	0,00	0,00	44 532,00
6518	Autres	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	44 232,00	0,00	0,00	0,00	44 232,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		41 747,12	61 268,90	0,00	0,00	4 865,16	0,00	0,00	0,00	107 881,18
Réalisations		41 747,12	61 268,90	0,00	0,00	4 865,16	0,00	0,00	0,00	107 881,18
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	41 747,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 747,12
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	41 747,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 747,12
73	Impôts et taxes	0,00	61 268,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 268,90
7336	Droits de place	0,00	61 268,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 268,90
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	4 865,16	0,00	0,00	0,00	4 865,16
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	4 865,16	0,00	0,00	0,00	4 865,16

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-40 411,94	16 475,38	0,00	0,00	-48 611,66	0,00	0,00	0,00	-72 548,22

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		10 718 527,23	5 718 659,67	0,00	0,00	0,00	16 437 186,90
Réalizations		10 718 527,23	3 226 670,61	0,00	0,00	0,00	13 945 197,84
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	2 133 433,43	0,00	0,00	0,00	0,00	2 133 433,43
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	344 356,32	0,00	0,00	0,00	0,00	344 356,32
13911	Etat et établissements nationaux	263 420,96	0,00	0,00	0,00	0,00	263 420,96
13912	Sub. transf cpte résultat. Régions	17 370,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 370,00
13913	Sub. transf cpte résultat. Départements	46 025,10	0,00	0,00	0,00	0,00	46 025,10
13918	Autres subventions d'équipement	16 190,26	0,00	0,00	0,00	0,00	16 190,26
28031	Frais d'études	1 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 350,00
041	Opérations patrimoniales	847 366,71	0,00	0,00	0,00	0,00	847 366,71
204422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	553 345,20	0,00	0,00	0,00	0,00	553 345,20
2132	Immeubles de rapport	294 021,51	0,00	0,00	0,00	0,00	294 021,51
10	Dotations, fonds divers et réserves	17 835,26	0,00	0,00	0,00	0,00	17 835,26
10223	TLE	793,46	0,00	0,00	0,00	0,00	793,46
10226	Taxe d'aménagement	17 041,80	0,00	0,00	0,00	0,00	17 041,80
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	7 375 535,51	8 410,29	0,00	0,00	0,00	7 383 945,80
1641	Emprunts en euros	7 357 773,85	0,00	0,00	0,00	0,00	7 357 773,85
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	8 410,29	0,00	0,00	0,00	8 410,29
16818	Emprunts - Autres prêteurs	17 761,66	0,00	0,00	0,00	0,00	17 761,66
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	258 012,02	0,00	0,00	0,00	258 012,02
2031	Frais d'études	0,00	50 286,66	0,00	0,00	0,00	50 286,66
2051	Concessions, droits similaires	0,00	207 725,36	0,00	0,00	0,00	207 725,36
204	Subventions d'équipement versées	0,00	2 284,50	0,00	0,00	0,00	2 284,50
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	2 284,50	0,00	0,00	0,00	2 284,50
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 560 280,14	0,00	0,00	0,00	1 560 280,14
2111	Terrains nus	0,00	286,00	0,00	0,00	0,00	286,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	4 179,66	0,00	0,00	0,00	4 179,66
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	39 413,91	0,00	0,00	0,00	39 413,91
21316	Equipements du cimetière	0,00	54 545,78	0,00	0,00	0,00	54 545,78

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
2135	Installations générales, agencements	0,00	401 095,13	0,00	0,00	0,00	401 095,13
2138	Autres constructions	0,00	142 615,77	0,00	0,00	0,00	142 615,77
21571	Matériel roulant	0,00	122 323,67	0,00	0,00	0,00	122 323,67
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	39 240,47	0,00	0,00	0,00	39 240,47
2182	Matériel de transport	0,00	338 344,44	0,00	0,00	0,00	338 344,44
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	84 564,24	0,00	0,00	0,00	84 564,24
2184	Mobilier	0,00	56 476,98	0,00	0,00	0,00	56 476,98
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	277 194,09	0,00	0,00	0,00	277 194,09
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	1 366 368,01	0,00	0,00	0,00	1 366 368,01
2313	Constructions	0,00	1 302 074,09	0,00	0,00	0,00	1 302 074,09
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	64 293,92	0,00	0,00	0,00	64 293,92
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	31 315,65	0,00	0,00	0,00	31 315,65
202004	Centre technique municipal	0,00	31 315,65	0,00	0,00	0,00	31 315,65
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	2 491 989,06	0,00	0,00	0,00	2 491 989,06
RECETTES (2)		16 034 470,82	288 749,43	0,00	0,00	0,00	16 323 220,25
Réalisations		16 034 470,82	226 029,43	0,00	0,00	0,00	16 260 500,25
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	5 976 728,03	0,00	0,00	0,00	0,00	5 976 728,03
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	41 069,38	0,00	0,00	0,00	0,00	41 069,38
2113	Terrains aménagés autres que voirie	20 459,50	0,00	0,00	0,00	0,00	20 459,50
21318	Autres bâtiments publics	120 930,62	0,00	0,00	0,00	0,00	120 930,62
2802	Frais liés à la réalisation des document	18 872,20	0,00	0,00	0,00	0,00	18 872,20
28031	Frais d'études	5 497,51	0,00	0,00	0,00	0,00	5 497,51
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	56 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 160,00
2804113	Subv. Etat : Projet infrastructure	492 866,00	0,00	0,00	0,00	0,00	492 866,00
2804122	Subv.Régions : Bâtiments, installations	24 226,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 226,00
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	176 171,00	0,00	0,00	0,00	0,00	176 171,00
28041622	CCAS : Bâtiments, installations	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
28041631	ADM : Bien mobilier, matériel	23 809,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 809,00
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	2 686,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 686,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	5 074,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 074,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	1 148,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 148,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	5 752,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 752,00
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	168,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168,00
28051	Concessions et droits similaires	250 165,96	0,00	0,00	0,00	0,00	250 165,96
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	96 232,13	0,00	0,00	0,00	0,00	96 232,13

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
28128	Autres aménagements de terrains	565 955,59	0,00	0,00	0,00	0,00	565 955,59
281316	Equipements de cimetière	13 359,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 359,00
28135	Installations générales, agencements, ..	801 567,62	0,00	0,00	0,00	0,00	801 567,62
28138	Autres constructions	20 075,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 075,00
28152	Installations de voirie	933 597,00	0,00	0,00	0,00	0,00	933 597,00
281533	Réseaux câblés	89 903,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 903,00
281534	Réseaux d'électrification	6 231,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 231,00
281538	Autres réseaux	2 593,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 593,00
281571	Matériel roulant	58 832,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 832,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	130 495,93	0,00	0,00	0,00	0,00	130 495,93
28158	Autres installat°, matériel et outillage	219 174,77	0,00	0,00	0,00	0,00	219 174,77
28181	Installations générales, aménagt divers	7 886,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 886,00
28182	Matériel de transport	316 739,34	0,00	0,00	0,00	0,00	316 739,34
28183	Matériel de bureau et informatique	373 673,71	0,00	0,00	0,00	0,00	373 673,71
28184	Mobilier	272 494,11	0,00	0,00	0,00	0,00	272 494,11
28185	Cheptel	975,00	0,00	0,00	0,00	0,00	975,00
28188	Autres immo. corporelles	660 555,66	0,00	0,00	0,00	0,00	660 555,66
4817	Pénalités de renégociation de la dette	131 333,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131 333,00
041	Opérations patrimoniales	847 366,71	0,00	0,00	0,00	0,00	847 366,71
2138	Autres constructions	847 366,71	0,00	0,00	0,00	0,00	847 366,71
10	Dotations, fonds divers et réserves	5 044 862,08	0,00	0,00	0,00	0,00	5 044 862,08
10226	Taxe d'aménagement	246 192,75	0,00	0,00	0,00	0,00	246 192,75
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	4 798 669,33	0,00	0,00	0,00	0,00	4 798 669,33
13	Subventions d'investissement	365 514,00	215 716,66	0,00	0,00	0,00	581 230,66
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	191 396,66	0,00	0,00	0,00	191 396,66
1313	Subv. transf. Départements	0,00	10 320,00	0,00	0,00	0,00	10 320,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	14 000,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
1342	Amendes de police non transférable	200 154,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 154,00
1348	Autres fonds non transférables	165 360,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 360,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 800 000,00	10 312,77	0,00	0,00	0,00	3 810 312,77
1641	Emprunts en euros	3 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 800 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	10 312,77	0,00	0,00	0,00	10 312,77
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	62 720,00	0,00	0,00	0,00	62 720,00
	SOLDE (2)	5 315 943,59	-5 429 910,24	0,00	0,00	0,00	-113 966,65

(1)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04		
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	DEPENSES (2)	3 584 905,47	0,00	0,00	15 195,11	1 649 427,91	282 892,72	186 238,46	0,00	0,00
	Réalisations	1 301 359,87	0,00	0,00	7 816,13	1 564 589,39	208 686,93	144 218,29	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13911	Etat et établissements nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13912	Sub. transf. cpte résult. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13913	Sub. transf. cpte résult. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13918	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2132	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 522,29	0,00	0,00	0,00	0,00	5 888,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 522,29	0,00	0,00	0,00	0,00	5 888,00	0,00	0,00	0,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	253 353,69	0,00	0,00	4 658,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	50 286,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	203 067,03	0,00	0,00	4 658,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	2 284,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	2 284,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 011 883,74	0,00	0,00	3 157,80	198 221,38	202 798,93	144 218,29	0,00	0,00
2111	Terrains nus	286,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 179,66	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	309,20	39 104,71	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 545,78	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	156 527,40	0,00	0,00	0,00	0,00	202 489,73	42 078,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	142 615,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	122 323,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	35 157,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 083,34	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	338 344,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	84 564,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	49 127,77	0,00	0,00	0,00	7 349,21	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	82 937,32	0,00	0,00	3 157,80	190 872,17	0,00	226,80	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	1 366 368,01	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 302 074,09	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	64 293,92	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		31 315,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale
202004	Centre technique municipal	31 315,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	2 283 545,60	0,00	0,00	7 378,98	84 838,52	74 205,79	42 020,17	0,00
	RECETTES (2)	165 365,43	0,00	0,00	0,00	18 281,00	94 783,00	10 320,00	0,00
	Réalisations	165 365,43	0,00	0,00	0,00	18 281,00	32 063,00	10 320,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2802	Frais liés à la réalisation des document	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804113	Subv. Etat : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041622	CCAS : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041631	ADM : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281316	Equipements de cimetière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28135	Installations générales, agencements, ..	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28185	Cheptel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4817	Pénalités de renégociation de la dette	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	164 516,66	0,00	0,00	0,00	14 000,00	26 880,00	10 320,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	164 516,66	0,00	0,00	0,00	0,00	26 880,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 320,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04		
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1342	Amendes de police non transférable	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1348	Autres fonds non transférables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	848,77	0,00	0,00	0,00	4 281,00	5 183,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	848,77	0,00	0,00	0,00	4 281,00	5 183,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 720,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-3 419 540,04	0,00	0,00	-15 195,11	-1 631 146,91	-188 109,72	-175 918,46	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		256 921,53	355 051,17	0,00	611 972,70
Réalizations		203 403,28	282 861,18	0,00	486 264,46
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	203 403,28	232 600,08	0,00	436 003,36
21318	Autres bâtiments publics	0,00	3 600,00	0,00	3 600,00
2135	Installations générales, agencements	1 000,31	229 000,08	0,00	230 000,39
2152	Installations de voirie	43 996,06	0,00	0,00	43 996,06
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	44 077,99	0,00	0,00	44 077,99
2182	Matériel de transport	35 733,22	0,00	0,00	35 733,22
2183	Matériel de bureau et informatique	20 418,00	0,00	0,00	20 418,00
2184	Mobilier	399,98	0,00	0,00	399,98
2188	Autres immobilisations corporelles	57 777,72	0,00	0,00	57 777,72
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	50 261,10	0,00	50 261,10
45412199	Arrêtés de péril imminent 2021	0,00	50 261,10	0,00	50 261,10
Restes à réaliser au 31/12		53 518,25	72 189,99	0,00	125 708,24
RECETTES (2)		107 460,00	50 261,10	0,00	157 721,10
Réalizations		107 460,00	50 261,10	0,00	157 721,10
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	107 460,00	0,00	0,00	107 460,00
1313	Subv. transf. Départements	107 460,00	0,00	0,00	107 460,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	50 261,10	0,00	50 261,10
45422199	Arrêtés de péril imminent 2021	0,00	50 261,10	0,00	50 261,10
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-149 461,53	-304 790,07	0,00	-454 251,60

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		113 996,76	0,00	95 928,71	46 996,06	0,00
Réalizations		65 398,21	0,00	94 009,01	43 996,06	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	65 398,21	0,00	94 009,01	43 996,06	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	902,22	0,00	98,09	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	43 996,06	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	44 077,99	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	35 733,22	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	20 418,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	399,98	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	57 777,72	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45412199	Arrêtés de péril imminent 2021	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		48 598,55	0,00	1 919,70	3 000,00	0,00
RECETTES (2)		82 210,00	0,00	25 250,00	0,00	0,00
Réalisations		82 210,00	0,00	25 250,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	82 210,00	0,00	25 250,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	82 210,00	0,00	25 250,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45422199	Arrêtés de péril imminent 2021	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-31 786,76	0,00	-70 678,71	-46 996,06	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	1 324 239,88	0,00	0,00	0,00	162 508,35	0,00	1 486 748,23
Réalizations		0,00	409 068,63	0,00	0,00	0,00	45 492,20	0,00	454 560,83
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 819,58	0,00	1 819,58
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 819,58	0,00	1 819,58
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	396 016,82	0,00	0,00	0,00	43 672,62	0,00	439 689,44
2128	Autres agencements et aménagement	0,00	38 950,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 950,68
2135	Installations générales, agencements	0,00	296 876,24	0,00	0,00	0,00	17 235,59	0,00	314 111,83
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	22 888,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 888,18
2184	Mobilier	0,00	24 717,18	0,00	0,00	0,00	2 448,10	0,00	27 165,28
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	12 584,54	0,00	0,00	0,00	23 988,93	0,00	36 573,47
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	476,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	476,21
2313	Constructions	0,00	476,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	476,21

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	12 575,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 575,60
202003	NPRU Argentine et St Lucien	0,00	12 575,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 575,60
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	915 171,25	0,00	0,00	0,00	117 016,15	0,00	1 032 187,40
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-1 324 239,88	0,00	0,00	0,00	-162 508,35	0,00	-1 486 748,23

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		594 538,68	703 642,18	26 059,02	162 508,35	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		197 665,50	193 040,17	18 362,96	45 492,20	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	1 819,58	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	1 819,58	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	197 189,29	193 040,17	5 787,36	43 672,62	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	35 652,37	0,00	3 298,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	135 672,84	158 714,35	2 489,05	17 235,59	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	4 231,95	18 656,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	14 491,01	10 226,17	0,00	2 448,10	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	7 141,12	5 443,42	0,00	23 988,93	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	476,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	476,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	12 575,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202003	NPRU Argentine et St Lucien	0,00	0,00	12 575,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		396 873,18	510 602,01	7 696,06	117 016,15	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-594 538,68	-703 642,18	-26 059,02	-162 508,35	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		26 994,72	939 484,49	181 842,45	32 034,01	0,00	1 180 355,67
Réalizations		26 994,72	929 506,23	132 080,58	30 103,23	0,00	1 118 684,76
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	399,20	864,00	0,00	0,00	1 263,20
2031	Frais d'études	0,00	0,00	864,00	0,00	0,00	864,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	399,20	0,00	0,00	0,00	399,20
204	Subventions d'équipement versées	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
2041631	ADM : Bien mobilier, matériel	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
21	Immobilisations corporelles	26 994,72	16 570,74	106 484,58	30 103,23	0,00	180 153,27
2135	Installations générales, agencements	6 629,96	5 244,65	95 180,72	17 206,91	0,00	124 262,24
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	8 404,00	0,00	0,00	8 404,00
2168	Autres collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	20 364,76	0,00	0,00	0,00	0,00	20 364,76
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	1 097,60	0,00	0,00	0,00	1 097,60
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	10 228,49	2 899,86	12 896,32	0,00	26 024,67
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	53 632,22	0,00	0,00	0,00	53 632,22
2313	Constructions	0,00	53 632,22	0,00	0,00	0,00	53 632,22
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	508 904,07	24 732,00	0,00	0,00	533 636,07
202002	Rehabilitation Quadrilatere tranche 2	0,00	508 904,07	0,00	0,00	0,00	508 904,07

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
202003	NPRU Argentine et St Lucien	0,00	0,00	24 732,00	0,00	0,00	24 732,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	9 978,26	49 761,87	1 930,78	0,00	61 670,91
RECETTES (2)		0,00	743 064,88	61 758,72	0,00	0,00	804 823,60
Réalisations		0,00	743 064,88	61 758,72	0,00	0,00	804 823,60
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	743 064,88	61 758,72	0,00	0,00	804 823,60
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	173 064,88	11 777,72	0,00	0,00	184 842,60
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	33 330,00	0,00	0,00	33 330,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	16 651,00	0,00	0,00	16 651,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	570 000,00	0,00	0,00	0,00	570 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-26 994,72	-196 419,61	-120 083,73	-32 034,01	0,00	-375 532,07

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	588 416,49	0,00	351 068,00	0,00	0,00	73 754,20	108 088,25
Réalisations		0,00	579 506,23	0,00	350 000,00	0,00	0,00	65 408,72	66 671,86
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	399,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	864,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	864,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	399,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041631	ADM : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	16 570,74	0,00	0,00	0,00	0,00	65 408,72	41 075,86
2135	Installations générales, agencements	0,00	5 244,65	0,00	0,00	0,00	0,00	65 408,72	29 772,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 404,00
2168	Autres collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	1 097,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	10 228,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 899,86
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	53 632,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	53 632,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	508 904,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 732,00
202002	Rehabilitation Quadrilatere tranche 2	0,00	508 904,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202003	NPRU Argentine et St Lucien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 732,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	8 910,26	0,00	1 068,00	0,00	0,00	8 345,48	41 416,39
RECETTES (2)		0,00	743 064,88	0,00	0,00	0,00	0,00	45 107,72	16 651,00
Réalisations		0,00	743 064,88	0,00	0,00	0,00	0,00	45 107,72	16 651,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	743 064,88	0,00	0,00	0,00	0,00	45 107,72	16 651,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	173 064,88	0,00	0,00	0,00	0,00	11 777,72	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 330,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 651,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	570 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	154 648,39	0,00	-351 068,00	0,00	0,00	-28 646,48	-91 437,25

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		7 749,92	1 761 125,33	1 089 041,23	0,00	2 857 916,48
Réalizations		7 749,92	1 178 861,49	543 071,48	0,00	1 729 682,89
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	2 412,00	0,00	0,00	2 412,00
2031	Frais d'études	0,00	2 412,00	0,00	0,00	2 412,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
21	Immobilisations corporelles	7 749,92	992 446,69	186 914,04	0,00	1 187 110,65
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	99 173,64	57 800,28	0,00	156 973,92
2135	Installations générales, agencements	0,00	341 071,48	37 263,71	0,00	378 335,19
2138	Autres constructions	0,00	12 810,28	0,00	0,00	12 810,28
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	334 868,10	0,00	0,00	334 868,10
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	1 798,42	2 066,70	0,00	0,00	3 865,12
2182	Matériel de transport	0,00	52 510,50	0,00	0,00	52 510,50
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	4 044,50	62 701,57	0,00	66 746,07
2188	Autres immobilisations corporelles	5 951,50	145 901,49	29 148,48	0,00	181 001,47
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	356 157,44	0,00	356 157,44
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	341 085,44	0,00	341 085,44
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	15 072,00	0,00	15 072,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
Opérations d'équipement		0,00	178 002,80	0,00	0,00	178 002,80
202001	Rehabilitation Piscine Bellier	0,00	171 354,00	0,00	0,00	171 354,00
202003	NPRU Argentine et St Lucien	0,00	6 648,80	0,00	0,00	6 648,80
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	582 263,84	545 969,75	0,00	1 128 233,59
RECETTES (2)		0,00	216 412,49	211 219,30	0,00	427 631,79
Réalizations		0,00	216 412,49	134 219,30	0,00	350 631,79
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	216 412,49	123 596,30	0,00	340 008,79
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	186 392,49	83 925,30	0,00	270 317,79
1313	Subv. transf. Départements	0,00	30 020,00	24 000,00	0,00	54 020,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	15 671,00	0,00	15 671,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	10 623,00	0,00	10 623,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	0,00	0,00	10 623,00	0,00	10 623,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	77 000,00	0,00	77 000,00
SOLDE (2)		-7 749,92	-1 544 712,84	-877 821,93	0,00	-2 430 284,69

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		421 686,62	488 400,27	171 474,59	679 563,85	0,00	928 878,25	160 162,98	0,00
Réalizations		221 008,81	238 781,62	171 452,09	547 618,97	0,00	401 912,35	141 159,13	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	2 412,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	2 412,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	214 360,01	230 369,62	98,09	547 618,97	0,00	47 466,91	139 447,13	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	38 622,15	0,00	60 551,49	0,00	0,00	57 800,28	0,00
2135	Installations générales, agencements	196 425,57	142 951,40	98,09	1 596,42	0,00	27 349,31	9 914,40	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	12 810,28	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	334 868,10	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	2 066,70	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	52 510,50	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	3 683,66	360,84	0,00	0,00	0,00	14 735,43	47 966,14	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	14 250,78	48 435,23	0,00	83 215,48	0,00	5 382,17	23 766,31	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	354 445,44	1 712,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	339 373,44	1 712,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 072,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	6 648,80	0,00	171 354,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202001	Rehabilitation Piscine Bellier	0,00	0,00	171 354,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202003	NPRU Argentine et St Lucien	6 648,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	200 677,81	249 618,65	22,50	131 944,88	0,00	526 965,90	19 003,85	0,00
	RECETTES (2)	0,00	216 412,49	0,00	0,00	0,00	211 219,30	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	216 412,49	0,00	0,00	0,00	134 219,30	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	216 412,49	0,00	0,00	0,00	123 596,30	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	186 392,49	0,00	0,00	0,00	83 925,30	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	30 020,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 671,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 623,00	0,00	0,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 623,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 000,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-421 686,62	-271 987,78	-171 474,59	-679 563,85	0,00	-717 658,95	-160 162,98	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		17 411,10	99 763,33	0,00	117 174,43
Réalizations		12 324,60	91 870,75	0,00	104 195,35
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	834,96	0,00	0,00	834,96
165	Dépôts et cautionnements reçus	834,96	0,00	0,00	834,96
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	11 489,64	1 338,96	0,00	12 828,60
2135	Installations générales, agencements	11 381,31	1 338,96	0,00	12 720,27
2188	Autres immobilisations corporelles	108,33	0,00	0,00	108,33
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	90 531,79	0,00	90 531,79
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	90 531,79	0,00	90 531,79
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		5 086,50	7 892,58	0,00	12 979,08
RECETTES (2)		0,00	1 007 200,00	0,00	1 007 200,00
Réalizations		0,00	307 200,00	0,00	307 200,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	307 200,00	0,00	307 200,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	307 200,00	0,00	307 200,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	700 000,00	0,00	700 000,00
SOLDE (2)		-17 411,10	907 436,67	0,00	890 025,57

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	6 535,54	10 875,56	0,00	0,00	0,00	99 763,33	0,00
Réalizations		0,00	3 717,11	8 607,49	0,00	0,00	0,00	91 870,75	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	834,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	834,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	2 882,15	8 607,49	0,00	0,00	0,00	1 338,96	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	2 773,82	8 607,49	0,00	0,00	0,00	1 338,96	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	108,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 531,79	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 531,79	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	2 818,43	2 268,07	0,00	0,00	0,00	7 892,58	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 007 200,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	307 200,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	307 200,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	307 200,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-6 535,54	-10 875,56	0,00	0,00	0,00	907 436,67	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	28 064,89	0,00	28 064,89
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	26 191,39	0,00	26 191,39
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	26 191,39	0,00	26 191,39
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	22 537,89	0,00	22 537,89
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	3 653,50	0,00	3 653,50
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	1 873,50	0,00	1 873,50
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	146 074,41	0,00	146 074,41
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	146 074,41	0,00	146 074,41
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	146 074,41	0,00	146 074,41
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	48 228,41	0,00	48 228,41
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	97 846,00	0,00	97 846,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	118 009,52	0,00	118 009,52

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		219 837,52	0,00	0,00	0,00	0,00	219 837,52
Réalizations		109 849,31	0,00	0,00	0,00	0,00	109 849,31
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	109 849,31	0,00	0,00	0,00	0,00	109 849,31
2128	Autres agencements et aménagements	11 173,67	0,00	0,00	0,00	0,00	11 173,67
2135	Installations générales, agencements	98 675,64	0,00	0,00	0,00	0,00	98 675,64
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		109 988,21	0,00	0,00	0,00	0,00	109 988,21
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-219 837,52	0,00	0,00	0,00	0,00	-219 837,52

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		1 145 681,86	9 202 798,05	33 216,70	0,00	10 381 696,61
Réalizations		506 760,70	7 080 661,69	7 210,69	0,00	7 594 633,08
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	254 639,27	0,00	0,00	254 639,27
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	254 639,27	0,00	0,00	254 639,27
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	45 871,22	0,00	0,00	45 871,22
202	Frais réalisat° documents urbanisme	0,00	241,22	0,00	0,00	241,22
2031	Frais d'études	0,00	45 630,00	0,00	0,00	45 630,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	800,00	0,00	0,00	800,00
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	800,00	0,00	0,00	800,00
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	455 631,47	2 962 587,73	7 210,69	0,00	3 425 429,89
2111	Terrains nus	0,00	1 657 167,77	0,00	0,00	1 657 167,77
2112	Terrains de voirie	0,00	256 175,36	0,00	0,00	256 175,36
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	70 160,29	0,00	0,00	70 160,29
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	145 325,07	0,00	0,00	145 325,07
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	40 232,50	721 958,30	0,00	0,00	762 190,80
21533	Réseaux câblés	200 345,41	0,00	0,00	0,00	200 345,41
21534	Réseaux d'électrification	18 191,87	0,00	0,00	0,00	18 191,87
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	137 936,45	0,00	0,00	0,00	137 936,45
21578	Autre matériel et outillage de voirie	58 205,24	88 867,20	0,00	0,00	147 072,44
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	22 933,74	7 061,71	0,00	29 995,45
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	720,00	0,00	148,98	0,00	868,98

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	51 129,23	3 550 629,83	0,00	0,00	3 601 759,06
2315	Installat°, matériel et outillage techni	51 129,23	3 550 629,83	0,00	0,00	3 601 759,06
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	266 133,64	0,00	0,00	266 133,64
202003	NPRU Argentine et St Lucien	0,00	266 133,64	0,00	0,00	266 133,64
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		638 921,16	2 122 136,36	26 006,01	0,00	2 787 063,53
RECETTES (2)		98 420,75	1 281 438,93	0,00	0,00	1 379 859,68
Réalizations		98 420,75	1 108 032,93	0,00	0,00	1 206 453,68
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	254 639,27	0,00	0,00	254 639,27
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	254 639,27	0,00	0,00	254 639,27
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	98 420,75	153 393,66	0,00	0,00	251 814,41
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	98 420,75	0,00	0,00	0,00	98 420,75
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	28 604,00	0,00	0,00	28 604,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	124 789,66	0,00	0,00	124 789,66
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	700 000,00	0,00	0,00	700 000,00
276341	Créance Communes du GFP	0,00	700 000,00	0,00	0,00	700 000,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	173 406,00	0,00	0,00	173 406,00
SOLDE (2)		-1 047 261,11	-7 921 359,12	-33 216,70	0,00	-9 001 836,93

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	128 550,88	0,00	398 321,32	43 890,00	0,00	574 919,66

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	194 506,14	40 232,50	0,00	272 022,06
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisat° documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	194 506,14	40 232,50	0,00	220 892,83
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	40 232,50	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 345,41
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 191,87
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	137 936,45	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	55 849,69	0,00	0,00	2 355,55
2158		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	Autres inst.,matériel,outil. techniques							
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	720,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 129,23
2315	Installat*, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 129,23
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202003	NPRU Argentine et St Lucien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	128 550,88	0,00	203 815,18	3 657,50	0,00	302 897,60
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 420,75
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 420,75
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 420,75
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 420,75
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276341	Créance Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-128 550,88	0,00	-398 321,32	-43 890,00	0,00	-476 498,91

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		1 323,74	961 557,41	4 648 428,46	862 491,04	2 728 997,40	16 860,15	16 356,55	0,00	0,00
Réalizations		241,22	547 748,91	3 602 148,02	391 026,82	2 539 496,72	4 465,09	2 745,60	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	254 639,27	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	254 639,27	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	241,22	4 560,00	34 290,00	0,00	6 780,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisat° documents urbanisme	241,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	4 560,00	34 290,00	0,00	6 780,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	464 069,86	263 708,16	391 026,82	1 843 782,89	4 465,09	2 745,60	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	1 872,00	1 655 295,77	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	256 175,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	70 160,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	18 442,99	0,00	126 882,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	438 143,18	0,00	95 328,00	188 487,12	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	7 052,80	81 814,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	7 483,69	480,00	14 970,05	0,00	4 316,11	2 745,60	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	148,98	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	79 119,05	3 302 994,21	0,00	168 516,57	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	79 119,05	3 302 994,21	0,00	168 516,57	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	1 155,65	0,00	264 977,99	0,00	0,00	0,00	0,00
202003	NPRU Argentine et St Lucien	0,00	0,00	1 155,65	0,00	264 977,99	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		1 082,52	413 808,50	1 046 280,44	471 464,22	189 500,68	12 395,06	13 610,95	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	109 723,20	0,00	1 171 715,73	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	26 317,20	0,00	1 081 715,73	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	254 639,27	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	254 639,27	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	26 317,20	0,00	127 076,46	0,00	0,00	0,00	0,00
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	28 604,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	26 317,20	0,00	98 472,46	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276341	Créance Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	83 406,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-1 323,74	-961 557,41	-4 538 705,26	-862 491,04	-1 557 281,67	-16 860,15	-16 356,55	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	66 527,92	0,00	0,00	0,00	66 527,92
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	20 032,17	0,00	0,00	0,00	20 032,17
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	10 701,05	0,00	0,00	0,00	10 701,05
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	10 701,05	0,00	0,00	0,00	10 701,05
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	9 331,12	0,00	0,00	0,00	9 331,12
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	6 960,78	0,00	0,00	0,00	6 960,78
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	2 370,34	0,00	0,00	0,00	2 370,34
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	Participat° et créances rattachées									
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	46 495,75	0,00	0,00	0,00	46 495,75
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	-66 527,92	0,00	0,00	0,00	-66 527,92

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A2.1

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					101 412 843,68									
1641 Emprunts en euros (total)					97 612 843,68									
1201	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	15/03/2012	15/03/2012	16/04/2012	19 603 076,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,604	EUR	M	P	O	A-1
1202	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30/03/2012	30/03/2012	01/05/2013	1 799 874,00	V	Livret A + 0.6	2,850	2,850	EUR	A	P	O	A-1
1205	CAISSE D'EPARGNE	25/04/2012	25/04/2012	25/07/2012	1 000 000,00	F	Taux fixe à 4.14 %	4,140	4,205	EUR	T	P	O	A-1
1207	CREDIT AGRICOLE	20/08/2012	20/08/2012	15/11/2012	2 000 000,00	V	LEP + 2.23	4,980	5,074	EUR	T	C	O	A-1
1301	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	08/02/2013	08/02/2013	01/07/2013	2 500 000,00	V	Euribor 3M + 2.406	2,638	2,704	EUR	T	C	O	A-1
1302	SFIL CAFFIL	26/04/2013	26/04/2013	01/08/2013	4 500 000,00	F	Taux fixe à 3.38 %	3,380	3,423	EUR	T	P	O	A-1
1303	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/07/2013	09/03/2018	11/06/2018	2 371 500,00	F	Taux fixe à 1.41 %	1,410	1,438	EUR	T	C	O	A-1
1305	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	08/10/2013	31/10/2013	01/02/2014	3 610 383,00	V	Livret A + 0.6	1,850	1,863	EUR	T	P	O	A-1
1401	BANQUE POSTALE	03/03/2014	07/03/2014	01/07/2014	4 000 000,00	V	Euribor 3M + 1.49	1,793	1,832	EUR	T	P	O	A-1
1402	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22/05/2014	22/05/2014	01/10/2014	824 080,11	V	Livret A + 0.6	1,850	1,863	EUR	T	P	O	A-1
1403	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	08/10/2014	17/11/2014	01/02/2015	1 674 644,00	V	Livret A + 0.6	1,600	1,600	EUR	T	P	O	A-1
1501	SOCIETE GENERALE	16/03/2015	24/07/2015	24/10/2015	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 1) + Cap 3.5 sur Euribor 3M	0,981	0,999	EUR	T	P	O	A-1
1502 consolidation	CREDIT AGRICOLE	31/03/2016	31/03/2016	25/06/2016	2 500 000,00	F	Taux fixe à 1.42 %	1,420	1,428	EUR	T	P	O	A-1
1601	CREDIT AGRICOLE	22/07/2016	25/08/2016	25/11/2016	2 500 000,00	V	Euribor 3M + 0.6	0,302	0,307	EUR	T	P	O	A-1
1603	CAISSE D'EPARGNE	22/12/2016	25/04/2017	25/07/2017	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	1,236	EUR	T	P	O	A-1
1701	ARKEA	24/07/2017	29/12/2017	29/03/2018	2 000 000,00	V	(EONIA(Postfixé) + 0.37)-Floor 0 sur EONIA(Postfixé)	0,370	0,376	EUR	T	P	O	A-1
1802	BANQUE POSTALE	07/12/2018	11/12/2018	01/04/2019	5 000 000,00	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	1,256	EUR	T	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1901-Consolidation	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	13/12/2018	28/06/2019	30/06/2020	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1.41 %	1,410	1,438	EUR	A	C	O	A-1
1904	BANQUE POSTALE	19/11/2019	18/12/2020	01/04/2021	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.52 %	0,520	0,521	EUR	T	P	O	A-1
1905	BANQUE POSTALE	19/11/2019	24/12/2020	01/04/2021	3 700 000,00	F	Taux fixe à 0.52 %	0,520	0,521	EUR	T	P	O	A-1
709- refi	DEXIA CL	01/06/2010	01/06/2010	01/06/2011	6 142 973,57	C	Taux fixe annuable à 3.19 % (date d'exercice 01/06/2013)	3,190	3,236	EUR	A	P	O	A-1
711	DEXIA CL	06/06/2006	06/06/2006	01/06/2007	2 000 000,00	F	Taux fixe à 4.05 %	4,050	4,050	EUR	A	C	O	A-1
712	DEXIA CL	27/04/2006	29/09/2006	29/09/2007	3 000 000,00	F	Taux fixe à 3.93 %	3,930	3,930	EUR	A	C	O	A-1
716	DEXIA CL	21/03/2007	21/03/2007	01/09/2008	5 000 000,00	V	(EONIA(Postfixé))-Floor -0.02 sur EONIA(Postfixé) + 0.02	3,890	0,000	EUR	A	P	O	A-1
901	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	27/01/2010	01/03/2010	01/03/2011	886 313,00	V	Livret A + 0.25	1,500	1,500	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					3 800 000,00									
2001	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	25/11/2020	30/10/2021	30/01/2022	3 800 000,00	F	Taux fixe à 0.45 %	0,450	0,451	EUR	T	P	O	A-1
2001 - Tirage MMEUR03M	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	25/11/2020	25/11/2020	30/10/2021	0,00	V	(Moyenne Euribor 3M + 0.32)-Floor 0 sur Moyenne Euribor 3M	0,320	0,325	EUR	X	X	O	A-1
713-Eonia	SOCIETE GENERALE	09/06/2006	09/06/2006	09/06/2021	0,00	V	(EONIA(Postfixé) + 0.04)-Floor -0.04 sur EONIA(Postfixé)	2,820	2,899	EUR	A	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					197 091,76									
1681 Autres emprunts (total)					197 091,76									
001102	Caisse Allocations Familiales	11/09/2009	01/01/2011	01/01/2012	27 450,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1304	Caisse Allocations Familiales	10/07/2012	10/07/2012	01/01/2014	38 628,67	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1605	Caisse Allocations Familiales	22/09/2014	22/09/2014	01/01/2017	6 003,79	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1902	Caisse Allocations Familiales	01/01/2019	01/01/2019	01/01/2020	5 871,30	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
1903	Caisse Allocations Familiales	01/01/2019	01/01/2019	01/01/2020	62 646,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
201907	Caisse Allocations Familiales	22/06/2017	22/06/2017	01/01/2021	56 492,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					101 609 935,44									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		51 196 855,68					7 357 773,85	924 596,21	0,00	120 513,66
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		47 396 855,68					7 357 773,85	924 596,21	0,00	117 631,99
1201	N	0,00	A-1	8 438 731,97	5,21	F	Taux fixe à 4.51 %	4,560	1 388 849,29	420 521,39	0,00	16 353,34
1202	N	0,00	A-1	732 621,47	5,33	V	Livret A + 0.6	1,097	125 133,20	9 435,30	0,00	5 387,28
1205	N	0,00	A-1	60 377,92	0,32	F	Taux fixe à 4.14 %	4,143	117 088,65	5 544,91	0,00	451,32
1207	N	0,00	A-1	150 000,00	0,62	V	LEP + 2.23	3,203	200 000,00	8 776,90	0,00	634,89
1301	N	0,00	A-1	375 000,00	1,25	V	Euribor 3M + 2.406	1,888	250 000,00	10 131,08	0,00	1 767,86
1302	N	0,00	A-1	775 221,92	1,33	F	Taux fixe à 3.38 %	3,373	495 492,89	36 713,83	0,00	4 294,30
1303	N	0,00	A-1	1 482 187,50	6,19	F	Taux fixe à 1.41 %	1,426	237 150,00	23 304,52	0,00	1 289,37
1305	N	0,00	A-1	1 776 694,66	6,83	V	Livret A + 0.6	1,093	242 888,05	21 128,83	0,00	3 189,85
1401	N	0,00	A-1	1 193 289,61	2,25	V	Euribor 3M + 1.49	0,959	437 326,80	14 325,80	0,00	2 856,50
1402	N	0,00	A-1	294 673,81	3,50	V	Livret A + 0.6	1,093	76 559,28	3 753,04	0,00	798,06
1403	N	0,00	A-1	636 930,22	3,83	V	Livret A + 0.6	1,093	154 925,00	8 039,72	0,00	1 143,54
1501	N	0,00	A-1	2 545 269,93	5,56	V	(Euribor 3M + 1)-Floor -1 sur Euribor 3M	1,011	413 612,14	28 432,27	0,00	4 808,03
1502 consolidation	N	0,00	A-1	1 603 918,93	9,23	F	Taux fixe à 1.42 %	1,417	161 132,64	24 208,24	0,00	316,33
1601	N	0,00	A-1	1 638 197,32	9,65	V	Euribor 3M + 0.6	0,308	165 247,07	5 384,85	0,00	499,65
1603	N	0,00	A-1	2 157 281,93	10,32	F	Taux fixe à 1.23 %	1,227	191 315,92	28 007,56	0,00	4 790,96
1701	N	0,00	A-1	1 479 789,02	10,99	V	(Euribor 3M + 0.45)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,455	130 931,42	7 124,50	0,00	36,99
1802	N	0,00	A-1	4 083 333,37	12,00	F	Taux fixe à 1.25 %	1,247	333 333,32	53 645,83	0,00	12 618,64

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
1901-Consolidation	N	0,00	A-1	2 600 000,00	12,50	F	Taux fixe à 1.41 %	1,426	200 000,00	38 594,83	0,00	101,83
1904	N	0,00	A-1	9 482 529,03	13,00	F	Taux fixe à 0.52 %	0,534	517 470,97	41 919,81	0,00	12 190,32
1905	N	0,00	A-1	3 508 535,75	13,00	F	Taux fixe à 0.52 %	0,519	191 464,25	14 555,42	0,00	4 510,42
709- refi	N	0,00	A-1	1 690 013,83	2,42	F	Taux fixe à 3.19 %	3,225	510 558,94	71 173,25	0,00	31 897,60
711	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 4.05 %	4,068	133 333,38	5 400,00	0,00	0,00
712	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 2.93 %	2,926	200 000,00	5 860,00	0,00	0,00
716	N	0,00	A-1	438 160,43	0,67	F	Taux fixe à 4.22 %	4,211	420 418,77	36 232,04	0,00	6 112,10
901	N	0,00	A-1	254 097,06	3,17	V	Livret A + 0.25	0,749	63 541,87	2 382,29	0,00	1 582,81
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		3 800 000,00					0,00	0,00	0,00	2 881,67
2001	N	0,00	A-1	3 800 000,00	14,83	F	Taux fixe à 0.45 %	0,445	0,00	0,00	0,00	2 881,67
2001 - Tirage MMEUR03M	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	(Moyenne Euribor 3M + 0.32)-Floor 0 sur Moyenne Euribor 3M	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
713-Eonia	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	(EONIA(Postfixé) + 0.04)-Floor -0.04 sur EONIA(Postfixé)	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		114 470,90					17 761,66	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		114 470,90					17 761,66	0,00	0,00	0,00
001102	N	0,00	A-1	9 150,00	4,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 830,00	0,00	0,00	0,00
1304	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 239,87	0,00	0,00	0,00
1605	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 022,99	0,00	0,00	0,00
1902	N	0,00	A-1	4 361,30	5,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	755,00	0,00	0,00	0,00
1903	N	0,00	A-1	50 116,80	7,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	6 264,60	0,00	0,00	0,00
201907	N	0,00	A-1	50 842,80	8,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 649,20	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		51 311 326,58					7 375 535,51	924 596,21	0,00	120 513,66

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	34	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	51 311 326,58	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500,00 €			14/12/2020
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Documents d'urbanisme	5	14/12/2020
L	Frais d'étude	5	14/12/2020
L	Logiciels, licences	2	14/12/2020
L	Subventions d'équipements < 7500€	1	14/12/2020
L	Subv équipement pour financt biens mobiliers	5	14/12/2020
L	Subv équipement pour financt biens immobiliers ou installations	15	14/12/2020
L	Subv équipement pour financt projets infrastructure interet national	30	14/12/2020
L	Voitures	8	14/12/2020
L	Camions et véhicules industriels	8	14/12/2020
L	Mobilier	10	14/12/2020
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	5	14/12/2020
L	Matériel informatique	3	14/12/2020
L	Matériel de spectacles (barnum, podiums..)	10	14/12/2020
L	Matériels d'entretien	2	14/12/2020
L	Coffre-fort	20	14/12/2020
L	Installations et appareils de chauffage	10	14/12/2020
L	Appareils de levage - ascenseurs	20	14/12/2020
L	Appareils de laboratoire, outillages	5	14/12/2020
L	Equipements de garage et ateliers	10	14/12/2020
L	Equipements des cuisines	10	14/12/2020
L	Equipements sportifs	10	14/12/2020
L	Installations et réseaux de voirie	20	14/12/2020
L	Signalétique	10	14/12/2020
L	Plantations d'arbres et autres agencements de terrains	15	14/12/2020
L	Batiments légers, abris	15	14/12/2020
L	Agencements et aménagts de bâtiments, Install. électriques et téléphoniques	15	14/12/2020
L	Instruments de musique	10	14/12/2020
L	Cheptel	5	14/12/2020
L	Matériels autres	6	14/12/2020

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	165 100,00		0,00	165 100,00	0,00	165 100,00
Recours FIVA (Fds d Intervention des Victimes Amiante)	165 100,00	23/09/2021	0,00	165 100,00	0,00	165 100,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		511 812,14	511 812,14	93 726,11	418 086,03
Provision 2016 pour Impayés	0,00	30/06/2016	475 970,14	475 970,14	57 884,11	418 086,03
Creance SCI Cugnot (en liquidation) trvx effectués d office TR2023/17	0,00	06/07/2017	35 842,00	35 842,00	35 842,00	0,00
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	165 100,00		511 812,14	676 912,14	93 726,11	583 186,03

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		9 017 040,00	7 736 377,09
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		8 400 990,00	7 375 535,51
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	8 377 990,00	7 357 773,85
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	23 000,00	17 761,66
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		616 050,00	360 841,58
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
10223	TLE	800,00	793,46
10226	Taxe d'aménagement	17 050,00	17 041,80
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	<i>343 200,00</i>	<i>343 006,32</i>
020	Dépenses imprévues	255 000,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	7 736 377,09	7 798 189,27	2 133 433,43	17 667 999,79

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		23 527 023,76	III 6 740 461,28
Ressources propres externes de l'année (a)		5 550 000,00	946 192,75
10222	FCTVA	4 550 000,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	300 000,00	246 192,75
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
276341	Créance Communes du GFP	700 000,00	700 000,00
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		17 977 023,76	5 794 268,53
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
2802	Frais liés à la réalisation des document	21 000,00	18 872,20
28031	Frais d'études	100 000,00	5 497,51
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	56 200,00	56 160,00
2804113	Subv. Etat : Projet infrastructure	520 000,00	492 866,00
2804122	Subv.Régions : Bâtiments, installations	25 000,00	24 226,00
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	175 000,00	176 171,00
28041622	CCAS : Bâtiments, installations	30 000,00	30 000,00
28041631	ADM : Bien mobilier, matériel	25 000,00	23 809,00
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	2 800,00	2 686,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	17 000,00	5 074,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	10 000,00	1 148,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	6 000,00	5 752,00
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	500,00	168,00
28051	Concessions et droits similaires	250 000,00	250 165,96
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	110 000,00	96 232,13
28128	Autres aménagements de terrains	550 000,00	565 955,59
281316	Equipements de cimetière	5 000,00	13 359,00
28135	Installations générales, agencements, ..	790 000,00	801 567,62
28138	Autres constructions	2 500,00	20 075,00
28152	Installations de voirie	920 000,00	933 597,00
281533	Réseaux câblés	80 000,00	89 903,00
281534	Réseaux d'électrification	3 000,00	6 231,00
281538	Autres réseaux	3 000,00	2 593,00
281571	Matériel roulant	70 000,00	58 832,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	120 000,00	130 495,93
28158	Autres installat°, matériel et outillage	200 500,00	219 174,77
28181	Installations générales, aménagt divers	10 000,00	7 886,00
28182	Matériel de transport	300 000,00	316 739,34
28183	Matériel de bureau et informatique	400 000,00	373 673,71
28184	Mobilier	300 000,00	272 494,11
28185	Cheptel	500,00	975,00
28188	Autres immo. corporelles	615 666,00	660 555,66
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l’objet d’un budget distinct du budget général)

01 - Crematorium (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	89 617,92
757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES	89 617,92
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		89 617,92
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		89 617,92

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l’objet d’un budget distinct du budget général)

02 - Fouilles archeologiques (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	0,00
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	0,00
6135	LOCATIONS MOBILIERES	0,00
617	ETUDES ET RECHERCHES	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
70688	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

04 - Baux commerciaux (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	16 854,74
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	840,30
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	6 900,01
60631	FOURNITURES D ENTRETIEN	1 484,71
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	114,04
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	0,00
6135	LOCATIONS MOBILIERES	0,00
615221	BATIMENTS PUBLICS	3 989,87
6156	MAINTENANCE	3 525,81
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		16 854,74
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		16 854,74

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	12 644,43
70878	PAR D AUTRES REDEVABLES	12 644,43
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	74 315,90
752	REVENUS DES IMMEUBLES	18 485,88
752	REVENUS DES IMMEUBLES	50 964,86
752	REVENUS DES IMMEUBLES	4 865,16
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		86 960,33
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		86 960,33

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l’objet d’un budget distinct du budget général)

05 - DSP (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	8 251,93
673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	8 251,93
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		8 251,93
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		8 251,93

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	16 228,74
70323	REDEVANCE D OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL	16 228,74
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	139 132,59
757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES	19 756,53
757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES	115 936,72
757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES	3 439,34
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		155 361,33
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		155 361,33

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

01 - Crematorium(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D’INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l’objet d’un budget distinct du budget général)

02 - Fouilles archeologiques(1)

A7.2.2 – SECTION D’INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D’INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D’INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l’objet d’un budget distinct du budget général)

05 - DSP⁽¹⁾

A7.2.2 – SECTION D’INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D’INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A8

A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				1 970 008,33	1 182 005,01	131 333,89	656 669,43
2012	Capitalisation indemnité de réaménagement emprunts Crédit Agricole-CIB	15	10/02/2012	1 970 008,33	1 182 005,01	131 333,89	656 669,43

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A9

A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 2199	Intitulé de l'opération : Arrêtés de péril imminent 2021					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	0,00	60 000,00	50 261,10	0,00	9 738,90	50 261,10
45412199 (2)	0,00	60 000,00	50 261,10	0,00	9 738,90	50 261,10
<i>040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	0,00	60 000,00	50 261,10	0,00	9 738,90	50 261,10
RECETTES (b)	0,00	60 000,00	50 261,10	0,00	9 738,90	50 261,10
45422199 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	60 000,00	50 261,10	0,00	9 738,90	50 261,10
<i>040 Financement par le mandataire</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>041 Financement par emprunt à la charge du tiers</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	60 000,00	50 261,10	0,00	9 738,90	50 261,10

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
01/01/2021	RADIO CD ESSENTIELB RUMBA 0008000419	99,98	0,00	1
01/01/2021	MINI CHAINE SONY MHCV02	149,99	0,00	1
01/01/2021	MONO LISTO 0008007580	44,99	0,00	1
01/01/2021	RADIO CD ESSENTIELB 0008000422	99,99	0,00	1
01/01/2021	ACHAT DE BACHE PVC POUR BARNUM	306,00	0,00	1
01/01/2021	FAUTEUIL BUREAUTIQUE WAIKIKI	160,80	0,00	1
01/01/2021	CHAISES GRENADINE	132,61	0,00	1
01/01/2021	ARMOIRE BASSE 2 TABLETTES	590,40	0,00	1
01/01/2021	BUREAU ENZOB2414D	320,23	0,00	1
01/01/2021	CAISSON ROULANT 2 TIROIRS	257,12	0,00	1
01/01/2021	CAISSON ROULANT 3 TIROIRS	262,51	0,00	1
01/01/2021	MONO LISTO MOM L8 0008007580	44,99	0,00	1
01/01/2021	MINI CHAINE MUSE M1920 DJ 0001	199,00	0,00	1
01/01/2021	MINI CHAINE SONY MHCV02	169,00	0,00	1
01/01/2021	DESTRUCTEUR REXEL COUPE	279,80	0,00	1
01/01/2021	REFRIGERATEUR LIEBHERR REF KP2	539,90	0,00	1
01/01/2021	TABLE TENNIS DE TABLE FREE PPT	315,00	0,00	1
01/01/2021	CREPIERE ESSENTIELB ECPM3 0008	59,99	0,00	1
01/01/2021	ROBOT PATISSIER KENWOOD PROSPE	179,99	0,00	1
01/01/2021	CHAUFFEUSE REF CHAUF3 MIVA	258,10	0,00	1
01/01/2021	CHAUFFEUSE REF CHAUF3 MIOC	120,02	0,00	1
01/01/2021	TABLE INFO REF INFO1CLAV CH76G	122,62	0,00	1
01/01/2021	BUREAU REF CELBUR126U OB75LB	212,26	0,00	1
01/01/2021	EXTENSION GARANTIE IMPRIMANTE 3 ANS FICHE 49605	12,94	0,00	1
01/01/2021	FOUR MOULINEX MO20MSBL	100,00	0,00	1
01/01/2021	FOUR MOULINEX MO20MSWH	100,00	0,00	1
01/01/2021	EXPRESSO DELONGHI FEB2533SB	398,99	0,00	1
01/01/2021	VTT CLIFF REF 1860240	584,96	0,00	1
01/01/2021	CASQUE H20 VILLE REF 1980780	74,99	0,00	1
01/01/2021	RESERVOIR EAU WT15S	414,00	0,00	1
01/01/2021	BATTERIE LITHIUM	66,00	0,00	1
01/01/2021	PANNEAUX DE JALONNEMENT_STICKE	360,00	0,00	1
01/01/2021	ENSEMBLE BRULAGE	305,65	0,00	1
01/01/2021	ENSEMBLE TETE DE VISSAGE TW1000	459,92	0,00	1
01/01/2021	PACK CHARGEUR GAL1880CV	266,96	0,00	1
01/01/2021	MEULEUSE D125 GWS 18	244,73	0,00	1
01/01/2021	OREILLETTE BLUETOOTH PR PC JABRA STEAL	174,00	0,00	1
01/01/2021	PLATEAU TOMMARYD ANTHRACITE	168,00	0,00	1
01/01/2021	TABLE TOMMARYD ANTHRACITE	130,00	0,00	1
01/01/2021	PANNEAUX SIGNALISATION VERTICA	557,09	0,00	1
01/01/2021	CONSOLE SONY PS4 SLIM 500 GO N	559,95	0,00	1
01/01/2021	CONSOLE NINTENDO SWITCH EDITIO	569,95	0,00	1
01/01/2021	SCIE SABRE_GSA 1100E 1100W	160,28	0,00	1
01/01/2021	POSTE FOCUS STICK 161E PFC	565,85	0,00	1
01/01/2021	MARTEAU GBH 3 28DFR 800W	435,50	0,00	1
01/01/2021	PLATEAU SOUPLE D150 MULTI_TOUS	69,23	0,00	1
01/01/2021	PLATEAU MI_DUR 120_150	25,42	0,00	1
01/01/2021	SCIE SABRE GSA 12V_14 SOLO	144,86	0,00	1
01/01/2021	SET 2 BAT GBA 12V ET CHARGEUR	129,46	0,00	1
01/01/2021	SCIE CIRCULAIRE GKS 190 1400W	225,29	0,00	1
01/01/2021	PERCEUSE VISSEUSE TOOLCONNECT	257,40	0,00	1
01/01/2021	PLAN DE TRAVAIL 38MM	462,00	0,00	1
01/01/2021	CAISSON LARGE 60 CM AVEC 1 POR	339,60	0,00	1
01/01/2021	CAISSON 3 TIROIRS LARGEUR 72	502,80	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
01/01/2021	BABY FOOT	399,99	0,00	1
01/01/2021	GILETS TACTIQUES PARE BALLE	6 222,64	0,00	1
01/01/2021	PAGAIE ALU ET PVC AJUSTABLE PALE 20CM	220,32	0,00	1
01/01/2021	CAISSON METAL	205,12	0,00	1
01/01/2021	TABLE RONDE X LINE	246,14	0,00	1
01/01/2021	PLAN DROIT	283,77	0,00	1
01/01/2021	FAUTEUIL ZEN MESH MANAGER	283,13	0,00	1
01/01/2021	MEULEUSE PNEUMAT TRONC 1636	398,24	0,00	1
01/01/2021	LICENCES SKETCHUP PRO BUNDLE 1Y	328,80	0,00	1
01/01/2021	FOUR MICRO ONDE ESSENTIEL B EG204S TITANE	59,99	0,00	1
01/01/2021	FOUR A MICRO ONDES	89,98	0,00	1
01/01/2021	SECHE LINGE BOSCH WTN85V07FF CLASSE B	599,90	0,00	1
01/01/2021	KIT DE SUPERPOSITION POUR LINGE LINGE SECHE LINGE	83,76	0,00	1
01/01/2021	LAVE LINGE FRONTAL BOSCH WAN28067FF 7 KG CLASSE D	569,90	0,00	1
01/01/2021	POINTEUR PRESENTATION LASER	44,40	0,00	1
01/01/2021	CHAUFFE EAU ELECTRIQUE 150L REF 021115	262,24	0,00	1
01/01/2021	TABLE VITRO REF 3970981908 ECOSPACE	148,98	0,00	1
01/01/2021	SOUS EVIER SIMCLIP REF S11N12100 ECOSPACE	103,93	0,00	1
01/01/2021	NETTOYEUR HAUTE PRESSION ASPIRATEUR NHP 100BAR 1400W	81,90	0,00	1
01/01/2021	PLASTIFIEUSE FELLOWES SATURN 3I A3	119,00	0,00	1
01/01/2021	ECRAN SAMSUNG 43IN	532,80	0,00	1
01/01/2021	POINTEUR DE PRESENTATION LASER	34,80	0,00	1
01/01/2021	TRICYCLE3 6 ANS SPEEDY ROUGE	595,99	0,00	1
01/01/2021	INJECTEURS PEO	316,80	0,00	1
01/01/2021	Scanner A4 GED Epson WorkForce DS-1630 3 ans garantie	220,80	0,00	1
01/01/2021	VESTIAIRES MONOBLOC STANDARD INDUSTRIE	581,52	0,00	1
01/01/2021	TALKIES MOTOROLA TLKR T82 ALSH TRVX LA RIBAMBELLE	396,82	0,00	1
01/01/2021	VENTILATEUR AERIA EC9	100,00	0,00	1
01/01/2021	RADIO PORTATIVE AVIATION	420,60	0,00	1
01/01/2021	ENROULEURS BALISAGE COLORIS OR	425,62	0,00	1
01/01/2021	LISSEUSE MAGNESIUM PLUS 3 MANC	300,00	0,00	1
01/01/2021	BARRIERE OPERA 1M	541,62	0,00	1
01/01/2021	PERCEUSE VISSEUSE GSR 12V BOCH 200	243,38	0,00	1
01/01/2021	TABLE DEMONTABLE A BORDS DROITS EN INOX AIS304L	403,20	0,00	1
01/01/2021	CHAUFFE EAU ELECTRIQUE 15L PRIMAIRE FERRY	248,52	0,00	1
01/01/2021	PLASTIFIEUSE SATURN 3I A3	179,24	0,00	1
01/01/2021	CONSOLE NINTENDO SWITCH	599,98	0,00	1
01/01/2021	CHARIOT MENAGE	589,03	0,00	1
01/01/2021	REPOSE PIEDS	167,04	0,00	1
01/01/2021	BATTERIE DRONE	59,22	0,00	1
01/01/2021	ROBOT MIOGO MRPM1 CENTRE SO MAJI	599,98	0,00	1
01/01/2021	ROBOT KENWOOD PROSPERO KHC291 CENTRE SO	199,75	0,00	1
01/01/2021	ROBOT ESSENTIELB ERP 3 PATI CHEF CENTRE ISO MAJI	100,23	0,00	1
01/01/2021	CREATION PRISE DE COURANT ARMOIRE SECHANTE AU SERV TECH	437,06	0,00	1
01/01/2021	CHAUFFE EAU ELECTRIQUE MAT LANFRANCHI	432,12	0,00	1
01/01/2021	CHAUFFE EAU ELECTRIQUE PRIM E FOEX	204,18	0,00	1
01/01/2021	CHAUFFE EAU ELECTRIQUE	322,13	0,00	1
01/01/2021	CHAUFFEAU ELECTRIQUE	264,66	0,00	1
01/01/2021	PLATEAU POUR PONCEUSE GEX 150	107,86	0,00	1
01/01/2021	SECHE LINGE FRONTAL FAURE 7KG 8 PROG DEPART DIFFERE	469,90	0,00	1
01/01/2021	AGRAPHSEUSE SFW09 AT 6 A 16 MM QUADRILATERE	330,58	0,00	1
01/01/2021	TABLE DE PING PONG FREE CROSSOVER ST LUCIEN	525,00	0,00	1
01/01/2021	CUVE MIX 60	428,46	0,00	1
01/01/2021	VTT CLIFFL TD TAILLE ADULTE	279,98	0,00	1
01/01/2021	VTT CLIFF 400 GIRL	260,00	0,00	1
01/01/2021	TELEPHONES MOBILES IPHONE XR 64GO	460,80	0,00	1
01/01/2021	ENCEINTE STEREO PORTABLE SANS FILBLUETOOTH HARMAN FRANCE	200,00	0,00	1
01/01/2021	ENCEINTE PORTABLE JBL PARTYBOX ON THE GO HARMAN FRANCE	299,99	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
01/01/2021	SIEGE DANDY MANAGER MESH LA PETITE SIRENE M AMARA	319,55	0,00	1
01/01/2021	SECHE LINGE FRONTAL BOSCH WTN832008FF 8KG CLASSE B	589,90	0,00	1
01/01/2021	CONVERTISSEUR DP VERS DVI 20 CM CORDON DE 9.5MM DISPLAY PORT	144,00	0,00	1
01/01/2021	BIBLIOTHEQUE HE00PM PORTE COULISSANTES MELAMINE HETRE PIETEMENT METAL	329,16	0,00	1
01/01/2021	BLOC DE 15 CASES MELAMINE BLANC TUBE JAUNE B15 AP BC00JA	435,00	0,00	1
01/01/2021	BAC PLASTIQUE PETIT MODELE HT75MM BAC 475TR TRANSLUCIDE	188,28	0,00	1
01/01/2021	CHEVALET A PEINDRE REGLABLE TOLE AIMANTEE BLANC L152CM TUBE JAUNE CAPEMA15R	262,42	0,00	1
01/01/2021	TABLE BERMUDES 120X60 MATER STRATIFIE HETRE HT59CM TUBE JAUNE BE1260M HE59JA	74,00	0,00	1
01/01/2021	CHAUFFEUSE DROITE 3 PL HT 32CM TISSU ENDUIT VERT ANIS CHAUF3 MI VA	120,02	0,00	1
01/01/2021	CHAUFFEUSE DROITE HT 32CM TISSU ENDUIT JAUNE PAILLE CHAF1 MI PA	73,96	0,00	1
01/01/2021	BANC AVEC DOSSIER LONG 160 BOIS HT37CM BAD16 P B037JA TUBE JAUNE	430,34	0,00	1
01/01/2021	CHAISE GRENADINE NOIR TUBE NOIR NO00NO	58,48	0,00	1
01/01/2021	BLOC DE 15 CASE MELAMINE BLANC TUBE JAUNE B15 AP BC00JA	435,00	0,00	1
01/01/2021	BAC PLASTIQUE PETIT MODELE HT75MM BAC 475TR TRANSLUCIDE	188,38	0,00	1
01/01/2021	TABLE BERMUDES 120X60 MATER STRATIFIE HETRE HT59CM TUBE JAUNE BE1260M HE59JA	148,02	0,00	1
01/01/2021	TABLE BERMUDES 60X60 STRATIFIE CHANT BOIS VERNIS HETRE HT59CM TUBE JAUNE	316,21	0,00	1
01/01/2021	QUARTZLED ECO BLANC FROID 6000K 50W NOIR IP65	314,92	0,00	1
01/01/2021	CONES DE SIGNALISATION 30CM CLASSE 2	239,50	0,00	1
01/01/2021	FEU DE SIGNALISATION AU SOL	289,00	0,00	1
01/01/2021	CHAIRE TUBE ROND 1 ARMOIRETTE GAUCHE ET CAISSON 2 TIROIRS DROIT METALAMINE	240,22	0,00	1
01/01/2021	CHAISE GRENADINE NOIR TUBE NOIR	51,60	0,00	1
01/01/2021	BLOC 15 CASE MELAMINE BLANC TUBE JAUNE	217,50	0,00	1
01/01/2021	BAC PLASTIQUE PETIT MODELE HT75MM BAC 475TR TRANSLUCIDE	153,20	0,00	1
01/01/2021	MAXI LOT MOTO PLEIN POT DIVERS	538,02	0,00	1
01/01/2021	MAXI LOT DE 9 GALETTES COLORIES ASSORTIS MULTICOLORE	79,32	0,00	1
01/01/2021	CHAUFFEAU ELECTRIQUE ECOLE MATERNELLE MACE	234,70	0,00	1
01/01/2021	PROJECTEUR SON ET LUMIERE OCEAN DIVERS	31,20	0,00	1
01/01/2021	COLONNE A BULLES AVEC PERLES 60CM DIVERS	110,20	0,00	1
01/01/2021	PROJECTEUR OCEAN DIVERS	60,60	0,00	1
01/01/2021	TAILLE HAIE A BATTERIE HUSQVARNA M520 N2120193400196	479,00	0,00	1
01/01/2021	DEBROUSSAILLEUSE A BATTERIE HUSQVARNA 2 M520 N2120205000178	379,00	0,00	1
01/01/2021	BATTERIE BLI20	130,00	0,00	1
01/01/2021	LAVE LINGE TRONTAL BOSCH 7KG 1400TRSMM CLASSE D	549,90	0,00	1
01/01/2021	PRO G TOIT 3X3 M PVC ENDUIT 520 FR M2 BLANCPIANOSCOPE	434,88	0,00	1
01/01/2021	STORE VENITIEN ALU 25 MM BASIC	270,00	0,00	1
01/01/2021	TELEPHONES SANS FILS DECT GIGASET CL660	526,08	0,00	1
01/01/2021	FAUTEUIL DANDY MANAGER MESH MME MAIGRET ALSH LES MARMOUZETS	370,55	0,00	1
01/01/2021	HYGIAPHONES DE PROTECTIONS	275,40	0,00	1
01/01/2021	IMPRIMANTE LASER MONO HP SERVICE ETAT CIVIL	89,39	0,00	1
01/01/2021	COMPRESSEUR D AIR CUVERVILLE	263,22	0,00	1
01/01/2021	ANNEAU BRISE EN POLYPROPYLENE	172,80	0,00	1
01/01/2021	ANNEAU BRISE EN POLYPROPYLENE	172,80	0,00	1
01/01/2021	CANNE TRIPODE 330CM	291,62	0,00	1
01/01/2021	PISTOLET COLLE THERMO GR100R	103,85	0,00	1
01/01/2021	ASPIRATEUR ROWENTA RO4855	108,33	0,00	1
01/01/2021	SONO PORTATIVE AVEC MICRO	255,00	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
01/01/2021	PIETEMENT SUR ROULETTES LOT DE 2	411,60	0,00	1
01/01/2021	SIEGES POUR SOL BLEU ET VERT TISSU BACHE ENDUIT	148,80	0,00	1
01/01/2021	CUISINIERE VITROCERAMIQUE BERKO 4 FOYERS 72L 60CM	399,99	0,00	1
01/01/2021	REFRIGERATEUR COMBI AYA BLANC 2702 249L	249,99	0,00	1
01/01/2021	MEUBLE SECHE DESSIN 15 CASSES MELAMINE HETRE	225,47	0,00	1
01/01/2021	BLOC DE RANGEMENT AVEC PORTES A PIET MELAMINE HETRE	252,53	0,00	1
01/01/2021	BIBLIOTHEQUE PORTES COULISSANTES MELAMINE HETRE	329,16	0,00	1
01/01/2021	MIRCO ONDE MONO ESSENTIELSB EM205S	54,90	0,00	1
01/01/2021	GUIRLANDE STROBOSCOPIQUE FLASH 10 LAMPES	275,10	0,00	1
01/01/2021	VESTIAIRE 1 PORTE 3 COLLONNES	478,80	0,00	1
01/01/2021	VESTIAIRE 1 PORTE 3 COLLONNES	478,80	0,00	1
01/01/2021	VESTIAIRE 1 PORTE 3 COLLONNES	478,80	0,00	1
01/01/2021	VESTIAIRE 1 PORTE 3 COLLONNES	478,80	0,00	1
01/01/2021	TABLEAUX BLANCS ECOLOGIQUE	500,51	0,00	1
01/01/2021	POTEAUX ACIER CARRES TENNIS	334,75	0,00	1
01/01/2021	PORTEMANTEAUX 8 PATERES PORTE PARAPLUIE	146,16	0,00	1
01/01/2021	BROUETTE GALVA PLE ESPERT TWIN PREM PARC MUNICIPAL	322,80	0,00	1
01/01/2021	TAPIS GLISSADE POUR SG08 M232 CHOCOLAT M232 A	129,60	0,00	1
01/01/2021	FLIGHT CASE POUR CONSOLE NUMERIQUE SOUNDCRAFT SI	304,20	0,00	1
01/01/2021	RACK 19 OPEN ROAD RYTHMES ET SONS 3U PRONFONDEUR MAX	165,90	0,00	1
01/01/2021	TUBE LED DURA T8 4000K 2400LM 25W KOSNIC POLYCARBONATE	124,54	0,00	1
01/01/2021	LAVE LINGE FRONTAL BOSCH WAN28067FF 7KG 1400TRS MN	549,90	0,00	1
01/01/2021	PUPITRE POP UP NOIR	394,80	0,00	1
01/01/2021	FAUTEUIL ADAPTE ROMAIN DELATTRE	399,98	0,00	1
01/01/2021	SOUFFLEUR STIHL BG86 EQUIPE ST LUCIEN SERIE 190779191	343,20	0,00	1
01/01/2021	FILETS DE FOOTBALL A 7 PPHR 3MM MAILLE 120 SANS NOEUDS	485,76	0,00	1
01/01/2021	FILS DE HANDBALL 3MM 120MM SANS NOEUDS	297,60	0,00	1
01/01/2021	FOURCHE	422,40	0,00	1
01/01/2021	MEULEUSE GWS 18V7 2X4AH 700W	370,69	0,00	1
01/01/2021	MARTEAU GBH 18V21 SOLO	250,06	0,00	1
01/01/2021	KIT 2 OUTILS 18V 4AH 2 BATTERIES	448,99	0,00	1
01/01/2021	MEULEUSE GWS 18V 15 SC SOLO	385,20	0,00	1
01/01/2021	PERCEUSE VISSEUSE 50NM 18V NU	131,51	0,00	1
01/01/2021	BEN HUR TRICYCLE 4 8 ANS MAJUS 799914	321,00	0,00	1
01/01/2021	POUTRE RECT MOUSSE 120X30X30 CM 78419	171,00	0,00	1
01/01/2021	SET DE 12 COUSSIN MOUSSE ROND ASS 25558	124,20	0,00	1
01/01/2021	ENCEINTE MINI CHAINE M1820 DJ	99,99	0,00	1
01/01/2021	PERCEUSE VISSEUSE SANS BATTERI	300,00	0,00	1
01/01/2021	FILETS DE HANDBALL 4MM ET DRISSE DE FIXAQTION	348,53	0,00	1
01/01/2021	FILETS DE HOCKEY EN SALLE 3MM MAILLE 45MM SANS NOEUDS	312,31	0,00	1
01/01/2021	ASPIRATEUR KARCHER VC3	119,99	0,00	1
01/01/2021	MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU	241,22	0,00	1
01/01/2021	CAMERA GOPRO HERO 8	79,90	0,00	1
01/01/2021	CAMERA GOPRO MODULE AFFICHAGE HERO 8	94,70	0,00	1
01/01/2021	SMALLRIG FIXATION TILT MONITEUR COLD SHOE	34,90	0,00	1
01/01/2021	RING LIGHT LED AVEC TREPIED	207,90	0,00	1
01/01/2021	MANFROTTO KIT TREPIED MK190C3 AVEC ROTULE 3D	229,90	0,00	1
01/01/2021	RODE MICROPHONE VIDEOMIC AVEC SUPPORT RYCOTE LYRE	107,80	0,00	1
01/01/2021	LIME ELECTRIQUE 9MM 9032MAKITA	307,90	0,00	1
01/01/2021	MEULEUSE 125MM GWS 18 125SPL	257,98	0,00	1
01/01/2021	ACQUISITION LICENCE PSYSCO	150,00	0,00	1
01/01/2021	TALKIES WALKIES MOTOROLA TLKR T82 ET BATTERIES	496,02	0,00	1
01/01/2021	SOCLE EN BOIS POUR PORTE DRAPEAU	214,80	0,00	1
01/01/2021	DRAPEAU INT FRANCE 100X150	514,80	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
01/01/2021	BUREAU K3 ET OBTURATEUR ET GOULOTTE GYMNASSE ROBERT SENE	257,46	0,00	1
01/01/2021	REPOSE PIEDS STANDARD BUREAU DSIT	334,08	0,00	1
01/01/2021	TRONCONNEUSE BAT HUSQVARNA 340I 35CM S212600067	429,00	0,00	1
01/01/2021	CAISSON METAL 3 TIROIRS GYMNASSE JEAN MOULIN	160,30	0,00	1
01/01/2021	BATTERIE BLI 20	357,01	0,00	1
01/01/2021	BUREAU K3 120X80 PLATEAU ACACIA GYMNASSE JEAN MOULIN	218,88	0,00	1
01/01/2021	JEU DE COUTEAUX HS 81R	247,32	0,00	1
01/01/2021	BATTERIE BLI20	238,01	0,00	1
01/01/2021	DEBROUSSAILLEUSE BAT HUSQVARNA2 M115 S 20212200016	279,00	0,00	1
01/01/2021	TRONCEONNEUSES TAI HAI BAT HUSQVARNA M520 S 2120213700369	429,00	0,00	1
01/01/2021	DEBROUSSAILLEUSES BAT HUSQVARNA 2 M115 S 20212200024	279,00	0,00	1
01/01/2021	DEBROUSSAILLEUSES BAT HUSQVARNA 2 M115 S 20212200026	279,00	0,00	1
01/01/2021	DEBROUSSAILLEUSES BAT HUSQVARNA 2 M115 S 20212200027	279,00	0,00	1
01/01/2021	DEBROUSSAILLEUSES A BAT HUSQVARNA 2 M115 S 20212200028	279,00	0,00	1
01/01/2021	BATTERIE DEFIBRILLATEUR SCHILLER FRED ESAY LOT HYB 21 0123	226,80	0,00	1
09/02/2021	BALAYEUSE ASPIRATRICE COMPACTE DIESEL	137 936,45	0,00	8
10/02/2021	ECRAN VIDEO SMD	31 602,00	0,00	10
10/02/2021	VELO ELECTRIQUE T BIRD MODELE MIAMI NOIR	4 059,00	0,00	8
12/02/2021	ARMOIRE HAUTE 4 TABLETTES	722,40	0,00	10
12/02/2021	EMMETEUR HF	1 389,60	0,00	6
16/02/2021	MAISON SYNDICATS 109 TRAVAUX D	9 693,51	0,00	15
16/02/2021	CHENIL MUNICIPAL 597 TRAVAUX D'AMENAGEMENT	226 730,24	0,00	15
16/02/2021	BOUTIQUE EPHEMERE 193 TRAVAUX D'AMENAGEMENT	6 960,78	0,00	15
17/02/2021	AMNGT AGCT EV URBAINS	82 773,25	0,00	15
18/02/2021	MEUBLE RANGEMENT MRHE00PM MEUB	715,90	0,00	10
19/02/2021	LOCAL ET MATERIEL TELESKI	7 200,00	0,00	15
19/02/2021	TRACTEUR KUBOTA ST401 CABINE 51010	34 586,10	0,00	5
24/02/2021	RELAIS MOTO SLR 5500	5 757,60	0,00	6
24/02/2021	RADIO MOTOROLA DP 3441 BASE NAUTIQUE	1 209,65	0,00	6
24/02/2021	ELEMENTAIRE PAGNOL 526B AMENAGEMENT	2 289,17	0,00	15
24/02/2021	MATERNELLE PAGNOL 526A AMENAGEMENT	6 280,00	0,00	15
25/02/2021	EMOLUMENTS ACQ LOCAL RUE ST JUST	142 615,77	0,00	15
27/02/2021	VTT CLIFF REF 1860250	659,99	0,00	10
03/03/2021	PLANTATION FONCTION 823	70 160,29	0,00	15
03/03/2021	GYMNASSE COUBERTIN 856 AMENAGEMENT	5 904,79	0,00	15
03/03/2021	INSTALLATIONS VOIRIE FCT 823	56 976,00	0,00	20
03/03/2021	VEHICULE PEUGEOT PM MAITRE CHIEN FQ700AZ	35 733,22	0,00	8
04/03/2021	AMNGT AGCT TERRAIN SPORT	81 348,72	0,00	15
04/03/2021	NETTOYEUR HAUTE PRESSION KAR 69 HD5 HD5110	674,54	0,00	6
04/03/2021	TEL PORTABLE APPLE IPHONE SE 64 GO BLACK	2 394,00	0,00	6
04/03/2021	TEL PORTABLE SAMSUNG XCOVER 4S	3 168,00	0,00	6
04/03/2021	HOTEL DE VILLE B101 AMENAGEMENT	72 511,95	0,00	15
04/03/2021	ABTS LICENCE C3X DU 1-12-20 AU 30-11-21	5 398,80	0,00	2
06/03/2021	LOCAL BELLEVUE B598 AMENAGEMENT	179 684,57	0,00	15
06/03/2021	MATERNELLE PERRAULT B224 AMENAGEMENT	73 542,60	0,00	15
06/03/2021	LGT GYMNASSE COUBERTIN B856L AMENAGEMENT	49 988,28	0,00	15
06/03/2021	LGT GYMNASSE TRUFFAUT B554L AMENAGEMENT	15 752,33	0,00	15
06/03/2021	ELEMENTAIRE BOIS BRULET B725A AMENAGEMENT	7 034,40	0,00	15
06/03/2021	ALSH LA BUISSONNIERE B825B AMENAGEMENT	915,60	0,00	15
06/03/2021	ELEMENTAIRE MARISSSEL B B324 AMENAGEMENT	991,20	0,00	15
09/03/2021	ARCHIVES MUNICIPALES B624 AMENAGEMENT	65 408,72	0,00	15
09/03/2021	MATERNELLE SUEUR B321 AMENAGEMENT	19 182,03	0,00	15
09/03/2021	POLE ANIMALIER B594 AMENAGEMENT	2 269,84	0,00	15
09/03/2021	MATERNELLE LA GRENOUILLERE ST LUCIEN B722A AMENAGEMENT	2 676,60	0,00	15
09/03/2021	ELEMENTAIRE LANFRANCHI B223 AMENAGEMENT	6 196,32	0,00	15

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
18/03/2021	PRIMAIRE EUROPE B722B AMENAGEMENT TVX INFOR	691,28	0,00	15
18/03/2021	ESP PRE MARTINET B392 AMENAGEMENT TVX INF	1 016,66	0,00	15
18/03/2021	STADE LADOUMEGUE B852 AMENAGEMENT BAE INF	1 700,80	0,00	15
18/03/2021	POSE RESEAUX CABLES FONCTION 816	200 345,41	0,00	20
18/03/2021	MARTEAU PIQUEUR GSH 5 1100W	618,68	0,00	5
18/03/2021	SPLENDID_SAPIN CONIQUE	40 430,41	0,00	6
18/03/2021	AMENAGEMENT TERRAIN FONCTION 414	60 551,49	0,00	15
19/03/2021	MEUBLE HAUT CAISSON FILEUR PLI	936,00	0,00	10
19/03/2021	REFRIGERATEUR SAMSUNG	1 004,40	0,00	6
19/03/2021	MICRO ONDES MONO FONCTION SAMS	748,80	0,00	6
20/03/2021	VESTIAIRE GEOTHERMIE OVT B705 TVX ELECTRICITE	1 229,48	0,00	15
20/03/2021	VESTIAIRE INDUSTRIE 1 PORTE	143,29	0,00	10
20/03/2021	VESTIAIRES INDUSTRIE SALISANTE 3 PORTES	1 439,09	0,00	10
20/03/2021	BABY FOOT MONDIAL RENE PIERRE	948,80	0,00	10
24/03/2021	VESTIAIRE INDUSTRIE ET KIT 4 PIEDS	4 981,92	0,00	10
24/03/2021	VESTIAIRE INDUSTRIE SALISSANTE 2 PORTES	1 099,24	0,00	10
24/03/2021	TVX PEINTURE ET REVET SOL B101 AMENAGEMENT HDV	7 398,19	0,00	15
25/03/2021	B656 BASE NAUTIQUE CONSTRUCTIONS	5 610,28	0,00	15
27/03/2021	CHAISE DE TRAVAIL TYPE AIR CHAIR	3 628,80	0,00	10
27/03/2021	BANQUETTES ET POUFS	600,00	0,00	10
27/03/2021	PETITS COUSSINS MILAN	999,84	0,00	10
27/03/2021	TAPIS SOFT DREAM 120	4 180,80	0,00	10
27/03/2021	TABLE DE TRAVAIL RECTANGULAIRE 60X120	3 216,58	0,00	10
27/03/2021	TABLE DE TRAVAIL CARREE 80X80	1 173,82	0,00	10
27/03/2021	TABLE DE TRAVAIL ADAPTABLE 60X60	2 325,89	0,00	10
27/03/2021	TABLE TRAY MODELE BAS	797,62	0,00	10
27/03/2021	CHARIOT EA LIVRES GOTLAND XL PLUS	3 355,85	0,00	10
27/03/2021	CHARIOT AVEC PLAN DE TRAVAIL SUPERIEUR	923,64	0,00	10
27/03/2021	TABLE MANGE DEBOUT 60CM	1 794,74	0,00	10
27/03/2021	CHAISE ENFANT ALMA	1 340,16	0,00	10
27/03/2021	FAUTEUIL CONFORTABLE HAY	8 544,00	0,00	10
27/03/2021	FAUTEUIL TYPE CABRIOLET	397,16	0,00	10
27/03/2021	PODIUM MARIA 3 PIECES BLANC ET GRIS	2 809,73	0,00	10
27/03/2021	TABLES COMBINABLES BLANCHES	3 090,23	0,00	10
29/03/2021	REALISATION D UN PONTON	43 727,30	0,00	6
30/03/2021	CHAISE HAUTE SWEETY CHROME SALLE POSE HDV	693,36	0,00	10
30/03/2021	TABLE ABATTANTE PURE SALLE DE POSE HDV	5 997,57	0,00	10
30/03/2021	CHAISE SWEETY SALLE DE POSE HDV	1 178,78	0,00	10
30/03/2021	CANAPE ARCHIPEL 3PL TISSU ACCOUDOIR SALLE POSE HDV	340,91	0,00	10
30/03/2021	FAUTEUIL PULL 1 PL ACOUDOIR SALLE DE POSE HDV	1 801,58	0,00	10
30/03/2021	CIMETIERE TILLOY B275 AMENAGEMENT	42 078,00	0,00	15
30/03/2021	ASLH LES SANSONNETS B424 AMENAGEMENT	662,39	0,00	15
30/03/2021	RESTAURANT LES LUCIOLES B331 AMENAGEMENT	2 466,64	0,00	15
31/03/2021	LASER ROTATIF RL 5 14 ET ACCESSOIRES	1 123,20	0,00	6
31/03/2021	INSTALLATION VOIRIE 814	40 232,50	0,00	20
01/04/2021	SIVU CREATION ET GESTION PELOUSE ST MARTIN LE NOEUD	6 000,00	0,00	15
02/04/2021	FOUR DE REMISE EN TEMPERATURE	5 802,42	0,00	10
02/04/2021	CHARIOT CHARGEUR SOCAMEL POUR	749,78	0,00	10
02/04/2021	ACQ AVENUE PIERRE MENDES EMPRISE ARBRE	1,00	0,00	0
08/04/2021	HPE ARUBA SWITCH 2930F 8 PORTS	932,33	0,00	3
09/04/2021	ARMOIRE ENTRETIEN INOX PORTE B	1 070,40	0,00	10
13/04/2021	MATERNELLE LAUNAY B524 AMENAGEMENT	1 596,00	0,00	15
13/04/2021	AUTOLAVEUSE ROLLY 7L	2 269,55	0,00	2
14/04/2021	RACCORDEMENT ELECTRIQUE FONCTION 816	18 191,87	0,00	20
14/04/2021	GYMNASE TRUFFAUT B554 AMENAGEMENT	6 526,20	0,00	15
14/04/2021	GYMNASE FAURE B254 AMENAGEMENT	1 380,00	0,00	15
14/04/2021	RESTAURATION DARTOIS B826 AMENAGEMENT	9 480,00	0,00	15
14/04/2021	POTEAU PISE INOX	2 280,00	0,00	20
14/04/2021	POTEAU CHATELET	2 340,00	0,00	20
14/04/2021	POTEAU ORSAY BOULE BLANCHE GAL	890,40	0,00	20
14/04/2021	FOURREAU VERROUILLABLE POTEAU	1 920,00	0,00	20
14/04/2021	BARRIERE TEOXY 1M	1 890,00	0,00	20
14/04/2021	BARRIERE TEOXY 1 50M	2 070,00	0,00	20

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
14/04/2021	BARRIERE TEOXY 2M	2 160,00	0,00	20
15/04/2021	VIDEOPROJECTEUR VPI EPSON EB 685 WI	4 231,95	0,00	3
20/04/2021	BANQUE D IMAGES ADOBE	1 919,88	0,00	2
22/04/2021	LICENCES DT USAGE ET MISE EN OEUVRE ASTRE INETUM	75 741,79	0,00	2
22/04/2021	ELEMENTAIRE DURUY B123 AMENAGEMENT	12 024,48	0,00	15
22/04/2021	ELEMENTAIRE JEAN ZAY B424 AMENAGEMENT	31 051,62	0,00	15
23/04/2021	INSTALLATION VOIRIE 94	2 370,34	0,00	20
23/04/2021	STRUCTURE GAMME MAXI MA12_2068	10 308,12	0,00	15
23/04/2021	STRUCTURE GAMME RESSORT RE290	1 139,34	0,00	15
23/04/2021	STRUCTURE GAMME RESSORT RE242	555,90	0,00	15
23/04/2021	DECOR BOA BOA	2 414,16	0,00	6
23/04/2021	DECOR SATURN SPHERE	992,82	0,00	6
23/04/2021	CONSOLE NUMERIQUE 16 FADERS ET MICROPHONE	1 545,60	0,00	10
23/04/2021	DECOR CLUSTER_TRAVERSEE	3 975,22	0,00	6
23/04/2021	CORBEILLE ECOLOR 50L	4 590,00	0,00	20
24/04/2021	LICENCES LOGICIEL RESSOURCES HUMAINES BERGER LEVRAULT E SEDIT	62 104,14	0,00	2
28/04/2021	VITRINE EXT MURAL PLEXI TOLE ET PIETEMENT SOL	11 766,00	0,00	10
28/04/2021	TABLES ABATTANTE ARCA ET MODUME EXTREMITÉ	5 265,97	0,00	10
28/04/2021	INSTALLATION CHAUFFAGE FONCTION 511	2 773,82	0,00	10
28/04/2021	INSTALLATION CHAUFFAGE FONCTION 020	10 338,29	0,00	10
28/04/2021	INSTALLATION CHAUFFAGE FONCTION 025	2 963,09	0,00	10
28/04/2021	INSTALLATION CHAUFFAGE FONCTION 33	2 397,94	0,00	10
28/04/2021	INSTALLATION CHAUFFAGE FONCTION 64	869,75	0,00	10
28/04/2021	INSTALLATION CHAUFFAGE FONCTION 112	98,09	0,00	10
28/04/2021	INSTALLATION CHAUFFAGE FONCTION 211	7 828,72	0,00	10
28/04/2021	INSTALLATION CHAUFFAGE FONCTION 212	24 257,14	0,00	10
28/04/2021	INSTALLATION CHAUFFAGE FONCTION 251	549,31	0,00	10
28/04/2021	INSTALLATION CHAUFFAGE FONCTION 312	5 244,65	0,00	10
28/04/2021	INSTALLATION CHAUFFAGE FONCTION 411	15 702,26	0,00	10
28/04/2021	INSTALLATION CHAUFFAGE FONCTION 412	3 732,72	0,00	10
28/04/2021	INSTALLATION CHAUFFAGE FONCTION 413	98,09	0,00	10
28/04/2021	INSTALLATION CHAUFFAGE FONCTION 414	732,42	0,00	10
28/04/2021	INSTALLATION CHAUFFAGE FONCTION 421	294,28	0,00	10
28/04/2021	INSTALLATION CHAUFFAGE FONCTION 422	9 227,76	0,00	10
28/04/2021	INSTALLATION CHAUFFAGE FONCTION 523	1 338,96	0,00	10
28/04/2021	ECOLE ST EXUPERY B626A1 AMENAGEMENT TVX INFORMATIQUE	613,76	0,00	15
28/04/2021	GYMNASSE G. SAND B853 AMENAGEMENT TVX INFORMATIQUE	1 736,52	0,00	15
28/04/2021	PLACE DES HALLES TRAVAUX CABLAGE CAMERA CV02	777,31	0,00	15
29/04/2021	FAUTEUILS OLANO NOIR ACCOUDOIR TISSU CROUTE CUIR	1 157,58	0,00	10
29/04/2021	RETROCESSION AL 477 LOTISSEMENT AGEL ST JEAN	256 175,36	0,00	0
30/04/2021	ELEMENTAIRE DEBUSSY B825 AMENAGEMENT	33 090,08	0,00	15
30/04/2021	DRONE P4RTK PHANTOM NUM SERIE 0V2SJ3NRA30076	5 226,65	0,00	6
01/05/2021	CHAUFFEAU ELECTRIQUE ECOLE ELEMENTAIRE DURUY	885,55	0,00	6
05/05/2021	MARTEAU GBH 36 VF LI PLUS 2 BATTERIE	994,56	0,00	6
05/05/2021	SCIE CIRCULAIRE PLONGEANTE 1400W AVEC RAIL MT55CC	803,86	0,00	6
05/05/2021	TABLES POUR ELECTIONS	6 459,48	0,00	6
06/05/2021	PARCELLE AU PERIMETRE DE LA RESERVE FONCIERE	285,00	0,00	0
07/05/2021	LGT ECOLE JEAN MACE B621L AMENAGEMENT	1 534,90	0,00	15
07/05/2021	TRONCONEUSE HUSQVARNA T540 SERI 2120203500173 20210101192 20210101204	2 190,03	0,00	6
07/05/2021	BATTERIE BLI 200X	1 419,59	0,00	6
07/05/2021	SOUFFLEUR STHIL BR 700 SERIE 524001203	628,01	0,00	6
07/05/2021	ASPIRATEUR A EAU TASKI VACUMAT 22 AVEC KIT STANDARTD ET POUSSIERE	802,96	0,00	6
07/05/2021	ROSALIE 6 PLACES	4 689,00	0,00	6
08/05/2021	DEBROUSAILLEUSE FS91R SERIE 523688478 524122434 524122436	1 142,39	0,00	6
08/05/2021	2 RATELIERS ET 2 BARRIERES HERBAGE	724,80	0,00	6

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
10/05/2021	TRACTEUR KUBOTA 4 LA454 N°B0030	3 588,00	0,00	5
10/05/2021	B353 GYMNASSE AMBROISE AMENAGEMENT	8 607,49	0,00	15
12/05/2021	FOURNEAU GAZ 4 FEUX	1 848,00	0,00	10
12/05/2021	ACQ 5 AVENUE JEAN MOULIN PARCELLES	81 519,54	0,00	0
12/05/2021	AMENAGT PLATE FORME INCENDIE_S	4 694,86	0,00	20
20/05/2021	CONVERSION DE LICENCES PAPERCU	3 360,00	0,00	2
20/05/2021	DIVERS MATERIELS INFORMATIQUES	8 932,20	0,00	3
21/05/2021	FOUR A BOIS LE PANYOL AVEC KIT COMPLET	4 590,58	0,00	6
21/05/2021	LOCAL ACCUEIL FEMMES BATTUES B533 AMENAGEMENT	1 944,00	0,00	15
22/05/2021	REFRIGERATEUR THOMSON THLR358NFWH	658,99	0,00	6
22/05/2021	INSTALLATION CAM CV26 ANNEXE D	902,22	0,00	15
22/05/2021	RADIOS GARDIEN BASE NAUTIQUE	1 209,65	0,00	6
26/05/2021	SUP TIKI AIRWIND PADDLE	2 347,20	0,00	10
29/05/2021	POTEAUX A SANGLE POUR ELECTION	1 881,60	0,00	6
02/06/2021	STRUCTURE GAMME RESSORT RE221	624,24	0,00	15
04/06/2021	TABLEAU BLANC REVERSIBLE 100x150CM	784,37	0,00	10
04/06/2021	SCULPTURES ANIMALIERES	3 300,00	0,00	20
05/06/2021	ARMOIRE A RIDEAUX	629,81	0,00	10
05/06/2021	MIGRATION SOPRANO OPUS	3 960,00	0,00	2
05/06/2021	INSTALLATION ELISE DOCFACORY PARAMETRAGE	6 696,00	0,00	2
08/06/2021	LICENCE ARTLANTIS 2021	840,00	0,00	2
11/06/2021	ELEMENTAIRE JEAN MOULIN B222B AMENAGEMENT	12 165,60	0,00	15
11/06/2021	LAVE LINGE FRONTAL BOSCH 9KG WUU24T099F CLASSE C	739,90	0,00	6
16/06/2021	ECOSPACE SCIE CIRCULAIRE DE TABLE TS254	841,74	0,00	6
16/06/2021	EVIER A POSER_VIDOIR_MITIGEUR_	989,23	0,00	6
16/06/2021	BAT TEMOINS DE JEHOVA B270 AMENAGEMENT	2 616,00	0,00	15
16/06/2021	CLAVIER ET SOURIS LOGITECH DESTKTOP MK-20	756,00	0,00	3
16/06/2021	WEBCAM USB AVERMEDIA PW313	900,00	0,00	3
16/06/2021	MATERNELLE PICASSO B521 AMENAGEMENT	1 590,52	0,00	15
17/06/2021	STADE PIERRE BRISSON B351 AMENAGEMENT	840,00	0,00	15
18/06/2021	VIDEOPROJECTEURS EPSON EB-685Wi POUR ECOLES 5 GARANTIES	7 053,24	0,00	3
18/06/2021	FAUTEUILS ZEN MESH MANAGER	1 298,06	0,00	10
18/06/2021	CHARIOT FRONTAL ELEC NR FENWICK P3 386E	32 297,88	0,00	8
18/06/2021	CHARIOCITY LUXE PORTE SAC	720,00	0,00	2
18/06/2021	CLOTURE BAINNADE PLAN D EAU	1 195,43	0,00	6
21/06/2021	HAIE DE STEEPL 4 METRES	2 724,01	0,00	10
21/06/2021	HAIE DE STEEPL 5 METRES	957,00	0,00	10
23/06/2021	APPLE IPHONE 12 5G 256GO BLACK	1 006,80	0,00	6
23/06/2021	LIBRAIRIE DE BANDES LTO HPE MSL2024	7 704,00	0,00	3
24/06/2021	POTEAUX INCENDIE R D AMIENS ET	13 391,24	0,00	20
24/06/2021	AMENAGEMENT TERRAIN FONCTION 422	26 553,60	0,00	15
24/06/2021	STRUCTURES GAMME MAXI MA12_102	9 444,18	0,00	15
24/06/2021	STRUCTURE GAMME RESSORT RE304	789,48	0,00	15
24/06/2021	STRUCTURES GAMME RE303	783,36	0,00	15
24/06/2021	STRUCTURE GAMME RESSORT RE246	1 385,16	0,00	15
24/06/2021	STRUCTURE GAMME RESSORT RE225	613,02	0,00	15
24/06/2021	STRUCTURE GAMME RESSORT RE 223	674,22	0,00	15
24/06/2021	STRUCTURE GAMME RESSORT TO09_1	2 805,00	0,00	15
24/06/2021	STRUCTURE GAMME RESSORT QC_CV0	4 135,08	0,00	15
24/06/2021	STRUCTURE GAMME RESSORT BA06_0	3 438,42	0,00	15
24/06/2021	REFRIGERATEUR CONGELATEUR COMBINE LIEBHERR 212L ET 84L	829,90	0,00	6
25/06/2021	ARBRES	2 938,20	0,00	15
26/06/2021	EGLISE ST JACQUES B471 AMENAGEMENT	5 636,40	0,00	15
26/06/2021	STADE PIERRE BRISSON B351 CHAUFFAGE	55 644,00	0,00	10
26/06/2021	BATEAU FAUCARDEUR	540,00	0,00	5
26/06/2021	PLAN D'EAU DU CANADA B656 AMENAGEMENT	864,00	0,00	15
29/06/2021	MATERIEL INFORMATIQUE DIVERS	2 660,40	0,00	3
29/06/2021	LASER GRL 600	2 055,55	0,00	5
30/06/2021	ACQ SITE DE L ANCIENNE POUPONNIERE QUARTIER ARGENTINE	1 331 846,23	0,00	0
30/06/2021	TRIANGLES D'INTERVENTION SUR P	1 053,60	0,00	6
02/07/2021	PCS STATIONS GRAPHIQUE VIDEOPROTECTION DELL PRECISION 3640 I7	19 680,00	0,00	3
02/07/2021	INSTALLATION CAMERAS QUARTIER NDT	6 445,67	0,00	6
02/07/2021	INSTALLATION CAMERAS QUARTIER CENTRE VILLE	8 096,66	0,00	6

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
04/09/2021	TAILLE HAIE STIHL HL92KCE SERIE 528251502	626,40	0,00	6
04/09/2021	PARTNER ASPHALT LONG 950 KG BLUEHDI GA-944-TN PROXIMITE	21 901,75	0,00	8
04/09/2021	PARTNER ASPJALT LONG 950 KG BLUEHDI GA-952-TN VOIRIE	21 684,79	0,00	8
06/09/2021	GRA?D POPPER TSV TOUS CALIBRES BO	1 137,00	0,00	6
07/09/2021	MUR 3 METRES BARNUMS	1 890,00	0,00	6
07/09/2021	POIDS FONTE EMPILABLE EN H 15KG NOIR	2 430,00	0,00	6
14/09/2021	LGT STADE LADOUMEGUE B852L AMENAGEMENT	3 751,20	0,00	15
14/09/2021	ALSH LES CIGALES B526 AMENAGEMENT	5 381,05	0,00	15
14/09/2021	AMENAGEMENT TERRAIN FONCTION 025	309,20	0,00	15
16/09/2021	PEDALO STARLAC 4 PLACES AUTO VIDEUR EN POLYETHYLENE	3 706,69	0,00	10
16/09/2021	PEDALO STARLAC PLUS 5 PLACES EN POLIETHYLENE	4 313,83	0,00	10
16/09/2021	PEDALO STARLAC H2O DUO 2 PLACES ADULTES ET 2 PLACES JEUNES	11 587,42	0,00	10
17/09/2021	CHATTERIE CHENIL MUNICIPAL B594 CONSTRUCTION	3 600,00	0,00	0
17/09/2021	ABRI DE TOUCHE GES DE 5M ARRIERE EN ALU	4 651,00	0,00	10
17/09/2021	ABRI DE TOUCHE GES DE 2M ARRIERE EN ALU	1 322,20	0,00	10
17/09/2021	DEFIBRILATEUR HARTSINE SAMARITAN 360P	1 370,00	0,00	6
17/09/2021	SAC 1ER SECOURS AVEC 1ERE ACQUISITION	1 133,50	0,00	6
21/09/2021	ESCABEAU PLATEFORME INDIVIDUELLE ROULANTE TELESCOPOQIE TANDEM PRO	1 383,44	0,00	20
21/09/2021	TABLE VR1 STRATIFIE REG CASIER HETRE HETRE HTT6 TUBE JAUNE	1 527,24	0,00	10
21/09/2021	CHAISE SE EMBOUT CAOUTCHOUC VERNI HT46CM TUBE JAUNE	637,30	0,00	10
22/09/2021	CRECHE ST LUCIEN B738 AMENAGEMENT	21 464,65	0,00	15
22/09/2021	CAMERA DE SURVEILLANCE	1 190,40	0,00	6
23/09/2021	CONFIGURATION DE BASE POSACTES ELUS REDEVANCE MAINTENANCE	2 582,62	0,00	2
23/09/2021	CAMPUS CONNECTE B143 AMENAGEMENT	21 652,27	0,00	15
27/09/2021	GILET PARE BALLE DISCRET CLASSE NIJ IIIA	8 281,06	0,00	6
27/09/2021	GILET TACTIQUE PARE BALLE PM AVEC 5 POCHE AMOVIBLES	4 179,00	0,00	6
28/09/2021	FRAISE SCIE SUR SOCLE + ACCESSOIRES	5 314,80	0,00	6
01/10/2021	POSE PANNEAUX_PLATE FORME INCE	1 060,80	0,00	20
02/10/2021	NETTOYEUR HAUTE PRESSION KARCHER HDS E 8 16 SERIE 4054278168883	5 817,00	0,00	6
02/10/2021	PRO G TOIT 4X4M PVC ENDUIT 520 GR M2 BLANC PIANOSCOPE	1 221,60	0,00	10
04/10/2021	NETTOYEUR HAUTE PRESSION K1050TS 130B	609,68	0,00	6
05/10/2021	ALSH J FERRY B124 AMENAGEMENT	5 481,52	0,00	15
06/10/2021	HERSE DE BARRAGE STOP STICK 0.9M	1 774,98	0,00	6
07/10/2021	DECORS ILLUMINATIONS_VOLUTE MO	9 118,27	0,00	6
07/10/2021	PRE MARTINET B392 AMENAGEMENT	2 394,06	0,00	15
08/10/2021	ALSH BERLIOZ B532 AMENAGEMENT	5 805,83	0,00	15
08/10/2021	RESTAURATION BERLIOZ B532 AMENAGEMENT	7 206,28	0,00	15
08/10/2021	COMBINE CISAILLE PLIEUSE ROULE	4 800,00	0,00	6
09/10/2021	TRONCONNUEUSE MS362CM ROLLO ET CHARGEUR QC330	949,80	0,00	6
09/10/2021	TEL MOBILES SAMSUNG GALAXY XCOVER 5 TOUSANTICOVID VERIF	4 482,00	0,00	6
09/10/2021	UBIQUITI NETWORKS UNIFI NANOHD MIMO ON 2_4 GHZ	3 360,00	0,00	3
09/10/2021	IMAC ARGENT SERVICE COMMUNICATION	2 514,00	0,00	3
09/10/2021	ORDINATEUR PORTABLE DELL PRECISION 3561 ARCHITECTURE	2 346,00	0,00	3
12/10/2021	FILETS PARE BALLON	826,28	0,00	10
12/10/2021	FILETS PARE BALLON	959,62	0,00	10
13/10/2021	VEHICULE RENAULT CLIO V FW 579 DD	20 505,76	0,00	8
13/10/2021	GYMNASE MOULIN B253 AMENAGEMENT	435,00	0,00	15
13/10/2021	RASED B533 AMENAGEMENT	974,74	0,00	15
13/10/2021	KIT DRAP FR 60X90 DRAP UE 60X90 ET ECUSSON PERSO ECOLES	8 991,60	0,00	6
14/10/2021	QUADRILATERE PROJECTEURS WINDY BLANCS ET TUBES FLUO T5	1 490,00	0,00	6
14/10/2021	NIVEULASER CROIX FATMAX	606,17	0,00	6
16/10/2021	CHARIOT BLACK LIGHT1 PRES K PROCLEANER	712,72	0,00	2
16/10/2021	PETITE CLOISON MIROIR MAGNETIQUE L118 50	750,29	0,00	6

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
19/10/2021	STRUCTURE GAMME CITY CHATEAU	4 139,16	0,00	15
19/10/2021	STRUCTURE GAMME RESSORT PONEY	761,94	0,00	15
19/10/2021	STRUCTURE GAMME RESSORT MOTO	777,24	0,00	15
19/10/2021	STRUCTURE GAMME EQUILIBRE	1 974,72	0,00	15
19/10/2021	BARRIERE EQUIP 14 2 CINTRAGES 2M	4 684,80	0,00	6
19/10/2021	CERCLE BASKET RENFORCE ANTI CASSE TESTE A 500 KGS	663,00	0,00	10
20/10/2021	étude modélisation hydraulique	5 790,00	0,00	5
20/10/2021	ETUDE MISE EN VALEUR VESTIGES	24 257,89	0,00	5
20/10/2021	DIAGNOSTIC ACCESSIBILITE ERP	35 653,20	0,00	5
20/10/2021	etudes géotechniques - friche	23 977,20	0,00	5
20/10/2021	ETUDE RIVIERE THERAIN INSTALL	2 040,00	0,00	5
20/10/2021	ETUDE POLLUTION SOL FRICHE RUE	14 268,00	0,00	5
20/10/2021	MISSION ASSISTANCE DSP STATIONN	10 590,00	0,00	5
20/10/2021	Mission AMO DSP stationnement	24 285,00	0,00	5
20/10/2021	Etude feux voirie carrefour Po	1 674,00	0,00	5
20/10/2021	DIAGNOSTICS ACCESSIBILITE ERP	4 222,80	0,00	5
20/10/2021	étude modélisation hydraulique	8 010,00	0,00	5
20/10/2021	DIAGNOSTIC SOUTENEMENT RUE DES	5 964,00	0,00	5
20/10/2021	Etude pré-opérationnelle Place	20 790,00	0,00	5
20/10/2021	Etude pré-opérationnelle Place	2 310,00	0,00	5
20/10/2021	etude confortement mur soutenn	6 024,82	0,00	5
20/10/2021	etude faisabilite salle danse	17 280,00	0,00	5
23/10/2021	CLOISONNETTE RIGIDE DE BUREAU	1 804,56	0,00	10
23/10/2021	FAUTEUIL ZEN MESH ACCOTOIRS SOUTIEN LOMBAIRE	1 260,36	0,00	10
26/10/2021	ORDI PORTABLE DELL PRECISION 7750	2 688,00	0,00	3
26/10/2021	MICROSOFT SOURIS DIREC PARCS JARDINS			
26/10/2021	BATTERIE_HARNAIS_ADAPTATEUR CO	1 489,92	0,00	6
26/10/2021	STRUCTURE BEBE MOYENS FRENE CLAIRE BLANC SG08	1 393,87	0,00	6
26/10/2021	STRUCTURE GAMME MOBILIER MO BA	2 065,50	0,00	20
26/10/2021	STRUCTURE GAMME MOBILIER MO BA	869,04	0,00	20
26/10/2021	STRUCTURE GAMME MOBILIER MO BA	826,20	0,00	20
26/10/2021	TOBOGGAN GAMME TOBY	2 365,38	0,00	15
26/10/2021	STRUCTURE GAMME TOBY	5 860,92	0,00	15
27/10/2021	FLIGHT CASE RYTHMES ET SONS POUR 2 NEXO TYPE CLOCHE	796,80	0,00	10
27/10/2021	CHARIOT TELESCOPIQUE MANITOU MLT GC-973-HC	108 169,78	0,00	8
27/10/2021	LGT BOUFLERS B160 AMENAGEMENT	5 066,21	0,00	15
27/10/2021	FOUR REFRIG ARMOIRE VENTILEE G2 R290 ENREGISTEUR TEMP HEBD	3 651,66	0,00	10
27/10/2021	THERMATRONIC TH10 V1 3 400V3 30 6KW ET BLOC ETAGERE CHARIOT CHARGEUR	6 605,75	0,00	10
27/10/2021	UPC CHARIOTS DE NETTOYAGEBLACK LIGHT1 PRES K PROCLEANER	1 069,08	0,00	2
27/10/2021	VELO SEMIN ALLONGE NAUTILUS	1 200,00	0,00	6
27/10/2021	TAPIS DE COURSE PLIABLE INTENSE RUN	1 248,00	0,00	6
06/11/2021	SSD SAMSUNG SERIE 870 EVO	1 062,00	0,00	3
09/11/2021	COMPRESSEUR EQUIPE VOISINLIEU	629,81	0,00	6
09/11/2021	JARDINIERES CORTEN	32 352,00	0,00	20
09/11/2021	BATTERIE PELLENC 1200 AVEC CHARGEUR ET HARNAIS SERIE 56V03988	1 719,36	0,00	6
09/11/2021	DEBROUSAILLEUSE ELEC EXCELION PELENC ET BATTERIE SERIE 53T00747	996,48	0,00	6
09/11/2021	OEUVRE COMMEMORATIVE MAILLONS MENOTTES	1 200,00	0,00	20
09/11/2021	PLATEAU REMORQUE 3500KG MARQUE LIDER EQUIPE SECTEUR	5 998,40	0,00	5
09/11/2021	SABLEUSE PRO 10L POUR BOIS METAL	2 943,56	0,00	6
10/11/2021	NETTOYEUR HTE PRESSION K1050TS 130B	609,66	0,00	2
10/11/2021	FILET BASKET ANTI VANSALISME EN HERCULE 5MM	1 005,84	0,00	10
10/11/2021	FILETS DE TENNIS EXCALIBUR POLYESTER 2.5MM	617,76	0,00	10
11/11/2021	EGLISE DE MARISSSEL B371 AMENAGEMENT	19 981,20	0,00	15
16/11/2021	ASPIRATEUR A EAU JET 50l 1200W 50L	927,46	0,00	6
16/11/2021	ASPIRATEUR A EAU JET 50l 1200W 50L	927,46	0,00	6
17/11/2021	BANCS CENTAURE EVOLUTION	3 174,00	0,00	20
17/11/2021	BANCS CONFORT 1	5 724,00	0,00	20
17/11/2021	BANC ENFANT TORTUE	2 007,36	0,00	20
17/11/2021	STRUCTURE GAMME MOBILIER MOBA 2004	2 085,90	0,00	20
17/11/2021	CORBILLE EXTERIEUR EN SPIRALE ECOLOR 50L	5 436,00	0,00	20

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
08/12/2021	RENAULT CLIO V ETECH 140 LIMITED GRISE FW-847-DB	20 364,76	0,00	8
08/12/2021	GROUPE ELECTROGENE INVERTER PRO 2000	1 711,36	0,00	6
08/12/2021	ARMOIRE POSITIVE VENTILEE GN 2/1 PORTE VITREE 570	1 443,05	0,00	6
08/12/2021	DRAPEAU PRESTIGE 100X120 CM FRANCE EUROPE	3 024,00	0,00	6
08/12/2021	DRAPEAU PRESTIGE 100X120 CM PERSO	739,20	0,00	6
09/12/2021	MEUBLE NEUTRE A PORTES COULIS TOURNAUS REF 524372	1 145,51	0,00	10
09/12/2021	MEUBLE NEUTRE A PORTE COUL TOUNUS REF 524376	1 302,59	0,00	10
09/12/2021	TAXUS BACCATA MOTTE 80 PAR 100 CAT P123	1 241,46	0,00	15
09/12/2021	MIGRATION MODULE PETITE ENFANC	9 441,74	0,00	2
09/12/2021	STADE COMMUNEAU B251 AMENAGEMENT	202,42	0,00	15
09/12/2021	POLE ENFANCE BULLES DE REVES B525 AMENAGEMENT	203,49	0,00	15
09/12/2021	TAPIS DE GYM	1 184,83	0,00	10
10/12/2021	LAVE LINGE SECHANT SAMSUNG WD70TA046BE	699,99	0,00	6
10/12/2021	REFRIGERATEUR ARMOIRE LIEBHERR K3130	1 398,00	0,00	6
10/12/2021	POINT D ACCES WAVE ECOLES ELEMENTAIRES SNEE UBIQUITI NETWORK	852,00	0,00	3
10/12/2021	GRUE MANUTENTION 3.1TM SUR CAMION EN 2020 IMMAT GC-399-HS	34 314,14	0,00	8
10/12/2021	TRACTEUR KUBOTA 4 LA805 IMMAT GC-825-GR	52 510,50	0,00	8
10/12/2021	TRIPORTEUR NIHOLA MAXX 48	8 621,53	0,00	5
10/12/2021	DEFIBRILLATEUR AVEC BOITIER MURAL	1 428,00	0,00	6
10/12/2021	VEHICULE PEUGEOT EXPERT CABINE BLANC IMMAT GC-696-HV	27 228,45	0,00	8
10/12/2021	PEUGEOT EXPERT CABINE APPROFONDIE PREMIUM BLANC IMMAT GC-798-HV	26 847,91	0,00	8
10/12/2021	RENAULT MASTER CHASSIS CABINE CONFORT PROPUL IMMAT GB-606-YJ	41 334,98	0,00	8
10/12/2021	MACHINE BARDHAL 5 EN 1 NETTOYAGE	4 175,60	0,00	10
10/12/2021	AEROGOMMEUSE TAG PLUS HP	29 940,00	0,00	5
10/12/2021	AMENAGEMENT TERRAIN FONCTION 213	3 298,31	0,00	15
10/12/2021	EQUIPEMENT CAMION 26T AMPLIROL GA-732-XZ	122 323,67	0,00	8
10/12/2021	POINT D ACCES WAVE ECOLES ELEMENTAIRES HORS SNEE UBIQUITI NETWORK	1 772,40	0,00	3
10/12/2021	FAUTEUILS ZEN MESH GYMNASSE RAOUL AUBAUD	721,68	0,00	10
10/12/2021	VIDEOPROJECTEUR PANASONIC LASER 6000 LUMENS	2 971,06	0,00	10
10/12/2021	ACQ GRANDE TOUR EIFFEL EN FER RIVETE	8 296,00	0,00	0
10/12/2021	ARMOIRE RIDEAU 120X120 POLICE MUNICIPALE	705,31	0,00	10
10/12/2021	FAUTEUIL ZEM MESH MANAGER SOUTIENT LOMBAIRE GYMNASSE ROBERT SENE	721,68	0,00	10
10/12/2021	AMENAGEMENT DE TERRAINS FONCTION 412	1 382,26	0,00	15
10/12/2021	REPOSE PIEDS FELLOWES BUREAU DSIT	1 016,50	0,00	10
10/12/2021	FAUTEUIL ZEM MESH MANAGER SOUTIENT LOMBAIRE LE GYMNASSE JEAN MOULIN	1 082,52	0,00	10
10/12/2021	AMENAGEMENT TERRAIN FONCTION 821	18 442,99	0,00	15
10/12/2021	TRONCONNEUSE THERMIQUE STIHL N190607032	735,53	0,00	6
10/12/2021	CAFE ARGENTINE	233 528,77	0,00	30
10/12/2021	BOUTIQUE EPHEMERE	60 492,74	0,00	30
31/12/2021	SUBV EQUILIBRE INVEST 2021 BUDG ELISPACE	350 000,00	0,00	5
TOTAL GENERAL		8 455 475,87	0,00	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
30/07/2021	BOULONNEUSE CARRE 3/4"	852,81	3	852,81	0,00	0,00	0,00
30/07/2021	2 BANQUETTES 3 PLACES + 1 POU	372,60	10	372,60	0,00	0,00	0,00
30/07/2021	LAVE LINGE VIVA	465,99	6	465,99	0,00	0,00	0,00
30/07/2021	TABLES 80 X 80 HT 76 CM	328,38	10	328,38	0,00	0,00	0,00
30/07/2021	TABLES OVALES	85,35	10	85,35	0,00	0,00	0,00
30/07/2021	TERMINAL MOBILE DIBTIC BIP1300	3 588,00	6	3 588,00	0,00	0,00	0,00
30/07/2021	LAVE LINGE FAURE	325,98	6	325,98	0,00	0,00	0,00
30/07/2021	REFRIGERATEUR SABA 300L	349,00	6	349,00	0,00	0,00	0,00
30/07/2021	BABYFOOT	280,00	1	280,00	0,00	0,00	0,00
30/07/2021	RADIO/K7/CD PHILIPS	59,01	1	59,01	0,00	0,00	0,00
30/07/2021	TAPIS DE SOL 120x240	175,33	10	52,07	123,26	0,00	-123,26
02/08/2021	ECHAFAUDAGE	1 450,15	3	1 450,15	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	CORBEILLES SPIRALES	7 254,93	6	7 254,93	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	JEU TOBBOGAN SPACE CENTERS	3 582,50	6	3 582,50	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	SOLS COULES POUR AIRE DE JEUX	10 142,08	6	10 142,08	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	SOLS COULES POUR AIRE DE JEUX	3 444,48	6	3 444,48	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	BANCS CENTAURE L 2M	3 145,48	6	3 145,48	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	COCORICO LE COQ	789,90	6	789,90	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	ECRASE TOUT LES ELEPHANTS	1 695,69	6	1 695,69	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	TOBOGGAN APACHE	3 715,67	6	3 715,67	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	MARTEAU PERFORATEUR 36V	868,51	3	868,51	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	FOURNITURE POUR SOLS COULES	6 972,68	6	6 972,68	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	FOURNITURE POUR SOLS COULES	3 444,48	6	3 444,48	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	ENSEMBLE LA FERME	28 901,34	6	28 901,34	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	DAFFY LE CANARD	613,01	6	613,01	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	SCOOT LE SCOOTER	661,81	6	661,81	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	TROMPETTE L'ELEPHANTEAU	586,58	6	586,58	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	MAISON DES LUTINS	1 506,60	6	1 506,60	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	TOBOGGAN LA PELLETEUSE	5 189,74	6	5 189,74	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	TOBOGGAN GIRAGLISS	2 453,06	6	2 453,06	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	TOBOGGAN ALIGATO	2 865,80	6	2 865,80	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	CIRCUIT FUNAMBULE	1 018,28	6	1 018,28	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	ECRAN 22" TFT	413,82	3	413,82	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	CORBEILLE ECOLOR	5 867,10	6	5 867,10	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	BANCS ROYAL	9 544,08	6	9 544,08	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	MAISON DES LUTINS	2 862,75	6	2 862,75	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	TOBOGGAN ALIGATO	4 549,28	6	4 549,28	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	PROJECTEUR LED PAR 64	1 231,87	10	1 231,87	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	PATINS POUR FEERIES 2010	1 505,37	5	1 505,37	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	PUPITRE PLIABLE	857,53	6	857,53	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	CORBEILLES 60L	2 626,42	6	2 626,42	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	LE GITE SANS PLANCHER	2 887,14	6	2 887,14	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	JEU RESSORT	891,02	6	891,02	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	BANCS CONFORT	2 027,22	6	2 027,22	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	BANC CONFORT	6 081,66	6	6 081,66	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	ENCEINTE AMPLIFIEE RUNNER 102	798,93	5	798,93	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	CHAISES PLIANTES	2 033,20	6	2 033,20	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	CHAISE PLIANTE BLEUE	2 033,20	10	2 033,20	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
02/08/2021	PERCEUSE VISSEUSE GSR36 / VISS	847,80	3	847,80	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	ENCEINTES AMPLIFIEES 700W MAX	440,01	5	440,01	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	BARNUMS 3 X 3	6 279,00	6	6 279,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	GOUTTIERE 3M ALU POUR BARNUMS	340,86	6	340,86	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	BARNUMS / BACHES DE TOIT	3 347,60	6	3 347,60	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	ANTENNE ODB SUR MAT ET COFFRE	3 280,99	6	3 280,99	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	REFRIGERATEUR FAR 400L	369,00	6	369,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	TABLES PLIANTES	1 442,40	6	1 442,40	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	POTEAUX TENNIS ACIER 80*80MM	350,06	5	350,06	0,00	0,00	0,00
02/08/2021	PANNEAU BASKET 1/2LUNE	334,40	5	334,40	0,00	0,00	0,00
03/08/2021	MEULEUSE, ASPIRATEUR GAS 50	810,88	3	810,88	0,00	0,00	0,00
03/08/2021	CABLE SECTEUR 3x2,5 mm Titanex	542,69	3	542,69	0,00	0,00	0,00
03/08/2021	MALAXEUR COMPACT AVEC BAC	835,53	6	835,53	0,00	0,00	0,00
03/08/2021	OUTILLAGES DIVERS	919,90	3	919,90	0,00	0,00	0,00
03/08/2021	MEULEUSE D230 GWS/2 MEULEUSES	1 164,42	6	1 164,42	0,00	0,00	0,00
03/08/2021	PERCEUSE-VISSEUSE SANS FIL GSR	262,00	6	217,68	44,32	0,00	-44,32
03/08/2021	MARCHE PIED SIMPLE 6 MARCHES	137,04	1	137,04	0,00	0,00	0,00
04/08/2021	LOGICIEL MISE A JOUR XP	3 318,49	2	3 318,49	0,00	0,00	0,00
04/08/2021	IMPRIMANTE	1 728,22	3	1 728,22	0,00	0,00	0,00
04/08/2021	LOGICIEL ADOBE ACROBAT	392,78	2	392,78	0,00	0,00	0,00
04/08/2021	LOGICIEL DREAMWEAVER 2004	509,87	2	509,87	0,00	0,00	0,00
04/08/2021	MACHINE MISE SOUS PLI SATAS DS	15 403,28	5	15 403,28	0,00	0,00	0,00
04/08/2021	TABLES (2) + CHAISES (12)	540,20	10	486,16	54,04	0,00	-54,04
04/08/2021	CHAISES PLIANTES BLEUES	3 229,20	10	2 582,44	646,76	0,00	-646,76
04/08/2021	CHAISES PLIANTES BLEUES	2 975,18	10	2 379,64	595,54	0,00	-595,54
04/08/2021	SWING ROLLER	476,10	10	380,27	95,83	0,00	-95,83
04/08/2021	CHAISES PLIANTES	2 512,37	10	2 009,68	502,69	0,00	-502,69
04/08/2021	TABLES/CHAISES/CHAUFFEUSES	1 071,20	10	749,00	322,20	0,00	-322,20
04/08/2021	CHAISES PLIANTES/BACHES POUR B	4 318,68	10	3 018,87	1 299,81	0,00	-1 299,81
04/08/2021	TABLES PLIANTES 183CM	2 288,64	10	1 600,78	687,86	0,00	-687,86
04/08/2021	TABLES DOMEUS 183	1 716,48	10	1 198,00	518,48	0,00	-518,48
04/08/2021	TABLES PLIANTES	1 730,88	8	1 296,00	434,88	0,00	-434,88
04/08/2021	TABLES PLIANTES	2 884,80	8	2 161,00	723,80	0,00	-723,80
04/08/2021	Réfrigérateur	299,99	6	250,00	49,99	0,00	-49,99
04/08/2021	MARTEAU GBH 4-32DFR SET 900W	645,62	6	537,40	108,22	0,00	-108,22
04/08/2021	AMPLI HPA900	798,00	6	665,00	133,00	0,00	-133,00
04/08/2021	AMPLI AX2000	179,00	6	148,32	30,68	0,00	-30,68
04/08/2021	4 projecteurs de son 100V	934,32	5	934,32	0,00	0,00	0,00
04/08/2021	ACHAT GUIRLANDES LED 10 M POUR	398,76	6	331,84	66,92	0,00	-66,92
04/08/2021	Enceintes amplifiés	897,00	6	597,50	299,50	0,00	-299,50
04/08/2021	PONCEUSE EXCENTRIQUE	295,25	6	98,21	197,04	0,00	-197,04
04/08/2021	REFRIGERATEUR INDESIT TIHA17VS	349,99	6	116,33	233,66	0,00	-233,66
05/08/2021	FIAT DUCATO	24 795,23	8	24 795,23	0,00	0,00	0,00
05/08/2021	VEHICULE JUMPER 7CV	28 952,53	8	28 952,53	0,00	0,00	0,00
05/08/2021	FIAT DUCATO FT 15	20 367,26	8	20 367,26	0,00	0,00	0,00
05/08/2021	CAISSONS 3 TIROIRS	348,28	10	348,28	0,00	0,00	0,00
05/08/2021	FAUTEUIL ERGONOMIQUE MOJITO	424,58	10	424,58	0,00	0,00	0,00
05/08/2021	FAUTEUIL ERGONOMIQUE	416,16	10	288,62	127,54	0,00	-127,54
10/08/2021	CIRIL-AFFAIRES SCOLAIRES	4 633,11	2	4 633,11	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	LOGICIEL DE GESTION	5 469,87	1	5 469,87	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	LOGICIEL CIVIL ENFANCE	2 454,19	2	2 454,19	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	SCIE A FORMAT HOLZPROFI FP 200	4 593,36	6	4 593,36	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	FOUR ELECTRIQUE FP64 MICROPROC	2 476,26	6	2 476,26	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	LOGICIEL CIRIL ENSEIGNEMENT	16 484,70	2	16 484,70	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	PARAMETRAGE LOGICIEL CIRIL	1 965,51	2	1 965,51	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	IMPRIMANTE XEROX 6180 VN	318,14	3	318,14	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	TABLE CAMPUS 160 X 80 CM	1 130,36	10	1 130,36	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	CHAISES CAMPUS	1 225,09	10	1 225,09	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	CHARIOT D'ENTRETIEN	1 017,32	2	1 017,32	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
10/08/2021	ASPIRATEURS ZEF P110 18L	1 549,42	6	1 549,42	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	RADIATEURS 2000 W MONACO	2 201,99	6	2 201,99	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	RIDEAU 2 / 4 KW	640,36	6	640,36	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	IMPRIMANTE XEROX 6180VN	12 419,26	3	12 419,26	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	CHARIOT DE MENAGE	1 295,63	2	1 295,63	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	ASPIRATEURS POUSSIÈRE ZF P 110	1 394,48	6	1 394,48	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	ASPIRATEURS 1300W TROLLEY	412,62	6	412,62	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	CHARIOTS DE LAVAGE JUMEAUX	929,05	2	929,05	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	CHARIOT DE MENAGE TOP RIL	1 255,80	2	1 255,80	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	CUISINIÈRE INDESIT	1 217,98	6	1 217,98	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	REFRIGERATEURS	1 329,00	6	1 329,00	0,00	0,00	0,00
	CONGELATEURS GO						
10/08/2021	IMPRIMANTES LASER N&B B410DN	374,23	3	374,23	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	IMPRIMANTES LASER COULEUR C575	202,72	3	202,72	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	ASPIRATEUR POUSS CUVE 1300W 10	825,24	6	825,24	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	CHARIOTS DE MENAGE	1 506,96	2	1 506,96	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	PETITS CHARIOTS DE MENAGE	355,22	2	355,22	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	PETITS CHARIOTS DE MENAGE	355,21	2	355,21	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	SECHE LINGE LADEN	1 400,00	6	1 400,00	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	LITS SUPERPOSES	350,26	10	350,26	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	ASPIRATEUR 1300 W TROLLEY	592,02	6	592,02	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	ASPIRATEURS 1300 W TROLLEY	825,24	6	825,24	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	REFRIGERATEUR / CONGELO FAURE	412,99	6	412,99	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	MAGNETOPHONE NUMERIQUE OLYMPUS	399,98	5	399,98	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	JEUX IMITATION 2 EVIER 1 LAVE	358,23	10	321,56	36,67	0,00	-36,67
10/08/2021	CHARIOT DE LAVAGE JUMEAU	1 065,64	2	1 065,64	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	ASPIRATEUR 1300W	412,61	6	412,61	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	LAVE LINGE VEDETTE	403,83	6	403,83	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	CLOUEUR NB 1850 COMPR.	342,06	3	342,06	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	CHARIOT DE LAVAGE "Tristar 30	592,02	2	592,02	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	ASPIRATEUR CUVE "Yes Pro" réf	687,70	6	687,70	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	SUCEUR ASPIRATION BR 40/10	309,05	2	309,05	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	CHARIOT DE NETTOYAGE "Rislan"	1 004,64	2	1 004,64	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	ASPIRATEUR CUVE "Yes Pro"	412,62	6	412,62	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	CHARIOT DE NETTOYAGE "Rislan"	753,48	2	753,48	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	ROULEAU BROSSE ROUGE BR40/10	466,44	2	466,44	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	ROULEAU BROSSE ROUGE BR400	1 075,68	2	1 075,68	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	GRANDS CHARIOTS DE MENAGE	1 287,53	2	1 287,53	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	VIDEOPROJECTEUR EPSON EB-475Wi	2 808,00	5	2 808,00	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	PACK STYLETS BLEU POUR VIDEOPR	588,00	3	588,00	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	PACK STYLETS ORANGE POUR VIDEO	588,00	3	588,00	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	FILM ANTI CHALEUR	331,20	6	331,20	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	FILTRES A PEINTURE GODET INF	30,02	1	30,02	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	ASPIRATEURS VENTO8/ MONOBROSSE	3 193,00	6	3 193,00	0,00	0,00	0,00
10/08/2021	ASPIRATEURS VENTO/MONOBROSSE/C	2 985,13	6	2 985,13	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	LAVE LINGE	418,47	7	418,47	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	LAVE LINGE	418,47	7	418,47	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	PC PENTIUM	1 246,53	3	1 246,53	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	IMPRIMANTE	329,65	3	329,65	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MEUBLE	306,42	10	306,42	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	LAVE LINGE	534,33	6	534,33	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	DUPLICATEUR	448,24	6	448,24	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	POUFS CARRES	381,13	10	381,13	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	BIBLIOTHEQUE	442,10	10	442,10	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	ASPIRATEUR SILENT FLOORPUL+SAC	159,66	6	159,66	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MEUBLE PAPIER A DESSIN	467,67	10	467,67	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MAGNETOSCOPE	210,23	5	210,23	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TELEVISEUR COULEUR	432,80	5	432,80	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
11/08/2021	TABLEAU TRIPTYQUE BLANC	346,43	5	346,43	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	JEU D'ENFANT : GIRAGLISS	3 312,19	5	3 312,19	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	JEU D'ENFANT : LA MAISON DES L	1 309,49	5	1 309,49	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	JEU D'ENFANT : TROMPETTE L'EPH	707,44	5	707,44	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	JEU D'ENFANT : OUISTITI	694,31	5	694,31	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	JEU D'ENFANT : LA LOCO	2 216,21	5	2 216,21	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	LAVE LINGE	352,16	6	352,16	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	SECHE LINGE	363,68	6	363,68	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	FOUR A POTERIE	2 036,03	6	2 036,03	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	VELOS	516,81	8	516,81	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MEUBLES RANGEMENT	693,61	10	693,61	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHARIOTS	1 549,32	10	1 549,32	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLEAU TRIPTYQUE	434,63	5	434,63	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLES RONDES	581,72	10	581,72	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CUISINIERE ELECTRIQUE	520,00	6	520,00	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TAPIS MOTRICITE	894,40	5	894,40	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	ARMOIRE	511,29	10	511,29	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MICRO CHAINE	646,00	5	646,00	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MACHINE BLUE MAX	4 761,94	6	4 761,94	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	COUCHETTES EMPILABLES	597,74	10	597,74	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	LAVE LINGE VEDETTE	499,99	6	499,99	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TELEMETRE LASER - TREPIED	621,10	6	621,10	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLE (DIAM 120) PIED CENTRAL	307,41	10	307,41	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHAISES HAUTES REGLABLES	1 095,24	10	1 095,24	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MEUBLE BAS SANS PORTE	313,45	10	313,45	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MEUBLE ATELIER MOBILE	325,50	10	325,50	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	ARMOIRE 2 PORTES	374,05	10	374,05	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	LASER ACM PRO SET	2 024,25	6	2 024,25	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	VESTIAIRES HOMMES	3 189,73	10	3 189,73	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	BACS DE RANGEMENT	1 135,26	10	1 135,26	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	COUCHETTES EMPILABLES	2 079,48	10	2 079,48	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	DIABLE MOTORISE	4 257,57	3	4 257,57	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	COUCHETTES EMPILABLES	1 020,07	10	1 020,07	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	LAVE LINGE VEDETTE	474,06	6	474,06	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	SECHE LINGE FAGOR	426,55	6	426,55	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHARIOT D'ENTRETIEN	734,82	2	734,82	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHARIOT D'ENTRETIEN 8002/088	489,88	2	489,88	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	REFREGIRATEUR FAGOR	399,00	6	399,00	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	COUCHETTES EMPILABLES	1 088,08	10	1 088,08	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	BACS A ALBUMS HT REGLABLE PATI	966,61	10	966,61	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MEUBLE BAS PIERROT SANS PORTE	330,89	10	330,89	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLES BEIGES 120 X 60	2 983,78	10	2 983,78	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHAISES AST ELODIE ASS + DOSS	3 074,20	10	3 074,20	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	LAVE LINGE 5 KG 1000T 48 L VED	478,00	6	478,00	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHARIOT D'ENTRETIEN	1 469,64	2	1 469,64	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLES CAMPUS RECT 160 X 80 CM	4 520,88	10	4 520,88	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHAISES CAMPUS	4 897,62	10	4 897,62	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MEUBLE AUDIOVISUEL MOBILE 4 PO	606,01	10	606,01	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLES CAMPUS RECT 160 X 80 CM	1 356,26	10	1 356,26	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHAISES CAMPUS	1 469,29	10	1 469,29	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MEUBLE 2 PORTES COULISSANTES C	695,57	10	695,57	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	COUCHETTES EMPILABLES	1 305,14	10	1 305,14	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	SECHE LINGE SIEMENS 6KG	599,99	6	599,99	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	SECHE LINGE SIEMENS 6 KG	599,99	6	599,99	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLES CAMPUS RECT.160 X 80	5 618,80	10	5 618,80	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHAISES CAMPUS	6 070,90	10	6 070,90	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	BUREAU DE MAITRE	612,47	10	612,47	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHAISES REGLABLES NILA	8 740,37	10	8 740,37	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	REFRIGERATEUR FAGOR 273L	429,99	6	429,99	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLES REGLABLES ZOEII 70 X 50	3 067,73	10	3 067,73	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CASIERS TABLE ZOE II	852,51	10	852,51	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHAISES REGLABLES NILA	1 872,94	10	1 872,94	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLEAU TRYPTIQUE MIXTE 2 X 2M	346,60	5	346,60	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
11/08/2021	TELEVISION 72CM THOMSON	339,00	5	339,00	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLE MALIBU DL DIAM 120	376,73	10	376,73	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MEUBLES AUDIO MOBILE 2 PORTES	792,23	10	792,23	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	ARMOIRES 2 PORTES ERABLE / PRU	1 403,63	10	1 403,63	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHAISES APPUI/TABLE	688,90	10	688,90	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	COUCHETTES EMPILABLES	5 420,27	10	5 420,27	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLEAU TRYPTIQUE	1 035,64	5	1 035,64	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	ARMOIRE 2 PORTES 120 X 180	810,41	10	810,41	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CUISINIERE FAGOR REF 4FSS61	405,99	6	405,99	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	SECHE LINGE VEDETTE REF VSF 61	605,99	6	605,99	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	REFIGERATEUR FAGOR AVEC CONGEL	442,99	6	442,99	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	LAVE LINGE FAGOR REF FFT212	465,99	6	465,99	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	BIBLIOTHEQUE RECTO/VERSO	846,19	10	846,19	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHAISES BAMBOU T2	964,07	10	964,07	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	BANCS 3 PLACES 2M	428,47	10	428,47	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MEUBLE 12 CASES	712,00	10	712,00	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	BANCS 3 PLACES 2 M	571,28	10	571,28	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MEUBLE AUDIO MOBILE 2 PORTES	394,68	10	394,68	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MEUBLE PAPIER A DESSINS	550,23	10	550,23	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	BUREAU DE MAITRE	331,53	10	331,53	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLE REGL. 120 X 60	919,45	10	919,45	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHAISES BAMBOU T3	964,07	10	964,07	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	BANCS 3 PLACES 2 M	428,47	10	428,47	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MEUBLE A DESSINS 32 CASES	398,89	10	398,89	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MEUBLES 2 PORTES BATTANTES	708,85	10	708,85	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	BUREAU DE MAITRE	331,53	10	331,53	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHAISES BAMBOU T2	964,07	10	964,07	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	BANCS 3 PLACES 2 M	428,47	10	428,47	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MEUBLE 6 CASES	403,52	10	403,52	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHEVALET SUR PIEDS	341,00	6	341,00	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	BUREAU DE MAITRE	331,53	10	331,53	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	ARMOIRE 2 PORTES BATTANTES 120	405,20	10	405,20	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MEUBLE 2 P. COULISSANTES 160 C	314,69	10	314,69	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	ENSEMBLE DE COUSSINS LA CHENIL	692,11	10	692,11	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	BAC A ALBUM T3	808,30	10	808,30	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MEUBLE 2 PORTES BATTANTES	472,56	10	472,56	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	BUREAU DE MAITRE	663,06	10	663,06	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLE RONDE DIAM 120	472,04	10	472,04	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHAISES BAMBOU T1	843,56	10	843,56	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MEUBLE 12 CASES	474,67	10	474,67	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MEUBLE PORTES COULISSANTES	481,20	10	481,20	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	BUREAU DE MAITRE	331,53	10	331,53	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLE TRAPEZE	692,11	10	692,11	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLE OCTOGONALE DIAM 120	133,45	10	133,45	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHAISE BAMBOU T2	964,07	10	964,07	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	BUREAU DE MAITRE	331,53	10	331,53	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MEUBLE 9 CASES	657,06	10	657,06	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLE REGLABLE 60 X 50	2 883,80	10	2 883,80	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHAISE BAMBOU T3	843,56	10	843,56	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	BUREAU DE MAITRE	331,53	10	331,53	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	COMPLEMENT MOBILIER	346,35	10	346,35	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	BANCS 3 PLACES 2 M T3	1 856,74	10	1 856,74	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	REFRIGERATEUR/CONGELATEUR 2 PO	442,99	6	442,99	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLEAU TRYPTIQUE 2 X 2M	1 452,42	5	1 452,42	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	COUCHETTES + DRAPS + ETIQUETTE	1 765,01	10	1 765,01	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLEAU TRYPTIQUE	726,21	5	726,21	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TRANSPALETTE	453,28	6	453,28	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHARIOT DE MANUTENTION SUPERLI	3 385,88	6	3 385,88	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	STABILISATEURS LATERAUX	369,56	6	369,56	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TAPIS DE SPORT	1 386,12	5	1 386,12	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	AUTALAVEUSE KARCHER	2 271,20	6	2 271,20	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
11/08/2021	RESERVOIR D'AIR VERTICAL PEINT	880,00	6	880,00	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHAUFFEUSES	337,65	10	337,65	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLE BERMUDE 120 X 60	459,74	10	459,74	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLE BERMUDE 1/2 RONDE	564,89	10	564,89	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHAISE CAT REGLABLE MATER	1 626,56	10	1 626,56	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	BANC AVEC DOSSIER L 2M	402,43	10	402,43	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	JEUX D'IMITATION	3 127,50	10	3 127,50	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	PLACARDS DEUX PORTES 2105 X 11	3 085,87	10	3 085,87	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	PLACARDS OUVERTS 2105 X 1100 X	525,43	10	525,43	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MEUBLES HAUTS 2 PORTES 2105 X	2 133,84	10	2 133,84	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	COUCHETTES EMPILABLES	680,53	10	680,53	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHAUFFE ELECTRIQUE 100L	346,84	6	346,84	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	VISSEUSE D'ANGLE 8V	613,26	3	613,26	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	DIABLE CHARIOT	354,95	3	354,95	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHAISES GAMME BERMUDE	315,74	10	315,74	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	RAYONNAGES 5 TAB	2 744,11	10	2 744,11	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	ARMOIRE VIDEO	763,38	10	763,38	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	LAVE LINGE VEDETTE	466,00	6	466,00	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	LAVE LINGE ELECTROLUX	449,00	6	449,00	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	COUCHETTES WENDY	1 387,36	10	1 387,36	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLEAU TRYPTIQUE	539,40	5	539,40	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CUISINIERE ELECTRIQUE INDESIT	349,00	6	349,00	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLEAU TRIPTYQUE VERT / FACE	354,02	5	354,02	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	RAYONNAGE 5 TAB NOISY	686,03	10	686,03	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	SECHOIR A DESSINS	445,58	10	445,58	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	REFRIGERATEUR 230L FAURE	316,50	6	316,50	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	TABLEAUX TRIPTYQUES TBI	1 062,05	5	1 062,05	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	RIDEAUX CONFECTIONS ET INSTALL	4 241,26	6	4 241,26	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	JEUX D'IMITATION + VELOS (6)	1 744,36	10	1 569,52	174,84	0,00	-174,84
11/08/2021	MOBILIER DIVERS	20 472,52	10	16 377,75	4 094,77	0,00	-4 094,77
11/08/2021	MODULES DE RANGEMENT	29 992,15	10	23 993,54	5 998,61	0,00	-5 998,61
11/08/2021	ARMOIRE HAUTE	356,00	10	248,60	107,40	0,00	-107,40
11/08/2021	SOLS PVC TARKETT POUR ECOLES M	1 050,00	6	875,00	175,00	0,00	-175,00
11/08/2021	Meuble de cuisine d'imitation	191,20	10	95,00	96,20	0,00	-96,20
11/08/2021	ASPIRATEURS (2)/SACS(10)	644,99	6	536,50	108,49	0,00	-108,49
11/08/2021	grand chariot de ménage réf: I	1 345,88	6	1 120,00	225,88	0,00	-225,88
11/08/2021	Chariot de lavage pliable réf	1 070,40	6	891,00	179,40	0,00	-179,40
11/08/2021	Chariot Ariane 225 avec presse	459,61	6	305,80	153,81	0,00	-153,81
11/08/2021	RADIO CD THOMSON POUR ECOLE MA	54,99	1	54,99	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	MICRO CHAINE AKAI POUR ECOLE M	89,00	1	89,00	0,00	0,00	0,00
11/08/2021	CHARIOTS ARIANE 225 MUTLI-USAG	919,22	6	612,60	306,62	0,00	-306,62
11/08/2021	CHARIOTS DE LAVAGE PLIABLES SA	571,86	6	380,93	190,93	0,00	-190,93
11/08/2021	CHAUFFE EAU ELECTRIQUE ECOLE M	226,42	15	60,27	166,15	0,00	-166,15
12/08/2021	LAVE LINGE	404,14	7	404,14	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	THERMOCOPIEUR	686,39	5	686,39	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHAISES	768,93	10	768,93	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLES	3 003,12	10	3 003,12	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CUISINIERE ELECTRIQUE	403,99	7	403,99	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	REFRIGERATEUR	360,54	6	360,54	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	BACS A LIVRES	356,27	10	356,27	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	ARMOIRES	614,06	10	614,06	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CUISINIERE	410,09	6	410,09	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLEAU TRIPTYQUE	369,32	10	369,32	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	SECHE LINGE	520,00	6	520,00	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	BUREAU	363,29	10	363,29	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE	593,03	6	593,03	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	MACHINE A COUDRE	432,98	10	432,98	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	SECHE LINGE	472,13	6	472,13	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CUISINIERE WHIRLPOOL	453,99	10	453,99	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE	559,03	6	559,03	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	VESTIAIRE 1 CASE	530,07	5	530,07	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
12/08/2021	MEUBLE AUDIO-VISUEL	387,13	10	387,13	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE	754,62	6	754,62	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	BANQUETTE	209,85	10	209,85	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE	483,57	6	483,57	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE	352,16	6	352,16	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	SECHE LINGE	363,68	6	363,68	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	MACHINE A LAVER	492,56	6	492,56	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	FOUR A POTERIE	2 036,03	5	2 036,03	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	BACS A BAC A ALBUMS	934,98	10	934,98	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLEAU BLANC TRIPTIQUE	355,10	5	355,10	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLEAU TRIPTYQUE MIXTE	351,76	5	351,76	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLES REGLABLES T2 A T4 ,CHA	2 984,50	10	2 984,50	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CUISINIERE ELECTRIQUE	521,99	6	521,99	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE	609,00	6	609,00	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	COUCHETTES	961,05	10	961,05	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHARIOTS	950,58	10	950,58	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	ARMOIRE MONOBLOC AUDIO-VISUELL	423,89	10	423,89	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	MEUBLE HAUT MIXTE	324,08	10	324,08	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	ENSEMBLE DE MOTRICITE	910,00	5	910,00	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLES	1 733,00	10	1 733,00	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLES	5 199,01	10	5 199,01	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHAISES	1 310,34	10	1 310,34	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHAISES	3 931,01	10	3 931,01	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE	449,00	6	449,00	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE	450,00	6	450,00	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	COUCHETTES EMPILABLES	869,74	10	869,74	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	COUCHETTES EMPILABLES	2 079,52	10	2 079,52	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLES	885,11	10	885,11	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLES	369,71	10	369,71	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHAISES	645,38	10	645,38	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TELEVISION	427,50	5	427,50	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	MOBILIER SCOLAIRE	4 287,06	10	4 287,06	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	SECHE LINGE VEDETTE	530,00	6	530,00	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE VEDETTE	499,99	6	499,99	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	REFRIGERATEUR BRANDT	472,50	6	472,50	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	COUCHETTES EMPILABLES	1 807,48	10	1 807,48	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	AUTO LAVEUSE RB4	3 976,70	6	3 976,70	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE	499,99	6	499,99	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	MEUBLE RANGEMENT A 3 BACS	836,80	10	836,80	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	MEUBLE 4 TIROIRS	705,47	10	705,47	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLES REGLABLES 60 x 50	3 474,62	10	3 474,62	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLES 160 x 80	668,44	10	668,44	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHAISES HAUTES REGLABLES	3 942,85	10	3 942,85	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLEAU TRIPTYQUE	343,37	5	343,37	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	BUREAUX	503,11	10	503,11	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CUISINIERE VEDETTE	459,99	6	459,99	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	SECHE LINGE VEDETTE	499,99	6	499,99	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	BACS A ALBUM HT REGLABLE PATIO	906,33	10	906,33	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHAUFFEUSE RIBAMBELLE	305,70	10	305,70	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	BANQUETTE RIBAMBELLE	520,98	10	520,98	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	ANGLE 90° RIBAMBELLE	508,06	10	508,06	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LA CHENILLE	321,84	5	321,84	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	AUTOLAVEUVE BR400	2 193,51	6	2 193,51	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLES SOBA 140x70	576,94	10	576,94	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLES SOBA 1/2 ROND 140	335,84	10	335,84	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHAISES PANAMA EPOXY M2	383,20	10	383,20	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	BANQUETTES RIBAMBELLE BLEU JAV	520,98	10	520,98	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	MEUBLE PAPIER A DESSIN ARRONDI	517,75	10	517,75	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	MEUBLE MULTI RANGEMENT A BAC 3	418,40	10	418,40	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLES SCOLAIRES 60X50	1 737,31	10	1 737,31	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHAISES HAUTEUR REGLABLE	1 314,28	10	1 314,28	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	RANGEMENT 107 CM 2 ET. 9 CASES	638,31	10	638,31	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	BANC AVEC DOSSIER 2M ELODIE	331,53	10	331,53	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
12/08/2021	TABLES 120X60 HAUTEUR REGLABLE	689,43	10	689,43	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CUISINIERE ELECTRIQUE 56L	429,00	6	429,00	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	MICRO CHAINE SONY	329,90	5	329,90	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	COUCHETTES EMPILABLES	374,02	10	374,02	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	COUCHETTES EMPILABLES	1 122,08	10	1 122,08	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	COUCHETTES EMPILABLES	850,06	10	850,06	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE VEDETTE	474,06	6	474,06	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE VEDETTE	474,06	6	474,06	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	SECHE LINGE FAGOR	426,55	6	426,55	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	SECHE LINGE FAGOR	426,55	6	426,55	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	SECHE LINGE FAGOR	426,55	6	426,55	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CUISINIERE TOUT ELECTRIQUE 56	429,00	6	429,00	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE VEDETTE	474,06	6	474,06	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHAUFFEUSES DROIT. DEHOUS.	607,09	10	607,09	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CAMESCOPE MINI DV SONY	474,05	5	474,05	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	BUREAU MINISTRE LONG. 160CM	521,58	10	521,58	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CUISINIERE ELECTRIQUE VEDETTE	429,00	6	429,00	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLE BANC JURACELLE ENFANTS	856,81	10	856,81	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	FOUR ELECTRIQUE FP 64 CERAMIQU	2 357,09	6	2 357,09	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	SECHE LINGE SIEMENS 6KG	599,99	6	599,99	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE FAGOR FFT212	459,99	6	459,99	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	REFRIGERATEUR FAGOR 273 L	429,99	6	429,99	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE FAGOR	459,99	6	459,99	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	ARMOIRE 2 PORTES	403,65	10	403,65	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	AUTOLAVEUSE BR400	2 193,51	6	2 193,51	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	AUTOLAVEUSE BR 400	2 193,51	6	2 193,51	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLEAU TRIPTYQUE 1.20 X 2 M	346,60	5	346,60	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	REFRIGERATEUR FAGOR 273 L	429,99	6	429,99	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	BUREAUX DE MAITRE	1 776,07	10	1 776,07	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLEAUX TRYPTIQUES MIXTES 2	2 487,21	5	2 487,21	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	MEUBLES SUR ROULETTES 9 CASES	3 933,18	10	3 933,18	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	POSTES D'ATELIER MOBILE	2 047,31	10	2 047,31	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLES 60 X 50	964,45	10	964,45	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHAISES BAMBOU	836,36	10	836,36	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLES 60 X 50	964,45	10	964,45	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHAISES BAMBOU	836,36	10	836,36	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHAISES BAMBOU	836,36	10	836,36	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHAISES BAMBOU	836,36	10	836,36	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHAISES BAMBOU	836,36	10	836,36	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHAISES BAMBOU	836,36	10	836,36	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLE AGORA PIET ROND 140 X 70	542,51	10	542,51	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHAISES CAMPUS	1 062,41	10	1 062,41	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	RAYONNAGE INIT. 207 CM5 TAB	571,57	10	571,57	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	RAYONNAGES COMPL. 207 CM 5 TAB	458,55	10	458,55	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	MEUBLE AUDIOVISUEL 4P SABLE	579,32	10	579,32	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	RAYONNAGES UNIVERSEL DEPART	900,95	10	900,95	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	RAYONNAGES UNIVERSEL SUIVANT	1 491,89	10	1 491,89	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	PLATEAUX RAYONNAGE UNIVERSEL	523,13	10	523,13	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	MEUBLES A PAPIER A DESSINS	1 646,89	10	1 646,89	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	ARMOIRE 2 PORTES BATTANTES D18	355,21	10	355,21	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	BIBLIOTHEQUE 2P + 2P VERRE	414,41	10	414,41	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	PUPITRE D'ORCHESTRE	1 283,64	10	1 283,64	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LOT DE 5 SERRE- LIVRES DROIT	406,88	10	406,88	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LA CHENILLE COUSSINS	707,84	10	707,84	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	BAC POLY.MOBILE 4 PIEDS PATIO	1 454,22	10	1 454,22	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	RAYONNAGE COMPL. 207 CM 5TAB	471,46	10	471,46	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	RAYONNAGE INIT. 207 CM 5TAB	783,62	10	783,62	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE FAGOR	465,99	6	465,99	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	SECHE LINGE VEDETTE	466,00	6	466,00	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	RAYONNAGE SIMPLE FACE 1.50M	926,18	10	926,18	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHAUFFEUSES D'ANGLE	335,74	10	335,74	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
12/08/2021	MEUBLE MULTI-RANGEMENT	427,20	10	427,20	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHAISES T3	843,56	10	843,56	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLE REGLABLE 120 X 60 X 60	922,83	10	922,83	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	COMBINE CUISINE	461,99	10	461,99	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHEVALET 2F POM'POUCE + PLUMIE	383,10	10	383,10	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	MEUBLE PAPIER A DESSINS BEIGE	550,23	10	550,23	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	BUREAU MAITRE	331,53	10	331,53	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	POSTE ATELIER MOBILE	333,64	10	333,64	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	MEUBLE MULTI-RANGEMENT	427,20	10	427,20	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	COMBINE CUISINE	461,99	10	461,99	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLE REGLABLE OVALE 120 X 90	378,57	10	378,57	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHAISES T1 et T2	723,05	10	723,05	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLEAU TRYPTIQUE	1 380,85	5	1 380,85	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	ARMOIRE 2 PORTES L 120 H 180 C	436,78	10	436,78	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	MEUBLE PAPIER A DESSINS BEIGE	550,24	10	550,24	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	FAUTEUIL VENISE	314,69	10	314,69	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE FAGOR REF FFT212	465,99	6	465,99	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	RAYONNAGE 207 CM 5 TAB	587,71	10	587,71	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	RAYONNAGES 207 CM 5 TAB	574,65	10	574,65	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	SECHE LINGE VEDETTE	605,99	6	605,99	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE	465,99	6	465,99	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	COIN ECOUTE SANS FIL	618,09	10	618,09	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLE D' ECOUTE	489,00	10	489,00	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	COUCHETTES + DRAPS + ETIQUETTE	588,34	10	588,34	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	COUCHETTE + DRAP + ETIQUETTE	588,34	10	588,34	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CUISINE JEU D'IMITATION	490,95	10	490,95	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE FAGOR	465,99	6	465,99	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLE REGLABLE OVALE 120 X 90	394,68	10	394,68	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TABLEAU TRYPTIQUE 2 X 2	363,11	5	363,11	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHAISES REGLABLES	947,23	10	947,23	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	AUTOLAVEUSE BR 400	2 193,46	6	2 193,46	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	BANC ASSISE 3 LAMES	312,59	10	312,59	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	POSTE ATELIER MOBILE	359,95	10	359,95	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	BUREAU DE MAITRE	677,80	10	677,80	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	RIDEAUX PARE-SOLEIL	6 186,55	10	6 186,55	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CUISINIERE ELECTRIQUE INDESIT	405,99	6	405,99	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	BUREAU DE MAITRE	733,29	10	733,29	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	BAC A LIVRES	1 138,59	10	1 138,59	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	MEUBLE A DESSINS 6 TIROIRS	470,73	10	470,73	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	MEUBLE BLOC 15 CASES	584,72	10	584,72	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE VIVA	465,99	6	465,99	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHAUFFE EAU ELECTRIQUE VERTICA	428,67	6	428,67	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	SECHE LINGE LADEN	350,00	6	350,00	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE FAURE	371,00	6	371,00	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	TELEVISEUR LCD PANASONIC	409,50	5	409,50	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE VEDETTE	345,68	6	345,68	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	MONOBROSSE ERGO 400	1 133,81	6	1 133,81	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	CHARIOT	32,00	1	32,00	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	LAVE LINGE VEDETTE VLT 5210W	399,90	6	399,90	0,00	0,00	0,00
12/08/2021	JEUX D'IMITATION	873,67	10	609,37	264,30	0,00	-264,30
12/08/2021	DRAISIENNES	328,50	5	328,50	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	LAVE LINGE	388,14	7	388,14	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	CHAISES	778,59	10	778,59	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	FAUTEUILS VISIT.	225,17	10	225,17	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	BACS A ALBUMS	825,63	10	825,63	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	2 BUREAUX,2 CAISSONS	1 112,08	10	1 112,08	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	MEUBLE RANGEMENT	410,13	10	410,13	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	CHAISES DE PROFESSEUR	389,51	10	389,51	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	ARMOIRE 4 PORTES	989,19	10	989,19	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	TABLES ET CHAISES	12 477,63	10	12 477,63	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	SECHE LINGE VEDETTE	530,00	6	530,00	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	LAVE LINGE VEDETTE	499,99	6	499,99	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	TV 70 CM	379,00	5	379,00	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	COUCHETTES EMPILABLES	306,02	10	306,02	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	LIT SURELEVE SPECIAL	2 670,79	10	2 670,79	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	MATERNELL						
31/08/2021	ARMOIRE 2 PORTES BATTANTES	411,52	10	411,52	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/08/2021	FAUTEUIL VENISE CUIR	314,69	10	314,69	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	LAVE LINGE	465,99	6	465,99	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	LAVE LINGE FAGOR	465,99	6	465,99	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	MEUBLES DESSINS 32 CASES	398,89	10	398,89	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	BANC AVEC DOSSIER + BACS	896,71	10	896,71	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	MEUBLE DESSINS 32 CASES	398,89	10	398,89	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	FAUTEUIL FRIMOUSSE	337,85	10	337,85	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	BANQUETTE FABLE	345,21	10	345,21	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	LAVE LINGE ELECTROLUX EWB 1251	449,00	6	449,00	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	SECHE LINGE VEDETTE	459,90	6	459,90	0,00	0,00	0,00
31/08/2021	LAVE LINGE VEDETTE	449,90	6	449,90	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	TELEVISION	505,37	5	505,37	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	FOUR A POTERIE	1 788,61	6	1 788,61	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	MEUBLE A BACS	318,62	10	318,62	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	LAVE LINGE	548,82	6	548,82	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	LAVE LINGE	506,13	6	506,13	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	MEUBLE ACTIVITES GRAPHIQUES	354,83	10	354,83	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	LAVE LINGE	501,56	6	501,56	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CUISINIERE	410,09	6	410,09	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	REFRIGERATEUR	341,49	6	341,49	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CUISINIERE	410,24	6	410,24	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	MEUBLE	349,11	10	349,11	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	MEUBLES	741,26	10	741,26	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	LAVE LINGE SECHANT	608,27	6	608,27	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	SECHE LINGE	455,82	6	455,82	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	ARMOIRES	682,92	10	682,92	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	ARMOIRES	646,25	10	646,25	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	MEUBLE 16 CASIERS	405,80	10	405,80	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CUISINIERE ELECTRIQUE	410,24	6	410,24	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	LAVE LINGE	559,03	6	559,03	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	VESTIAIRE 2 CASES	148,94	5	148,94	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	VESTIAIRES 4 CASES	269,33	5	269,33	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CHAISES EMPILABLE	436,50	10	436,50	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	MEUBLE A BACS TRANSPARENTS	374,91	5	374,91	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	MEUBLE A PAPIERS	444,48	10	444,48	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	GRAND MEUBLE A CASES	239,14	10	239,14	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	MEUBLE BIBLIO ET CASIERS	474,32	10	474,32	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	BIBLIOTHEQUE PLAN INCLINE	707,14	10	707,14	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	BANQUETTE TOM MOUSSE	250,56	10	250,56	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CHAUFFEUSE TOM MOUSSE	44,95	10	44,95	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	BAC A LIVRES BOIS	197,65	10	197,65	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	MEUBLE A PAPIERS	439,55	10	439,55	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	TABLE	199,19	10	199,19	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CHAISE	429,22	10	429,22	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CHAISES	133,46	10	133,46	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CHAISE	222,44	10	222,44	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CHAISES	1 468,11	10	1 468,11	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CHAISES	1 067,72	10	1 067,72	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	TABLE OVALE	76,33	10	76,33	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	PUZZLE	52,26	5	52,26	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	PUZZLE	109,69	5	109,69	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	PUZZLE	109,69	5	109,69	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	PUZZLE	109,69	5	109,69	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	PUZZLE CYLINDRE	37,67	5	37,67	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	SECHE LINGE	389,66	6	389,66	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CUISINIERS	655,84	10	655,84	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	FOUR A POTERIE ELECTRIQUE	2 036,03	5	2 036,03	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CIRCUIT D'EQUILIBRE	2 685,71	6	2 685,71	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	LAVE LINGE	352,16	6	352,16	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	LAVE LINGE	352,16	6	352,16	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	SECHE LINGE	363,68	6	363,68	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	LAVE LINGE	363,68	6	363,68	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	COUCHETTE EMPILABLE	2 492,77	10	2 492,77	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	JEU DE 4 ROULETTES	26,58	5	26,58	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	JEUX D'ENFANTS	9 658,70	5	9 658,70	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	PROJECTEUR DIAPO ET ECRAN	212,03	5	212,03	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	TABLES 60X40	1 356,84	10	1 356,84	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	RAYONNAGES	786,51	10	786,51	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	MEUBLES MULTIRANGEMENT	2 878,28	10	2 878,28	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
01/09/2021	MEUBLES RANGEMENT	2 683,38	10	2 683,38	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	SECHE LINGE	569,99	6	569,99	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CHAISES	1 130,23	10	1 130,23	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	TABLES	1 444,17	10	1 444,17	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	TELEVISION	427,50	5	427,50	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	BUREAU	342,20	10	342,20	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CHAISES	1 091,95	10	1 091,95	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	MEUBLES-ETAGERES-RANGEMENT	2 901,33	10	2 901,33	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	LAVE LINGE	449,00	6	449,00	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	COUCHETTES EMPILABLES	1 729,64	10	1 729,64	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	SECHE LINGE	500,00	6	500,00	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	COUCHETTES EMPILABLES	1 729,64	10	1 729,64	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	COUCHETTES EMPILABLES	1 039,76	10	1 039,76	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	SECHE LINGE	500,00	6	500,00	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	SECHE LINGE	500,00	6	500,00	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	TABLES	572,06	10	572,06	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CHAISES	742,72	10	742,72	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	COUCHETTES EMPILABLES	519,88	10	519,88	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	BACS ALBUMS	453,33	10	453,33	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	2 MEUBLES PAPIER A DESSIN/BURE	1 852,94	10	1 852,94	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	MOBIERS SCOLAIRES	6 658,49	10	6 658,49	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	SECHE LINGE VEDETTE	530,00	6	530,00	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	LAVE LINGE VEDETTE	499,99	6	499,99	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	SECHE LINGE VEDETTE	530,00	6	530,00	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	COUCHETTES EMPILABLES	1 209,74	10	1 209,74	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	COUCHETTES EMPILABLES	340,02	10	340,02	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	COUCHETTES EMPILABLES	510,03	10	510,03	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	LAVE LINGE VEDETTE	474,06	6	474,06	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CUISINIERE ELECTRIQUE 56L VEDE	429,00	6	429,00	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CUISINIERE ELECTRIQUE 56 L VED	429,00	6	429,00	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	MAGNETOPHONE BARTHE EDUCOMBI	580,18	5	580,18	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	FOUR ELECTRIQUE A POTERIE FP64	2 162,14	5	2 162,14	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	TV 72 CM REAL FLAT STEREO PHIL	323,00	5	323,00	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	COUCHETTES EMPILABLES	435,05	10	435,05	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	TV THOMSON 72CM	338,99	5	338,99	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	TABLEAU TRIPTYQUE 1.20 X 2 M	346,60	5	346,60	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	TABLE D'ACTIVITES DES PETITS	340,40	10	340,40	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CUISINIERE BRANDT KE 7580W	405,99	6	405,99	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	BACS A ALBUM HAUTEUR REGLABLE	1 465,05	10	1 465,05	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	PORTE CERCEAUX MURAL	950,10	6	950,10	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	REFRIGERATEUR FAGOR REF 3FD26L	442,99	6	442,99	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	MEUBLE A DESSINS 32 CASES	392,57	10	392,57	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	MEUBLE 16 CASES BEIGE	1 104,69	10	1 104,69	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	ARMOIRE 2 PORTES BATTANTES D80	839,88	10	839,88	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	MEUBLE 2 PORTES COULISSANTES 1	440,99	10	440,99	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	FAUTEUIL VENISE CUIR	314,69	10	314,69	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	LAVE LINGE FAGOR FFT213	465,99	6	465,99	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	MEUBLE AUDIO MOBILE 4 PORTES	522,03	10	522,03	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	ARMOIRE 2 PORTES H 200 HETRE	743,58	10	743,58	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CHAINE HIFI SONY	476,10	5	476,10	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	SECHE LINGE VEDETTE	605,99	6	605,99	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	AUTOLAVEUSE	2 193,46	6	2 193,46	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CUISINIERE MULTI FONCTION	405,99	6	405,99	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	REFRIGERATEUR / CONGEL 2 P.	442,99	6	442,99	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	BANCS 2M T3	856,96	10	856,96	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	LAVE LINGE FAGOR	465,99	6	465,99	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	LAVE LINGE FAGOR	465,99	6	465,99	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	FOUR ELECTRIQUE FP 64	2 149,57	6	2 149,57	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	BAC A ALBUMS HT REGLABLE	528,34	10	528,34	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	BANC ASSISE 3 LAMES	388,37	6	388,37	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	SECHE LINGE VEDETTE	605,99	6	605,99	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	ARMOIRE A PORTES BATTANTES	334,69	10	334,69	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
01/09/2021	FAUTEUIL DE DIRECTION	323,11	10	323,11	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	MINI CHAINE PHILIPS 2 X 35 W	372,00	5	372,00	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	TELEVISEUR LCD 66 CM PHILIPS	726,00	5	726,00	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	RIDEAUX PARE-SOLEIL	6 335,09	10	6 335,09	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	ARMOIRE 2 PORTES L120 H1998	411,52	10	411,52	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	SECHE LINGE BOSCH 7KG	605,99	6	605,99	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	LAVE LINGE VIVA	465,98	6	465,98	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	BIBLIOTHEQUE PRESENTOIR EN BOI	387,00	10	387,00	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	JEUX D'IMITATION	636,30	10	636,30	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	TRICYCLES MOBY M	161,10	10	161,10	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	POSTE D'ATELIER MOBILE	954,41	10	954,41	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CHAISES	382,72	10	382,72	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	TABLES 60 X 50	1 751,52	10	1 751,52	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	BANCS L 2M	366,55	10	366,55	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	BLOC DE RANGEMENT	369,90	10	369,90	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	MEUBLE FORMAT RAISIN	482,13	10	482,13	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	TABLE 60 X 50	778,45	10	778,45	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	BLOC DE RANGEMENT	369,90	10	369,90	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CHAISE REGLABLE MATER	1 291,68	10	1 291,68	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CHAISE REGLABLE MATER	1 435,20	10	1 435,20	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CHAISE REGLABLE MATER	1 196,00	10	1 196,00	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CHAISE REGLABLE MATER	1 196,00	10	1 196,00	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CHAISE DECOR CHAT	532,73	10	532,73	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CHEVALET MURAL	354,02	10	354,02	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	JEUX D'IMITATION	605,01	10	605,01	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	SECHE LINGE BOSCH	605,99	6	605,99	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	LAVE LINGE VEDETTE 6KG	505,99	6	505,99	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	LAVE LINGE VEDETTE 6 KG	505,99	6	505,99	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	BUREAU DE MAITRE	733,29	10	733,29	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CHAISES REGLABLES MATER	1 865,76	10	1 865,76	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	TABLEAU TRYPTIQUE 100 X 200	398,27	5	398,27	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	BLOC 15 CASES	1 719,94	10	1 719,94	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	TABLE 160 X 80 MATER	312,30	10	312,30	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	BLOC DE RANGEMENT MODULABLE HT	369,90	10	369,90	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CHAISES REGLABLES MATER	526,24	10	526,24	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	TABLEAU TRYPTIQUE 100 X 200	398,27	5	398,27	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	ARMOIRES BP AVEC PORTES	1 246,14	10	1 246,14	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	CHEVALET MURAL AIMANTE	354,02	10	354,02	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	BUREAUX, ARMOIRES, FAUTEUILS,	27 652,90	10	27 652,90	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	TABLES, CHAISES	707,08	10	707,08	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	MODULES DE RANGEMENT	9 810,33	10	9 810,33	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	TELEVISEUR LCD SONY	399,00	5	399,00	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	LAVE LINGE VEDETTE	390,00	6	390,00	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	LAVE LINGE VEDETTE	390,00	6	390,00	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	MATELAS POUR COUCHETTES	535,81	10	535,81	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	COUCHETTES SUPERPOSEES	1 751,33	10	1 751,33	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	SECHE LINGE INDESIT	336,98	6	336,98	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	LAVE LINGE VEDETTE	345,98	6	345,98	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	LAVE LINGE VEDETTE	345,99	6	345,99	0,00	0,00	0,00
01/09/2021	LAVE LINGE FWH6145P/ FAURE	325,98	6	325,98	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	LAVE LINGE	548,82	7	548,82	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	TABLEAU MURAL	320,14	5	320,14	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	DUPLICATEUR	448,24	6	448,24	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	ARMOIRE	307,03	10	307,03	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	PRESENTOIR GRILLE	353,69	10	353,69	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	ASPIRATEUR MONO BROUSSE	1 609,82	6	1 609,82	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	CUISINIERE WHIRLPOOL	451,25	10	451,25	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	BAC A LIVRES METALLIQUE	272,89	5	272,89	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	BAC A ALBUMS ET BD	174,94	10	174,94	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	MEUBLE 32 CASES	336,03	10	336,03	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	MEUBLE PAPIER A DESIN	233,84	10	233,84	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	ARMOIRE	559,48	10	559,48	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	ROULETTES	17,67	5	17,67	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	TABLE	200,20	10	200,20	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	TABLEAU BLANC TRIPTIQUE	355,10	5	355,10	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	LAVE LINGE	450,00	6	450,00	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	REFRIGERATEUR	349,99	6	349,99	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	TABLES	308,64	10	308,64	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
02/09/2021	REFRIGERATEUR	349,99	6	349,99	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	CHAISES	445,63	10	445,63	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	COUCHETTE EMPILABLE	417,87	10	417,87	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	CHAISES PRIMO	613,55	10	613,55	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	TABLES KADDOU 120x80	581,26	10	581,26	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	TABLES KADDOU 120x60x60	348,75	10	348,75	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	CHARIOTS A LIVRES	424,10	10	424,10	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	RAYONNAGE	714,73	10	714,73	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	RAYONNAGE	572,64	10	572,64	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	RAYONNAGE	810,53	10	810,53	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	RAYONNAGE	713,65	10	713,65	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	BUREAU	511,28	10	511,28	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	SECHE LINGE SIEMENS 6KG	599,99	6	599,99	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	COUCHETTES EMPILABLES	418,95	10	418,95	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	REFRIGERATEUR FAGOR 273L	429,99	6	429,99	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	TABLEAU TRYPTIQUE 2 X2 ALU	345,22	10	345,22	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	BANC EMPILABLES 200 CM T3	1 364,01	10	1 364,01	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	LOT 4 ESTRADES ANTIDERAPANT	468,35	6	468,35	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	CUISINIERE VEDETTE	405,99	6	405,99	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	TABLEAU TRYPTIQUE 2 X 2M	726,21	5	726,21	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	RAYONNAGE COMPL . 160	710,42	10	710,42	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	LOT DE 5 SERRE-LIVRES	305,22	10	305,22	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	RAYONNAGE COMPL. 120 CM	363,11	10	363,11	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	TABLEAU TRYPTIQUE	351,53	5	351,53	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	RIDEAUX PAR-SOLEIL	341,34	10	341,34	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	LAVE-LINGE VIVA	465,99	6	465,99	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	ARMOIRE AUDIOVISUELLE	513,66	10	513,66	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	TABLEAU TRYPTIQUE 2M	796,54	5	796,54	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	TABLEAU TRYPTIQUE 2M	398,27	5	398,27	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	AUTOLAVEUSE KARCHER BR40/10C	2 259,24	6	2 259,24	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	MATELAS POUR COUCHETTES	602,78	10	602,78	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	COUCHETTES SUPERPOSEES	1 970,24	10	1 970,24	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	SONO CD 80 W USB	534,00	5	534,00	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	LAVE LINGE FAURE FWH6145P	325,98	6	325,98	0,00	0,00	0,00
02/09/2021	MATERIEL DE MUSCULATION ,DALLE	3 653,32	5	3 653,32	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	ENS. RAYONNAGES	605,16	10	605,16	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CHAISES	439,19	10	439,19	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	MICRO-ORDINATEURS	4 437,29	3	4 437,29	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLES	393,20	10	393,20	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	BANCS	451,33	10	451,33	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	PROCESSEUR	340,13	3	340,13	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	AUTOLAVEUSE	4 008,02	6	4 008,02	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLEAUX TRIPTYQUES	1 638,82	5	1 638,82	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	MEUBLE AUDIO-VISUEL	390,37	10	390,37	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	ARMOIRE INFORMATIQUE	523,26	10	523,26	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TELEVISEUR	449,72	5	449,72	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TELEVISION	432,80	5	432,80	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	MAGNETOSCOPE	210,23	5	210,23	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TELEVISEUR COULEUR	449,72	5	449,72	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	FAUTEUIL DIRECTION	85,74	10	85,74	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLES	612,65	10	612,65	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	THERMOCOPIEUR METRO	736,15	5	736,15	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CUISINIERE	455,66	6	455,66	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	MEUBLE AUDIOVISUEL	406,62	10	406,62	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLEAU TRIPTYQUE	308,65	10	308,65	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLES REGLABLES	5 996,45	10	5 996,45	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	PANNEAU DE BASKET	871,52	5	871,52	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CASIERS TOLE	1 846,33	10	1 846,33	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CHAISES EMPILABLES	979,75	10	979,75	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	MEUBLE BAS	518,98	10	518,98	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLEAUX TRIPTYQUES	2 111,97	5	2 111,97	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLEAUX TRIPTYQUES	1 407,98	5	1 407,98	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLEAUX TRIPTYQUES	3 519,95	5	3 519,95	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLEAUX TRIPTYQUES	2 111,97	5	2 111,97	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLEAU	351,99	5	351,99	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLES	5 875,71	10	5 875,71	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CASIERS	1 505,52	10	1 505,52	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CHAISES	6 667,94	10	6 667,94	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
03/09/2021	TABLEAU TRIPTYQUE	351,99	5	351,99	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	BANQUETTE / CHAUFFEUSES / POUF	393,28	10	393,28	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLES REGLABLES	5 875,71	10	5 875,71	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CASIER TOLE	1 505,52	10	1 505,52	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	MOBILIER DIVERS	820,11	10	820,11	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CHAISES REGLABLES	6 667,94	10	6 667,94	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CHAISES	7 112,47	10	7 112,47	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLES	734,46	10	734,46	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CASIER TOLE	1 593,35	10	1 593,35	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLES	5 581,92	10	5 581,92	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	RETROPROJECTEUR FAMULUS	457,47	5	457,47	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	PRESENTOIR 4 CASES	403,12	10	403,12	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CAISSON PRESENTOIR A PERIODIQU	319,04	10	319,04	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	BACS A ALBUMS HT REGLABLE	453,16	10	453,16	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	RAYONNAGE INIT. 1 F 160 CM	325,07	10	325,07	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	RAYONNAGE COMPL. 1F 160 CM	1 041,96	10	1 041,96	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	BACS POLYVALENTS	379,97	10	379,97	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLES 120 X 80	430,56	10	430,56	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CHAISES MALIBU	499,45	10	499,45	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	MAGNETOPHONE BARTHE EDUCOMBI	660,91	5	660,91	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	MEUBLE AUDIOVISUEL P600	389,66	10	389,66	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLEAU TRYPTIQUE MIXTE	2 169,38	5	2 169,38	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	BUREAUX INFORMATIQUE 3	1 822,16	10	1 822,16	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	ARMOIRE 3 PORTES	383,95	10	383,95	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLES DIAM 120 HT REGLABLE	633,78	10	633,78	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CHAISES HAUTEUR REGLABLE	1 292,97	10	1 292,97	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	MEUBLE 32 CASES COTES ARRONDIS	340,14	10	340,14	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	MEUBLE DE RANGEMENT 9 CASES	418,72	10	418,72	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	MEUBLE RANGEMENT A BACS 3 TIRO	418,72	10	418,72	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	ARMOIRE BIBLIOTHEQUE	525,28	10	525,28	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	BUREAU MINISTRE LONG. 160 CM	537,12	10	537,12	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	BUREAU MAITRE + 2 CAISSONS	321,84	10	321,84	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLEAU ECOLE	361,56	5	361,56	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLEAU ECOLE	361,56	5	361,56	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	BUREAU MAÎTRE	1 287,37	10	1 287,37	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CHAISES ZENITH	697,51	10	697,51	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLES ZOE II REGLABLES 70 X 5	3 428,33	10	3 428,33	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CASIER TABLE ZOE II	934,32	10	934,32	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CHAISES REGLABLES NILA	4 294,84	10	4 294,84	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLES REGLABLES ZOE II	1 278,23	10	1 278,23	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CASIER TABLES ZOE II	355,21	10	355,21	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CHAISES REGLABLES NILA	1 623,20	10	1 623,20	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLEAU TRYPTIQUE 2 X 2 M	346,60	5	346,60	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CASIER TABLES ZOE II	3 267,95	10	3 267,95	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLES REGLABLES ZOE II	11 759,66	10	11 759,66	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CHAISES REGLABLES NILA	8 116,06	10	8 116,06	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	BUREAUX DE MAITRE	3 848,13	10	3 848,13	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CHAISES VISITEURS GALA	595,25	10	595,25	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLE CAMPUS RECT. 160 X 80	936,47	10	936,47	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	BUREAU MINISTRE 4 PIEDS	612,47	10	612,47	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	ARMOIRE 198 X 120 P.PLIANTES	770,70	10	770,70	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	ARMOIRE 105 X 120 P.PLIANTES	305,70	10	305,70	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	ARMOIRE 16 CASES	334,76	10	334,76	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TAPIS EVOLUTION DIMA 600X600	3 204,08	5	3 204,08	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CHARIOT DE PSYCHOMOTRICITE	929,67	10	929,67	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	PIANO DROIT 7 OCTAVES1/4	3 140,00	10	3 140,00	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	BANQUETTE CONCERT POUR PIANO	436,99	10	436,99	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CHAISES EVOLUTIVE + TABLETTE	305,40	10	305,40	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLES 120 x 80	2 424,53	10	2 424,53	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CHAISES NORMA	3 871,21	10	3 871,21	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLES 200 x 80	3 355,68	10	3 355,68	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CHAISES NORMA	3 871,21	10	3 871,21	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CHAISES CAMPUS	639,38	10	639,38	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CHAUFFEUSES DIABOLO II	990,29	10	990,29	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
03/09/2021	REFRIGERATEUR 2 P FAGOR 277 L	442,99	6	442,99	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLEAU TRYPTIQUE 2 X2 ALU	2 071,28	5	2 071,28	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CHAISES VISITEURS HARMONIA	625,17	10	625,17	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CASIERS TABLES ZOE II	1 789,52	10	1 789,52	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLES REGLABLES ZOE 70 X 50	6 841,12	10	6 841,12	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CHAISES REGLABLES CEPHEE	6 841,12	10	6 841,12	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLES CAMPUS RECT. 160 X 80 C	565,18	10	565,18	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	BUREAU MAITRE	1 765,01	10	1 765,01	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLEAU TRYPTIQUE	2 071,28	5	2 071,28	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CASIERS DE TABLES ZOE II	1 860,78	10	1 860,78	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	BUREAU DE MAITRE	1 765,34	10	1 765,34	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CHAISES VISITEUR HARMONIA	625,17	10	625,17	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLE CAMPUS RECT. 160 X 80	565,18	10	565,18	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLES REGLABLES ZOE II 70 X 5	7 114,76	10	7 114,76	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	CHAISES REGLABLES CEPHEE	7 114,76	10	7 114,76	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	FAUTEUIL CUIR ACC BOIS	314,69	10	314,69	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	MEUBLE 12 CASES	499,93	10	499,93	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	RAYONNAGE 120 CM 3 TAB	432,57	10	432,57	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLEAU TRYPTIQUE 2 X 2 M	363,10	5	363,10	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	REFRIGERATEUR FAURE	442,99	6	442,99	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLEAU TRYPTIQUE 2 X 2M	363,11	5	363,11	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	MEUBLE AUDIO MOBILE 4 PORTES	592,54	10	592,54	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	ARMOIRES PORTES PLIANTES L120	411,52	10	411,52	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	RIDEAUX PAR-SOLEIL	671,92	10	671,92	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	RIDEAUX PARE-SOLEIL	1 116,24	10	1 116,24	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	SOULEVE MALADE / SANGLE DE MAI	4 000,00	6	4 000,00	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	PUPITRE DE LECTURE	331,94	10	331,94	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLEAU TRYPTIQUE 2M	796,54	5	796,54	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLEAU TRYPTIQUE 2M	398,27	5	398,27	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	POSE RIDEAUX PARE SOLEIL	3 277,46	10	3 277,46	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	RIDEAUX D'OCCULTATION	3 347,84	10	3 347,84	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLEAU TRYPTIQUE	398,27	5	398,27	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLEAU TRYPTIQUE 2M	796,54	5	796,54	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	PLACARDS 2 PORTES 2355 X 1100	4 638,57	10	4 638,57	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	PLACARDS 2 PORTES 2355 X 1100	6 184,76	10	6 184,76	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	PLACARDS 1PORTE 2355 X 1100 X	1 130,72	10	1 130,72	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	PLACARDS OUVERTS 2355 X 1100 X	1 581,16	10	1 581,16	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	MEUBLE HAUT 2 PORTES 645 X 110	3 855,56	10	3 855,56	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	MEUBLE HAUT 1 PORTE 645 X 550	693,53	10	693,53	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	PLACARDS 1 PORTE 2355 X 1100 X	2 261,45	10	2 261,45	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	PLACARDS OUVERTS 2355 X 1100 X	2 108,21	10	2 108,21	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	MEUBLES HAUT 2 PORTES 645 X 11	5 140,74	10	5 140,74	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	MEUBLE HAUT 1 PORTE 645 X 550	1 387,07	10	1 387,07	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	REHAUSSEURS POUR LEVE-PERSONNE	347,42	10	347,42	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	VITRINES EXTERIEURES POUR AFFI	714,01	10	714,01	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	VITRINES EXTERIEURES	566,90	10	566,90	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLEAU TRYPTIQUE	539,40	5	539,40	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	ARMOIRE AUDIOVISUELLE	513,66	10	513,66	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLEAUX TRIPTYQUES TBI	1 416,06	5	1 416,06	0,00	0,00	0,00
03/09/2021	TABLEAU TRIPTYQUE 120 X 200	500,85	5	500,85	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	GROUPE D'ASPIRATION	3 898,12	7	3 898,12	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	NETTOYEUR	7 339,43	6	7 339,43	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	RAYONNAGES	761,79	10	761,79	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	DUPLICATEURS A ALCOOL	1 411,61	5	1 411,61	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	RAYONNAGES	1 257,41	10	1 257,41	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	TELEVISEUR	452,16	5	452,16	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	VESTIAIRE 2 CASES	148,96	10	148,96	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	LOT DE 3 TABLETTES POUR RAYONN	554,28	10	554,28	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	ARMOIRE	279,74	1	279,74	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	MEUBLES BAS	226,84	10	226,84	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	CHAISE EMPILABLE	289,29	10	289,29	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	BACS A ALBUM	423,50	10	423,50	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
06/09/2021	RAYONNAGE	781,01	10	781,01	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	STRUCTURE DYDAGYM	1 890,37	5	1 890,37	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	ASPIRATEUR	2 396,26	6	2 396,26	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	CAFETIERE	24,23	6	24,23	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	MEUBLE TELE.RAYONNAGE	698,31	10	698,31	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	FONTAINE BIO MACHINE	7 311,15	6	7 311,15	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	MICRO CHAINE	323,00	5	323,00	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	TABLES	3 917,14	10	3 917,14	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	CASIERS	1 003,68	10	1 003,68	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	CHAISES	4 445,30	10	4 445,30	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	TABLEAUX TRIPTYQUES	1 759,97	5	1 759,97	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	PAIRE DE BUTS DE HOCKEY SUR GA	2 275,99	5	2 275,99	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	TABLES REGLABLES 70 x 50	12 109,50	10	12 109,50	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	CASIER TOLE ZOE	3 121,56	10	3 121,56	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	TABLEAUX TRIPTYQUE MIXTE 2 x 2	2 410,38	10	2 410,38	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	CHAISES REGLABLES NILA	14 060,48	10	14 060,48	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	BUREAU 2 CAISSONS	3 616,70	10	3 616,70	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	CHAISES VISITEURS	484,38	10	484,38	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	TABLEAUX TRYPTIQUES MIXTES	1 739,05	5	1 739,05	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	TABLEAU TRYPTIQUE	344,34	5	344,34	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	CHAUFFEUSES D'ANGLE 90 ° DIABO	565,11	10	565,11	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	BANQUETTES 2 PL .DIABOLO	487,61	10	487,61	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	COMBI 55CM DVD SCOPE	499,00	5	499,00	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	ARMOIRES 4 PORTES 180x100	989,21	10	989,21	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	TABLE DE CUISSON 4 PLAQUES ELE	2 511,60	10	2 511,60	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	RAYONNAGE COMPL. 120 CM 3 TABL	554,35	10	554,35	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	RAYONNAGE COMPL. 207CM 5 TABLE	458,55	10	458,55	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	BACS A ALBUM HT REGLABLE	966,61	10	966,61	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	LOT DE 5 SERRES LIVRES DROIT	459,84	10	459,84	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	CHAISES CAMPUS	620,01	10	620,01	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	BANQUETTES 2 PL. DIABOLO	500,53	10	500,53	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	CHAUFFEUSE DROITE DIABOLO	555,42	10	555,42	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	CHAUFFEUSE ANGLE 90° DIABOLO	1 136,68	10	1 136,68	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	LA CHENILLE	331,53	10	331,53	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	BACS A ALBUMS ET BD	391,81	10	391,81	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	TABLES 4 PIEDS 210 X80	708,81	10	708,81	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	BUREAU MAITRE	321,85	10	321,85	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	TABLEAU TRYPTIQUE 2 X 2 M	361,56	5	361,56	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	TV 72 CM REAL FLAT STEREO PHIL	323,00	5	323,00	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	TABLEAU TRIPTYQUE 1.2 X 2 M	693,20	5	693,20	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	ARMOIRE 2 PORTES BATTANTES	436,78	10	436,78	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	FAUTEUIL VENISE	314,70	10	314,70	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	CUISINIERE MULTI FONCTION	405,99	6	405,99	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	REFRIGERATEUR / CONGEL 2 P.	442,99	6	442,99	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	1 PAIRE BUTS FOOT SENIORS	1 957,85	5	1 957,85	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	1 PAIRE BUTS FOOT COMPETITION	1 957,85	5	1 957,85	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	ARMOIRE PORTES PLIANTES	823,04	10	823,04	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	BUREAU DE MAITRE	3 666,46	10	3 666,46	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	TABLEAU PIVOTANT	330,10	5	330,10	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	SIEGE DE TRAVAIL	503,75	10	503,75	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	TABLEAU TRYPTIQUE 2M	398,27	5	398,27	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	TABLE SCOL REGLABLE	19 550,29	10	19 550,29	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	CHAISE CAT REGLABLE	12 892,88	10	12 892,88	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	CHAISE DE REUNION	1 148,16	10	1 148,16	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	TABLE 140 X 70	799,88	10	799,88	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	PLACARDS DEUX PORTES	4 638,56	10	4 638,56	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	PLACARDS OUVERTS	1 581,16	10	1 581,16	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	MEUBLES HAUT DEUX PORTES	3 855,56	10	3 855,56	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	BUREAUX,FAUTEUILS, TABLES,CHAI	23 750,74	10	23 750,74	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	MODULES DE RANGEMENT	11 617,72	10	11 617,72	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	MOTEUR POUR HYDROLAVEUSE	4 784,00	6	4 784,00	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	RIDEAUX CONFECTIONNES	317,06	6	317,06	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	PERCEUSE / VISSEUSE GSR 14	401,45	3	401,45	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	PERCEUSE - VISSEUSE SANS FIL 1	396,67	3	396,67	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
06/09/2021	MONOBROSSE ERGO 400	863,81	6	863,81	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	RIDEAUX	10 880,64	5	10 880,64	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	CRIC ROULEUR ULTRA LEGER POUR	360,00	6	360,00	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	COTES TRANSLUCIDES POUR ABRIS	554,11	5	554,11	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	LAVE LINGE CANDY	329,00	6	329,00	0,00	0,00	0,00
06/09/2021	STADE OMET : PAIRE DE BUTS DE	2 040,48	5	1 632,30	408,18	0,00	-408,18
07/09/2021	FLUTE ALTO	3 656,34	10	3 656,34	0,00	0,00	0,00
07/09/2021	ARMOIRE COSTUMES DE DANSE	505,44	10	505,44	0,00	0,00	0,00
07/09/2021	4 ETUIS VIOLON ET 5 ARCHETS VI	762,25	10	762,25	0,00	0,00	0,00
07/09/2021	MATELAS - SOMMIERS	454,30	6	454,30	0,00	0,00	0,00
07/09/2021	PERGOLA KARPORT POUR BAINADE	299,90	1	299,90	0,00	0,00	0,00
07/09/2021	TABLE PING PONG CORNILLEAU	743,60	6	370,86	372,74	0,00	-372,74
09/09/2021	ENS. MOBILIER	1 066,37	10	1 066,37	0,00	0,00	0,00
09/09/2021	FOUR	1 838,54	6	1 838,54	0,00	0,00	0,00
10/09/2021	CONVERTISSEUR GIGABIT RJ45/SFP	421,00	3	421,00	0,00	0,00	0,00
10/09/2021	CORDON FO LC/SC 2m	388,37	3	388,37	0,00	0,00	0,00
10/09/2021	POSTE ANALOGIQUE FILAIRE - Alc	63,20	5	63,20	0,00	0,00	0,00
10/09/2021	NAS SYNOLOGY RS2212RP+	2 027,89	3	2 027,89	0,00	0,00	0,00
10/09/2021	HDD 3To Seagate Constellation	1 822,13	3	1 822,13	0,00	0,00	0,00
10/09/2021	BLOC MULTI PRISE PDU	378,25	3	378,25	0,00	0,00	0,00
10/09/2021	MEMOIRE DDR3-1333 PC3-10600R h	719,61	3	719,61	0,00	0,00	0,00
10/09/2021	FAX BROTHER - 2845	365,98	3	365,98	0,00	0,00	0,00
10/09/2021	CLAVIER CONNECTEUR USB POUR OP	795,91	3	795,91	0,00	0,00	0,00
10/09/2021	POSTE TEL NUMERIQUE IP 4018 Ur	711,96	5	711,96	0,00	0,00	0,00
10/09/2021	IPHONE 5S gris 16 Go	598,74	5	598,74	0,00	0,00	0,00
10/09/2021	SWITCH MICRO SENS	1 914,00	3	1 914,00	0,00	0,00	0,00
10/09/2021	Borne Wifi Ruckus extérieur	1 454,40	3	1 454,40	0,00	0,00	0,00
10/09/2021	Borne Wifi Ruckus intérieur	835,20	3	835,20	0,00	0,00	0,00
10/09/2021	Mobiview MWB600 et accessoires	480,00	5	384,00	96,00	0,00	-96,00
10/09/2021	Brother FAX-2845	1 011,54	3	1 011,54	0,00	0,00	0,00
13/09/2021	CUISINIÈRE GAZ + FOUR	398,90	10	398,90	0,00	0,00	0,00
14/09/2021	STORE A BANDES VERTICALES	553,75	2	553,75	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	GROUPE DE LAVAGE AUTONOME	26 984,70	2	26 984,70	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	TAILLE HAIES	531,67	6	531,67	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	ASPIRATEURS A FEUILLES	4 592,64	6	4 592,64	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	SOUFFLEUR STHIL	569,25	6	569,25	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	TONDEUSES THERMIQUES TRACTEES	1 696,80	3	1 696,80	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	DEBROUSSAILLEUSES STHIL FS 80	300,21	6	300,21	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	BALAYEUSE RAMASSEUR YNO	600,01	6	600,01	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	TAILLE HAIES STHIL HS80	371,40	6	371,40	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	PLANTES VIVACES	8 973,77	6	8 973,77	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	PLANTES VIVACES	717,82	1	717,82	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	PLANTES VIVACES	769,10	1	769,10	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	PLANTES VIVACES	8 203,68	7	8 203,68	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	DEBROUSSAILLEUSES	1 454,67	6	1 454,67	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	AMENAGEMENT MASSIFS ABORDS EGL	5 587,10	15	5 587,10	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	PLANTATIONS VIVACES	10 299,84	15	9 612,58	687,26	0,00	-687,26
15/09/2021	TAILLE HAIES PPK ECKO HC1500	426,02	6	426,02	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	ACQUISITION D'ARBUSTES	473,80	15	346,90	126,90	0,00	-126,90
15/09/2021	ACQUISITION D'ARBUSTES	369,79	15	270,50	99,29	0,00	-99,29
15/09/2021	ACQUISITION D'ARBUSTES	369,79	15	270,50	99,29	0,00	-99,29
15/09/2021	ACQUISITION D'ARBUSTES	4 004,15	15	2 935,40	1 068,75	0,00	-1 068,75
15/09/2021	PLANTES VIVACES DIVERSES	9 664,34	15	9 019,77	644,57	0,00	-644,57
15/09/2021	ROSIERS RAPSODY	318,75	15	297,25	21,50	0,00	-21,50
15/09/2021	ROSIERS DIVERS	4 037,14	15	3 767,82	269,32	0,00	-269,32
15/09/2021	TONNE D'ARROSAGE CORNU 1000 L	6 054,10	6	6 054,10	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	ROSIERS OPALIA	414,38	15	386,19	28,19	0,00	-28,19
15/09/2021	TAILLES HAIES THERMIQUES STHIL	528,75	6	528,75	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	ROSIERS	402,13	15	374,53	27,60	0,00	-27,60
15/09/2021	PLANTES VIVACES	3 745,59	15	3 495,23	250,36	0,00	-250,36
15/09/2021	ARBRES	6 584,14	15	6 144,22	439,92	0,00	-439,92

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
15/09/2021	PLANTES VIVACES	412,27	15	356,76	55,51	0,00	-55,51
15/09/2021	PLANTES VIVACES	5 044,17	15	4 371,36	672,81	0,00	-672,81
15/09/2021	PLANTES AMNGT ESPACES VERTS	4 210,51	15	3 648,40	562,11	0,00	-562,11
15/09/2021	PLANTES VIVACES ET GRAMINES	8 663,71	15	6 352,80	2 310,91	0,00	-2 310,91
15/09/2021	PLANTES VIVACES	861,18	15	631,10	230,08	0,00	-230,08
15/09/2021	BAC D'ORNEMENT 1000x1000x415	1 118,25	6	1 118,25	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	HOUSSE POUR BAC 1000x1000	670,96	6	670,96	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	BAC D'ORNEMENT 1000x1000x415	2 236,52	6	2 236,52	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	BAC D'ORNEMENT 1000x1000x705	5 356,29	6	5 356,29	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	BAC D'ORNEMENT 1200x1200x705	1 444,77	6	1 444,77	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	BACS BOIS 1000x1000x415	644,11	6	644,11	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	BACS BOIS 1200x1200x415	730,88	6	730,88	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	HOUSSE POUR BACS 1000x1000	597,14	6	597,14	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	SECHE LINGE CANDY / PROLINE	294,00	6	294,00	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	meuleuse MAK 290 D 125	354,74	3	354,74	0,00	0,00	0,00
15/09/2021	DEBROUSSAILLEUSE STIHL FS91R	688,51	6	343,50	345,01	0,00	-345,01
15/09/2021	SOUFFLEUR THERMIQUE STIHL BR55	1 078,51	6	538,50	540,01	0,00	-540,01
15/09/2021	Débroussailleuse STIHL FS 91 se	753,60	6	250,60	503,00	0,00	-503,00
15/09/2021	Souffleur STIHL BR 550 serie 5	558,00	6	186,00	372,00	0,00	-372,00
15/09/2021	Taille haie perche STIHL HL 92	588,00	6	196,00	392,00	0,00	-392,00
16/09/2021	DEBROUSSAILLEUSE FS80R TRIMCUT	652,43	6	652,43	0,00	0,00	0,00
16/09/2021	SOUFFLEUR THERMIQUE BR500	416,25	6	416,25	0,00	0,00	0,00
16/09/2021	DEBROUSSAILLEURS STHIL FS 87R	398,07	6	398,07	0,00	0,00	0,00
17/09/2021	tondeuse HONDA HRH HXE 536	891,60	6	891,60	0,00	0,00	0,00
17/09/2021	débroussailleuse STHILL FS 90 R	275,42	6	275,42	0,00	0,00	0,00
17/09/2021	remorque PTAC 750 KG Pack benn	1 205,00	6	802,49	402,51	0,00	-402,51
20/09/2021	débroussailleuses FS 90 R N° SE	718,51	6	478,26	240,25	0,00	-240,25
20/09/2021	souffleur STIHL BR700 (5102406	614,25	6	409,13	205,12	0,00	-205,12
20/09/2021	souffleurs STIHL BG86 (1825928	303,75	6	201,88	101,87	0,00	-101,87
20/09/2021	TAILLE HAIES PPK ECHO 1500 HC	148,30	1	148,30	0,00	0,00	0,00
21/09/2021	TRONCONNEUSE FRAISE-SCIE	26 491,40	6	26 491,40	0,00	0,00	0,00
21/09/2021	BETONNIERE MOTEUR HONDA 350L	1 593,23	3	1 593,23	0,00	0,00	0,00
21/09/2021	CHARIOT OXYFLAM PRODIGE SAF	1 130,22	6	1 130,22	0,00	0,00	0,00
21/09/2021	TABLE D'EMPOTAGE ALU	1 241,69	3	1 241,69	0,00	0,00	0,00
21/09/2021	PERFORATEUR 1500W GBH11DE	1 343,79	3	1 343,79	0,00	0,00	0,00
21/09/2021	PIROGUE DOUBLE GERONIMO	2 331,06	6	2 331,06	0,00	0,00	0,00
21/09/2021	BETONNIERE ELECTRIQUE / TRETEA	300,50	6	300,50	0,00	0,00	0,00
21/09/2021	MEULEUSE EN BOUT 7000T/MN GGS	343,60	3	343,60	0,00	0,00	0,00
21/09/2021	MEULEUSE EN BOUT 7000T/MN	343,60	3	343,60	0,00	0,00	0,00
21/09/2021	ASPIRATEUR INOX 50L JET 50	464,53	6	464,53	0,00	0,00	0,00
24/09/2021	FAUTEUILS,SIEGES	6 606,51	10	6 606,51	0,00	0,00	0,00
24/09/2021	BUREAU RDC RESPONSABLE GRADE D	1 322,89	10	1 322,89	0,00	0,00	0,00
24/09/2021	FAUTEUILS	528,94	10	528,94	0,00	0,00	0,00
24/09/2021	SIEGES	547,03	10	547,03	0,00	0,00	0,00
24/09/2021	ARMOIRE HAUTE	708,27	10	708,27	0,00	0,00	0,00
24/09/2021	BUREAU ASVT	1 462,83	10	1 462,83	0,00	0,00	0,00
24/09/2021	ARMOIRE RIDEAUX	672,75	10	672,75	0,00	0,00	0,00
24/09/2021	FAUTEUILS DE TRAVAIL	527,65	10	527,65	0,00	0,00	0,00
24/09/2021	FAUTEUIL SUR ROULETTES	692,53	10	692,53	0,00	0,00	0,00
24/09/2021	ARMOIRE A RIDEAUX 1980 X 1000	359,16	10	359,16	0,00	0,00	0,00
24/09/2021	ARMOIRE 1980 X 1200 5 TAB	799,53	10	799,53	0,00	0,00	0,00
24/09/2021	CHAISE DE TRAVAIL	1 131,66	10	1 131,66	0,00	0,00	0,00
24/09/2021	CASQUES + SURLUNETTES DE PROTE	313,53	6	313,53	0,00	0,00	0,00
24/09/2021	GILETS PAR-BALLES	7 631,80	6	7 631,80	0,00	0,00	0,00
24/09/2021	GILETS PAR BALLES	9 408,00	6	9 408,00	0,00	0,00	0,00
24/09/2021	GILETS PARE BALLE	5 844,00	6	5 844,00	0,00	0,00	0,00
24/09/2021	GILETS PARE-BALLES	2 244,00	8	1 681,00	563,00	0,00	-563,00
24/09/2021	FOUR MICRO-ONDE	150,00	6	125,00	25,00	0,00	-25,00
08/10/2021	CAISSONS SIGNALISATION	813,83	7	813,83	0,00	0,00	0,00
08/10/2021	PANNEAUX ET SUPPORTS	14 672,53	6	14 672,53	0,00	0,00	0,00
11/10/2021	débroussailleuse STHILL FS 90 R	275,42	6	275,42	0,00	0,00	0,00
20/10/2021	CONGELATEUR ARTHUR MARTIN	799,00	6	799,00	0,00	0,00	0,00
20/10/2021	PIED POUR ECRAN PLASMA	837,20	5	837,20	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2021	ASPIRATEUR	159,65	1	159,65	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ASPIRATEUR	159,66	1	159,66	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ASPIRATEUR	159,66	1	159,66	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ASPIRATEUR	159,66	1	159,66	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	GRAVEUR CDRW INTENSO 16X10	196,66	1	196,66	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	IMPRIMANTE HP DESKJET 845C - C	134,00	1	134,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BOUILLOIRE	24,23	1	24,23	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MINI FOUR	150,77	1	150,77	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	REFRIGERATEUR	211,77	1	211,77	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MAGNETOSCOPE	150,93	1	150,93	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PLATINE TOURNE DISQUE	105,18	1	105,18	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE SCOLAIRE	211,86	1	211,86	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLEAU PIVOTANT VERTICAL MIXT	241,38	1	241,38	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANCS EMPILABLES	298,57	1	298,57	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO CD K7	180,00	1	180,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO CD K7	90,00	1	90,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO CD K7	180,00	1	180,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BUFFET VAISSELIER	152,14	1	152,14	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANCS EN BOIS	219,21	1	219,21	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MARCHEPIEDS	181,79	1	181,79	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MARCHEPIEDS	181,79	1	181,79	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANCS 2M SANS DOSSIER	217,40	1	217,40	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHEVALET AU SOL PLIANT	128,32	1	128,32	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISES REGLABLES NILA	240,88	1	240,88	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ARMOIRE A PHARMACIE 2 PORTES	72,12	1	72,12	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLEAU	121,79	1	121,79	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLES	181,14	1	181,14	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE BAS	221,09	1	221,09	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE	144,25	1	144,25	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISES VISITEUR	111,55	1	111,55	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BAC POLYVALENT	249,27	1	249,27	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLEAU EMAILLE	89,57	1	89,57	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE HAUTEUR REGLABLE	146,77	1	146,77	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ARMOIRE A PHARMACIE	84,75	1	84,75	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SECHE-DESSINS	121,00	1	121,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD	190,00	1	190,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LOGICIEL	144,19	1	144,19	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BIBLIOTHEQUE	130,00	1	130,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE PAPIER A DESSINS	264,63	1	264,63	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ECHAFAUDAGE	187,47	1	187,47	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD	180,00	1	180,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD	90,00	1	90,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MAGNETOSCOPE 2 TETES	150,00	1	150,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	KIT D'ACCROCHAGE	228,06	1	228,06	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	KIT D'ACCROCHAGE	228,05	1	228,05	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CASIER	11,00	1	11,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLEAU BLANC VELEDA	223,65	1	223,65	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE ERGONOMIQUE	96,28	1	96,28	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE	111,13	1	111,13	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLEAU DOUBLE FACE	239,87	1	239,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PANNEAU D'AFFICHAGE	33,01	1	33,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANQUETTE / CHAUFFEUSE	147,99	1	147,99	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHARIOT A LIVRES	212,36	1	212,36	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISES	174,72	1	174,72	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BUREAU	300,39	1	300,39	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD + MICRO	184,00	1	184,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MAGNETOSCOPE MONO 2 TETES	141,55	1	141,55	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MAGNETOSCOPE MONO 2 TETES	141,55	1	141,55	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD	134,00	1	134,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	GUITARES	214,00	1	214,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHARIOT DE MENAGE	209,95	1	209,95	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ELEMENTS DE CUISINE	298,00	1	298,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PROJECTEUR DIAPOS KINDERMANN	108,93	1	108,93	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ECRAN MURAL ORAY 200 X200	196,96	1	196,96	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MAGNETOSCOPE 6 TETES	159,90	1	159,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE	148,54	1	148,54	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CASIER TOLE	25,09	1	25,09	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE	48,96	1	48,96	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2021	CASIER TOLE	12,55	1	12,55	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MAGNETOSCOPE 6 TETES	159,90	1	159,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ARMOIRE A PHARMACIE	76,30	1	76,30	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	COUCHETTE EMPILABLE	179,87	1	179,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO CASSETTE CD	60,00	1	60,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO CASSETTE CD	60,00	1	60,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SURMEUBLE 4 TIROIRS	217,44	1	217,44	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE ETAGERE	191,06	1	191,06	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE DU MAITRE	58,45	1	58,45	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE PAPIER A DESSIN	258,87	1	258,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE DESSIN 40 CASES	287,94	1	287,94	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLEAU VERT	135,63	1	135,63	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BUREAU DE MAITRE	251,55	1	251,55	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD	119,80	1	119,80	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE DE MAITRE	58,45	1	58,45	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PRESENTOIR DOUBLE FACE	235,19	1	235,19	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LOT DE 5 SERRE- LIVRES DROIT	269,10	1	269,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAUFFEUSE DROITE DIABOLO	277,71	1	277,71	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLES BASSES 60 X 60	300,32	1	300,32	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHEVALET PEINTURE DOUBLE FACE	138,86	1	138,86	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LOT 5 SERRES LIVRES ANGL.RON.P	186,76	1	186,76	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	FAUTEUIL DIRECTION	147,47	1	147,47	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	FAUTEUILS VISITEURS	156,08	1	156,08	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PRESENTOIR TOURNANT S/ROU PATI	203,98	1	203,98	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RAYONNAGE INIT 1F 207 CM	143,16	1	143,16	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLETTE PROFOND . P/DOS SUSPE	25,30	1	25,30	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ARMOIRETTE SANS PORTES PATIO	128,63	1	128,63	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	KOTA BAC A BD / ALBUMS ENFANT	194,28	1	194,28	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE DU MAITRE	116,90	1	116,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BUREAU DU MAITRE	251,55	1	251,55	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BUREAU DE MAITRE + 2 CAISSONS	301,39	1	301,39	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAUFFEUSES RIBAMBELLE	229,27	1	229,27	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ANGLE 90° RIBAMBELLE ORANGE	127,02	1	127,02	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BUREAU ASSY. 160CM A DROITE	262,64	1	262,64	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RAYONNAGE ORCHIDEE 160 CM 1 FA	272,87	1	272,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	EXTENSION MICRO + CAISSON	188,37	1	188,37	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLETTE CLAVIER	52,74	1	52,74	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CAISSON MOBILE 3 TIROIRS	177,61	1	177,61	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO CD PHILIPS	210,00	1	210,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO CD PHILIPS	70,00	1	70,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHARGEUR BATTERIES DIABLE MOTO	196,14	1	196,14	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	VELO DRAISIENNE AVEC PEDALES	290,63	1	290,63	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD PORTABLE PHILIPS	70,00	1	70,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD PORTABLE PHILIPS	140,00	1	140,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ROULETTES POUR COUCHETTES	9,87	1	9,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	COUCHETTES EMPILABLES	68,00	1	68,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	COUCHETTES EMPILABLES	68,00	1	68,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ROULETTES POUR COUCHETTES	9,87	1	9,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	COUCHETTES EMPILABLES	238,01	1	238,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ROULETTES POUR COUCHETTES	9,87	1	9,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ROULETTES POUR COUCHETTES	19,73	1	19,73	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ROULETTES POUR COUCHETTES	19,73	1	19,73	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	COUCHETTES EMPILABLES	170,01	1	170,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	COUCHETTES EMPILABLES	272,02	1	272,02	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	COUCHETTES EMPILABLES	68,00	1	68,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ROULETTES POUR COUCHETTES	9,87	1	9,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ROULETTES POUR COUCHETTES	9,87	1	9,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	COUCHETTES EMPILABLES	204,01	1	204,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ROULETTE POUR COUCHETTES	9,87	1	9,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ROULETTE POUR COUCHETTES	9,87	1	9,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LECTEUR DVD CD MP3 PHILIPS	176,00	1	176,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD PORTABLE PHILIPS	140,00	1	140,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RAYONNAGE INIT.120 CM 3 TABLET	143,14	1	143,14	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RAYONNAGE INIT. 207 CM 5 TABLE	190,52	1	190,52	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2021	TABLE CAMPUS RECTANGULAIRE 160	180,84	1	180,84	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLES BASSES 60 X 60	204,52	1	204,52	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHEVALETS 90 CM	226,06	1	226,06	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANCS EMPILABLES 2 M AVEC DOSS	176,53	1	176,53	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANC EMPILABLE 2M AVEC DOSSIER	88,26	1	88,26	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANC EMPILABLE 2M AVEC DOSSIER	88,26	1	88,26	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANC 2 M AVEC DOSSIERS	88,26	1	88,26	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE OVALE 120 X 90	87,83	1	87,83	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE OVALE 120 X 90	87,83	1	87,83	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANQUETTE BAMBINO PVC	53,82	1	53,82	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAUFFEUSE BAMBINO PVC	34,23	1	34,23	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANQUETTE BAMBINO PVC	53,82	1	53,82	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANQUETTE BAMBINO PVC	34,23	1	34,23	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAUFFEUSE BAMBINO PVC	34,23	1	34,23	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAUFFEUSE BAMBINO PVC	34,23	1	34,23	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE PAPIER DESSIN ARRONDI	269,10	1	269,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BAC A ALBUM 3P	171,90	1	171,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BUREAU DE MAITRE	265,87	1	265,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE DU MAITRE	61,68	1	61,68	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE INFORMATIQUE MIMIZAN	118,31	1	118,31	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE A PAPIER DESSIN ARRONDI	269,10	1	269,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE A DESSIN A3 FIXATION MU	233,58	1	233,58	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BUREAU DE MAITRE	265,87	1	265,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE DU MAITRE	61,68	1	61,68	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BAC A ALBUM	171,90	1	171,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	DESSERTA A PEINTURE 4 CASES	220,66	1	220,66	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE 200 X 80	117,65	1	117,65	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANQUETTE 3 PLACES PVC	97,95	1	97,95	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE INFORMATIQUE MIMIZAN	118,30	1	118,30	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ROULETTES POUR COUCHETTES	19,73	1	19,73	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	FAUTEUIL DE BUREAU	117,33	1	117,33	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHEVALET A PEINTURE 90 CM	113,02	1	113,02	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANC 2 M AVEC DOSSIER	264,79	1	264,79	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE 160 X 80	127,02	1	127,02	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISES CHANT PROTEGE	209,25	1	209,25	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	VESTIAIRE MOBILE 3 P	160,38	1	160,38	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHARIOT 8 BACS	162,00	1	162,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE INFORMATIQUE MIMIZAN	118,30	1	118,30	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANQUETTE 3 PLACES PVC BAMBINO	76,42	1	76,42	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANQUETTE 3 PLACES PVC BAMBINO	76,42	1	76,42	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE PAPIER A DESSIN ARRONDI	269,10	1	269,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ETAGERE 3 P SIMPLE FACE	141,55	1	141,55	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE 120 X 60 HAUT. REGLABLE	144,24	1	144,24	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RAYONNAGE 207 CM 5 TABLETTES P	190,53	1	190,53	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RAYONNAGE COMPL. 207 CM 5 TAB	152,85	1	152,85	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PRESENTOIR 120 CM PATIO	143,16	1	143,16	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RAYONNAGE INIT. 120 CM 3 TAB P	143,16	1	143,16	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RAYONNAGE COMPL. 120 CM 3 TAB	110,87	1	110,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE INFORMATIQUE SEVILLE	128,63	1	128,63	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE INFORMATIQUE QUATUOR	223,89	1	223,89	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE EVOLUTIVE PLUS TABLETTE	149,95	1	149,95	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	FAUTEUIL DIRECTION RAY II	151,77	1	151,77	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ARMOIRE RIDEAUX L120 / H 69.5	300,31	1	300,31	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANC 1.60 M SS DOSSIER	148,54	1	148,54	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLEAU PIVOTANT AXE VERTICAL	246,50	1	246,50	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2021	CHAISE ERGONOMIQUE REGLABLE PR	67,81	1	67,81	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SIEGE POUSSIN BANQUETTE 2 PL	79,65	1	79,65	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SIEGE POUSSIN BANQUETTE 2 PL	79,65	1	79,65	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SIEGE POUSSIN BANQUETTE 3 PL	97,95	1	97,95	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SIEGE POUSSIN BANQUETTE 3 PL	97,95	1	97,95	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SIEGE POUSSIN CHAUFFEUSE ANGLE	92,57	1	92,57	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SIEGE POUSSIN CHAUFFEUSE ANGLE	92,58	1	92,58	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BAC A ALBUM HAUT ARIANE	188,37	1	188,37	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BAC A ALBUMS HAUT ARIANE	188,37	1	188,37	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE CLIP + ACCOUDOIRS	117,33	1	117,33	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	FAUTEUIL DE DIRECTION RAYII	151,77	1	151,77	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAIRE PROFESSEUR	138,86	1	138,86	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	FAUTEUIL DIRECTION RAY II C.C.	151,77	1	151,77	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANQUETTE 3 PLACES BAMBINO	152,85	1	152,85	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BAC A ALBUM CROQ LUNE	171,90	1	171,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BAC A ALBUMS PIERROT	205,98	1	205,98	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LECTEUR DVD PHILIPS	66,48	1	66,48	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LECTEUR DVD PHILIPS	66,48	1	66,48	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO CD K7 PHILIPS	54,90	1	54,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD PHILIPS	54,90	1	54,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD PHILIPS	54,90	1	54,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD PHILIPS	164,70	1	164,70	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD PHILIPS	109,80	1	109,80	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO CD K7	54,90	1	54,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ROULETTES OUCHETTES EMPILABLES	64,52	1	64,52	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	COUCHETTES EMPILABLES	116,01	1	116,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LECTEUR DVD PHILIPS DVP3040	69,00	1	69,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LECTEUR DVD PHILIPS DVP3040	69,00	1	69,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD THOMSON TM9237	53,01	1	53,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MATELAS DE REPOS M2 BLANC	244,46	1	244,46	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BUREAU DE MAITRE	296,01	1	296,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE BAS 2 PORTES BATTANTES	303,01	1	303,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BUREAU DE MAITRE	296,01	1	296,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISES VISITEURS GALA	85,04	1	85,04	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE MIKADO ACCOUDOIRS	149,62	1	149,62	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BUREAU DE MAITRE	296,01	1	296,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISES VISITEURS GALA	85,04	1	85,04	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	FAUTEUIL DE DIRECTION RAY II C	149,62	1	149,62	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	FAUTEUIL REGLABLE PIERROT	58,45	1	58,45	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PORTE CERCEAUX MOBILE	182,99	1	182,99	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE A DESSINS 30 CASES	296,01	1	296,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PROJECTEUR DIAFOCUS 1500	166,84	1	166,84	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLEAU DOUBLE FACE PIVOTANT	258,87	1	258,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MICRO ONDES BRANDT	249,99	1	249,99	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MINI CHAINE HIFI SONY 2 x 120	249,99	1	249,99	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MAGNETOSCOPE LG VHS 4T	99,00	1	99,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	GOULOTTES HORIZONTAL	11,72	1	11,72	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISES VISITEURS GALA	255,12	1	255,12	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLES 160 X 60	276,63	1	276,63	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLES 160 X 60	276,63	1	276,63	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLES 60 X 50	275,56	1	275,56	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLES 160 X 60	276,63	1	276,63	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLES OVALES	255,11	1	255,11	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLES 160 X 60	276,63	1	276,63	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLES 120 X 60	127,55	1	127,55	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLES OVALES	255,11	1	255,11	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLES 160 X 60	276,63	1	276,63	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE 120 X 60	127,55	1	127,55	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLES REGLABLES OVALES	255,11	1	255,11	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLES 160 X 60	276,63	1	276,63	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLES 120 X 60	127,55	1	127,55	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLES OVALES	255,11	1	255,11	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE AGORA PIET ROND 1/2 RD16	187,29	1	187,29	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2021	BUREAU ASYMETRIQUE RET DROITE	278,79	1	278,79	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CAISSON MOBILE 3 TIROIRS	181,91	1	181,91	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	EXTENSION MICRO + CAISSON	202,36	1	202,36	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ARMOIRE 2 PORTES BATTANTES D11	263,72	1	263,72	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	JEUX DE 2 RAILS POUR DOSSIERS	48,44	1	48,44	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	FAUTEUIL DIRECTION C.C /CUIR	149,62	1	149,62	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD SONY	79,99	1	79,99	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD SONY	79,99	1	79,99	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE MALIBU DL 120 X 80	230,35	1	230,35	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE CAMPUS RECTANGULAIRE 160	192,68	1	192,68	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	POUFS DIABOLO II	167,91	1	167,91	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE BASSE 100 X 100 HETRE	75,35	1	75,35	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MARTEAU PERFORATEUR	301,26	1	301,26	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ESCABEAU 3 MARCHES	84,01	1	84,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ESCABEAU PRO.ALU. 5 MARCHES	118,00	1	118,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ESCABEAU PRO.ALU 8 MARCHES	178,00	1	178,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ECHELLES 3 PLANS ALU	150,00	1	150,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD SONY	95,50	1	95,50	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD SONY	95,50	1	95,50	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LECTEUR DVD DVIX MP3 SCOOT	57,30	1	57,30	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LECTEUR DVD DVIX MP3 SCOTT	57,30	1	57,30	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MAGNETOSCOPE VHS 4T HIFI LG	97,30	1	97,30	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	FOUR MICRO ONDES INOX BRANDT	251,99	1	251,99	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD SONY	191,00	1	191,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MINI CHAINE SONY 2 X 120 W CD	250,83	1	250,83	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD SONY	96,00	1	96,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LECTEUR DVD DIVX MP3 NOIR	57,00	1	57,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAINE HIFI 2 X 60 W SONY 3CD	230,74	1	230,74	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE RANGEMENT SERVIETTES	277,85	1	277,85	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BUREAU CLASSIQUE 140 X 80	135,77	1	135,77	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLETTE CLAVIER ANTHRACITE	52,62	1	52,62	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BAC ALBUM VERT	182,10	1	182,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANQUETTES 2 PLACES	163,13	1	163,13	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANCS 3 LAMES 200 CM T3	268,38	1	268,38	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE SUR ROULETTES	201,76	1	201,76	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SURMEUBLE 4 TIROIRS	225,45	1	225,45	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE PORTES COULISSANTES	240,60	1	240,60	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE 160 X 60 T3	101,98	1	101,98	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE REGLABLE 120 X 60 X 60	230,71	1	230,71	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANQUETTE 2 PLACES 3 - 6 ANS	81,57	1	81,57	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CAISSON SUR ROULETTES 3 TIROIR	163,13	1	163,13	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ARMOIRE LARGE 120 / H 198CM	289,43	1	289,43	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SURMEUBLE LARG 120 / H45 CM	194,71	1	194,71	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	FAUTEUIL CLIP II	118,93	1	118,93	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISES VISITEURS	147,35	1	147,35	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE 6 CASES BEIGE	214,71	1	214,71	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANQUETTE 2 PLACES 3/6 ANS	81,57	1	81,57	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PRESENTOIR TOURNANT	226,28	1	226,28	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	JEUX DE ROULETTE POUR COUCHETT	124,69	1	124,69	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CAISSON MOBILE 2 TIROIRS	177,87	1	177,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BUREAU RETOUR DROIT	299,96	1	299,96	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CAISSON MOBILE 3 TIROIRS	177,87	1	177,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLETTE CLAVIER ANTHRACITE	52,62	1	52,62	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	EXTENSION MICRO	157,87	1	157,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CAISSON SUR ROULETTES 3 TIROIR	169,45	1	169,45	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ARMOIRE 2 PORTES L 80 / H 72 C	157,87	1	157,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE VISITEUR HARMONIA	208,39	1	208,39	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BUREAU RETOUR A DROITE	191,55	1	191,55	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANC 160 CM T3	161,03	1	161,03	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ASPIRATEURS 18L	55,80	1	55,80	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BUREAU RETOUR A DROITE	191,56	1	191,56	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ARMOIRE 2 PORTES L 80 H 72 CM	164,19	1	164,19	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2021	EXTENSION MICRO	157,88	1	157,88	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE VISITEURS	208,36	1	208,36	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BIBLIOTHEQUE RECTO / VERSO	288,37	1	288,37	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CAISSON 3 TIROIRS	163,14	1	163,14	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE 8 CASES	235,24	1	235,24	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE SUR ROULETTES 9 CASES	219,02	1	219,02	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RAYONNAGE 120 CM 3 TAB.	144,19	1	144,19	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE PORTE COULISSANTE	240,60	1	240,60	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE VISITEUR HARMONIA	104,20	1	104,20	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BUREAU CLASSIQUE	194,71	1	194,71	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE VISITEUR	208,39	1	208,39	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CAISSON MOBILE 2 TIROIRS	177,87	1	177,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLETTE CLAVIER ANTHRACITE	52,62	1	52,62	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	EXTENSION MICRO + CAISSON UC	197,87	1	197,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ASPIRATEUR A BOIS 750W	207,90	1	207,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ARMOIRE A PHARMACIE	89,15	1	89,15	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ARMOIRE A PHARMACIE	145,43	1	145,43	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BRANCARD PLIANT ALU	145,43	1	145,43	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ARMOIRE RANGEMENT BRANCARD	104,53	1	104,53	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE SUR ROULETTE 9 CASES	219,02	1	219,02	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PUPITRE MATERNELLE MURAL 145 X	150,50	1	150,50	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RAYONNAGE INTIAL 207 CM 5 TAB	191,55	1	191,55	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CLE A CHOCS	235,42	1	235,42	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TAPIS DE REGROUPEMENT	116,10	1	116,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD SONY	191,00	1	191,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD SONY	191,00	1	191,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LECTEUR DVD SCOTT	57,30	1	57,30	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LECTEUR DVD SCOTT	57,30	1	57,30	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CAISSON SUR ROULETTES	163,13	1	163,13	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BUREAU RETOUR A DROITE	191,55	1	191,55	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BUREAU MAITRE	294,17	1	294,17	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	EXTENSION BUREAU POUR ORDI	157,87	1	157,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ARMOIRE 2 PORTES BATTANTES	189,45	1	189,45	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISES VISITEURS	208,39	1	208,39	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ARMOIRE A PHARMACIE	89,15	1	89,15	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANC AVEC 2 BACS ALBUMS	196,81	1	196,81	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BAC ALBUM HAUT	234,70	1	234,70	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BAC ALBUM BAS	172,61	1	172,61	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BAC A LIVRE RECTANGLE	176,82	1	176,82	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANQUETTE 2 PLACES	163,13	1	163,13	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CANAPE 3 PLACES	99,99	1	99,99	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ARMOIRE A PHARMACIE	89,15	1	89,15	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAINE HIFI SONY	238,05	1	238,05	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE VISITEURS HARMONIA	208,39	1	208,39	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TELEVISEUR SAMSUNG	299,00	1	299,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TELEVISEUR SAMSUNG	299,00	1	299,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TELEVISEUR SAMSUNG	299,00	1	299,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ASPIRATEUR ZEF P110 18L	154,94	1	154,94	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LECTEUR DVD SCOTT	114,60	1	114,60	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PUPITRE MURAL 145 X 60	150,50	1	150,50	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PUPITRE MURAL 85 X 60	100,30	1	100,30	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE P/ FAUT. ROUL.	238,81	1	238,81	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SYSTEME DE FIXATION POUR CADR	241,11	1	241,11	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ARMOIRE DE TOILETTE	30,00	1	30,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RAYONNAGE COMPLE. 120 CM 3 TAB	111,56	1	111,56	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PUPITRE MURAL 85 X 60	100,30	1	100,30	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PUPITRE MURAL 145 X 60	150,50	1	150,50	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE BAS PORTES COULISSANTES	235,76	1	235,76	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE BAS PORTES BATTANTES	275,75	1	275,75	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PORTE PARAPLUIE	48,41	1	48,41	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PUPITRE MOBILE 145 X 60	150,50	1	150,50	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE DE BUREAU	104,20	1	104,20	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ETAGERE SUPERPOSABLE	188,39	1	188,39	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PUPITRE MOBILE 145 X 60	150,50	1	150,50	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE A DESSINS	275,12	1	275,12	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2021	MEUBLE 1 PORTE	301,01	1	301,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE DE BUREAU	104,20	1	104,20	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE 9 CASES	219,02	1	219,02	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE 12 CASES	237,33	1	237,33	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE REGLABLE 120 X 60	114,93	1	114,93	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISES BAMBOU T2	120,51	1	120,51	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE OCTOGONALE 120	133,45	1	133,45	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISES BAMBOU T2	241,02	1	241,02	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE TRAPEZE	230,71	1	230,71	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE REGLABLE 120 X 60	114,93	1	114,93	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANCS 3 PLACES 2M	268,38	1	268,38	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE A DESSINS	275,12	1	275,12	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE DE BUREAU	104,20	1	104,20	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANQUETTE AVEC 2 BACS A ALBUMS	196,81	1	196,81	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHEVALET MURAL	182,08	1	182,08	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE REGLABLE 120 X 60	114,93	1	114,93	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE DE BUREAU	104,20	1	104,20	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHEVALET MURAL	182,08	1	182,08	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANQUETTE + 2 BACS ALBUMS	196,81	1	196,81	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE A DESSINS	275,12	1	275,12	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE 2 PORTES COULISSANTES	240,60	1	240,60	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANCS 3 PLACES 2M	268,38	1	268,38	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE REGLABLE 120 X 60	114,93	1	114,93	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE DE BUREAU	104,20	1	104,20	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHEVALET MURAL	182,08	1	182,08	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE A DESSINS	275,12	1	275,12	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE 9 CASES	219,02	1	219,02	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANC 160 CM T3	168,40	1	168,40	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHEVALET PEINTURE DBL FACE 140	204,18	1	204,18	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE RANGEMENT SERVIETTES	277,85	1	277,85	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE CAMPUS 1/2 ROND DIAM 120	73,15	1	73,15	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PUPITRE MURAL 85 X 60	200,59	1	200,59	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISES T6/ T7	188,39	1	188,39	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEUBLE 9 CASES	250,49	1	250,49	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ROULETTES POUR COUCHETTES	25,26	1	25,26	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ROULETTES PUR COUCHETTES	33,68	1	33,68	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ROULETTE POUR COUCHETTE	25,26	1	25,26	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RAYONNAGE INITIAL 160 CM	175,76	1	175,76	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RAYONNAGE INIT. 120 CM	155,77	1	155,77	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MAIC1 ANTI CALCAIRE MAGNETIQUE	79,18	1	79,18	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANC SANS DOSSIER 2M	95,77	1	95,77	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANC AVEC DOSSIER 2 M	129,46	1	129,46	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BAC A ALBUMS	186,29	1	186,29	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PUPITRE MURAL	162,08	1	162,08	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	FAUTEUIL REGLABLE HANDICAP	61,04	1	61,04	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	FAUTEUIL DE MAITRE	65,25	1	65,25	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE REGLABLE HANDICAP	255,76	1	255,76	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	COMMODE A LANGER	148,50	1	148,50	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	COMPRESSEUR POUR NETTOYAGE DES	244,40	1	244,40	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	KIT DE SOUFFLETTES	92,67	1	92,67	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ASPIRATEUR ALTO 120D 10L	154,94	1	154,94	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BUREAU DE DIRECTION	276,80	1	276,80	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CAISSON UNITE CENTRALE	211,55	1	211,55	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLETTE DE SUPPORT CLAVIER	55,78	1	55,78	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CAISSON A ROULETTES	189,45	1	189,45	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ARMOIRE 2 PORTES COULISSANTES	222,07	1	222,07	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	JEU DE 2 RAILS DOSSIERS SUSPEN	157,87	1	157,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE VISITEUR	136,83	1	136,83	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MINI CHAINE PHILIPS 2 X 35 W	186,00	1	186,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PANNEAU D'AFFICHAGE BLANC 94 X	138,93	1	138,93	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2021	PUPITRE MURAL 145 X 60	162,08	1	162,08	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANQUETTES 2 PLACES	170,50	1	170,50	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAUFFEUSE SIMPLE	202,08	1	202,08	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAUFFEUSE D'ANGLE 90°	197,86	1	197,86	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHEVALET MURAL	196,81	1	196,81	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ARMOIRE PORTES BATTANTES	246,28	1	246,28	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISES DE BUREAU	196,81	1	196,81	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LECTEUR DVD SCHNEIDER SDV 440	39,00	1	39,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MINI CHAINE 2 X 35 W PHILIPS	186,00	1	186,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RETROPROJECTEUR 250 W 3M	110,00	1	110,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LECTEUR DVD SCHNEIDER SDV 440	39,00	1	39,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO CASSETTES SONY CFD- S03	72,00	1	72,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RETROPROJECTEUR 250 W 3M	110,00	1	110,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RIDEAUX PARE SOLEIL	267,54	1	267,54	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	VAISSELIER JEUX D'IMITATION	224,10	1	224,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEULEUSE D.125 GWS	229,30	1	229,30	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	DOUCHETTE CODE BARRE	131,56	1	131,56	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	FOURCHE AJUSTABLE POUR CHARIOT	228,44	1	228,44	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PLATEAU TOLE POUR CHARIOT SUPE	265,51	1	265,51	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISES VISITEURS	128,09	1	128,09	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE DE TRAVAIL	130,91	1	130,91	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE DE TRAVAIL	130,90	1	130,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE DE TRAVAIL	130,90	1	130,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE 140 X 70	159,98	1	159,98	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TRICYCLE	161,10	1	161,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BLOC RANGEMENT MODULABLE	248,86	1	248,86	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BLOC CDC "H"	173,18	1	173,18	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BAC PLASTIQUE ET COUVERCLE	45,64	1	45,64	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE BERMUDE 120 X 80	120,65	1	120,65	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE REGLABLE	95,68	1	95,68	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISES GRENADINE	83,96	1	83,96	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	FAUTEUIL DE DIRECTION	276,11	1	276,11	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE 1/2 RONDE	164,38	1	164,38	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHEVALET MURAL TOLE AIMANTEE	177,01	1	177,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BAC PLASTIQUE	149,83	1	149,83	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE OVALE	85,35	1	85,35	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE GRENADINE	41,98	1	41,98	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BAC PLASTIQUE	149,83	1	149,83	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE 200 X 80	181,98	1	181,98	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE OVALE	85,35	1	85,35	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHEVALET MURAL TOLE AIMANTEE	177,01	1	177,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BLOC DE RANGEMENT MODULABLE	184,95	1	184,95	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BAC PLASTIQUE	74,92	1	74,92	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANCS L 2M	256,33	1	256,33	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE OVALE	170,69	1	170,69	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHEVALET MURAL TOLE AIMANTEE	177,01	1	177,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BLOC 15 CASES	278,05	1	278,05	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANC L 2M	268,29	1	268,29	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHARIOT A LIVRE	150,31	1	150,31	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LOGICIEL I'ILFE09	71,82	1	71,82	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ADOBE ILLUSTRATOR CS4 MAJ	297,80	1	297,80	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE 120 X 60	91,95	1	91,95	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE	47,84	1	47,84	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE 200 X 80	189,35	1	189,35	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SIEGE VISITEUR	167,92	1	167,92	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	FAUTEUIL DE DIRECTION	276,10	1	276,10	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE 1/2 RONDE	164,38	1	164,38	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LECTEUR DVD / RADIO CD K7	99,64	1	99,64	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO CD K7 MP3 SCOTT	100,98	1	100,98	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LECTEUR DVD SCOTT	49,15	1	49,15	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LECTEUR DVD SCOTT	49,15	1	49,15	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MICRO HF MAIN SENNHEISER	182,99	1	182,99	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2021	SOUFFLEUR ECHO PB251	247,20	1	247,20	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CABLE DMX 10 M	23,17	1	23,17	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO CD K7 MP3 SCOTT	100,98	1	100,98	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LECTEUR DVD SONY	49,16	1	49,16	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO CD K7 MP3 SCOTT	100,98	1	100,98	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LECTEUR DVD SCOTT	49,16	1	49,16	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SERIGRAPHIE LIGNE 10 CM POUR T	205,16	1	205,16	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHARIOT A LIVRES	150,31	1	150,31	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LOT 4 ROULETTES POUR COUCHETTE	14,35	1	14,35	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	JEUX D'IMITATION	90,90	1	90,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE MERISIER 80x60	299,00	1	299,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CAISSON 3 TIROIRS	174,14	1	174,14	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ANNONCE F ET P MODULE DE RANGE	245,70	1	245,70	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SIEGE DE TRAVAIL SS ACCOUDOIRS	261,80	1	261,80	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RAYONNAGE 120 CM 3 TAB	248,86	1	248,86	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAUFFEUSE DROITE 3 PLACES	116,92	1	116,92	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	JEUX D'IMITATION	265,51	1	265,51	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISE HAUTE	59,51	1	59,51	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BERCEAU DE POUPEE	43,51	1	43,51	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	JEUX D'IMITATION ARMOIRE	173,51	1	173,51	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	POUF QUART DE ROND	143,01	1	143,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ARMOIRE HAUTE 198x120	225,54	1	225,54	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	JEUX IMITATION POUSETTE EN BO	56,52	1	56,52	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BAC PLASTIQUE TRANSPARENT	200,93	1	200,93	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLES OVALES HT 53 CM	256,04	1	256,04	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE OVALE HT 59 CM	256,04	1	256,04	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANC AVEC DOSSIER L 2M	268,29	1	268,29	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BANC AVEC DOSSIER L 120CM	196,91	1	196,91	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BACS PLASTIQUES MOYEN MODELE	155,00	1	155,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHAISES PIETEMENT NOIRES	83,95	1	83,95	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ECRAN SUR PIED 180 x 180	121,99	1	121,99	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CORDON FO MULTIMODE 62.5-125 L	79,29	1	79,29	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CORDON FO MULTIMODE 62.5-125 L	134,86	1	134,86	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ASPIRATEURS POUSSE CUVE 1300W	275,08	1	275,08	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	DEFONCEUSE 900W GOF	261,87	1	261,87	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MARTEAU PERFORATEUR 800W	296,48	1	296,48	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SCIE SAUTEUSE MAKITA 8V	239,49	1	239,49	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PLATEAU ISOREL EPAISSEUR 3,2	145,43	1	145,43	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BLOC MULTIPRISES RACCKABLE	164,59	1	164,59	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BAC TRANSPARENT A EAU ET SABLE	194,00	1	194,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PIECES DE LIAISON	56,26	1	56,26	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	VESTIAIRE POUR ATSEM	245,95	1	245,95	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLEAU BLANC 60 x 90 cm	45,48	1	45,48	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD MP3 SCOTT	100,19	1	100,19	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD MP3 SCOTT/ CHAINE	180,29	1	180,29	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO CD SCOTT	200,37	1	200,37	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLE INFORMATIQUE	206,91	1	206,91	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LECTEUR DVD SONY	81,90	1	81,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CADRE SUPPORT COUCHETTE WENDY	153,09	1	153,09	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CLOISON MOBILE	181,79	1	181,79	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MATELAS 120 X 60	101,96	1	101,96	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	GPS COYOTTE PLUS	199,00	1	199,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHARIOT DE MENAGE	118,40	1	118,40	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	JOUET MIROIR TRYPTIQUE	150,05	1	150,05	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PANNEAU AFFICHAGE LIEGE 60X90	38,26	1	38,26	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MICRO CHAINE PHILIPS	130,01	1	130,01	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD SONY	90,28	1	90,28	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD SONY	270,86	1	270,86	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MICRO CHAINE PHILIPS	130,00	1	130,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2021	RADIO K7 CD MP3 SCOTT	50,09	1	50,09	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MICRO CHAINE SONY / DVD PHILIP	190,67	1	190,67	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MICRO ONDES SAMSUNG	85,00	1	85,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	REFRIGERATEUR TABLETOP AYA	99,00	1	99,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	JEUX IMITATION EVIER LAVE VAIS	277,09	1	277,09	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	BAC A LIVRES / TABLEAU VELEDA	267,77	1	267,77	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHARIOT MENAGE TOP RIL 1	251,16	1	251,16	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PRESSE VERTICALE	50,81	1	50,81	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ASPIRATEUR 1300W	275,08	1	275,08	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHARIOT DE MENAGE TOP RIL	251,16	1	251,16	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PRESSE POUR CHARIOT	50,81	1	50,81	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LOT DE 10 SACS ASPIRATEUR	41,08	1	41,08	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SIEGE INFINTY NOIR	130,90	1	130,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MEULEUSE D 125 1400W	157,43	1	157,43	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	FAUTEUIL DE TRAVAIL INFINITY T	211,81	1	211,81	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO LASER CD MP3	270,86	1	270,86	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	JOUET IMITATION BLOC NURSERY	252,56	1	252,56	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	KIT RAIL 2U SYNOLOGY	94,19	1	94,19	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	VALISE DE MAINTENANCE	198,36	1	198,36	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RACKS ONDULEURS	71,20	1	71,20	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	OREILLES TABLEAUX	221,86	1	221,86	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ROGNEUSE ATOM A3	196,12	1	196,12	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	FILTRE CUVE AUTOLAVEUSE BR40/1	14,69	1	14,69	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	FILTRE CUVE AUTOLAVEUSE BR400	15,88	1	15,88	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SUCEUR ASPIRATION BR 400	115,17	1	115,17	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PRESSE CHARIOT	254,03	1	254,03	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	FILTRE CUVE AUTOLAVEUSE BR40/1	14,69	1	14,69	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	FILTRE CUVE AUTOLAVEUSE BR 400	23,82	1	23,82	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SUCEUR ASPIRATION BR 40/10	231,78	1	231,78	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SUCEUR ASPIRATION BR400	63,99	1	63,99	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PRESSE CHARIOT ENTRETIEN	152,42	1	152,42	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO CD PHILIPS AZ 385	59,95	1	59,95	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	JEUX DE PLEIN AIR	144,90	1	144,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ASPIRATEURS VENTO 8	215,28	1	215,28	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PETITS CHARIOTS DE MENAGE	293,69	1	293,69	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ASPIRATEUR VENTO 15	251,16	1	251,16	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PETITS CHARIOTS DE MENAGE	293,69	1	293,69	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	GRAND CHARIOT DE MENAGE	183,93	1	183,93	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ASPIRATEUR VENTO 15	251,16	1	251,16	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ALIMENTATION POUR POSTES 4028	63,33	1	63,33	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MARCHEPIED ROULANT	51,31	1	51,31	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	ELEMENTS DE CUISINE	226,00	1	226,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	MINI CHAINE PHILIPS	200,00	1	200,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	JEU DE 10 TOURNEVIS PROTWIST	51,43	1	51,43	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TABLETTE INTERACTIVE MobiView	541,22	1	541,22	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	LAMPE DE RECHANGE POUR VIDEOPR	156,00	1	156,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO CD MP3	100,00	1	100,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PINCE A RIVETS	42,00	1	42,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 CD THOMSON	49,90	1	49,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO K7 THOMSON	99,80	1	99,80	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	aspirateur +sac	24,43	1	24,43	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	SECHE LINGE CANDY	289,00	1	289,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PORTEURS/ SCOOTERS/ TRICYCLES	86,30	1	86,30	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIOS CD	179,60	1	179,60	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	IPHONE 5S 16 Go	299,88	1	299,88	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	IPHONE 5 S 16 Go	299,88	1	299,88	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	IPHONE 5S 16GO	299,88	1	299,88	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	TELEPHONE SAMSUNG XCOVER 550	119,82	1	119,82	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	PERCEUSE PERC. 1300W GSB21-2RC	214,24	1	214,24	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	VISSEUSE D'ANGLE GWI 10,8V-LI	184,23	1	184,23	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIO CD THOMSON	119,80	1	119,80	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
31/12/2021	CANTINE METALLIQUE VERTE 130 L	100,90	1	100,90	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	Cuisiniere électrique	259,00	1	259,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIOCASSETTE PHILIPS AZ 787 P	150,05	1	150,05	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIOCASSETTE PHILIPS AZ 787 M	150,05	1	150,05	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	RADIOCASSETTE PHILIPS AZ 787 M	150,05	1	150,05	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CHARIOT DE LAVAGE	286,81	1	286,81	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	CROCHET PESEUR KERN 200KG WD16	192,00	1	192,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	compresseur QUARTZ 100 LITRES	269,00	1	269,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	Tableau lumineux ALSH St Lucie	157,75	1	157,75	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	Tabouret musical	275,83	1	275,83	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	acquisition Café argentine	233 528,77	0	0,00	233 528,77	0,00	-233 528,77
31/12/2021	acquisition local place des Ha	60 492,74	0	0,00	60 492,74	0,00	-60 492,74
31/12/2021	CHAUFFE EAU ELEC	273,88	1	273,88	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		2 856 289,14					-838 033,48

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	-20 459,50

Produit des cessions		Réalizations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	182 459,50
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	141 390,12

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT	B1.1

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					4 462 199,00	3 741 859,76										78 897,22	167 335,37	
ANRH	2003	P	A.N.R.H / POUR LA CREATION D'UN C.A.T	CDC	295 829,00	34 559,39	1,67	A	V	Livret A + 1.2	3,450	V	Livret A + 1.2	1,695	A-1	EUR	882,69	17 363,30
ANRH	2014	P	Extension 6 places de l'Etablissement ou Services d'Aide par le Travail	CDC	299 174,00	221 887,28	22,00	A	F	Taux fixe à 0.8 %	0,803	F	Taux fixe à 0.8 %	0,795	A-1	EUR	1 819,48	9 972,48
ANRH	2014	P	Extension 6 places de l'Etablissement ou Services d'Aide par le Travail	CDC	297 296,00	143 693,17	7,00	A	F	Taux fixe à 0.71 %	0,712	F	Taux fixe à 0.71 %	0,706	A-1	EUR	1 105,20	19 819,72
SAS LES PATINOIRES MODERNES	2019	P		CREDIT AGRICOLE	700 000,00	656 600,65	16,35	M	F	Taux fixe à 2.17 %	2,192	F	Taux fixe à 2.17 %	2,164	A-1	EUR	14 637,39	32 996,79
SAS LES PATINOIRES MODERNES	2019	P		CREDIT AGRICOLE	700 000,00	669 399,93	23,43	M	F	Taux fixe à 2.42 %	2,447	F	Taux fixe à 2.42 %	2,653	A-1	EUR	19 589,55	17 806,10
SCI ST PIERRE	2018	P		CREDIT AGRICOLE	2 169 900,00	2 015 719,34	22,69	M	F	Taux fixe à 1.99 %	2,008	F	Taux fixe à 1.99 %	1,985	A-1	EUR	40 862,91	69 376,98

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					55 152 821,75	33 347 547,05										575 273,35	2 209 148,82	
1001 VIES HABITAT	2018	P		CDC	510 016,57	413 168,61	14,83	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	4 816,57	24 701,16
OSICA	1999	P	HLM LE NOUVEAU LOGIS / 58 LOGTS ZAC SENEFONTAINE	CDC	2 196 543,21	268 197,15	1,67	A	V	Livret A + 0.52	2,770	V	Livret A + 0.52	1,017	A-1	EUR	4 113,12	135 049,58
OSICA	1999	P	HLM LE NOUVEAU LOGIS / ZAC ST JEAN	CDC	1 399 003,33	242 454,60	2,67	A	V	Livret A + 0.52	2,770	V	Livret A + 0.52	1,017	A-1	EUR	3 305,42	81 606,06
OSICA	2003	P	HLM NOUVEAU LOGIS PICARD/ 25 LOGTS AV DES ECOLES	CDC	1 085 370,43	206 029,92	2,67	A	V	Livret A + 0.52	2,770	V	Livret A + 0.52	1,017	A-1	EUR	2 808,84	69 346,13
OSICA	2003	P	HLM NOUVEAU LOGIS PICARD / 28 LOGTS RUE DES ECOLES	CDC	1 220 257,42	290 838,07	3,67	A	V	Livret A + 0.52	2,770	V	Livret A + 0.52	1,017	A-1	EUR	3 717,49	73 622,11
OSICA	2003	P	HLM NOUVEAU LOGIS PICARD / 73 LOGTS ZAC ST JEAN	CDC	3 519 076,78	566 676,46	2,67	A	V	Livret A + 1.3	3,550	V	Livret A + 1.3	1,795	A-1	EUR	13 617,58	189 855,88
OSICA	2010	P	Réhabilitation 94 logts résidence Sénéfontaine	CDC	725 525,00	450 143,86	13,50	A	V	Livret A + 0.25	1,500	V	Livret A + 0.25	0,748	A-1	EUR	3 599,61	29 804,60
OSICA	2018	P	Réhabilitation de 135 logements , 1 à 8 rue Franz Liszt	CDC	2 246 968,61	2 015 381,49	21,17	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	23 029,76	78 233,16
OSICA	2018	P	Réhabilitation 135 logts Résidence Franz Liszt St Jean	CDC	491 599,27	438 553,45	22,25	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	4 917,96	16 570,39
OSICA	2018	P	Réhabilitation 101 logts Résidences Bach et Haendel St Jean	CDC	1 590 102,12	1 434 693,29	27,83	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	16 220,11	39 862,25
SA HLM LE NOUVEAU LOGIS PICARD	2004	P	SA HLM LE NOUVEAU LOGIS PICARD	DEXIA CL	39 999,90	17 239,01	7,00	A	V	Libor USD 12M(Postfixé) + Taux fixe 0% à barrière 7% sur Libor USD 12M(Postfixé) (Marge de -0.23%)	1,847	V	Euribor 12M + 0.14	-0,364	A-1	EUR	-19,36	1 798,95
SAHLM DE L'OISE	2014	P	Réhabilitation 161 Logts Clos St Antoine	CDC	2 067 338,00	1 422 719,37	12,83	A	V	Livret A + 0.6	1,600	V	Livret A + 0.6	1,596	A-1	EUR	24 323,26	97 484,65
SAHLM DE L'OISE	2014	P	Réhabilitation 458 logts ZUP Argentine	CDC	2 610 860,00	1 796 765,24	12,92	A	V	Livret A + 0.6	1,600	V	Livret A + 0.6	1,596	A-1	EUR	30 718,07	123 114,24

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SAHLM DU BEAUVAISIS	1997	P	HLM BVAISIS / 24 LOGTS RUE DE LA MADELEINE	Crédit Foncier	795 067,36	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 6 %	6,000	F	Taux fixe à 6 %	6,136	A-1	EUR	4 174,89	69 581,55
SAHLM DU BEAUVAISIS	2005	P	HLM BVAISIS / Refinancement n° 93119,93201,94102,95101	DEXIA CL	6 178 245,68	3 488 245,68	13,75	A	V	Taux fixe à 1.8 %	1,800	F	Euribor 12M + 0.25	-0,197	A-1	EUR	-6 773,02	223 000,00
SAHLM DU BEAUVAISIS	2005	C	HLM BVAISIS / refinancement n° 94101 et 97101	DEXIA CL	5 521 693,24	2 937 327,13	13,67	A	V	Taux fixe à 1.8 %	1,800	F	Euribor 12M + 0.25	-0,162	A-1	EUR	-3 803,37	215 000,00
SAHLM DU BEAUVAISIS	2006	P	HLM BVAISIS/ Refinancement n° 93110,93120,93211,00102,00101,94103	CE	9 933 000,00	5 553 000,00	13,98	A	F	Taux fixe à 3.1 %	3,145	F	Taux fixe 3.48% si Spread CMS EUR 10A(Postfixé)-CMS EUR 2A(Postfixé) >= 0.1% sinon (6.6% - 5 x sprea	3,519	E-3	EUR	209 159,60	375 000,00
SAHLM DU BEAUVAISIS	2018	P	SA HLM DU BEAUVAISIS Compactage n°8	CDC	12 789 974,90	11 593 465,22	26,07	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,712	A-1	EUR	233 071,79	358 934,50
SAHLM DU BEAUVAISIS	2018	P	SA HLM DU BEAUVAISIS Compactage n° 3	CDC	232 179,93	212 648,50	26,07	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,712	A-1	EUR	4 275,03	6 583,61
TOTAL GENERAL					59 615 020,75	37 089 406,81											654 170,57	2 376 484,19

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	3 030 654,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	8 300 132,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A+ B + C - D	11 330 786,00
Recettes réelles de fonctionnement	II	86 803 856,00

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	13,05
---	---------------	--------------

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.5

B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					1 345 400,00	1 345 400,00	0,00
Au profit d'organismes publics					1 345 400,00	1 345 400,00	0,00
2019	Portage foncier Immeuble anc.McDonald rue Carnot M106/253 Acq1,09M€+Frs 65,4K€	EPFLO	5	A	1 155 400,00	1 155 400,00	0,00
2021	Portage foncier Immeuble 31 rue General Leclerc AR70	EPFLO	5	A	190 000,00	190 000,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					1 345 400,00	1 345 400,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B1.7

**B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS
(Article L. 2313-1 du CGCT)**

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
<u>Associations</u>		
A DOMICILE 60	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
A VRAI DIRE	4 800,00	/
ABC - ASSOC BEAUVAIS CATHEDRALE	8 000,00	/
ABCA - ASSOC BEAUVAISIENNE DE CATCH ET ATHLETISME	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ABE - ACADEMIE BEAUVAISIENNE D'ESCRIME	64 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ABIL - ASSOC BEAUVAIS IN LINE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ACAB-ASSOC DE COURSE A PIED ET DE SPORTS ATHLETIQUES DU BEAUVAISIS	500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ACCUEIL ET PROMOTION RESIDENCE JEUNES DE BEAUVAIS (FJT Beauvais)	45 000,00	/
ACIV - ASSOC CULTURELLE INTERNATIONALE DE VOLONTAIRES	0,00	/Locaux permanents/
ACPG CATM SECTION DE BEAUVAIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ADAPEI 60 - LIOVETTE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ADARS - ASSOC DEPARTEMENTALE D'ACCUEIL ET DE REINSERTION SOCIALE	3 500,00	/Materiel
ADOS DE TORTUE	0,00	/Locaux permanents/
ADPAMB ASSOC DE DEFENSE ET DE PROMOTION DES ASSISTANTES MATERNELLES DU BEAUVAISIS	470,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ADPC 60 - ANTENNE DE BEAUVAIS JEAN-MOULIN	1 500,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
ADPC 60 - ANTENNE LOCALE DE BEAUVAIS SAINT-JEAN	1 500,00	/Locaux permanents/
ADPEP 60	0,00	/Materiel
ADSEAO - ASSOC DEPARTEMENTALE POUR LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE A L'ADULTE DE L'OISE	0,00	/Locaux permanents/
AEROCUB DU BEAUVAISIS	0,00	/Materiel
AFAF - ASSOCIATION FONCIERE AMGT FONCIER AGRICOLE ET FORESTIER	4 000,00	/
AFIB - ASSOC FAMILIALE INTERCOMMUNALE DE BEAUVAIS	37 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
AFM TELETHON	2 000,00	/
AFSEP - ASSOC FRANCAISE DES SCLEROSES EN PLAQUES	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
AGENCE POUR LE PICARD	0,00	/Locaux permanents/
AGVB ASSOC GYMNASTIQUE VOLONTAIRE DE BEAUVAIS	500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
AJL ASSOC JORGE LUBAKI	0,00	/
ALCOOLIQUES ANONYMES	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ALEP - ASSOC LUTTE POUR L'ENVIRONNEMENT EN PICARDIE	700,00	/
AMAP - ASSOC POUR LE MAINTIEN DE L'AGRICULTURE PAYSANNE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
AMERICAN GYM (HALTERO CLUB BEAUVAIS)	2 250,00	/Locaux permanents/Materiel
AMICALE DES ANCIENS MARINS ET MARINS ANCIENS COMBATTANTS DU BEAUVAISIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
AMICALE DES RANDONNEURS PEDESTRES DU BEAUVAISIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
AMICALE DES RETRAITES BOCH	0,00	/Materiel
AMICALE DU PERSONNEL DU CENTRE HOSPITALIER DE BEAUVAIS	500,00	/Materiel
AMICALE FRANCO-MALIENNE DE L'OISE	720,00	/
AMICALE INTERREGIONALE FRANCO MAROCAINE	4 000,00	/
AMPHIBIA	500,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
ANRH	0,00	/Materiel
APCE - ASSOC POUR LE COUPLE ET L'ENFANT	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
APEDYS OISE	250,00	/
APEI DE BEAUVAIS ET SA REGION	2 000,00	/Materiel
APF - ASSOC DES PARALYSES DE FRANCE DELEGATION DE L'OISE	1 900,00	/Locaux permanents/
APPMA LA TRUITE DE BEAUVAIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
APSLO - ASSOC PROFESSION SPORT ET LOISIRS OISE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ARGENTINE EN FÊTE	0,00	/
AS ALLONNE SECTION FOOTBALL	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
AS GIMA MASSEY	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ASBM ASSOC SPORTIVE BEAUVAIS MARISSSEL SECTION BILLARD	2 000,00	/Locaux permanents/
ASBO - ASSOC SPORTIVE BEAUVAIS OISE	210 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ASCA - ASSOC CULTURELLE ARGENTINE	459 790,00	/Locaux permanents/Materiel
ASCAO- ASSOC SOCIO-CULTURELLE DES AFRICAINS DE L'OISE	2 800,00	/Locaux permanents/Materiel

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASCE actions socio culturelles pour la citoyenneté et l'égalité	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
ASCOM - ASSOC DES COMMUNAUX DE BEAUVAIS	0,00	/Materiel
ASEPSIE ecole IFSI	0,00	/Materiel
ASPTT BEAUVAIS	25 000,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ASSO COLLEGE CHARLES FAUQUEUX	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ASSOC BEAUVAISIENNE D'AQUARIOPHILIE	200,00	/Locaux permanents/
ASSOC COLLEGE HENRI BAUMONT	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ASSOC DE GESTION DES CRECHES ET HALTE GARDERIE PIERRE JACOBY	720 000,00	/Locaux permanents/
ASSOC DES CADRES DE LA REGION DE BEAUVAIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ASSOC DIOCESAINE DE BEAUVAIS	0,00	/Materiel
ASSOC ELA	800,00	/Materiel
ASSOC EMMAUS BEAUVAIS	5 600,00	/Materiel
ASSOC FRANCE PALESTINE SOLIDARITE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ASSOC FRANCO-TURQUE	0,00	/Locaux permanents/
ASSOC GENEALOGIQUE DE L'OISE AGO	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
ASSOC MUSCULAIRE ET SPORTIVE (AMES)	400,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ASSOC POUR LA SOLIDARITE EN AFRIQUE CENTRALE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ASSOC POUR LE DON DE SANG BENEVOLE DE BEAUVAIS ET SA REGION	700,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
ASSOC POUR LE RAYONNEMENT DU VIOLONCELLE	59 500,00	Personnel/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
ASSOC ROSALIE	0,00	/Materiel
ASSOC SOCIO CULTURELLE ESPOIR ET FRATERNITE ASCEF	0,00	/Materiel
ASSOC SPORTIVE CULTURELLE BEAUVAIS SETUBAL MIMOSAS DE PORTUGAL	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
ASSOC SPORTIVE DE LA POLICE DE BEAUVAIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ASSOC SPORTIVE VOISINLIEU TWIRLING	1 300,00	/
ASSOC SPORTS ET LOISIRS DU QUARTIER PLOUY ST LUCIEN	0,00	/Locaux permanents/
ATELIER CREATIF	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ATELIER LES PETITES MAINS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
AVENIR PLUS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
AVF - ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
AÏKIDO CLUB DE BEAUVAIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BABY CLUB DE BEAUVAIS	1 500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BASKET NEVER DIES	0,00	/Materiel
BBCO BEAUVAIS BASKET CLUB OISE	30 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
BEAUVAIS ARGENTINE AQUARIOPHILIE	3 000,00	/
BEAUVAIS BIKE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BEAUVAIS DANSE SPORTIVE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BEAUVAIS DANSES LATINES	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BEAUVAIS GR (Beauvais Gymnastique Rythmique)	1 500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BEAUVAIS JUDO JUJITSU BRESILIEN	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BEAUVAIS MMA (ex Beauvais Pancrace Team)	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BEAUVAIS MOTO-CLUB	2 100,00	/
BEAUVAIS OISE TENNIS	17 700,00	/Locaux permanents/
BEAUVAIS OISE UNITED CLUB OF BADMINTON	4 000,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BEAUVAIS PATAPLOUF	500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BEAUVAIS RUGBY CLUB "LES INDEPENDANTS"	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BEAUVAIS SHOPPING (ex BBP - Beauvais boutiques plaisirs)	31 236,00	/Locaux permanents/Materiel
BEAUVAIS TEAM CYCLISTE	7 000,00	/Materiel
BEAUVAIS TRIATHLON	25 000,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BEAUVAIS TT (Tennis de table de Beauvais)	3 000,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BEAUVAIS UNITED COMMUNEAUX	400,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BEAUVAIS USAP (ex Union sportive culturelle des portugais de Beauvais)	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
BEAUVAIS WOLF BASKETBALL	6 500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BEAUVAIS XV RUGBY CLUB	190 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BEAUVAISIS AQUATIC CLUB	45 400,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BENKADI	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BGE PICARDIE	2 800,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BIEN DANS SON ASSIETTE A L'AISE DANS SES BASKETS	500,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BO-WAY INK	0,00	/Materiel
BOUC ATHLETISME	5 600,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BOUC ESCRIME	0,00	/Materiel

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
BOUC HAND BALL	60 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
BOUC SPORT AU TAMBOURIN	1 500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
BOUC VOLLEY	135 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
CARTOPHIL OISE	0,00	/Materiel
CCMO EVEIL - CRECHE BISOUS D'ESQUIMAUX	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
CENTRE ANIMALIER DE BEAUVAIS	0,00	/Materiel
CERCLE NAUTIQUE DE BEAUVAIS	1 500,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
CIDFF - CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
CISD - CENTRE INTERCOMMUNAL DE SERVICES A DOMICILE ALLO J'ECOUTE	2 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
CLUB AGE D'OR	0,00	/
CLUB D'ESCALADE DU BEAUVAISIS	2 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
CLUB DANIELLE SABLE DES ANCIENS DE MARISSSEL	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
CLUB DE BRIDGE DE BEAUVAIS	0,00	/Materiel
CLUB DE CANOE KAYAK DU BEAUVAISIS CCK	1 500,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
CLUB DES AMATEURS D'OISEAUX DU BEAUVAISIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
CLUB DES CHIENS DE DEFENSE	0,00	/Materiel
CLUB DU BEAUVAISIS DE LA RETRAITE SPORTIVE CBRS	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
CLUB FEMININ ARGENTINE LOISIRS MARIE-ANTOINETTE LECLERCQ	0,00	/Locaux permanents/
COLLEMBOLE ET COMPAGNIE	1 500,00	/
COMITE DE DEFENSE DES LOCATAIRES	700,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
COMITE DE JUMELAGE BEAUVAIS	0,00	Personnel/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT ADAPTE DE L'OISE	0,00	/Materiel
COMITE DES FETES DE MARISSSEL	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
COMITE DES FETES DE ST-JUST DES MARAIS ST-QUENTIN	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
COMITE DES FORAINS DE L'OISE	0,00	/Materiel
COMITE DES SAGES	0,00	/Locaux permanents/
COMITE MISS OISE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
COMITE MISS PICARDIE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
COMITE MISTER PICARDIE	0,00	/Materiel
COMPAGNIE D'ARC JEANNE-HACHETTE	2 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
COMPAGNIE DE LA YOLE	4 800,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
CONSEIL CITOYEN BEAUVAIS ARGENTINE	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
CONSEIL CITOYEN SAINT LUCIEN	0,00	/Locaux permanents/
CONSEIL DE LA VIE PATRIOTIQUE	0,00	/Materiel
CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS DE PICARDIE	0,00	/Locaux permanents/
COOP SCOL A. CAMUS MATERNELLE	900,00	/
COOP SCOL A. CAMUS PRIMAIRE	332,43	/
COOP SCOL ANDERSEN MATERNELLE	300,00	/
COOP SCOL DAUDET PRIMAIRE	92,00	/
COOP SCOL ELSA TRIOLET/ GREBER MATERNELLE	1 200,00	/
COOP SCOL GASTON SUEUR MATERNELLE	600,00	/
COOP SCOL GRENOUILLERE MATERNELLE	1 050,00	/
COOP SCOL J MICHELET MATERNELLE	600,00	/
COOP SCOL J. MACE MATERNELLE	450,00	/
COOP SCOL J.MOULIN MATERNELLE	1 237,44	/
COOP SCOL JULES VERNE MATERNEL	600,00	/
COOP SCOL LAUNAY MATERNELLE	900,00	/
COOP SCOL M PAGNOL MATERNELLE	600,00	/
COOP SCOL P.PICASSO MATERNELLE	750,00	/
COOP SCOL PAUL BERT MATERNELLE	600,00	/
COOP SCOL VOISINLIEU MATERNELLE	600,00	/
COOP.SCOL VICTOR DURUY PRIMAIRE	0,00	/Materiel
COOP.SCOL. BRIQUETERIE MATERNELLE	600,00	/
COOP.SCOL. ECOLE DE L'EUROPE	650,00	/
COOP.SCOL. EMILE FOEX PRIMAIRE	0,00	/Materiel
COOP.SCOL. G. DARTOIS PRIMAIRE	276,00	/Materiel
COOP.SCOL. G. REGNIER PRIMAIRE	325,00	/
COOP.SCOL. KERGOMARD MATERNELLE	600,00	/
COOP.SCOL. LANFRANCHI MATERNELLE	750,00	/

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COOP.SCOL. LEBESGUE MATERNELLE	841,76	/Materiel
COOP.SCOL. P. ELUARD MATERNELLE	634,00	/
COOP.SCOL. PERRAULT MATERNELLE	1 050,00	/
COOP.SCOL.JEAN ZAY PRIMAIRE	92,00	/
COS -COMITE DES OEUVRES SOCIALES DU PERSONNEL MUNICIPAL	227 903,64	Personnel/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
COURSE A PIED BEAUVAIS OISE	600,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
CPK - CLUB DE PLONGEE KOOL	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
CRE'ARTS Chez Mme Marie-Christine GLODT	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
CRESCENDO KOLOBANE - LE CHAT PERCHE	306 150,00	/
CROIX-ROUGE FRANCAISE	0,00	/Locaux permanents/
CSF Confédération syndicale des familles	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
Comité d'entente des associations issues de la résistance et de la déportation	250,00	/
DANSE ET SPECTACLE	500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
DANSELAVIE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
DESTIN DE FEMMES	0,00	/Locaux permanents/Materiel
DETENTE POUR TOUS	1 400,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
DIAPHANE	54 000,00	Personnel/Locaux partiels ou occasionnels/
ECHIQUEUR BEAUVAISIEN	1 050,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
ECOLE DE JUDO DE BEAUVAIS	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
ECUME DU JOUR	23 200,00	/Locaux permanents/Materiel
EGLISE PROTESTANTE UNIE DE BEAUVAIS	0,00	/Materiel
ELAN-CES	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
EN AVANT LES ENFANTS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ENSEMBLE VOCAL CANA	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ENTENTE BEAUVAISIENNE DE PETANQUE	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ENTRAIDE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ENTREDANSES (CIE K)	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ENVOL	300,00	/
ESCALE EN BEAUVAISIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ESCOPETTE PICARDE	1 750,00	/
ESSENTIEL STYLE BEAUVAIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ETOILE DE SOI	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
EXTERNAT MEDICO PEDAGOGIQUE DE VOISINLIEU	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
FALCAO BAHIA CAPOEIRA BEAUVAIS -(ex -CAPOEIRA AGUIA DOURADA BEAUVAIS)	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
FEDDE PINAL PULLAR	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
FEDERATION DE LA LIBRE PENSEE DE L'OISE	0,00	/Materiel
FEDERATION DES CATHEDRALES PICARDES	1 214,00	/
FEDERATION GENERALE DES RETRAITES DES CHEMINS DE FER	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
FIL D'ARIANE ANTENNE DE BEAUVAIS	4 000,00	/
FITNESS CLUB BEAUVAISIEN	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
FNACA - FEDERATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS EN ALGERIE MAROC ET TUNISIE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
FOLKLORE SANS FRONTIERES	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
FONDATION 30 MILLIONS D'AMIS	8 000,00	/
FOOTBALL CLUB DE SAINT-JUST-DES-MARAI	3 500,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
FORME PLAISIR DANS LE MONDE MODERNE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
FOYER DES JEUNES TRAVAILLEUSES FJT LOUISE MICHEL	196 000,00	/Materiel
FRANCAS DE L'OISE	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
FRANCE ALZHEIMER OISE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
FULL CONTACT BEAUVAIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
France VICTIMES 60	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
GARAGE SOLIDAIRE DU BEAUVAISIS	0,00	/Materiel
GEM - GROUPE ENTRAIDE MUTUEL LE CLUB BEAUVAISIEN	700,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
GEMOB - GROUPE D'ETUDE DES MONUMENTS ET OEUVRES D'ART DE L'OISE ET DU BEAUVAISIS	1 900,00	/Locaux permanents/
GORIDE	1 500,00	/Locaux permanents/
GRECB - GROUPE DE RECHERCHES ET D'ETUDES DE LA CERAMIQUE DU BEAUVAISIS	1 900,00	/Locaux permanents/
GROUPE SOS JEUNESSE OISE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
GROUPEMENT D'UTILISATION DU BOXER	0,00	/Locaux permanents/
GROUPEMENT PHILATELIQUE DU BEAUVAISIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
GYM STEP TONIC	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
H DANCE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
HANDISPORT Comite departemental Oise	0,00	/Materiel
HANICROCHES	1 000,00	/Locaux permanents/
HOMMES GRENOUILLES DE BEAUVAIS	2 500,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
HORS CADRE	1 800,00	/
HORTIBAT Beauvais	0,00	/Materiel
HYPE	500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
IFEP - INSERTION - FORMATION - EDUCATION PREVENTION	450,00	/
IMPROTHEO LIGUE D'IMPROVISATION THEATRALE DE L'OISE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
ITINER'AIR	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
JALMALV - JUSQU'A LA MORT ACCOMPAGNER LA VIE	400,00	/
JARDINS DURABLES DE LA MIE AU ROY	300,00	/Locaux permanents/
JARDINS FAMILIAUX BEAUVAIS MARISSSEL	2 100,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
JARDINS FAMILIAUX SECTION BEAUVAIS CENTRE	600,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
JARDINS FAMILIAUX SECTION NOTRE DAME-DU-THIL	4 340,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
JARDINS FAMILIAUX SECTION SAINT QUENTIN	940,00	/Materiel
JARDINS FAMILIAUX SECTION SAINT-JUST DES MARAIS	8 284,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
JARDINS FAMILIAUX SECTION SAINTE-HELENE	600,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
JARDINS FAMILIAUX SECTION VOISINLIEU	2 520,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
JARDIZIC	0,00	/Materiel
JEAN DE LA LUNE	450,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE BEAUVAIS	800,00	/Locaux permanents/
JUDO BEAUVAIS OISE JBO	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
KRAKOWIAK	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
L'ARCHE	0,00	/Materiel
LA BALAYETTE A CIEL	2 400,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
LA BANDE DE BEAUVAIS	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
LA BATOUDE CENTRE DES ARTS DU CIRQUE ET DE LA RUE	113 814,00	/Locaux permanents/Materiel
LA COMPASSION	0,00	/Materiel
LA FARANDOLE	90 000,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
LA LICORNE FLEURIE /LES VICTORYNES DE BEAUVAIS OISE	500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
LA LUDO PLANETE	2 820,00	/Locaux permanents/Materiel
LA PARENTINE ETABLISSEMENT MULTI ACCUEIL COLLECTIF	177 500,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
LA PREVENTION ROUTIERE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
LA VAILLANTE DE BEAUVAIS	15 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
LAM SAI WING	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
LE CLOS DU BEAUVAISIS	0,00	/Materiel
LE COMPTOIR MAGIQUE	75 000,00	/Materiel
LES 5 SAISONS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
LES AINES DE NOTRE DAME DU THIL	500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
LES AMIS DES FETES JEANNE HACHETTE	45 000,00	Personnel/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
LES ARLEQUINS RUGBY XV	700,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
LES ARTISTES DU BEAUVAISIS	500,00	Personnel/Materiel
LES ATELIERS DE LA BERGERETTE	6 500,00	/Materiel
LES BRAS DE LA BIENFAISANCE	0,00	/Materiel
LES COUREUSES DE L'ESPOIR	350,00	/
LES DOIGTS DE FEE	250,00	/Locaux permanents/
LES FOULEES DE LA RUE	4 900,00	/
LES PANSARDS DU BOUC - HOCKEY SUR GAZON	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
LES PIEDS DANS L'EAU	0,00	/Locaux permanents/
LES PREDATORS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
LES RANDONNEURS BEAUVAISIENS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
LES RESTAURANTS DU COEUR /Les Restos du Coeur	1 400,00	/Locaux permanents/
LES SOURCES	0,00	/Materiel
LFSM - LIGUE FRANCAISE POUR LA SANTE MENTALE	0,00	/Locaux permanents/
LICRA	0,00	/Materiel
LIGUE DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN	500,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
LIONS CLUB BEAUVAIS ANGADREME	0,00	/Materiel

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LIONS CLUB BEAUVAIS CATHEDRALE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
LIONS CLUB BEAUVAIS HELEN KELLER	0,00	/Materiel
LIOVETTE MOTO CLUB	2 450,00	/
LOUP FOLK	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
MAISON DE RETRAITE L'AGE D'OR	0,00	/Materiel
MEF - MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION DU PAYS DU GRAND BEAUVAISIS	0,00	Personnel/Locaux permanents/Materiel
MFICE Mouvement fédérateur des initiatives citoyennes	0,00	/
MONNAIES CLUB DU BEAUVAISIS	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
MOSAÏQUE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
MOUVEMENT ATD QUART MONDE	0,00	/Materiel
NO-MADE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
OFFICE DE TOURISME DU BEAUVAISIS	0,00	/Locaux permanents/
OGEC -INSTITUTION DU ST ESPRIT	335,58	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
OGEC COLLEGE NOTRE DAME	0,00	/Materiel
OGEC ECOLE BERNADETTE	2 356,51	/
OGEC ECOLE SAINT-PAUL	1 718,08	Personnel/
OHB - ORCHESTRE D'HARMONIE DE BEAUVAIS	7 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
OLYMPIC KARATE CLUB BEAUVAIS OKCB	1 050,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
ON AIR RADIO	500,00	/
ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE L'OISE LE CONCERT (sté philharmonique de Beauvais)	2 500,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
PERSPECTIVE CONTRE LE CANCER	0,00	/Locaux permanents/Materiel
PETANQUE ST JUST DES MARAIS	500,00	/Materiel
PHOTO CLUB BEAUVAISIEN	500,00	Personnel/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
PICARDIE NATURE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
PK60 - POINT KILOMETRIQUE 60	0,00	/Locaux permanents/
PMJB - PROMOUVOIR LA MEMOIRE ET LA JEUNESSE DU BEAUVAISIS	200,00	/Materiel
POLE ANIMALIER DE BEAUVAIS CLARA	0,00	/Materiel
POLE ANIMATION ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	0,00	/Materiel
QUESTIONS POUR UN CHAMPION DE BEAUVAIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
REA CORPS (Danse et rythme)	800,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
RED STAR FC	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
RESONNANCE ET MIEUX-ÊTRES	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
RICOCHETS	3 520,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
RING BEAUVAISIEN	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
ROTARY CLUB DE BEAUVAIS	0,00	/Materiel
ROTARY CLUB DE NOYON	0,00	/Materiel
ROTARY INTERNATIONAL	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
SAINTE LUCIEN BEAUVAIS PETANQUE	1 000,00	/
SALSAPILLS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
SAMB BAGAGE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
SATO PICARDIE CENTRE DE SOINS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE PREVENTION ET ADDICTOLOGIE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
SAVATE BOXING CLUB	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
SCRABBLE DE BEAUVAIS	0,00	/Materiel
SECOURS CATHOLIQUE DE BEAUVAIS	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS DE BEAUVAIS	700,00	/Locaux permanents/
SMLH SOC MEMBRE LEGION HONNEUR	1 000,00	/
SNUIPP - SYNDICAT NATIONAL UNITAIRE DES INSTITUTEURS	0,00	/Locaux permanents/
PROFESSEURS DES ECOLES ET PEGC		
SOCIETE COLOMBOPHILE LA JEANNE HACHETTE / GROUPEMENT COLOMBOPHILE DE L'OISE	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
SOCIETE D'HORTICULTURE DE BEAUVAIS	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
SOCIETE D'HORTICULTURE DE BOTANIQUE ET D'APICULTURE DE BEAUVAIS	700,00	/
SOFIA (assoc Fraternité Internationale par l'Art)	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
SOL ITINERA	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
SOLIDARITE MIGRANTS OISE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
SOPHROLOGIE ET YOGA	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
SOS PAPA PICARDIE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
SOS VILLAGE DES PARENTS	500,00	/
SOSIE - SOS INSERTION EMPLOI	24 000,00	/Locaux permanents/Materiel
SPA - SOCIETE PROTECTRICE DES ANIMAUX	0,00	/Locaux permanents/
SPORT EVASION ET DIVERSITE	150,00	/
SYNDICAT FORCE OUVRIERE DES TERRITORIAUX DE BEAUVAIS	403,65	/
SYNDICAT SUD COLLECTIVITES TERRITORIALES DE L OISE	217,35	/

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TAICHI HARMONIE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
TAROT CLUB DE BEAUVAIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
TEMPS ET YOGA	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
TENNIS CLUB DE L'AGGLOMERATION DU BEAUVAISIS (Beauvais St Lucien Tennis)	8 500,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
THEATRE DE L'ORAGE	4 800,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
THEATRE DE PAILLE	1 500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
THEATRE DU BEAUVAISIS COMITE DE GESTION	25 576,80	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
TKD60 - TAEKWONDO DOJANG BEAUVAIS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
TOUSMOBILE	0,00	/Locaux permanents/
TROPICANA BRASIL SHOW	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
TWIRLING DANSE BEAUVAIS (ex TWIRLING CLUB BEAUVAIS)	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
UDAF	0,00	/Materiel
UDIOM UNION DE L'ORDRE DE MALTE	0,00	/Materiel
UFOLEP	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
UMRAC - UNION DES MUTILES, REFORMES ET ANCIENS COMBATTANTS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
UN CIEL POUR TOUS	1 400,00	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
UNACITA -UNION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS D'INDOCHINE DES TOE D'AFRIQUE DU NORD DES OPEX UNAPEI60	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
UNAPEI60	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
UNC - UNION NATIONALE DES COMBATTANTS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
UNICEF OISE	0,00	/Locaux permanents/
UNILASALLE	0,00	/Materiel
UNION LOCALE CGT DU BEAUVAISIS	724,50	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
UNION LOCALE DES SYNDICATS CGT - FORCE OUVRIERE	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
UNIVERSITE POUR TOUS	2 500,00	/
UNPRG - UNION NATIONALE DU PERSONNEL EN RETRAITE DE LA GENDARMERIE	300,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
UNRPA - UNION NATIONALE DES RETRAITES ET PERSONNES AGEES	1 000,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
UNSS UNION NATIONALE DU SPORT SCOLAIRE	0,00	/Materiel
VAUBAN LOISIRS PLUS	500,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
VELLOVAQUE	900,00	/Locaux permanents/
VELOCE CLUB BEAUVAISIEN OISE (VCB OISE)	0,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/
VIE LIBRE SECTION DE BEAUVAIS	800,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
VOISINLIEU POUR TOUS	88 580,00	/Locaux permanents/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
WASEO	0,00	/Materiel
YOGA DU POSSIBLE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
YOGA ET VIE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
<u>Entreprises</u>		
CC JEU DE PAUME	0,00	/Materiel
PATINOIRE DE BEAUVAIS	0,00	/Materiel
PRODUCTIONS CHRISTOPHE LEROY	700,00	/
<u>Personnes physiques</u>		
<u>Autres</u>		
CPAM	0,00	/Materiel
HLM DE L'OISE	0,00	/Materiel
OPAC DE L'OISE (renforcement sécurité)	25 938,00	/
OPHS - INSTITUT LEON BERNARD	60 000,00	/
SALON DE L HABITAT	0,00	/Materiel
Personnes de droit public		
<u>Etat</u>		
BANQUE DE FRANCE	0,00	/Materiel
ENTR'AIDE SAMU SOCIAL OISE	0,00	/Locaux permanents/Materiel
GENDARMERIE NATIONALE	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
POLICE NATIONALE COMMISSARIAT	0,00	Personnel/Locaux permanents/Materiel
PREFECTURE DE L'OISE	0,00	/Materiel
TRIBUNAL GRANDE INSTANCE DE BEAUVAIS	0,00	/Materiel
<u>Régions</u>		
LYCEE FRANCOIS TRUFFAUT	0,00	/Materiel
LYCEE JEANNE HACHETTE	0,00	/Materiel
LYCEE PAUL LANGEVIN	0,00	/Materiel
LYCEE PROFESSIONNEL DES JACOBINS	0,00	/Materiel
UPJV - UNIVERSITE JULES VERNE	0,00	Personnel/

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
<u>Départements</u>		
COLLEGE CHARLES FAUQUEUX	10 653,12	/Materiel
COLLEGE GEORGES SAND	0,00	/Materiel
COLLEGE HENRI BAUMONT	8 387,37	/Locaux partiels ou occasionnels/Materiel
COLLEGE MICHELET	0,00	/Materiel
COLLEGE PELLERIN	0,00	/Materiel
CONSEIL DEPARTEMENTAL	0,00	/Materiel
<u>Communes</u>		
COMMUNE DE BRESLES (frais de scolarité)	0,00	/
COMMUNE DE CLERMONT (frais de scolarité)	9 287,00	/
<u>Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)</u>		
AEROPORT DE BEAUVAIS TILLE	0,00	/Materiel
CAB COMMUNAUTE AGGLO DU BEAUVAISIS (actions CLEA)	3 200,00	/
CAB MEDIATHEQUES	0,00	/Materiel
CCAS CENTRE COMMUNAL D'ACTIONS SOCIALES	3 100 000,00	/
CCIO Chambre de commerce et industrie oise	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
CCRB Communauté Communes Rurales du Beauvaisis	0,00	/Materiel
CENTRE DE READAPTATION ST LAZARE	0,00	/Materiel
CENTRE HOSPITALIER DE BEAUVAIS	0,00	/Materiel
CENTRE MEDICO SCOLAIRE	0,00	/Locaux permanents/
OFFICE DE TOURISME DE L OISE	0,00	/Locaux permanents/Materiel
<u>Autres</u>		
ORDRE DES AVOCATS	0,00	/Locaux partiels ou occasionnels/
TOTAL GENERAL	7 088 930,23	

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Crédits de paiement réalisés durant l'exercice N	
AP 47-Malice Maison quartier St Lucien	3 350 000,00	0,00	3 350 000,00	3 114 061,76	97 253,61	44 412,17	0,00
AP 49-Plan Renovation Ecoles	3 100 000,00	0,00	3 100 000,00	2 660 478,71	128 751,51	104 765,72	0,00
AP 50-Plan Renovation Gymnases	2 070 000,00	0,00	2 070 000,00	1 493 991,41	127 057,08	122 489,59	0,00
AP 51-Plan Renovation ALSH	1 660 000,00	0,00	1 660 000,00	1 245 085,27	31 416,32	15 767,68	0,00
AP 52-Plan Lumiere	10 250 000,00	0,00	10 250 000,00	9 813 774,54	25 206,41	0,00	0,00
AP 53-Plan Maxi Voirie	11 200 000,00	0,00	11 200 000,00	10 208 343,01	532 543,57	205 745,31	0,00
AP 54-Salle des Fetes	2 000 000,00	850 000,00	2 850 000,00	168 448,78	2 571 500,00	1 366 368,01	1 315 183,21
AP 55-Local Esp Verts StJean	1 100 000,00	0,00	1 100 000,00	1 046 049,46	1 707,10	0,00	0,00
AP 56-Pole Solidarite	2 604 000,00	0,00	2 604 000,00	2 491 916,65	99 412,75	90 531,79	21 551,56
AP 57-Coeur de Ville Tr2	14 200 000,00	0,00	14 200 000,00	617 349,15	631 625,37	209 246,65	13 373 404,20
AP 58-Centre Technique Municipal AP	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00	2 898,00	91 000,00	31 315,65	1 465 786,35
59-Quadrilatere Tr1	1 430 000,00	0,00	1 430 000,00	1 054 374,82	60 959,50	53 632,22	321 992,96
AP 60-Abords Theatre Parking	2 050 000,00	0,00	2 050 000,00	1 062 509,54	314 883,66	154 537,04	832 953,42
AP 61-Terrain synth Stade Omet	1 270 000,00	0,00	1 270 000,00	1 223 936,32	2 668,39	1 200,00	0,00
AP 62-NPRU Argentine/St Lucien	1 750 000,00	1 000 000,00	2 750 000,00	231 617,85	1 208 186,00	310 090,04	2 208 292,11
AP 64-Etudes Pole Multi Modal	400 000,00	0,00	400 000,00	59 495,01	38 333,00	800,00	339 704,99
AP 65-Etudes Site Anc Prison	200 000,00	0,00	200 000,00	2 160,00	0,00	0,00	197 840,00
AP 66-Piscine Bellier	9 400 000,00	0,00	9 400 000,00	32 628,00	394 000,00	171 354,00	9 196 018,00
AP 67-Quadrilatere Tr2	8 700 000,00	0,00	8 700 000,00	55 238,87	535 000,00	508 904,07	8 135 857,06

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	B3

Libellé de la recette : Produit des amendes de police			
Reste à employer au 01/01/N :			0,00
Recettes			
Chapitres	Articles	Libellé de l'article	Montant
	1342	Produit des amendes de police	200 154,00
	70384	Forfait post stationnement	246 376,14
Total recettes			446 530,14
Dépenses			
Chapitres	Articles	Libellé de l'article	Montant
	20/2315/215x	Trvx 2021 Circulation routière -a/ Etudes mises en oeuvre de plans de circulation	10 245,90
	20/2315/215x	Trvx 2021 Circulation routière -b/ Parcs stationnement (Chevallier/PEM/PréMartinet)	72 847,20
	20/2315/215x	Trvx 2021 Circulation routière -c/ Signalisation lumin. & horiz (feux tri,panneaux,regultraffic..)	212 723,29
	20/2315/215x	Trvx 2021 Circulation routière -e/ Différenciation du trafic (pistes cyclables)	91 203,36
	20/2315/215x	Trvx 2021 Circulation routière -f/ Sécurité routière (amenagts, réfections voiries, revêtement...)	3 159 300,35
Total dépenses			3 546 320,10
Reste à employer au 31/12/N :			-3 099 789,96

TOTAL Reste à employer au 01/01/N :		0,00
TOTAL Recettes	446 530,14	Total Dépenses
		3 546 320,10
TOTAL Reste à employer au 31/12/N :		-3 099 789,96

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		127,00	0,00	127,00	108,40	5,00	113,40
Adjt adm	C	20,00	0,00	20,00	15,80	0,00	15,80
Adjt adm Pal 1CI	C	33,00	0,00	33,00	30,40	0,00	30,40
Adjt adm Pal 2CI	C	25,00	0,00	25,00	24,60	0,00	24,60
Attaché	A	19,00	0,00	19,00	11,80	4,00	15,80
Attaché Pal	A	6,00	0,00	6,00	5,00	0,00	5,00
Attaché hors classe	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Rédacteur	B	8,00	0,00	8,00	6,00	1,00	7,00
Rédacteur Pal 1CI	B	7,00	0,00	7,00	7,00	0,00	7,00
Rédacteur Pal 2CI	B	8,00	0,00	8,00	7,80	0,00	7,80
FILIERE TECHNIQUE (c)		513,00	14,30	527,30	456,32	12,00	468,32
Adjt tech	C	126,00	4,44	130,44	102,74	0,00	102,74
Adjt tech Pal 1CI	C	82,00	0,00	82,00	78,10	0,00	78,10
Adjt tech Pal 2CI	C	186,00	9,86	195,86	178,58	0,00	178,58
Agent maitrise	C	31,00	0,00	31,00	30,00	1,00	31,00
Agent maitrise Pal	C	26,00	0,00	26,00	26,00	0,00	26,00
Ingénieur	A	10,00	0,00	10,00	5,90	4,00	9,90
Ingénieur Pal	A	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Ingénieur en chef	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur en chef hors classe	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Technicien	B	20,00	0,00	20,00	9,00	4,00	13,00
Technicien Pal 1CI	B	8,00	0,00	8,00	8,00	0,00	8,00
Technicien Pal 2CI	B	17,00	0,00	17,00	12,00	3,00	15,00
FILIERE SOCIALE (d)		86,00	0,00	86,00	71,50	6,00	77,50
ATSEM Pal 1CI	C	35,00	0,00	35,00	32,10	0,00	32,10
ATSEM Pal 2CI	C	29,00	0,00	29,00	21,80	4,00	25,80
Agent social	C	7,00	0,00	7,00	6,60	0,00	6,60
Agent social Pal 1CI	C	3,00	0,00	3,00	2,80	0,00	2,80
Agent social Pal 2CI	C	6,00	0,00	6,00	5,70	0,00	5,70
Assist soc-educ	A	2,00	0,00	2,00	0,50	1,00	1,50
Educateur Jeunes Enfants	A	3,00	0,00	3,00	1,00	1,00	2,00
Educateur j enfant CIEx	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		22,00	0,00	22,00	21,50	0,00	21,50
Aux. puér Pal 1Cl (anc)	C	12,00	0,00	12,00	11,50	0,00	11,50
Aux. puér Pal 2Cl (anc)	C	7,00	0,00	7,00	7,00	0,00	7,00
Cadre de santé 1Cl (anc)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ISGX CIN (anc)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Puér ClSup (anc)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,29	0,29	0,00	0,29	0,29
Techn. param ClSup	B	0,00	0,29	0,29	0,00	0,29	0,29
FILIERE SPORTIVE (g)		10,00	0,00	10,00	9,00	1,00	10,00
Conseiller APS	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Educateur APS	B	3,00	0,00	3,00	2,00	1,00	3,00
Educateur APS Pal 1Cl	B	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Educateur APS Pal 2Cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE CULTURELLE (h)		8,00	0,50	8,50	7,80	0,50	8,30
Adjt ter patrimoine	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Assist conserv Pal 2Cl	B	0,00	0,50	0,50	0,00	0,50	0,50
Attaché Pal conserv patr	A	1,00	0,00	1,00	0,80	0,00	0,80
Attaché conserv patr	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Bibliothécaire	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Conserv patr chef	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		118,00	0,00	118,00	112,80	1,00	113,80
Adjt ter anim Pal 1Cl	C	16,00	0,00	16,00	15,80	0,00	15,80
Adjt ter anim Pal 2Cl	C	49,00	0,00	49,00	47,20	0,00	47,20
Adjt ter animation	C	35,00	0,00	35,00	34,00	0,00	34,00
Animateur	B	11,00	0,00	11,00	8,80	1,00	9,80
Animateur Pal 1Cl	B	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Animateur Pal 2Cl	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE POLICE (j)		52,00	0,00	52,00	50,00	0,00	50,00
Brigadier-chef Pal	C	26,00	0,00	26,00	26,00	0,00	26,00
Chef service PM	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Chef service PM Pal 1Cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Gardien-brigadier	C	23,00	0,00	23,00	21,00	0,00	21,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		18,00	15,13	33,13	1,00	30,63	31,63
Assistante maternelle		1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Auxiliaire de quartier		0,00	13,00	13,00	0,00	11,50	11,50
Grade non statutaire		17,00	0,00	17,00	1,00	16,00	17,00
animatrice		0,00	2,13	2,13	0,00	2,13	2,13
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		954,00	30,22	984,22	838,32	56,42	894,74

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
ATSEM Pal 2CI	C	S		0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Agent maitrise	C	TECH	360	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Animateur	B	ANIM	372	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Assist conserv Pal 2CI	B	CULT	415	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Assist soc-educ	A	S	444	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Assistante maternelle		OTR		0,00	A TIT-Recrutement voie de mutation	A
Attaché	A	ADM	693	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché	A	ADM	499	0,00	A NTIT-Recrutement direct NTIT	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché	A	ADM	444	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché	A	ADM	525	0,00	A CONT-CDI (Passage de CDD)	CDI Contrat à durée indéterminée
Auxiliaire de quartier		OTR		0,00	A CONT-CDI (Passage de CDD)	CDI Contrat à durée indéterminée
Auxiliaire de quartier		OTR		0,00	A	CDD Contrat à durée déterminée
Educateur APS	B	SP	379	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Educateur Jeunes Enfants	A	S	444	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Grade non statutaire		OTR		0,00	A NTIT-Recrutement direct NTIT	CDD Contrat à durée déterminée
Grade non statutaire		OTR		0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Grade non statutaire		OTR		0,00	A CONT-CDI (Direct)	CDI Contrat à durée indéterminée
Grade non statutaire		OTR		0,00	A NTIT-Recrutement direct NTIT	CDI Contrat à durée indéterminée
Ingénieur	A	TECH		0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Ingénieur	A	TECH	646	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Rédacteur	B	ADM	415	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Techn. param CIsup	B	MT	653	0,00	A NTIT-Recrutement direct NTIT	CDI Contrat à durée indéterminée
Technicien	B	TECH	563	0,00	A NTIT-Recrutement direct NTIT	CDI Contrat à durée indéterminée
Technicien	B	TECH		0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Technicien Pal 2Cl	B	TECH		0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
animatrice		OTR		0,00	A CONT-CDI (Passage de CDD)	CDI Contrat à durée indéterminée
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
ATSEM Pal 2Cl	C	S	356	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
ATSEM Pal 2Cl	C	S		0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt adm	C	ADM	354	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt adm	C	ADM	354	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH		0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH		0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH		0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt ter animation	C	ANIM	354	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt ter patrimoine	C	CULT	355	0,00	A NTIT-Recrutement direct NTIT	CDD Contrat à durée déterminée
Agent social	C	S	367	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Aux. puér Pal 2Cl (anc)	C	MS	356	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
C.D.D. Insertion		OTR		0,00	A CDDI-Contrat : CDDI	CDD Contrat à durée déterminée
Collaborateur de cabinet		OTR		0,00	A NTIT-Recrutement direct NTIT	CDD Contrat à durée déterminée
Contrat Adulte Relais		OTR		0,00	A CONT - Contrat Adulte Relais	A
Grade non statutaire		OTR		0,00	A Arrivée collectivité	A
Rédacteur	B	ADM	513	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Technicien	B	TECH	478	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Vacataire		OTR		0,00	3-a°	A
Vacataire		OTR		0,00	A Cont. Vacataire	A

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.

TECH : Technique.

URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).

S : Social.

MS : Médico-social.

MT : Médico-technique.

SP : Sportif.

CULT : Culturel.

ANIM : Animation.

PM : Police.

OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :

3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.

3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.

3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).

3-2 : vacance temporaire d'un emploi.

3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.

3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.

3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.

3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.

3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.

3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.

38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.

47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels

110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.

110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.

A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	C1.2

C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT
BARBARAS L - LEBRETON AF - MENOUBE J - SOULA I FOURCIN C FOURCIN Corinne - KHARROUBI H - SOULA I - TIMMERMAN F FOURCIN Corinne - MATURA Yannick - LEBRETON AF - PLOMION S - TIMMERMAN F - JAVEY J H. KHARROUBI HIBERTY P - MATURA Y MENOUBE J T. AURY	rattachements 2021 3425,34€ Union des Maires Oise/ Responsabilité des élus 1j 5juin / 4 participants / 1040€ Union des Maires Oise/ Responsabilité des élus 1j 19juin / 2 participants / 866,66€ Union des Maires Oise/ Prise de parole en public 1j 12 JUIN / 4 participants / 1068€ Union des Maires Oise/ Le budget 1j 23oct / 6 participants / 1200€ IFED / Quelle place pour l elu local? / 24-26 sept / 1000€ Union des Maires Oise/ Prise de parole en public 1j 22mai / 2 participants / 800€ Union des Maires Oise/ Prise de parole en public 1j 19juin / 1 participant / 1600€ La Formation des Elus / Campus d'été 28Aout / 559€

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Hôtel de Ville (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
19/12/2008 - concession	Chaufferie & réseau de chaleur	CRAM SAS	société	0,00
27/07/2011 - affermage	Service des Eaux	SEAO (Groupe Veolia)	société	0,00
19/04/2016 - concession	Fourrière automobile	ALLO DEPANNAGE	société	92 819,83
28/02/2017 - affermage avec ilot concessif	Service de stationnement	INDIGO INFRA Beauvais Stationnement	société	69 160,56
06/06/2017 - concession	Crématorium	OGF	société	0,00
01/09/2017 - affermage	Fourrière animale	SACPA	société	102 701,69
Détention d'une part du capital				
-	S.A. H.L.M. DU BEAUVAIS			139 865,59
-	SOCIETE LOCALE D'ÉPARGNE DE BEAUVAIS CENTRE			7 616,00
-	CRCAMO			76,22
-	S.A. H.L.M.			15,24
23/10/2019 -	DEPARTEMENT OISE - 1163 actions SAO (Syndicat Amengt Oise)			2 500,45
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
-	1001 VIES HABITAT			413 168,61
-	ANRH - ASSOC.POUR L'INSERTION/REINSERTION DES HANDICAPES			400 139,84
-	H.L.M. DU BEAUVAIS			23 784 686,53
-	HLM LE NOUVEAU LOGIS PICARD			17 239,01
-	OSICA			5 912 968,29
-	SA HLM DE L'OISE			3 219 484,61
-	SCI ST PIERRE			2 015 719,34
-	SAS LES PATINOIRES MODERNES			1 326 000,58
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
-	ASBO			210 000,00
-	ASCA			459 790,00
-	BEAUVAIS SHOPPING			31 236,00
-	BEAUVAIS XV RUGBY CLUB			190 000,00
-	BOUC VOLLEY			135 000,00
-	COMITE D'OEUVRES SOCIALES DU PERSONNEL MUNICIPAL			227 903,64
-	CRECHE LA FARANDOLE ADSEAO			90 000,00
-	CRECHE LA PARENTINE			177 500,00
-	CRECHE PIERRE JACOBY			720 000,00
-	CRESCENDO			306 150,00
-	FOYER DES JEUNES TRAVAILLEUSES			196 000,00
-	LA BATOUDE			113 814,00
-	LE COMPTOIR MAGIQUE			75 000,00
-	LES AMIS DES FETES JEANNE HACHETTE			45 000,00
-	VOISINLIEU POUR TOUS			88 580,00
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCL, syndicat etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée ...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

**C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU
L'ETABLISSEMENT**

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Syndicat d'énergie de l'Oise SE60			0,00
Communauté d'Agglomération du Beauvaisis	01/01/2004	CET	0,00
Syndicat intercommunal pour la création et la gestion Pelouse synthétique stade St Martin le Nd	16/02/2018		0,00
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES PAR LA COMMUNE	C3.2

C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES (1)

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale		-	SPA	Non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3.3

C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Lotissement	Lotissement de la Longue Haie	29/06/1999	-	21600056200787	SPA	Oui
Régie à seule autonomie financière	Régie d'Exploitation de l'Elispace	27/09/2002	-	21600056200779	SPA	Oui
Lotissement	Lotissement Agel	08/07/2004	-	21600056200845	SPA	Oui

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	C3.4

C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Concession	Concession du Crématorium	26/10/2007	-	SPA
Régie directe	Baux commerciaux & locations diverses	03/05/2010	-	SPA
Régie directe	Ventes de terrains	01/07/2011	-	SPA
Régie directe	Fouilles archéologiques	01/07/2011	-	SPA
Régie directe	Delegations services publics	01/01/2018	-	SPA

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	43 143 950,33	23 455 858,65	7 798 189,27	11 889 902,41
RECETTES	42 691 123,33	19 233 404,83	1 013 126,00	22 444 592,50
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	93 291 896,64	77 192 253,75	0,00	16 099 642,89
RECETTES	99 091 896,64	87 148 212,58	0,00	11 943 684,06

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET : BEAUVAIS-BUDGET EAU / N°SIRET : 21600056200738				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	3 060 341,30	1 067 787,94	0,00	1 992 553,36
RECETTES	2 603 627,66	1 124 669,39	0,00	1 478 958,27
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 007 162,00	587 590,49	0,00	419 571,51
RECETTES	1 576 407,29	256 074,58	0,00	1 320 332,71

BUDGET : LOTISST LONGUE HAIE / N°SIRET : 21600056200787				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	116 523,18	0,00	0,00	116 523,18
RECETTES	116 523,18	0,00	0,00	116 523,18
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	496 429,78	0,00	0,00	496 429,78
RECETTES	496 429,78	0,00	0,00	496 429,78

BUDGET : REGIE EXPLOIT ELISPACE / N°SIRET : 21600056200779				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	452 480,99	94 262,78	266 119,30	92 098,91
RECETTES	452 480,99	409 716,27	0,00	42 764,72
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	814 039,00	645 779,60	0,00	168 259,40
RECETTES	814 039,00	666 792,02	0,00	147 246,98

BUDGET : BEAUVAIS LOTISSEMENT AGEL / N°SIRET : 21600056200845				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 635 004,71	700 000,00	0,00	935 004,71
RECETTES	1 635 004,71	925 000,00	0,00	710 004,71
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	935 004,71	925 000,00	0,00	10 004,71
RECETTES	935 004,71	925 000,00	0,00	10 004,71

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ...qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	48 408 300,51	25 317 909,37	8 064 308,57	15 026 082,57
RECETTES	47 498 759,87	21 692 790,49	1 013 126,00	24 792 843,38
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	96 544 532,13	79 350 623,84	0,00	17 193 908,29
RECETTES	102 913 777,42	88 996 079,18	0,00	13 917 698,24
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	144 952 832,64	104 668 533,21	8 064 308,57	32 219 990,86
TOTAL GENERAL DES RECETTES	150 412 537,29	110 688 869,67	1 013 126,00	38 710 541,62

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 878 500,00	1 850 000,00	0,00	28 500,00
RECETTES	1 878 500,00	1 850 000,00	0,00	28 500,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	48 408 300,51	25 317 909,37	8 064 308,57	15 026 082,57
RECETTES	47 498 759,87	21 692 790,49	1 013 126,00	24 792 843,38
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	94 666 032,13	77 500 623,84	0,00	17 165 408,29
RECETTES	101 035 277,42	87 146 079,18	0,00	13 889 198,24
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	143 074 332,64	102 818 533,21	8 064 308,57	32 191 490,86
TOTAL GENERAL DES RECETTES	148 534 037,29	108 838 869,67	1 013 126,00	38 682 041,62

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
Taxe d'habitation	5 292 037,00	-92,76	16,60	0,00	882 213,00	-92,73
TFPB	71 711 116,00	-5,17	35,66	0,00	41 107 813,00	52,49
TFPNB	186 124,00	4,37	68,56	0,00	127 607,00	4,37
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	77 189 277,00	-48,17			42 117 633,00	7,38

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

02- Franck PIA	
03- Sandra PLOMION	
04- Lionel CHISS	
05- Isabelle SOULA	
06- Yannick MATURA	
07- Anne-Françoise LEBRETON	
08- Mohrad LAGHRARI	
09- Corinne FOURCIN	
10- Charles LOCQUET	
11- Jacqueline MÉNOUBÉ	
12- Philippe VIBERT	
13- Hatice KILINC-SIGINIR	
14- Mamadou LY	
15- Monette-Simone VASSEUR	
16- Catherine THIEBLIN	
17- Jacques DORIDAM	
18- Ali SAHNOUN	
19- Patricia HIBERTY	
20- Guylaine CAPGRAS	
21- Frédéric BONAL	
22- Mamadou BATHILY	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

23- Jérôme LIEVAIN	
24- Farida TIMMERMAN	
25- Cédric MARTIN	
26- Christophe GASPART	
27- Peggie CALLENS	
28- Charlotte COLIGNON	
29- Ludovic CASTANIE	
30- Loïc BARBARAS	
31- Vanessa FOULON	
32- Victor DEBIL-CAUX	
33- Halima KHARROUBI	
34- Antoine SALITOT	
35- Josee JAVEY	
36- Thierry AURY	
37- Dominique CLINCKEMAILLIE	
38- Leïla DAGDAD	
39- Grégory NARZIS	
40- Mehdi RAHOUI	
41- Marianne SECK	
42- Roxane LUNDY	
43- Claire MARAIS-BEUIL	
44- David MAGNIER	
45- Philippe ENJOLRAS	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE - VILLE DE BEAUVAIS (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BEAUVAIS PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 21600056200779

POSTE COMPTABLE : SERVICE GESTION COMPTABLE BVS

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : REGIE EXPLOIT ELISPACE (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	18

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	19
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	23
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	24
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	25
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	26
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	27
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	28
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	29
A10.3 - Opérations liées aux cessions	Sans Objet
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	30

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet
C - Autres éléments d'informations	
C1.1 - Etat du personnel	31
C1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	33
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet
D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures	
D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	34

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE 60057	VILLE DE BEAUVAIS REGIE EXPLOIT ELISPACE	CA 2021
----------------------------	---	--------------------------

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE⁽¹⁾

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
 - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
 - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	645 779,60	G	666 792,02
	Section d'investissement	B	94 262,78	H	409 716,27

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	9 551,45 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	33 833,64 (si excédent)

		=		=	
TOTAL (réalisations + reports)		= A+B+C+D	740 042,38	= G+H+I+J	1 119 893,38

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	266 119,30	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	266 119,30	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	645 779,60	= G+I+K	676 343,47
	Section d'investissement	= B+D+F	360 382,08	= H+J+L	443 549,91
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	1 006 161,68	= G+H+I+J+K+L	1 119 893,38

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre		
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
70	Produits services, domaine et ventes div				0,00
73	Impôts et taxes				0,00
74	Dotations et participations				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	266 119,30	L	0,00
010	Stocks (4)		0,00		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations				0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00		0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles		0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00		0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	266 119,30	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	338 029,00	126 466,58	87 799,33	0,00	123 763,09
012	Charges de personnel, frais assimilés	346 251,00	310 871,19	2 595,20	0,00	32 784,61
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	5 304,00	4 741,74	0,00	0,00	562,26
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		689 584,00	442 079,51	90 394,53	0,00	157 109,96
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	10 930,00	64,47	0,00	0,00	10 865,53
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	53 525,00	53 524,82			0,18
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		754 039,00	495 668,80	90 394,53	0,00	167 975,67
023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	60 000,00	59 716,27			283,73
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		60 000,00	59 716,27			283,73
TOTAL		814 039,00	555 385,07	90 394,53	0,00	168 259,40
Pour information						
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) 0,00				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	386,00	0,00	0,00	-386,00
70	Produits services, domaine et ventes div	115 000,00	41 294,25	0,00	0,00	73 705,75
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	665 487,55	602 303,77	0,00	0,00	63 183,78
Total des recettes de gestion courante		780 487,55	643 984,02	0,00	0,00	136 503,53
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		780 487,55	643 984,02	0,00	0,00	136 503,53
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	24 000,00	22 808,00			1 192,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		24 000,00	22 808,00			1 192,00
TOTAL		804 487,55	666 792,02	0,00	0,00	137 695,53
Pour information						
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) 9 551,45				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	428 480,99	71 454,78	266 119,30	90 906,91
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	428 480,99	71 454,78	266 119,30	90 906,91
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opé. pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	428 480,99	71 454,78	266 119,30	90 906,91
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	24 000,00	22 808,00		1 192,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	24 000,00	22 808,00		1 192,00
	TOTAL	452 480,99	94 262,78	266 119,30	92 098,91
	Pour information	(2) 0,00			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	358 647,35	350 000,00	0,00	8 647,35
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	358 647,35	350 000,00	0,00	8 647,35
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opé. pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	358 647,35	350 000,00	0,00	8 647,35
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	60 000,00	59 716,27		283,73
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	60 000,00	59 716,27		283,73
	TOTAL	418 647,35	409 716,27	0,00	8 931,08

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	(2) 33 833,64			

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	214 265,91		214 265,91
012	Charges de personnel, frais assimilés	313 466,39		313 466,39
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	4 741,74		4 741,74
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	64,47	0,00	64,47
68	Dot. aux amortissements et provisions	53 524,82	59 716,27	113 241,09
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		586 063,33	59 716,27	645 779,60
Pour information				0,00
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	22 808,00	22 808,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations (5)</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	71 454,78	0,00	71 454,78
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total		71 454,78	22 808,00	94 262,78
Pour information				0,00
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	386,00		386,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	41 294,25		41 294,25
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	602 303,77	0,00	602 303,77
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	22 808,00	22 808,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		643 984,02	22 808,00	666 792,02
Pour information				9 551,45
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				9 551,45

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	350 000,00	0,00	350 000,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		59 716,27	59 716,27
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		350 000,00	59 716,27	409 716,27
Pour information				33 833,64
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				33 833,64

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES						A1
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	338 029,00	126 466,58	87 799,33	0,00	123 763,09
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	54 206,85	13 737,80	17 890,00	0,00	22 579,05
60611	Eau et assainissement	5 500,00	5 425,43	299,48	0,00	-224,91
60612	Energie - Electricité	92 000,00	43 868,24	23 288,23	0,00	24 843,53
60621	Combustibles	600,00	488,15	0,00	0,00	111,85
60623	Alimentation	2 100,00	379,77	0,00	0,00	1 720,23
60628	Autres fournitures non stockées	4 910,00	928,36	985,12	0,00	2 996,52
60631	Fournitures d'entretien	2 000,00	1 191,98	360,73	0,00	447,29
60632	Fournitures de petit équipement	13 914,45	3 349,97	3 952,93	0,00	6 611,55
60636	Vêtements de travail	1 100,00	375,25	659,50	0,00	65,25
6064	Fournitures administratives	316,23	231,45	0,00	0,00	84,78
611	Contrats de prestations de services	1 536,00	300,00	0,00	0,00	1 236,00
6135	Locations mobilières	7 515,90	2 734,38	4 062,50	0,00	719,02
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	27 834,18	4 162,28	812,84	0,00	22 859,06
61551	Entretien matériel roulant	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	9 750,00	5 352,45	780,50	0,00	3 617,05
6156	Maintenance	30 350,82	935,37	18 535,60	0,00	10 879,85
6184	Versements à des organismes de formation	5 000,00	256,50	100,00	0,00	4 643,50
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	28,00	0,00	0,00	0,00	28,00
6231	Annonces et insertions	12 500,00	12 181,60	153,00	0,00	165,40
6232	Fêtes et cérémonies	1 000,00	209,09	50,00	0,00	740,91
6236	Catalogues et imprimés	2 000,00	920,00	0,00	0,00	1 080,00
6241	Transports de biens	350,00	182,00	0,00	0,00	168,00
6251	Voyages et déplacements	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6256	Missions	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6257	Réceptions	2 900,00	204,17	2 397,08	0,00	298,75
6262	Frais de télécommunications	2 413,77	2 041,73	0,00	0,00	372,04
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	42 200,00	23 102,09	8 188,70	0,00	10 909,21
6283	Frais de nettoyage des locaux	12 000,00	2 405,72	5 283,12	0,00	4 311,16
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 502,80	1 502,80	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	346 251,00	310 871,19	2 595,20	0,00	32 784,61
6331	Versement mobilité	1 799,00	1 633,55	0,00	0,00	165,45
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	999,00	999,19	0,00	0,00	91,81
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 489,00	1 514,24	0,00	0,00	-25,24
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	600,00	544,31	0,00	0,00	55,69
64111	Rémunération principale titulaires	117 217,00	122 322,82	0,00	0,00	-5 105,82
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	2 093,00	442,74	0,00	0,00	1 650,26
64118	Autres indemnités titulaires	38 895,00	12 815,38	0,00	0,00	26 079,62
64131	Rémunérations non tit.	87 158,00	85 842,99	1 260,00	0,00	55,01
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	44 058,00	37 604,31	0,00	0,00	6 453,69
6453	Cotisations aux caisses de retraites	35 874,00	37 902,29	0,00	0,00	-2 028,29
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	3 225,00	3 024,14	0,00	0,00	200,86
6455	Cotisations pour assurance du personnel	4 200,00	735,75	0,00	0,00	3 464,25
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	8 147,00	5 540,26	1 335,20	0,00	1 271,54
6475	Médecine du travail, pharmacie	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
6488	Autres charges	297,00	41,22	0,00	0,00	255,78
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	5 304,00	4 741,74	0,00	0,00	562,26
6541	Créances admises en non-valeur	2 990,00	2 990,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	2 190,00	1 751,23	0,00	0,00	438,77
65888	Autres	124,00	0,51	0,00	0,00	123,49
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		689 584,00	442 079,51	90 394,53	0,00	157 109,96
66	Charges financières (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	10 930,00	64,47	0,00	0,00	10 865,53
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	100,00	64,47	0,00	0,00	35,53
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	10 830,00	0,00	0,00	0,00	10 830,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)	53 525,00	53 524,82	0,00	0,00	0,18
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	53 525,00	53 524,82	0,00	0,00	0,18
022	Dépenses imprévues (e)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		754 039,00	495 668,80	90 394,53	0,00	167 975,67
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00			0,00

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)	60 000,00	59 716,27			283,73
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	60 000,00	59 716,27			283,73
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		60 000,00	59 716,27			283,73
043	Opérat° ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		60 000,00	59 716,27			283,73
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		814 039,00	555 385,07	90 394,53	0,00	168 259,40
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES						A2
Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	386,00	0,00	0,00	-386,00
6459	Rembours charges SS et prévoyance	0,00	386,00	0,00	0,00	-386,00
70	Produits services, domaine et ventes div	115 000,00	41 294,25	0,00	0,00	73 705,75
70878	Remb. frais par d'autres redevables	115 000,00	41 294,25	0,00	0,00	73 705,75
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	665 487,55	602 303,77	0,00	0,00	63 183,78
752	Revenus des immeubles	135 000,00	27 302,79	0,00	0,00	107 697,21
7552	Prise en charge déficit BA administratif	530 463,55	575 000,00	0,00	0,00	-44 536,45
7588	Autres produits div. de gestion courante	24,00	0,98	0,00	0,00	23,02
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		780 487,55	643 984,02	0,00	0,00	136 503,53
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		780 487,55	643 984,02	0,00	0,00	136 503,53
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	24 000,00	22 808,00			1 192,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	24 000,00	22 808,00			1 192,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		24 000,00	22 808,00			1 192,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		804 487,55	666 792,02	0,00	0,00	137 695,53
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		9 551,45				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES					B1
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	428 480,99	71 454,78	266 119,30	90 906,91
2135	Installations générales, agencements	288 786,56	63 743,22	164 458,65	60 584,69
2182	Matériel de transport	25 860,33	0,00	0,00	25 860,33
2184	Mobilier	1 459,57	1 459,56	0,00	0,01
2188	Autres immobilisations corporelles	112 374,53	6 252,00	101 660,65	4 461,88
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		428 480,99	71 454,78	266 119,30	90 906,91
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		428 480,99	71 454,78	266 119,30	90 906,91
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	24 000,00	22 808,00		1 192,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	24 000,00	22 808,00		1 192,00
139141	Sub. transf cpte résult. Communes du GFP	24 000,00	22 808,00		1 192,00
	Charges transférées (6)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		24 000,00	22 808,00		1 192,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		452 480,99	94 262,78	266 119,30	92 098,91
Pour information		0,00			
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES					B2
Chap/art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	358 647,35	350 000,00	0,00	8 647,35
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	358 647,35	350 000,00	0,00	8 647,35
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		358 647,35	350 000,00	0,00	8 647,35
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		358 647,35	350 000,00	0,00	8 647,35
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	60 000,00	59 716,27		283,73
28135	Installations générales, agencements, ..	37 600,00	37 673,00		-73,00
281533	Réseaux câblés	230,00	229,00		1,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	3 000,00	2 972,00		28,00
28184	Mobilier	1 220,00	1 217,01		2,99
28188	Autres immo. corporelles	17 950,00	17 625,26		324,74
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		60 000,00	59 716,27		283,73
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		60 000,00	59 716,27		283,73
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		418 647,35	409 716,27	0,00	8 931,08
Pour information		33 833,64			
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					0,00									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €			
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Documents d'urbanisme	5	14/12/2020
L	Frais d'étude	5	14/12/2020
L	Logiciels, licences	2	14/12/2020
L	Subventions d'équipements < 7500€	1	14/12/2020
L	Subv équipement pour financt biens mobiliers	5	14/12/2020
L	Subv équipement pour financt biens immobiliers ou installations	15	14/12/2020
L	Subv équipement pour financt projets infrastructure interet national	30	14/12/2020
L	Voitures	8	14/12/2020
L	Camions et véhicules industriels	8	14/12/2020
L	Mobilier	10	14/12/2020
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	5	14/12/2020
L	Matériel informatique	3	14/12/2020
L	Matériel de spectacles (barnum, podiums..)	10	14/12/2020
L	Matériels d'entretien	2	14/12/2020
L	Coffre-fort	20	14/12/2020
L	Installations et appareils de chauffage	10	14/12/2020
L	Appareils de levage - ascenseurs	20	14/12/2020
L	Appareils de laboratoire, outillages	5	14/12/2020
L	Equipements de garage et ateliers	10	14/12/2020
L	Equipements des cuisines	10	14/12/2020
L	Equipements sportifs	10	14/12/2020
L	Installations et réseaux de voirie	20	14/12/2020
L	Signalétique	10	14/12/2020
L	Plantations d'arbres et autres agencements de terrains	15	14/12/2020
L	Batiments légers, abris	15	14/12/2020
L	Agencements et aménagts de bâtiments, Install. électriques et téléphoniques	15	14/12/2020
L	Instruments de musique	10	14/12/2020
L	Cheptel	5	14/12/2020
L	Matériels autres	6	14/12/2020

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		24 000,00	22 808,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		24 000,00	22 808,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	24 000,00	22 808,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	22 808,00	266 119,30	0,00	288 927,30

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		60 000,00	III 59 716,27
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		60 000,00	59 716,27
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28135	Installations générales, agencements, ..	37 600,00	37 673,00
281533	Réseaux câblés	230,00	229,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	3 000,00	2 972,00
28184	Mobilier	1 220,00	1 217,01
28188	Autres immo. corporelles	17 950,00	17 625,26
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	59 716,27	0,00	33 833,64	0,00	93 549,91

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 288 927,30
Ressources propres disponibles	IV 93 549,91
Solde	V = IV – II (3) -195 377,39

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
01/01/2021	FAUTEUIL FLASH ACCOTOIRS STRCUTURE NOIRE	133,74	0,00	1
01/01/2021	CHAISES FLASH STRUCTURE NOIRE ASSISE TISSU	438,08	0,00	1
01/01/2021	SENATOR FAUTEUIL TRAVAIL DIRECTI00YNCHRONE	353,29	0,00	1
16/03/2021	DISTRIBUTEUR GEL HYDRO AVEC GE	1 177,80	0,00	6
14/04/2021	PLANCHER 21 MM ANTI DERAPANT	1 162,00	0,00	6
14/04/2021	ESCALIER D ACCES	749,60	0,00	6
01/05/2021	ELISPACE REMPLCT SSI 1ERE REUN	2 650,00	0,00	15
01/05/2021	ENSEMBLE TABLES COMPOSANTES	534,45	0,00	10
09/06/2021	CONFECTION RIDEAUX A PLAT OPAQUE	1 792,40	0,00	6
09/06/2021	CONFECTION RIDEAUX OPAQUE	1 370,20	0,00	6
26/06/2021	ELISPACE B256 AMENAGEMENT	58 003,28	0,00	15
03/09/2021	B256 ELISPACE CHAUFFAGE	3 089,94	0,00	10
TOTAL GENERAL		71 454,78	0,00	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
30/09/2021	porte brochure	266,74	2	266,74	0,00	0,00	0,00
30/09/2021	INSTALLATION INFORMATIQUE CAME	1 691,91	15	901,53	790,38	0,00	-790,38
30/09/2021	TPE FIXE	454,00	6	302,01	151,99	0,00	-151,99
30/09/2021	VITRINE EXTERIEURE	511,95	6	85,00	426,95	0,00	-426,95
31/12/2021	2 lampadaires halogène	48,49	1	48,49	0,00	0,00	0,00
31/12/2021	micro ondes CBL+CH7850	82,78	1	82,78	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		3 055,87					-1 369,32

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B1.7

**B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS
(Article L. 2313-1 du CGCT)**

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé <u>Associations</u> Comité des Œuvres Sociales du Personnel Municipal <u>Entreprises</u> <u>Personnes physiques</u> <u>Autres</u>	1 751,23	
Personnes de droit public <u>Etat</u> <u>Régions</u> <u>Départements</u> <u>Communes</u> <u>Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC....)</u> <u>Autres</u>		
TOTAL GENERAL	1 751,23	

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		2,00	0,00	2,00	1,90	0,00	1,90
Rédacteur Pal 1CI	B	1,00	0,00	1,00	0,90	0,00	0,90
Rédacteur Pal 2CI	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		3,00	0,70	3,70	2,70	0,00	2,70
Adjt tech	C	0,00	0,70	0,70	0,70	0,00	0,70
Adjt tech Pal 2CI	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
technicien praincipal de 2e classe	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Grade non statutaire - Responsable equipement		1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		6,00	0,70	6,70	4,60	1,00	5,60

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Grade non statutaire - Responsable equipement		OTR	732	0,00	3-3-1°	CDD Contrat à durée déterminée
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique.
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
 S : Social.
 MS : Médico-social.
 MT : Médico-technique.
 SP : Sportif.
 CULT : Culturel
 ANIM : Animation.
 PM : Police.
 OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
 3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
 A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

**C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU
L'ETABLISSEMENT**

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

02- Franck PIA	
03- Sandra PLOMION	
04- Lionel CHISS	
05- Isabelle SOULA	
06- Yannick MATURA	
07- Anne-Françoise LEBRETON	
08- Mohrad LAGHRARI	
09- Corinne FOURCIN	
10- Charles LOCQUET	
11- Jacqueline MÉNOUBÉ	
12- Philippe VIBERT	
13- Hatice KILINC-SIGINIR	
14- Mamadou LY	
15- Monette-Simone VASSEUR	
16- Catherine THIEBLIN	
17- Jacques DORIDAM	
18- Ali SAHNOUN	
19- Patricia HIBERTY	
20- Guylaine CAPGRAS	
21- Frédéric BONAL	
22- Mamadou BATHILY	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

23- Jérôme LIEVAIN	
24- Farida TIMMERMAN	
25- Cédric MARTIN	
26- Christophe GASPART	
27- Peggie CALLENS	
28- Charlotte COLIGNON	
29- Ludovic CASTANIE	
30- Loïc BARBARAS	
31- Vanessa FOULON	
32- Victor DEBIL-CAUX	
33- Halima KHARROUBI	
34- Antoine SALITOT	
35- Josee JAVEY	
36- Thierry AURY	
37- Dominique CLINCKEMAILLIE	
38- Leïla DAGDAD	
39- Grégory NARZIS	
40- Mehdi RAHOUI	
41- Marianne SECK	
42- Roxane LUNDY	
43- Claire MARAIS-BEUIL	
44- David MAGNIER	
45- Philippe ENJOLRAS	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE - VILLE DE BEAUVAIS (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BEAUVAIS PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 21600056200787

POSTE COMPTABLE : SERVICE GESTION COMPTABLE BVS

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : BEAUVAIS LOTISSEMENT LONGUE HAIE (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	18
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	22
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	23
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	24
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	25
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions	Sans Objet
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet
C - Autres éléments d'informations	
C1.1 - Etat du personnel	26
C1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	28
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet
D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures	
D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	29

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE 60057	VILLE DE BEAUVAIS BEAUVAIS LOTISSEMENT LONGUE HAIE	CA 2021
----------------------------	---	--------------------------

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE⁽¹⁾

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
 - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
 - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	0,00	G	0,00
	Section d'investissement	B	0,00	H	0,00

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	244 229,78 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	66 523,18 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)

		=		=	
TOTAL (réalisations + reports)		= A+B+C+D	66 523,18	= G+H+I+J	244 229,78

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	0,00	= G+I+K	244 229,78
	Section d'investissement	= B+D+F	66 523,18	= H+J+L	0,00
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	66 523,18	= G+H+I+J+K+L	244 229,78

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées		Titres restant à émettre	
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
70	Produits services, domaine et ventes div				0,00
73	Impôts et taxes				0,00
74	Dotations et participations				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	0,00	L	0,00
010	Stocks (4)		0,00		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations				0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00		0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles		0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00		0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	329 906,60	0,00	0,00	0,00	329 906,60
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		379 906,60	0,00	0,00	0,00	379 906,60
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		379 906,60	0,00	0,00	0,00	379 906,60
023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	116 523,18	0,00	0,00	0,00	116 523,18
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		116 523,18	0,00	0,00	0,00	116 523,18
TOTAL		496 429,78	0,00	0,00	0,00	496 429,78
Pour information		(3) 0,00				
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1						

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	202 200,00	0,00	0,00	0,00	202 200,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		202 200,00	0,00	0,00	0,00	202 200,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		202 200,00	0,00	0,00	0,00	202 200,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
TOTAL		252 200,00	0,00	0,00	0,00	252 200,00
Pour information		(3) 244 229,78				
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des op. pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	50 000,00	0,00		50 000,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	50 000,00	0,00		50 000,00
	TOTAL	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
	Pour information	(2) 66 523,18			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des op. pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	116 523,18	0,00		116 523,18
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	116 523,18	0,00		116 523,18
	TOTAL	116 523,18	0,00	0,00	116 523,18

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	(2) 0,00			

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		0,00	0,00	0,00
Pour information				0,00
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations (5)</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total		0,00	0,00	0,00
Pour information				66 523,18
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				66 523,18

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		0,00	0,00	0,00
Pour information				244 229,78
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		0,00	0,00	0,00
Pour information				0,00
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
605	Achats matériel, équipements et travaux	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	329 906,60	0,00	0,00	0,00	329 906,60
6522	Reverst excédent BA admin. au principal	329 906,60	0,00	0,00	0,00	329 906,60
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		379 906,60	0,00	0,00	0,00	379 906,60
66	Charges financières (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		379 906,60	0,00	0,00	0,00	379 906,60
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>			<i>0,00</i>
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)</i>	<i>116 523,18</i>	<i>0,00</i>			<i>116 523,18</i>
71355	<i>Variat° stocks terrains aménagés</i>	<i>116 523,18</i>	<i>0,00</i>			<i>116 523,18</i>
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		116 523,18	0,00			116 523,18
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section (7)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>			<i>0,00</i>
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		116 523,18	0,00			116 523,18
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		496 429,78	0,00	0,00	0,00	496 429,78
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
- (2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
- (3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
- (4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.
- (5) Dont 675 et 676.
- (6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES						A2
Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	202 200,00	0,00	0,00	0,00	202 200,00
7015	Ventes de terrains aménagés	202 200,00	0,00	0,00	0,00	202 200,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		202 200,00	0,00	0,00	0,00	202 200,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		202 200,00	0,00	0,00	0,00	202 200,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	50 000,00	0,00			50 000,00
71355	Variat° stocks terrains aménagés	50 000,00	0,00			50 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		50 000,00	0,00			50 000,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		252 200,00	0,00	0,00	0,00	252 200,00
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		244 229,78				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES					B1
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	50 000,00	0,00		50 000,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	0,00	0,00		0,00
	Charges transférées (6)	50 000,00	0,00		50 000,00
3555	Terrains aménagés	50 000,00	0,00		50 000,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		50 000,00	0,00		50 000,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		66 523,18			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES					B2
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	116 523,18	0,00		116 523,18
3555	Terrains aménagés	116 523,18	0,00		116 523,18
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		116 523,18	0,00		116 523,18
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		116 523,18	0,00		116 523,18
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		116 523,18	0,00	0,00	116 523,18
Pour information		0,00			
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					0,00									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	0,00	0,00	66 523,18	66 523,18

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		0,00	III 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		0,00	0,00
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 66 523,18
Ressources propres disponibles	IV 0,00
Solde	V = IV – II (3) -66 523,18

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique.
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
 S : Social.
 MS : Médico-social.
 MT : Médico-technique.
 SP : Sportif.
 CULT : Culturel
 ANIM : Animation.
 PM : Police.
 OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
 3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
 A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

**C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU
L'ETABLISSEMENT**

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

02- Franck PIA	
03- Sandra PLOMION	
04- Lionel CHISS	
05- Isabelle SOULA	
06- Yannick MATURA	
07- Anne-Françoise LEBRETON	
08- Mohrad LAGHRARI	
09- Corinne FOURCIN	
10- Charles LOCQUET	
11- Jacqueline MÉNOUBÉ	
12- Philippe VIBERT	
13- Hatice KILINC-SIGINIR	
14- Mamadou LY	
15- Monette-Simone VASSEUR	
16- Catherine THIEBLIN	
17- Jacques DORIDAM	
18- Ali SAHNOUN	
19- Patricia HIBERTY	
20- Guylaine CAPGRAS	
21- Frédéric BONAL	
22- Mamadou BATHILY	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

23- Jérôme LIEVAIN	
24- Farida TIMMERMAN	
25- Cédric MARTIN	
26- Christophe GASPART	
27- Peggie CALLENS	
28- Charlotte COLIGNON	
29- Ludovic CASTANIE	
30- Loïc BARBARAS	
31- Vanessa FOULON	
32- Victor DEBIL-CAUX	
33- Halima KHARROUBI	
34- Antoine SALITOT	
35- Josee JAVEY	
36- Thierry AURY	
37- Dominique CLINCKEMAILLIE	
38- Leïla DAGDAD	
39- Grégory NARZIS	
40- Mehdi RAHOUI	
41- Marianne SECK	
42- Roxane LUNDY	
43- Claire MARAIS-BEUIL	
44- David MAGNIER	
45- Philippe ENJOLRAS	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE - VILLE DE BEAUVAIS (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BEAUVAIS PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 21600056200845

POSTE COMPTABLE : SERVICE GESTION COMPTABLE BVS

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : BEAUVAIS LOTISSEMENT AGEL (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	18
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	22
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	26
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	27
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	28
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	29
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	30
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions	Sans Objet
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet
C - Autres éléments d'informations	
C1.1 - Etat du personnel	31
C1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	33
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet
D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures	
D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	34

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE 60057	VILLE DE BEAUVAIS BEAUVAIS LOTISSEMENT AGEL	CA 2021
----------------------------	--	--------------------------

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE⁽¹⁾

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
 - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
 - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	925 000,00	G	925 000,00
	Section d'investissement	B	700 000,00	H	925 000,00

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	710 004,71 (si excédent)

		=		=	
TOTAL (réalisations + reports)		= A+B+C+D	1 625 000,00	= G+H+I+J	2 560 004,71

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	925 000,00	= G+I+K	925 000,00
	Section d'investissement	= B+D+F	700 000,00	= H+J+L	1 635 004,71
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	1 625 000,00	= G+H+I+J+K+L	2 560 004,71

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre		
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
70	Produits services, domaine et ventes div				0,00
73	Impôts et taxes				0,00
74	Dotations et participations				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	0,00	L	0,00
010	Stocks (4)		0,00		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations				0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00		0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles		0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00		0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	4,71	0,00	0,00	0,00	4,71
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		10 004,71	0,00	0,00	0,00	10 004,71
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		10 004,71	0,00	0,00	0,00	10 004,71
023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	925 000,00	925 000,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		925 000,00	925 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		935 004,71	925 000,00	0,00	0,00	10 004,71
Pour information		(3) 0,00				
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1						

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	925 000,00	925 000,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		925 000,00	925 000,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		925 000,00	925 000,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	10 004,71	0,00	0,00	0,00	10 004,71
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		10 004,71	0,00	0,00	0,00	10 004,71
TOTAL		935 004,71	925 000,00	0,00	0,00	10 004,71
Pour information		(3) 0,00				
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 625 000,00	700 000,00	0,00	925 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	1 625 000,00	700 000,00	0,00	925 000,00
45...	Total des opé. pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	1 625 000,00	700 000,00	0,00	925 000,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	10 004,71	0,00		10 004,71
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	10 004,71	0,00		10 004,71
	TOTAL	1 635 004,71	700 000,00	0,00	935 004,71
	Pour information	(2) 0,00			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opé. pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	925 000,00	925 000,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	925 000,00	925 000,00		0,00
	TOTAL	925 000,00	925 000,00	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	(2) 710 004,71			

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		925 000,00	925 000,00
Dépenses de fonctionnement – Total		0,00	925 000,00	925 000,00
Pour information				0,00
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	700 000,00	0,00	700 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations (5)</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total		700 000,00	0,00	700 000,00
Pour information				0,00
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	925 000,00	0,00	925 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		925 000,00	0,00	925 000,00
Pour information				0,00
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	925 000,00	925 000,00
Recettes d'investissement – Total		0,00	925 000,00	925 000,00
Pour information				710 004,71
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				710 004,71

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
605	Achats matériel, équipements et travaux	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	4,71	0,00	0,00	0,00	4,71
65888	Autres	4,71	0,00	0,00	0,00	4,71
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		10 004,71	0,00	0,00	0,00	10 004,71
66	Charges financières (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		10 004,71	0,00	0,00	0,00	10 004,71
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00			0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)	925 000,00	925 000,00			0,00
71355	Variat° stocks terrains aménagés	925 000,00	925 000,00			0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		925 000,00	925 000,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		925 000,00	925 000,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		935 004,71	925 000,00	0,00	0,00	10 004,71
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
- (2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
- (3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
- (4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.
- (5) Dont 675 et 676.
- (6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES						A2
Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	925 000,00	925 000,00	0,00	0,00	0,00
7552	Prise en charge déficit BA administratif	925 000,00	925 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		925 000,00	925 000,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		925 000,00	925 000,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	10 004,71	0,00			10 004,71
71355	Variat° stocks terrains aménagés	10 004,71	0,00			10 004,71
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		10 004,71	0,00			10 004,71
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		935 004,71	925 000,00	0,00	0,00	10 004,71
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES					B1
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 625 000,00	700 000,00	0,00	925 000,00
1641	Emprunts en euros	1 625 000,00	0,00	0,00	1 625 000,00
168741	Dettes - Communes membres du GFP	0,00	700 000,00	0,00	-700 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		1 625 000,00	700 000,00	0,00	925 000,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		1 625 000,00	700 000,00	0,00	925 000,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	10 004,71	0,00		10 004,71
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	0,00	0,00		0,00
	Charges transférées (6)	10 004,71	0,00		10 004,71
3555	Terrains aménagés	10 004,71	0,00		10 004,71
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		10 004,71	0,00		10 004,71
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		1 635 004,71	700 000,00	0,00	935 004,71
Pour information		0,00			
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES					B2
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	925 000,00	925 000,00		0,00
3555	Terrains aménagés	925 000,00	925 000,00		0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		925 000,00	925 000,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		925 000,00	925 000,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		925 000,00	925 000,00	0,00	0,00
Pour information		710 004,71			
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

IV
A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

INVESTISSEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)

Dépenses réelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	700 000	0	700 000
- Equipements municipaux (2)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières	0											0
Dépenses d'ordre	0											0
Solde d'exécution reporté de N-1	0											0
Total dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	700 000	0	700 000
Total recettes	710 005	0	0	0	0	0	0	0	0	925 000	0	1 635 005
Solde d'investissement	710 005	0	0	0	0	0	0	0	0	225 000	0	935 005
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)

Total dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	925 000	0	925 000
Total recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	925 000	0	925 000
Solde de fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES												IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE												A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
----------	---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

INVESTISSEMENT

DEPENSES													
Total dépenses d'investissement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	700 000	0	700 000
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	700 000	0	700 000
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	700 000	0	700 000
168741	Dettes - Communes membres du GFP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	700 000	0	700 000
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Dépenses d'ordre</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
001Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES													
Total recettes d'investissement		710 005	0	0	0	0	0	0	0	0	925 000	0	1 635 005
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Recettes d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0	925 000	0	925 000
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	925 000	0	925 000
3555	<i>Terrains aménagés</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	925 000	0	925 000
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
001 Solde d'exécution reporté de N-1		710 005	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	710 005

FONCTIONNEMENT

DEPENSES													
Total dépenses de fonctionnement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	925 000	0	925 000
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
011	Charges à caractère général	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
014	Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
67	Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Dépenses d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0	925 000	0	925 000
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	925 000	0	925 000
71355	<i>Variat° stocks terrains aménagés</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	925 000	0	925 000
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
----------	---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	925 000	0	925 000
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	925 000	0	925 000
013	Atténuations de charges	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
70	Produits des services, du domaine, vente	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
73	Impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
74	Dotations et participations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
75	Autres produits de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	925 000	0	925 000
7552	Prise en charge déficit BA administratif	0	0	0	0	0	0	0	0	0	925 000	0	925 000
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Excédent de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					0,00									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Emprunts et dettes au 31/12/N			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Taux d'intérêt			Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)				
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
Total général		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	A2.9

A2.9 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dettes restantes
Avances du budget principal	3 900 000,00	700 000,00	1 850 000,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		1 625 000,00	I 700 000,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		1 625 000,00	700 000,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 625 000,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	700 000,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	700 000,00	0,00	0,00	700 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		0,00	III 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		0,00	0,00
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	0,00	0,00	710 004,71	0,00	710 004,71

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 700 000,00
Ressources propres disponibles	IV 710 004,71
Solde	V = IV – II (3) 10 004,71

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

**C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU
L'ETABLISSEMENT**

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

02- Franck PIA	
03- Sandra PLOMION	
04- Lionel CHISS	
05- Isabelle SOULA	
06- Yannick MATURA	
07- Anne-Françoise LEBRETON	
08- Mohrad LAGHRARI	
09- Corinne FOURCIN	
10- Charles LOCQUET	
11- Jacqueline MÉNOUBÉ	
12- Philippe VIBERT	
13- Hatice KILINC-SIGINIR	
14- Mamadou LY	
15- Monette-Simone VASSEUR	
16- Catherine THIEBLIN	
17- Jacques DORIDAM	
18- Ali SAHNOUN	
19- Patricia HIBERTY	
20- Guylaine CAPGRAS	
21- Frédéric BONAL	
22- Mamadou BATHILY	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

23- Jérôme LIEVAIN	
24- Farida TIMMERMAN	
25- Cédric MARTIN	
26- Christophe GASPART	
27- Peggie CALLENS	
28- Charlotte COLIGNON	
29- Ludovic CASTANIE	
30- Loïc BARBARAS	
31- Vanessa FOULON	
32- Victor DEBIL-CAUX	
33- Halima KHARROUBI	
34- Antoine SALITOT	
35- Josee JAVEY	
36- Thierry AURY	
37- Dominique CLINCKEMAILLIE	
38- Leïla DAGDAD	
39- Grégory NARZIS	
40- Mehdi RAHOUI	
41- Marianne SECK	
42- Roxane LUNDY	
43- Claire MARAIS-BEUIL	
44- David MAGNIER	
45- Philippe ENJOLRAS	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

Rapport n° B-DEL-2022-0042

Commission : Commission générale
Service : Finances

Finances – compte administratif 2021 – affectation du résultat du budget principal

Vu la délibération du conseil municipal de ce jour adoptant le compte administratif de l'exercice 2021 du budget principal,

Vu l'article L2311-5 1er alinéa du code général des collectivités territoriales et conformément à l'instruction budgétaire et comptable M14, le conseil municipal décide, chaque année, de l'affectation du résultat excédentaire de la section de fonctionnement dégagé au titre de l'exercice clos dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif,

Aussi, compte tenu des éléments suivants :

- l'excédent de la section de fonctionnement s'élève à + 22 871 233,47€,
- le besoin de financement de la section d'investissement s'établit à -13 140 950,52€ au vu du solde des restes à réaliser (-6 785 063,27€), du résultat d'exécution 2021 d'investissement (- 4 458 154,70€) et du résultat reporté de 2020 (-1 897 732,55€),

Il est proposé au conseil municipal :

- d'affecter 13 140 950,52€ du résultat de la section de fonctionnement au compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » ;
- de reporter 9 730 282,95€ au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté ».

Rapport n° B-DEL-2022-0041

Commission : Commission générale
Service : Finances

Finances - Compte de gestion 2021 du comptable – Approbation

Le compte de gestion du comptable est, en application des dispositions de l'article L 1612-12 du code général des collectivités territoriales, produit au maire avant le 1er juin qui suit la clôture de l'exercice, afin d'être présenté à l'assemblée délibérante, qui arrête les comptes au plus tard avant le 30 juin de l'exercice.

Vu les comptes de gestion conformes aux instructions comptables et budgétaires M14 et M49 ;

Considérant qu'après s'être assuré que le trésorier a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2020, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures ;

Considérant que les comptes de gestion du comptable font ressortir une identité d'exécution d'écritures avec les comptes administratifs de l'ordonnateur ;

Considérant la stricte concordance entre les résultats d'exécution du budget principal et des budgets annexes déterminés par l'ordonnateur et le trésorier municipal (cf. extrait compte de gestion joint) ;

Il est proposé au conseil municipal :

- de déclarer que les comptes de gestion dressés pour l'exercice 2021 par le trésorier municipal n'appellent aucune observation, ni réserve ;
- d'arrêter les comptes de l'exercice 2021 selon les résultats d'exécution du budget principal et des budgets annexes ci-joints.

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

00200 - BEAUVAIS

Exercice 2021

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021
I - Budget principal					
Investissement	-1 897 732,55		-4 222 453,82	-235 700,88	-6 355 887,25
Fonctionnement	17 240 513,71	4 562 968,45	9 955 958,83	237 729,38	22 871 233,47
TOTAL I	15 342 781,16	4 562 968,45	5 733 505,01	2 028,50	16 515 346,22
II - Budgets des services à caractère administratif					
00205-BEAUVAIS LOT LONGUE HAIE					
Investissement	-66 523,18				-66 523,18
Fonctionnement	244 229,78				244 229,78
Sous-Total	177 706,60				177 706,60
00207-BEAUVAIS ELISPACE					
Investissement	33 833,64		315 453,49		349 287,13
Fonctionnement	9 551,45		21 012,42		30 563,87
Sous-Total	43 385,09		336 465,91		379 851,00
00212-BEAUVAIS LOTISSEMENT					
Investissement	710 004,71		225 000,00		935 004,71

Pransfert compétence Eau vers CAB suivant délibération du 28/06/2021

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

00200 - BEAUVAIS

Exercice 2021

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021
Fonctionnement					
Sous-Total	710 004,71		225 000,00		935 004,71
TOTAL II	931 096,40		561 465,91		1 492 562,31
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
00201-BEAUVAIS SERVICE EAUX					
Investissement	-292 582,33	456 713,64	56 881,45	235 700,88	
Fonctionnement	1 025 958,93	456 713,64	56 881,45	-569 245,29	
Sous-Total	733 376,60	456 713,64	56 881,45	-333 544,41	
TOTAL III	733 376,60	456 713,64	56 881,45	-333 544,41	
TOTAL I + II + III	17 007 254,16	5 019 682,09	6 351 852,37	-331 515,91	18 007 908,53

Rapport n° B-DEL-2022-0036

Commission : Commission générale
Service : Finances

Besoin de financement - définition du cadre annuel de la délégation du conseil municipal au Maire

Vu l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales (CGCT) permettant au Conseil Municipal de déléguer au Maire un certain nombre de ses compétences ;

Vu la circulaire interministérielle du 25 juin 2010 (NOR n° IOCB1015077C) qui a pour objet d'appeler l'attention sur les risques inhérents à la gestion active de la dette par les collectivités territoriales et de rappeler l'état de droit sur le recours aux produits financiers et aux instruments de couverture du risque financier ;

Vu la « charte de bonne conduite entre établissements bancaires et les collectivités locales » dont le 5^{ème} engagement prévoit que les collectivités locales s'engagent à développer la transparence des décisions concernant leur politique d'emprunts et de gestion de la dette ;

Article 1

Le conseil municipal donne délégation au Maire pour l'exercice 2022, ou en son absence ou en cas d'empêchement, à l' élu délégué par arrêté sur la période d'absence concernée, pour contracter les produits nécessaires à la couverture du besoin de financement de la collectivité ou pour la réalisation de toutes opérations financières utiles à la sécurisation de son encours et, plus généralement, à toutes opérations relatives à la gestion de la dette au cours de l'exercice à venir dans les conditions et limites ci-après définies.

Article 2

Le conseil municipal prend acte de la situation de l'endettement comme suit :

Encours total de la dette au 1^{er} janvier 2022 de **50 782 088 euros** répartis sur **28 contrats**.

Article 3 : Gestion de la dette - Les instruments de couverture

→ Stratégie d'endettement

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la ville de Beauvais souhaite recourir à des instruments de couverture afin de se protéger contre d'éventuelles hausses des taux ou au contraire afin de profiter d'éventuelles baisses.

Ces instruments permettent de modifier un taux (contrats d'échange de taux ou swap), de figer un taux (contrats d'accord de taux futur ou FRA, contrats de terme contre terme ou FORWARD/FORWARD), de garantir un taux (contrats de garantie de taux plafond ou CAP, contrats de garantie de taux plancher ou FLOOR, contrat de garantie de taux plafond et de taux plancher ou COLLAR).

→ Caractéristiques essentielles des contrats

L'assemblée délibérante décide, dans le souci d'optimiser sa gestion de la dette et dans le cadre des dispositions de la circulaire interministérielle du 25 juin 2010, de recourir à des opérations de couverture des risques de taux qui pourront être :

- des contrats d'échange de taux d'intérêt (SWAP)
- et/ou des contrats d'accord de taux futur (FRA)
- et/ou des contrats de garantie de taux plafond (CAP)
- et/ou des contrats de garantie de taux plancher (FLOOR)
- et/ou des contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR)

L'assemblée délibérante autorise les opérations de couverture pour le présent exercice budgétaire sur les contrats d'emprunts constitutifs du stock de la dette, ainsi que sur les emprunts nouveaux ou de refinancement à contracter sur l'exercice et qui seront inscrits en section d'investissement du budget primitif.

En toute hypothèse, les opérations de couverture sont toujours adossées aux emprunts constitutifs de la dette et le montant de l'encours de la dette sur lequel portent les opérations de couverture ne peut excéder l'encours global de la dette de la collectivité (seuil maximum retenu conformément aux critères arrêtés par le Conseil National de la comptabilité).

La durée des contrats de couverture ne peut être supérieure à la durée résiduelle des emprunts auxquels les opérations sont adossées.

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins trois établissements spécialisés.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :

- 3 % de l'encours visé par l'opération pour les primes,
- 3 % du montant de l'opération envisagée pour les commissions, pendant toute la durée de celle-ci.

A cet effet, l'assemblée délibérante décide de donner délégation à madame le Maire, ou en son absence ou en cas d'empêchement, à l' élu délégué sur la période d'absence concernée, et les autorise :

- à lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,
- à retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,
- à passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée,
- à résilier l'opération arrêtée,
- à signer les contrats de couverture répondant aux conditions posées aux alinéas précédents.

Article 4 : Gestion de la dette - Les produits de refinancement

En substitution des contrats existants, madame le Maire, ou en cas d'empêchement, l' élu délégué par arrêté sur la période d'absence concernée, sont autorisés à souscrire des produits de refinancement.

Ces produits porteront exclusivement sur des contrats classés 1A, 1B ou 1C.

→ Caractéristiques essentielles des contrats

L'assemblée délibérante décide, dans le souci d'optimiser sa gestion de la dette et dans le cadre des dispositions de la circulaire interministérielle du 25 juin 2010, de recourir à des produits de refinancement qui pourront être :

- des emprunts obligataires,
- et/ou des emprunts classiques : taux fixe ou taux variable sans structuration,
- et/ou des barrières sur Euribor.

Le recours à des contrats avec effet de levier n'est pas autorisé.

Le montant du prêt de refinancement ne pourra pas excéder le montant du capital restant dû augmenté des indemnités contractuelles, dans la limite de 10% du capital restant dû.

La durée des produits de refinancement ne pourra excéder la durée résiduelle du contrat refinancé augmentée de 5 ans.

Article 5 : Les produits de financement : financement à moyen et long terme

→ Stratégie d'endettement

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la ville de Beauvais souhaite recourir à ses produits de financement dont l'évolution des taux doit être limitée.

Le recours à de nouveaux emprunts envisagé pour l'année 2022 portera exclusivement sur des contrats classés 1A, 1B ou 1C. Il est précisé que la proportion des contrats classés 1A représenteront à minima les 2/3 des sommes empruntées.

→ Caractéristiques essentielles des contrats

L'assemblée délibérante décide, dans le souci d'optimiser sa gestion de la dette et dans le cadre des dispositions de la circulaire interministérielle du 25 juin 2010, de recourir à des produits de financement qui pourront être :

- des emprunts obligataires,
- et/ou des emprunts classiques : taux fixe ou taux variable sans structuration,
- et/ou des barrières sur Euribor.

Le recours à des contrats avec effet de levier n'est pas autorisé.

L'assemblée délibérante autorise les produits de financement pour le présent exercice budgétaire dans les limites des sommes inscrites aux budgets.

La durée des produits de financement ne pourra excéder 20 années.

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins trois établissements spécialisés.

Des primes ou commissions pourront être versés aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :

- 3% de l'encours visé par l'opération pour les primes,
- 3% du montant de l'opération envisagée pour les commissions, pendant toute la durée de celle-ci.

Article 6 : Les produits de financement : financement à court terme

Madame le Maire, ou en cas d'empêchement, l'élu délégué sur la période d'absence concernée, sont autorisés à souscrire pour les besoins de trésorerie de la collectivité une ligne de trésorerie pour un montant maximum de 10.000.000 €.

Les index de références de la ligne de trésorerie pourront être :

- le T4M,
- l'EONIA,
- l'EURIBOR
- un taux fixe

La marge appliquée sur les index à taux variable ne pourra pas excéder 3%.

Les commissions et/ou frais ne pourront pas excéder 3% du montant de la ligne.

Article 7

Pour l'exécution des articles précédents, l'assemblée délibérante décide de donner délégation à madame le Maire, ou en son absence ou en cas d'empêchement, à l'élu délégué par arrêté sur la période d'absence concernée et les autorise :

- à lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,
- à retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,
- à passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée,
- à résilier l'opération arrêtée,
- à signer les contrats répondant aux conditions posées aux articles précédents,
- à définir le type d'amortissement et procéder à un différé d'amortissement,
- à procéder à des tirages échelonnés dans le temps, à des remboursements anticipés et/ou consolidation, sans intégration de la soulte,
- et notamment pour les réaménagements de dettes, la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable, la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêts, la possibilité d'allonger la durée du prêt, la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.
- Et enfin de conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

Article 8

Conformément à l'article L.2122-23 du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte une fois par an au moment de la réunion consacrée à l'examen du compte administratif, de l'exercice des délégations se rapportant aux matières ci-dessus énumérées.

(2) Classification risques Gissler :

	Indices sous-jacents
1	Indices zone euro
2	Indices inflation française ou inflation zone euro ou écarts entre ces indices
3	Écarts d'indices zone euro
4	Indices hors zone euro. Ecart d'indices dont l'un est un indice hors zone euro
5	Ecart d'indices hors zone euro
6*	Indexations non autorisées dans le cadre de la charte (Taux de change...)

	Structures
A	Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel).
B	Barrière simple. Pas d'effet de levier
C	Option d'échange (swaption)
D	Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé
E	Multiplicateur jusqu'à 5
F*	Structures non autorisées par la charte (Cumulatif, multiplicateur >5...)

**Produits non catégorisés par la charte.*

Rapport n° B-DEL-2022-0064

Commission : Commission générale

Service : Finances

Finances – Taxe locale sur la publicité extérieure – Actualisation des tarifs

L'article L. 2333-9 du code général des collectivités territoriales (CGCT) fixe les tarifs maximums de taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) et prévoit pour chaque année un relèvement de ces plafonds dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année.

Ainsi, pour 2023, le nouveau tarif maximum prévu au 1° du B de l'article L. 2333-9 du CGCT, et servant de référence pour la détermination des tarifs des différentes catégories de dispositifs prévus au 2° et au 3° du même article, est fixé pour les communes entre 50000 et 200000 habitants, à **22,00€** le m2 et par an.

Par délibération du 20/05/2010, le Conseil Municipal avait retenu les principes suivants :

- ½ tarif pour les enseignes, et exonération si superficie totale des dispositifs < 12m2
- tarif maximum légal pour les pré enseignes et dispositifs publicitaires

Selon la catégorie et la surface des dispositifs, un coefficient s'applique à cette tarification de base pour déterminer le tarif final. Une délibération du conseil municipal est nécessaire chaque année pour actualiser ces tarifs.

Le tarif actuellement en vigueur a été fixé par délibération du 18/06/2018 sur la base de **20,80€** le m2. Le produit de cette taxe s'élève aujourd'hui à 330K€ (285K€ pour les enseignes et 45K€ pour les panneaux publicitaires).

Il est proposé au conseil municipal de poursuivre les dispositions adoptées en 2010 et d'actualiser pour 2023, les tarifs de la taxe locale sur la publicité extérieure comme suit :

ENSEIGNES (par établissement)	(S)urface <=7m2	S <=12m2	12 < S <=50m2	S >50m2
tarifs actuels (délibération 2018)	exonération	exonération	20,80 € (base=1/2 tarif max légal 2019)	41,60 € (base=1/2 tarif max légal 2019)
maximum légal 2023	22,00 € (max légal) (exonération possible)	22,00 € (max légal) (exonération possible)	44,00 € (=max légal x coeff 2)	88,00 € (=max légal x coeff 4)
tarifs 2023 proposés	exonération	exonération	22,00 € (=1/2 tarif max légal 2023)	44,00 € (=1/2 tarif max légal 2023)

DISPOSITIFS PUBLICITAIRES & PREENSEIGNES (par dispositif)	<i>non numériques</i>		<i>numériques</i>	
	(S)urface <=50m2	S >50m2	S <=50m2	S >50m2
tarifs actuels (délibération 2018)	20,80 €	41,60 €	62,40 €	124,80 €
maximum légal 2023	22,00 € (max légal)	44,00 € (=max légal x coeff 2)	66,00 € (=max légal x coeff 3)	132,00 € (=max légal x coeff 6)
tarifs 2023 proposés	22,00 € (max légal 2023)	44,00 € (max légal 2023)	66,00 € (max légal 2023)	132,00 € (max légal 2023)

Rapport n° B-DEL-2022-0060

Commission : Commission générale
Service : Finances

Finances - Vote des taux d'imposition de l'année 2022

Conformément à l'article 1636 B sexies du code général des impôts, le conseil municipal vote chaque année les taux des impôts locaux.

Ces taux s'appliquent sur la base d'imposition de chaque contribuable Beauvaisien. Cette base est déterminée par les services fiscaux de l'Etat, en fonction du bien immobilier, et connaît chaque année, une revalorisation forfaitaire nationale fixée par la loi de finances.

Il est proposé de maintenir les taux en 2022 pour la treizième année consécutive. Ainsi, les contribuables Beauvaisiens ne subiront pas, à situation égale, d'augmentation de la pression fiscale communale.

En conséquence, les taux d'imposition communaux 2022 sont fixés à :

- | | |
|---|---------|
| - taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) : | 57,20 % |
| - taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) : | 68,56 % |

Rapport n° B-DEL-2022-0048

Commission : Commission générale
Service : Ressources Humaines

Tableau des effectifs

Il est proposé un ajustement du tableau des emplois de la ville de Beauvais en vue de :

- modifier les grades suite aux remplacements d'agents partis (mutation, retraite...), ou changement de filière
- favoriser le déroulement de carrière d'agent lauréat du dernier concours de rédacteur pouvant être nommé à ce grade de par leurs missions actuelles,
- créer des emplois afin de répondre à des besoins supplémentaires des services, avec notamment la création d'un chef de service entretien et maintenance du paysage afin de renforcer l'ingénierie de la direction désormais appelée paysage et logistique urbaine (ex parcs et jardins, propreté et garage) Auparavant le directeur cumulait la direction des services parcs et jardins propreté urbaine et garage, ce qui ne lui permettait pas de remplir correctement l'ensemble des missions. Un renfort d'ingénierie apparaît nécessaire.

La mutualisation des services auprès des communes de l'agglomération peut être envisagée efficacement au sein de la direction à condition d'avoir en place une structure administrative et technique bien en place avec ingénieurs et techniciens pour piloter, établir des plans de gestion et coordonner les interventions.

- d'un directeur-trice technique à la direction événementiel animation loisirs (DEAL) en charge de la sécurité de l'ensemble des événements organisés sur le territoire .

Nature de la modification du tableau (Motif)	Direction/ Service	Emploi / grade préexistant à temps complet* à supprimer à terme dans l'attente de l'avis du comité technique sauf indications contraires	Emploi / grade créé à temps complet* (Fonctionnaires ou contractuels)	Nb
Création/ Suppression (Retraite)	CSU	Opérateur-trice de vidéo protection/ Adjoint technique principal de 2 ^e classe	Opérateur-trice de vidéo protection/ Adjoint technique	1

Création/ Suppression (Retraite)	Archéologie	Responsable du service/ Conservateur en chef	Responsable de service/ Attaché de conservation	1
Nature de la modification du tableau (Motif)	Direction/ Service	Emploi / grade préexistant à temps complet* à supprimer à terme dans l'attente de l'avis du comité technique sauf indications contraires	Emploi / grade créé à temps complet* (Fonctionnaires ou contractuels)	Nb
Création/ Suppression (Mobilité interne)	Services à la populations / Cimetière	Agent polyvalent des cimetières / Adjoint technique ppal de 2 ^e classe	Agent polyvalent des cimetières / Adjoint technique	1
Création/ Suppression (Mobilité interne)	Parcs et jardins / Parc Municipal	Agent technique polyvalent / Adjoint technique principal de 2 ^e classe	Agent technique polyvalent / Adjoint technique principal de 1 ^{re} classe	1
Création/ Suppression (Retraite)	Sports / Atelier des sports	Agent technique polyvalent / Agent de maitrise	Agent technique polyvalent / Adjoint technique principal de 1 ^{re} classe	1
Création/ Suppression (Réussite concours)	Logement	Instructeur des demandes / Adjoint administratif principale de 1 ^{re} classe	Instructeur des demandes / Rédacteur	1
Création/ Suppression (Mutation)	Parcs et jardins, garage, propreté	Jardinier/ Adjoint technique principal de 2 ^e classe	Jardinier/ Cadre d'emplois des adjoints techniques	1
Création/ Suppression (Retraite)	Services à la population	Agent d'accueil/ Adjoint administratif principal de 1 ^{re} classe	Agent d'accueil/ Adjoint administratif	1
Création/ Suppression (Mobilité)	Parcs et jardins (Parc Dassault)	Agent polyvalent soigneur animalier/ Adjoint technique principal de 2 ^e classe	Agent polyvalent soigneur animalier/ Adjoint technique	1
Création/ Suppression (Chgt de filière)	Vie éducative	Assistante petite enfance/ Adjoint technique principal de 2 ^e classe	Assistante petite enfance/ Atsem principal de 2 ^e classe	1

Nature de la modification du tableau (Motif)	Direction/ Service	Emploi / grade préexistant à temps complet* à supprimer à terme dans l'attente de l'avis du comité technique sauf indications contraires	Emploi / grade créé à temps complet* (Fonctionnaires ou contractuels)	Nb
Création/ Suppression (Mobilité)	Vie éducative	Responsable de site/ Adjoint d'animation principal de 1 ^{re} classe	Responsable de site/ Animateur	1
Création/ Suppression (Mobilité)	BLOG	Animateur socio professionnel/ Rédacteur	Animateur socio professionnel/ Adjoint d'animation principal de 1 ^{re} classe	1
Création/ Suppression (Mutation)	Sports	Responsable des équipements sportifs terrestres secteur/ Rédacteur principal de 1 ^{re} classe	Responsable des équipements sportifs terrestres secteur/ Rédacteur principal de 2 ^e classe	1
Création/ Suppression (Mutation)	Parcs et jardins	Agent de production horticole/ Agent de maîtrise	Agent de production horticole/ Adjoint technique	1
Création/ Suppression (Modification fondement juridique recours à un contractuel)	Patrimoine bâti	Techniciens bureau d'études/ Technicien principal de 2 ^e classe	Techniciens bureau d'études / Cadre d'emplois des techniciens ou le cas échéant agent contractuel de catégorie B sur le fondement de l'article L 332-8 2° du code général de la fonction publique (contrat de 3 ans maximum renouvelable) compte de la nature des fonctions ou des besoins des services	2
Création/ Réorganisation de service	Vie associative et relations internationales	Support de poste, chargé du jumelage / Cadre d'emplois des adjoints administratifs (Poste actuellement vacant)	Chargé- e de gestion vie associative et relations internationales/ Cadre d'emplois des rédacteurs ou le cas échéant agent contractuel de catégorie B sur le fondement de l'article L 332-8 2° du code général de la fonction publique (contrat de 3 ans maximum renouvelable) compte de la nature des fonctions ou des besoins des services	1

Nature de la modification du tableau (Motif)	Direction/ Service	Emploi / grade préexistant à temps complet* à supprimer à terme dans l'attente de l'avis du comité technique sauf indications contraires	Emploi / grade créé à temps complet* (Fonctionnaires ou contractuels)	Nb
Création/ Suppression (Retraite)	Services à la population	Assistant-e de direction/ Adjoint administratif ppal de 1 ^{re} classe	Assistant-e de direction/ Cadre d'emplois des rédacteurs	1
Création/ Réorganisation de service	Patrimoine Bâti/service maintenance		Assistante de direction/ Cadre d'emplois des adjoints administratifs	1
Création/ Réorganisation de service	Paysage et logistique Urbaine		Chef du service entretien et maintenance du paysage/ Technicien ppal de 1 ^{re} classe ou ingénieur	1
Création/ Réorganisation de service	DEAL		Directeur trice technique en charge de la sécurité des manifestations / cadre d'emplois des attachés ou des ingénieurs ou <i>le cas échéant agent contractuel de catégorie A sur le fondement de l'article L 332-8 2° du code général de la fonction publique (contrat de 3 ans maximum renouvelable) compte de la nature des fonctions ou des besoins des services</i>	1

* sauf indication contraire

Considérant l'inscription des crédits nécessaires au budget prévisionnel 2022, au chapitre 012 - charges de personnel et frais assimilés,

Il est proposé au conseil municipal d'approuver les termes de ce rapport et de décider de la création des postes susvisés.

Rapport n° B-DEL-2022-0065

Commission : Commission générale
Service : Ressources Humaines

Mise en place des instances de dialogue social à l'échelle des collectivités mutualisées de la Ville, du centre communal d'action sociale (CCAS) de Beauvais et de la communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB) : création d'un comité social territorial (CST), de deux formations spécialisées (FS) en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail communs à la Ville, au CCAS et à la CAB, création de commissions administratives paritaires (CAP) A, B et C et d'une commission consultative paritaire (CCP) communes à la Ville et au CCAS

Le dialogue social à l'échelle des collectivités locales peut se définir comme l'ensemble des échanges sur toutes questions d'intérêt général intéressant l'organisation et le fonctionnement des services, la santé et la sécurité au travail ou encore des questions individuelles afférentes à la carrière des agents.

La loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 a introduit des évolutions significatives dans l'organisation des instances de dialogue social en :

- instaurant un comité social territorial (CST) et une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (FS) en substitution des anciens comités techniques (CT) et comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT),
- mettant fin aux groupes hiérarchiques au sein des commissions administratives paritaires (CAP),
- regroupant toutes les catégories d'emplois au sein d'une unique commission consultative paritaire (CCP).

Ces instances sont composées de représentants de la collectivité et de représentants du personnel élu (en CAP, CCP et CST) ou désignés par les organisations syndicales (en FS) suivant les résultats des élections du CST.

A l'occasion des prochaines élections professionnelles, qui se tiendront le 8 décembre 2022, tous les représentants du personnel seront renouvelés pour un nouveau mandat de 4 ans.

Considérant l'organisation mutualisée des trois collectivités (mutualisation des services et socle de règlements communs), les enjeux identifiés en termes de rationalisation du travail au profit d'un dialogue social plus efficace, l'expérience réussie de fusion des instances entre la ville et le CCAS (depuis 1995 pour les CAP et depuis 2018 pour les CCP, CT et CHSCT), conformément à la réglementation en vigueur et après consultation des organisations syndicales, il est proposé de créer :

- ✓ une CCP (désormais unique pour les trois catégories d'emplois) commune à la Ville et au CCAS,
- ✓ des CAP (une par catégorie d'emplois) communes à la ville et au CCAS,
- ✓ un CST commun à la Ville, au CCAS et à la CAB,
- ✓ une Formation Spécialisée du CST commune à la Ville, au CCAS et à la CAB,

- ✓ une Formation Spécialisée dédiée aux services de la Ville, du CCAS et de la CAB présentant des risques professionnels liés à des contraintes physiques marquées et/ou un environnement physique agressif.

Il est précisé que la CAB, en tant que collectivité employant moins de 350 agents titulaires ou stagiaires à temps complet, se trouve obligatoirement affiliée au centre de gestion de l'Oise ; par conséquent, les agents de la CAB relèvent des CAP et de la CCP du centre de gestion de l'Oise.

En amont des élections professionnelles, il appartient à l'assemblée délibérante de se prononcer sur l'organisation de ces instances et de définir :

1. pour ce qui concerne les CAP A, B et C :
 - la répartition des représentants du personnel entre la Ville et le CCAS ;
 - la collectivité de rattachement des instances communes.
2. pour ce qui concerne la CCP :
 - la répartition des représentants du personnel entre la Ville et le CCAS ;
 - la collectivité de rattachement de l'instance commune.
3. pour ce qui concerne le CST :
 - le nombre de représentants du personnel titulaires ;
 - la répartition des représentants du personnel entre la Ville, le CCAS et la CAB ;
 - la composition du collège des représentants de la collectivité ;
 - le recueil de l'avis des représentants de la collectivité ;
 - la collectivité de rattachement de l'instance commune.
4. pour ce qui concerne la Formation Spécialisée du CST :
 - le nombre de représentants du personnel suppléants ;
 - la répartition des représentants du personnel entre la Ville, le CCAS et la CAB ;
 - la composition du collège des représentants de la collectivité ;
 - le recueil de l'avis des représentants de la collectivité ;
 - la collectivité de rattachement de l'instance commune.
5. pour ce qui concerne la Formation Spécialisée **spécifiquement dédiée aux services présentant des risques professionnels liés à des contraintes physiques marquées et/ou un environnement physique agressif** :
 - la création de la formation spécialisée de services ;
 - le nombre de représentants du personnel titulaires ;
 - le nombre de représentants du personnel suppléants ;
 - la répartition des représentants du personnel entre la Ville, le CCAS et la CAB ;
 - la composition du collège des représentants de la collectivité ;
 - le recueil de l'avis des représentants de la collectivité ;
 - la collectivité de rattachement de l'instance commune.

1. Pour ce qui concerne les CAP communes (à la Ville et au CCAS)

Considérant les effectifs des agents de la Ville et du CCAS électeurs en CAP au 1^{er} janvier 2022, à savoir :

	VILLE DE BEAUVAIS			CCAS DE BEAUVAIS			VILLE / CCAS		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
CAP A	27	17	44	7	0	7	34	17	51
CAP B	51	44	95	8	1	9	59	45	104
CAP C	320	341	661	23	11	34	343	352	695

Les CAP communes à la Ville et au CCAS comprendront, conformément au décret 89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux commissions administratives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents titulaires de la fonction publique territoriale :

- 4 représentants titulaires et 4 suppléants dans chaque collège pour la CAP catégorie A et la CAP catégorie B ;
- 6 représentants titulaires et 6 suppléants dans chaque collège pour la CAP catégorie C.

1.1.La répartition des représentants du personnel entre la Ville et le CCAS

Il est proposé de ne pas encadrer précisément cette disposition et de laisser la liberté aux organisations syndicales de présenter des listes selon la répartition qu'elles jugeront adaptée.

1.2.La collectivité de rattachement des instances communes

Il est proposé de rattacher les trois CAP à la Ville.

2. Pour ce qui concerne la CCP commune (à la Ville et au CCAS)

Considérant les effectifs des agents de la Ville et du CCAS électeurs en CCP au 1^{er} janvier 2022, à savoir :

	VILLE DE BEAUVAIS			CCAS DE BEAUVAIS			VILLE / CCAS		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
CCP (A-B-C)	207	68	275	10	2	12	217	70	287

La CCP commune à la Ville et au CCAS comprendra, conformément au décret n°2021-1624 du 10 décembre 2021 modifiant certaines dispositions relatives aux commissions consultatives paritaires de la fonction publique territoriale, 5 représentants titulaires et 5 suppléants dans chaque collège.

2.1. La répartition des représentants du personnel entre la Ville et le CCAS

Il est proposé de ne pas encadrer précisément cette disposition et de laisser la liberté aux organisations syndicales de présenter des listes selon la répartition qu'elles jugeront adaptée.

2.2. La collectivité de rattachement de l'instance commune

Il est proposé de rattacher la CCP à la Ville.

3. Pour ce qui concerne le CST commun (à la Ville, au CCAS et à la CAB)

Conformément à l'article L.251-5 du code général de la fonction publique, les collectivités territoriales et établissements publics employant au moins cinquante agents sont dotés d'un comité social territorial (CST). L'article L.251-7 du même code prévoit qu'un établissement public de coopération intercommunale et l'ensemble ou une partie des communes membres de cet établissement ou d'une partie des établissements publics qui leurs sont rattachés peuvent, par des délibérations concordantes de leurs organes délibérants, créer un CST commun compétent à l'égard de l'ensemble des agents à condition que l'effectif global concerné soit au moins égal à cinquante agents.

Il est rappelé l'intérêt de disposer d'un CST commun compétent pour l'ensemble des agents de la ville de Beauvais, du CCAS de Beauvais et de la communauté d'agglomération du Beauvaisis, compte-tenu de l'organisation mutualisée de ces trois collectivités.

3.1. Le nombre de représentants du personnel titulaires

Le nombre des représentants du personnel en CST est décidé par l'organe délibérant en fonction de l'effectif des agents dans une fourchette fixée par le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Considérant les effectifs des agents de la Ville, du CCAS et de la CAB électeurs en CST, arrêtés au 1^{er} janvier 2022, à savoir :

	VILLE DE BEAUVAIS			CCAS DE BEAUVAIS			COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION			VILLE / CCAS / CAB		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
CST	643	496	1139	51	15	66	237	178	415	931	689	1620

Le CST commun à la ville de Beauvais, au CCAS de Beauvais et à la communauté d'agglomération du Beauvaisis peut compter entre 5 et 8 représentants du personnel titulaires. Le nombre de suppléants est égal au nombre de titulaires.

Après consultation des organisations syndicales, il est proposé de fixer le nombre des représentants du personnel titulaires du comité social territorial commun à 8 (+ 8 suppléants).

3.2.La répartition des représentants du personnel entre la Ville, le CCAS et la CAB

Il est proposé de ne pas encadrer précisément la répartition des candidats entre la Ville, le CCAS et la CAB et de laisser la liberté aux organisations syndicales de présenter des listes selon la répartition qu'elles jugeront adaptée.

3.3.La composition du collège des représentants de la collectivité

Les membres du CST représentant la ville, le CCAS et la CAB forment, avec le ou la président·e du comité, le collège des représentants de la collectivité. Le paritarisme n'est pas obligatoire et le nombre des représentants de la collectivité peut être inférieur à celui des représentants du personnel.

Il est cependant proposé d'établir la parité entre les deux collèges du CST commun, ce qui porterait à 8 le nombre de représentants de la collectivité titulaires (+ 8 suppléants).

Au sein des représentants de la collectivité titulaires, il est proposé qu'au moins deux des membres soient des représentants de la CAB et au moins un des membres soit représentant du CCAS.

3.4.Le recueil de l'avis des représentants de la collectivité

L'article 30 du décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics précise que, l'assemblée délibérante peut décider de recueillir l'avis des représentants de la collectivité sur tout ou partie des questions soumises au CST.

Ainsi, il est proposé d'autoriser le recueil de l'avis des représentants de la collectivité sur l'ensemble des questions sur lesquelles le CST commun émet des avis.

3.5.La collectivité de rattachement de l'instance commune

Il est proposé de rattacher le CST commun à la Ville.

4. Pour ce qui concerne la Formation Spécialisée du CST commun (à la Ville, au CCAS et à la CAB)

Conformément à l'article L.251-9 du code général de la fonction publique, une formation spécialisée (FS) en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est instituée au sein du comité social territorial dans les collectivités territoriales et les établissements publics employant deux cents agents au moins.

Le nombre des représentants du personnel titulaires en formation spécialisée du comité est égal au nombre de représentants du personnel titulaires en CST.

4.1.Le nombre de représentants du personnel suppléants

L'article 16 du décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics précise que, lorsque le bon fonctionnement de la formation spécialisée le justifie, l'organe délibérant peut décider, après avis du CST, que chaque titulaire dispose de deux suppléants.

Compte-tenu de l'ampleur du champ de compétences de la formation spécialisée du comité et afin de favoriser une bonne représentativité des services des trois collectivités, il est proposé, après recueil de l'avis des comités techniques compétents, que chaque titulaire en formation spécialisée du comité dispose de deux suppléants.

Cette proposition a pour effet de porter à 16 le nombre des représentants du personnel suppléants en formation spécialisée du comité commun (+ 8 titulaires).

4.2.La répartition des représentants du personnel entre la Ville, le CCAS et la CAB

Il est proposé de ne pas encadrer précisément la répartition des candidats entre la Ville, le CCAS et la CAB et de laisser la liberté aux organisations syndicales de présenter des listes selon la répartition qu'elles jugeront adaptée.

4.3.La composition du collège des représentants de la collectivité

Comme pour le CST, le paritarisme n'est pas obligatoire entre les collèges de la formation spécialisée du comité et le nombre des représentants de la collectivité peut être inférieur à celui des représentants du personnel.

Il est cependant proposé d'établir la parité entre les deux collèges de la formation spécialisée du comité commun, ce qui porterait à 8 le nombre de représentants de la collectivité titulaires (+ 16 suppléants).

Au sein des représentants de la collectivité titulaires, il est proposé qu'au moins deux des membres soient des représentants de la CAB et au moins un des membres soit représentant du CCAS.

4.4. Le recueil de l'avis des représentants de la collectivité

L'article 30 du décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics précise que l'assemblée délibérante peut décider de recueillir l'avis des représentants de la collectivité sur tout ou partie des questions soumises à la formation spécialisée du comité.

Ainsi, il est proposé d'autoriser le recueil de l'avis des représentants de la collectivité sur l'ensemble des questions sur lesquelles la formation spécialisée du comité commun émet des avis.

4.5.La collectivité de rattachement de l'instance commune

Il est proposé de rattacher la formation spécialisée du comité commun à la Ville.

5. Pour ce qui concerne la Formation Spécialisée spécifiquement dédiée aux services présentant des risques professionnels liés à des contraintes physiques marquées et/ou un environnement physique agressif

5.1. La création d'une formation spécialisée de services

Conformément à l'article L.251-10 du code général de la fonction publique, en complément de la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail mentionnée à l'article L. 251-9, une autre formation peut être instituée, par décision de l'organe délibérant des collectivités ou établissements, pour une partie des services de la collectivité ou de l'établissement, lorsque l'existence de risques professionnels particuliers le justifie.

Afin de tenir compte des risques spécifiques de certains métiers présents dans les collectivités, notamment en matière de santé et de sécurité, et suite à la consultation des organisations syndicales, il est proposé de créer une formation spécialisée dédiée aux services présentant des risques professionnels liés à des contraintes physiques marquées et/ou un environnement physique agressif.

5.2. Le nombre de représentants du personnel titulaires

Le nombre des représentants du personnel en formation spécialisée de services est décidé par l'organe délibérant en fonction de l'effectif des agents concernés dans une fourchette fixée à l'article 14 du décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

L'effectif concerné par cette formation spécialisée de services étant compris entre deux cents agents et mille agents, cette formation spécialisée de services peut compter entre 4 et 6 représentants du personnel titulaires.

Il est proposé de fixer le nombre des représentants du personnel titulaires de cette formation spécialisée de services à 6.

5.3. Le nombre de représentants du personnel suppléants

L'article 16 du décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics précise que, lorsque le bon fonctionnement de la formation spécialisée le justifie, l'organe délibérant peut décider, après avis du CST, que chaque titulaire dispose de deux suppléants.

Compte-tenu des enjeux, de l'effectif concerné par la formation spécialisée de services et afin de favoriser une bonne représentativité des services des trois collectivités, il est proposé, après recueil de l'avis des comités techniques compétents, que chaque titulaire de cette formation spécialisée de services dispose de deux suppléants.

Cette proposition a pour effet de porter à 12 le nombre des représentants du personnel suppléants au sein de la formation spécialisée de services (+ 6 titulaires).

5.4.La répartition des représentants du personnel entre la Ville, le CCAS et la CAB

Il est proposé de ne pas encadrer précisément la répartition des candidats entre la Ville, le CCAS et la CAB et de laisser la liberté aux organisations syndicales de présenter des listes selon la répartition qu'elles jugeront adaptée.

5.5.La composition du collège des représentants de la collectivité

Comme pour le CST, le paritarisme n'est pas obligatoire entre les collèges de la formation spécialisée de services et le nombre des représentants de la collectivité peut être inférieur à celui des représentants du personnel.

Il est cependant proposé d'établir la parité entre les deux collèges de cette formation spécialisée de services, ce qui porterait à 6 le nombre de représentants de la collectivité titulaires (+ 12 suppléants).

5.6. Le recueil de l'avis des représentants de la collectivité

L'article 30 du décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics précise que l'assemblée délibérante peut décider de recueillir l'avis des représentants de la collectivité sur tout ou partie des questions soumises à la formation spécialisée de services.

Ainsi, il est proposé d'autoriser le recueil de l'avis des représentants de la collectivité sur l'ensemble des questions sur lesquelles la formation spécialisée de services émet des avis.

5.7.La collectivité de rattachement de l'instance commune

Il est proposé de rattacher cette formation spécialisée dédiée aux services présentant des risques professionnels liés à des contraintes physiques marquées et/ou un environnement physique agressif à la Ville.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique notamment ses articles L251-5 à L251-10 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics notamment ses articles 4, 29, 30 et 31 ;

Vu le décret n° 2021-1624 du 10 décembre 2021 modifiant certaines dispositions relatives aux commissions consultatives paritaires de la fonction publique territoriale ;

Vu l'arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique au 8 décembre 2022 ;

Considérant la consultation des organisations syndicales, réalisée par voie écrite entre le 28 mars et le 15 avril 2022 et à l'occasion de réunions le 4 février 2022 et le 26 avril 2022, soit plus de 6 mois avant la date du scrutin des élections professionnelles 2022 ;

Considérant l'avis des comités techniques de la Ville, du CCAS et de la CAB concernant le nombre de sièges de suppléants en formation spécialisée, recueilli le 28 avril 2022 ;

Il est proposé au conseil, à l'occasion des prochaines élections professionnelles, de :

- mettre en place une CCP, une CAP A, une CAP B et une CAP C communes à la Ville et au CCAS ;
- créer un CST, une formation spécialisée du comité et une formation spécialisée dédiée aux services présentant des risques professionnels liés à des contraintes physiques marquées et/ou un environnement physique agressif communs à la Ville, au CCAS et à la CAB ;
- fixer à 8 le nombre de représentants du personnel titulaires en CST ;
- fixer à 6 le nombre de représentants du personnel titulaires au sein de la formation spécialisée de services ;
- fixer à deux suppléants par titulaire la composition des formations spécialisées ;
- établir le paritarisme en CST et en formations spécialisées en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel ;
- recueillir l'avis des représentants de la collectivité pour l'ensemble des questions en CST et en formations spécialisées ;
- pour l'ensemble des instances communes, ne pas encadrer précisément la répartition des candidats entre les collectivités et de laisser la liberté aux organisations syndicales de présenter des listes selon la répartition qu'elles jugeront adaptée ;
- arrêter que les collèges des représentants de la collectivité en CST et en formation spécialisée du comité seront composés d'au moins deux titulaires représentants de la CAB et d'au moins un titulaire représentant du CCAS.

Rapport n° B-DEL-2022-0062

Commission : Commission générale
Service : Ressources Humaines

Garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire et donnant mandat au centre de gestion de l'Oise

Les employeurs publics territoriaux peuvent participer à titre facultatif, depuis le décret 2011-1474 du 8 novembre 2011, à l'acquisition de garanties de la protection sociale complémentaire (PSC), au bénéfice de leurs agents, que sont :

- **L'assurance « mutuelle santé »**, pour financer les frais de soins en complément, ou à défaut, des remboursements de l'Assurance maladie,
- **L'assurance « prévoyance – maintien de salaire »**, pour :
 - o Compenser la perte de salaire (traitement et primes) en cas de placement en congés pour raison de santé (arrêt de travail) suite à accident ou maladie de la vie privée, et en cas d'admission en retraite pour invalidité y compris imputable au service,
 - o Verser un capital décès aux bénéficiaires des agents décédés, ou à l'agent en cas de perte totale et irréversible d'autonomie.

(Auparavant les employeurs publics pouvaient participer à hauteur de 25% des cotisations effectivement versées par les agents sous forme de subventions aux mutuelles)

Le décret du 8 novembre 2011 précité est venu apporter un nouveau dispositif en précisant que l'employeur peut ainsi choisir entre la convention de participation ou la labellisation dans le cadre du versement d'une aide sociale auprès des organismes de complémentaire santé et prévoyance.

A ce jour, la collectivité a mis en place une telle participation au profit des agents pour couvrir le risque santé par le biais de la labellisation depuis 2012 (délibération du 21 décembre 2012 pour la ville)

➤ **Les nouvelles obligations en matière de protection sociale complémentaire :**

Prise en application de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 redéfinit la participation des employeurs publics au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs agents fonctionnaires et contractuels de droit public.

Dans l'attente des décrets d'application qui devraient paraître d'ici la fin du 1^{er} semestre 2022, un certain nombre de dispositions sont d'ores et déjà connues :

- L'organisation d'un **débat** en assemblée délibérante sur les enjeux de la protection sociale complémentaire, la nature des garanties envisagées, le niveau de participation de la collectivité et sa trajectoire, le calendrier de mise en œuvre et l'éventuel caractère obligatoire,
- A l'instar du secteur privé, la **participation** de l'employeur devient **obligatoire** à compter du 1^{er} janvier 2025 pour les garanties prévoyance et du 1^{er} janvier 2026 pour les garanties de mutuelle santé,

- La possibilité par l'employeur soit :
- de souscrire un **contrat collectif à adhésion obligatoire** des agents, en cas d'accord majoritaire valide issu d'une négociation collective avec les représentants des partenaires sociaux totalisant plus de 50% des suffrages exprimés,
- **d'adhérer au contrat collectif à adhésion facultative des employeurs et des agents, souscrit par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de son ressort.**
- de contractualiser par dérogations avec des contrats individuels labellisé (comme c'est la cas actuellement dans notre collectivité)

➤ **Sur les enjeux de la Protection Sociale Complémentaire :**

Pour les agents publics, cette protection constitue une aide non négligeable compte-tenu notamment de l'allongement de la durée des carrières et des problèmes financiers et sociaux que peuvent engendrer des congés pour raison de santé.

Pour les employeurs territoriaux, il s'agit d'une véritable opportunité de valoriser leur politique de gestion des ressources humaines, d'améliorer leur attractivité, de favoriser le recrutement, et d'améliorer la qualité de vie au travail.

S'agissant de la « mutuelle santé », elle permet de garantir le versement de frais de santé suite à maladie, accident ou maternité et ce pour diminuer le reste à charge de l'agent.

Ces remboursements interviennent donc en complément ou à défaut des remboursements versés par l'assurance maladie en cas d'hospitalisation, de soins de ville, de soins et achat d'équipement d'optique, de soins et biens dentaires, d'achat d'aides auditives, ou d'utilisation d'actes de prévention.

A noter que dans le cadre de la conclusion d'une convention de participation « santé », le contrat collectif devra être proposé aux agents actifs mais aussi aux retraités (solidarité intergénérationnelle) et couvrir des garanties minimales fixées dans le décret d'application.

S'agissant de la « prévoyance », celle-ci permet aux agents de se couvrir contre les aléas de la vie (maladie, invalidité, accident non professionnel, ...) en leur assurant un maintien de rémunération et/ou de leur régime indemnitaire en cas d'arrêt de travail prolongé, et le cas échéant une rente mensuelle en cas d'admission à la retraite pour invalidité, ou un capital aux ayants-droits de l'agent en cas de décès ou à lui-même en cas de perte totale et irréversible d'autonomie.

Enfin, la participation des employeurs publics au profit des agents au risque « prévoyance » sera facultative en 2023 et 2024 avant de devenir **obligatoire en 2025**.

De la même façon, la participation des employeurs publics au risque « santé » sera facultative 2023, 2024 et 2025 avant de devenir **obligatoire en 2026**.

➤ **Sur l'accompagnement du Centre de Gestion de l'Oise (CDG60) :**

Comme l'autorise l'**article 25-1 de la loi n°84-53**, les centres de gestion concluent obligatoirement, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, des conventions de participation pour couvrir leurs agents au titre de garanties de protection sociale complémentaire portant sur les risques prévoyance et santé dès l'année 2022.

S'il s'agit d'une nouvelle mission obligatoire pour le Centre de Gestion, **l'adhésion à ces conventions demeurera par contre facultative pour les collectivités**, celles-ci ont toujours la possibilité de négocier leur propre contrat collectif ou de choisir de financer les contrats individuels labellisés de leurs agents.

Le CDG60 va lancer un appel public à concurrence en vue de conclure

- une convention de participation et un contrat d'assurance collectif à **adhésion facultative** des employeurs publics territoriaux et de leurs agents, destiné à couvrir les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident (risque « mutuelle santé ») pour un effet *prévue* en **2023**.
- une convention de participation et un contrat d'assurance collectif à **adhésion facultative des employeurs** publics territoriaux et de leurs agents, destiné à couvrir la perte de salaire en cas de maladie ou d'accident ou de verser un capital décès aux ayants-droits de l'agent ou à lui-même en cas de perte totale et irréversible d'autonomie (risque « prévoyance ») pour un effet *prévue* en **2023**.

Du fait de la mutualisation le CDG 60 pourra certainement bénéficier de couvertures d'assurance santé et prévoyance de bonne qualité avec un prix attractif, pour ce faire, il convient de donner un mandat préalable au CDG 60 afin de mener à bien la mise en concurrence pour les risques précités, **étant encore rappelé que l'adhésion aux conventions de participation et aux contrats collectifs d'assurances associés reste libre à l'issue de la consultation.**

La réalisation du service s'effectuera selon les termes de la notice de présentation « *PSC assurance prévoyance et complémentaire santé* » fournie par le CDG 60 et annexée à la présente délibération.

Le Conseil Municipal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires notamment son article 22 bis ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale notamment ses articles 25-1 et 88-3-I ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents

Considérant le support du Centre de Gestion de l'Oise « *proposition de débat sur la PSC* » ainsi que sa notice de présentation « *PSC assurance prévoyance et complémentaire santé* »

DELIBERE :

Article 1 :

De prendre acte des nouvelles dispositions en matière de protection sociale complémentaire des agents territoriaux qui entreront en vigueur de façon obligatoire en 2025 et 2026, conformément à la notice annexée à la présente délibération.

Article 2 :

De donner mandat au CDG60 pour le lancement de deux appels publics à concurrence visant à conclure :

- Une convention de participation et son contrat collectif d'assurance pour le risque prévoyance auprès d'un organisme d'assurance,
- Ainsi qu'une convention de participation et son contrat collectif d'assurance pour le risque santé auprès d'un organisme d'assurance.

Autoriser le Maire à compléter et transmettre au CDG60 le questionnaire décrivant les caractéristiques de la population à assurer.

Protection sociale complémentaire

Assurance prévoyance (maintien de salaire et décès) et complémentaire santé (mutuelle)

L'introduction

Les employeurs publics territoriaux peuvent participer, depuis 2012, à l'acquisition de garanties de la protection sociale complémentaire (PSC), au bénéfice de leurs agents, que sont :

- **L'assurance « mutuelle santé »**, pour financer les frais de soins en complément, ou à défaut, des remboursements de l'Assurance maladie,
- **L'assurance « prévoyance – maintien de salaire »**, pour :
 - o Compenser la perte de salaire (traitement et primes) en cas de placement en congés pour raison de santé (arrêt de travail) suite à accident ou maladie de la vie privée, et en cas d'admission en retraite pour invalidité y compris imputable au service,
 - o Verser un capital décès aux bénéficiaires des agents décédés, ou à l'agent en cas de perte totale et irréversible d'autonomie.

L'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique renforce ce dispositif avec :

- L'organisation d'un **débat** en assemblée délibérante « *sur les garanties de la protection accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire* » avant le **17 février 2022, et dans les 6 mois à compter de chaque renouvellement des conseils,**
- La **participation** de l'employeur devient **obligatoire** à compter du 1er janvier 2025 pour les garanties prévoyance et du 1er janvier 2026 pour les garanties de mutuelle santé,
- La possibilité par l'employeur de souscrire un **contrat collectif à adhésion obligatoire** des agents, en cas d'accord valide issu d'une négociation avec les représentants des partenaires sociaux totalisant plus de 50% des suffrages exprimés,
- La possibilité pour l'employeur d'**adhérer au contrat collectif à adhésion facultative** des employeurs et des agents, souscrit par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de son ressort.

Comme l'autorise l'**article 25-1 de la loi n°84-53**, les centres de gestion concluent obligatoirement, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, des conventions de participation pour couvrir leurs agents au titre de garanties de protection sociale complémentaire portant sur les risques prévoyance et santé dès l'année 2022.

Le centre de gestion a décidé de lancer un appel public à concurrence au printemps 2022 pour conclure **une convention de participation avec son contrat collectif d'assurance à adhésion facultative des employeurs publics territoriaux et de leurs agents pour les garanties de Santé et de Prévoyance.**

PREVOYANCE

Le risque important de la perte de salaire et sa couverture d'assurance prévoyance associée

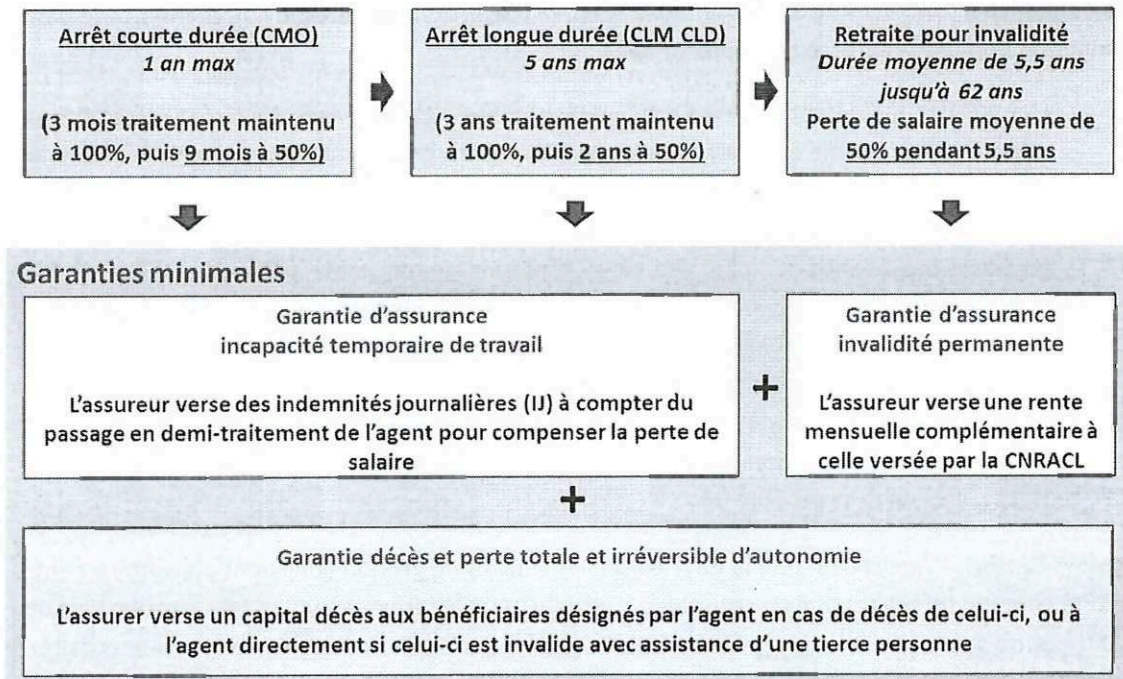
Les garanties d'assurance prévoyance ont pour objet de bénéficier de prestations versées par le futur organisme d'assurance que sont :

- Des **indemnités journalières (IJ)** aux agents en cas de placement en congés pour raison de santé (garantie incapacité temporaire de travail),

Et le cas échéant si l'option est retenue :

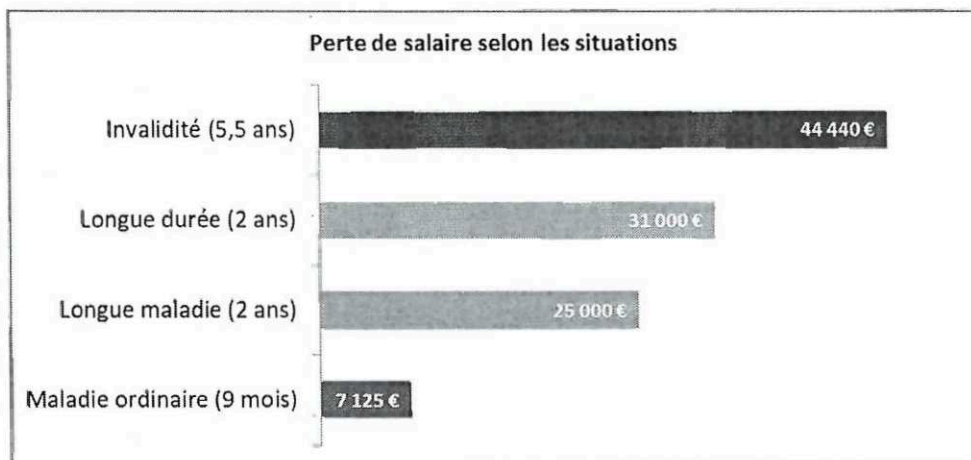
- Une **rente mensuelle** en cas d'admission à la retraite pour invalidité (garantie invalidité permanente), éventuellement complétée pour les agents fonctionnaires affiliés à la CNRACL de la garantie de la perte de retraite suite à invalidité,
- Un **capital** aux bénéficiaires de l'agent en cas de décès toutes causes (c'est-à-dire suite à accident ou maladie), ou à l'agent en cas de perte totale et irréversible d'autonomie.

Le tableau ci-après présente les couvertures au regard des risques de perte de salaire :



En cas de placement en congés pour raison de santé, l'assureur peut compléter la perte du **demi-traitement** de l'agent par le versement d'indemnités journalières complémentaires en cas de perte du **demi-régime indemnitaire**, voire de la totalité de celui-ci en cas de placement en congés de longue maladie ou de longue durée en cas d'application du décret n° 2010-997 du 26 août 2010.

A titre d'illustration, vous trouverez ci-dessous les montants de perte de salaire (traitement et primes brut) pendant les périodes maximales d'arrêt pour un agent bénéficiant d'un salaire annuel brut de 22 500 €, dont 3 550€ de primes annuelles, avec suspension de son régime indemnitaire pendant les congés de longue maladie et de longue durée :



L'intérêt d'un contrat collectif d'assurance prévoyance à adhésion facultative

Le contrat collectif d'assurance souscrit par le centre de gestion sera à adhésion facultative des employeurs et de leurs agents. Ce contrat présentera les caractéristiques suivantes :

- **Un contrat d'assurance solidaire** grâce à :
 - Une éligibilité à l'ensemble des agents fonctionnaires et contractuels,
 - Des taux de cotisation uniques par garantie quel que soit l'âge et compétitifs grâce à la mutualisation réalisée au niveau départemental,
 - Des adhésions facilitées par l'absence de questionnaire médical ou de délai de stage dans les six mois à compter de la date d'effet du contrat ou de la date d'embauche,
 - Un montant de participation homogène pour tous les agents.
- **Un contrat d'assurance protecteur** grâce à :
 - Des garanties à haut pouvoir couvrant grâce à leurs définitions dans le cahier des charges qui s'imposent à l'organisme d'assurance retenu et au dispositif de protection renforcée de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989, dite « Loi Evin »
 - Des extensions éventuelles non prévues aux contrats individuels labellisés comme la perte de retraite CNRACL suite à une invalidité ou la garantie du Régime indemnitaire pendant la période de plein-traitement,
- **Un accompagnement et un suivi du centre de gestion** grâce :
 - **Aux négociations avec les organismes d'assurance,**
 - **Aux modalités de mise en place de la convention :** validation des documents de présentation et contractuels de l'organisme d'assurance (note pédagogique, plaquette, notice d'information...) et communication (information, réunions, permanences...)
 - **Au pilotage du contrat collectif pendant 6 ans,** avec la mise en place d'un comité de suivi paritaire employeurs et organisations syndicales, réunion avec l'organisme d'assurance pour analyse du rapport annuel sur les comptes du contrat d'assurance, négociations tarifaires, suivi des réclamations des agents ou des employeurs.

L'éligibilité des garanties d'assurance à la participation de l'employeur

Les garanties de ce contrat d'assurance sont éligibles à la participation de l'employeur. Pendant la durée de validité de la convention de participation conclue par le centre de gestion, d'une durée de 6 ans, soit du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2028, **la participation versée aux agents :**

- **Sera facultative en 2023 et 2024 :**
 - o Actuellement, le titre III du décret n°2011-1474 permet aux employeurs de verser une participation mensuelle sous la forme d'un montant unitaire par agent, soit identique à l'ensemble des agents, soit modulée dans un but d'intérêt social en prenant en compte le revenu de l'agent,
- **Puis deviendra obligatoire à effet du 1^{er} janvier 2025 :**
 - o La participation mensuelle brute minimum sera définie à partir d'un « montant de référence » par un décret à publier au cours du premier trimestre 2022. Les garanties minimales objet de cette participation devraient couvrir l'incapacité temporaire de travail, l'invalidité permanente et le décès.
 - o — le dispositif (à confirmer)
serait le suivant :
 - La participation mensuelle ne peut être inférieure à 20% d'un montant de référence fixé à ~~5€~~ soit ~~1€~~ **7€**
 - Les garanties éligibles à la participation portent sur les risques incapacité, invalidité, inaptitude ou décès,
 - Les garanties minimales permettront le versement :
 - D'indemnités journalières complémentaires garantissant une rémunération de 80% du TI brut et de la NBI, complété de 30% du régime indemnitaire, déduction faite des prestations et indemnités perçues par les fonctionnaires, à compter du passage à demi-traitement jusqu'à épuisement des droits à congés pour raison de santé, mais aussi en cas de disponibilité d'office ou de maintien du demi-traitement dans l'attente de l'avis du conseil médical,
 - D'une rente garantissant une rémunération de 80% du traitement net aux agents mise à la retraite pour invalidité et n'ayant pas atteint l'âge mentionné au premier alinéa de l'article L 161-17-2 du code de la Sécurité sociale (âge de 62 ans).

SANTÉ

Le risque du reste à charge important et sa couverture d'assurance santé associée

Les garanties d'assurance santé permettent de garantir le versement de frais de santé suite à maladie, accident ou maternité. Ces remboursements interviennent en complément ou à défaut des remboursements versés par l'Assurance maladie en cas :

- D'hospitalisation (honoraires, frais de séjour, forfait journalier et chambre particulière),
- De soins de ville (honoraires médecins et auxiliaires médicaux, médicaments, médecines douces, matériels),
- De soins et achat d'équipement d'optique (honoraires, prothèses optique),
- De soins et biens dentaires (honoraires de soins et traitement, prothèses dentaires, orthodontie),
- D'achat d'aides auditives,
- D'utilisation d'actes de prévention.

Le tableau ci-après présente les « restes à charge » (RAC) des différents soins et achats de biens médicaux après versements des prestations de l'Assurance maladie, puis des assurances de complémentaire santé (mutuelle) :

La consommation de soins et de biens médicaux (CSBM) s'élève à 209,2 M€ en 2020, répartie en part quasi égale entre soins hospitaliers et soins ambulatoires.
Après remboursement de l'Assurance maladie, le reste à charge (RAC) reste conséquent à 32,40% des frais engagés par l'assuré pour les soins ambulatoires.

	M€	RAC
Consommation totale	209,2 M€	
=> Soins hospitaliers	100,5 M€	7,20%
=> Soins ambulatoires	108,7 M€	32,40%

Principales prestations à fort reste à charge (RAC) après remboursements de l'Assurance maladie

Dépassement d'honoraires	Prothèses	Biens médicaux	Prestations non remboursées
RAC jusqu'à 38%	RAC jusqu'à 97,1%	RAC jusqu'à 72%	RAC : 100%
<i>Honoraires spécialistes</i>	<i>Dentaire</i> 76,8%	<i>Prothèses</i>	<i>Forfait journalier</i>
<i>Autres honoraires</i>	<i>Optique</i> 97,1%	<i>Matériels</i>	<i>Chambre particulière</i>
<i>Soins dentaires</i>	<i>Auditif</i> 81,3%	<i>Pansements</i>	<i>Médecines douces</i>
			<i>Prothèses dentaires</i>



La couverture mutuelle santé permet de réduire le RAC à 6,5% (202€ par personne) avec des garanties qui doivent répondre aux exigences du "contrat responsable", c'est à dire qui comprend des planchers et plafonds de remboursements avec un dispositif de prise à charge à 100% des prothèses optiques, dentaires et auditives ("100% Santé").

L'intérêt d'un contrat collectif d'assurance santé à adhésion facultative

Le contrat collectif d'assurance souscrit par le centre de gestion sera à adhésion facultative des employeurs et de leurs agents. Ce contrat présentera les caractéristiques suivantes :

- Un **contrat d'assurance solidaire** grâce à :
 - o Une éligibilité à l'ensemble des agents fonctionnaires et contractuels de droit public et de droit privé.
 - o Des montants de cotisation par niveaux de garanties compétitifs grâce à la mutualisation réalisée au niveau départemental,
 - o Des adhésions facilitées par l'absence de questionnaire médical ou de délai de stage.
- Un **contrat d'assurance protecteur** grâce à :
 - o Des garanties à haut pouvoir couvrant grâce à leurs définitions dans le cahier des charges qui s'imposent à l'organisme d'assurance retenu et au dispositif de protection renforcée de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989, dite « Loi Evin »,
 - o La proposition de trois niveaux de garanties qui permettent à chaque agent d'être couvert selon son degré de protection recherché, sa situation familiale et son niveau de rémunération.
- Un **accompagnement et un suivi du centre de gestion** grâce :
 - o **Aux négociations avec les organismes d'assurance,**
 - o **Aux modalités de mise en place de la convention :** validation des documents de présentation et contractuels de l'organisme d'assurance (note pédagogique, plaquette, notice d'information...) et communication (information, réunions, permanences...)
 - o **Au pilotage du contrat collectif pendant 6 ans,** avec la mise en place d'un comité de suivi paritaire employeurs et organisations syndicales, réunion avec l'organisme d'assurance pour analyse du rapport annuel sur les comptes du contrat d'assurance, négociations tarifaires, suivi des réclamations des agents ou des employeurs.

L'éligibilité des garanties d'assurance santé à la participation de l'employeur

Les garanties de ce contrat d'assurance sont éligibles à la participation de l'employeur. Pendant la durée de validité de la convention de participation conclue par le centre de gestion, d'une durée de 6 ans, soit du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2028, la participation versée aux agents :

- Sera facultative en 2023, 2024 et 2025 :
 - o Actuellement, le titre III du décret n°2011-1474 permet aux employeurs de verser une participation mensuelle sous la forme d'un montant unitaire par agent, soit identique à l'ensemble des agents, soit modulée dans un but d'intérêt social en prenant en compte le revenu de l'agent,
- Puis deviendra obligatoire à effet du 1^{er} janvier 2026 :
 - o La participation mensuelle brute minimum sera définie à partir d'un « montant de référence » : Les garanties minimales correspondent au panier de soins qui est identique à celui des contrats collectifs d'entreprise. Ces garanties minimales composeront le premier niveau de garanties qui sera proposé aux agents avec les remboursements :
 - De l'intégralité du *ticket modérateur* sur les consultations, les actes et les prestations remboursables par l'Assurance maladie, sauf les médicaments remboursés à 35 % ou 15 % par l'Assurance maladie (médicaments à service médical faible ou modéré) et les cures thermales,
 - Le *forfait journalier hospitalier*, sans limitation de durée, pour financer les frais d'hébergement (hors chambre particulière) dans les établissements hospitaliers, hors établissements médico-sociaux, unités et centres de soins de longue durée et établissements accueillant des personnes âgées.
 - Des *frais de soins dentaires prothétiques et des soins d'orthopédie dentofaciale* pour au moins 125 % du tarif de base de l'Assurance maladie,
 - Les dépenses de *frais d'optique* à tarifs libres avec des forfaits minimum légèrement supérieurs à ceux des contrats responsables, c'est-à-dire 100 € pour un équipement avec verres simples monture, 150 € pour un équipement avec un verre simple, un verre complexe et une monture et enfin 200 € pour un équipement à verres complexes et monture.
 - o le dispositif (à confirmer) serait le suivant :
 - La participation mensuelle ne peut être inférieure à 50% d'un montant de référence fixé à 30€, soit 15€,
 - Les garanties éligibles à la participation portent sur le panier de soins prévus par les articles L911-7 et D911-1 du code de la Sécurité sociale.

Débat sur la protection sociale complémentaire

Sommaire

- I. Principes généraux
- II. Evolution de l'ordonnance du 17 février 2021
- III. Données contextuelles
- IV. Données locales

I. Principes généraux

I. Principes généraux

Débat obligatoire sur les garanties en matière de protection sociale complémentaire (PSC)

- L'ordonnance n°2021-175 du 17/02/2021 prévoit un **débat obligatoire de l'assemblée délibérante** sur **la protection sociale complémentaire** :
 - A lancer **au plus tard au 18/02/2022**
 - A programmer dans les 6 mois à chaque renouvellement de mandat
- Il s'agit d'un **débat sans vote**.
- Il informe sur les **enjeux, les objectifs, les moyens et la trajectoire 2025-2026**

I. Principes généraux

La protection sociale complémentaire, qu'est-ce que c'est ?

- La protection sociale complémentaire intervient dans 2 domaines :

Santé : vise à couvrir les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident non pris en charge par la sécurité sociale

Prévoyance/maintien de salaire : vise à couvrir la perte de salaire/de retraite liée à une maladie, une invalidité/incapacité ou un décès



I. Principes généraux

La protection sociale complémentaire, qu'est-ce que c'est ?

- Le législateur a prévu en 2007 la **possibilité** pour les employeurs locaux de participer financièrement aux contrats de leurs agents.
 - Le dispositif précisé dans un décret d'application n°2011-1474 permet aux employeurs de participer aux contrats dans le cadre d'une **labellisation** : les contrats sont alors référencés par des organismes accrédités et souscrits individuellement par les agents.
 - Les employeurs peuvent également souscrire auprès des opérateurs une **convention dite de participation** à l'issue d'une procédure de consultation et respectant les principes de la commande publique : égalité des chances des candidats, transparence des procédures. Cette procédure peut être conduite par la collectivité elle-même ou être confiée au centre de gestion agissant de manière groupée pour toutes les collectivités intéressées. L'avantage est dans ce cas de s'affranchir d'une procédure complexe nécessitant des compétences en assurances et en actuariat et d'obtenir des tarifs mutualisés.

I. Principes généraux

La protection sociale complémentaire, qu'est-ce que c'est ?

- 2 types de dispositifs sont éligibles à la participation employeur :
 - La **convention de participation** : l'employeur contracte avec un opérateur pour un dispositif en santé et/ou en prévoyance. La participation n'est versée qu'aux agents qui souscrivent à ce contrat
 - La **labellisation** : une liste de contrats proposés par des opérateurs reçoit un « agrément » permettant à l'agent qui y souscrit de bénéficier de la participation employeur
 - **Les 2 dispositifs sont exclusifs l'un de l'autre pour chaque domaine à couvrir**

I. Principes généraux

Les enjeux pour la collectivité



- **Participer à l'attractivité de la collectivité et favoriser les recrutements** : uniformisation des politiques sociales entre employeurs territoriaux ;
- **Une amélioration de la qualité de vie au travail** : meilleure prise en charge de la santé pour les agents, réduction de l'absentéisme permettant de limiter les coûts directs (assurance statutaire, remplacements) ;
- **Un nouveau sujet de dialogue social** : ne pas se limiter à une réflexion sur les coûts mais engager une discussion sur les conditions de travail et les risques professionnels

I. Principes généraux

Les enjeux pour les agents



- Un nouveau composant de l'Action Sociale favorisant la reconnaissance des agents
- Une aide non négligeable dans la vie privée des agents
- Renforce le sentiment d'appartenance à la collectivité

II. Evolution de l'ordonnance du 17 février 2021

II. Evolution de l'ordonnance du 17 février 2021

- Rapport de 3 inspections générales (finances, administration, affaires sociales) en 2019 (publié en octobre 2020) sur la PSC des agents publics
 - = hétérogénéité des participations
- Volonté **d'homogénéisation entre fonctions publiques** et de rapprochement du dispositif en place dans le privé
- Art. 40 loi TFP avait prévu une **redéfinition de la participation employeur** par ordonnance

= **Ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique**

+ *ordonnance n°2021-174 sur la négociation et les accords collectifs*

II. Evolution de l'ordonnance du 17 février 2021

Prévoyance

- 1^{er} janvier **2025**
- Socle de **garanties minimum** obligatoire
- Participation employeur de **20%** d'un montant de référence*
- Participation employeur **obligatoire**

Mutuelle

- 1^{er} janvier **2026**
- Socle de **garanties minimum** obligatoire
- Participation employeur de **50%** d'un montant de référence**
- Participation employeur **obligatoire**



* Montants de référence : 35 euros.

Soit une participation financière minimum de 7€ par mois.

** Panier de soins estimé par la DGCL à 30 euros

Soit une participation financière minimum de 15€ par mois

II. Evolution de l'ordonnance du 17 février 2021


Ce que l'ordonnance du 17 février 2021 ne change pas par rapport aux dispositions réglementaires actuellement en vigueur :

- Modulation de la participation dans un but d'intérêt social en fonction du revenu de l'agent et, le cas échéant, de sa situation familiale
- Pas de participation pour les agents retraités (santé)
- Versement de la participation à l'agent ou à l'organisme d'assurance

Cette participation est ouverte aux contrats collectifs ou individuels. L'ordonnance maintient la distinction entre les contrats labellisés et les conventions de participation.

II. Evolution de l'ordonnance du 17 février 2021

- Possibilité, dans le cadre d'un accord collectif (ou majoritaire) de rendre l'adhésion des agents obligatoire au contrat collectif
 - Assure une couverture de tous les agents
 - Garantit une mutualisation du risque et une solidarité intergénérationnelle
 - Possibilité(s) d'exonération de l'obligation d'adhésion à définir par décret
 - Demande de négociation qui peut être à l'initiative des organisations syndicales (OS)
 - Nb : les collectivités rattachées au Comité technique/Comité social Territorial du CDG60 pourront habilitier ce dernier à négocier avec les OS représentatives en vue de la conclusion d'un accord collectif sur la PSC
- Obligation de tenir un débat sur la PSC en assemblée délibérante d'ici le 17/02/2022 puis dans les 6 mois suivant leur renouvellement général
- L'ordonnance conserve la possibilité de recourir à la labellisation



Un accord collectif (ou majoritaire) est un accord signé par une ou plusieurs OS appelées à négocier et ayant recueilli au moins 50% des voix aux dernières élections pro.

II. Evolution de l'ordonnance du 17 février 2021

Possibilité d'adhésion par les employeurs publics à une convention de participation conclue par les centres de gestion

Au titre de la couverture des risques « santé » et « prévoyance », les centres de gestion **devront** conclure, pour le compte des collectivités territoriales et établissements publics affiliés, après une procédure de mise en concurrence, des conventions de participation.

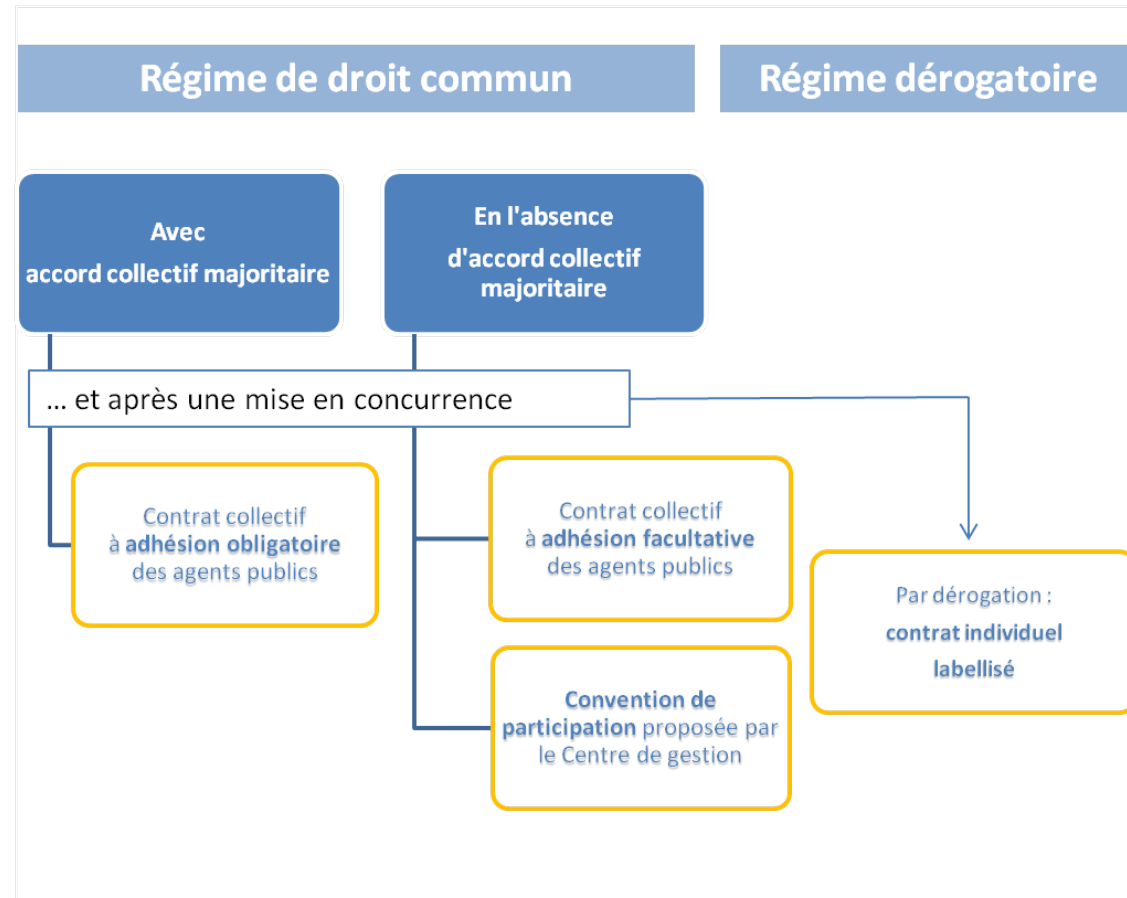
Rappel : *les employeurs publics doivent donc préalablement mandater le centre de gestion.*

Ces conventions peuvent être conclues à un niveau régional ou interrégional selon les modalités déterminées par le schéma régional ou interrégional de coordination, de mutualisation et de spécialisation des CDG.

Les employeurs publics **peuvent adhérer à ces conventions** pour un ou plusieurs des risques que ces conventions sont destinées à couvrir, après signature d'un accord avec le centre de gestion.

II. Evolution de l'ordonnance du 17 février 2021

Contrats éligibles à la participation obligatoire des employeurs territoriaux au financement de la PSC



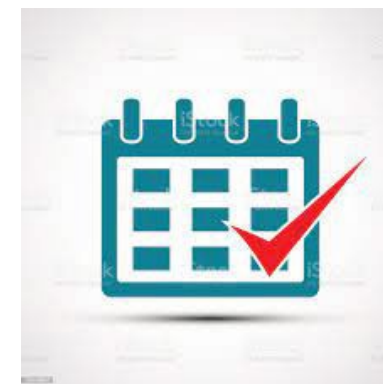
II. Evolution de l'ordonnance du 17 février 2021

- Reste à travers les décrets d'application de l'ordonnance sur la protection sociale complémentaire un **certain nombre de points à préciser**. Parmi eux :
 - ✓ La portabilité des contrats en cas de mobilité
 - ✓ Les critères de solidarité intergénérationnelle exigibles lors des consultations
 - ✓ La situation des retraités
 - ✓ La situation des agents multi-employeurs
 - ✓ La fiscalité applicable (agent et employeur)
 - ✓
- Des dispositions seront présentées au conseil supérieur de la fonction publique et la finalisation réglementaire interviendra prochainement.
- **Il appartient toutefois à l'organe délibérant de prendre position sur les différents points évoqués dans le cadre du dialogue social.**

II. Evolution de l'ordonnance du 17 février 2021

- **Calendrier de mise en œuvre :**

- Date d'effet de l'ordonnance : 1^{er} janvier 2022
- Obligation de mise en œuvre d'une participation obligatoire en prévoyance : 1^{er} janvier 2025
- Obligation de mise en œuvre d'une participation obligatoire en santé : 1^{er} janvier 2026
- Si une convention de participation est en cours les obligations posées par l'ordonnance ne débuteront qu'à la fin de la convention initialement en place
- Possibilité de mettre en œuvre ces dispositions dès le 01/01/2022



III. Données contextuelles

III. Données contextuelles

- **Données nationales**

Sources : enquête IFOP/MNT



89% des agents déclarent être couverts par une complémentaire santé



59% des agents affirment disposer d'une couverture en prévoyance

III. Données contextuelles

• Données nationales

Une participation financière à la PSC en hausse depuis le décret de 2011, mais qui demeure limitée et hétérogène :

Plus de collectivités participent...



56 % des collectivités en santé et 69 % en prévoyance

+ 25 % entre 2011 et 2017

... mais cette participation est très inégale

- Des montants mensuels variables.

- En moyenne par mois (déclaratif) : **18,90€** en santé par mois par *agent* (contre 17,70 € en 2017) et **12€** en prévoyance (contre 11,40 € en 2017)

(contre

La labellisation reste majoritaire en santé mais pas en prévoyance



III. Données contextuelles

- **Données nationales**

Sources : enquête IFOP/MNT

- Les employeurs publics mettent en avant que cette participation financière :
 - Améliore les conditions de travail et de la santé des agents,
 - Améliore l'attractivité de la collectivité en tant qu'employeur,
 - Améliore le dialogue social
 - Contribue à la motivation des agents.

III. Données contextuelles

• Données nationales

Sources: Données issues du Panorama 2020 Qualité de vie au travail et santé des agents dans les collectivités territoriales – Sofaxis

- Taux d'absentéisme : pour 100 agents, en moyenne **9,2 sont absents pour raisons de santé (hors maternité) sur l'année**
- Taux de gravité : **47 jours d'absence** par arrêt
- Taux d'exposition : **41 % des agents** sont **absents au moins 1 fois** dans l'année
- Pour 100 agents on dénombre 3 longue maladie/longue durée/grave maladie



IV. Données contextuelles

• Données départementales

Sources : Données issues du Rapport Social Unique 2020



Santé : participation moyenne mensuelle de **21 € par agent**

Taux de couverture des agents : **46,23 %** (sur l'ensemble des agents publics territoriaux de l'Oise)



Prévoyance : participation moyenne mensuelle de **12 € par agent**

Taux de couverture des agents : **16,48 %** (sur l'ensemble des agents publics territoriaux de l'Oise)

IV. Données contextuelles

• Données départementales

Sources : Données issues du Rapport Social Unique 2020

— Absences (Agents présents au 31/12/2020)

• En moyenne, 25 jours d'absence pour tout motif médical en 2020 par fonctionnaire



> En moyenne, 8 jours d'absence pour tout motif médical en 2020 par agent contractuel permanent

	Fonctionnaires	Contractuels permanents	Ensemble agents permanents	Contractuels non permanents
Taux d'absentéisme « compressible » (maladies ordinaires et accidents de travail)	3,84%	1,87%	3,47%	1,07%
Taux d'absentéisme médical (toutes absences pour motif médical)	6,84%	2,19%	5,97%	1,09%
Taux d'absentéisme global (toutes absences y compris maternité, paternité et autre)	7,23%	2,50%	6,34%	1,29%

Cf. p7 Précisions méthodologiques pour les groupes d'absences Taux d'absentéisme : nombre de jours d'absence / (nombre total d'agents x 365)

> 30,4 % des agents permanents ont eu au moins un jour de carence prélevé

IV. Données locales

IV. Données locales : ville de beauvais

Quelques données sur la collectivité

Données issues du rapport social unique 2020

- Le nombre d'agents : [865 titulaires/ 88 contractuels permanents]
- dont 98% de fonctionnaires à temps complet ; 72% de contractuels à temps complet
- La répartition par catégories [A : 6%, B : 11 %, C : 83%]
- La répartition par filières [administrative : 14%, technique : 56%, animation : 12% ,médico-sociale : 11 %, PM : 5%, autres : 2%.]
- Le taux d'absentéisme global : 7,98% (toutes absences comprises)
- Le nombre de

	RSU 2020
Longue maladie, disponibilité d'office	27
Longue durée	10
INVALIDITE 2021	3

510/879



IV. Données locales : agglo du beauvaisis

- **Quelques données sur la collectivité**

Données issues du rapport social unique 2020

- Le nombre d'agents : [31 6 titulaires/ 64 contractuels permanents]
- Dont 96% de fonctionnaires à *temps complet* ; et 84 % de contractuels à *temps complet*)
- La répartition par catégories [A : 23%, B : 31 %, C: 46%]
- La répartition par filières [administrative : 36%, technique : 30%, culturelle : 23%, sportive : 6%., médico-sociale : 2%, Animation : 2%]
- Le taux d'absentéisme : 4,77% (toutes absences comprises)
- Le nombre de

	RSU 2020
Longue maladie, dispo d'office	9
Longue durée	5
Invalidité 2021	1

IV. Données locales : ccas

Quelques données sur la collectivité

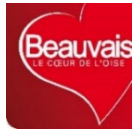
98%

Données issues du rapport social unique 2020

- Le nombre d'agents : [49 titulaires/ 11 contractuels permanents]
- Dont 98 % de fonctionnaires à temps complet ; 82% de contractuels à temps complet]
- La répartition par catégories [A : 25%, B : 13%, C: 62%]
- La répartition par filières [administrative : 53%, technique : 12%, médico-sociale : 32 %? Animation: 3%]
- Le taux d'absentéisme : 9,08 % (toutes absences comprises)
- Le nombre d'

	RSU 2020
Longue maladie, dispo d'office	1
Longue durée	1
	512/879

Protection et action sociales



Part des agents bénéficiant d'une participation « santé »
Part des agents bénéficiant d'une participation « prévoyance »

Données Collectivité

55%

>

0%

<

Données "Repères"

30%

26%



Part des agents bénéficiant d'une participation « santé »
Part des agents bénéficiant d'une participation « prévoyance »

Données Collectivité

50%

>

0%

<

Données "Repères"

43%

40%



Part des agents bénéficiant d'une participation « santé »
Part des agents bénéficiant d'une participation « prévoyance »

Données Collectivité

55%

>

0%

<

Données "Repères"

17%

28%

IV. Données locales

• La participation en santé sur la collectivité

*

- Participation en santé depuis : 2012
- Montant de participation* :
- Ville de Beauvais : 189 887 €
- AGGLO: 50 344 €
- CCAS : 14 008 €
- Dispositif en place : LABELLISATION
- Taux d'adhésion : environ 50% des agents bénéficient de la participation employeur
- étant ici précise qu'il n'y pas de participation prévoyance par la collectivité

Rapport n° B-DEL-2022-0058

Commission : Commission générale
Service : Juridique - Contentieux

Bilan des travaux de la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) de l'année 2021

L'article L.1413-1 du code général des collectivités territoriales, modifié par l'article 13 de la loi n°2007-1787 du 20 décembre 2007, relative à la participation des habitants et des usagers à la vie des services publics, oblige désormais le président de la commission consultative des services publics locaux à présenter à son assemblée délibérante ou son organe délibérant, avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission.

Les compétences de la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) sont les suivantes :

1. Examen des rapports

La commission examine tous les ans :

- le rapport établi par chaque délégataire de service public tel que prévu à l'article L 1411-3 du code général des collectivités territoriales et par le décret n°2005-236 du 14 mars 2005 précisant et renforçant les obligations relatives au rapport annuel du délégataire de service public local (rapport comportant notamment des données comptables, des données d'investissement, et les conditions d'exécution et qualité du service) ;
- le bilan d'activité des services publics exploités en régie directe dotée de l'autonomie financière.

Ce rôle de simple examen n'est assorti d'aucune sanction.

2. Les consultations obligatoires de la C.C.S.P.L.

La commission est obligatoirement consultée pour avis, par l'organe délibérant, sur tout projet de création de services publics, en délégation de service public ou en régie dotée de l'autonomie financière, qu'il s'agisse de services publics industriels et commerciaux ou de services publics administratifs.

Au cours de l'exercice 2021, la C.C.S.P.L. s'est réunie une fois :

- Le 13 décembre 2021, afin d'examiner les rapports d'activités 2020 des délégations suivantes :
 1. Gestion du stationnement payant en ouvrage et sur voirie
 2. Exploitation de la fourrière automobile
 3. Exploitation de la fourrière animale
 4. Exploitation du réseau de chaleur
 5. Régie Elispace
 6. Gestion du crématorium

7. Gestion de la patinoire

Il est proposé au conseil municipal de prendre acte des travaux de la commission consultative des services publics locaux pour l'année 2021.



INDIGO

G R O U P



RAPPORT D'ACTIVITE 2020

Ville de Beauvais

Délégation de service public, parking Hôtel de ville, Foch et Voirie

INDIGO

G R O U P

Avant Propos

Le présent rapport annuel du concessionnaire est établi conformément aux dispositions de l'article 33 du décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession publié au Journal Officiel du 2 février 2016. Il constitue, avec ses annexes, le rapport financier et l'analyse de la qualité du service. Il reprend les dispositions contractuelles relatives aux aspects techniques et financiers.

Les tableaux détaillant les fréquentations et recettes afférentes sont à considérer comme des éléments statistiques et n'ont pas de valeur comptable. Ils sont établis à partir des éléments recueillis journalièrement. Ils peuvent ne pas être corrigés de certaines écritures comptables qui peuvent intervenir après l'émission d'une facture (impayés, avoirs, etc.). Les commentaires figurant dans ce rapport d'activité sont établis d'après les éléments statistiques. Les éléments comptables sont fournis en annexes.

Préambule

Ces dernières décennies sont marquées par la prise de conscience mondiale des problématiques environnementales et notamment dans les pays occidentaux. Beaucoup de capitales se caractérisent par des embouteillages quasi permanents. Trop de voitures, pas assez de places de parking... Tandis que les services publics et les infrastructures urbaines s'avèrent inadaptés ou insuffisantes.

De nombreux changements, profonds et durables sont attendus dans le domaine de la mobilité. A l'image du Grand Paris Express qui est le plus grand projet urbain d'Europe et qui vise à réduire la pollution, les embouteillages, pour contribuer à créer une métropole plus respectueuse de l'environnement.

Le modèle de mobilité urbain que nous connaissons aujourd'hui s'efface peu à peu, afin de laisser place à un nouveau paysage auquel l'entreprise Indigo s'intègre parfaitement.

Leader du stationnement, Indigo participe activement à l'évolution du stationnement et possède de ce fait un nombre important de contrats concernant la gestion de parcs et de voiries.

Sommaire

1 L'entreprise.....	8
Nos métiers	9
Le parking du futur	10
Notre Histoire.....	11
2 Le contrat	16
Fiche d'identité.....	16
Pilote de la performance opérationnelle	17
L'exploitation	17
Le périmètre global	18
Faits marquants 2020.....	19
3 Descriptif de l'exploitation	23
3.1 Le parking HOTEL DE VILLE	24
3.2 Le parking FOCH	27
3.3 La voirie de BEAUVAIS	29
4 Les services	33
4.1 Les moyens de paiement et d'accès.....	33
4.2 Application Smartphone.....	33
4.3 Souscription par internet.....	34
4.4 OPnGO	34
4.5 Eco Mobilité.....	34
4.6 Services de proximité	35
5 Maintenance et travaux	37
5.1 Équipements.....	37
Parc HOTEL DE VILLE.....	37
Parc FOCH	38
5.2 Patrimoine de la délégation	39
6 Organisation et moyens d 'exploitation	39
6.1 L'organisation locale.....	39
6.2 Service de télé-opération et d'assistance.....	41
6.3 La Boutique Indigo.....	41
6.4 Campus Indigo.....	42
6.5 Service Relation Client.....	43
6.6 Actions	45
7 Observatoire du stationnement et analyse de l'activité	48

7.1 Analyse de l'activité des exploitations.....	48
7.1.1 PARC HOTEL DE VILLE	48
7.1.2 Parc de stationnement FOCH	55
7.2 VOIRIE	61
7.2.1 DECENTRALISATION DU STATIONNEMENT	61
7.2.2 Analyse des recettes de la voirie	64
7.3 FORFAIT POST STATIONNEMENT	71
7.4 RAPO (Recours Administratif Préalable Obligatoire).....	73
7.5 CALCUL DE LA REDEVANCE AU DELEGANT	73
8 Annexes	74

1

Présentation générale

1 L'entreprise

Leader mondial du stationnement et de la mobilité individuelle, au service des Smart Cities de demain. Les activités du Groupe rassemblent plusieurs métiers : les parcs en ouvrage et les services associés, la voirie, la mobilité individuelle, le digital.

Indigo construit, finance et exploite des solutions de stationnement personnalisées et toujours plus intelligentes qui favorisent un parcours client plus intégré, plus fluide, plus facile.



Indigo Group a construit son histoire autour de la mobilité. Sans stationnement, pas de mobilité... Et sans mobilité, pas de développement possible des villes !

Nous investissons fortement dans le développement de nouveaux services de mobilité individuelle et de digitalisation, que nous déployons ensuite dans nos parcs et en voirie, en France et à l'international.

Notre implantation sur plusieurs continents nous permet de tester l'adaptabilité de nos innovations et de les enrichir par l'expérience acquise sur le terrain.



SERGE CLÉMENTE, PRÉSIDENT D'INDIGO GROUP



Nous développons des solutions sur-mesure, sur tous les segments de clients (villes, aéroports, hôpitaux, centre-commerciaux, gares, espaces de loisirs et événementiels, universités...).

De la construction d'ouvrages en concessions aux innovations de la smart city, nous avons su conserver une longueur d'avance pour donner vie à une mobilité intelligente, adaptée aux enjeux de demain.

Pour répondre aux besoins de chacun et aux enjeux des villes, nous imaginons des solutions innovantes et complémentaires à la voiture : vélos partagés, scooters électriques, trottinettes électriques...

La société **Indigo Group S.A.S.** (antérieurement dénommée Infra Park S.A.S.) détient 100% du capital d'**Indigo Infra S.A.** (antérieurement dénommée VINCI Park S.A.) et est elle-même détenue à 99,77% par **Infra Foch Topco S.A.S.** (le solde étant détenu par un Fonds Commun de Placement d'Entreprise détenu par les salariés du groupe).

Le capital d'Infra Foch Topco est détenu directement et indirectement par **PREDICA**, l'une des filiales de Crédit Agricole Assurances, à hauteur de 47,14%, par **MIROVA** à hauteur de 32,91%, par **MEAG** à hauteur de 14,24% et par **Infra Foch Topco** elle-même à hauteur de 0,50%, le solde étant détenu par le management du Groupe.

Nos métiers

« Véritable expert du modèle concessif, ce sont nos 50 ans d'expérience, notre capacité d'investissement et notre ingénierie recette que nous mettons au service de la construction de nouveaux ouvrages et de leur exploitation. Nos équipes sont impliquées sur toutes les phases des projets et il leur tient à cœur de proposer le meilleur service possible pour répondre aux demandes de nos clients et répondre aux besoins des usagers.

SÉBASTIEN FRAISSE, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT EN CHARGE DE LA FRANCE



CONCEVOIR, CONSTRUIRE, FINANCER ET EXPLOITER

Depuis plus de 50 ans, Indigo met en œuvre sa vision du stationnement en ouvrage au service des villes et de la mobilité urbaine. Expert mondial du modèle concessif, Indigo investit dans des parcs modernes, accueillants, offrant des services intelligents et digitalisés, pour faciliter le parcours client et la mobilité en ville.



PROPOSER DES SOLUTIONS DE MOBILITE

Faciliter les déplacements dans les centres villes est au cœur de nos préoccupations. Pour répondre aux besoins de chacun et aux enjeux des collectivités, nous développons de nouvelles solutions de mobilité individuelles complémentaires, simples d'utilisation et écologiques. Avec sa nouvelle entité Mobilité et Solutions Digitales, Indigo imagine ainsi des offres innovantes et complémentaires mises en œuvre dans les grandes villes du monde, à l'image du nouveau service de vélos et de scooters en libre-service sans station INDIGO® Weel.

DEVELOPPER DES SOLUTIONS DIGITALES

Pour valoriser ses services de stationnement et mobilité, le groupe Indigo inclut pleinement le digital et la logique de MaaS* dans sa stratégie globale pour répondre aux besoins actuels et futurs des villes

et leurs habitants. Pleinement conscients des enjeux d'accroissement de la population, d'écologie et de congestion de trafic, nous nous positionnons comme véritable acteur et facilitateur de ces changements en proposant des services digitalisés qui révolutionnent le quotidien des usagers.

EXPERT DU STATIONNEMENT SUR VOIRIE

Nous conseillons et accompagnons les collectivités dans la gestion de leur stationnement sur voirie en proposant des services et des outils sur-mesure, adaptés à leurs stratégies de mobilité. Contrôle, maintenance, collecte, conseil, accueil des riverains... Nous apportons notre savoir-faire et notre expertise pour répondre aux enjeux de fluidification et dynamisation des centres ville en facilitant la mobilité des usagers. INDIGO crée STREETEO, la marque dédiée au contrôle et à la verbalisation du stationnement en voirie

* Mobility As A Service



Le parking du futur

Pour répondre aux besoins et usages qui évoluent et fort de son expertise en conception d'ouvrages, le groupe INDIGO propose une nouvelle vision du parking du futur. Investir l'espace souterrain, le penser différemment pour prendre en compte les attentes d'aujourd'hui et anticiper les changements à venir font partie de nos réflexions. Les parkings souterrains permettent d'intensifier les activités urbaines tout en protégeant l'intégralité du tissu urbain. Il nous semble en effet naturel d'étendre les possibilités que le sous-sol peut offrir en adressant ces enjeux clés :

Intégrer les sous-sols dans la vie urbaine et améliorer la vie quotidienne des habitants des villes qui se densifient en connectant le parking au transport.

Offrir plus de mobilité et de services aux usagers et ainsi proposer un parcours client plus fluide et digitalisé et des services entièrement interconnecté avec leur environnement, agissant comme une extension de la ville au-dessus.

Répondre aux besoins de la ville intelligente et de la ville durable en facilitant la logistique urbaine ou encore alimenter la ville durable par l'énergie produite grâce à l'inertie thermique des espaces souterrains.

Une réflexion menée en partenariat avec Dominique Perrault Architecture, spécialiste de l'architecture souterraine.

Indigo a souhaité s'entourer du meilleur partenaire, Dominique Perrault et son cabinet d'architectes internationaux : DPA. Inventeur du concept « groundscape » (contraction de « ground », le sol et « landscape », paysage).



Notre Histoire

Plus de 50 ans au service de la mobilité : 1960 - 2000 2001 - 2014 2015 - 2017 DEPUIS 2017

Organiser le stationnement

Face à une nécessité de stationnement grandissante dans les villes, Indigo à l'époque GTM inaugure en 1964 son premier parc de stationnement en modèle concessif, sous l'esplanade des Invalides, suivi de Georges V et Malesherbes-Anjou. Paris devient le laboratoire des innovations d'Indigo. Avec le développement du stationnement en ouvrage et en voirie, les systèmes de péage s'automatisent et le paiement se dématérialise grâce à l'arrivée de la carte bleue. GTM et Sogeparc exportent leur savoir-faire à l'international.



Plus de 50 ans au service de la mobilité : 1960 - 2000 2001 - 2014 2015 - 2017 DEPUIS 2017

Offrir plus qu'une place de stationnement

Le parking n'est plus un lieu à usage unique mais devient un espace de services. Services de mobilité, prêts de parapluies, de vélos, de cabas, le parking du XXIe siècle prend forme et se veut un maillon de la mobilité urbaine. En 2001, GTM et Sogeparc fusionnent pour donner naissance à VINCI Park qui s'appuie sur les fondamentaux (qualité, sécurité, accueil) pour séduire les utilisateurs.



Plus de 50 ans au service de la mobilité : 1960 - 2000 2001 - 2014 2015 - 2017 DEPUIS 2017

L'ère du digital

En 2015, VINCI Park devient Indigo et se positionne comme un acteur clé du stationnement et de la mobilité individuelle, avec une nouvelle offre digitale.

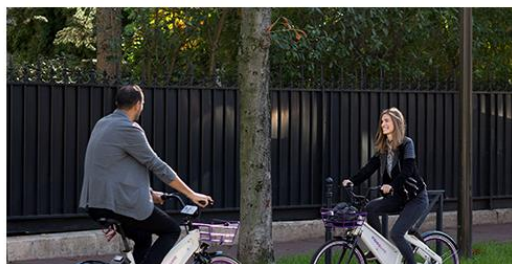
Comme dans les autres secteurs de la consommation, l'expérience client évolue vers plus de liberté, plus de choix et plus de personnalisation. Indigo lance OPnGO, seule application qui offre à l'automobiliste une expérience de stationnement complète, incluant la recherche d'itinéraires, trouver la meilleure place au meilleur prix, puis emprunter le parcours client le plus efficace et le plus fluide.



Plus de 50 ans au service de la mobilité : 1960 - 2000 2001 - 2014 2015 - 2017 DEPUIS 2017

Un nouveau service de vélos partagés avec INDIGO® weel

Entre urbanisation croissante et changements des habitudes de la population, les moyens de transport évoluent et avec eux les habitudes des consommateurs en matière de mobilité urbaine. Dans cette transition, le vélo bénéficie d'une place primordiale pour les déplacements citadins. Pour répondre à ces enjeux, Indigo déploie des vélos partagés en libre-service, sans station.



Nos engagements de Responsabilité Sociétale d'Entreprise

INDIGO et sa maison mère INFRA PARK s'est engagé depuis quelques années dans une démarche volontariste sur les thématiques du développement durable. INDIGO a fait le choix de faire réaliser notation extra financière par l'agence indépendante VIGEO Eiris, qui évalue suivant 16 critères correspondant au secteur d'activité, dont 3 dédiés à l'environnement.

Indigo Group s'est vu attribuer en mars 2020 par l'agence de notation extra-financière VIGEO EIRIS la note de 66/100, positionnant ainsi le Groupe au 44ème rang mondial sur un panel de 4 903 groupes évalués. Pour mémoire, le précédent score de mars 2018 était de 61/100. Cette notation et cette progression de 5 points illustrent l'engagement du Groupe en matière sociale, sociétale et environnementale.



INDIGO
GROUP

Unsolicited Opinion on the Sustainability Performance and Risk Management



Indigo Group

ISIN CODE : FR0012236669
Sector : Business Support Services
Rating date: Feb 2020

ESG OVERALL SCORE



Rank in Sector	4/102
Rank in Region	43/1609
Rank in Universe	44/4903

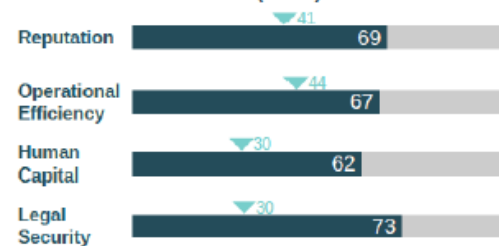
(1) Performance level: weak (0-29/100), limited (30-49/100), robust (50-59/100), advanced (60-100/100)

Company performance Sector average performance

ESG PERFORMANCE (/100)



RISK MITIGATION INDEX (/100)



Disclaimer

Vigeo Eiris provides its clients with information and/or analyses or opinion on factual, quantitative or statistical, managerial, economic, financial, governance, social, or technical data, in relation to companies, brands, products or services, assessed individually or with respect to sectors, regions, stakeholders or specific themes.
Vigeo Eiris is committed to making its best efforts when collecting, organising, consolidating, formatting, making available and/or delivering the aforementioned information, analyses and/or opinion to its clients. Although Vigeo Eiris ensures that it only uses publicly available information, the agency cannot guarantee its accuracy or completeness.
The above elements (information, indicators, analyses, scores, and opinion) do not include or imply any approval or disapproval on their content from Vigeo Eiris, its executive officers, or its employees. These elements do not represent in any way a guarantee, or reference of legal, moral, philosophical, ethical or religious nature, supporting or opposing any investment or divestment decision, or any standpoint or opinion expressed in favour of, or against companies, products, services, sectors or regions directly or indirectly mentioned in Vigeo Eiris' deliverables. Our deliverables are not, and should not, be considered as a form of financial advice or recommendation. No investment or divestment decision should be attributed to the information or opinion provided by Vigeo Eiris. Our products and services must only be considered as one of the many elements related to the financial decision making process.
Vigeo Eiris, its methodology, brand, and employees, shall under no circumstances, be held responsible for any kind of consequence (including economic, financial, or legal) derived from the interpretation of its information, analyses, opinion, scores, and indicators. The terms of use of our products and services and their impacts stem from the sole responsibility of their users.
This VIGEO EIRIS' One-page summary is established exclusively for clients' external communication with the exception of any specific operations such as Revolving Credit Facility, Sustainability Linked Loans, bond issuance or any other operation.

LES PRINCIPAUX ENGAGEMENTS D'INDIGO

- Respecter, voire dépasser, dans la mesure du possible, les réglementations internationales et locales applicables en matière de Santé, de Sécurité et d'Environnement,
- Minimiser ses impacts environnementaux en réduisant ses consommations d'énergie, notamment dans ses ouvrages
- Mettre en œuvre les technologies et les solutions permettant de diminuer les émissions de ses clients tout en leur facilitant l'accès à des mobilités individuelles non-consommatrices d'énergie fossile.

Indigo développe en faveur de tous ses salariés une politique sociale, de santé et de sécurité.

Parce que le parking se doit aussi d'être bien intégré dans la société, Indigo s'engage par ailleurs dans l'accompagnement et la réinsertion de personnes en difficultés, en errance ou soumises à l'exclusion sociale.

Pour assurer la meilleure qualité de service à ses clients, Indigo a créé, en 2004, une école de formation interne dédiée aux métiers du stationnement. Cet engagement répond à une logique de valorisation et de fidélisation des collaborateurs, mais aussi de développement des compétences pour accroître la performance opérationnelle. Il concerne des métiers aussi variés que l'exploitation, la sécurité, la relation client ou la gestion du conflit. Sous forme de parcours personnalisés et en fonction des motivations et des possibilités d'évolution, près de 32 000 heures de formation ont ainsi été dispensées en 2020.

UN SOCLE DE VALEURS PARTAGÉES

qui guident notre activité
au quotidien

» Respect

» Responsabilité

» Solidarité

Le Campus Indigo est le premier institut de formation entièrement dédié aux métiers du stationnement.

LA VALORISATION DES HOMMES ET DES METIERS

Les modalités pédagogiques sont aussi variées que le training, des mises en situation et un mixte entre e-learning et présentiel. Le Campus Indigo organise depuis 2010 un dispositif de formation original diplômant alliant VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) et formation en alternance afin d'accompagner ses collaborateurs aux premiers Certificats de Qualification Professionnelle des métiers du stationnement.

Cet engagement d'Indigo répond à une double logique de valorisation et de fidélisation des collaborateurs, mais aussi de développement des compétences pour accroître la performance opérationnelle.



promouvoir
la diversité



former
nos équipes



prévenir
les risques



favoriser le bien-être et
la solidarité au travail



valoriser
nos collaborateurs

NOS ENGAGEMENTS SOCIAUX, SOCIETAUX ET ENVIRONNEMENTAUX



engagement
éthique



respect des conventions
internationales



engagement
envers nos clients



engagement envers
les territoires



initiatives en
faveur des PMR



quelques-unes de nos fondations
et associations partenaires

Concevoir des parkings écoresponsables est une des clés de la maîtrise de notre empreinte écologique. En phase de construction-rénovation, la mise en œuvre de savoir-faire innovants permet d'offrir des infrastructures et des services toujours plus performants sur le plan environnemental.

Exploiter un parking génère peu de nuisances. Cela ne nous empêche pas d'agir à tous les niveaux possibles, en interne et avec nos partenaires, pour faire toujours mieux. Objectifs : offrir à nos collaborateurs et à nos sous-traitants des conditions de travail équitables et limiter au maximum notre impact écologique.



réduire nos émissions
de gaz à effet de serre



innover pour la mobilité
individuelle DOUCE



gestion
des déchets



2 filiales certifiées
ISO 14001



diminuer les
déplacements





2 Le contrat

Fiche d'identité

La ville de BEAUVAIS a conclu un contrat de DSP/PS pour l'exploitation des parcs HOTEL DE VILLE et FOCH, ainsi que la Voirie.

Contrat de délégation de service public pour l'exploitation du parc de stationnement de l'hôtel de ville, du parking Foch et de la voirie à partir du 1^{er} mars 2017

Signature du contrat : 01/03/2017

Echéance du contrat : 28/02/2023

Date du dernier avenant : 20/01/2020

Beauvais Stationnement

Une société Indigo
Immeuble Ile de France
Tour Voltaire
1 Place des Degrés
92919 LA DEFENSE

Contact :

Philippe FAURE
Directeur Régional Ouest
Tel : 01 49 03 13 21
Mail : philippe.faure@group-indigo.com

Pilotes de la relation contractuelle

Philippe FAURE

Directeur Régional Ouest
Tel : 01 49 03 13 21
Mail : philippe.faure@group-indigo.com

Claude TAVERNE

Directeur de Secteur

Tel : 03 44 20 61 45

Mail : claude.taverne@group-indigo.com

Pilote de la performance opérationnelle

Songane NGOM

Responsable de District

Tel : 03 44 45 36 96

Mail : songane.ngom@group-indigo.com

L'exploitation

Adresse postale de l'exploitation

Parc de Stationnement Hôtel de ville

Place Georges Clémenceau

60000 BEAUVAIS

Contact :

Isabelle BRANDICOURT Responsable Site

Tel : 03 44 45 36 96

Mail : isabelle.brandicourt@group-indigo.com

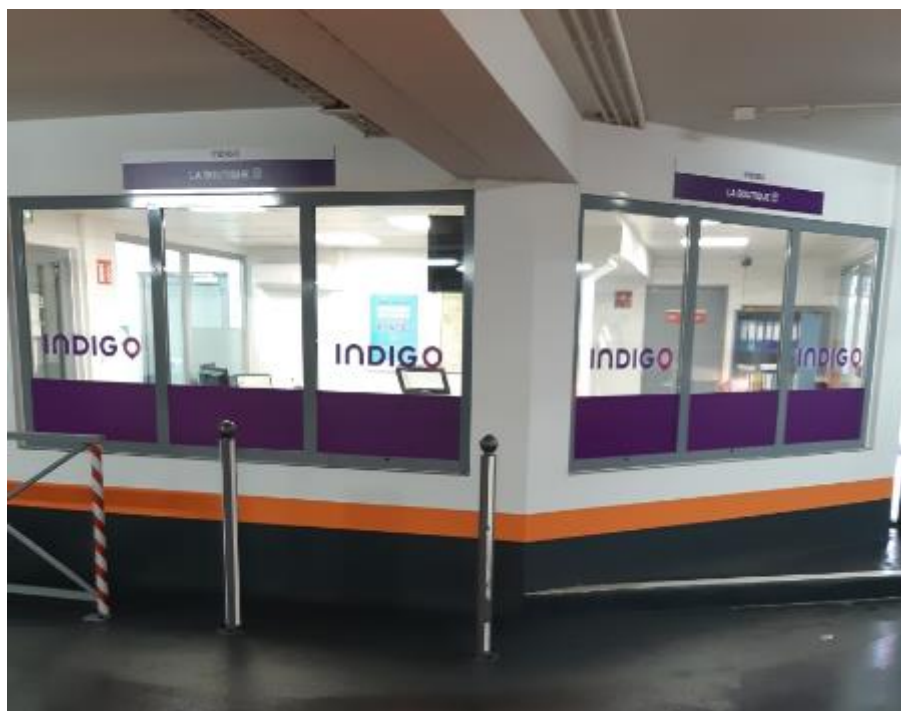
Boutique et horaires

Horaires d'ouverture de la boutique Indigo Park :

Lundi : 14H - 18H30

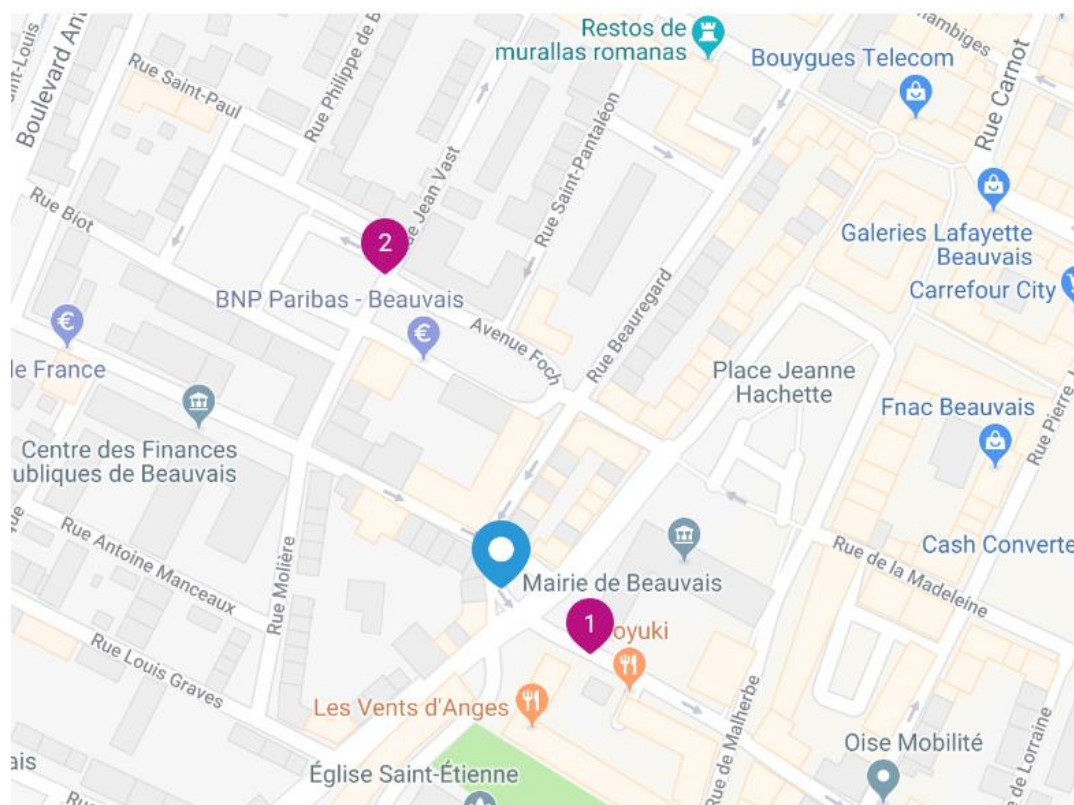
Du Mardi au Vendredi : 10H - 14H - 15H - 18H30

Samedi : 10H - 14H



Le périmètre global

Indigo Park exploite depuis le 30 décembre 2004 pour la ville de Beauvais dans le cadre de ce contrat 2 parkings, HOTEL DE VILLE et FOCH et la voirie en délégation de service public.



Faits marquants 2020

✓ Janvier :

- Fermeture du parking du théâtre pour le début t des travaux : la ville demande à Indigo la mise à disposition de 97 places gratuites du parking FOCH ainsi que celle de la place Poterne



✓ Mars :

- Début de la crise sanitaire avec le 1er confinement mis en place au 17 mars, fermeture de la boutique et gestion dématérialisée accentuée de la voirie (FPS et abonnements) et des clients des parkings. Une présence est maintenue pour le contrôle de la voirie et des parcs ainsi que la saisie des demandes de renouvellements et de souscriptions.
- La ville ne procède plus au contrôle du stationnement, les agents étant mobilisés sur le suivi et l'application des règles sanitaires.

✓ **Avril :**

Lancement d'une offre d'abonnement avec la signature d'une dizaine de nouveaux abonnés



✓ **Juin :**

- Compte tenu des règles de protections sanitaires, la municipalité décide de l'annulation de la fête Jeanne Hachette ainsi que de la braderie.

✓ **Août :**

- Pour recueillir de nouveaux abonnés, Indigo lance une offre commerciale à laquelle est adossée un concours national : une quinzaine de contrat d'abonnements ont été signés et la Picardie gagne le concours.



- Gratuité de la Voirie du 1 au 31 Août 2019 (prévue au contrat)

✓ **Septembre :**

- Reprise du fonctionnement de la voirie

✓ **Novembre :**

- Début du 2ème confinement du 2 au 27 novembre et fermeture des commerces non essentiels mais le maintien des activités permet d'avoir un fonctionnement réduit mais normal du stationnement en voirie et en parcs

✓ **Décembre :**

- Le confinement est remplacé par un couvre-feu avec une pause entre les fêtes de fin d'année.
- Fin des travaux et ouverture du parking du théâtre et fin de la gratuité des 97 places sur le parking Foch et la place Poterne.



- Début de la gratuité de la Voirie du 1er décembre au 31 janvier 2021 : la programmation des horodateurs permet aux usagers de bénéficier d'une heure de stationnement gratuit sur les zones verte et rouge. Les deux heures sur la zone orange sont maintenues en sus de cette offre.



- Mise en place des Féeries du Marché de Noël dans une version réduite liée aux règles sanitaires.



- Comme à chaque sortie de confinement, Indigo propose aux usagers une offre commerciale qui leur permet de stationner les véhicules dans les parcs : elle permet d'avoir une dizaine de nouvelles souscriptions.



Consécutivement aux mesures gouvernementale visant à limiter la propagation du coronavirus COVID-19, nous tenions à vous informer des mesures mises en place par INDIGO pour assurer la continuité de service en toute sécurité pour les clients comme pour les collaborateurs et des conséquences sur nos engagements contractuels.

Le plan de continuité d'activité d'INDIGO mis en œuvre dès le mercredi 11 mars et bâti pour répondre à 3 exigences :

- Assurer la continuité de service des exploitations déléguées en toute sécurité
- Soutenir les efforts collectifs pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19
- Protéger les clients et les collaborateurs.

Assurer la continuité de service en toute sécurité

Indigo a investi depuis plusieurs années et de manière importante pour permettre aujourd'hui de gérer un site à distance avec un niveau de service suffisant depuis plusieurs site régionaux et d'un site national.

Ces centres de télé-opération ont pleinement la capacité de réaliser la plupart des levées de doute de sécurité à distance, d'effectuer toute action classique d'exploitation et d'encaisser à distance.

Ce dispositif prendra la main de manière ajustée pour assurer la plupart des missions sans mobiliser les équipes locales qui pourront alors se concentrer sur les missions d'urgence et de maintien en sécurité des ouvrages.

Dans ces conditions nous sommes amenés à suspendre temporairement l'accueil physique en boutique. Cette fermeture sera accompagnée d'une information au client l'incitant à réaliser ses démarches depuis notre site web fr.parkindigo.com.

Soutenir les efforts collectifs pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19

Afin de soutenir les pouvoirs public dans la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 nos équipes procèdent régulièrement, en complément de l'entretien habituel des ouvrages et équipements, à la désinfection des zones de contact comme; les faces avant des caisses automatiques et plus particulièrement les zones tactiles (clavier, bouton), les faces avant des bornes d'entrées et de sorties, les barres ou poignées de porte, et les boutons d'ascenseurs.

En parallèle l'usage des applications de paiement mobile est encouragé.

Protéger les clients et les collaborateurs.

Afin de prémunir nos collaborateurs, éléments clé de notre organisation, nous les avons informés sur les gestes barrières.

Soucieux de nos clients, nous rappelons par voie d'affichage dans le parking les consignes de protection. En complément un mailing sera diffusé à nos clients précisant l'ensemble du dispositif mis en place par INDIGO pour leur permettre de bénéficier en toute sécurité des services du stationnement.

Sachez que l'ensemble des équipes INDIGO est mobilisé pour faire face à cette situation sans précédent. Nous aurons bien entendu besoin d'adapter quasi quotidiennement les dispositions et ce au gré de l'évolution de la situation et des directives données par les autorités locales ou nationales.

Toutefois il est certain que dans les jours ou semaines qui viennent nous soyons amenés à ajuster notre organisation au gré des directives du gouvernement, ou de la disponibilité de nos salariés qui vont être inévitablement affectés par la garde à domicile de leurs enfants, par des problèmes de transports, voire des mesures de confinement individuels ou collectifs.

C'est pourquoi je vous informe que nous ne serons probablement pas en mesure de respecter tant que durera la crise l'ensemble de nos obligations contractuelles en matière d'accueil du public bien sûr, mais également et très probablement de présence de personnel, d'interventions d'entretien ou de travaux de maintenance.

3 Descriptif de l'exploitation

3.1 Le parking HOTEL DE VILLE



Descriptif



Moyens
d'accès &

de paiement



Services

- ✓ 250 places
- ✓ 3 niveaux
- ✓ 6 places PMR
- ✓ Ouvert 24h24

- ✓ Ouvert 24h/24 et 7j/7
- ✓ Carte Bleue
- ✓ Sans contact
- ✓ TOTAL GR
- ✓ Liber T
- ✓ Application INDIGO
- ✓ Abonnement /internet

- ✓ Ascenseur en surface
- ✓ Radio Indigo
- ✓ Zone 2 roues motorisées
- ✓ Souscription d'abonnement par internet

Tarification

Temps en minutes	Tarif en vigueur
30 minutes	Gratuit
De 31 à 45 minutes	0,50 €
De 46 à 1 heure	1,00 €
De 1h01 à 1h15	1,30 €
De 1h16 à 1h30	1,60 €
De 1h31 à 1h45	1,80 €
De 1h46 à 2h00	2,00 €
De 2h01 à 24h00	0,20 € par ¼ d'heure
Ticket Perdu	8,00 €

Abonnements	
Mensuel 24/24	69,00 €
Trimestriel 24/24	207,00 €
Annuel 24/24	828,00 €
Mensuel jour	48,00 €
Trimestriel jour	144,00 €
Annuel jour	576,00 €
Mensuel nuit	38,00 €
Trimestriel nuit	114,00 €
Annuel nuit	456,00 €

Travaux

- Relamping des locaux sociaux et technique



- Afin de pallier aux infiltrations d'eau et sécuriser les interventions techniques sur l'ascenseur, Pose d'une pompe pour aspirer l'eau dans la fosse en dessous de l'ascenseur



- Mise en place d'un clapet anti-retour dans les WC en arrière-boutique et isolation de l'alimentation électrique



- Changement des boitiers de sortie de secours



- Mise en place d'un cheneau à la suite des infiltrations dans l'escalier de secours afin de canaliser les infiltrations et éviter les moisissures.



3.2 Le parking FOCH



Descriptif



Moyens
d'accès &

de paiement



Services

✓ 169 places

✓ 1 niveau

✓ 6 places PMR

✓ Carte Bleue

✓ Sans contact

✓ TOTAL GR

✓ Application INDIGO

✓ Abonnement /internet

✓ 1 Recharge véhicule électrique

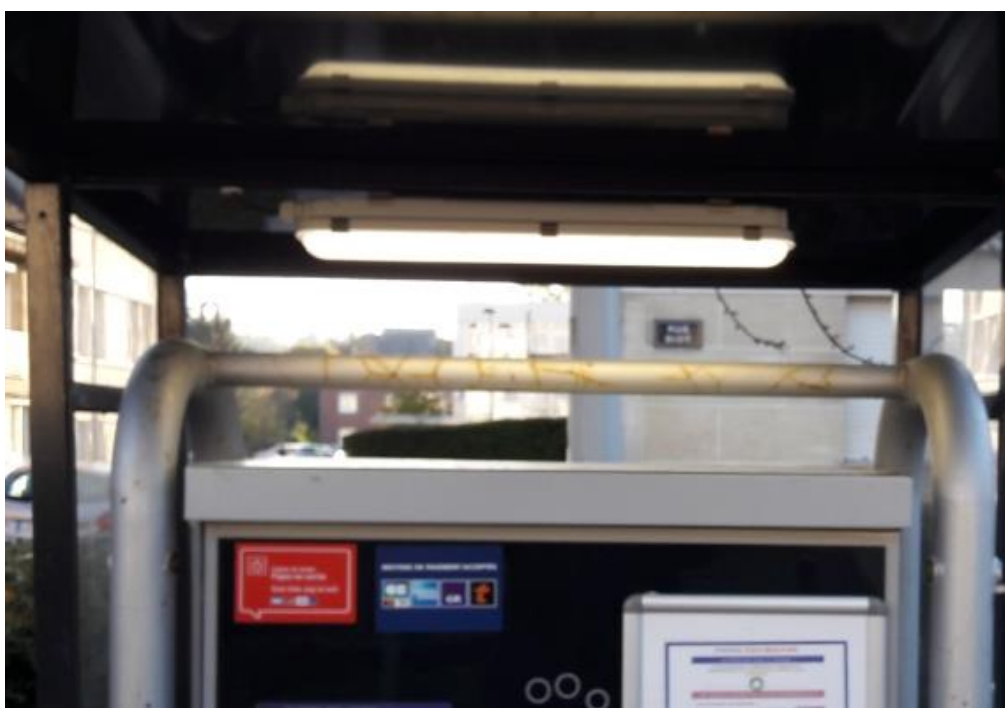


Tarification

Temps en minutes	Tarif en vigueur	Abonnements	
30 minutes	Gratuit	Mensuel 24/24	45,00 €
De 31 à 45 minutes	0,40 €	Prélèvement Mensuel	42,00 €
De 46 à 1 heure	0,80 €	Annuel 24/24	495,00 €
De 1h01 à 1h15	1,00 €		
De 1h16 à 1h30	1,30 €		
De 1h31 à 1h45	1,50 €		
De 1h46 à 2h00	1,80 €		
De 2h01 à 24h00	0,20 € par ¼ d'heure		
Ticket Perdu	6,00 €		

Travaux

- Mise en place d'un appareil d'éclairage au niveau de la caisse automatique



LES MOYENS POUR ASSURER LA GESTION DU SERVICE

Pour la gestion des parcs de stationnement l'équipe d'exploitation dispose des moyens suivants :

- 1 véhicule utilitaire
- 1 balayeuse, ainsi qu'une autolaveuse.
- 3 téléphones mobiles
- 1 nettoyeur haute pression

- Un PC de gestion équipé du logiciel de gestion commercial SIGC (logiciel Indigo de gestion commerciale des parcs de stationnement) et des logiciels de gestion des équipements de contrôle d'accès et de péage avec accès à Internet et à l'Intranet
- Un local de stockage pour les pièces détachées (lisses de barrières, consommables, tickets...)
- L'outillage à main nécessaire aux diverses tâches techniques (tournevis, clés, voltmètre, produits divers, etc.)
- Une trieuse compteuse
- Un lot de matériel de maintenance
- L'équipe d'ASVP est constituée de 6 personnes.
- Les pannes détectées durant leurs tournées nous sont transmises par mail.
- Nous effectuons au minimum 3 rondes de surveillance par jour (matin, midi et soir)

3.3 La voirie de BEAUVAIS

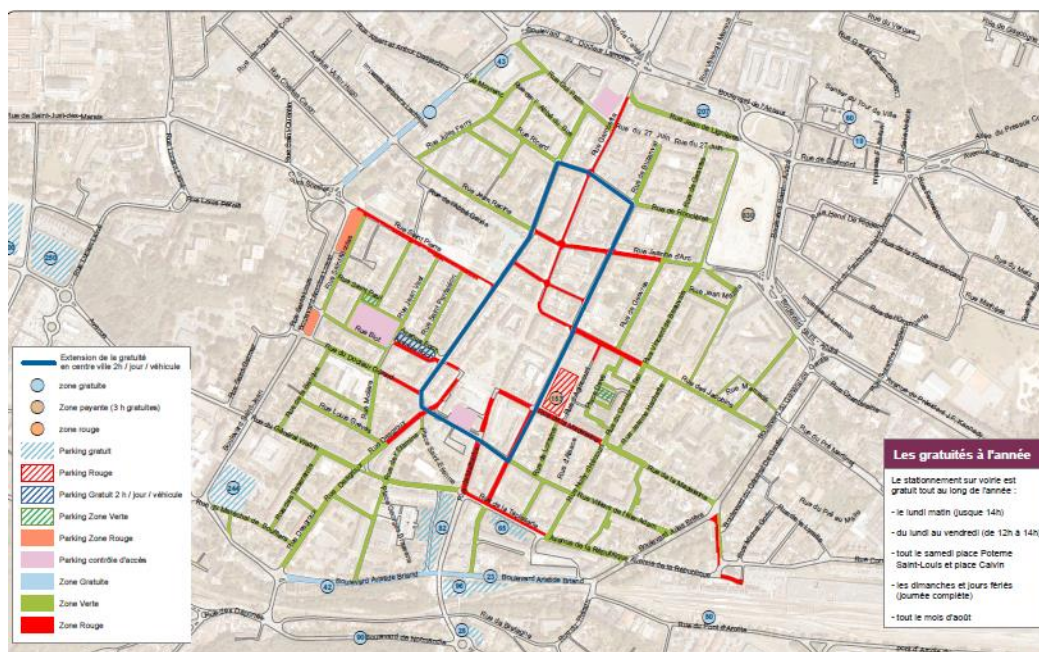
Descriptif de la voirie

Zone rouge	<ul style="list-style-type: none"> ✓ 650 places ✓ Horodateurs Cityline ✓ Stationnement payant de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 du mardi au vendredi ✓ Lundi de 14h00 à 18h00 ✓ Samedi de 9h00 à 12h00 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pièces ✓ Cartes Bleues avec et sans contact ✓ Paiement par application Paybyphone et Opngo
Zone Verte	<ul style="list-style-type: none"> ✓ 1690 places ✓ Horodateurs Cityline ✓ Stationnement payant de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 du mardi au vendredi ✓ Lundi de 14h00 à 18h00 ✓ Samedi de 9h00 à 12h00 ✓ Abonnements résidents et commerçants 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pièces ✓ Cartes Bleues avec et sans contact ✓ Paiement par application Paybyphone et Opngo

Zone Orange	<ul style="list-style-type: none"> ✓ 120 places ✓ Stationnement Gratuit 2 Heures, une fois par jour par véhicule 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ticket horodateur par reconnaissance de plaque d'immatriculation
--------------------	--	--

Politique tarifaire

Temps en minutes	Tarif en vigueur	ZONE ROUGE
6 minutes	0,10€	
1 heure	1,50 €	
1 heure 20	2.00 €	
2 heures	3.00 €	
2,01 heures	33,00€	
Temps en minutes	Tarif en vigueur	ZONE VERTE
1 heure	0,50€	
2 heures	1.00 €	
3 heures	1 ,50€	
4 heures	2.00 €	
4 ,01 heures	33.00 €	
Temps	ANNEAU ORANGE	
Gratuité limitée à 2H		



Travaux

OPERATIONS DE MAINTENANCE

L'équipe de maintenance Indigo procède quotidiennement à l'entretien préventif et curatif du parc d'horodateurs.

Sur l'année 2020, nous avons effectué 577 interventions aussi bien pour la partie maintenance que pour les interventions de changement de consommables comme les batteries ou les rouleaux de papier.

Lors de chaque intervention, un enregistrement de la maintenance est effectué via notre logiciel de suivi E-VOIRIE.

Maintenance préventive

Le parfait fonctionnement des équipements repose sur la formation et la qualification des personnels techniques mais aussi sur le respect d'un programme rigoureux de maintenance préventive. Ce programme, synthèse des retours d'expériences constatées dans les différents sites Indigo, est le suivant :

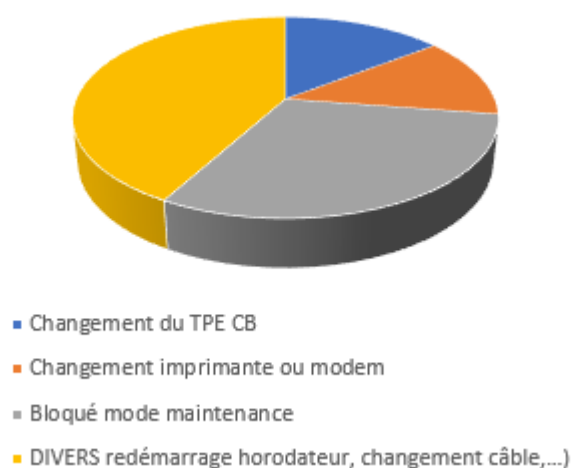
Surveillance - contrôle : tous les jours, à partir de 8h00 heures :

- Contrôle visuel de l'état des carrosseries,
- Contrôle des différentes de l'état des informations transmises par le biais d'étiquette (plaque tarifaire, prestataires de paiement paybyphone, Opngo)
- Contrôle de l'état des leds (verte ou rouge),
- Dépannage en tant que de besoins (remplacement des consommables et/ou des sous-ensembles),

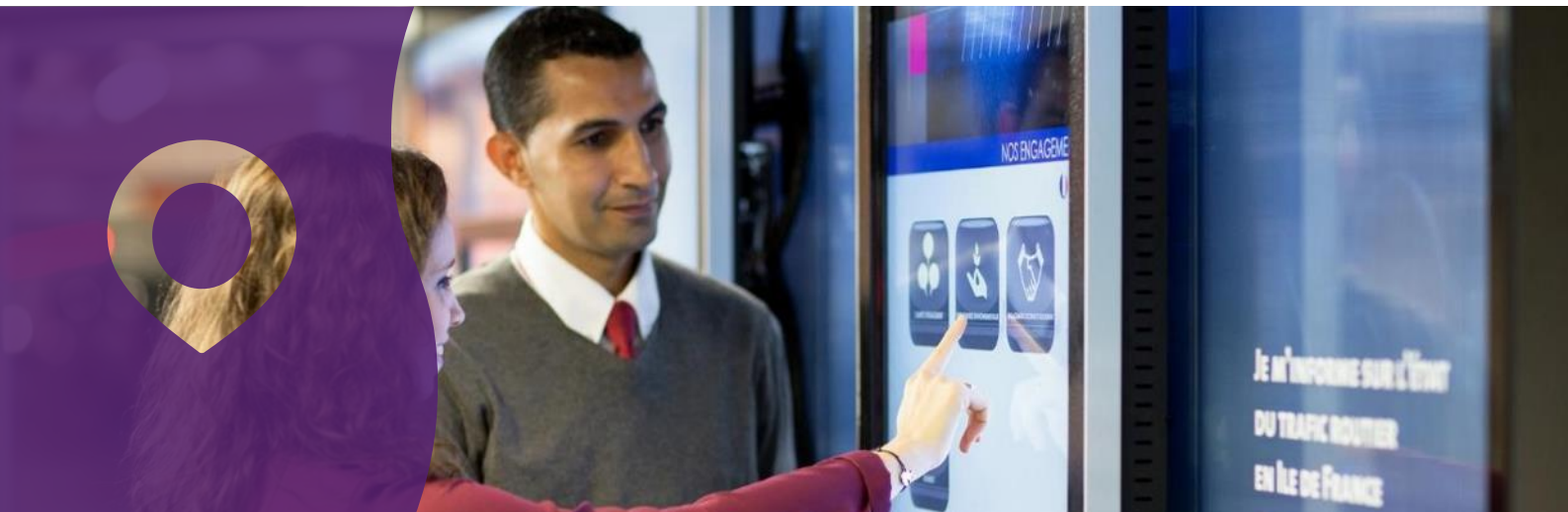
Opérations de maintenance	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jui	Juil	Sep	Oct	Nov	Déc	Total
Bourrage pièces	0	0	0	0	0	0	0	1	4	3	6	14
SELECTEUR ET MONNAYEUR	0	0	0	0	0	0	1	1	2	0	0	4
AFFICHEUR	4	0	0	3	0	1	2	0	0	0	0	16
Changement du TPE CB	1	1	2	0	1	0	1	0	0	0	3	9
Changement imprimante ou modem	4	0	0	0	0	0	0	0	3	0	1	8
Bloqué mode maintenance	0	4	0	0	2	0	3	0	4	1	5	19
DIVERS redémarrage horodateur, changement câble,...)	2	0	2	0	5	2	3	1	3	3	5	26
Total général	11	5	4	3	8	3	10	3	16	7	20	89

Contrôle du bon fonctionnement des horodateurs au quotidien par le biais de notre logiciel CITYLINE

OPERATIONS DE MAINTENANCE 2020



Une grande partie de la maintenance de la voirie est liée au redémarrage et/ou un reset de l'appareil suite à une mise à jour interrompue.



4 Les services

4.1 Les moyens de paiement et d'accès

Notre politique vise à limiter au maximum la durée entre l'entrée piétonne et la sortie véhicule du parc, en proposant de nombreux moyens de paiement à la clientèle horaire et en simplifiant à minima les démarches pour souscrire, payer ou résilier un abonnement.

Le client peut ainsi payer :

- par Carte Bancaire avec ou sans contact
- par carte Total GR pour les professionnels
- par badge Liber't en sortie
- par OPnGO



En 2019, Indigo a renforcé sa position digitale en lançant une nouvelle application et un nouveau site internet permettant de réaliser toutes les actions passant de la réservation d'une place à la création de son compte.

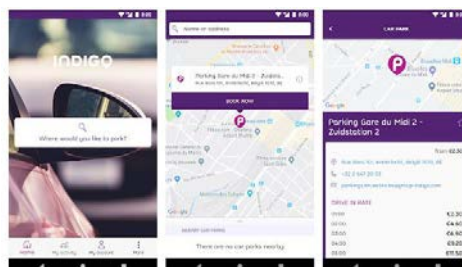
4.2 Application Smartphone

L'application Park Indigo permet d'accéder à de nouvelles fonctionnalités, de souscrire et de gérer son abonnement et de profiter d'une meilleure expérience utilisateur.

Avec des parkings dans toute l'Europe, l'application Park Indigo est la solution de stationnement la plus simple et la plus facile. Rechercher son parking préféré, consulter les informations telles que la tarification et le nombre de places disponibles. Afficher ensuite l'itinéraire sur la carte. C'est très facile !

Avec votre application, les clients peuvent :

- Souscrire et gérer leur abonnement Indigo
- Pour certains parkings, vous pouvez réserver et payer à l'avance votre stationnement grâce à OPnGO



- Trouver l'itinéraire pour accéder au parc de stationnement de son choix.

4.3 Souscription par internet

Indigo propose à ses clients de souscrire ou renouveler leur abonnement de stationnement en ligne. Sur le site Internet <https://fr.parkindigo.com/>, l'espace abonné permet à chaque client, en quelques clics, de créer, consulter, éditer ses factures et gérer son compte. Cette innovation crée plus de souplesse dans la gestion de son compte et offre ainsi un gain de temps important.

Le site Indigo fait l'objet d'évolutions régulières permettant de s'adapter à tous les besoins. En 2019 près de 500 000 utilisateurs ont eu recours au site web **INDIGO**

Abonnement 1 Mois	Abonnement 3 Mois	Abonnement 1 An	Conseillé Abonnement Flexigo
<ul style="list-style-type: none"> • Durée de stationnement : 1 mois • Paiement unique lors de la souscription 	<ul style="list-style-type: none"> • Durée de stationnement : 3 mois • Paiement unique lors de la souscription 	<ul style="list-style-type: none"> • Durée de stationnement : 12 mois • Paiement unique lors de la souscription 	<ul style="list-style-type: none"> • Durée de stationnement : Libre • Engagement : 3 mois • Prélèvements mensuels automatiques

4.4 OPnGO

OPnGO est un service digital innovant qui ambitionne de révolutionner l'expérience de stationnement dans les zones urbaines.

Vous pouvez ainsi :

- Trouver sans difficulté une place de parking autour de vous ou là où vous vous rendez, vous faisant gagner un temps précieux
- Comparer les prix et bénéficier des meilleures offres aussi bien pour des stationnements uniques que pour des abonnements mensuels
- Bénéficier de la meilleure expérience d'accès et de paiement, le tout directement depuis votre smartphone



4.5 Eco Mobilité

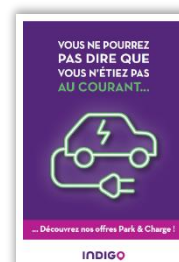
Les bornes de recharge électrique

Parce qu'Indigo soutient les modes de transports respectueux de l'environnement, nous mettons à votre disposition des bornes de recharge électriques à des emplacements dédiés.

Aujourd'hui en France, près de 500 points de charge électrique sont disponibles dans les parkings Indigo. Les bornes sont équipées de prises type T2 et T3, et délivrent pour la plupart une puissance de 7 kVa, permettant de recharger un véhicule en 4 heures.

L'objectif est double, proposer à nos clients une offre de recharge pour leur véhicule électrique facilitée pendant leur stationnement, et assurer aux automobilistes des points de recharges de proximité en mode urbain.

Afin de profiter pleinement de ces bornes de recharges, Indigo a créé les abonnements produits **Park & Charge**, incluant le stationnement et la recharge du véhicule électrique. Ainsi, les abonnés ont le choix entre deux abonnements de stationnement avec recharge : L'abonnement Park & Charge Start qui permet un paiement des recharges à la session à un tarif préférentiel allant jusqu'à -60% de remise et l'abonnement Park & Charge Zen pour des recharges en illimité. En plus de ces abonnements, Indigo propose également des offres de recharge n'incluant pas le stationnement : l'offre Open qui donne accès à un badge de recharge en illimité disponibles dans tous les parkings Indigo France ainsi qu'un tarif à la carte



4.6 Services de proximité

Radio Indigo

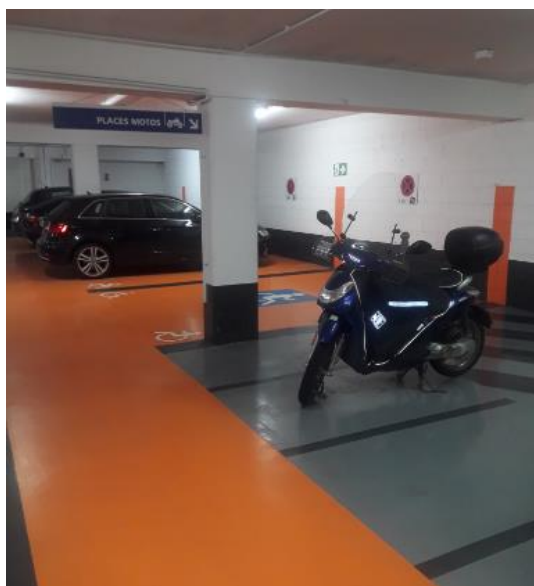
Radio Indigo est la radio diffusée 24h/24 dans les parkings Indigo. Produite par des professionnels de la radio, Radio Indigo informe et accompagne les clients lors de leurs passages dans les parkings.

Radio Indigo propose une programmation musicale adaptée et diffuse des messages d'informations locales créant un véritable lien avec ses auditeurs. Les clients peuvent entendre des messages sur les services proposés, des informations pratiques (éphémérides...), des messages d'intérêt collectif, ainsi que les annonces d'événements à venir dans la ville.

Zone deux roues motorisées

Grace à ses systèmes de péage performants, Indigo détecte les deux roues en entrée et en sortie afin de leur proposer une tarification adaptée et attractive.

Au sein de nos parcs, nous prévoyons des zones clairement dédiées aux deux roues motorisées. Ces places font l'objet d'un marquage et d'une signalétique spécifique et permettent de rassembler des services adaptés à ce type de véhicule.





5 Maintenance et travaux

5.1 Équipements

Parc HOTEL DE VILLE

Equipements vérifiés par les prestataires

Equipements	Descriptif		Maintenance	
Péage	Marque	Xerox	Contrat de maintenance	Sous garantie
	Modèle	Multiparc Reflex II	Périodicité	non
		borne d'entrée		1
		borne de sortie		1
		caisse automatique		1
		barrières		2
		caisse manuelle		1
		lecteur plaque d'immatriculation		2
		lecteur piéton		1
		unité centrale de gestion		1
Interphonie	Marque	COMMEND	Contrat de maintenance	Non
	Modèle	GE 300	Périodicité	
Vidéosurveillance	Marque	ELBEX		Non
		caméras		16
		enregistreur numérique		1
Détection CO	Marque	DRAGER	Contrat de maintenance	Oui
	Modèle	COMYTRON	Périodicité	semestrielle
	Nb de points de détection CO et NO	17	Qui	DRAGER
Détection Incendie	Marque	DEF	Contrat de maintenance	Oui

	Modèle	Altair C 119 têtes de détection	Périodicité	semestrielle AG2F
Extincteurs	Nombre Type	18/2/2 Poudre 6/CO2 5/CO2 2	Contrat de maintenance Périodicité Qui	oui annuelle SICLI
Boitiers bris de glace	Marque Nb	DEF 12		
Portes coupe-feu véhicules	Marque Nb	 0	Contrat de maintenance Périodicité Qui	
Colonnes sèches	Marque Nb	 2	Contrat de maintenance Périodicité Qui	non 1/ an AIRESS
Pompes de relevage	Marque Nb	 3	Contrat de maintenance Périodicité Qui	non R&O
Ascenseurs	Marque Type nb de niveaux Charge en kg	SORETEX 4 630 kg	Contrat de maintenance Périodicité Qui 1 ascenseur	oui 11 / an KONE
Electricité		Blocs secours autonomes Tubes T5 ou autres		
Groupe électrogène	Marque Type Puissance	PERKINS TU 301 85 KVA	Contrat de maintenance Périodicité Qui	oui annuelle 2HENERGY
Portes Automatiques	Marque Nb	 2	Contrat de maintenance Périodicité Qui	OUI annuelle KONE

Parc FOCH

Equipements	Descriptif		Maintenance	
Péage	Marque	XEROX	Contrat de maintenance	sous garantie
	Modèle	Multiparc Reflex II	Périodicité	oui
		borne d'entrée		1
		borne de sortie		1
		caisse automatique		1
		barrières		2
		caisse manuelle		1 (Hôtel de Ville)
		lecteur véhicule nuit		0
		lecteur piéton		0
	unité centrale de gestion		1	
Interphonie	Marque Modèle	COMMEND GE 300	Contrat de maintenance Périodicité	non
Vidéosurveillance	Marque	ELBEX		non
		caméras		3
		enregistreur numérique		1

5.2 Patrimoine de la délégation



6 Organisation et moyens d 'exploitation

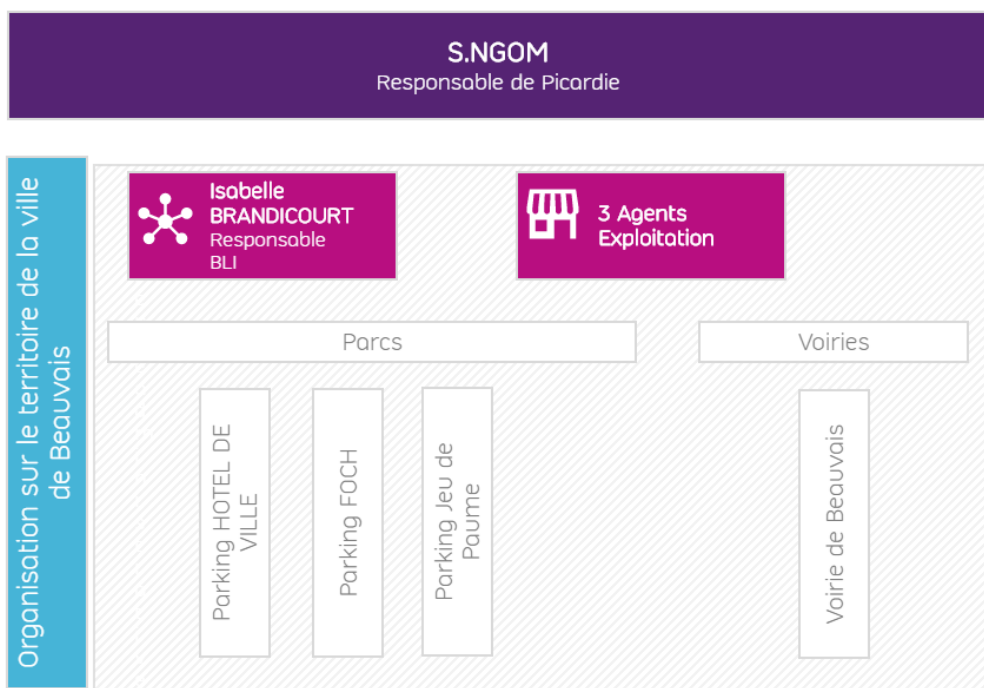
6.1 L'organisation locale

Afin d'apporter un service de qualité et homogène sur les parkings en gestion nous avons mis en place une organisation permettant de répondre à 3 exigences principales :

1. L'entretien des ouvrages et des équipements
2. L'accueil des clients
3. La gestion des flux financiers

Afin d'atteindre ces exigences, l'exploitation bénéficie d'un encadrement qualifié :

- Un **Responsable de District**, en charge d'assurer sur le terrain la relation avec la collectivité, de piloter les équipes, de contrôler les exploitations et d'assurer le suivi budgétaire et le développement des contrats.
- Un **responsable de sites B.L.I.** (Base Locale d'Intervention), en charge d'assurer la maintenance et l'entretien des ouvrages, le management des équipes de terrain, et le suivi des prestataires et fournisseurs.
- 3 agents d'exploitation



Le responsable BLI anime les collaborateurs qui sont amenés à intervenir sur l'ensemble des exploitations ainsi que de la voirie, non en fonction d'une affectation fixe mais en fonction du besoin et de la compétence des collaborateurs.

3 rôles sont attribués aux agents en fonction des besoins et des compétences :

- Commercial
- Nettoyage
- Gestion de la partie technique 1er niveau en parking en ouvrage et de la voirie
 - Assure les rondes sur l'ensemble des parkings et note les anomalies à l'aide de son PDA et éventuellement intervient sur de la maintenance de 1^{er} niveau ;
 - Assure sur demande de dépannage ou en de façon planifiée des interventions de dépannage ou de remise à niveau ;
 - Assure des vacations sur site en fonction des besoins et du trafic pour intervenir immédiatement en cas de demande au plus près du problème.
 - Assure le bon fonctionnement technique des horodateurs
 - Assure la maintenance technique et électronique ainsi que le paramétrage des machines

Le responsable BLI assure également le suivi des prestataires en charge de l'entretien et de la maintenance des équipements. Il peut également solliciter en fonction du besoin l'équipe maintenance qualifiée pour les interventions de 2^{ème} et 3^{ème} niveau.

En outre, afin d'assurer des rondes régulières et qualitatives, les parkings ont par ailleurs été équipés de pointeurs et nos collaborateurs disposent désormais de PDA (Personnel Digital Assistant) leur permettant de pointer les rondes sur chaque parking et de créer immédiatement des tickets d'anomalie en cas de besoin.



6.2 Service de télé-opération et d'assistance

L'ensemble des parkings dispose par ailleurs d'équipements techniques importants afin de nous permettre d'assurer la sécurité des personnes et des biens 7j/7 et 24h/24 grâce au S.A.E (Système d'Aide à l'Exploitation).

- Ainsi l'ensemble des alarmes incendies, effraction, pompes de relevage, réseau, coupure électrique, etc... ont été connectées à notre SAE et sont accessibles localement sur chaque parking, à distance depuis le parking X ou depuis notre centre national de télé-opération situé à la Défense.
- De même la **vidéo protection** a été renforcée sur l'ensemble des parkings afin de réduire le délai d'intervention en cas d'incident (effraction, incendie).
- L'ensemble des points d'appels, en caisse automatique, en borne de sortie, aux espaces accueil sont également connectés au SAE afin de permettre au client d'avoir rapidement une réponse à toute demande.
- Un système d'appel général diffuse sur l'ensemble des parkings un message via les hauts parleurs qui permet de contacter le personnel en ronde injoignable par smartphone.

Le Centre National de Télé-Opération et d'assistance (CNTO), une exclusivité Indigo issue de sa démarche innovation, garantit une sécurité maximale des clients.

Ce système global d'aide à l'exploitation se base sur une technologie exclusive de gestion et de surveillance des parkings. La vidéosurveillance et l'interphonie permettent aux téléopérateurs, en alternance avec les équipes exploitantes, de répondre en temps réel aux attentes du client final à n'importe quelle étape de son parcours (automobiliste ou piéton).

Le CNTO assure, quoi qu'il arrive, le lien entre le client et l'exploitant, pour une sécurité maximum et ce, 24h/24, 365 jours/365.

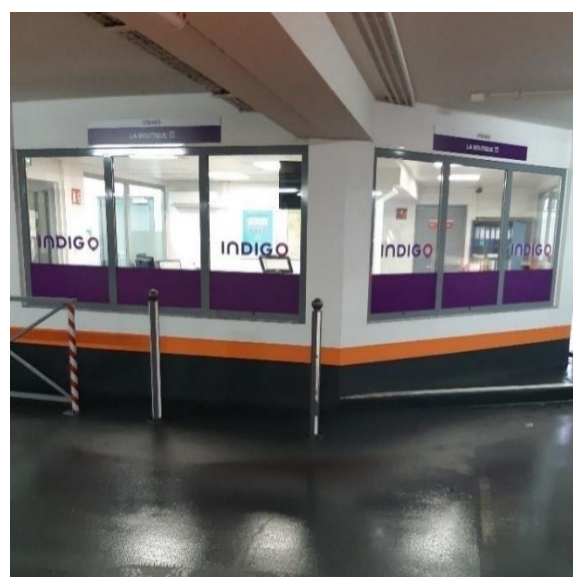


6.3 La Boutique Indigo

La boutique Indigo HOTEL DE VILLE centralise les demandes clients de l'ensemble des parkings quel que soit le canal (accueil, téléphone, web, numéro client...) et garantit ainsi un suivi qualitatif des demandes, de son enregistrement jusqu'à la solution apportée à l'utilisateur.

Les demandes sont suivies dans un outil CRM (Customer Relationship Manager). Il gère le personnel présent sur la Boutique HOTEL DE VILLE afin de garantir un accueil qualitatif localement ou au téléphone. Il pilote la politique commerciale de l'ensemble des parkings afin d'assurer la bonne application des tarifs et l'homogénéité des pratiques commerciales et participe à l'élaboration des documents de communication.

Ainsi pour obtenir des renseignements sur les abonnements et services disponibles ou souscrire un abonnement, les clients pourront rencontrer en boutique, nos collaborateurs spécialement formés.



6.4 Campus Indigo

Le Campus Indigo est le premier institut de formation entièrement dédié aux métiers du stationnement. Créé en 2004, il développe des outils de formation sur mesure, réunissant les expériences et les savoirs de l'activité pour une formation valorisante et performante.

Une école entièrement dédiée aux métiers du stationnement

Le Campus Indigo conçoit et organise des formations autour des disciplines propres aux métiers du stationnement : le savoir-faire, la stratégie commerciale, le management et les formations à la sécurité (des clients et des collaborateurs).

Près de 40 formateurs internes occasionnels, exerçant des fonctions opérationnelles, animent 90 % des formations proposées chez Indigo.

Une école de terrain

Le Campus Indigo est installé au Siège de l'entreprise à la Défense. En complément de ce site, les formations se déploient également sur un réseau de six parkings-écoles implantés sur tout le territoire français, et qui permet aux collaborateurs de mettre en pratique leurs acquis et de valider leurs connaissances sur le terrain.

Les modalités pédagogiques sont aussi variées que le training, des mises en situation et un mixte entre e-learning et présentiel. Le Campus Indigo organise depuis 2010 un dispositif de formation original diplômant alliant VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) et formation en alternance afin d'accompagner ses collaborateurs aux premiers Certificats de Qualification Professionnelle des métiers du stationnement.

Cet engagement d'Indigo répond à une double logique de valorisation et de fidélisation des collaborateurs, mais aussi de développement des compétences pour accroître la performance opérationnelle.

Intitulé du Poste	Formation
Agent d'Exploitation	Formation technique voirie
Agent d'Exploitation	Gestion du conflit clients
Responsable de Site	Intégrer les éléments juridiques liés au management

Formation accueil des PMR

Conformément à la réglementation, le personnel en contact avec les usagers et les clients est sensibilisé à l'accueil des personnes souffrant d'un handicap. Reprenant le guide ministériel « **Bien accueillir les personnes handicapées** » qui fait partie du registre d'accessibilité, une formation courte sur le portail web de l'entreprise doit être réalisée par chaque collaborateur.

Emploi des personnes handicapées

Indigo a institué des partenariats avec l'Association de Gestion du Fond pour l'Insertion Professionnelle des personnes Handicapées (AGEFIPH) et a développé une politique d'accueil de stagiaires handicapés sur des fonctions d'Agent d'Exploitation.

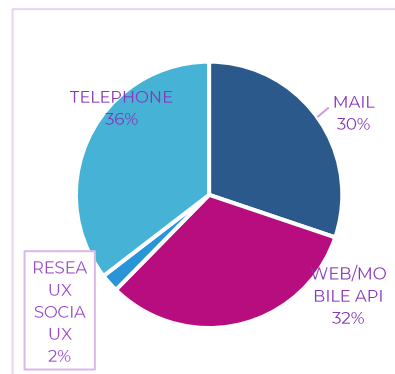
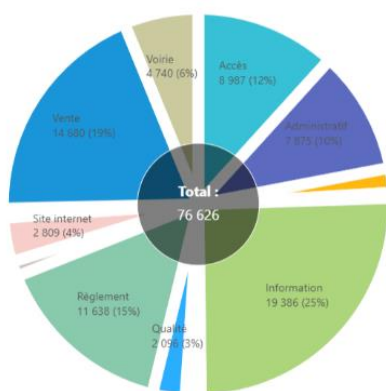
6.5 Service Relation Client

Les clients ont aujourd'hui l'habitude et le besoin légitime de s'exprimer, de questionner et de commenter en ligne les prestations proposées.

Pour encourager cette relation, source d'inspiration et d'évolution des produits et services, la société Indigo s'est dotée d'un service de Relation Client Interne s'appuyant sur plusieurs canaux de communication.

Nos clients peuvent en effet nous contacter par :

- Formulaire de contact depuis le site fr.parkindigo.com
- Mail : service.client@group-indigo.com
- Courrier : Indigo - 1 Place des Degrés - TSA 43214 – 92919 La Défense Cedex
- Téléphone : 0 810 26 3000 de 08h30 à 19h00 sans interruption du lundi au vendredi



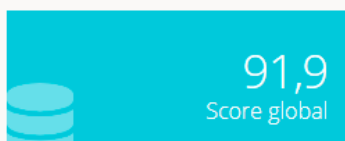
En 2020, le service relation client a traité plus de 76 000 demandes

En tête des sollicitations les demandes d'informations et les ventes d'abonnements.

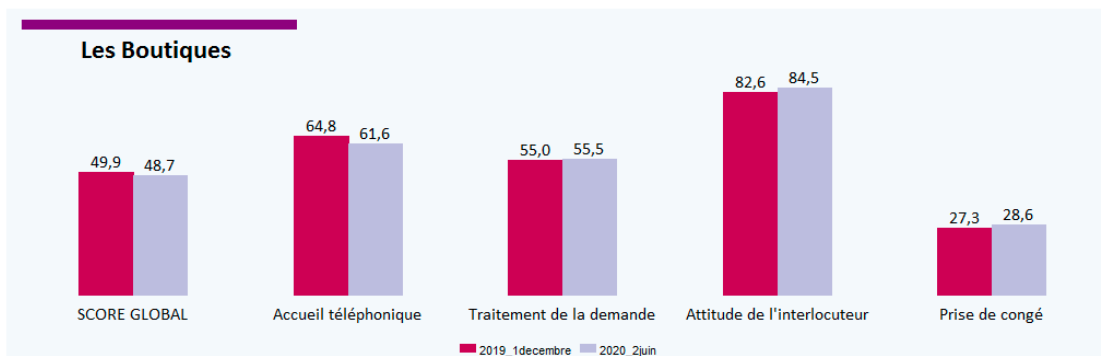
CONTROLES QUALITE

Au premier trimestre 2020, 332 visites mystères ont eu lieu sur les parcs de stationnement français ; compte-tenu de la situation sanitaire, ces visites mystères n'ont pas pu se poursuivre au cours de l'année mais sont relancées à compter de 2021, et même renforcées par l'intégration de sondages clients.

Chiffres clefs



Des appels téléphoniques mystères sont également passés soit dans les boutiques INDIGO, soit au Centre de Relations Clients afin d'évaluer la globalité de la prise en charge, depuis l'accueil téléphonique jusqu'à la prise de congé. En 2020, 146 mesures ont ainsi été effectuées en France.



Les utilisateurs peuvent donc contacter le Centre de Relations Clients par téléphone, courrier électronique ou demande de contact depuis le site marchand ou l'application mobile. Après traitement d'une demande en ligne, le Groupe sollicite l'avis de ses clients par l'intermédiaire d'une enquête de satisfaction.

Le niveau moyen de satisfaction moyen en 2020 est de 69,2% mais en forte augmentation sur la fin d'année avec un taux de satisfaction proche de 80%

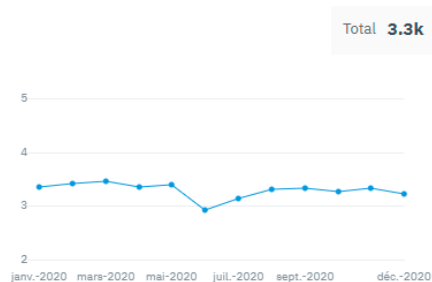


Enfin, une veille opérationnelle est effectuée par les Responsables d'exploitation qui reçoivent en temps réel les avis des clients postés sur les réseaux sociaux. Cette fonctionnalité a également été déployée en novembre 2020 en France

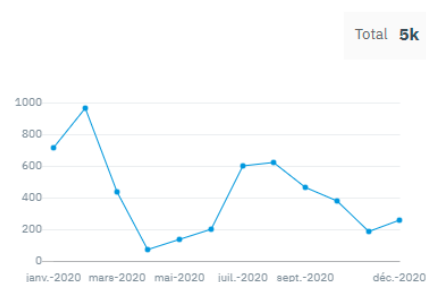
Les parkings INDIGO sont évalués sur les réseaux en moyenne à 3,3/5. A noter que les conditions de maintien du niveau de service a été compliqué par le confinement et la baisse de fréquentation entrainant l'augmentation des comportements de délinquance.

janv.-2020 mars-2020 mai-2020 juil.-2020 sept.-2020 déc.-2020

Evolutions des notes ①



Avis, photos ①



Le parking HOTEL DE VILLE a obtenu une note de 100% sur l'année 2020.



AUDIT MYSTERE 2020



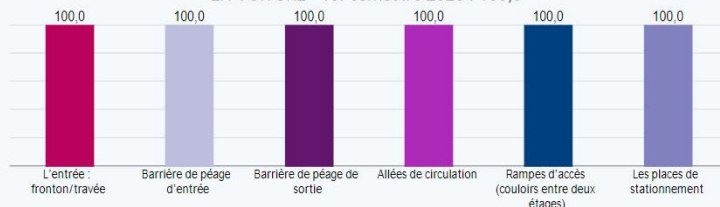
Score Global 2020
1er semestre : 100,0 / 100



Score Incontournables 2020
1er semestre : 100,0 / 100



EN VOITURE - 1er semestre 2020 : 100,0



A PIED - 1er semestre 2020 : 100,0

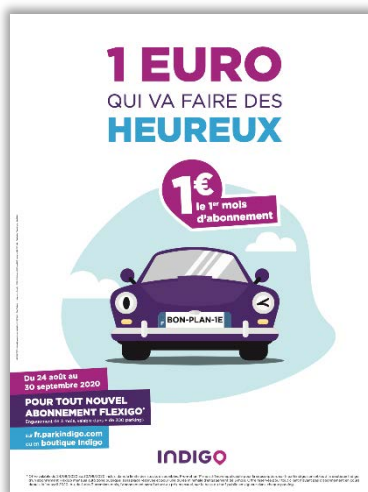


6.6 Actions

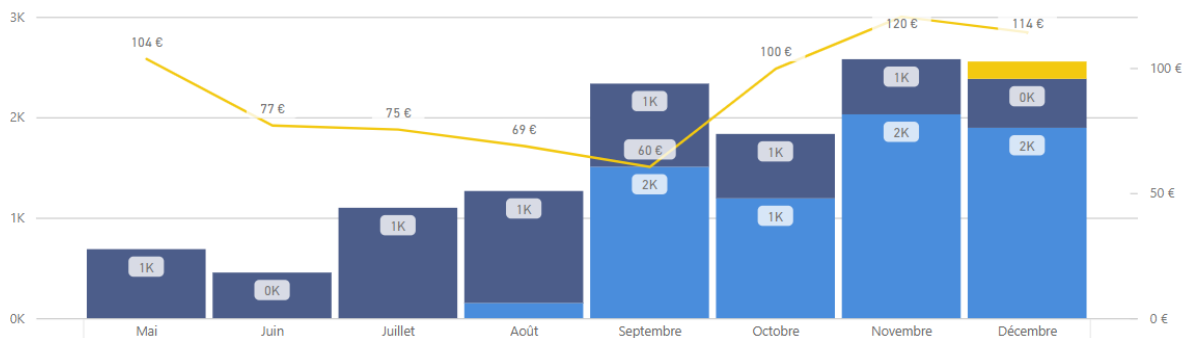
En raison de la crise sanitaire, nous avons en 2020 porté une attention particulière sur les opérations commerciales visant à dynamiser la fréquentation dans nos ouvrages et en particulier pour les abonnés.

Ainsi, à des dates clés, nous avons mis en place 3 offres : Une offre déconfinement en mai, une offre de rentrée en septembre et une offre d'hiver en décembre.

Ces actions ont permis de recruter plus de 3 500 clients supplémentaires dont près de 72% par souscription web. Ces nouveaux clients sont aujourd'hui toujours clients des parkings



Code Promo ● 1EURO ● DECONFINEMENT ● TRICOT ● Average Monthly Price



Différents moyens de communication ont été déployés pour accompagner le lancement de nos campagnes commerciales.

Supports de communication physiques

Dans nos parkings, les affiches 60x80, les affiches A3, les manchons de barrières ainsi que les flyers supportent nos visuels lors des campagnes. Des messages radios sont également diffusés dans les parkings.





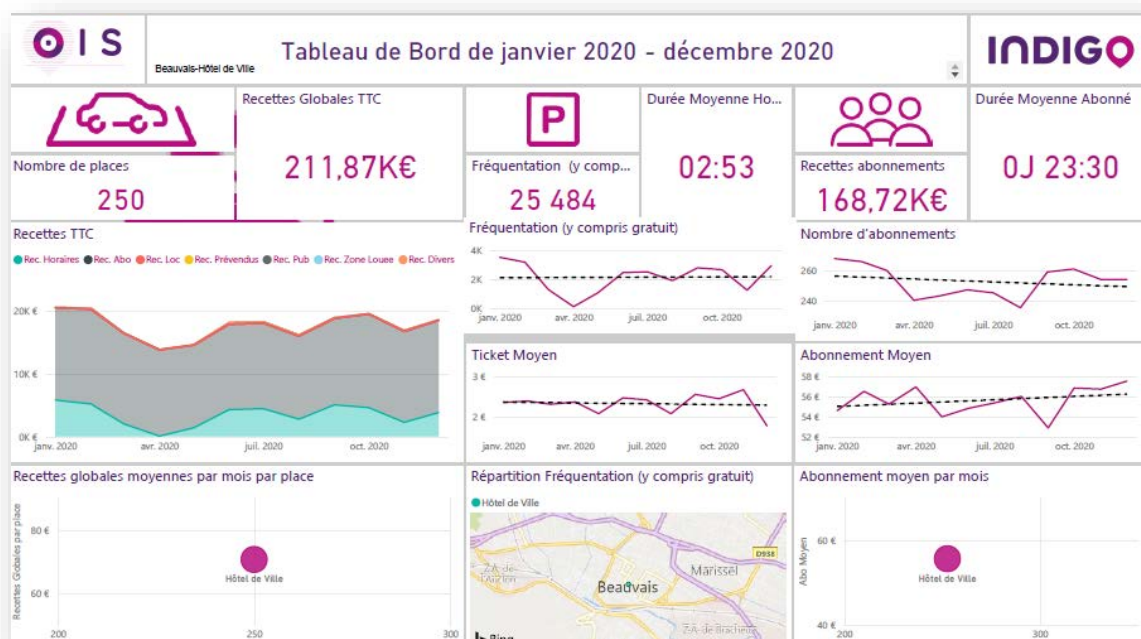
2

Analyses

7 Observatoire du stationnement et analyse de l'activité

7.1 Analyse de l'activité des exploitations

7.1.1 PARC HOTEL DE VILLE



Le parking HOTEL DE VILLE est un parking comportant trois niveaux. Les 250 places de parking ont généré des recettes globales pour un montant de 211,87K€ dont 168,72K€ de recettes liées aux abonnements.

Nous pouvons constater :

- Une perte d'environ 10% des recettes abonnés par rapport à 2019, suite au premier confinement où les usagers sont passés en télé travail

Les abonnements sont relancés à chaque fin de période de déconfinement avec les campagnes de communication mises en place.

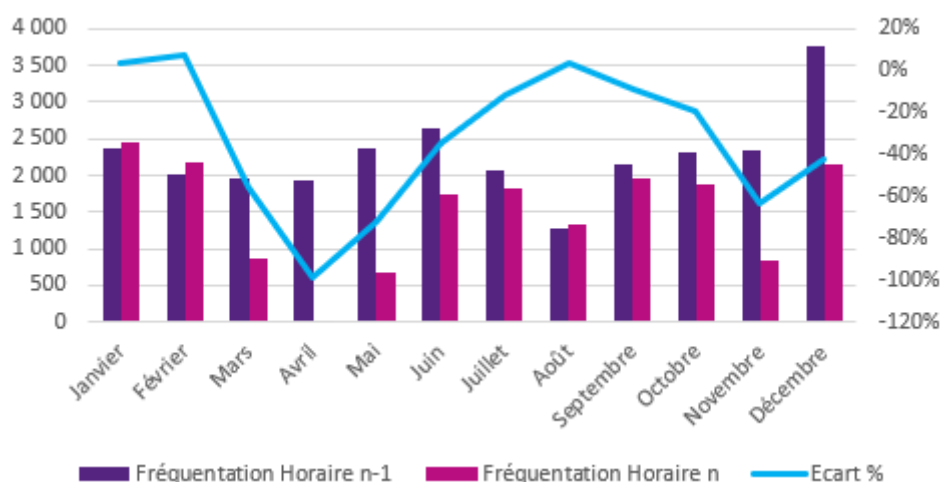
La part de recettes horaires a diminué de 32% (41 594€ de recettes pour 2020 contre 61 372€ en 2019)

- La fréquentation pour l'année 2020 est de 25 484 clients horaires pour 38 165 en 2019. Avec un constat d'une réelle baisse sur la fin d'année suite à l'annulation du marché de Noël.

Fréquentations Horaires

	Fréquentation Horaire n-1	Fréquentation Horaire n	Ecart %
Janvier	2 366	2 456	4%
Février	2 018	2 164	7%
Mars	1 951	870	-55%
Avril	1 937	29	-99%
Mai	2 355	668	-72%
Juin	2 643	1 728	-35%
Juillet	2 068	1 824	-12%
Août	1 288	1 329	3%
Septembre	2 157	1 967	-9%
Octobre	2 317	1 874	-19%
Novembre	2 334	844	-64%
Décembre	3 754	2 147	-43%
Total	27 188	17 900	-34%

Fréquentation horaires 2019/2020



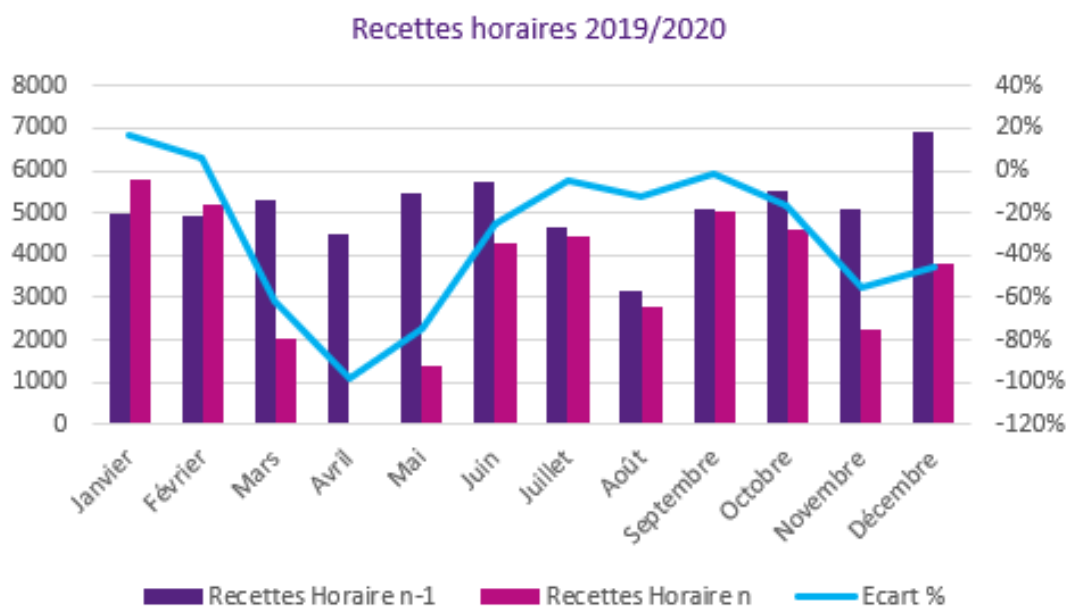
La crise sanitaire a fortement impacté les fréquentations du parking. Cela se matérialise par une perte de 34% par rapport à l'exercice de l'année précédente avec les annulations d'événements annuels comme la fête Jeanne hachette, le marché de Noël.

De l'analyse des données découlent les éléments suivants :

- Les mois de mars (-55% de fréquentations) et avril (-99% de fréquentations) avec la mise en place d'un confinement stricte où tous les commerces étaient fermés.
- Le mois de mai (-72% de fréquentations) avec un stationnement en voirie non verbalisé (-72% de fréquentation), ce qui a incité les usagers à stationner hors des parkings payants.
- Une remontée des fréquentations à partir du mois de juillet du fait de la fin de la période de confinement
- En novembre où un deuxième confinement a été mis en place mais avec des mesures moins contraignantes telles que l'ouverture des commerces mais une annulation du marché de Noël qui nous a fortement pénalisé sur le mois de décembre.

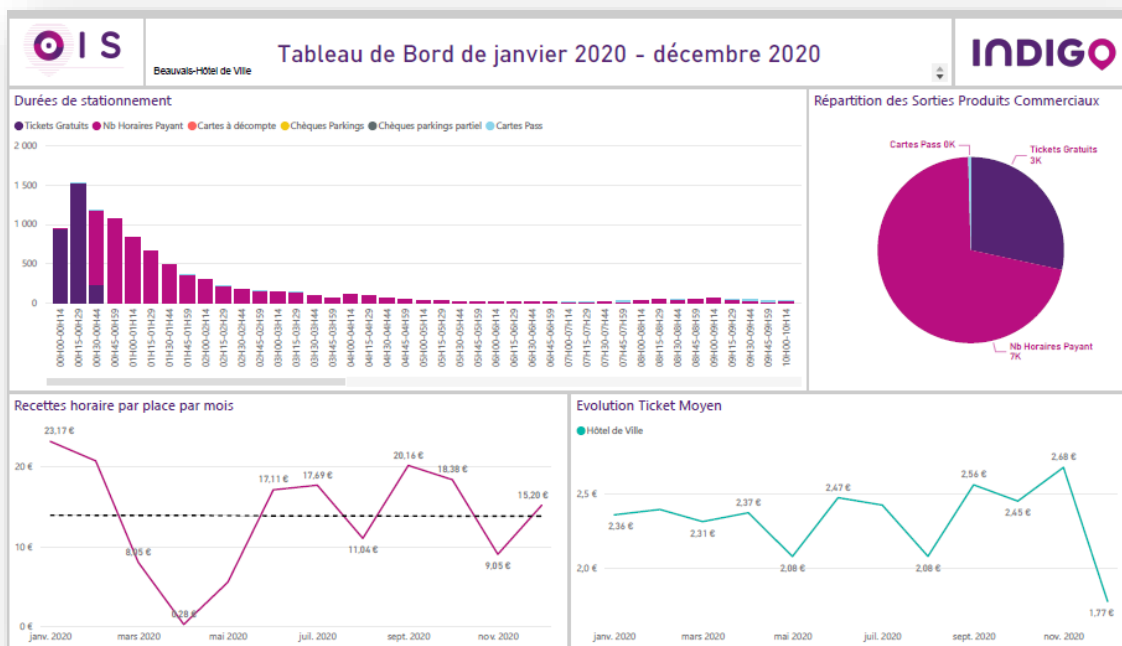
Recettes Horaires

	Recettes Horaire n-1	Recettes Horaire n	Ecart %
Janvier	4968	5792	17%
Février	4911	5182	6%
Mars	5295	2012	-62%
Avril	4491	69	-98%
Mai	5474	1387	-75%
Juin	5742	4276	-26%
Juillet	4670	4422	-5%
Août	3151	2760	-12%
Septembre	5112	5040	-1%
Octobre	5540	4594	-17%
Novembre	5097	2262	-56%
Décembre	6921	3800	-45%
Total	61 372 €	41 594 €	-32%



Une baisse des recettes qui suit les fréquentations mensuelles d'où le fort impact sur les mois de mars (-62%), avril où nous avons des recettes quasiment nulles (-98%) mais qui connaît une progression à partir du mois de juillet avec une durée de stationnement plus courte qui engendre la perte de recettes par rapport à l'année 2019.

ANALYSE HORAIRE



Un stationnement principalement compris entre 15 et 30 minutes à la suite de la gratuité de la première demi-heure. Les tickets gratuits représentent plus du quart des fréquentations.

Le temps moyen de durée de stationnement est de 2h38 grâce à la proximité du parking dans le cœur de ville de Beauvais.

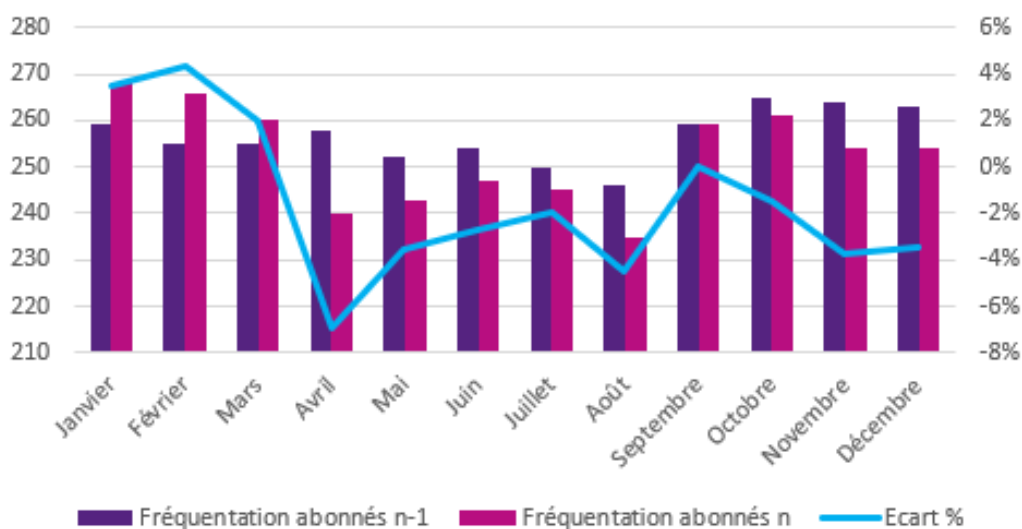
Une chute du ticket moyen au mois de mai car le stationnement de la voirie n'était pas verbalisé donc considéré comme gratuit pour les usagers.

Une reprise progressive à partir du mois de juillet qui va baisser au mois de novembre à la suite du deuxième confinement mais où les usagers ont été moins pénalisés grâce à l'ouverture des commerces et un assouplissement des mesures sanitaires.

Nombre d'abonnés

	Fréquentation abonnés n-1	Fréquentation abonnés n	Ecart %
Janvier	259	268	3%
Février	255	266	4%
Mars	255	260	2%
Avril	258	240	-7%
Mai	252	243	-4%
Juin	254	247	-3%
Juillet	250	245	-2%
Août	246	235	-4%
Septembre	259	259	0%
Octobre	265	261	-2%
Novembre	264	254	-4%
Décembre	263	254	-3%
Total	3 080	3 032	-2%

Fréquentation abonnés 2019/2020



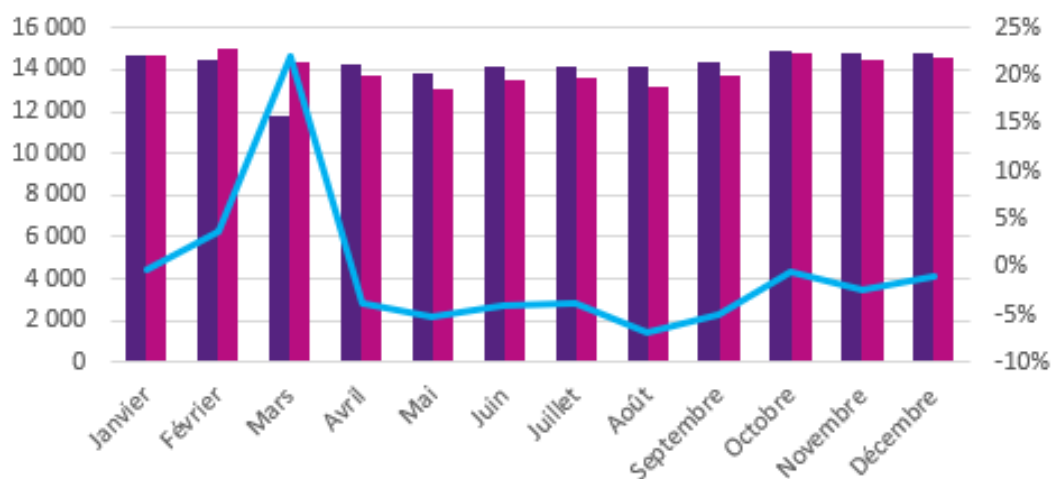
La fréquentation des abonnés a été moins impactée grâce à nos différentes offres commerciales de l'année, ce qui nous a permis d'avoir une fréquentation d'abonnés pratiquement à l'identique (-1,6%) que l'année précédente malgré l'année compliquée liée à la crise sanitaire.

- Opération DECONFINEMENT qui a débuté au mois d'avril jusqu'au 31 mai cela nous a permis de maintenir nos abonnés actuels et d'éviter des résiliations
- Opération RENTREE à partir du 24 août jusque 30 septembre : cette opération a été en notre faveur puisque nous sommes repassé sur l'historique de l'année précédente (266) à la fin du mois de septembre, avec une progression d'abonnés par rapport aux mois précédents.
- Opération HIVER du 15 décembre au 31 janvier.

Recettes Abonnés

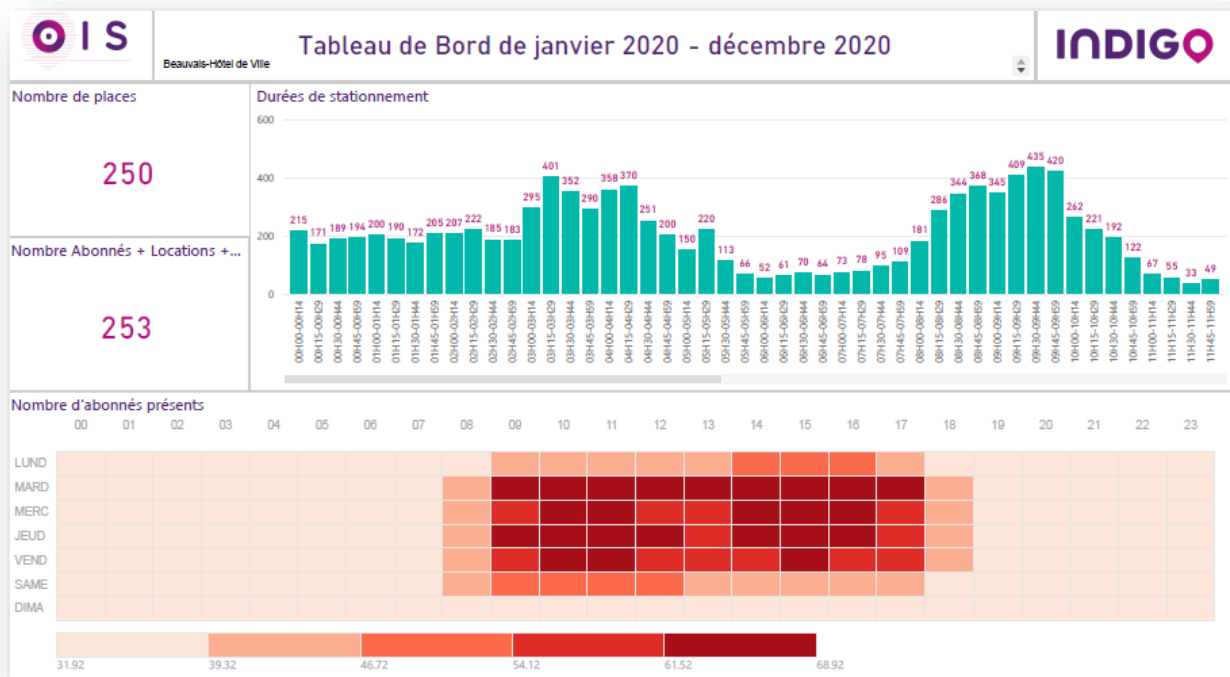
	Recettes abonnés n-1	Recettes abonnés n	Ecart %
Janvier	14 672	14 635	0%
Février	14 505	15 042	4%
Mars	11 766	14 369	22%
Avril	14 228	13 680	-4%
Mai	13 841	13 119	-5%
Juin	14 115	13 547	-4%
Juillet	14 106	13 570	-4%
Août	14 133	13 170	-7%
Septembre	14 416	13 694	-5%
Octobre	14 938	14 846	-1%
Novembre	14 776	14 421	-2%
Décembre	14 767	14 627	-1%
Total	170 262 €	168 720 €	-1%

Recettes abonnés 2019/2020



La tendance des recettes abonnés va dans la continuité de la fréquentation de celle-ci. Les différentes opérations commerciales nous ont permis de préserver les abonnés du parking.
les recettes de mars 2019 avaient été amoindries par la saisie comptable d'un avoir, un client avait résilié une dizaine d'abonnements suite à la fermeture de son service.

ANALYSE ABONNES PARKING



La durée moyenne de stationnement des abonnés se situe entre 9h30 et 9h45. Un grand nombre d'abonnés sont des professionnels travaillant à proximité du centre-ville. Ce qui représente un fort taux d'occupation du mardi au vendredi de 9h à 18h.

7.1.2 Parc de stationnement FOCH



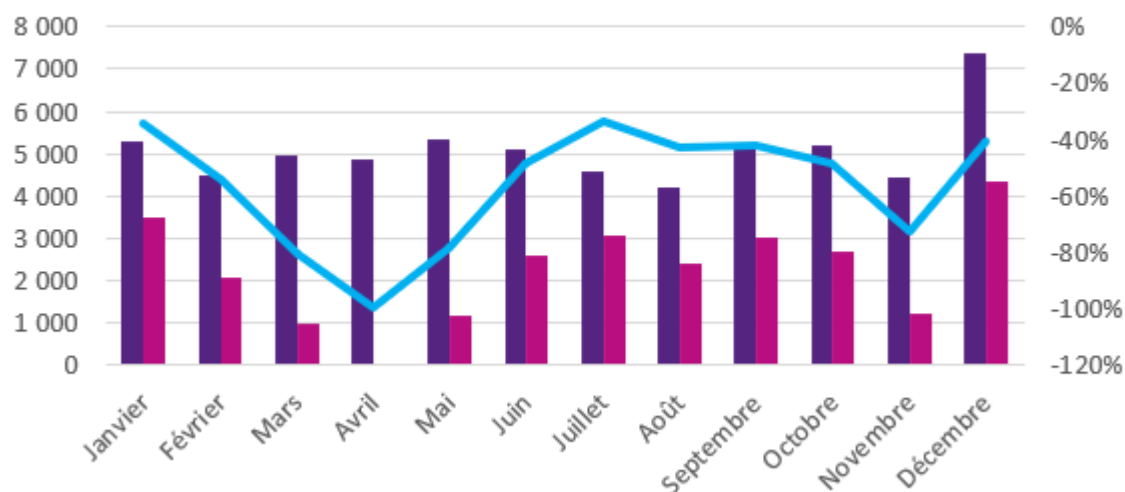
Le parking FOCH est un accès facile aux différents usagers avec les 165 places en plein cœur du centre-ville.

Des recettes globales qui représentent 62,06K€ ce qui représente environ 50% de recettes en moins que l'année précédente. Plusieurs motifs à cette perte de recettes :

- Mise en place d'un avenant au 20 janvier jusqu'à la fin de l'année suite aux travaux du parking du théâtre. 97 places ont été mises en gratuité pour combler la perte de stationnement gratuit dans le centre ville. Le parking a donc conservé 68 places pour les abonnés, cela a réduit fortement la disponibilité pour les clients horaires.
- Une fréquentation en adéquation avec les recettes globales qui représente une baisse d'environ 50%.

Fréquentations Horaires

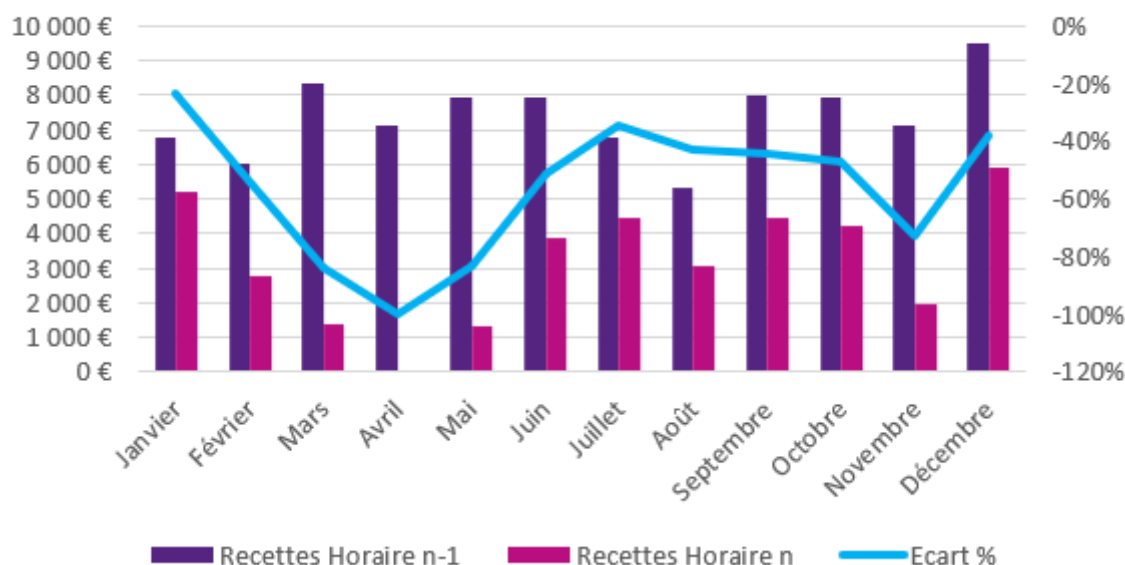
Fréquentation horaires 2019/2020



Recettes Horaires

	Recettes Horaire n-1	Recettes Horaire n	Ecart %
Janvier	6 793 €	5 216 €	-23%
Février	6 042 €	2 795 €	-54%
Mars	8 372 €	1 365 €	-84%
Avril	7 144 €	30 €	-100%
Mai	7 966 €	1 322 €	-83%
Juin	7 917 €	3 869 €	-51%
Juillet	6 788 €	4 474 €	-34%
Août	5 332 €	3 056 €	-43%
Septembre	8 005 €	4 468 €	-44%
Octobre	7 929 €	4 206 €	-47%
Novembre	7 137 €	1 951 €	-73%
Décembre	9 499 €	5 906 €	-38%
Total	88 925 €	38 657 €	-57%

Recettes horaires 2019/2020



Une baisse des fréquentations sur le parking FOCH suite à différents événements :

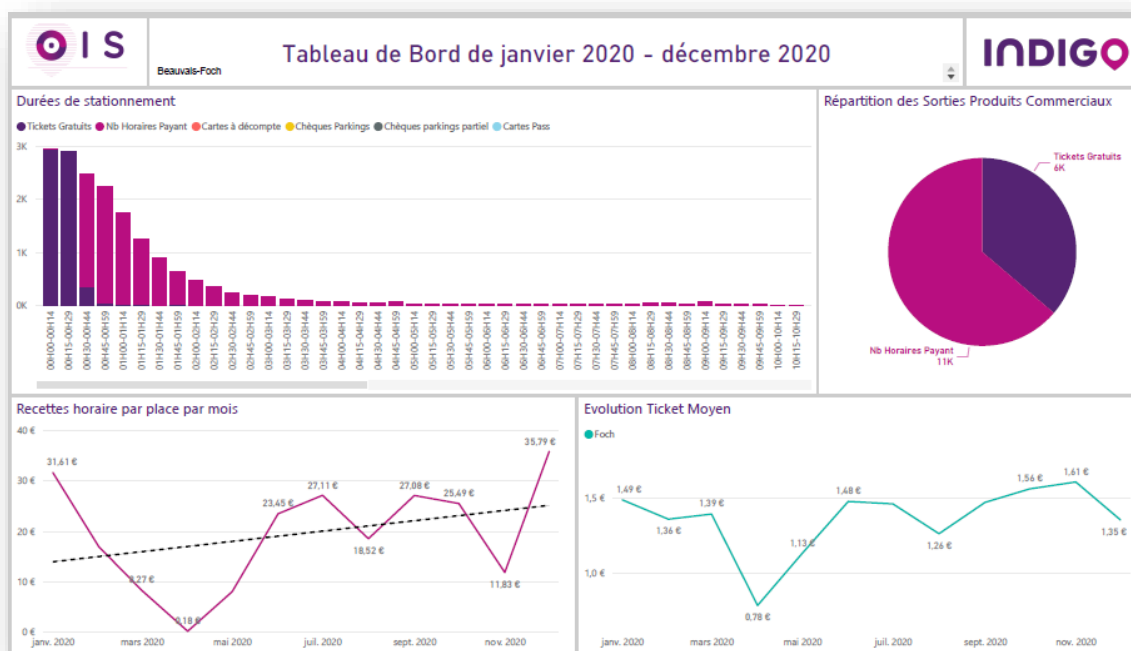
- Accessibilité diminuée aux usagers horaires lié aux travaux du parking du théâtre. Baisse de 56% des fréquentations sur l'année.
- Crise sanitaire : une baisse principale sur les mois de mars (- 80%), avril (-99%), novembre (-74%)
-

Une remontée des fréquentations sur le mois de juillet qui passe de -51% au mois de juin à -34% mais le mois d'août la voirie étant gratuite, elles repartent à la baisse.

Les derniers mois de l'année la tendance reste quasi identique à celle du mois d'Août conséquence liée au manque de place de stationnement sauf pour le mois de décembre où la fréquentation repart la hausse suite à la fin des travaux du parking du théâtre. Ce qui permet au parking de redevenir totalement payant sur le dernier mois de l'année.

Des recettes qui suivent la tendance des fréquentations avec à peu près le même pourcentage (-57%).

Fréquentations Horaires



La durée moyenne du stationnement horaire est de 1h16. Le parking permet aux clients de se stationner facilement afin d'effectuer les achats quotidiens ou démarches administratives à proximité.

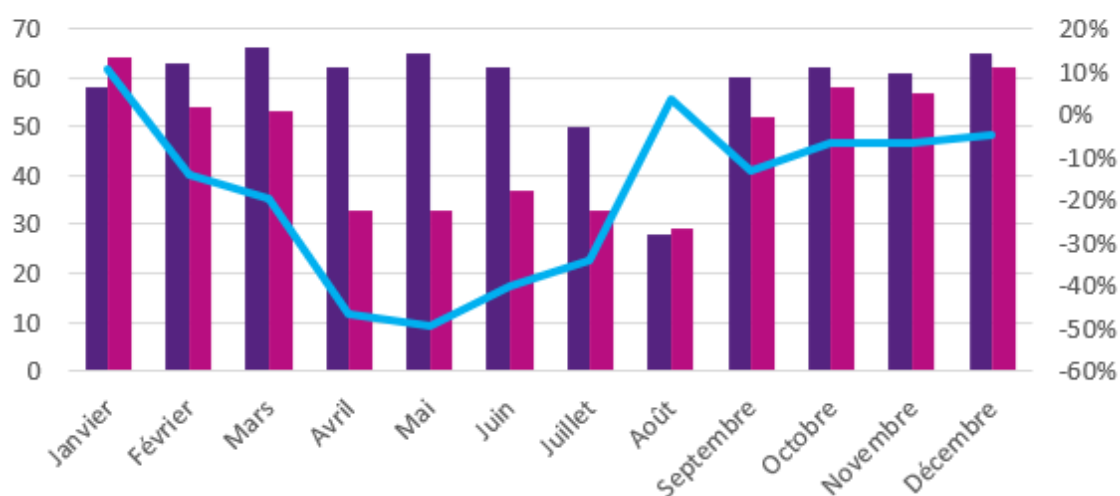
Une chute principale sur les recettes horaires par place sur les mois les plus impactés par la crise sanitaire sur les mois de mars (3,27€), avril qui est quasi nul en conséquence du 1er confinement où tous les commerces étaient fermés.

Un ticket moyen qui baisse au mois de décembre suite à l'annulation des principaux événements de Noël.

Nombre d'abonnés

	Nombre abonnés n-1	Nombre abonnés n	Ecart
Janvier	58	64	10%
Février	63	54	-14%
Mars	66	53	-20%
Avril	62	33	-47%
Mai	65	33	-49%
Juin	62	37	-40%
Juillet	50	33	-34%
Août	28	29	4%
Septembre	60	52	-13%
Octobre	62	58	-6%
Novembre	61	57	-7%
Décembre	65	62	-5%
Total	702	565	-20%

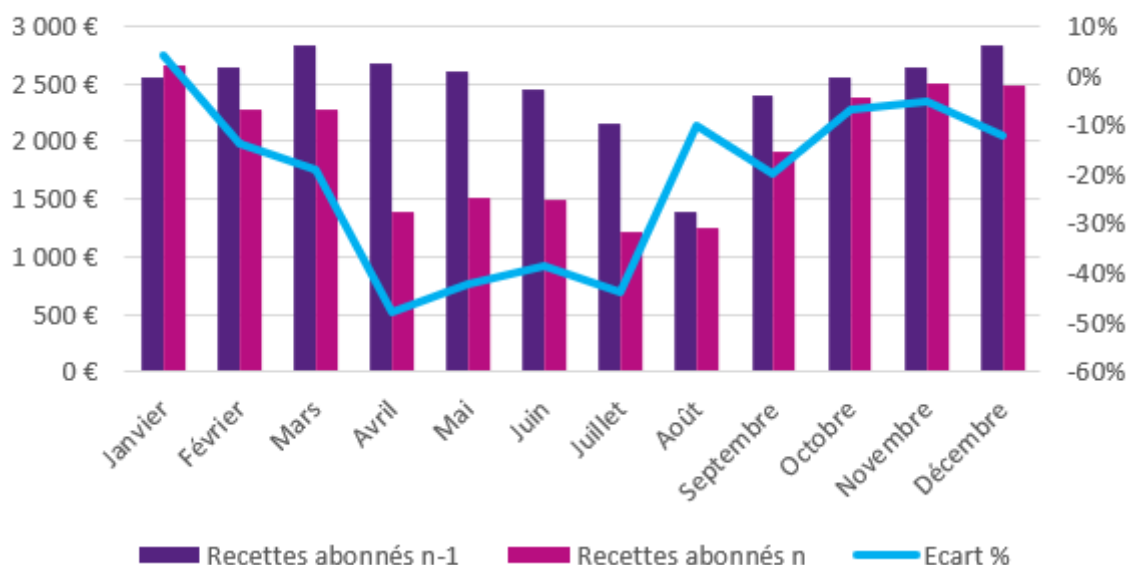
Nombre abonnés 2019/2020



Recettes Abonnés

	Recettes abonnés n-1	Recettes abonnés n	Ecart %
Janvier	2 558 €	2 661 €	4%
Février	2 634 €	2 271 €	-14%
Mars	2 830 €	2 286 €	-19%
Avril	2 673 €	1 398 €	-48%
Mai	2 602 €	1 506 €	-42%
Juin	2 448 €	1 502 €	-39%
Juillet	2 153 €	1 213 €	-44%
Août	1 395 €	1 257 €	-10%
Septembre	2 392 €	1 917 €	-20%
Octobre	2 556 €	2 384 €	-7%
Novembre	2 638 €	2 496 €	-5%
Décembre	2 827 €	2 486 €	-12%
Total	29 706 €	23 376 €	-21%

Recettes abonnés 2019/2020



Une baisse considérable sur les premiers mois de l'année :

- Décision de la ville de faire de la gratuité sur la moitié du parking en février
- Début de la crise sanitaire en mars

Une augmentation des résiliations ou non renouvellement en avril où l'impact COVID 19 a été plus important.

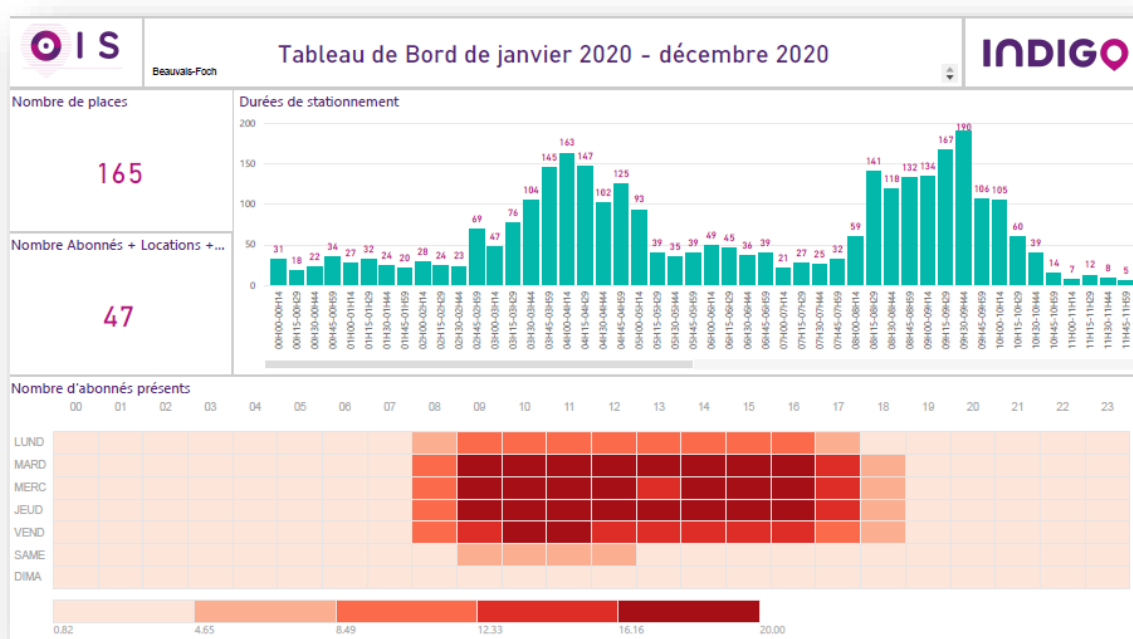
Notre offre de DECONFINEMENT au mois d'avril n'a pas été suffisante pour récupérer les abonnés perdus. Ce sont en majorité des clients pendulaires (travaillant dans la périphérie du parking) étant en télétravail.

Toutefois l'offre de RENTREE ayant commencé le 24 Août a été positive à partir du mois de septembre où nous passons de -34% au mois de juillet à -13% pour le mois concerné.

La reprise avec des conditions sanitaires assouplies et la restitution de la moitié du parking par la ville, nous ont permis sur les derniers mois de l'année de récupérer nos abonnés et de bénéficier de chiffres comparatifs à 2019.

Une baisse générale de -20% sur les abonnés et de -21% sur les recettes abonnées qui nous permet de conclure que la crise sanitaire a impacté aussi bien la fréquentation des abonnés que celle des horaires.

ANALYSE ABONNES PARKING



Un fort taux d'occupation des abonnés sur les journées du mardi au vendredi sur une durée moyenne de 9h30, principalement à l'activité professionnelle de ces personnes.

20 abonnés sont encore bénéficiaires de l'abonnement associé à la voirie. Ils gardent le statut acquis lors du passage du parc de la voirie à la gestion en enclos.

7.2 VOIRIE

7.2.1 DECENTRALISATION DU STATIONNEMENT

La fourniture des équipements nécessaires à la mise en œuvre du contrôle du stationnement payant sur voirie, le logiciel La réforme du stationnement payant sur voirie, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Pour rappel, cette réforme a entraîné deux modifications majeures pour la gestion du stationnement payant sur voirie :

- D'une part, l'amende pénale de 17 € relative aux infractions au stationnement payant est supprimée. Elle est remplacée par une redevance payée par l'utilisateur soit immédiatement par l'automobiliste dès le début de son stationnement soit sous forme forfaitaire après le stationnement via le paiement d'un forfait post-stationnement.
- D'autre part, le choix de gestion relève de la décision de la collectivité compétente et intègre le contrôle, le recouvrement immédiat ou différé et les recours.

Les possibilités de recours pour les usagers sont maintenues par la réforme et adaptées au nouveau régime juridique mis en place. Pour ceux qui souhaitent contester le bienfondé d'un FPS, un recours administratif préalable obligatoire (RAPO), doit être déposé auprès de l'entité dont relève l'agent ayant contesté l'absence ou l'insuffisance de paiement immédiat.

Modalités retenues par la ville :

- Délibération du Conseil Municipal en séance du lundi 6 novembre 2017, les membres de l'assemblée ont approuvé le principe du recours au nouveau dispositif de stationnement payant dépenalisé, les grilles tarifaires et le montant du forfait post-Stationnement (FPS).
- Arrêté sur le stationnement payant du 1er janvier 2018.

Les points principaux retenus par la collectivité sont :

- ✓ La surveillance est assurée par le service des ASVP,
- ✓ Le montant du forfait-post stationnement est fixé à 33 €, minoré à 17 € si acquitté dans les 5 jours suivants la date d'apposition du FPS.
- ✓ La ville de Beauvais a opté pour un cycle partiel, les notices FPS sont imprimés et apposées par les agents sur les pare brises des véhicules
- ✓ Adaptation des horodateurs installés sur le périmètre de la Ville, cette adaptation, qui consiste principalement dans l'ajout sur les tickets de stationnement de l'heure d'arrivée et du montant payé, et la reprogrammation des horodateurs pour tenir compte des décisions de la Ville sur les nouvelles règles tarifaires applicables, et changement des informations tarifaires.
- ✓ De gestion, dont un module de calcul des Forfaits de Post-Stationnement installé sur l'ensemble des PDA des agents de contrôle en charge du stationnement et les imprimantes ainsi que les consommables.
- ✓ Un serveur de gestion des Forfaits de Post-Stationnement nécessaire pour la gestion de leur recouvrement.
- ✓ Les moyens de paiement des FPS et FPS minorés de manière dématérialisée via internet, et par le personnel Indigo physiquement présent à l'accueil du parking Hôtel de Ville.

Prestataire retenu : IER INDESTAT – 3, rue Salomon de Rothschild 92150 SURESNES

- 1 - PC dédié
- 8 - terminaux XCOVER avec License logicielle TeFPS,
- 8 - Cartes SIM 8 Go
- 8 - imprimantes
- 2 - station de charge 4 emplacements

- ✓ La gestion des recours administratifs préalables obligatoires RAPO formés par les usagers du stationnement payant sur voirie qui souhaiteraient contester le Forfait de Post-Stationnement

Prestataire retenu : DOCAPOST 10 rue de l'Entreprise – Parc Saint Christophe Pôle Galilée 2 95863 CERGY PONTOISE CEDEX

Changement au 1^{er} septembre 2019 : Centre de traitement RAPO, TSA 41932,59785 LILLE CEDEX9.

LES ENQUETES DE TAUX DE RESPECT

L'équipe d'ASVP est constituée de 7 personnes, dont 1 responsable. Nous n'avons pas d'information particulière sur les zones contrôlées.

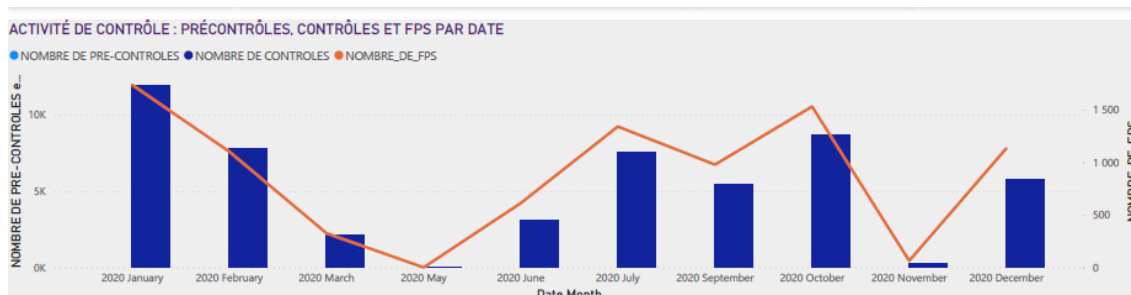
Nous sommes informés des dysfonctionnements des horodateurs par appels téléphoniques ou par mail.

Afin de mesurer le bon fonctionnement du stationnement payant sur voirie et le comparer aux normes éditées par le CERTU (Ministère de l'Équipement), Indigo réalise périodiquement une enquête d'occupation respect et utilise comme indicateur le taux de respect.

La méthodologie

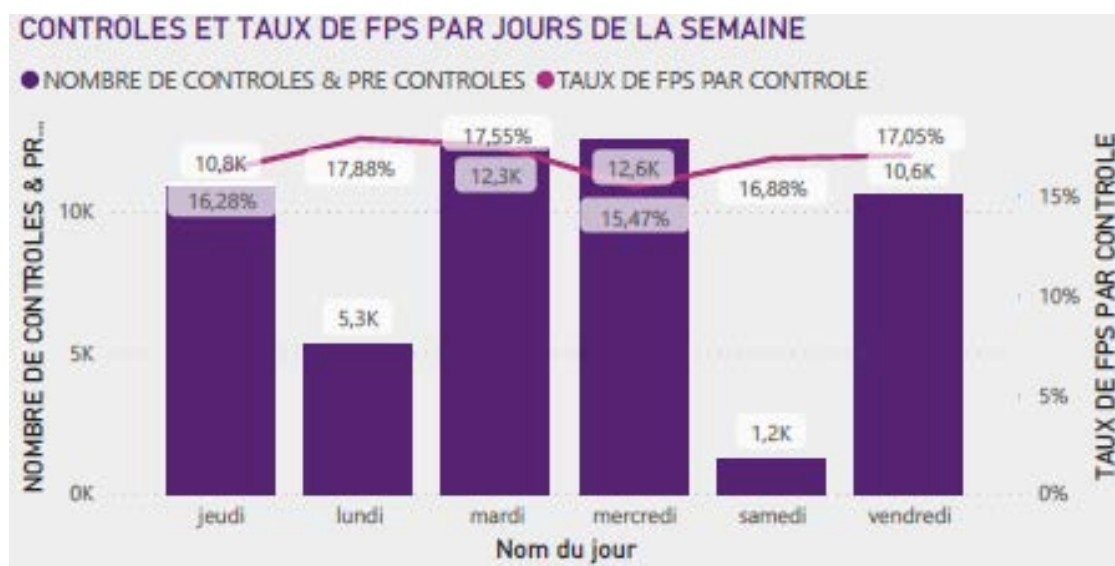
Un périmètre de 143 à 471 places payantes réparties selon le statut est retenu pour chaque enquête. L'enquêteur effectue un relevé du respect de la réglementation de chaque véhicule stationné.

Pour l'année 2020 aucune enquête n'a été réalisée suite à la crise sanitaire (effectifs concentrés sur la gestion des priorités).



Les contrôles par le terminal sont effectués, en général, sur les véhicules n'ayant pas de ticket apposé sur le pare-brise. 52 780 contrôles ont été effectués en 2020 et 8 820 FPS validés, soit un taux de 16.71% par contrôle.

Nous pouvons remarquer un fort taux de contrôle les mardi, mercredi et vendredi. Les journées des lundi et samedi sont moins impactées car le stationnement reste gratuit les lundi matin et samedi après-midi. Cette statistique ne tient pas compte des contrôles visuels, mais uniquement de ceux réalisés par le biais du terminal mobile.



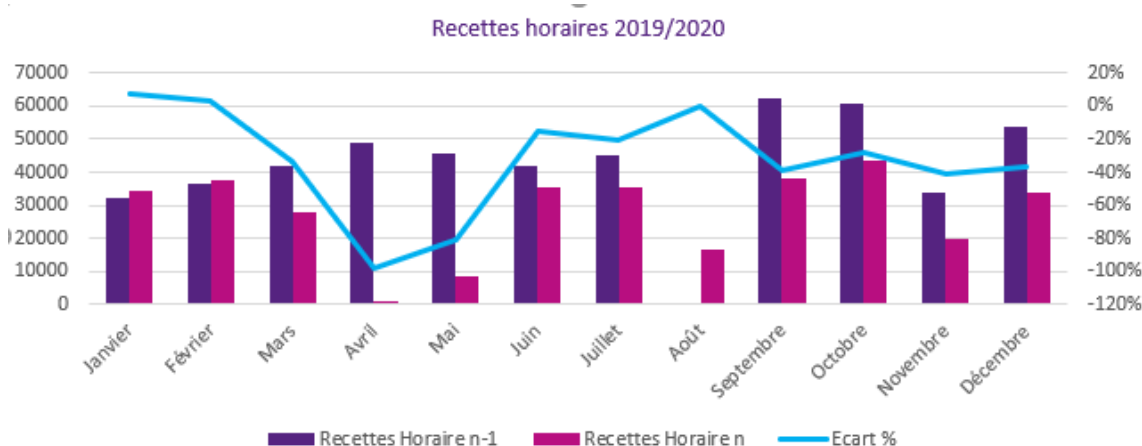
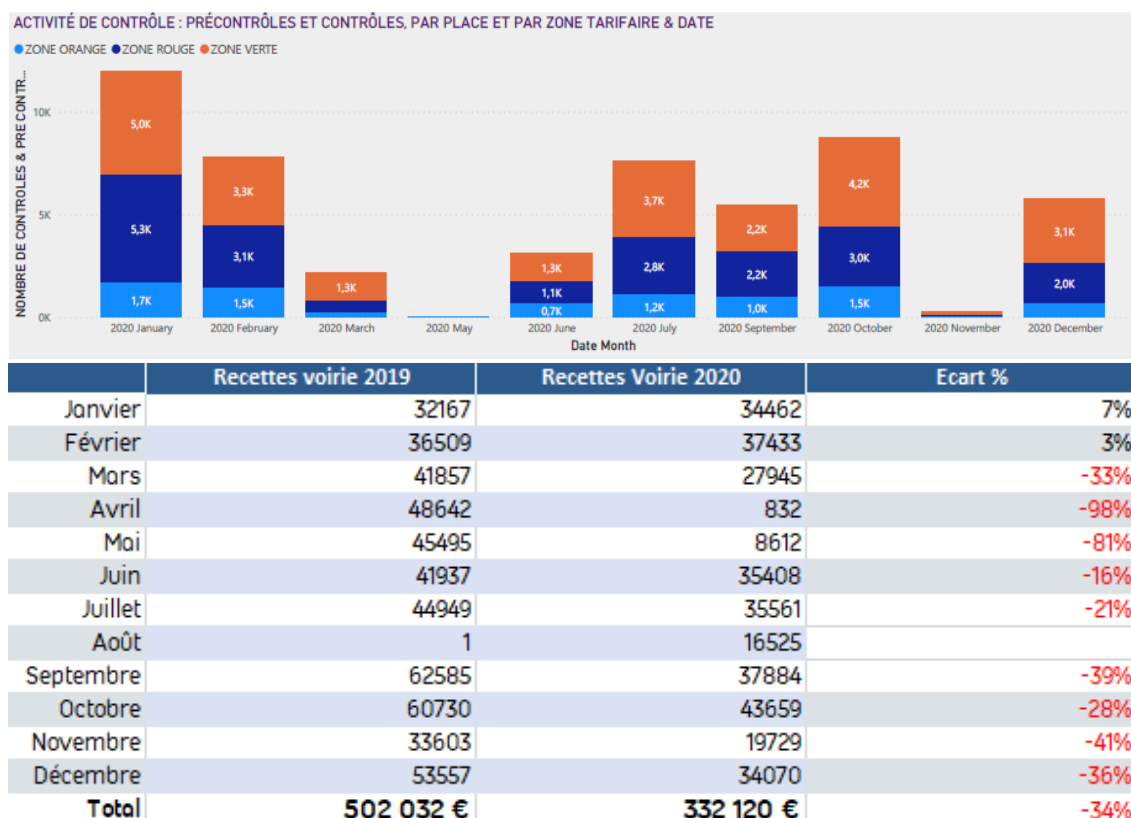
Dans la suite des commentaires précédents, les contrôles en zone orange se font principalement avec la validation d'un ticket de gratuité présent sur le pare-brise.

De ce fait les statistiques de l'activité de contrôle sur la zone orange, ne sont pas représentatifs de la réalité de la vérification faite par les agents. Elles sont valables surtout pour les autres zones dont les paiements peuvent être aussi dématérialisés (Opngo, Pay by phone ou abonnement résident).

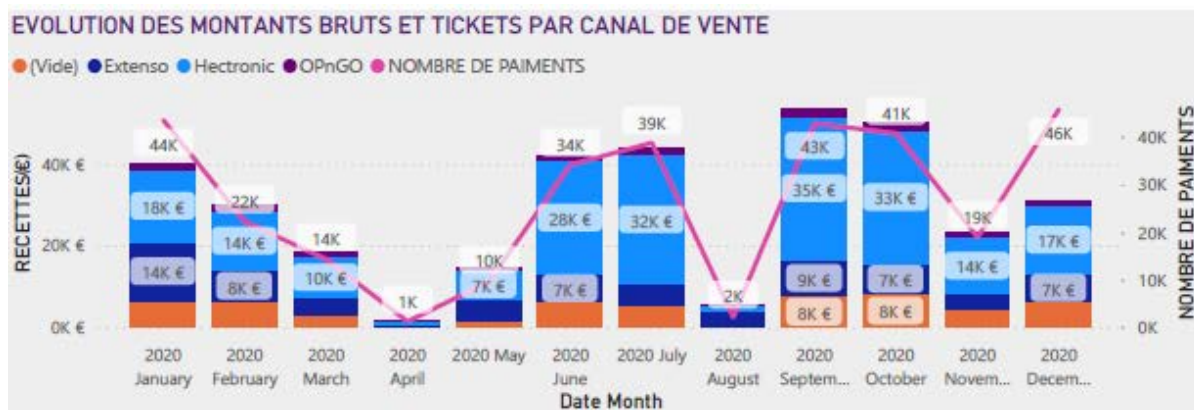
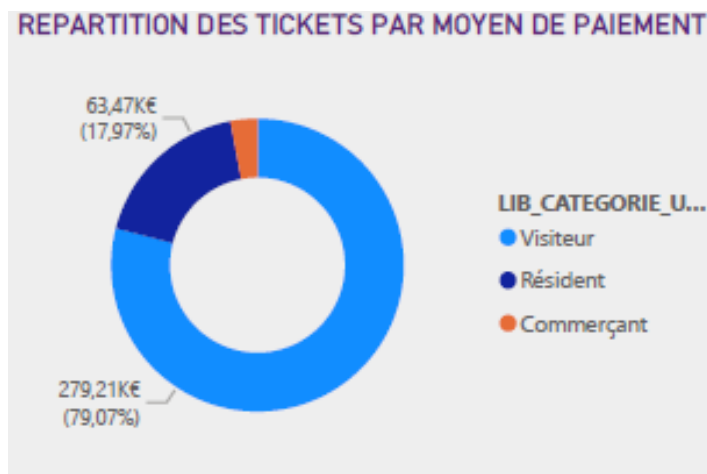
Les zones orange et rouge sont les zones les plus contrôlées afin de valider la rotation des places dans le cœur de ville.

7.2.2 Analyse des recettes de la voirie

7.2.2.1 Recettes collectées



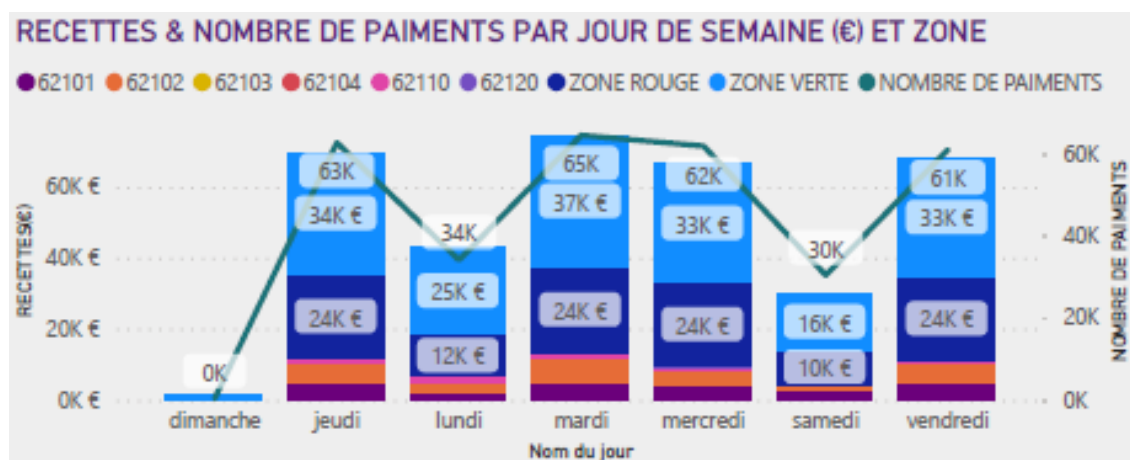
Les recettes de voirie sont en baisse de plus de 34% par rapport à l'exercice N-1, en effet, l'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire. Le ticket moyen est en hausse de 1,12€ en 2020 contre 1,08€ en 2019, ce qui peut nous permettre de conclure que le temps de stationnements est plus long qu'en 2019.



La fréquentation de la voirie est principalement du client horaire près de 80% des tickets sont pris contre 20% d'abonnement résidents.

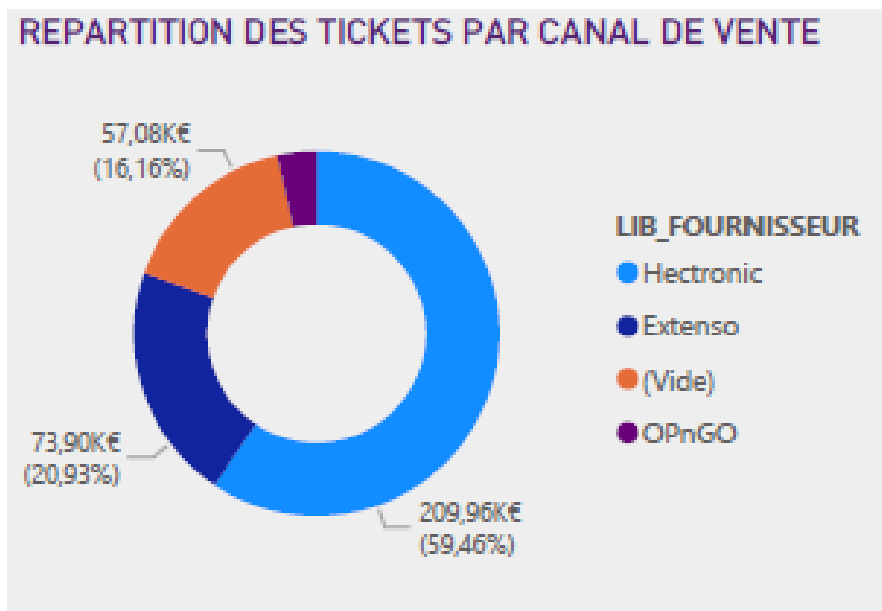
Une fréquentation quasi nulle au mois d'avril et mai à la suite de la gratuité mise en place par rapport au 1er confinement.

L'annulation du marché de Noël a entraîné la baisse de plus de 35% des fréquentations annuelles.



Les paiements sur les horodateurs en zones rouge et verte représentent plus de la moitié des tickets. Les jours de fortes affluences sont principalement du mardi au vendredi les samedi et lundi ayant une demi-journée de gratuité.

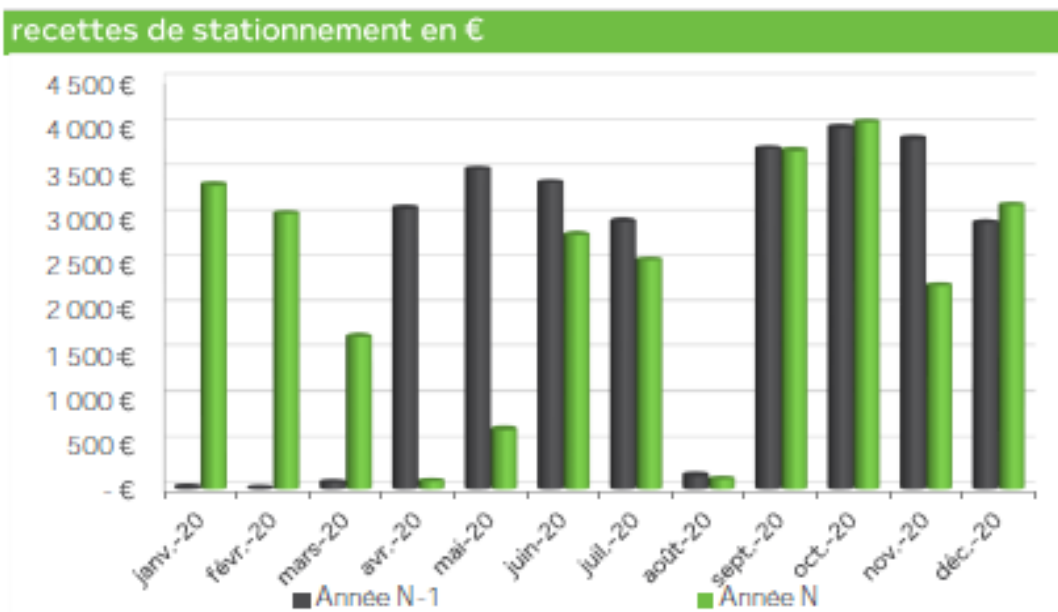
7.2.2.2 Répartition des recettes



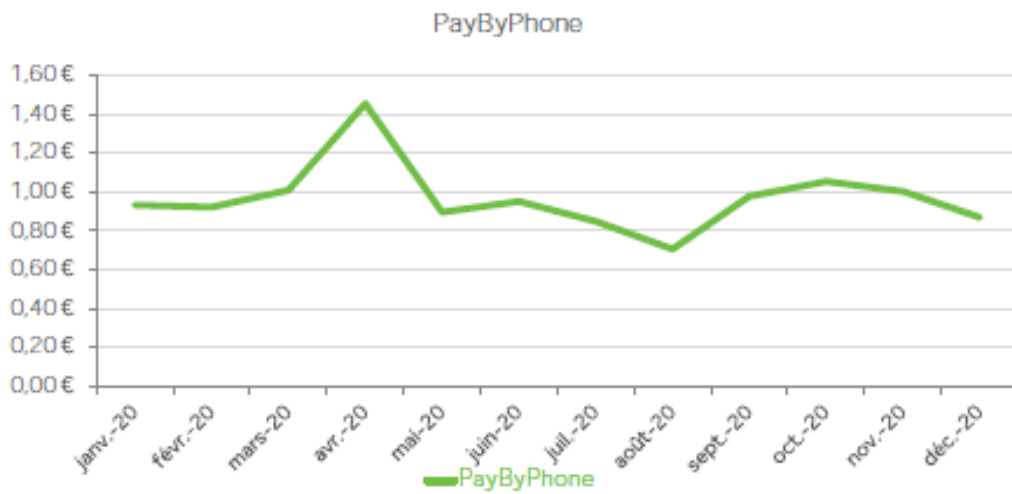
Les horodateurs restent le principal moyen de paiement du stationnement qui peut d'effectuer soit en espèces ou en carte bancaire sans contact.

Les recettes Extenso correspondent aux abonnements des résidents qui représentent environ 21%. La prédominance des tickets Pay by Phone, plus ancien opérateur, reste valable par rapport à Opngo. Ils représentent plus du triple de recettes sur l'année 2020.

RECETTES PAYBYPHONE

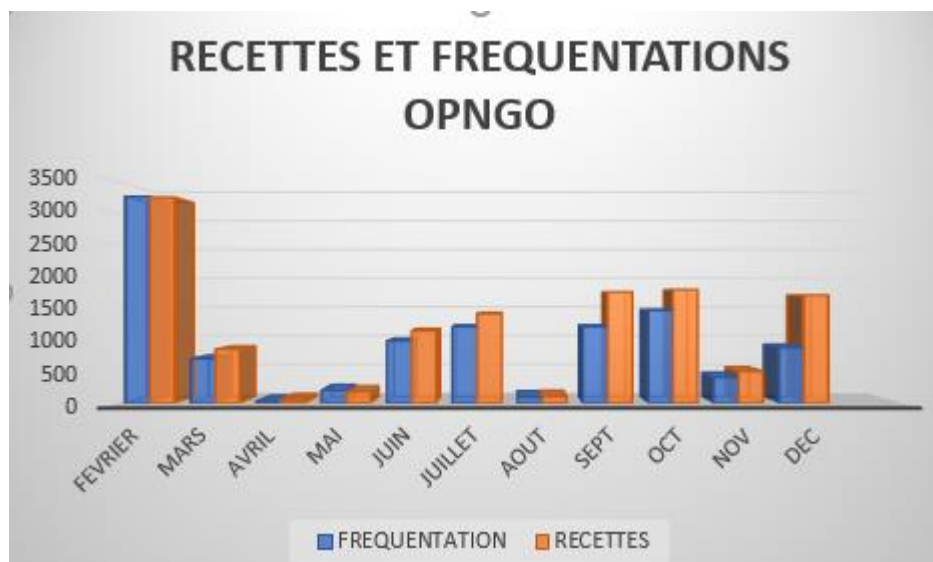


évolution du ticket moyen



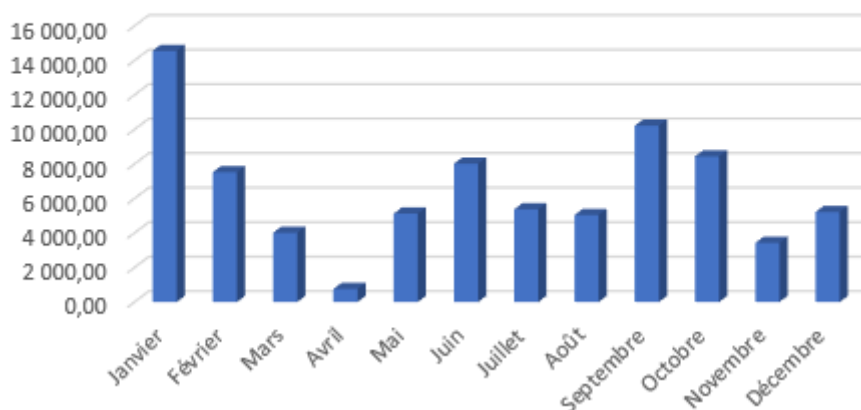
Le ticket moyen représente 0,95€ sur l'année 2020. Les recettes du deuxième semestre restent équivalentes à l'exercice l'année précédente malgré la crise sanitaire. Ce qui représente 27315€ au cumul de l'année.

RECETTES OPNGO



RECETTES RESIDENTS

RECETTES ABONNEMENTS RESIDENTS ET COMMERCANTS



Les mois les plus importants sont :

- ✓ Janvier avec 15000€ car beaucoup d'usagers souscrivent leur abonnement sur une année civile.
- ✓ Septembre avec 10300€ suite à la gratuité du mois d'août.

Pour le renouvellement chaque personne bénéficiant de l'abonnement doit chaque année nous présenter les documents qui lui permettent de bénéficier de cet abonnement à tarif préférentiel.

Pour les résidents, les documents demandés qui représentent le droit de stationner sont

- ✓ Une pièce d'identité
- ✓ Justificatif de domicile de moins de trois mois
- ✓ Carte grise à la même adresse que le justificatif de domicile.

Pour les commerçants :

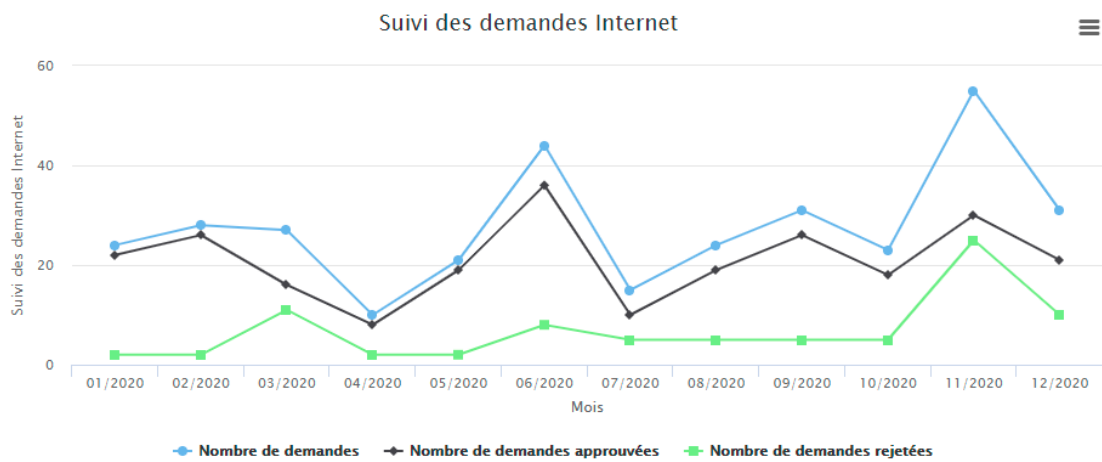
- ✓ Carte d'identité
- ✓ Carte grise
- ✓ Extrait de KBIS moins de 3 mois
- ✓ Justificatif de domicile du commerce

Toutes les pièces présentées sont scannées dans le dossier de chaque client afin que chacun puisse recevoir une alerte une semaine avant par mail lorsque les droits ou l'abonnement arrivent à échéance.

Et cela permet également de respecter le droit à la gestion des données personnelles.

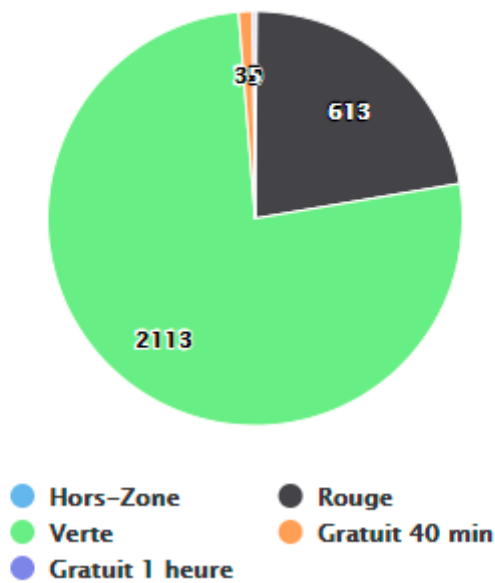
Cette demande peut être également effectuée sur le site internet : Voirie.fr.parkindigo.com.

Les documents envoyés sur le site sont étudiés pour validation selon les critères d'éligibilité par les agents INDIGO, l'utilisateur peut finaliser alors sa souscription sur internet.

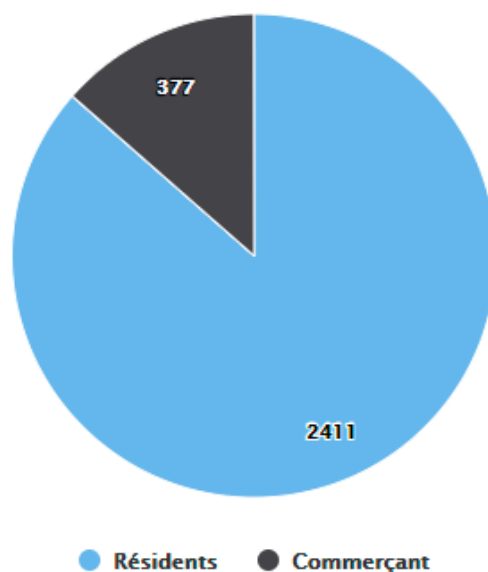


Tous les usagers habitants le centre-ville peuvent souscrire un abonnement sur le site, mais ce sont surtout ceux résidents en zone verte qui sont majoritaires car cette zone concerne principalement des habitaion à contrario de la zone rouge avec ses commerces.

Répartition des droits par zone d'habitation



Répartition des droits par usagers



85% des abonnés sont des particuliers et il est à noter que plus de 370 commerçants bénéficient d'un stationnement soit pour l'un de leurs salariés.

La boutique située au parking de l'Hôtel de Ville, reçoit les résidents de la ville pour la souscription de leurs abonnements. La boutique reste le lieu principal de la souscription, ce qui représente environ 73% des souscriptions contre 27% sur internet.

C'est la principale activité des agents de la boutique, en plus de la gestion des Forfaits Post stationnement.

Il existe deux catégories d'abonnés, les résidents avec droit à deux véhicules à 5 et 10€, et les commerçants, un véhicule à 5€. Les résidents habitent principalement en zone verte.

SUIVI DE LA ZONE ORANGE

Sur cette zone comprenant, 12 horodateurs et 200 places de stationnement, la durée de stationnement est gratuite deux heures, utilisable une fois par jour.

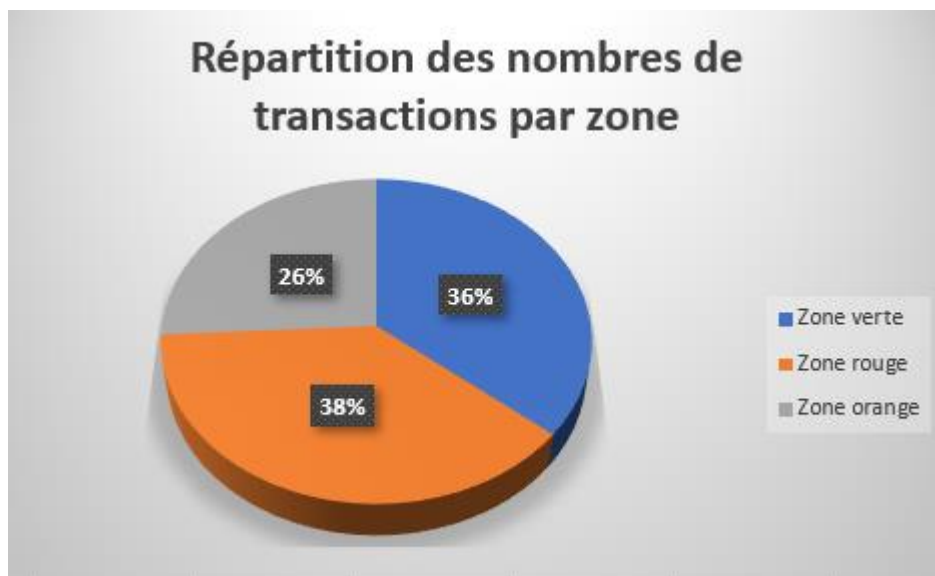
Sans tenir compte des 3 mois de gel suite aux confinements, près de 11 000 ticket gratuits mensuels sont délivrés.

La zone orange représente 26% du nombre de tickets délivrés sur l'année 2020 contre 24% en 2019

Le contrôle régulier permet une bonne rotation et la proximité du centre-ville permet de voir augmenter le ratio qui s'approche de celui des zones rouge et verte.

La zone orange remplit l'objectif d'amélioration de l'accessibilité gratuite du centre-ville.

Les zones rouges et vertes restent les zones avec des rotations équivalentes, 151 500 transactions pour la zone rouge et 142 325 pour la zone verte.



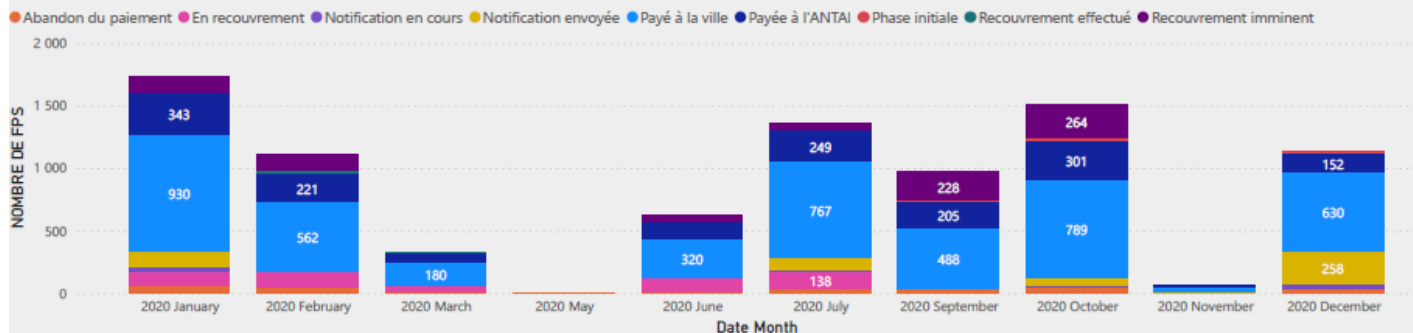
7.3 FORFAIT POST STATIONNEMENT

On retrouve la même dégradation des recettes de voirie pour celles du nombre de FPS avec une verbalisation qui chute de moitié par rapport à 2019 : 8 820 contre 16 526 fps en 2019 pour une recette de 284 520 contre 326 294 en 2019.

Le délai maximum de paiement d'un FPS est de 3 mois avant que le dossier ne passe en recouvrement, plus de deux tiers des règlements sont des FPS minorés dans la période des 5 jours et à 17€.

Il est soit payé en boutique ou sur les sites de paiement internet, au-delà c'est à l'ANTAI (Agence nationale de traitement automatisé des infractions) que se fait le paiement.

ETAT DES FPS PAYÉS PAR MOIS D'ÉMISSION



Dans le cas d'une anomalie de fonctionnement des terminaux (perte de réseau ou autres), ou d'une correction administrative du dossier, le responsable de site Indigo effectue la correction avec archivage des justificatifs. Le FPS a alors le statut « Abandon de paiement » et correspond à une annulation par les autorités compétentes.

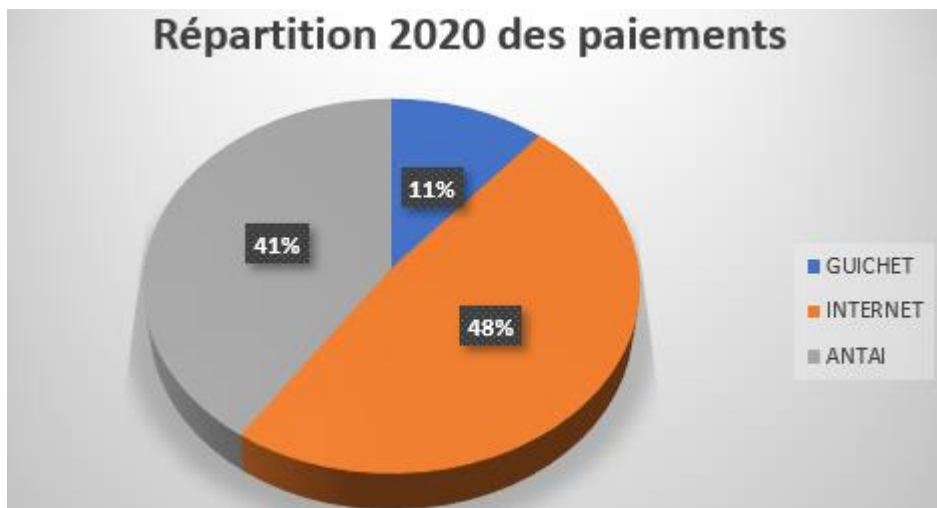
Quand cela concerne le contrôle par les ASVP (Agent de Surveillance de la Voie Publique), ou la politique de clémence de la ville, le représentant de la police municipale est habilité pour l'annulation.

35% des forfaits post stationnement est réglé lors des 5 premiers jours lors de l'émission de celui-ci,

15% sont en attente de paiement compte tenu des délais accordés.

1% des forfaits post stationnement restent en non transformés suite aux différentes demandes d'annulations par rapport aux motifs suivants :

- à une contestation
- à une erreur de saisie de plaque d'immatriculation lors de la verbalisation
- aux plaques étrangères



11% de paiements s'effectuent en boutique, 5% de moins que l'année précédente, suite aux différentes fermetures liées au confinement. Le paiement privilégié est la carte bancaire qui représente les 2/3 des recettes de forfait post stationnement.

48% des Forfait post stationnement sont réglés sur internet.

41% des personnes effectuent leur règlement à l'ANTAI (après le délai de 5 jours) suite à la majoration de Forfait post stationnement soit par téléphone, voie postale ou Internet.

7.4 RAPO (Recours Administratif Préalable Obligatoire)

L'utilisateur peut être en désaccord avec le forfait post stationnement émis. Pour cela il a la possibilité d'effectuer un recours via le lien beauvais.usagers.tefps.fr ou soit par voie postale.

En 2020 274 RAPO ont été effectués, 63 ont été acceptés ce qui représente environ 23% de taux d'acceptation.

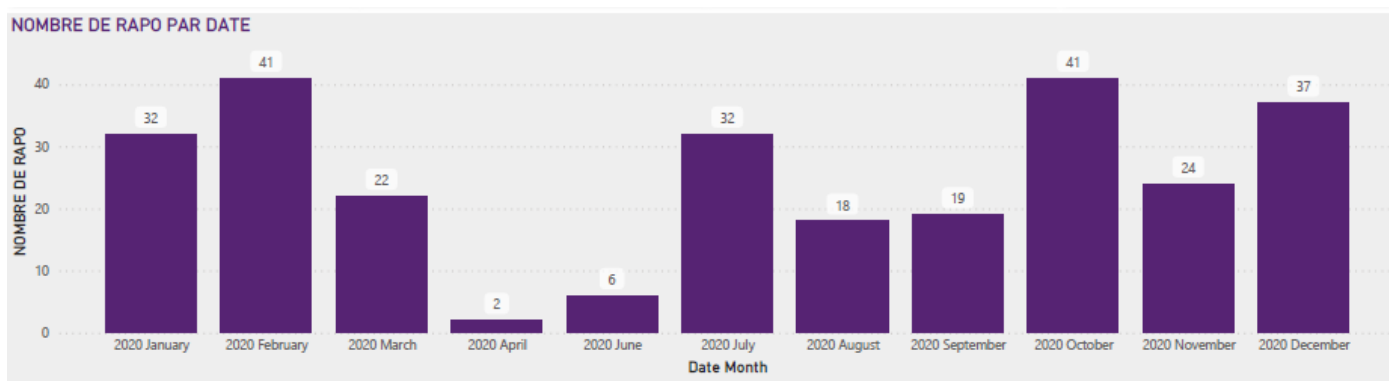
210 ont été rejetés soit un peu plus de 75%.



Comparativement à 2019, déjà une bonne année, la gestion de la verbalisation s'améliore avec la baisse des demandes en recours et les validations par la commission du respect des procédures par Indigo et les autorités de la ville.

Les principaux motifs rejets sont :

- Modalités d'envoi non respectées (carte PMR apposée en photocopie, plaque d'immatriculation non conforme...)
- Contestation hors délai
- Mauvaise saisie de la plaque d'immatriculation
- Demande d'indulgence refusée par la ville.



7.5 CALCUL DE LA REDEVANCE AU DELEGANT

Le calcul de la redevance au délégant pour l'année 2020 est détaillé en annexe.



8 Annexes

Annexe 1 : Présentation des Méthodes et des Eléments de Calcul Economique Annuel et Pluriannuel

Annexe 2 : Gestion des frais de structure

Annexe 3 : Etablissement des Comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public

Annexe 4 : Comptes du délégataire

Annexe 5 : Information sur le patrimoine

Annexe 6 : Détermination de la redevance

Annexe 7 : Tableaux de bords annuels

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice ont été établis dans le respect des principes généraux comptables et conformément aux conventions, règles et méthodes d'évaluation générales comptables. Les comptes arrêtés au 31 décembre 2020 ont été préparés dans le respect des conventions générales prescrites par le plan comptable général, issu du règlement ANC n° 2014-03.

Par ailleurs, la société applique les dispositions comptables du règlement ANC n°2015-06 relatif au fonds commercial et au mali technique. L'application de ce règlement n'a pas d'incidence sur les comptes de la société.

La méthode de base retenue pour l'évaluation du patrimoine de la concession est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent :

(a) Les concessions

Sous cette rubrique figurent les droits d'entrée versés pour l'exploitation de certains parcs de stationnement ainsi que les immobilisations du domaine concédé incluant tout type d'immobilisations, revenant au concédant sans indemnité, au terme normal du contrat de concession. Il s'agit principalement :

- de gros-œuvre et de certains biens non renouvelables. Ces biens sont évalués à leur coût historique. Ces ouvrages ainsi que les droits d'entrée sont amortis linéairement sur la durée des contrats concernés sauf pour certains qui ont été dotés, à leur origine, d'un plan d'amortissement progressif.

- d'agencements renouvelables, d'installations techniques et de matériels amortis linéairement sur la durée probable d'utilisation.

(b) Les autres immobilisations incorporelles

Sous cette rubrique figurent notamment les logiciels. Ils sont amortis selon leur nature sur des durées variant de 1 à 5 ans.

2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent les investissements propres à la société. Il s'agit de :

(a) constructions :

Parcs en pleine propriété ou bien acquis dans le cadre de baux à construction ou de baux emphytéotiques. Ces immobilisations sont évaluées et amorties linéairement sur une durée de 30 à 50 ans.

(b) matériels et outillages et autres immobilisations corporelles :

Ces éléments sont évalués à leur coût d'acquisition et amortis selon la durée de vie du bien. Les durées les plus couramment pratiquées sont les suivantes :

Immobilisations	Durée	Mode
Installation technique, matériel et outillage	2 à 30 ans	linéaire
Installation générale, agencement, aménagement	7 à 10 ans	linéaire
Matériel de transport	4 ans	linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	linéaire
Mobilier	7 à 9 ans	linéaire

La société applique les modalités d'amortissements dites de durée de vie utile. Ces modalités consistent à amortir le dernier renouvellement sur la durée résiduelle du contrat.

3. Provisions

Renouvellement et grosses réparations :

Sauf obligation contractuelle il n'est pas constitué de provision de renouvellement ou grosses réparations dans la mesure où ces dépenses sont immobilisées selon les méthodes décrites aux points 1 et 2.

GESTION DES FRAIS DE STRUCTURE Exercice 2020

A. Description du mécanisme de gestion des frais de structure du groupe INDIGO

Conformément aux règles d'organisation du groupe INDIGO, motivée par des objectifs de rationalisation et d'harmonisation des moyens mis en œuvre, la Société Délégataire confie aux sociétés compétentes du groupe, la société Indigo Park et la société Indigo Group depuis 2015, des missions de prestations de services pour l'exploitation des sites gérés par le groupe.

Les moyens des sociétés Indigo Park et Indigo Group comprennent ainsi les services dits communs correspondant aux services administratifs et fonctionnels du groupe INDIGO répartis géographiquement entre le siège social à Puteaux et les Directions Régionales.

Cette organisation permet aux sociétés Indigo Group et Indigo Park de disposer de moyens, notamment humains, importants et spécialisés, au bénéfice de l'ensemble des sociétés du groupe.

Ces frais de structure sont supportés par la Société Délégataire selon la méthode décrite ci-dessous.

B. Clé de répartition des frais de structure - Eléments chiffrés

La clé de répartition des frais de structure repose sur le chiffre d'affaires.

Les conventions de prestations de services internes du groupe prévoient, comme c'est l'usage communément admis dans l'OCDE, une refacturation basée sur l'assiette réelle des dépenses des sociétés Indigo Park et Indigo Group, ramenée à la quote-part de chiffre d'affaires du contrat dans le chiffre d'affaires consolidé.

La convention de licence de marque prévoit une rémunération basée sur un pourcentage de chiffre d'affaires, ici encore dans le cadre d'un usage communément admis dans l'OCDE.

Ainsi, concernant l'exercice 2020, l'affectation des frais de structure correspond à 10,16% du chiffre d'affaires du contrat de délégation de service public.

C. Gestion de l'Activité par les frais de structure

Indigo Park assure ainsi des missions de gestion technique, administrative, commerciale et comptable afférente à l'exploitation et exécute toutes les tâches relevant d'une gestion courante de ladite exploitation. A cette fin, la Société Indigo Park remplit notamment les missions suivantes :

1. Exécution directe de l'activité

- Recrutement et gestion administrative du personnel nécessaire à l'exécution de l'Activité,
- Etablissement de la paie du personnel,
- Suivi des litiges et des contentieux prud'homaux,
- Animation des instances sociales représentatives et relations avec les syndicats patronaux et des salariés,
- Mise en œuvre du plan de formation professionnelle continue,
- Etablissement des statistiques d'exploitation, des rapports d'activité et de tous autres documents auxquels la société est assujettie légalement ou contractuellement.

2. Missions d'exploitation

- Suivi technique des sites de stationnement (parcs ou voirie) dont la gestion a été confiée à la Société ou dont elle est propriétaire et de leurs équipements,
- Entretien des sites précités,
- Maintenance et entretien des équipements précités,
- Choix des et relations avec les fournisseurs, le cas échéant conformément aux et avec le bénéfice des conditions d'achat propres au groupe INDIGO,
- Collecte des recettes pour le compte de la Société ou de ses clients amont,
- Relations avec les clients amonts,
- Relations avec les usagers/utilisateurs, notamment dans le cadre du Centre de Relation Clients (le « CRC ») ainsi que du Centre National de Télé-Opération (le « CNTO ») ou des Centres Régionaux de Télé-Opération (les « CRTO »),
- Mise en œuvre de la politique de qualité et de services du Groupe, ainsi que de sa charte graphique et de ses normes en matière d'aménagement et de signalétique mais aussi de politique environnementale,
- Application des dispositions contractuelles et réglementaires,
- Application et contrôle du respect des règles de sécurité,
- Recrutement et gestion du personnel nécessaire à l'exécution de l'Activité,

- Etablissement des statistiques, des rapports d'activité et plus généralement de tous autres documents à la production desquels la Société est assujettie légalement ou contractuellement, aux fins de validation par la Société et envoi par cette dernière, en tant que de besoin, aux destinataires concernés,
 - Définition des conditions d'exploitation et surveillance générale de l'exploitation.
3. Missions commerciales
- Etudes de marché,
 - Prospection de marché,
 - Animation commerciales, développement de la clientèle aval,
 - Etude des produits et tarifs.
4. Missions administratives
- Etablissement des règlements intérieurs,
 - Suivi de la réglementation spécifique à l'Activité,
 - Suivi des dossiers contentieux en demande ou en défense, qu'ils soient ou non liés à des sinistres couverts par une police d'assurance,
 - Suivi et rédaction de contrats et d'avenants,
 - Etablissement des contrats d'abonnement et de location ou de cession de droits d'occupation (dont les amodiations),
 - Gestion du programme d'assurances, comprenant la souscription des polices d'assurance bénéficiant directement ou indirectement à la Société, ainsi que la gestion complète des sinistres subis par la Société ou causés aux tiers dans le cadre de l'Activité,
 - Suivi de la conformité à la réglementation, notamment en ce qui concerne la protection des données à caractère personnel, la situation des fournisseurs ou la lutte contre la corruption.
5. Gestion de la société délégataire
- Gestion du système informatique et mise en place de nouveaux logiciels et équipements,
 - Contrôle de gestion, suivi budgétaire,
 - Elaboration, mise en place et suivi des procédures comptables,
 - Gestion de la trésorerie et des financements, négociation auprès des organismes bancaires des conditions de crédit ou de placement,
 - Tenue de la comptabilité et établissement des déclarations fiscales,
 - Etablissement de la consolidation et du reporting de gestion selon les normes appliquées par le Groupe INDIGO,
 - Relations avec les Commissaires aux comptes,
 - Gestion des réunions des organes sociaux et plus généralement toutes tâches relevant du droit des sociétés, ainsi que des délégations de pouvoirs en toutes matières,
 - Suivi de la conformité à la réglementation, notamment en ce qui concerne la protection des données à caractère personnel ou la lutte contre la corruption.

Indigo Group consent une licence d'utilisation de ses marques et noms de domaine à la Société Délégataire et lui apporte son expertise dans les domaines suivants :

1. Politique de marque
Définition, coordination de la politique d'image du Groupe en France et à l'international, validation des événementiels, de la communication externe et interne, actions de développement et de suivi propre au Groupe.
2. Stratégie, études, développement
Définition des axes de stratégie, du marketing et de la communication du Groupe, réflexion sur les opérations de croissance externe ou de partenariat, validation des opérations retenues, réalisation d'études de marché et d'une veille concurrentielle.
3. Financement
Opérations de financements long terme, gestion des taux d'intérêt et du change, cautionnements et garanties, opérations en capital, prêts, relations avec les banques et les organismes de notation, politique de financement.
4. Innovation
Promotion, coordination, impulsion et validation des innovations retenues.

5. Audit interne
Sécurisation des données informatiques et monétiques, de création de valeur des organisations.

Les sociétés Indigo Park et Indigo Group interviennent sous le contrôle et la responsabilité de la société Délégataire qui reste, en tout état de cause le seul et unique cocontractant de la collectivité délégante.

PRESENTATION DES METHODES ET DES ELEMENTS DE CALCUL ECONOMIQUE ANNUEL ET PLURIANNUEL**(Articles R 3131-3 - 1°) – a et b du code de la commande publique)**

- Les méthodes et éléments de calcul économique sont identiques et homogènes pour l'ensemble des sociétés françaises du groupe INDIGO.
- La structure analytique de notre société est identique à celle des autres sociétés du groupe.
- Le compte de résultat de l'exploitation reprend la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP), issues de la comptabilité analytique de notre société.
- Dans tous les cas, les éléments comptables, financiers et économiques présentés dans le rapport du délégataire émanent des états financiers de la comptabilité générale du délégataire ou du siège auquel il se rattache, établis conformément aux principes du Plan Comptable Général. Ils ont pour vocation la présentation économique des données financières de la DSP sur la durée du contrat et retracent la réalité économique du service.

Les principaux éléments concourant à l'établissement du compte annuel de résultat d'exploitation se composent en :

1. Produits et charges directs

Les opérations sont directement affectables au contrat ou à l'ouvrage. C'est le cas de la plus grande partie des postes figurant au compte de résultat :

- Produits : chiffre d'affaires, subvention d'exploitation et appels de charges amodiataires, ainsi que les produits divers.

- Charges : frais de personnel, frais d'entretien, maintenance et réparation, coûts liés à l'énergie et aux consommables, autres services extérieurs et honoraires, frais de fonctionnement administratifs et commerciaux, frais de sinistres nets de remboursement d'assurances, redevances et loyers dues au concédant, Contribution Economique Territoriale et Taxes foncières, charges de gros entretien et les charges de crédit-bail (amortissement et intérêts) le cas échéant.

2. Charges calculées

Il s'agit essentiellement de la quote-part annuelle d'amortissement¹ liée à l'investissement d'origine et aux investissements de renouvellement, ainsi que les dotations aux amortissements de fin de contrat qui sont constatées dès que la durée d'utilité des équipements excède la durée du contrat et que le délégataire a l'obligation de les remettre gratuitement au délégant au terme normal du contrat.

Les règles et modalités comptables sont décrites dans l'annexe 1.

¹ Hors impairment tests : le compte de résultat de l'exploitation reprend la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP), issues de la comptabilité analytique de notre société en excluant à compter de l'exercice 2015 l'impact des impairment tests, en cohérence avec la présentation de l'inventaire du patrimoine de la délégation de service public.

3. Charges indirectes

Elles recouvrent l'ensemble des frais communs nécessaires à plusieurs ouvrages ou contrats. Ceux-ci sont mutualisés au sein de sociétés prestataires

a. Les frais de structure

Les frais de structure relatifs à l'exercice 2020 sont facturés au moyen d'une clé de répartition dont le mécanisme est décrit à l'annexe 2.

b. Les polices d'assurances

Elles sont négociées annuellement au niveau du groupe INDIGO, afin de bénéficier d'économies d'échelles et regroupent :

- la Responsabilité Civile d'exploitation,
- la police Dommages parcs et locaux d'exploitation.

Elles sont affectées à chaque site d'exploitation au prorata du chiffre d'affaires généré par celui ci.

c. Les charges financières

Quel que soit le mode de financement de l'ouvrage ou du contrat (emprunt ou fonds propres), il en résulte nécessairement une charge financière représentative du coût de ce financement.

Au sein du groupe INDIGO, il est réalisé une affectation standard de cette charge financière. Pour l'exercice 2020, il est appliqué un pourcentage de 4,5% à la valeur non amortie, hors incidences des éventuelles dépréciations d'actifs au 31/12/2020. Le taux est revu annuellement à compter de l'exercice 2018 afin de refléter le coût d'endettement du groupe INDIGO et l'évolution de la conjoncture économique.

* *
*

**ETABLISSEMENT DES COMPTES RETRAÇANT LA TOTALITE DES OPERATIONS
AFFERENTES A L'EXECUTION DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
(données comptables – exercice 2020)**

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (loi n° 95.127 du 8 février 1995) et à l'article L 3131 – 5 du code de la commande publique, notre société est tenue de présenter à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public.

Les articles R 3131-2 à R3131-4 du code de la commande publique, encadrent son contenu en énumérant les « *données comptables* » qui doivent figurer dans le compte-rendu retraçant les opérations de l'exercice comptable :

- a- Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours.
Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon les critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes et notamment les charges de structure ;
- b- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;
- c- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;
- d- Un compte-rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement y compris au regard des normes environnementales et de sécurité ;
- e- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation ;
- f- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;
- g- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué ;
- h- Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la délégation de service public et nécessaires à la continuité du service public.

Plus précisément, vous trouverez dans notre rapport les éléments répondant aux points rappelés ci-dessus, étant précisé que notre société s'est rapprochée du modèle préconisé par l'ordre des experts comptables (« le rapport annuel du délégataire de service public », édité par Le courrier des Maires et des Elus Locaux)

Vous trouverez jointes au compte annuel de résultat de l'exploitation les pièces suivantes :

- Présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel (a/b).
- Annexe 1- règles et méthodes comptables (a/b), intégrant la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel d'exploitation de la délégation (e)
- Annexe 2 – gestion des services communs (a/b).

A la lumière des explications données par l'ordre des experts comptables dans l'ouvrage relatif au rapport annuel du délégataire de service (analyse de l'obligation et du contenu du rapport à jour du décret du 14 mars 2005), la rubrique relative à l'état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat (I-c) de l'article R3131-3 du code de la commande publique, a pour objet les acquisitions ou cessions de biens immeubles intervenus dans le cadre du contrat.

Concernant le compte-rendu de situation des biens et immobilisations (art. R 3131-4 (1°-a) du code de la commande publique), nous vous renvoyons d'une part au descriptif des équipements visés dans le rapport, et d'autre part le cas échéant au programme prévisionnel d'investissement pour l'exercice 2020.

Ensuite, l'inventaire des biens de la délégation, prévu au paragraphe 1° - c) de l'article R 3131-4 du code de la commande publique est intégré dans le rapport.

Il est complété par un état récapitulatif des investissements immobilisés nécessaires à l'exploitation du service public délégué réalisés au cours de l'exercice 2020 (art. R 3131-4 1° -b du code de la commande publique), ainsi qu'un état des autres dépenses de renouvellement (ayant la nature de charge) réalisées dans l'année (art. R 3131-3 -1° - c du code de la commande publique).

Enfin, à ce jour, seuls la reprise du personnel affecté à l'exécution de chaque contrat et le cas échéant les contrats de crédit-bail, nous semblent devoir être recensés comme des engagements à incidences financières nécessaires à la continuité du service public délégué (art. R 3131-4 -1° - d du code de la commande publique).

Par la production de ce rapport, notre société a rempli les obligations qui lui sont imposées par l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, et les articles L 3131 - 5 et R3131-2 et suivants du code de la commande publique. Il sera présenté lors d'une prochaine réunion de l'Assemblée Délibérante qui prend acte de sa transmission.

Dans le cadre plus général de son droit de contrôle, le délégant peut souhaiter avoir communication d'éléments supplémentaires, en dehors des obligations liées à la remise du rapport du délégataire. Notre société apportera bien entendu toutes les réponses utiles. Si la communication de ces éléments est souhaitée en vue de l'Assemblée Délibérante ayant pour objet de prendre acte de la transmission du rapport, nous vous remercions de bien vouloir nous réserver un délai raisonnable de préparation et de réponse.

Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport dont le délégant souhaiterait avoir communication dans le cadre de son droit de contrôle, sont tenues à sa disposition.

Puteaux – La Défense, le 30 mars 2021

Le Directeur Administratif et Financier
Etienne PIQUET



COMPTES DU DELEGATAIRE

SITE_600004 - BEAUVAIS FOCH - 2020

PARC DE STATIONNEMENT	600004 Beauvais Foch
DELEGANT	Ville de BEAUVAIS
DELEGATAIRE	BEAUVAIS STATIONNEMENT
ANNEE	2020

Compte de résultat de la délégation de service public au 31/12/2020

EN H.T.	Année 2019	Année 2020	2020 / 2019 en valeur	2020 / 2019 en %
Horaires parcs	75 652	32 211	-43 441	-57,4%
Abonnés parcs	24 939	19 480	-5 458	-21,9%
Voirie				
Garantie de recettes villes				
Prestation de services				
Activité de Contrôle				
Appels de charges amodiataires				
Activités annexes	53	67	13	24,9%
Sous Total Chiffre d'Affaires	100 644	51 757	-48 886	-48,6%
Subventions d'exploitation				
Autres Produits	0		-0	-100,0%
Sous Total Autres Produits	0		-0	-100,0%
Total Produits d'Exploitation	100 644	51 757	-48 886	-48,6%
Personnel Interne Au Groupe VP (Yc Personnel Technique)				
Personnel Contrat à Durée Déterminée				
Autre Personnel externe et Frais Divers				
Personnel Intérimaire d'Exploitation				
Prestations de Nettoyage				
Prestations de Gardiennage				
Sous Total Frais de Personnel				
Entretien : Interventions Techniques et Fournitures	-965	-2 072	-1 107	114,7%
Entretien : Contrats	-0	-5 363	-5 363	#####
Electricité, Fluides		-2 214	-2 214	
Autres Prestations Sous Traitées				
Frais de Télécommunication	-1 177	-1 396	-219	18,6%
Location Matériel d'Exploitation				
Sous Total Autres Frais d'Exploitation	-2 142	-11 045	-8 903	415,6%
Actions Commerciales	-54	-316	-262	487,1%
Collecte de Fonds et Commissions	-949	-2 414	-1 465	154,4%
Frais Administratifs et Divers				
Sous Total Frais Fonct. Adm. & Commerc.	-1 003	-2 729	-1 727	172,3%
Total Charges Directes d'Exploitation	-3 145	-13 774	-10 630	338,0%
Police d'Assurances	-609	-369	239	-39,3%
Sinistres				
Loyers, Charges Locatives et de Co-Propriété	-507	-307	201	-39,5%
Redevances Aux Concedants	-1 014		1 014	-100,0%
Taxes et Versements Assimilés	-3 023	-1 130	1 893	-62,6%
Autres Charges et Provisions Courantes	-4		4	-100,0%
Charges de Gros Entretien				
Frais de Pilotage et d'Encadrement Région	-2 214	-1 046	1 168	-52,7%
Frais Généraux Siège	-6 793	-4 213	2 580	-38,0%
Total Autres Charges d'Exploitation	-14 164	-7 065	7 099	-50,1%
Total Autres Charges d'Exploitation	-14 164	-7 065	7 099	-50,1%
Total Charges d'Exploitation	-17 308	-20 840	-3 531	20,4%
Autres Charges Non Courantes				
Dot. Amort. Mat. Bureau / Transport				
Dotations aux amortissements d'Exploitation	-5 761	-6 082	-321	5,6%
Autres Provisions Non Courantes				
Total Amortissements et Provisions Non Courantes	-5 761	-6 082	-321	5,6%
Total Charges Non Courantes	-5 761	-6 082	-321	5,6%
EBIT	77 575	24 836	-52 739	-68,0%
Frais Financiers	-1 100	-785	315	-28,7%
Total Frais Financiers	-1 100	-785	315	-28,7%
Total Frais Financiers	-1 100	-785	315	-28,7%
Resultat Net avant Impot Parc	76 474	24 051	-52 424	-68,6%
Prestations Internes				
Prestations Internes				
Prestations Internes				

COMPTES DU DELEGATAIRE

SITE_600005 - BEAUVAIS HÔTEL DE VILLE - 2020

PARC DE STATIONNEMENT	600005 Beauvais Hôtel de Ville
DELEGANT	Ville de BEAUVAIS
DELEGATAIRE	BEAUVAIS STATIONNEMENT
ANNEE	2020

Compte de résultat de la délégation de service public au 31/12/2020

EN H.T.	Année 2019	Année 2020	2020 / 2019 en valeur	2020 / 2019 en %
Horaires parcs	24 400	29 039	4 639	19,0%
Abonnés parcs	140 085	140 600	515	0,4%
Voirie				
Garantie de recettes villes				
Prestation de services				
Activité de Contrôle				
Appels de charges amodiataires				
Activités annexes	-1 208	2 510	3 718	-307,8%
Sous Total Chiffre d'Affaires	163 277	172 149	8 872	5,4%
Subventions d'exploitation				
Autres Produits				
Sous Total Autres Produits				
Total Produits d'Exploitation	163 277	172 149	8 872	5,4%
Personnel Interne Au Groupe VP (Yc Personnel Technique)	-128 460	-122 539	5 921	-4,6%
Personnel Contrat à Durée Déterminée				
Autre Personnel externe et Frais Divers	-28 304	-9 321	18 983	-67,1%
Personnel Intérimaire d'Exploitation	-20 736	-8 612	12 124	-58,5%
Prestations de Nettoyage	-425		425	-100,0%
Prestations de Gardiennage	198		-198	-100,0%
Sous Total Frais de Personnel	-177 726	-140 472	37 254	-21,0%
Entretien : Interventions Techniques et Fournitures	-16 805	-7 774	9 031	-53,7%
Entretien : Contrats	-1 163	-18 380	-17 218	1480,8%
Electricité, Fluides	-16 946	-15 666	1 280	-7,6%
Autres Prestations Sous Traitées				
Frais de Télécommunication	-3 768	-1 676	2 092	-55,5%
Location Matériel d'Exploitation	-1 960	-7 287	-5 327	271,7%
Sous Total Autres Frais d'Exploitation	-40 643	-50 783	-10 141	25,0%
Actions Commerciales	-2 184	-476	1 709	-78,2%
Collecte de Fonds et Commissions	-763	-2 356	-1 593	208,7%
Frais Administratifs et Divers	-756	-571	185	-24,5%
Sous Total Frais Fonct. Adm. & Commerc.	-3 704	-3 403	301	-8,1%
Total Charges Directes d'Exploitation	-222 073	-194 658	27 415	-12,3%
Police d'Assurances	-1 924	-2 216	-292	15,2%
Sinistres	-1 039		1 039	-100,0%
Loyers, Charges Locatives et de Co-Propriété	-999	-883	115	-11,5%
Redevances Aux Concedants				
Taxes et Versements Assimilés	-5 630	-4 909	721	-12,8%
Autres Charges et Provisions Courantes	-505	-1 630	-1 125	222,8%
Charges de Gros Entretien				
Frais de Pilotage et d'Encadrement Région	-3 592	-3 477	115	-3,2%
Frais Généraux Siège	-11 020	-14 014	-2 994	27,2%
Total Autres Charges d'Exploitation	-24 709	-27 129	-2 420	9,8%
Total Autres Charges d'Exploitation	-24 709	-27 129	-2 420	9,8%
Total Charges d'Exploitation	-246 782	-221 787	24 995	-10,1%
Autres Charges Non Courantes				
Dot. Amort. Mat. Bureau / Transport	-356	-768	-412	115,7%
Dotations aux amortissements d'Exploitation	-32 738	-104 966	-72 228	220,6%
Autres Provisions Non Courantes				
Total Amortissements et Provisions Non Courantes	-33 094	-105 734	-72 640	219,5%
Total Charges Non Courantes	-33 094	-105 734	-72 640	219,5%
EBIT	-116 599	-155 372	-38 773	33,3%
Frais Financiers	-16 245	-14 129	2 116	-13,0%
Total Frais Financiers	-16 245	-14 129	2 116	-13,0%
Total Frais Financiers	-16 245	-14 129	2 116	-13,0%
Resultat Net avant Impot Parc	-132 844	-169 501	-36 658	27,6%
Prestations Internes				
Prestations Internes				
Prestations Internes				

COMPTES DU DELEGATAIRE

SITE_600003 - BEAUVAIS VOIRIE - 2020

PARC DE STATIONNEMENT	600003 Beauvais Voirie
DELEGANT	Ville de BEAUVAIS
DELEGATAIRE	BEAUVAIS STATIONNEMENT
ANNEE	2020

Compte de résultat de la délégation de service public au 31/12/2020

EN H.T.	Année 2019	Année 2020	2020 / 2019 en valeur	2020 / 2019 en %
Horaires parcs				
Abonnés parcs				
Voirie	256 125	163 787	-92 338	-36,1%
Garantie de recettes villes	67 321	29 706	-37 615	-55,9%
Prestation de services				
Activité de Contrôle				
Appels de charges amodiataires				
Activités annexes				
Sous Total Chiffre d'Affaires	323 446	193 493	-129 953	-40,2%
Subventions d'exploitation				
Autres Produits	0	0		0,0%
Sous Total Autres Produits	0	0		0,0%
Total Produits d'Exploitation	323 446	193 493	-129 953	-40,2%
Personnel Interne Au Groupe VP (Yc Personnel Technique)	-966	-15 258	-14 292	1479,7%
Personnel Contrat à Durée Déterminée				
Autre Personnel externe et Frais Divers				
Personnel Intérimaire d'Exploitation	1 184		-1 184	-100,0%
Prestations de Nettoyage				
Prestations de Gardiennage				
Sous Total Frais de Personnel	218	-15 258	-15 476	-7087,4%
Entretien : Interventions Techniques et Fournitures	-31 995	-25 731	6 264	-19,6%
Entretien : Contrats	-19 885	-3 226	16 659	-83,8%
Electricité, Fluides	-596	-1 245	-649	108,9%
Autres Prestations Sous Traitées				
Frais de Télécommunication	-10 108	-6 978	3 130	-31,0%
Location Matériel d'Exploitation				
Sous Total Autres Frais d'Exploitation	-62 584	-37 181	25 403	-40,6%
Actions Commerciales				
Collecte de Fonds et Commissions	-14 355	-9 576	4 780	-33,3%
Frais Administratifs et Divers	-175	-254	-79	45,3%
Sous Total Frais Fonct. Adm. & Commerc.	-14 530	-9 830	4 700	-32,3%
Total Charges Directes d'Exploitation	-76 896	-62 269	14 628	-19,0%
Police d'Assurances	-608	-426	182	-29,9%
Sinistres				
Loyers, Charges Locatives et de Co-Propriété	-1 671		1 671	-100,0%
Redevances Aux Concédants				
Taxes et Versements Assimilés	-8 299	-3 502	4 798	-57,8%
Autres Charges et Provisions Courantes	-17		17	-100,0%
Charges de Gros Entretien		-12 024	-12 024	
Frais de Pilotage et d'Encadrement Région	-7 116	-3 909	3 207	-45,1%
Frais Généraux Siège	-21 833	-15 750	6 083	-27,9%
Total Autres Charges d'Exploitation	-39 544	-35 611	3 933	-9,9%
Total Autres Charges d'Exploitation	-39 544	-35 611	3 933	-9,9%
Total Charges d'Exploitation	-116 440	-97 880	18 560	-15,9%
Autres Charges Non Courantes				
Dot. Amort. Mat. Bureau / Transport				
Dotations aux amortissements d'Exploitation	-57 732	-147 674	-89 942	155,8%
Autres Provisions Non Courantes				
Total Amortissements et Provisions Non Courantes	-57 732	-147 674	-89 942	155,8%
Total Charges Non Courantes	-57 732	-147 674	-89 942	155,8%
EBIT	149 273	-52 061	-201 334	-134,9%
Frais Financiers	-23 201	-19 323	3 878	-16,7%
Total Frais Financiers	-23 201	-19 323	3 878	-16,7%
Total Frais Financiers	-23 201	-19 323	3 878	-16,7%
Resultat Net avant Impot Parc	126 072	-71 384	-197 456	-156,6%
Prestations Internes		-0	-0	
Prestations Internes		-0	-0	
Prestations Internes		-0	-0	

Informations sur le patrimoine de la délégation au 31 décembre 2020

Parc de stationnement Beauvais Foch

Code sous-classe immo.	Libellé Compte	Valeur Brute au 31/12/2020	Cumul Amortissement au 31/12/2020	Valeur Nette Comptable au 31/12/2020
BIENS DE RETOUR	MAT ET OUTILLAGE EN CONCESSION	35 044 -	22 254	12 790
	MAT ET OUTILLAGE EN CONCESSION	10 671 -	179	10 492
Total BIENS DE RETOUR		45 715 -	22 434	23 281
Total général		45 715 -	22 434	23 281

*quote part des actifs immobilisés détenus par Indigo Park

Parc de stationnement Beauvais Foch

en euros H.T.	31/12/2020
Immobilisations Valeur Comptable Brute	45 715
Immobilisations Valeur Comptable Nette	23 281
Immobilisation en cours	-3 720

Informations sur le patrimoine de la délégation au 31 décembre 2020

Parc de stationnement Beauvais Hôtel de Ville

Code sous-classe immo.	Libellé Compte	Valeur Brute au 31/12/2020	Cumul Amortissement au 31/12/2020	Valeur Nette Comptable au 31/12/2020
BIENS DE RETOUR	AAI EN CONCESSION	331 280 -	136 923	194 357
	BIENS DE RETOUR NON RENOUVELABLE	9 770 -	5 862	3 908
	MAT ET OUTILLAGE EN CONCESSION	43 118 -	19 126	23 992
	MAT ET OUTILLAGE EN CONCESSION	10 863 -	182	10 681
Total BIENS DE RETOUR		395 031 -	162 094	232 938
BIENS DE REPRISE*	AAI EN CONCESSION	4 870 -	2 234	2 636
	INST.GEN.AG.AMENAG.CONST.&TERR.D	956 -	765	191
	LOGICIELS	2 398 -	402	1 996
	MATERIEL DE BUREAU ET DE MAGASIN	762 -	762	-
	MATERIEL ENGINS ET GROS OUTILLAG	26 088 -	18 966	7 122
	MOBILIER DE BUREAU ET DE MAGASIN	3 295 -	722	2 573
	MOBILIER ET MATERIEL INFORMATIQU	3 619 -	3 619	-
	INST.GEN.AG.AMENAG.CONST.&TERR.D	4 268 -	8	4 260
Total BIENS DE REPRISE*		46 255 -	27 477	18 778
Total général		441 287 -	189 571	251 716

*quote part des actifs immobilisés détenus par Indigo Park

Parc de stationnement Beauvais Hôtel de Ville

en euros H.T.	31/12/2020
Immobilisations Valeur Comptable Brute	441 287
Immobilisations Valeur Comptable Nette	251 716
Immobilisation en cours	4 268

Informations sur le patrimoine de la délégation au 31 décembre 2020

Parc de stationnement Beauvais Voirie

Code sous-classe immo.	Libellé Compte	Valeur Brute au 31/12/2020	Cumul Amortissement au 31/12/2020	Valeur Nette Comptable au 31/12/2020
BIENS DE RETOUR	MAT ET OUTILLAGE EN CONCESSION	572 868 -	259 298	313 570
	MAT ET OUTILLAGE EN CONCESSION	35 802 -	2 387	33 415
Total BIENS DE RETOUR		608 670 -	261 685	346 985
BIENS DE REPRISE*	MAT ET OUTILLAGE EN CONCESSION	2 227 -	1 008	1 219
	MATERIEL ENGINS ET GROS OUTILLAG	1 572 -	1 572	-
Total BIENS DE REPRISE*		3 799 -	2 580	1 219
Total général		612 469 -	264 265	348 204

*quote part des actifs immobilisés détenus par Indigo Park

Parc de stationnement Beauvais Voirie

en euros H.T.	31/12/2020
Immobilisations Valeur Comptable Brute	612 469
Immobilisations Valeur Comptable Nette	348 204
Immobilisation en cours	0

Beauvais - Détermination de la redevance 2020

Détermination de la redevance du contrat de Concession du 27 février 2017
 Selon article 33 "redevance à la Collectivité"
 Selon l'avenant n°3

Toutes sommes en Euros HT

R1 / Redevance fixe

Seuil indexable annuel	30 000,00
Seuil indexable du 1er mars 2014 au 31 décembre 2014	25 000,00
Coef	1,06245
Montant de la redevance fixe	26 561,33

R2 / Redevance complémentaire

Parc	Chiffre d'affaires 2020	
	Prévisionnel	Réalisé
Parc de stationnement de l'Hôtel de Ville		172 149,00
Parc de stationnement de la place Foch		51 757,00
Total 2020		223 906,00

Evolutions des seuils		CA réel	Taux	Redevance
du 01/01/2020 au 31/12/2020				
de	à			
313 000,00	355 000,00	0,00	35%	0,00
355 000,00		0,00	80%	0,00

Montant de la redevance complémentaire	0,00
---	-------------

R / R1 + R2

Montant Redevance 2020	26 561,33
-------------------------------	------------------

Parc	600004 - Foch, Beauvais
Période de référence	Décembre 2020 sur 36 Mois
Montants	TTC
Recettes	lissées
Type de contrat	Concession

DR	Ouest
Fin de contrat	28/02/2023

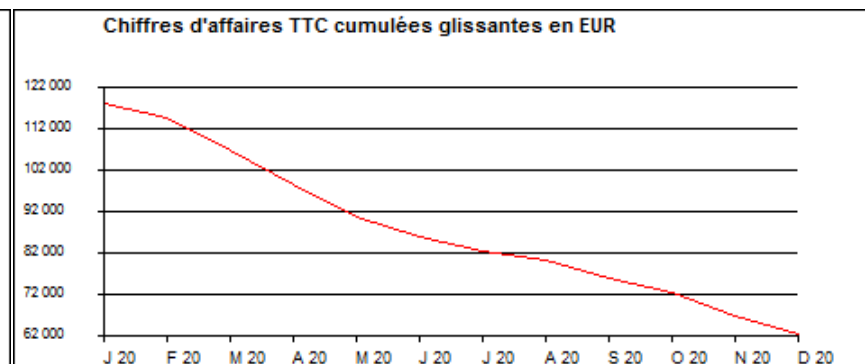
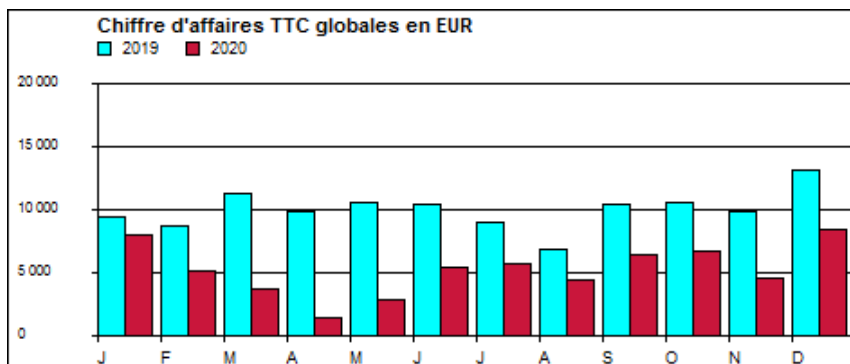
Nb places publiques	165
Nb pl. amodiées ou vendues	0
Nb pl. amodiables	0
Nb total places	165

Tarif 1^o heure (EUR)	0
Tarif abo. annuel (EUR)	0

Mois	Fréquentation					Chiffres d'affaires TTC					Statistiques	
	Nb sorties horaires		Nb abonnés	Nb locations	Nb ammodiat.	Horaire ¹	Abonnements ²	locations ³	Divers ⁴	TOTAL CA TTC ¹⁺²⁺³⁺⁴	Ticket moyen	Variation Ticket moyen D 2019/D 2020
	payantes	Gratuites										
Janvier	3 504	1 794	64	0	0	5 216	2 661	0	0	7 877	1,5	+16,5 %
Février	2 057	1 428	54	0	0	2 795	2 271	0	0	5 066	1,4	+0,8 %
Mars	980	839	53	0	0	1 365	2 286	0	0	3 651	1,4	-17,1 %
Avril	38	520	33	0	0	30	1 398	0	0	1 428	0,8	-46,9 %
Mai	1 171	846	33	0	0	1 322	1 506	0	0	2 828	1,1	-24,3 %
Juin	2 618	1 391	37	0	0	3 869	1 502	0	0	5 371	1,5	-5,0 %
Juillet	3 061	1 550	33	0	0	4 474	1 213	0	0	5 686	1,5	-0,8 %
Août	2 423	1 604	29	0	0	3 056	1 257	0	0	4 313	1,3	-0,1 %
Septembre	3 036	1 814	52	0	0	4 468	1 917	0	0	6 385	1,5	-3,9 %
Octobre	2 692	1 972	58	0	0	4 206	2 384	0	0	6 589	1,6	+2,8 %
Novembre	1 213	758	57	0	0	1 951	2 496	0	0	4 447	1,6	-0,4 %
Décembre	4 361	1 824	62	0	0	5 906	2 486	0	25	8 417	1,4	+4,9 %
TOTAL	27 154	16 340	565	0	0	38 657	23 376	0	25	62 058	1,4	-6,7 %

Rappel année 2019

D 2019	7 359	4 308	65	0	0	9 499	2 827	0	720	13 046
cumul à D 2019	61 138	29 941	702	0	0	88 921	29 701	0	755	119 382
var 2019/2020	-55,6 %	-45,4 %	-19,5 %			-56,5 %	-21,3 %		-96,7 %	-48,0 %



Parc	60005 - Hôtel de Ville, Beauvais
Période de référence	Décembre 2020 sur 36 Mois
Montants	TTC
Recettes	lissées
Type de contrat	Concession

DR	Ouest
Fin de contrat	28/02/2023

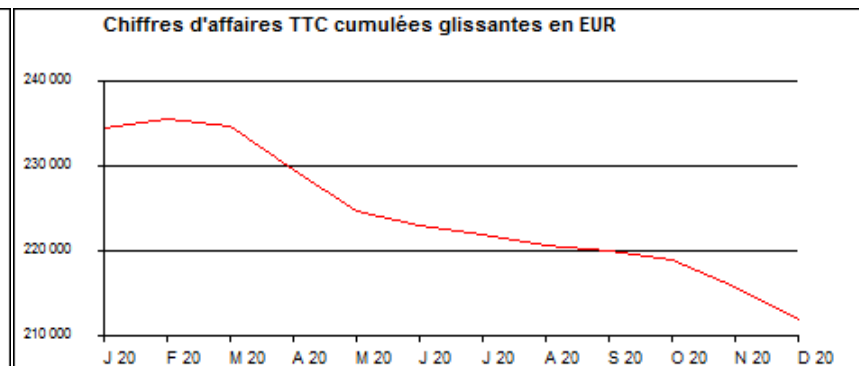
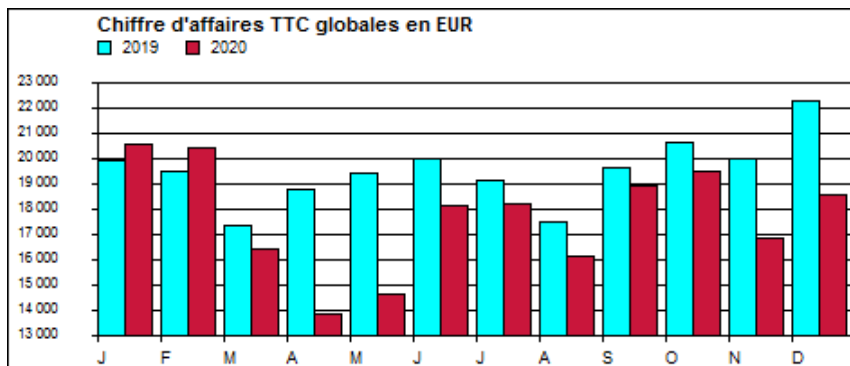
Nb places publiques	165
Nb pl. amodiées ou vendues	0
Nb pl. amodiables	0
Nb total places	165

Tarif 1 ^{er} heure (EUR)	1
Tarif abo. annuel (EUR)	0

Mois	Fréquentation					Chiffres d'affaires TTC					Statistiques	
	Nb sorties horaires		Nb abonnés	Nb locations	Nb ammodiat.	Horaire ¹	Abonnements ²	locations ³	Divers ⁴	TOTAL CA TTC 1+2+3+4	Ticket moyen	Variation Ticket moyen D 2019/D 2020
	payantes	Gratuites										
Janvier	2 456	1 049	268	0	0	5 792	14 635	0	80	20 507	2,4	+12,3 %
Février	2 164	1 002	266	0	0	5 182	15 042	0	175	20 399	2,4	-1,6 %
Mars	870	398	260	0	0	2 012	14 369	0	25	16 406	2,3	-14,8 %
Avril	29	56	240	0	0	69	13 680	0	45	13 794	2,4	+2,3 %
Mai	668	379	243	0	0	1 387	13 119	0	90	14 595	2,1	-10,7 %
Juin	1 728	713	247	0	0	4 276	13 547	0	285	18 108	2,5	+13,9 %
Juillet	1 824	674	245	0	0	4 422	13 570	0	220	18 212	2,4	+7,4 %
Août	1 329	560	235	0	0	2 760	13 170	0	195	16 125	2,1	-15,1 %
Septembre	1 967	810	259	0	0	5 040	13 694	0	125	18 858	2,6	+8,1 %
Octobre	1 874	772	261	0	0	4 594	14 846	0	50	19 490	2,5	+2,5 %
Novembre	844	384	254	0	0	2 262	14 421	0	140	16 823	2,7	+22,7 %
Décembre	2 147	787	254	0	0	3 800	14 627	0	130	18 557	1,8	-4,0 %
TOTAL	17 900	7 584	3 032	0	0	41 594	168 720	0	1 560	211 875	2,3	+1,4 %

Rappel année 2019

D 2019	3 754	1 284	263	0	0	6 921	14 767	0	571	22 258
cumul à D 2019	27 188	10 977	3 080	0	0	61 367	170 254	0	2 175	233 805
var 2019/2020	-34,2 %	-30,9 %	-1,6 %			-32,2 %	-0,9 %		-28,3 %	-9,4 %





VILLE DE BEAUVAIS

DSP STATIONNEMENT

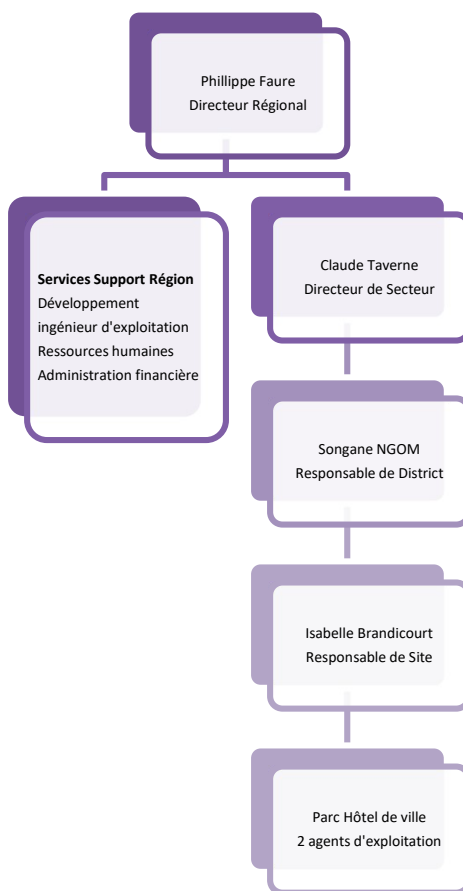
Lundi 13 Décembre 2021

INDIGO

FICHE D'IDENTITE CONTRAT

-
- Signé le 01/03/2017 pour un durée de 6 ans.
 - Avenant N° 3 en date du 17 Mai 2018
 - Société délégataire : Beauvais Stationnement
 - Société exploitante : Indigo Park

ORGANIGRAMME



PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2020

- ❖ Fermeture du parking du théâtre pour le début des travaux : mise en place de 97 places sur le parking FOCH ainsi que places de la voirie sur le parking Calvin
- ❖ Début de la crise sanitaire en mars 2020 avec le 1^{er} confinement, fermeture de la boutique. Gestion de la voirie en dématérialisée pour les abonnements et les FPS.
- ❖ Lancement d'une offre commerciale pour le déconfinement
- ❖ Annulation de la fête Jeanne Hachette
- ❖ Gratuité de la Voirie du 1 au 31 Août 2020
- ❖ Offre commerciale de la rentrée à partir 24 Août
- ❖ Reprise du fonctionnement de la voirie au mois de septembre
- ❖ 2^{ème} confinement du 2 au 27 Novembre suite à la crise sanitaire
- ❖ Mise en place d'un couvre feu au mois de décembre
- ❖ Fin des travaux du parking du théâtre et fin de la gratuité des places mises à disposition du parking FOCH et du parking CALVIN sur la voirie
- ❖ Mise en place d'une heure de gratuité sur la voirie du 1^{er} décembre au 31 janvier 2021
- ❖ Mise en place des Fées de Noël dans une version réduite liée à la crise sanitaire
- ❖ Nouvelle offre commerciale de fin d'année

➤ PARKING HÔTEL DE VILLE

➤ PARKING FOCH

➤ VOIRIE

PARKING HÔTEL DE VILLE

- Parking de 250 places réparties sur 3 niveaux, 6 places PMR
- Ouvert 24h/24h
- Accès possible 24h/24
- Lecteur de plaque d'immatriculation
- 1 entrée et 1 sortie véhicule, 2 accès piétons
et un ascenseur.
- 1 caisse automatique
- Moyens de paiement :
 - Espèces, CB, TOTAL GR et Libert'T



TARIFS EN EUROS T.T.C. DEPUIS LE 1^{ER} JUILLET 2015



Horaires

0h00 à 0h30	Gratuit
0h31 à 0h45	0,50/15min
0h46 à 1h	1
1h01 à 1h15	1,30
1h16 à 1h30	1,60
1h31 à 1h45	1,80
1h46 à 2h	2
2h01 à 24h	0,20/15min
Journée/ticket perdu	8

Abonnements

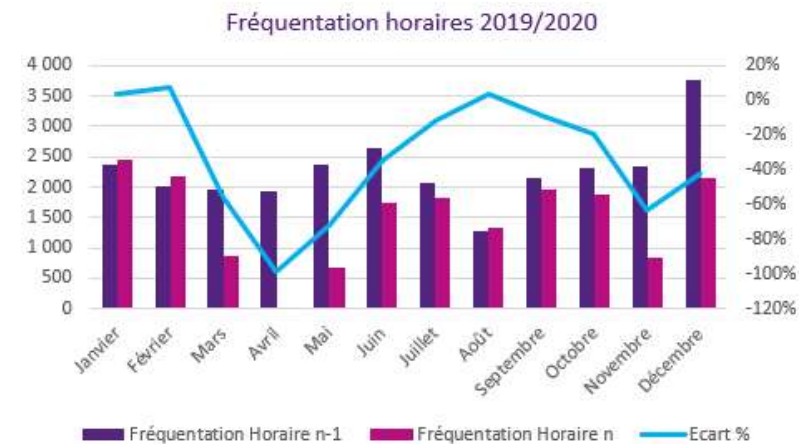
Permanent 24h/24 7j/7	69,00/ mois
Jour 8h-20h Lun au Sam.	48,00/ mois
Nuit & Week-end 17h-9h, dimanches et JF	38,00/ mois

Forfaits horaires

1 semaine	25,00
2 semaines	45,00

FRÉQUENTATIONS ET RECETTES

	Fréquentation Horaire n-1	Fréquentation Horaire n	Ecart %
Janvier	2 366	2 456	4%
Février	2 018	2 164	7%
Mars	1 951	870	-55%
Avril	1 937	29	-99%
Mai	2 355	668	-72%
Juin	2 643	1 728	-35%
Juillet	2 068	1 824	-12%
Août	1 288	1 329	3%
Septembre	2 157	1 967	-9%
Octobre	2 317	1 874	-19%
Novembre	2 334	844	-64%
Décembre	3 754	2 147	-43%
Total	27 188	17 900	-34%



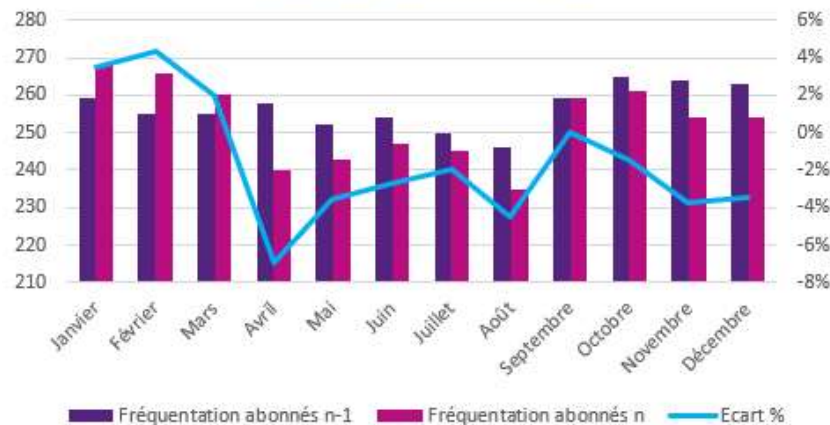
- ❖ Nous enregistrons 17 900 sorties payantes en 2020, soit une baisse de 34% pour la fréquentation ainsi qu'une baisse de 32% pour le chiffre d'affaire qui s'élève à 41594€.
- ❖ Nous pouvons constater un fort impact sur les mois de confinement (mars et novembre puisqu'une grande partie des commerces était fermée ainsi que des événements annuels annulés. Une fréquentation au mois de mai fortement impactée suite à la non verbalisation de la voirie, ce qui a incité les usagers à se stationner.

ABONNEMENTS



	Fréquentation abonnés n-1	Fréquentation abonnés n	Ecart %
Janvier	259	268	3%
Février	255	266	4%
Mars	255	260	2%
Avril	258	240	-7%
Mai	252	243	-4%
Juin	254	247	-3%
Juillet	250	245	-2%
Août	246	235	-4%
Septembre	259	259	0%
Octobre	265	261	-2%
Novembre	264	254	-4%
Décembre	263	254	-3%
Total	3 080	3 032	-2%

Fréquentation abonnés 2019/2020



- ❖ Des abonnements qui ont été moins impactés grâce à nos différentes offres commerciales. Une perte de 1,6% d'abonnés par rapport à l'année précédente.
- ❖ Le chiffre d'affaire des abonnés s'élève à 168 720€TTC.
- ❖ La tendance des recettes va à l'identique de la fréquentation.

CONTRÔLE QUALITÉ

AUDIT MYSTERE 2020



Score Global 2020
1er semestre : 100,0 / 100



Score Incontournables 2020
1er semestre : 100,0 / 100

EN VOITURE - 1er semestre 2020 : 100,0

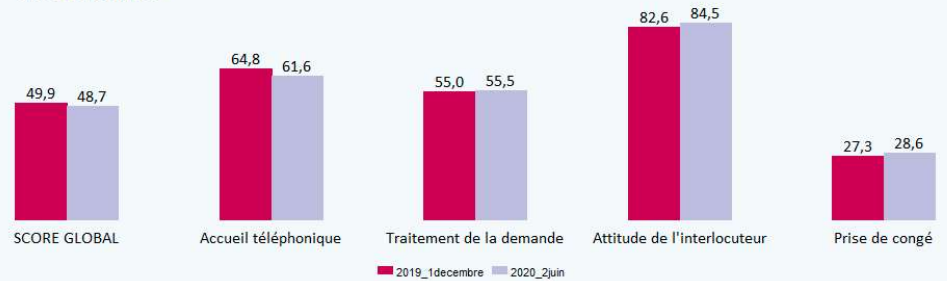


A PIED - 1er semestre 2020 : 100,0



APPELS MYSTERE - Boutiques & Service Client

Les Boutiques



- ❖ UN ORGANISME EXTERNE, ATTESTE DE LA QUALITÉ DE L'ACCUEIL DES UTILISATEURS DU PARKING.
- ❖ LE NIVEAU MOYEN DE SATISFACTION MOYEN EN 2020 EST DE 69,2% MAIS EN FORTE AUGMENTATION SUR LA FIN D'ANNÉE AVEC UN TAUX DE SATISFACTION PROCHE DE 80%

PARKING FOCH

PARKING FOCH DESCRIPTIF

- Parking en enclos de 165 places
- Accès possible 24h/24
- 1 entrée et 1 sortie véhicules
- 1 caisse automatique,
- Lecteur de plaque d'immatriculation
- 1 borne pour recharge de véhicule électrique
- Moyens de paiement :
 - Espèces, CB, Carte GR



TARIFS EN EUROS T.T.C. DEPUIS LE 1^{ER} JUILLET 2015



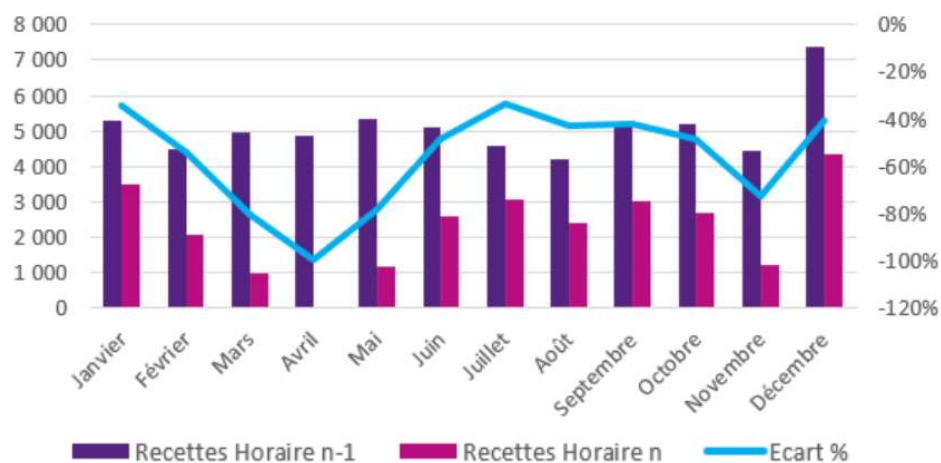
Horaires	
0h00 à 0h30	Gratuit
0h31 à 0h45	0,40
0h46 à 1h	0,80
1h01 à 1h15	1
1h16 à 1h30	1,30
1h46 à 2h00	1,80
2h01 à 24h	0,20/15min
7h01 à 24h00	6,00

Abonnements	
Permanent 24h/24 7j/7	45/mois

Forfaits	
1 semaine	25
2 semaines	45

FRÉQUENTATIONS ET RECETTES

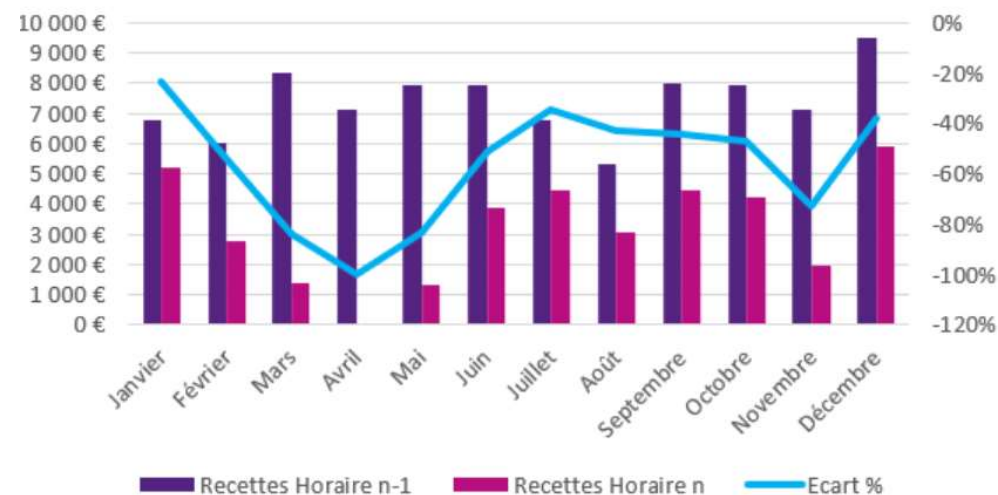
Fréquentation horaires 2019/2020



Fréquentations :

27154 sorties payantes ont été effectuées en 2020, ce qui représente la continuité des recettes perdues. Suite aux travaux du parking du théâtre, le parking a conservé 68 places pour les abonnés ce qui a laissé très peu de disponibilité pour la clientèle horaire.

Recettes horaires 2019/2020



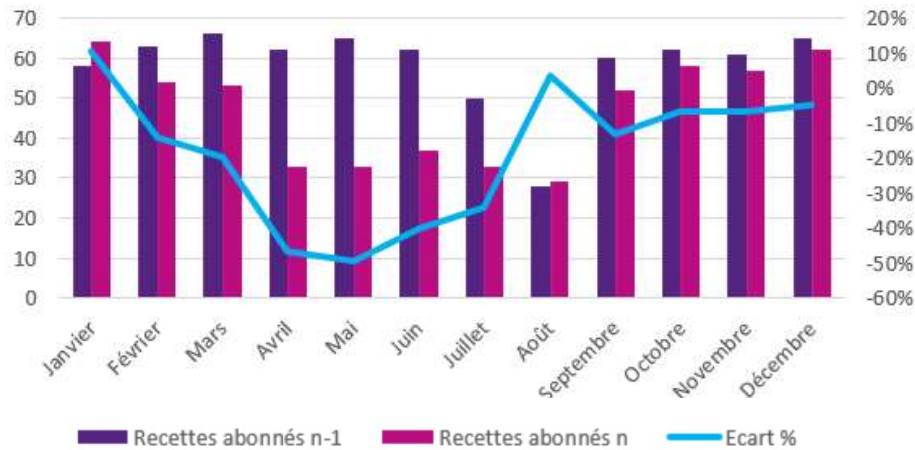
Recettes :

Des recettes globales qui représentent 62K€ qui représente 50% de recettes en moins par rapport à l'année précédente. Un avenant au 20 janvier a été effectué suite aux travaux du parking du théâtre.

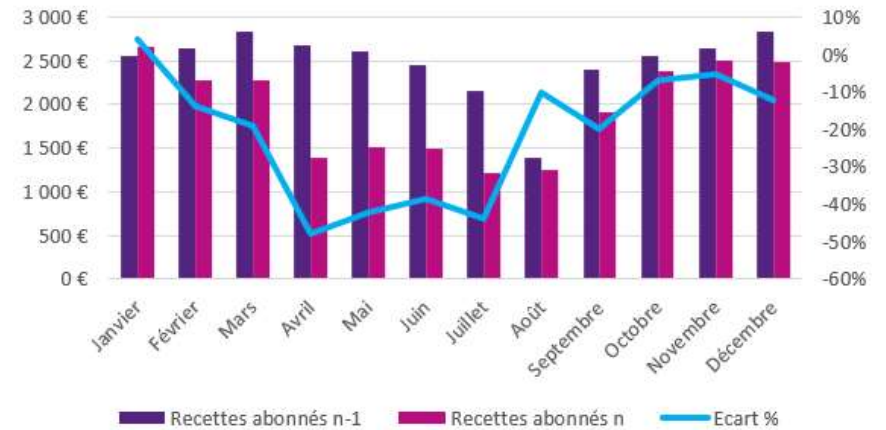
ABONNEMENTS



Nombre abonnés 2019/2020



Recettes abonnés 2019/2020



Abonnés:

Une baisse de fréquentation en début d'année suite à la mise en gratuité de la moitié du parking et au début de la crise sanitaire suite au confinement et au télétravail de mis en place pour beaucoup de société.

Recettes:

Le chiffre d'affaire de 23K€ qui représente une perte de 21% par rapport à l'année précédente. Nos offres de déconfinement sur le deuxième semestre de l'année nous ont permis de fidéliser de nouveau les usagers du stationnement.

STATIONNEMENT PAYANT DE SURFACE

STATIONNEMENT PAYANT DE SURFACE

DESCRIPTIF

- 2463 places de stationnement réparties en 3 zones :
 - Zone verte : 1697 places
 - Zone rouge : 646 places
 - Zone orange : 120 places

- 138 horodateurs de marque Hectronic de marque Citea)
- Mise en place de la zone Orange (2h gratuit)

- Moyens de paiement :
 - Espèces
 - CB (sans contact)
 - Paybyphone (paiement CB par téléphone)
 - Opngo



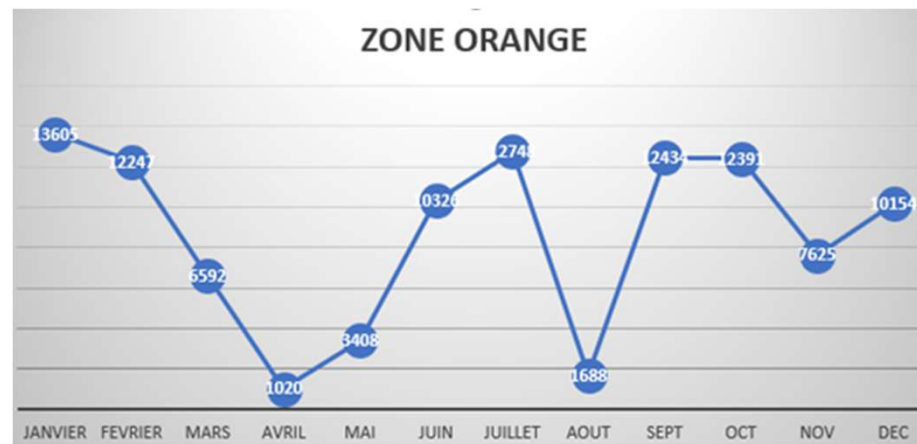
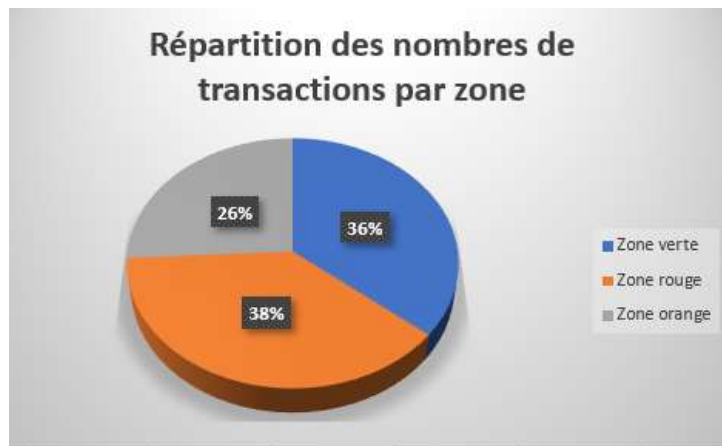
TARIFS AU 1^{ER} JUILLET 2015



Zone rouge	
1 h	1,00€
2 h	2,00€

Zone verte	
1 h	0,50€
2 h	1,00€

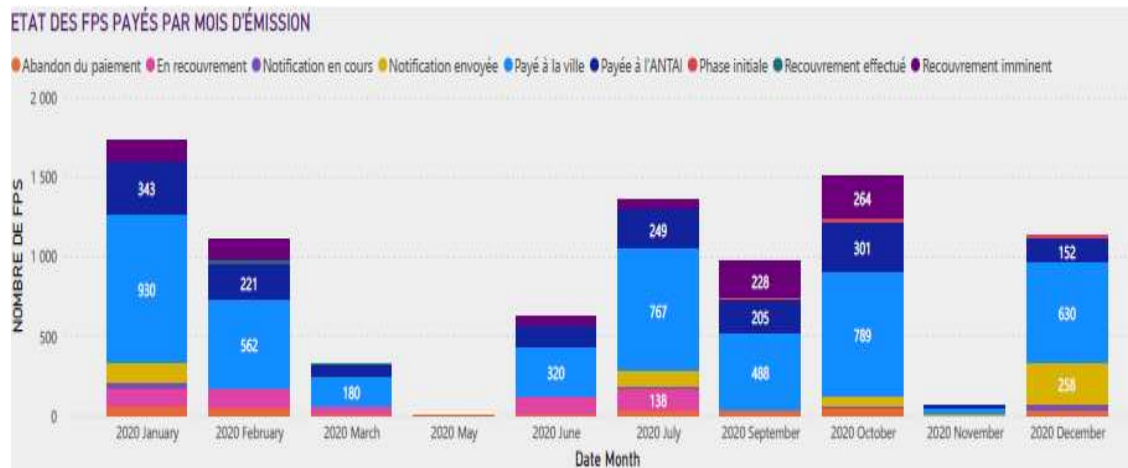
Stationnement limité à 2 heures et 4 heures



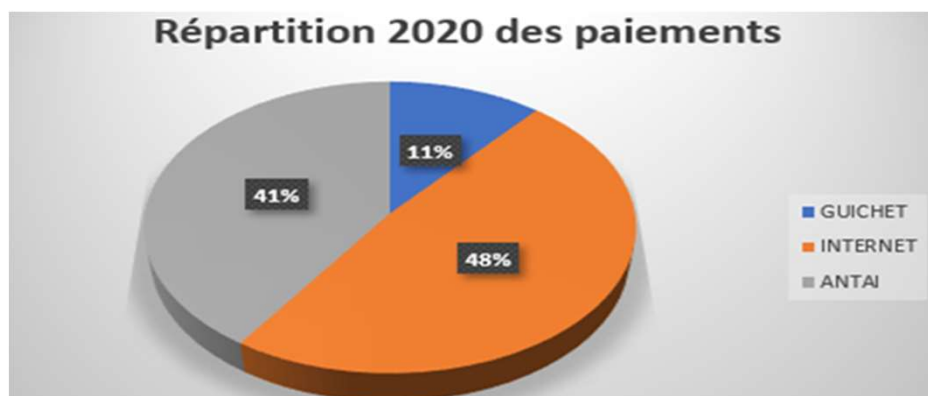
- ❖ Les zones rouges et vertes restent les zones avec des rotations équivalentes, 151500 transactions pour la zone rouge et 142 325 pour la zone verte.
- ❖ L'anneau orange représente 26% du nombre de tickets délivrés en 2020 contre 24% en 2019. Le contrôle permet une rotation régulière.
- ❖ Les recettes sont principalement effectuées sur les horodateurs.
- ❖ **Moyens de paiement** : Espèces, Carte Bancaire, Paybyphone, Opngo

FORFAIT POST STATIONNEMENT

BILAN DU FORFAIT POST STATIONNEMENT



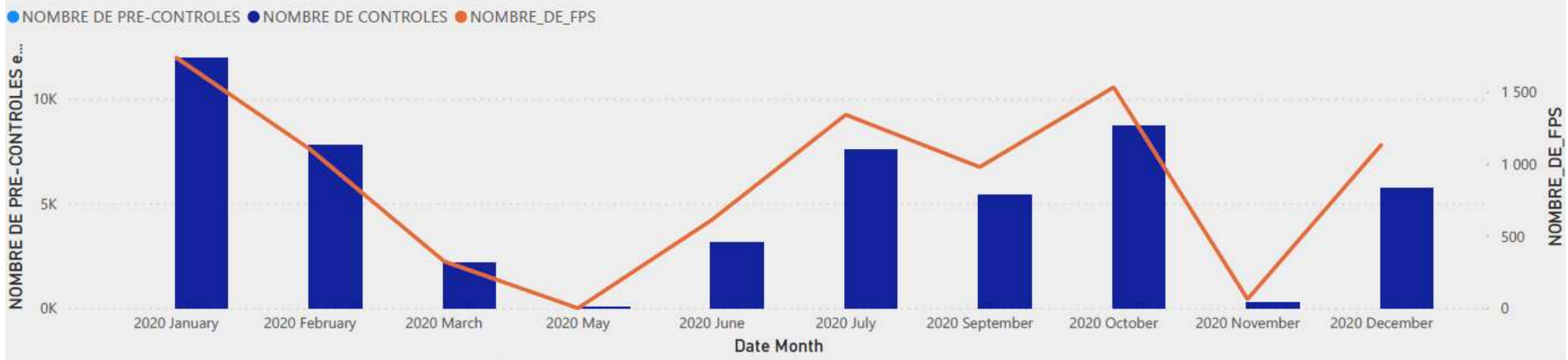
- ❖ La verbalisation a chute de plus de la moitié avec la crise sanitaire (non verbalisation mars, avril et mai)
- ❖ Le délai maximum pour le paiement d'un FPS est de 3 mois. Le délai du minoré à 17€ est de 5 jours.
- ❖ Nous pouvons constaté que le paiement des minorés représente la moitié de la repartition des paiements.



CONTROLE DES FORFAIT POST STATIONNEMENT



ACTIVITÉ DE CONTRÔLE : PRÉCONTRÔLES, CONTRÔLES ET FPS PAR DATE



ANALYSE DES FPS

- ❖ En cas de paiement dans le délai de 5j le FPS passe de 33 à 17€ (paiement déjà effectué à déduire)
- ❖ Les statistiques n'incluent pas le contrôle visuel des tickets présents sur les tableaux de bord des véhicules
- ❖ Toutes les zones sont contrôlées de façon équilibrée.
- ❖ Le paiement dans le délai de 5j représente 67% des cas avec des particularités :
 - ❖ Près de la moitié par le site internet
 - ❖ 11% viennent en boutique
 - ❖ Et les 46% restants le font auprès de l'Antai
- ❖ Le délai moyen de paiement est de 3 mois.
- ❖ Les abandons de paiements sont du fait de corrections administratives:
 - ❖ Mauvaise saisie de plaque lors du contrôle
 - ❖ Perte de connexion des terminaux de contrôle (une mise à jour a été faite depuis)
 - ❖ Fourniture à posteriori par l'utilisateur d'un justificatif d'annulation (carte PMR par exemple)

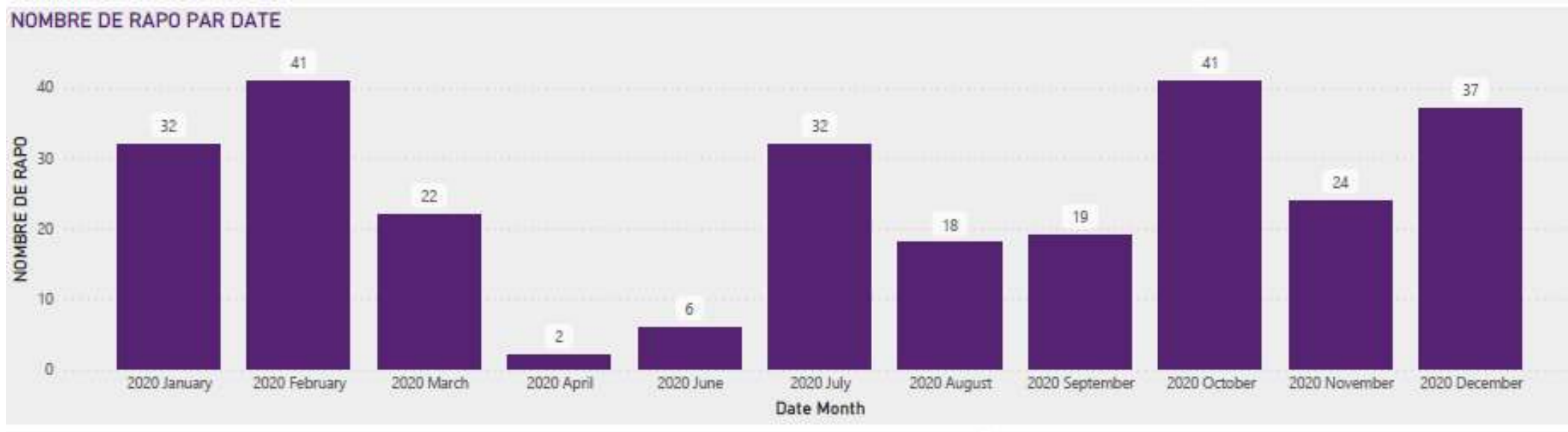
RAPO

RECOURS ADMINISTRATIF PREALABLE OBLIGATOIRE

- ❖ 274 RAPO ont été effectués en 2020 ce qui représente un taux de recours de 3,10% sur 8830 FPS émis.
- ❖ Le taux d'acceptation est de 23% soit 63 recours.
- ❖ Les 210 rejets sont en général issus de :
 - ❖ Contestations hors délai
 - ❖ Plaque ou document non conforme (adresse erronée..)
 - ❖ Refus d'indulgence de la ville
 - ❖ Dossier de demande incomplet.

La qualité de la verbalisation et le suivi administratif des dossiers sont les principaux vecteurs de la bonne application de la politique de stationnement

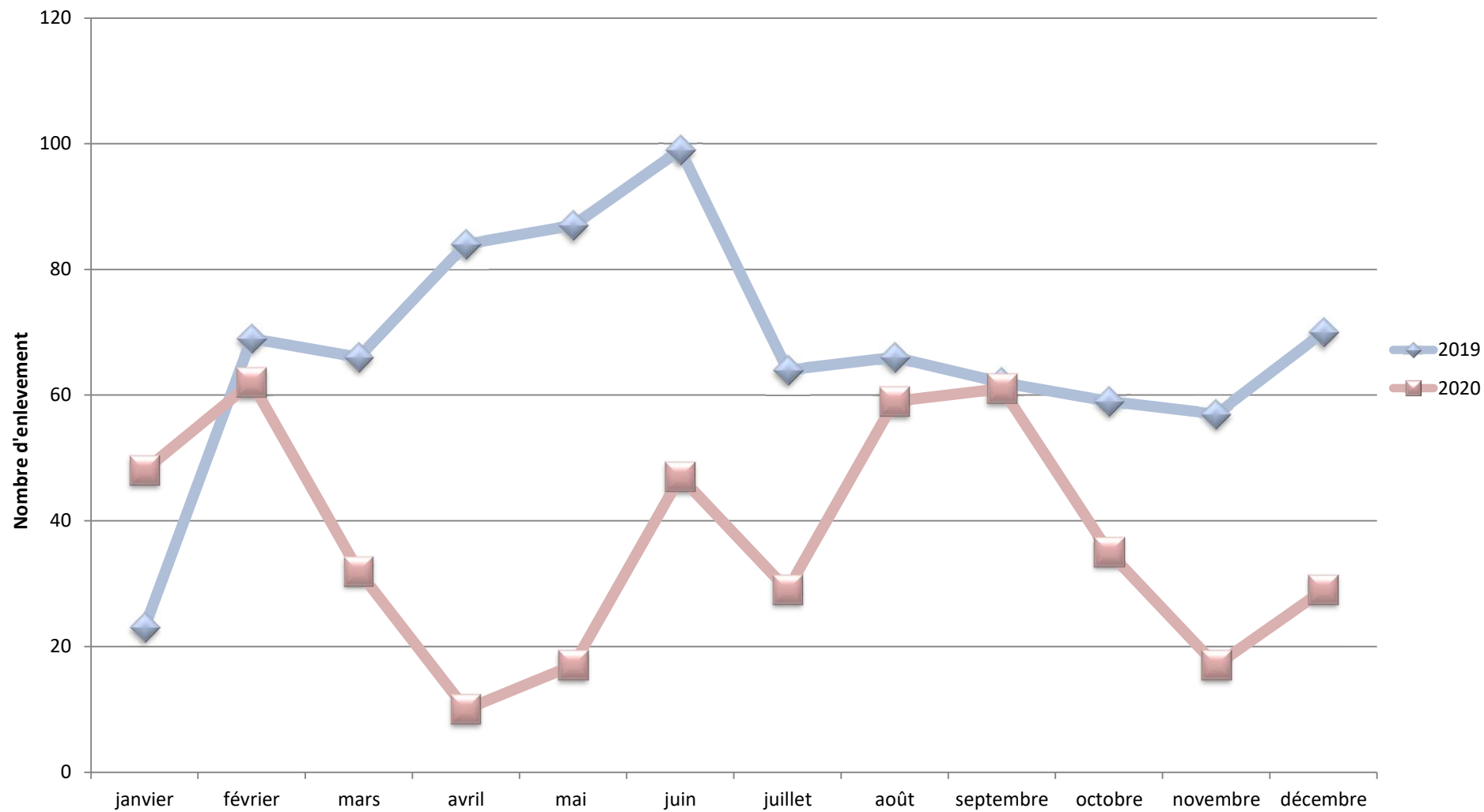
274,00 NOMBRE DE RAPO	63,00 NOMBRE DE RAPO ACCEPTES	210,00 NOMBRE DE RAPO REJETES	1 NOMBRE DE RAPO EN TRAITEMENT
21,81 DELAI DE TRAITEMENT MOYEN PAR RAPO (J...)	73 NOMBRE DE RAPO DE +30	8,83K NOMBRE DE FPS	3,10% TAUX DE RECOURS



**MERCI DE
VOTRE ATTENTION**

INDIGO

EVOLUTION DE L'ACTIVITE FOURRIERE DE 2019 A 2020



DSP FOURRIERE AUTOMOBILE - COMPTE D'EXPLOITATION EXERCICE 2020

ENLEVEMENT	
Nombre enlèvements Beauvais	446
Nombre destruction fourriere de Beauvais	247
dont destruction propriétaire	36
dont destruction ville propriétaire connu	211

EPAVES	
Nombre destruction toutes fourrieres confondues	296
CA destruction total	1 371
CA / épave	4,63

CHARGES FOURRIERE BEAUVAIS	
Recettes allo dépannage hors fourriere beauvais	656 527
Recettes fourriere Beauvais	151 492
% recettes beauvais/allo	18,75%
Nbre de km A/R par enlèvement	20
répartition des enlèvements par camion	
<i>Crédit Bail chargeuse kramer</i>	95%
<i>Crédit Bail Maxity</i>	10%
<i>credit bail iveco simple</i>	40%
<i>Crédit Bail Iveco double</i>	40%
<i>credit bail porte 5</i>	2%
Consommation moyenne essence	30 L/100

TARIFS HT	
Enlèvement	97,92
jour de gardiennage	5,19
Expertise	50,83
Nbre moyen de jour de gardiennage	
Véhicule restitué	194
Véhicule détruit propriétaire	36
Véhicule détruit ville	231

DEPENSES	2 020	Qté - %	Fourrière BEAUVAIS	RECETTES	2 020	Qté - %	Fourrière BEAUVAIS
ACHATS NON STOCKES			5 876	ENLEVEMENTS ET GARDIENNAGE			150 121
Gasoil	0,43	8 920 km	3 853	Recettes enlevements PM	69482,26		
Fourniture administrative	2 159	18,75%	405	Recettes enlevements PN	3155,11		
Petit équipement	4 222	18,75%	792	total Recettesenlevements		72 637	
Eau	73	18,75%	14	Recettes expertisePM	12319,24		
Edf,gdf	2 650	18,75%	497	Recettes expertise PN	1061,05		
Nourriture chien	1 685	18,75%	316	total Recettes expertise		13 380	
				Recettes gardiennage PM	57307,79		
AUTRES SERVICES EXTERIEURS			50 013	Recettes gardiennage PN	6795,54		150 121
Location immobilière 23 rue de l'avelon	915	12 mois	10 980	total Recettes gardiennage		64 103	
Divers abonnements/locations (géonav masternaut, siemens location des boitiers masternaut, certificat fiducio, adisnor)	4 699	18,75%	881				
Entretien véhicules	22 610	18,75%	4 239	AUTRES RECETTES			1 371
Entretiens réparations autres	3 776	18,75%	708	Ventes épaves	4,63	247	1 371
Contrats de maintenance	11 028	18,75%	2 068				
Primes d'assurances	36 803	18,75%	6 900				
Documentation générale	93	18,75%	17				
Honoraire comptable	7 305	18,75%	1 370				
location immobilière 21 rue de l'avelon	36 000	18,75%	6 749				
téléphone/internet	9 501	18,75%	1 781				
location TPE	567	18,75%	106				
location vêtement de travail	1 616	18,75%	303				
location informatique	2 378	18,75%	446				
location photocopieur	1 773	18,75%	332				
Expertises			11 548				
charges locatives	3 000	18,75%	562				
Affranchissement	1 248	18,75%	234				
Abonnement internet							
Services bancaires	4 200	18,75%	788				
concours divers, cotisation							
IMPOTS ET TAXES			817				
CVAE et CET	2 254	18,75%	423				
Formation Personnel	792	18,75%	148				
Taxes Formations auto	792	18,75%	148				
Taxes Apprentissage	278	18,75%	52				
Taxes Formation Profe	1 601	18,75%	300				
Taxe à l'essieu	224	18,75%	42				
CHARGES DU PERSONNEL			44 578				
Personnel pour l'intervention (1h par enlèvement)	11,50	806 heures	9 269				
transport charge/decharge des destructions (4,50h X Nb enlevements BVS/5)	11,50	252 heures	2 898				
Personnel pour le parc.manutention.accompagnement expert (1hX nb d'enlèvements BVS)	11,50	806 heures	9 269				
Personnel manutention.préparation a la destruction (1hXNb enlevements BVS/5)	11,50	56 heures	644				
Personnel administratif (1h par enlèvement XNb d'enlevements BVS)	12,32	806 heures	9 930				
Personnel préparation du compte rendu activité (35h)	15,11	35 heures	529				
CHARGES PATRONALES (37 %)		37%	12 039				
DOTATIONS AMORTISSEMENT			22 981				
Crédit Bail chargeuse kramer	8 457	95,00%	8 034				
Crédit Bail maxity	1 384	10,00%	138				
credit bail iveco simple	18 222	40,00%	7 289				
Crédit Bail Iveco double	18 801	40,00%	7 520				
credit bail porte 5		2,16%					
CHARGES TOTALES DE LA FOURRIERE			124 265	RECETTES TOTALES DE LA FOURRIERE			151 492

Bénéfice	27 226
En % des recettes	17,97%

Cout TTC à charge de la ville	180 145
--------------------------------------	---------

Evolution de l'activité fourrière et part des enlèvements mis à la destruction



EXPLOITATION DU SERVICE DELEGUE
DE LA FOURRIERE AUTOMOBILE
DE LA VILLE DE BEAUVAIS

COMpte RENDU D'ACTIVITE 2020



Délégataire :
Société ALLO DEPANNAGE
21 rue de l'Avelon
60000 BEAUVAIS

Tél : 03.44.48.05.22
Fax : 03.44.48.23.87

SOMMAIRE

Synthèse

Page 3 à 7

I Caractéristiques d'exploitation

- 1 - présentation des moyens techniques mise en œuvre
- 2 - moyens dédiés à la délégation (au prorata de leur utilisation)
- 3 – organigrammes

II Analyse, faits majeurs et évolution de l'activité 2020

III Programmes d'amélioration du service

CA d'Allo Dépannage

Page 7

Récapitulatif des enlèvements

Page 7

Ventilation des enlèvements exercice 2020

Page 8

Evolution de l'activité fourrière de 2019 à 2020

Page 9

Evolution activité fourrière et part des enlèvements Mis à la destruction

Page 10

Graphiques « motif des enlèvements + évolution des types d'enlèvements

Page 11

Compte de résultat d'exploitation «fourrières»

Page 12

Annexe

page 13

- ✓ Attestation Assurance
- ✓ Agrément Préfecture
- ✓ Bilan, compte de résultat, Etat des immobilisations et des amortissements

SYNTHESE

Contrat de DSP pour l'exploitation de la fourrière automobile avec Allo Dépannage sur le territoire de la ville de Beauvais. DSP a été signé et renouvelé en date du 11/05/2016.

➤ Accueil du public

Les horaires d'ouverture pour l'accueil du public sont du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00, le samedi de 8h00 à 12h00, assurés par un secrétariat.

Au-delà des horaires de restitution contractuels, une astreinte est assurée par le délégataire moyennant des frais de mise à disposition en dehors de heures d'ouverture de 30€ttc

➤ Activité d'enlèvements

A la demande des forces de l'ordre, nous intervenons 24h/24h 7j/7j, dans la demi-heure qui suit, pour toutes les interventions justifiant un caractère d'urgence.

Nous entendons par caractère d'urgence les cas suivants :

- Stationnements gênants, dangereux
- Suite à une immobilisation, entrave à la circulation, refus d'obtempérer,
- Circulation sur site/paysage classé
- Défaut de contrôle technique, de permis de conduire, d'assurance.
- Sécurité quotidienne.

Pour les abandons de véhicules hors voie publique et les stationnements abusifs de plus de 7 jours, un rendez-vous est convenu avec la Police Municipale.

Nous y consacrons nos mardi et jeudi matin. Sauf en juillet et août où nous effectuons seulement les enlèvements à caractère d'urgence.

I- Caractéristiques d'exploitation

➤ 1 - Présentation des moyens techniques mise en œuvre

Pour exécuter les prestations nous disposons d'un terrain clos et gardé dont la superficie totale est de 8000M² incluant environ 3000M² qui sont affectés à la fourrière.

➤ 2 - Moyens dédiés à la délégation (au prorata de leur utilisations)

2 Toyota 4 x 4
Dépanneuse panier
PTAC : 3 500
Année : 2006 et 2008



SCANIA
Dépanneuse P.L
PTAC : 26 000
Année : 1998



Renault Midlum
Dépanneuse plateau / panier
PTAC : 11 990
Année : 2009



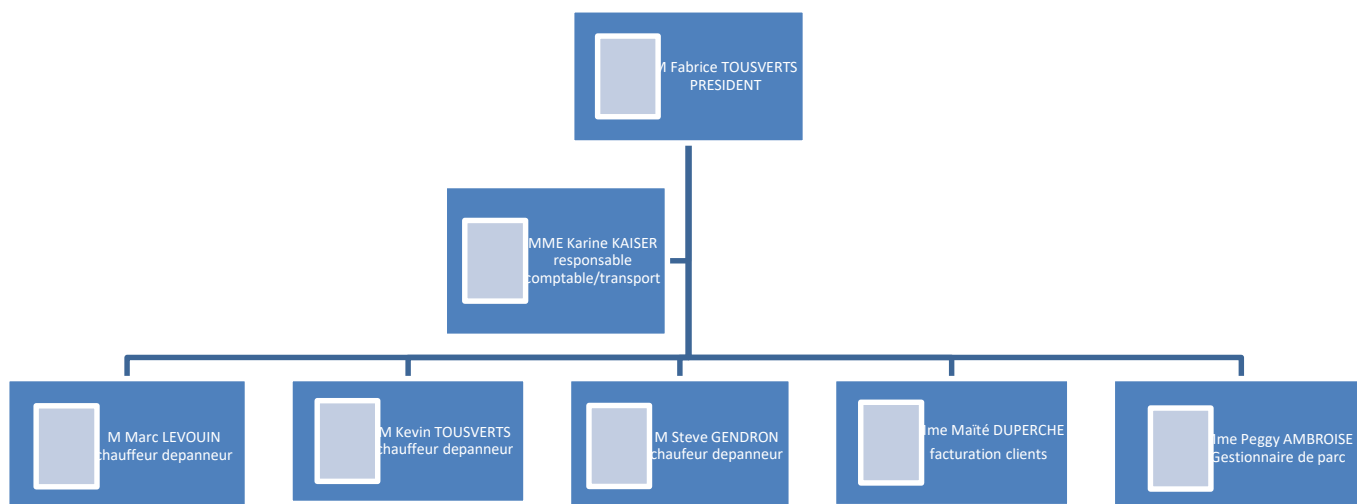
2 IVECO Un simple cabine et un double cabine
Dépanneuse plateau
PTAC : 6 700
Année : 2012



DAF
Dépanneuse grue
PTAC : 26 200
Année : 2009



➤ 3 - Organigramme



II- Analyse, faits majeurs et évolution de l'activité 2020

- L'exercice 2020 se caractérise par **446 enlèvements** par la ville de Beauvais (soit en **moyenne 37 véhicules par mois**).

Sur ces enlèvements :

- 421 enlèvements par la police municipale soit 94.40% et 25 par la police nationale soit 5.60%.
 - 194 véhicules ont été restitués à leur propriétaire, soit 43.50 %
 - 247 véhicules ont été envoyés à la destruction après le délai légal, soit 55.38%. Dont 36 véhicules ont été détruits par leur propriétaire.
 - 2 véhicules ont été remis aux Domaines et ont été vendu et 3 véhicules sont en attente de remise
- L'activité fourrière représente **18.75% du CA** de la Société.
 - Le **volume d'activité est en baisse de 45%** (360 véhicules de moins). Le **nombre de véhicules détruits a diminué de 31%**.
 - Le **nombre de véhicules facturés à la mairie** a augmenter, de **150 véhicules en 2019**, on passe à **211 en 2020**.
 - **2 véhicules** ont fait l'objet d'un remboursement de la mairie pour un totale de **445.48€**

III- Programmes d'amélioration du service :

Nous n'avons pas eu de retour sur le vote au conseil pour la réévaluation des tarifs.

A ce jour, nous appliquons les tarifs du décret du 10/08/2017

A savoir :

Enlèvement voiture particulière 117.50€

Garde voiture particulière 6.23€

Le décret du 03/08/2020 prévoir :

Enlèvement voiture particulières 121.27€

Garde voiture particulière 6.42€

Pour la 3^{ème} année consécutive nous demandons à faire voter lors du prochain conseil la réévaluation des tarifs suite au dernier décret ?

CHIFFRE D'AFFAIRE DE LA FOURRIERE MUNICIPALE EXERCICE COMPTABLE DE LA SOCIETE DELEGATAIRE

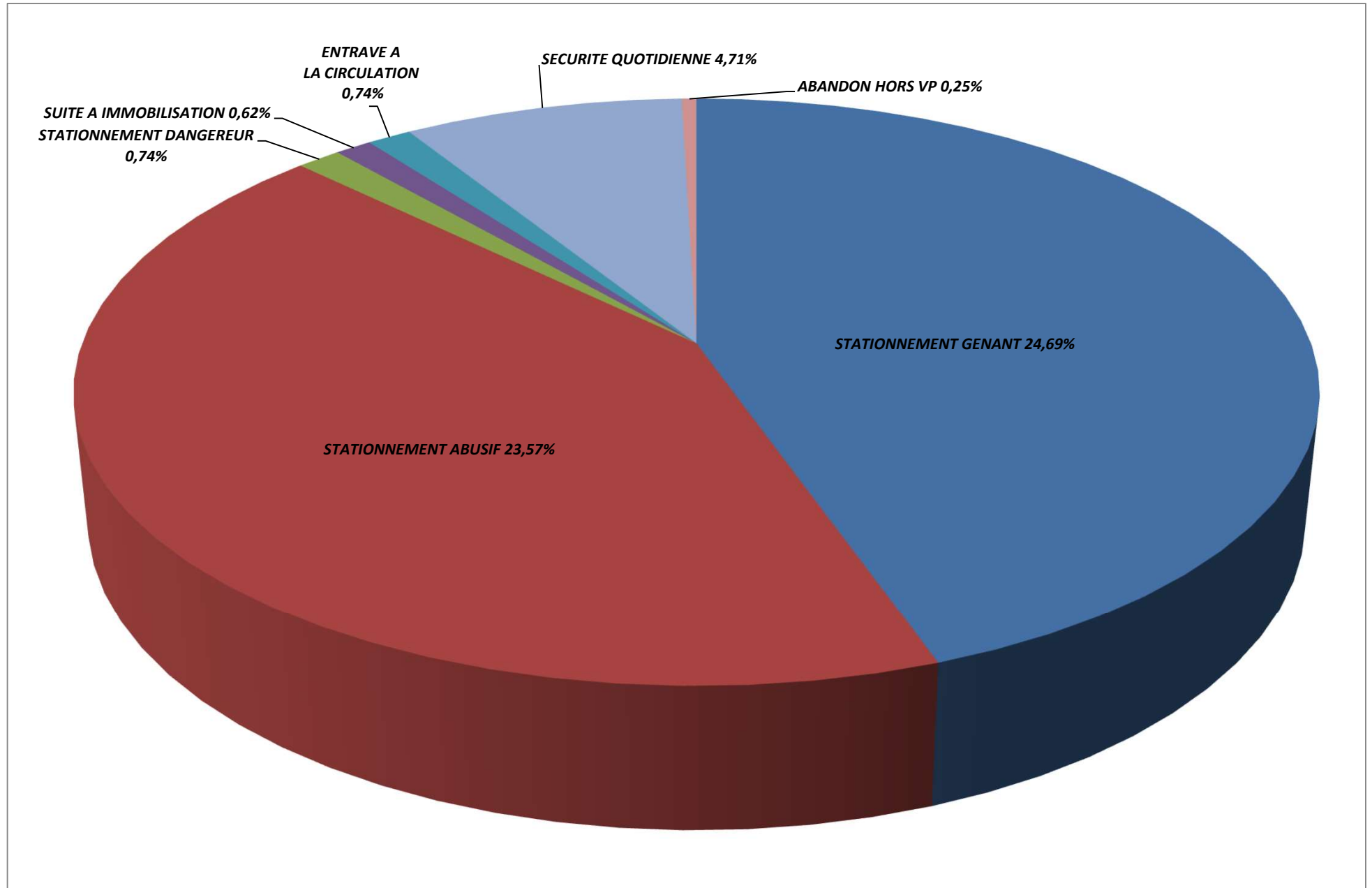
Chiffre d'Affaires ALLO DEPANNAGE
(voir bilan en annexes)

808 018.98 €

RECAPITULATIF ENLEVEMENTS.

	2020	2019	%
enlèvements	446	806	-45%
Dont non restitués	194	280	-31%
soit	43.50%	37.75%	

Motif des enlèvements 2019 en %



VENTILATION DES FOURRIERES EXERCICE 2020

	Enlèvements fourrières			
	PN	PM	Gend.	TOTAL
JANVIER	0	48		48
FÉVRIER	0	62		62
MARS	3	29		32
AVRIL	2	8		10
MAI	7	10		17
JUIN	4	43		47
JUILLET	1	28		29
AOÛT	2	57		59
SEPTEMBRE	3	58		61
OCTOBRE	1	34		35
NOVEMBRE	2	15		17
DÉCEMBRE		29		29
TOTAL	25	421	0	446

Nature des enlèvements									
Stationnement Génant	Stationnement Abusif	Stationnement Dangereux	Suite Immo	Entrave circul Refus Opt.	Circulation sur Site / Paysage Classé	Défaut de permis de conduire	Sécurité Quotidienne	Abandon Hors Voie Publique	Total
9	32						6	1	48
31	29						2		62
17	12					1	2		32
3	2		1				3		10
9				1		1	6		17
22	22			1			1	1	47
11	15						3		29
37	19					1	2		59
30	22		3		1		4		61
14	17		1		1		2		35
4	9		1			1	2		17
12	11					1	5		29
199	190	6	5	6	0	0	38	2	446

moyenne **37** **véhicules enlevés par mois**

	Restitués			
	PN	PM	Gend.	Total
JANVIER		10		10
FÉVRIER		27		27
MARS		14		14
AVRIL	2	3		5
MAI	5	7		12
JUIN	1	13		14
JUILLET	1	10		11
AOÛT	1	36		37
SEPTEMBRE	1	33		34
OCTOBRE		14		14
NOVEMBRE		5		5
DÉCEMBRE		11		11
TOTAL	11	183	0	194

Police Nationale				Police Municipale				Total
Dest. Proprio	Dest. Après délais	Domaines Vte	non solutionné	Dest. Proprio	Dest. Après délais	Domaines Vte	non solutionné	
				4	34			38
				3	31	1		35
1				2	16			19
					5			5
					5			5
		2		7	22	1		32
				4	14			18
		1		5	16			22
		2		6	19			27
		1		3	17			21
		1	1	1	9			12
					16		2	18
1	7	0	1	35	204	2	2	252

moyenne **21** **véhicules détruits par mois**

Bilan d'activité - 01/01/2020 au 31/12/2020
Relatif à l'exécution des missions confiées dans
le cadre du marché

BEAUVAIS



GRUPE SACPA

groupe-sacpa.fr

TABLE DES MATIÈRES

Contenu

PREAMBULE _____	1
BILAN 2020 DES INTERVENTIONS _____	2
BILAN 2020 DE LA GESTION DE FOURRIERE _____	5
BILAN 2020 DES INTERVENTIONS – VILLES RATTACHEES AU POLE ANIMALIER _____	9
BILAN 2020 DE LA GESTION DE FOURRIERE – VILLES RATTACHEES AU POLE ANIMALIER ____	11
CONCLUSIONS _____	14
Vos contacts pour toute demande de rendez-vous : _____	16
Pour nous joindre _____	16

PREAMBULE

PREAMBULE

FAITS MARQUANTS EN 2020

Tout d'abord, une crise sanitaire sans précédent est venue bouleversée ce début d'année 2020.

À la suite des mesures successives prises par le gouvernement, la société SACPA au même titre que l'ensemble des sociétés Françaises et Européennes a été contrainte d'appliquer des options drastiques.

Toutefois Les organisations de travail des activités de capture et de ramassage 24h/7 ont été maintenues afin d'assurer la continuité du service public ainsi que la gestion de la fourrière animale.

Contrairement aux autres années, l'année 2020 a connu des périodes de baisses significatives dus au confinement et une hausse à la période estivale

Jean-François FONTENEAU
Président Directeur Général
23/02/2021

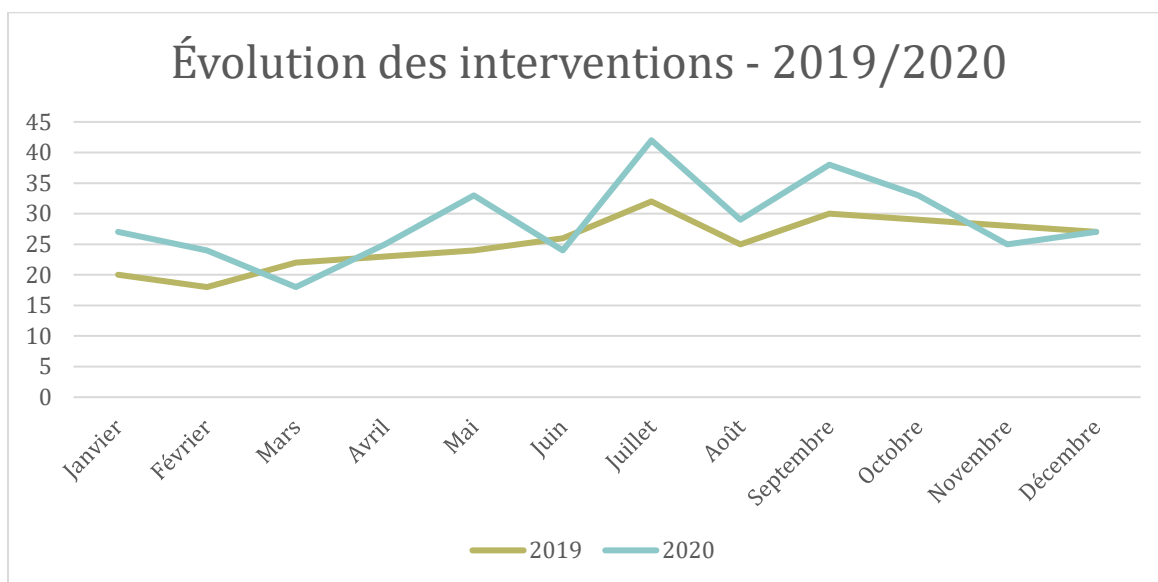
BILAN 2020 DES INTERVENTIONS

BILAN 2020 DES INTERVENTIONS

TYPES D'ACTIVITES

- Capture
- Prise en charge des animaux
- Transport et dépôt en fourrière
- Ramassage des cadavres

EVOLUTION DES INTERVENTIONS AU COURS DE L'ANNEE



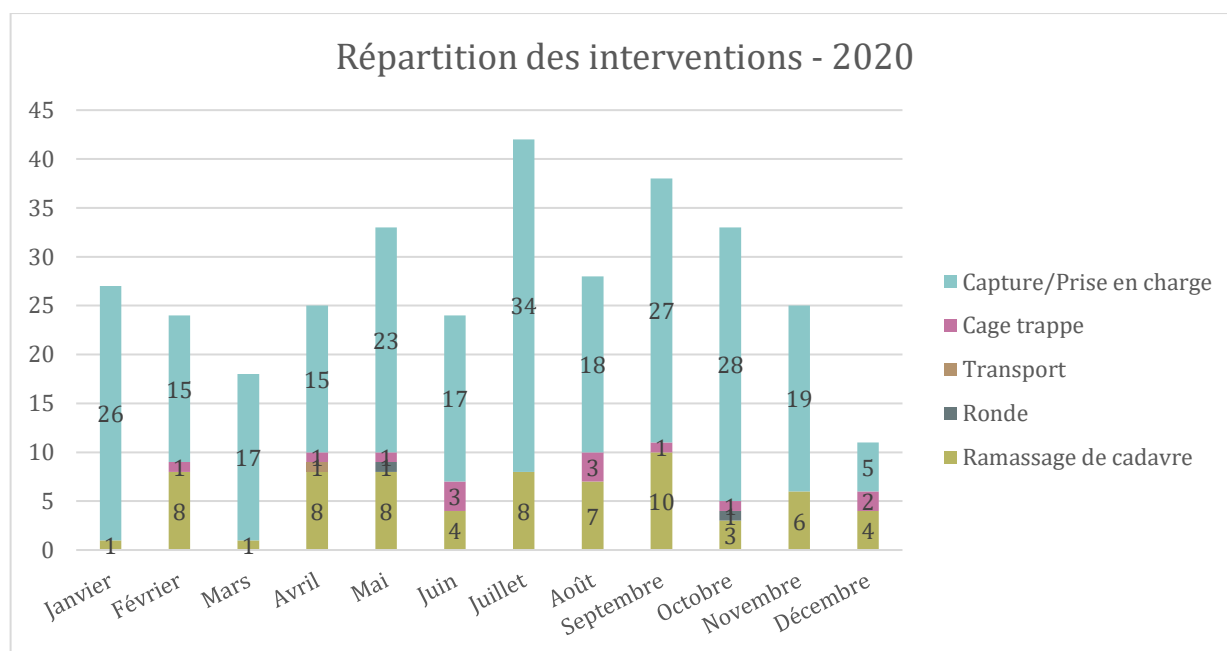
En 2020, les équipes du Groupe SACPA ont pris en charge 349 animaux lors des 345 interventions sur le territoire de la ville de BEAUVAIS.

En 2019, les agents du Centre animalier de Beauvais avaient effectué 302 interventions pour 322 animaux pris en charge.

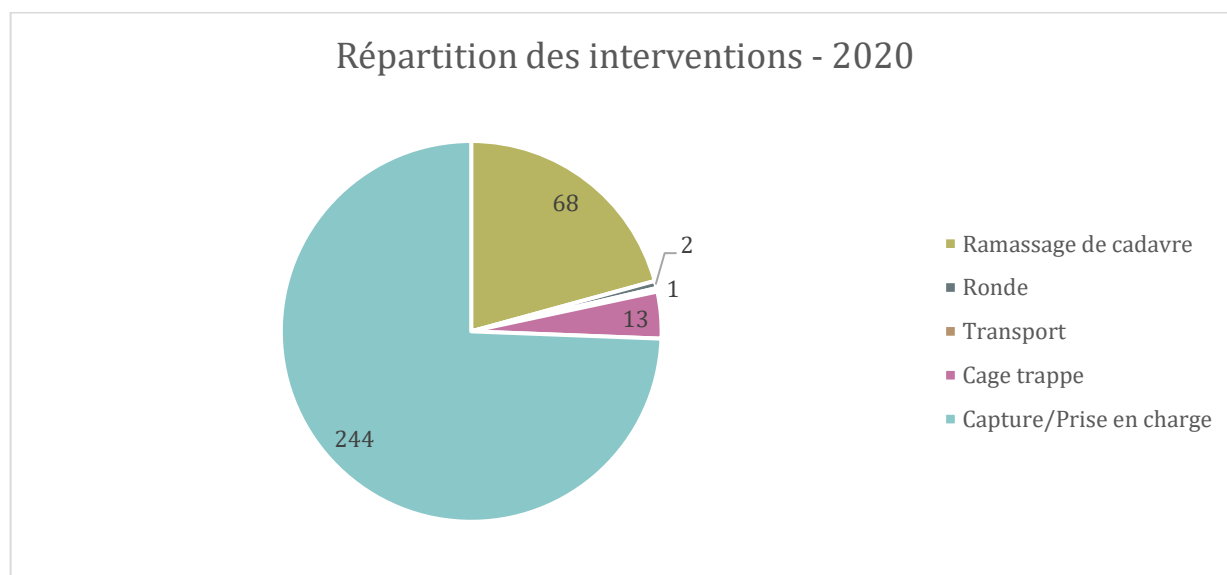
Assez extraordinaire le contexte pandémique n'a pas eu d'impact sur le nombre d'interventions.

BILAN 2020 DES INTERVENTIONS

TYPE D'INTERVENTIONS PAR COMMUNE

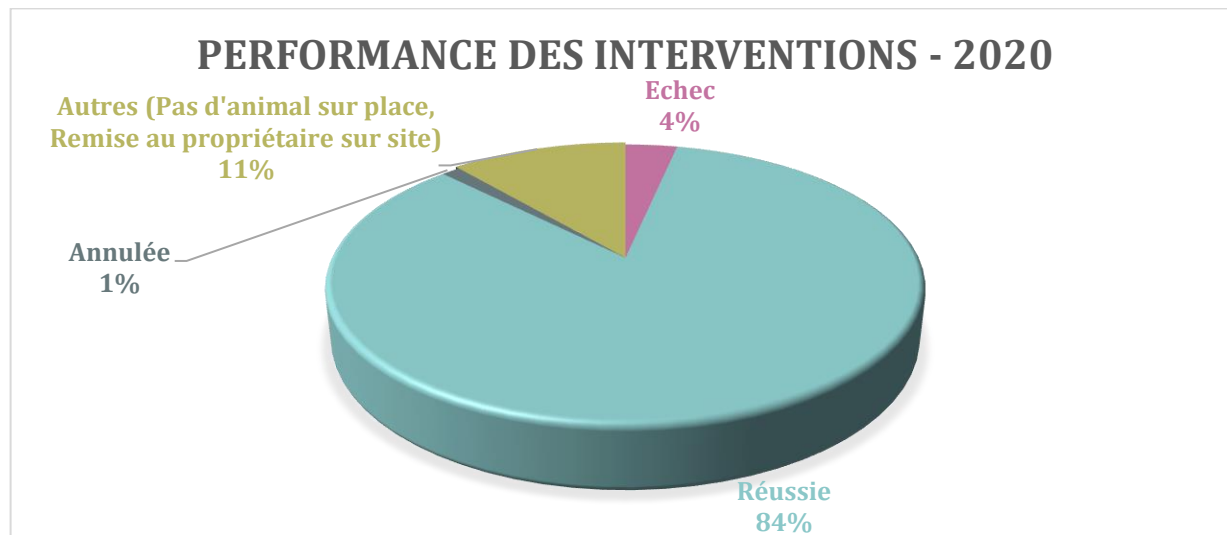


Dans l'ensemble, les interventions relèvent de la prise en charge des animaux errants sur la voie publique :



BILAN 2020 DES INTERVENTIONS

PERFORMANCE DES OPERATIONS



Le taux de performance global est satisfaisant puisque 84% des interventions ont été réussies.

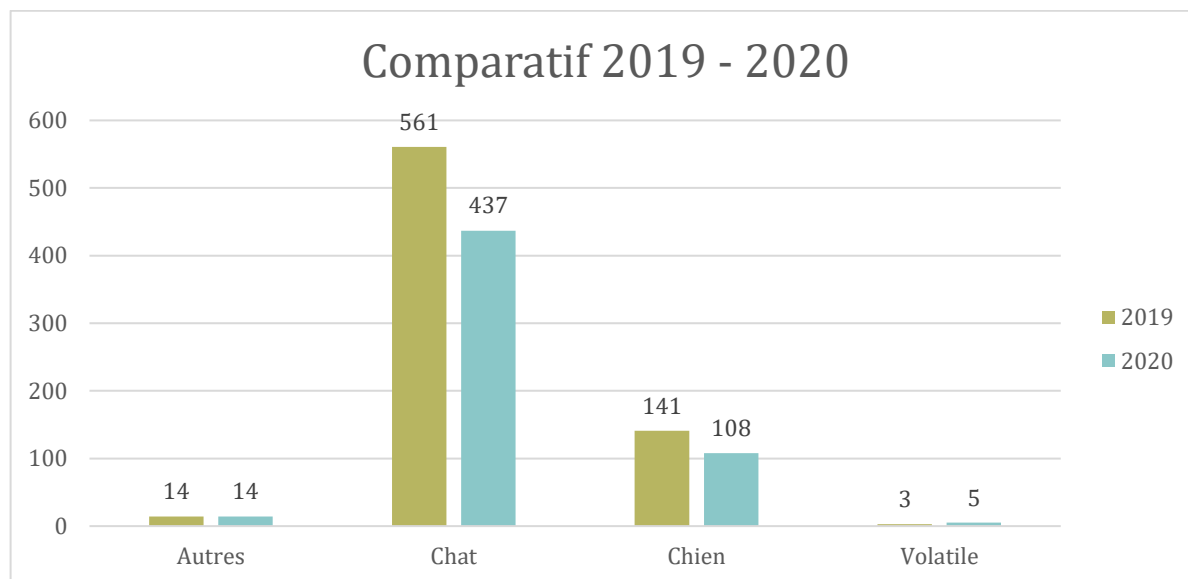
Il convient de souligner la réactivité des techniciens de terrains qui affichent un délai moyen d'intervention de 00h19 en 2020.

BILAN 2020 DE LA GESTION DE FOURRIERE

BILAN 2020 DE LA GESTION DE FOURRIERE

BILAN DES ENTREES EN FOURRIERE

En 2020 malgré un contexte pandémique, on constate un grand nombre d'animaux vivants entrants en fourrière en provenance de la ville de Beauvais, 564 animaux (dont 51 cadavres) sont entrés en fourrière au Centre animalier de Beauvais. En 2019, on comptait 719 animaux (dont 82 cadavres).



On compte 3 Mordeurs , 1 Mordeur Réquisition, 2 Gardes sociales, 1 APMS rage, 21 abandons, le reste des animaux entrants sont sous un statut de fourrière normale, soit suite à une prise en charge par intervention, soit suite à une remise directe au centre animalier.

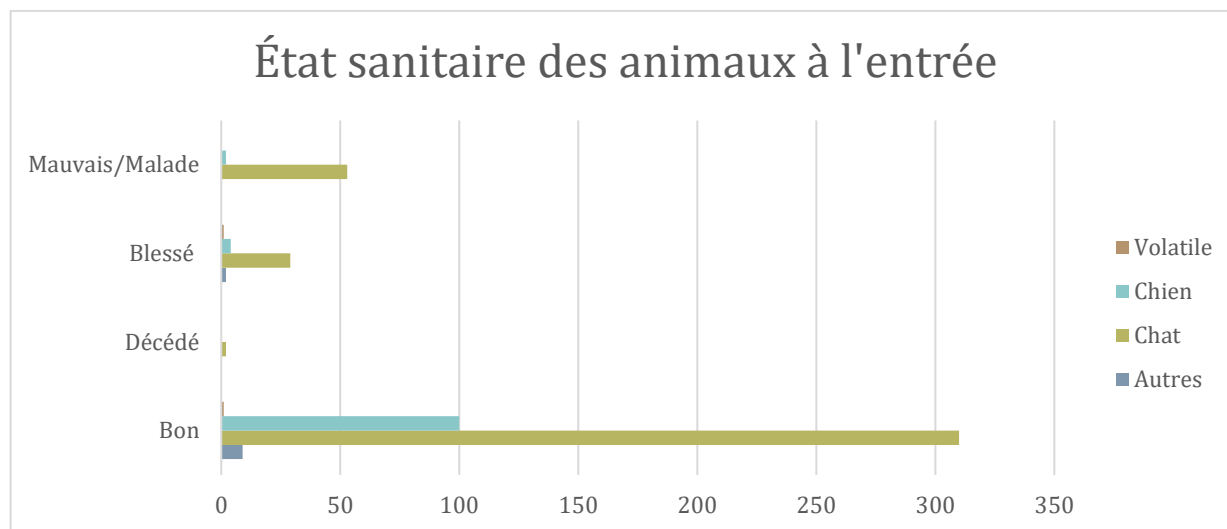
ETAT SANITAIRE DES ANIMAUX PRIS EN CHARGE

En 2020, la grande majorité des animaux pris en charge présentait un état sanitaire correct.

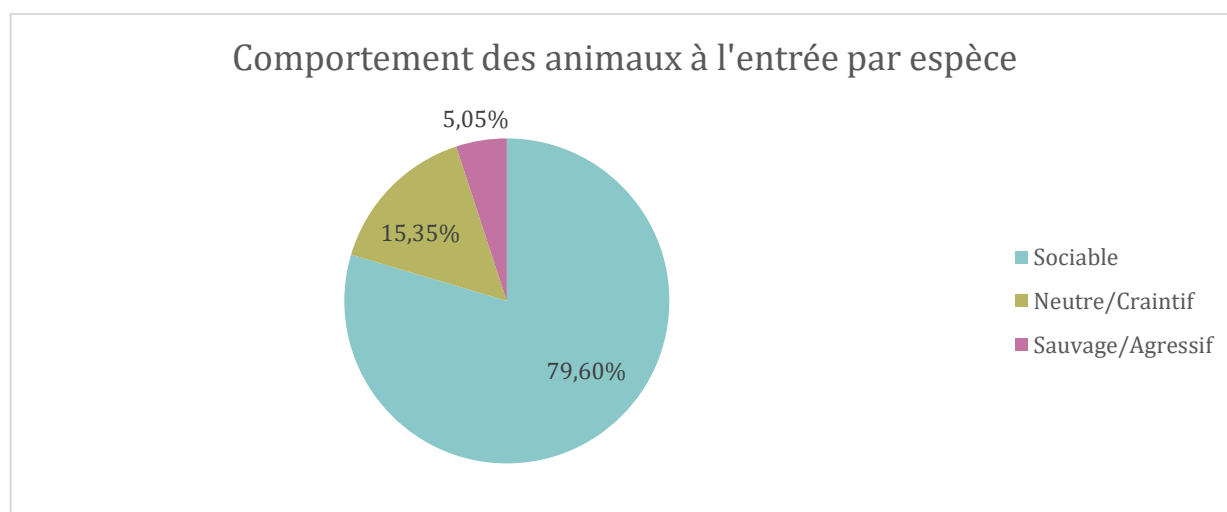
36 animaux arrivés étaient blessés (legers à graves)

BILAN 2020 DE LA GESTION DE FOURRIERE

55 animaux étaient malades ou présentaient un mauvais état de santé, en grande majorité des chats dont le comportement laissait à supposer qu'ils étaient sauvages (type chats libres au sens de l'art. L211-27 du Code Rural).



COMPORTEMENT DES ANIMAUX



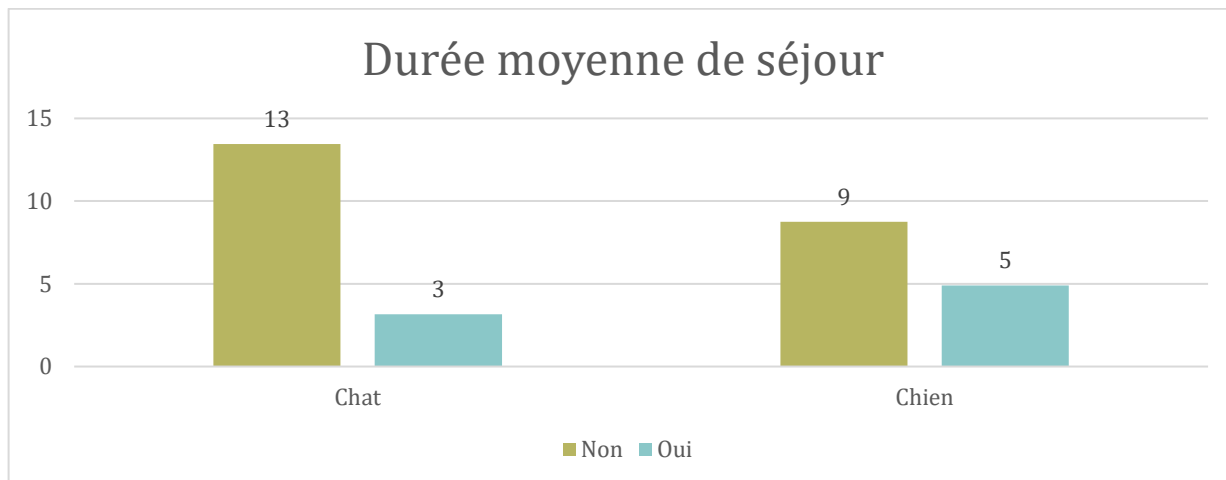
En 2020, la grande majorité des animaux sont sociables.

BILAN 2020 DE LA GESTION DE FOURRIERE

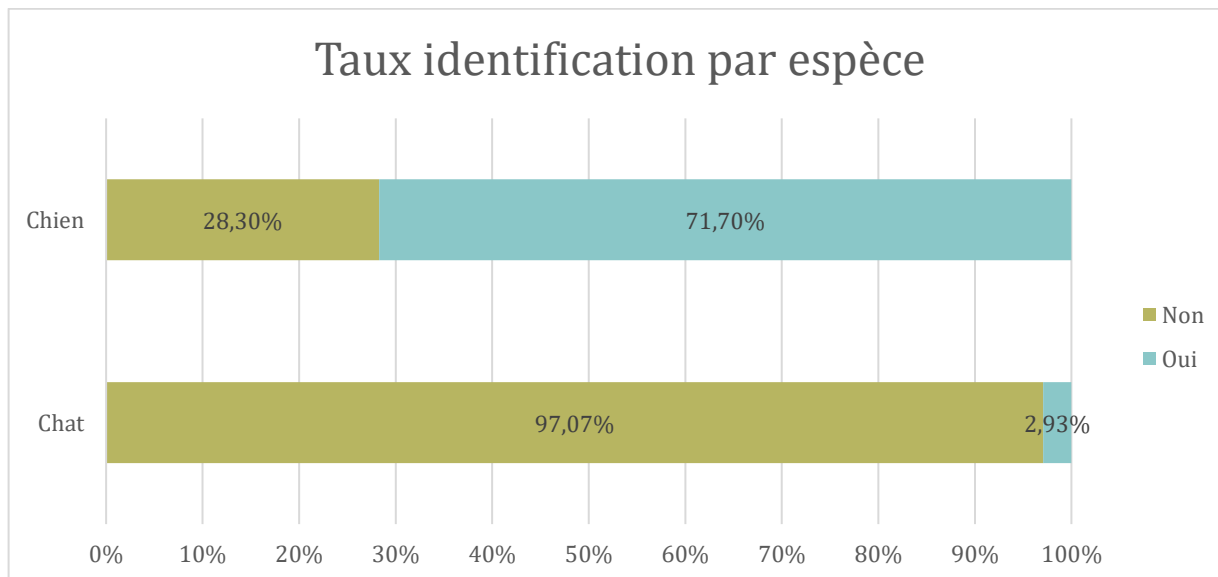
DURÉE DE SÉJOUR

La durée moyenne de séjour est de l'ordre de 11 jours, ce critère est relatif, mais il n'est en rien révélateur puisqu'il est fonction du motif du séjour et de l'état sanitaire des animaux à l'entrée.

Le contexte pandémique a accentué la durée moyenne de séjour des animaux non identifiés avant leur transfert en association. Ils résident en moyenne 13 jours au centre animalier.

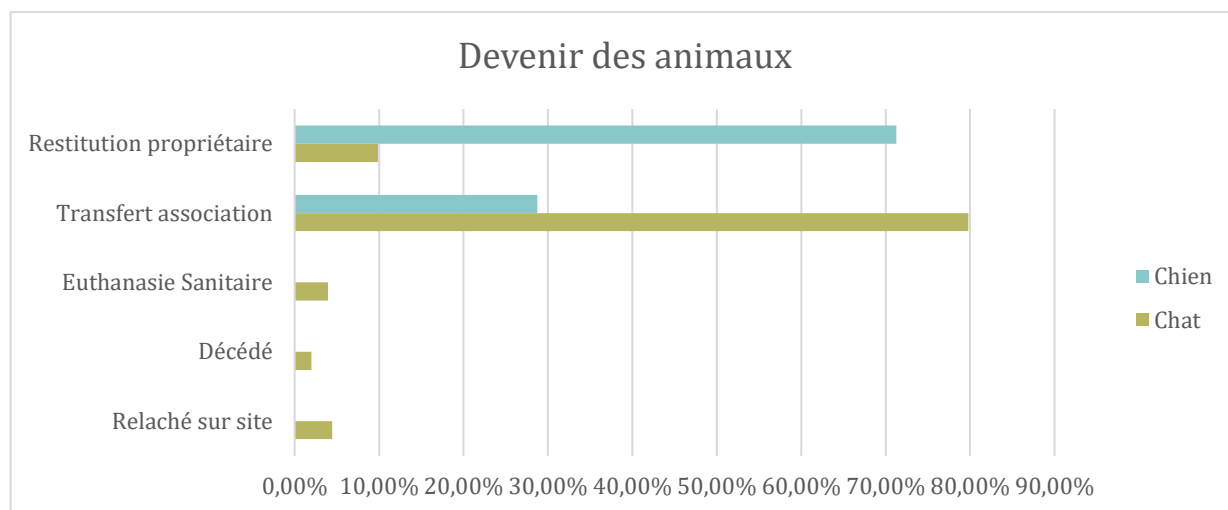


La durée moyenne de séjour pour les chiens identifiés est de l'ordre de 5 jours. Contrairement aux chats qui étant donné le taux d'identification faible, ont une moyenne de séjour beaucoup plus importante au centre animalier avant leur transfert en association. On peut penser que ces animaux n'avaient pas de propriétaires et qu'ils étaient plutôt sur le statut de CHATS LIBRES.



BILAN 2020 DE LA GESTION DE FOURRIERE

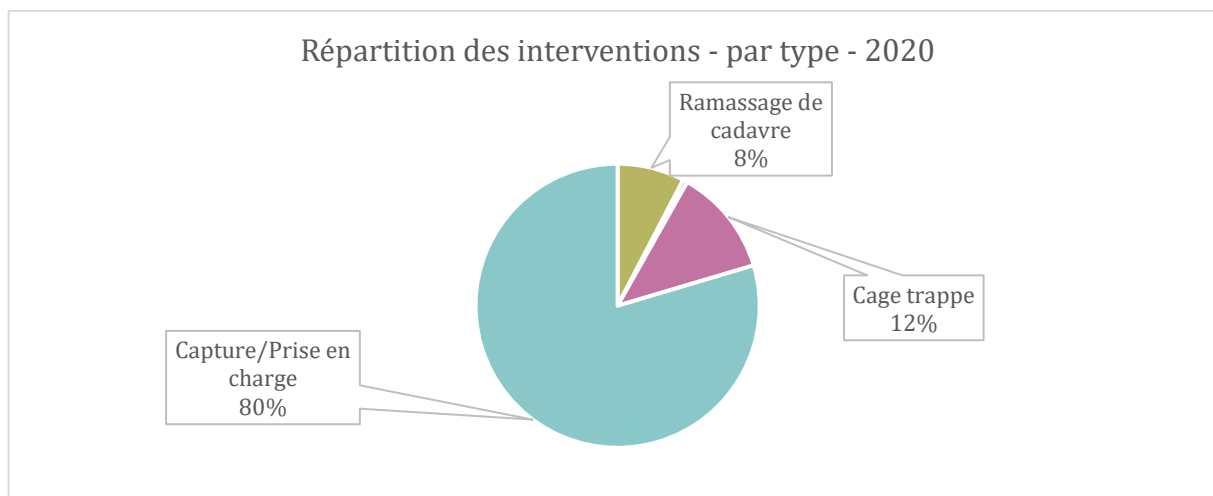
DEVENIR DES ANIMAUX



BILAN 2020 DES INTERVENTIONS – VILLES RATTACHEES AU POLE ANIMALIER

BILAN 2020 DES INTERVENTIONS – VILLES RATTACHEES AU POLE ANIMALIER

En 2020, les équipes du Pôle animalier de Beauvais sont intervenus 195 fois pour prendre en charge 240 animaux (vivants et cadavres).



Villes	Cage trappe	Capture/Prise en charge	Ramassage de cadavre	Ronde	Total général
ABBECOURT		2			2
ATTICHY	9	1			10
AUMONT EN HALATTE		1			1
AUNEUIL	1	15	1		17
BAILLEVAL		3			3
BALAGNY SUR THERAIN		1			1
BEAULIEU LES FONTAINES		2			2
BELLE EGLISE		1			1
BETHISY SAINT PIERRE	3	8	1		12
BOREST		1			1
CHANTILLY		3	1		4
CHAUMONT EN VEXIN		8	1		9
COULOISY		5			5
DIEUDONNE		1			1
FITZ JAMES		3			3
GRANDVILLIERS	2	16	3		21
HAUTEFONTAINE		2			2
JAULZY		1			1

BILAN 2020 DES INTERVENTIONS – VILLES RATTACHEES AU POLE ANIMALIER

LA CHAPELLE EN SERVAL		2	2		4
LA HOUSOYE **		1			1
LA RUE-SAINT-PIERRE			1		1
LACHAUSSEE DU BOIS D'ECU		1			1
LAFRAYE		1			1
LAVERSINES		2			2
LE MONT-SAINT-ADRIEN	2	1	1		4
MAYSEL		1			1
MERY LA BATAILLE		1			1
MILLY SUR THERAIN		5	1		6
MOUY	1	21	3		25
OUDEUIL	2				2
OURSEL MAISON		8			8
PONCHON		3			3
PUISEUX EN BRAY		1			1
PUISEUX LE HAUBERGER		1			1
RANTIGNY		2			2
SACY LE PETIT		1			1
SAINT GERMER DE FLY		8		1	9
SAINT OMER EN CHAUSS•E	3	5			8
SAINT SULPICE		3			3
SERIFONTAINE		2			2
THIESCOURT		4			4
THIEUX	1	5			6
VilleRS-SAINT-BARTHELEMY		2			2
Total général	24	155	15	1	195

BILAN 2020 DE LA GESTION DE FOURRIERE – VILLES RATTACHEES AU POLE ANIMALIER

BILAN 2020 DE LA GESTION DE FOURRIERE – VILLES RATTACHEES AU POLE ANIMALIER

En 2020, 308 animaux dont 293 vivants sont entrés en fourrière, en provenance des communes en dehors de la ville de Beauvais.

On compte 2 abandons, 1 Mordeurs, 2 Mordeurs réquisition et 3 réquisitions administratives. Le reste des animaux est entré en statut de fourrière normale.

Concernant la répartition par espèce, on compte :

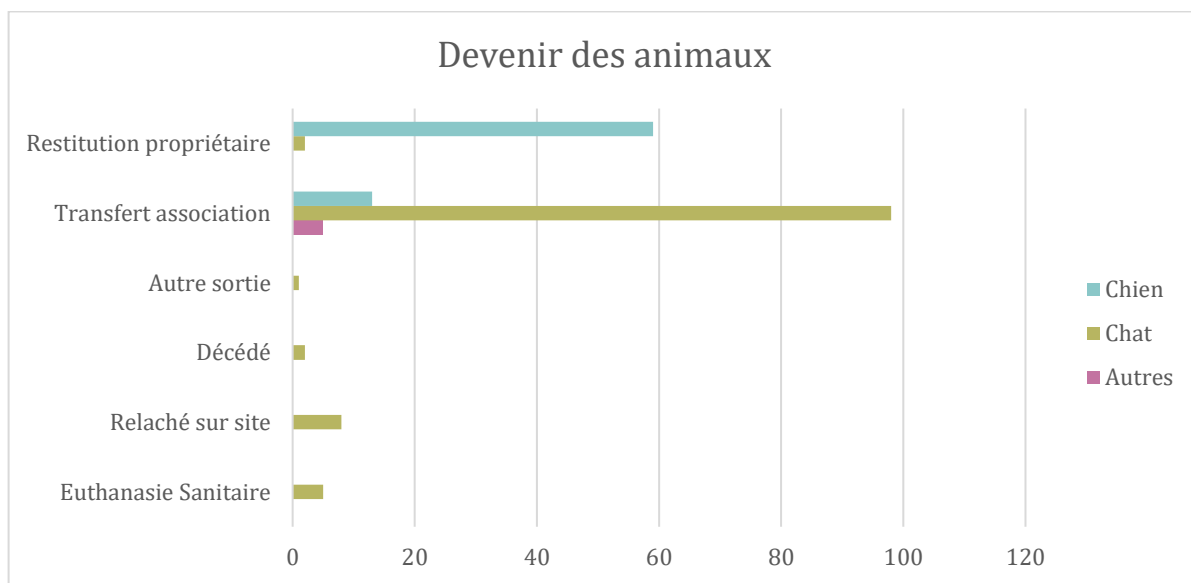
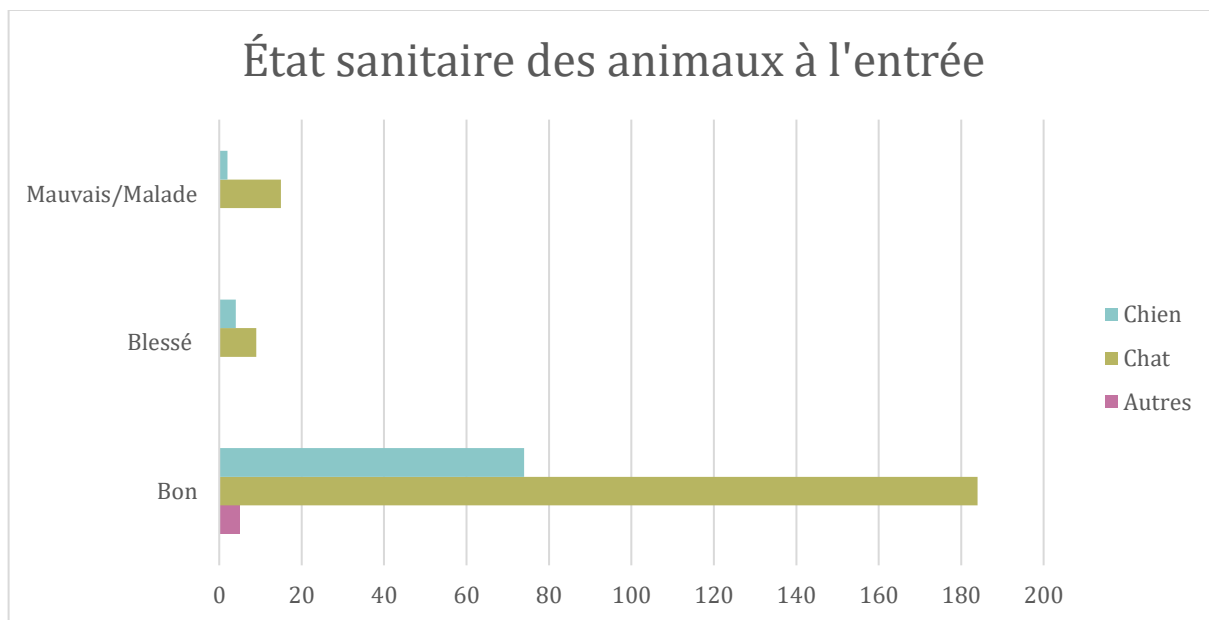
- 5 Autres (lapins nains...)
- 80 chiens
- 208 chats

Villes	Autres	Chat	Chien	Total général
ABBECOURT				3
ATTICHY			3	3
AUNEUIL		1	15	9
AUTEUIL			1	1
AUX MARAIS			7	7
BAILLEVAL			2	2
BALAGNY SUR THERAIN			2	2
BEAULIEU LES FONTAINES				3
BELLE EGLISE			1	1
BETHISY SAINT PIERRE			2	2
CHAMBLY			1	1
CHANTILLY		2		2
CHAUMONT EN VEXIN			3	3
COULOISY			4	4
DIEUDONNE			2	2
FITZ JAMES			10	10
FROCOURT			1	1
GRANDVILLIERS			31	31
LA CHAPELLE EN SERVAL			2	2
LA HOUSOYE **			6	6
LABOSSE			3	3
LACHAUSSEE DU BOIS D'ECU			7	7

BILAN 2020 DE LA GESTION DE FOURRIERE – VILLES RATTACHEES AU POLE ANIMALIER

LAFRAYE			2	2
LAVERSINES	1	1	3	5
LE MONT-SAINT-ADRIEN		1		1
MAYSEL		1		1
MERY LA BATAILLE			1	1
MILLY SUR THERAIN		2	2	4
MOUY	1	11	12	24
OUDEUIL		13		13
OURSEL MAISON		8		8
PONCHON		1	3	4
PUISEUX EN BRAY			1	1
PUISEUX LE HAUBERGER			1	1
PUITS LA VALLEE		1		1
RANTIGNY		4	1	5
REMERANGLES		1		1
ROTANGY			2	2
SACY LE PETIT		4		4
SAINT GERMAIN LES PAROISSES		1		1
SAINT GERMER DE FLY		7	7	14
SAINT LEGER EN BRAY		2		2
SAINT MARTIN LE NOEUD		6		6
SAINT OMER EN CHAUSSEE		11		11
SAINT SULPICE		8		8
SAINTE GENEVIEVE		1	1	2
SERIFONTAINE			2	2
THIESCOURT		9	3	12
THIEUX		8		8
VILLERS-SAINT-BARTHELEMY		4	2	6
Total général	5	208	80	293

BILAN 2020 DE LA GESTION DE FOURRIERE – VILLES RATTACHEES AU POLE ANIMALIER



CONCLUSIONS

Un animal identifié est un animal qui retrouve son foyer !

Même si l'identification est obligatoire depuis 1999 pour les chiens et 2012 pour les chats, les mentalités peinent à changer et les bonnes pratiques tardent à se mettre en place mais au fil du temps, les propriétaires semblent prendre conscience de la nécessité d'identifier leurs animaux.

Rappelons aux administrés la nécessité d'identifier leurs animaux.

La restitution est une véritable obsession pour les équipes du Groupe SACPA. L'objectif de 100% relève de l'utopie mais s'en rapprocher le plus possible sur l'ensemble de nos sites est une priorité. Grâce au travail de nos collaborateurs, l'évolution des outils de recherches, la multiplication des canaux et une prise de conscience des propriétaires sur l'identification de leur animal, ce taux ne cesse d'évoluer.

90%

des animaux identifiés pris en charge par le Groupe SACPA en France sont restitués à leur propriétaire



La gestion des « chats libres » peut être améliorée.

Les chats libres au sens de l'article L.211-27 du Code Rural ne peuvent être gérés de manière éthique et pérenne comme des cas classiques de divagation. Certes, les élus doivent composer avec des usagers sincèrement incommodés par les nuisances causées par ces colonies (surpopulation, bagarres, nuisances sonores et olfactives) et avec le respect de la condition animale.

Aujourd'hui, les campagnes de stérilisation et de relâche sur site sont la seule solution pérenne et durable de gestion de ces colonies. La nature ayant horreur du vide, supprimer ces colonies ne sert à rien dans la mesure où elles se reforment très vite. La stérilisation permet de contrôler les populations dans le temps et de garder la niche écologique occupée.

Si les grandes masses restent globalement stables, certains indicateurs méritent une analyse plus fine car ils pourraient être améliorés grâce à des actions de sensibilisation conjointe des collectivités et du Groupe SACPA (notamment via Clara, sa fondation d'entreprise).

CONCLUSIONS



Des outils connectés pour permettre aux animaux de retrouver leur foyer. Riche d'un maillage territorial fort unique en France, le Groupe SACPA dispose d'outils permettant aux animaux de retrouver leur propriétaire le plus rapidement possible. Au-delà d'un réseau de centres animaliers connectés et d'informations centralisées et partagées en temps réel, le Groupe dispose également de puissants outils digitaux comme "Vigipet". Déjà riche de près de 8000 abonnés, cette page Facebook relie les centres animaliers aux propriétaires à la recherche de leur fidèle compagnon égaré. Aidés par les nombreux partages des annonces, des dizaines d'animaux ont déjà retrouvé leur foyer grâce à Vigipet !

VOS CONTACTS POUR TOUTE DEMANDE DE RENDEZ-VOUS :

Vos contacts pour toute demande de rendez-vous :

AUDREY CHAZAL
RESPONSABLE ADV
MARCHES PUBLICS

STEPHANIE PEYHARDI
ASSISTANTE COMMERCIALE
CONTRATS – CHATS LIBRES

ALBANE PERRAULT
RESPONSABLE DE SITE

Tél : 05 53 89 64 48

Mail : a.chazal@sacpa.fr

Tél : 05 53 89 74 63

Mail : s.peyhardi@sacpa.fr

Tél : 06.11.11.70.95

Mail : albane.perrault@sacpa.fr

Pour nous joindre

Groupe SACPA

SIEGE SOCIAL : 12 Place Gambetta – 47700 CASTELJALOUX

Tél : 05 53 89 60 59 (Service commercial : tapez 1 / Fondation Clara : tapez 5)

Mail : contact@sacpa.fr

<http://groupesacpa-chenilservice.fr/accueil-collectivites.html>



	Intitulé	N-1			2020		
		Réalisé	N - N-1	% Ecart	Réalisé	Budget	Ecart
P R O D U I T S	contrat ville de BEAUVAIS	102 325	376	0,37%	102 701	79 957	22 744
	Restitutions, frais de fourrières	15 976	-2 957	-18,51%	13 020	13 167	-147
	Interventions Privées, pensions, Autres pdts	16 054	-8 294	-51,67%	7 759	3 051	4 709
	Contrats Fourrière villes extérieures	143 209	-22 334	-15,60%	120 874	203 333	-82 459
	Vente de matériels	0	0	#DIV/0!		0	0
	Facturations diverses	50 000	0	0,00%	50 000	50 000	0
	Pdts de cessions,Trans. de charges	12 460	-5 161	-41,42%	7 299	0	7 299
	Pdts gestion courantes, financiers	2	331	16558,00%	333	0	333
	Produits excep..exer ant., subvention exp	0	71	#DIV/0!	71	0	71
	Prov. et reprises/prov, pertes/créa	-59	-20	33,33%	-78	0	-78
	TOTAL PRODUITS	339 967	-37 989	-11,17%	301 979	349 508	-47 529
	C H A R G E S	Salaires	-148 651	16 123	-10,85%	-132 529	-134 416
Charges Sociales		-51 295	6 508	-12,69%	-44 787	-51 258	6 471
Part.Form.Cont, Const,T.App, autres ch		-2 976	-682	22,92%	-3 659	-3 678	20
TOTAL PERSONNEL INTERNE		-202 922	21 948	-10,82%	-180 974	-189 353	8 379
Personnel intérimaire		0	0	#DIV/0!		0	0
Ss-traitance, éqvar., surv....		-630	630	-100,00%		-655	655
Honoraires		0	0	#DIV/0!		0	0
TOTAL PERSONNEL EXTERNE		-630	630	-100,00%	0	-655	655
Honoraires et salaires Vétérinaires		-54 886	-17 792	32,42%	-72 678	-20 527	-52 151
Produits vétérinaires, matériel		-3 613	3 601	-99,67%	-12	-8 073	8 061
Identification		-23	0	0,00%	-23	-3 593	3 570
TOTAL FRAIS VETERINAIRES		-58 522	-14 191	24,25%	-72 713	-32 193	-40 520
Alimentations		-14 318	-1 587	11,08%	-15 905	-4 034	-11 871
Variation de stock alimentation		-2 270	3 389	-149,33%	1 120	-161	1 281
TOTAL AUTRES CHARGES ANIMAUX		-16 587	1 802	-10,87%	-14 785	-4 195	-10 590
Location immob et charges locatives		-1 392	-13	0,93%	-1 405	0	-1 405
Dot. aux amortiss im. et frais fi.		0	0	#DIV/0!		-302	302
Ent./Maint., fournitures structures		-8 269	-3 020	36,52%	-11 288	-6 127	-5 161
Eau, Gaz, Electricité, Fuel		-11 186	-16 699	149,28%	-27 886	-6 912	-20 973
Assurance structures / juridique		-829	-32	3,89%	-862	-863	2
Taxes fonc, habitations....		0	0	#DIV/0!		0	0
TOTAL CHARGES DE STRUCTURE		-21 676	-19 764	91,18%	-41 441	-14 205	-27 236
Location de véhicules		-11 583	-405	3,50%	-11 988	-6 808	-5 181
Amort. véhicules/Aména, frais fi.		-713	-2 220	311,42%	-2 932	-3 331	398
Carburant		-7 269	1 370	-18,84%	-5 900	-3 862	-2 038
Ent./Maint, fournitures véhicules		-7 815	4 902	-62,72%	-2 913	-1 184	-1 729
Assurance véhicules		-6 055	-860	14,21%	-6 915	-3 781	-3 134
Vignettes, Cartes grises, taxes div		-846	0	0,00%	-846	-231	-615
TOTAL CHARGES VEHICULES		-34 281	2 787	-8,13%	-31 495	-19 196	-12 299
Matières lère et variations stocks		0	-20	#DIV/0!	-20	-119	99
Mat. de capture, héberg. et amort. mat cap.		-6 391	2 272	-35,55%	-4 119	-837	-3 282
Achats de litière		-4 254	-2 238	52,60%	-6 492	-611	-5 881
Petit out, emb.,vét trav., four div		-3 863	-5 066	131,13%	-8 929	-1 535	-7 393
Fournitures adm., infor et amort.		-2 355	-113	4,79%	-2 468	-1 624	-844
Entretien/Maintenance mat et out.		0	-82	#DIV/0!	-82	-63	-19
Location mach aff., photoc., autres		-1 173	-12	1,03%	-1 185	-1 699	514
Publicité, annonces, insertions		-396	313	-79,19%	-82	0	-82
Frais postaux, téléphone, internet		-2 909	-89	3,05%	-2 998	-2 862	-136
Dépla.,ind km, missions, réceptions		-1 085	420	-38,68%	-665	-1 412	747
Formations, Documentations		0	0	#DIV/0!		0	0
Cotisations, redevances		-24	24	-100,00%	0	0	0
Frais d'actes,contentieux,formalité		0	0	#DIV/0!		0	0
Abonnements		-80	8	-10,37%	-72	-40	-32
Frais de certification		0	0	#DIV/0!		0	0
Ch. div. (dons, cad.,ports, amend.)		-3 158	-3 832	121,37%	-6 990	-1 128	-5 863
TOTAL FRAIS DIRECTS		-25 689	-8 415	32,76%	-34 103	-11 931	-22 172
Charges div. de gestion, valeur cpt acifs cédés		-1	0	-33,33%	0	0	0
Frais financiers, services bancaires		-93	8	-8,46%	-85	-310	225
Charges exceptionnelles, sur exerc. Antérieur		-231	172	-74,50%	-59	0	-59
Dotations aux prov ris et ch., pertes / créances		0	0	#DIV/0!		0	0
Impôts et taxes diverses		-14 094	-2 340	16,60%	-16 434	-17 672	1 238
TOTAL AUTRES CHARGES		-14 419	-2 159	14,98%	-16 578	-17 982	1 403
TOTAL CHARGES	-374 727	-17 362	4,63%	-392 089	-289 708	-102 381	
CHARGES DE SIEGE ET SOCIETE	-34 886	-8 708	24,96%	-43 594	-33 939	-9 655	
Impôt et Participation	0	0	0	0	-12 255	-12 255	
Résultat Net	669 879	-64 059	91,98%	-133 704	13 605	-147 309	



Présentation du service de l'année 2020

Jean-Marie MASSÉ, chargé de relations contractuelles
Richard POULTIER, chef de centre

Quelques données techniques de l'année 2020

- ⇒ Pas de travaux de branchement ni d'extension du réseau pendant la période.
- ⇒ La chaleur livrée en baisse de **9,7%** par rapport à 2019 dont **- 11,6%** pour la seule part climatique.
- ⇒ La rigueur climatique 2020 est en baisse par rapport à celle de 2019 (**- 7%**).
- ⇒ L'effet crise sanitaire se retrouve donc vraisemblablement dans la baisse des besoins enregistrée.
- ⇒ Le taux de couverture bois moyen annuel est de **82,8%**, en baisse de **2,4** points par rapport à la saison précédente. (pannes process bois en mai et mois de septembre très doux)
- ⇒ Disponibilité du service : pas d'interruption de service (sauf fuites sur réseau Agel et tronçon Copro Jeanne HACHETTE/BELLEVUE)



Quelques données techniques de l'année 2020

- ⇒ Remplacement du chargeur automoteur de manutention du bois et des deux bennes à cendres.
- ⇒ Poursuite de la surveillance des appoints d'eau du réseau en liaison avec les fuites apparues sur le réseau AGEL

Perspectives de raccordement

- ⇒ Pas de construction en cours dans le périmètre de la DSP
- ⇒ Contexte commercial défavorable pour le potentiel de raccordement existant (prix du gaz à la baisse)

Conclusion : Le déficit de raccordement perdure (-6%)

Quelques données financières de l'année 2020 pour les abonnés

- ⇒ Redevance R1 (énergie) en baisse de 93 c€/MWh, soit **-2,8%** par rapport à 2019.
- ⇒ Redevance R2 (abonnement) en hausse de 10 c€/URF, soit **+0,2%** par rapport à 2019.
- ⇒ Effet prix favorable par rapport à 2019, **-1,0%**.
- ⇒ En moyenne R1+R2 par MWh, hausse de **4,8%** par rapport à 2019 (effet quantité défavorable).

Quelques données financières de l'année 2020 pour le délégataire

- ⇒ Chiffre d'affaires de **2 002 k€**, en baisse de **5,6%** par rapport à 2019, lié à la baisse de vente de chaleur.
- ⇒ Bénéfice de **0,95 k€**
- ⇒ Renflouement partiel d'un montant de **122 k€** de la subvention d'équilibre à CRAM (385 k€) (solde restant à rembourser = 37 k€)
- ⇒ Déficit cumulé de recettes R2 de **1 306 k€** (déficit de raccordement sans changement)



Perspectives 2021

- ⇒ Redevances R1 et R2 **stables**, quantités de chaleur livrée en baisse (crise sanitaire et rigueur climatique).
- ⇒ Situation financière sans changement (**pas ou peu de bénéfices ou pertes**)
- ⇒ Continuer le travail pour faire aboutir le **contentieux BCSJ/Mairie/COLAS/WANNITUBE**
- ⇒ Projets : travail avec la mairie de Beauvais à l'élaboration du **schéma directeur de développement du réseau**



Quelques informations diverses

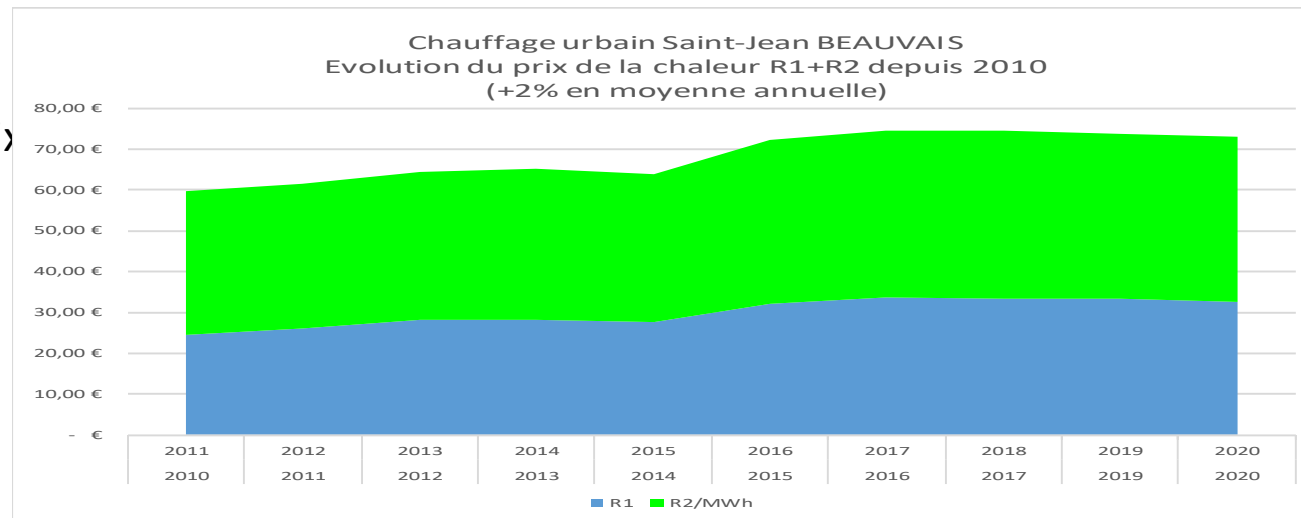
Bilan CO₂ évité (source ADEME bilan GES) :

Pour livrer 25 530 MWh de chaleur, le réseau Saint-Jean a émis 540 tonnes de CO₂

Pour livrer 25 530 MWh de chaleur, les chaufferies au gaz naturel auraient émis 6 690 tonnes de CO₂

⇒ **Le recours au réseau évite près de 6 200 tonnes de CO₂ par an.**

⇒ Evolution des prix



Focus données énergétiques 2020

		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
RATIOS DE PRODUCTION														
Taux de couverture chaudière bois 1 (4500 kW)	%	43.8%	52.6%	43.7%	32.8%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	24.9%	51.4%	50.4%	50.9%	
Taux de couverture chaudière bois 2 (5500 kW)	%	55.2%	35.9%	52.4%	62.6%	40.0%	0.0%	0.0%	0.0%	47.9%	49.0%	48.9%	48.9%	
Taux de couverture bois	%	98.9%	88.4%	96.1%	95.4%	40.0%	0.0%	0.0%	0.0%	24.9%	99.2%	99.4%	99.9%	82.8%
Taux de couverture gaz	%	1.1%	10.1%	2.8%	4.3%	52.7%	100.0%	100.0%	100.0%	75.1%	0.8%	0.6%	0.1%	16.8%
Taux de couverture fioul	%	0.0%	1.5%	1.1%	0.2%	7.3%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.1%	0.7%
Temps d'indisponibilité chaudière bois 1	heures	33	11	44	36	0	0	0	0	111	14	49	49	206
Temps d'indisponibilité chaudière bois 2	heures	1	240	33	175	15	0	0	0	0	19	7	47	537
Taux d'indisponibilité chaudière bois 1	%	4%	2%	4%	5%	0%	0%	0%	0%	0%	15%	2%	4%	3.4%
Taux d'indisponibilité chaudière bois 2	%	0%	35%	4%	23%	2%	0%	0%	0%	0%	2%	1%	6%	4.1%
PRODUCTIONS DE CHALEUR (jour de relevé)														
Chaudière bois 1 (4500 kW)	MWh	2082	1755	1637	645	0	0	0	0	677	1246	1638	2736	12 435
Chaudière bois 2 (5500 kW)	MWh	2106	1400	1893	1480	372	0	0	0	1525	1589	2722	2722	13 088
Economiseur 1	MWh	117	63	73	17	0	0	0	0	11	35	104	203	423
Economiseur 2	MWh	152	101	133	109	26	0	0	0	70	86	153	153	628
Condenseur	MWh	36	17	21	2	0	0	0	0	0	9	17	17	102
Total chaudières bois (11000 kW)	MWh	4493	3336	3757	2273	398	0	0	0	688	2874	3425	5831	27 077
Chaudière C (Gaz naturel)	MWh	209	222	114	94	1028	1031	954	854	755	10	22	18	5 311
Chaudière fioul 1	MWh	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Chaudière fioul 2	MWh	10	51	44	5	120	0	0	0	0	0	0	0	230
Chaudière fioul St Esprit	MWh	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total chaudières fioul	MWh	10	51	44	5	120	0	0	0	0	0	0	0	230
TOTAL DE PRODUCTION DE CHALEUR (jour de relevé)	MWh	4712	3609	3917	2372	1545	1031	954	854	1442	2887	3447	5849	32 619
PRODUCTIONS DE CHALEUR (fin de mois)														
Chaudière bois 1 (4500 kW)	MWh	2094	2064	1717	700	0	0	0	0	274	1429	1756	2208	12 242
Chaudière bois 2 (5500 kW)	MWh	2547	1349	1988	1278	508	0	0	0	1299	1719	2149	2149	12 957
Economiseur 1	MWh	118	84	75	18	0	0	0	0	1	30	113	164	404
Economiseur 2	MWh	192	96	140	90	48	0	0	0	60	90	116	116	830
Condenseur	MWh	31	20	23	2	0	0	0	0	0	7	17	17	100
Total chaudières bois (11000 kW)	MWh	5004	3613	3942	2087	656	0	0	0	274	2817	3684	4655	26 793
Chaudière C (Gaz naturel)	MWh	54	412	114	94	866	1012	994	911	827	22	22	6	5 335
Chaudière fioul 1	MWh	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Chaudière fioul 2	MWh	0	61	44	5	120	0	0	0	0	0	0	0	230
Chaudière fioul St Esprit	MWh	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total chaudières fioul	MWh	0	61	44	5	120	0	0	0	0	0	0	0	230
TOTAL DE PRODUCTION DE CHALEUR (fin de mois)	MWh	5258	4936	4102	2187	1642	1012	994	911	1101	2837	3706	4661	32 298
VENTE DE CHALEUR EN SOUS-STATION														
Pertes distribution	MWh	4320	3416	3526	1748	1104	611	578	524	648	2284	2900	3851	25 530
Pertes distribution par différence	MWh	738	670	576	419	538	401	416	387	454	555	806	809	4 748
Rendement distribution	%	95.4%	83.6%	86.0%	80.9%	67.2%	60.4%	58.2%	57.5%	58.8%	80.4%	78.2%	82.6%	79%
CONSOUMATIONS D'ENERGIES														
Livraison Bois	tonnes	1595	1091	1593	481	0	0	0	0	292	1294	940	2253	9 540
PCI moyen calculé	kWh/tonne	2996	3049	3054	3160	3160	0	0	0	3248	3254	3277	3074	3 086
Stock fin de mois (base 250kg/m3)	tonnes	150	125	325	125	0	0	0	0	75	250	125	250	
Consommation bois	MWh PCI	4854	3404	4255	2153	395	0	0	0	706	3441	3554	4541	29 504
Consommation gaz naturel	MWh PCS	277	254	135	113	1140	1175	1104	981	889	12	254	7	4 112
Consommation fioul	m3	3	5	5	1	7	0	0	0	0	0	0	0	30.2
Consommation énergie électrique	kWh/élec	117 951	91 806	96 584	62 663	54 548	32 029	25 041	28 663	34 086	73 786	86 097	98 321	801 575
CONSOUMATIONS D'ENERGIES (fin de mois)														
Consommation bois	MWh PCI	5405	3687	4465	1977	651	0	0	0	282	3566	3823	5222	29 078
Consommation gaz naturel	MWh PCS	72	471	135	113	960	1153	1150	1047	974	26	26	2	6 128
Consommation fioul	m3	0.0	6.0	5.1	1.0	6.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	18.6
RENDEMENTS DE PRODUCTION SUR PCI														
Rendement chaudières bois sur PCI	%	92.6%	98.0%	88.3%	105.5%	100.8%				97.4%	79.0%	94.4%	89.1%	82%
Rendement chaudières gaz sur PCI	%	83.7%	97.3%	95.0%	92.8%	100.2%	97.6%	96.1%	96.7%	94.3%	92.7%	93.6%	273.4%	97%
Rendement chaudière fioul sur PCI	%		103.4%	88.2%	54.8%	186.8%								126%
Ratio énergie électrique/MWh chaleur produit	kWh/élec/MWh	25.0	25.4	24.7	26.4	35.3	31.1	26.2	33.6	23.6	25.6	25.0	16.8	34.6
AUXILIAIRES DE CHAUFFAGE														
Consommation appoint eau	m3	192	206	18	13	18	15	31	13	649	13	11	19	1 198
Consommation carburant chargeur silo	litres	311	220	312	0	0	0	0	0	0	0	0	0	843
Ratio fioul manutention	l / t bois	0.19	0.20	0.20	0.00	0.00				0.00	0.00	0.00	0.00	0.09
CIENDRES														
Humide	tonnes	8.58		1.18	19.00	10.10	25.14	8.84			8.28	14.60	17.28	113.0
Sèche	tonnes		1.20	1.55			1.15							3.9
RESEAU CLIMATIQUE														
DJ	base 18	392	291	333	201	165	79	2	89	190	272	370	370	2 385
Nombre de jours	base 18	31	29	33	30	31	30	31	31	31	30	31	31	366
DJ m-1	base 18	443	345	267	278	211	78	0	95	162	307	376	376	2 542
EVOLUTION BESOIN CHALEUR EN SOUS-STATION														
Chaleur non climatique	MWh	551	551	551	551	551	551	551	551	551	551	551	551	6 613
Chaleur climatique	MWh	3769	2845	2975	1217	553	40	27	-27	97	1733	2349	3300	18 917
Chaleur totale	MWh													25 530
Chaleur non climatique n-1	MWh													6 754
Chaleur climatique n-1	MWh													21 008
Chaleur totale n-1	MWh													28 261



Conclusion

- ⇒ Des engagements environnementaux tenus
- ⇒ Une grande disponibilité du service (proche de 100%)
- ⇒ Un résultat financier très tendu (équilibre)
- ⇒ Le déficit de raccordement sans changement
- ⇒ Des projets tournés vers le développement du réseau et le renfort de sa pérennité
- ⇒ Vers un apurement total de la dette de BCSJ envers sa maison mère (actionnaire unique CRAM)





Merci de votre attention.





RAPPORT D'ACTIVITES DE L'ANNEE 2020

Sommaire

- I. Indicateurs & Chiffres-clefs..... page 3
- II. Bilan..... page 4
- III. Recettes et affluences par événement..... page 5
- IV. Compte d'exploitation..... *pages 6 & 7*
- V. Statistiques..... *pages 8 & 9*

Indicateurs et Chiffres-clefs

Année 2020

	2020		2019		2018					
	Locations de salles	Prestations annexes	Locations de salles	Prestations annexes	Locations de salles	Prestations annexes				
Recettes H.T.	25 951,60 €	56 739,00 €	124 006,23 €	126 069,20 €	112 743,41 €	111 221,30 €				
Totaux	90 298,85 €		250 075,43 €		223 964,71 €					
<i>En 2020, les recettes sont en baisse de près de 64% par rapport à l'année précédente</i>										
TYPE D'ÉVÉNEMENTS	2020		2019		2018		VARIATIONS			
	Nb	Affluences	Nb	Affluences	Nb	Affluences	De 2019 à 2020		De 2018 & 2019 à 2020	
							Nb	Affluence	Nb	Affluence
Spectacles	6	11108	12	19633	23	51398	-50%	-43%	-66%	-69%
Salons & Congrès	8	7 800	20	41 350	11	26 517	-60%	-81%	-48%	-77%
Repas & Soirées	9	6 080	8	8 805	7	8 172	13%	-31%	20%	-28%
Événements sportifs	0	0	6	17 710	4	2 900	100%	-100%	100%	-100%
Résidences de pré-production	1	0	2	0	0	0	-50%		0%	
Autres (Don du sang, parking CD60)	3	0	2	450	0	0	50%	-100%	200%	-100%
TOTAUX	27	24988	50	87948	45	88987	-46%	-72%	-43%	-72%

Bilan

L'année 2020 a débuté de façon habituelle, avec notamment des mois de janvier et de février similaires à ceux des années précédentes en termes d'événements (nombre et typologie), et d'affluence.

La pandémie de COVID-19 se déclare début 2020, et nous devons fermer l'Elispace en urgence, le samedi 29 février. La dernière journée du salon du camping-car est annulée, tout comme bon nombre d'événements prévus dans notre salle cette année.

Slimane et Vita maintiennent leur résidence de préproduction début mars, mais sont contraints d'annuler la première date de la tournée, prévue à Beauvais. Compte tenu des nombreuses répétitions supplémentaires engendrées par les différents confinements, toutes les dates de cette tournée prévues dans les salles de moins de 4 500 places seront annulées dans les jours qui suivent.

Quelques semaines plus tard, nous convertissons l'Elispace en usine de confection de masques en tissu, et en plateforme logistique de distribution de masques. Notre site fabrique près de 200 000 masques, et coordonne la distribution de 400 000 masques à destination des habitants de l'agglomération du Beauvaisis, et de ses structures prioritaires (écoles, EPHAD, hôpitaux, etc.).

Compte tenu de l'évolution de cette pandémie dans l'Oise, l'Elispace est autorisé à ouvrir de nouveau ses portes au public, de début septembre à mi-octobre. Durant cette période, quelques rares événements auront lieu, notamment la foire exposition *Expo60*, le spectacle de *Roland Magdane*, ou encore l'élection de *Miss Picardie*. Mi-octobre, nous serons de nouveau contraints de fermer nos portes au public et de reporter ou annuler une bonne partie des événements prévus.

Aux mois de novembre et décembre, notre salle est de nouveau convertie en plateforme logistique, cette fois au profit du CCAS. À cette occasion, plus de 7 000 colis de Noël sont distribués aux retraités beauvaisiens, et plus de 3 000 jouets feront le bonheur des enfants de Beauvais.

Comme chacun peut l'imaginer, cette pandémie a donc eu un impact très fort sur notre activité, sur l'affluence du public, et sur nos recettes. En effet, les recettes de l'année 2020 représentent 36% des recettes de 2019. De la même façon, nous avons perdu plus de 60% des jours d'exploitation et plus de 70% d'affluence dans notre lieu.

Recettes et affluences par événement

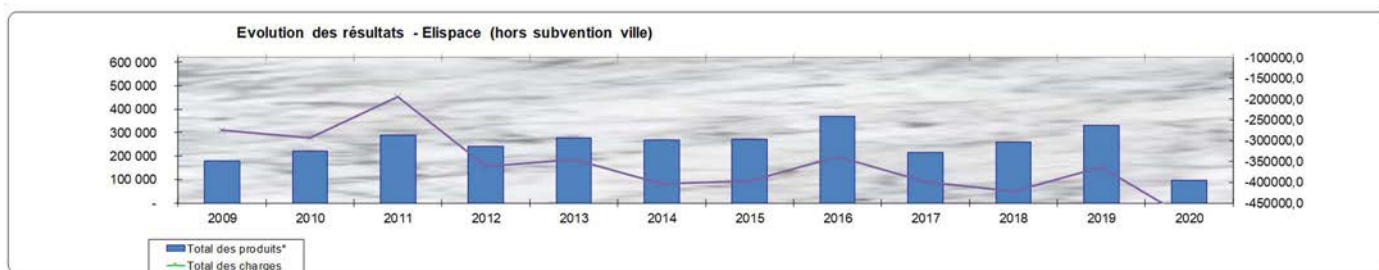
EVENEMENTS			AFFLUENCES				RECETTES HT			RECETTES TTC
DATE	NOM	TYPE	PLACES PAYANTES	EXONEREES	ENTREES GRATUITES	TOTAL	LOCATION	PRESTAS	TOTAL HT	TOTAL TTC
11,12,15,18,19,22 janvier	Repas des seniors	repas dansant			4200	4200	0,00 €	11 553,90 €	11 553,90 €	13 864,68 €
jeudi 10 janvier	Vœux aux personnalités	cocktail				1200				
Dimanche 2 février	Congrès Jardins Fam	repas dansant				600	0,00 €	2 191,10 €	2 191,10 €	2 629,32 €
Mercredi 5 février	Vœux Crédit Agricole région	AG+ cocktail+ soirée dansante				800	5 185,00 €	2 917,30 €	8 102,30 €	9 722,76 €
Jeudi 6 févr	Cocktail BOUYGUES	COCKTAIL				80	350,00 €	508,50 €	858,50 €	1 030,20 €
Vendredi 7 février	MESSMER	spectacle	1230	104		1334	3 949,05 €	2 276,20 €	6 225,25 €	7 470,29 €
Samedi 8 février	Laura Laune	spectacle	1687	128		1815	1 997,60 €	2 470,90 €	4 468,50 €	5 362,20 €
Jeudi 13 février	NRJ MUSIC TOUR	spectacle			4300	4300	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Mardi 18 février	VERONIC DICAIRE	spectacle	1451	104		1 655	4 682,20 €	2 404,30 €	7 086,50 €	8 503,80 €
Du 27 au 29 février	Salon Camping-car	salon				600	5 239,25 €	2 369,00 €	7 608,25 €	9 129,90 €
Du 2 au 6 mars	V&S répets	résidence artistes				0	0,00 €	4 996,50 €	4 996,50 €	5 995,80 €
Vendredi 4 septembre	Réunion Plan Région	AG				250	0,00 €	1 832,80 €	1 832,80 €	2 199,36 €
Du 15 au 17 sept	EXPO 60	salon				6 000	8 227,75 €	5 343,80 €	13 571,55 €	16 285,86 €
Vendredi 25 sept	Roland MAGDANE	spectacle	564	40		604	1 475,00 €	1 689,60 €	3 164,60 €	3 797,52 €
Mercredi 30 sept	AG du COS	AG				150	0,00 €	778,00 €	778,00 €	933,60 €
Jeudi 1er octobre	Examen SSIAP - Alliance formation	réunion				6	85,00 €		85,00 €	102,00 €
Dimanche 11 octobre	Election Miss Picardie	spectacle				1400	0,00 €	2 423,10 €	2 423,10 €	2 907,72 €
Du 24 nov au 4 dec	Distribution colis CCAS	Autre					0,00 €	8 537,00 €	8 537,00 €	10 244,40 €
Du 10 au 16 dec	Distribution cadeaux CCAS	Autre					0,00 €	6 816,00 €	6 816,00 €	8 179,20 €
TOTAUX						24994	31 190,85 €	59 108,00 €	90 298,85 €	108 358,61 €

Compte d'exploitation

ANNEES		2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
DEPENSES		669 317	705 949	615 415	681 897	693 858	583 979
11	Total ch. A catactère général	325 572	364 768	298 805	335 309	298 082	180 445
6042	Ach.Prest.Serv.(<>Terr.à Am.)	495	69 842	510	115	8 465	450
60611	Eau et assainissement	4 952	1 923	3 385	6 333	4 933	9 454
60612	Energie - Electricité et gaz	83 707	63 644	64 470	65 370	89 425	79 425
60621	Combustibles						
60622	Carburants	792	350	618	748	627	319
60623	Alimentation	532	246	518	575	483	415
60628	Autres Fourn. non stockées	6 257	4 979	5 638	5 595	8 765	4 401
60631	Fournitures d'entretien	2 539	2 665	2 479	2 282	2 061	1 781
60632	Fournitures de petit Equip.	2 486	1 642	3 967	3 763	3 351	3 037
60636	Vêtements de travail	890	788	778	716	772	784
6064	Fournitures administratives	344	151	503	171	208	199
6078	Autres marchandises CAFET	235	8 126	3 208	6 598	4 517	-
611	Cont.Prest.Serv. avec des Ent.	2 294	5 583	10 004	8 042	7 394	3 349
6135	Locations mobilières	1 898	2 142	2 168	1 758	1 957	2 938
61522	Bâtiments	5 126	3 579	14 138	7 452	9 693	11 109
61523	Voies et réseaux						
61551	Matériel roulant	6 579	1 493	723	2 134	362	936
61558	entretien réparat° autr fournit	4 794	8 730	5 824	27 858	8 381	5 243
6156	Maintenance	23 333	19 143	21 400	21 293	18 966	19 473
6182	Documentation Gén. et Tech.						
6184	Vers. à des Org. de formation	1 120	4 253	240	7 032	3 033	1 360
6188	Autres frais divers		920	-	-	-	-
616	Primes d'assurances						-
627	Serv. bancaires et assimilés				23	23	-
6225	Ind. au comptable et aux Rég.	429	-	-	-	161	27
6226	Honoraires						
6231	Annonces et insertions	4 407	4 672	2 290	2 400	3 445	590
6232	Fêtes et cérémonies	861	350	286	416	12 932	159
6236	Catalogues et imprimés	5 896	5 371	10 643	6 529	7 537	16 564
6237	Publications						-
6238	Divers						-
6241	Transports de biens						-
6251	Voyages et déplacements	45	10	-	-	29	-
6256	Frais de déménagement	-	399	-	178	244	745
6261	Frais d'affranchissement						-
6262	Frais de télécommunications	3 140	2 506	1 972	2 030	2 344	1 938
6282	Frais de gardiennage	60 706	52 559	36 992	42 996	81 564	10 934
6283	Frais de nettoyage des locaux	13 098	12 687	11 627	13 863	16 413	4 816
62871	Remb. A la Coll. de rattachement	88 617	86 017	94 424	99 040		-
6288	Autres serv.extérieurs						-
6353	Impôts indirects						-
63512	Taxes foncières						-
12	total ch. De personnel	312 318	303 836	280 903	299 785	345 264	324 752
6218	Autre personnel extérieur	132	31 123	25 097	45	166	-
6331	Versement de transport	1 725	1 638	1 501	1 567	1 710	1 860
6332	Cotisations Vers. au F.N.A.L.	951	910	834	871	949	1 033
6336	Cot.Cent.Nat.Cent.Gest. de FPT	1 902	1 654	1 501	1 567	1 709	1 570
6338	Aut.Imp.Tx.&Vers.Ass.sur Ré.m.	571	546	500	522	570	620
64111	Rémunération principale titulaire	114 886	109 941	113 931	118 469	118 393	110 506
64112	NBI, SFT & indem de Residence	2 308	2 315	2 459	2 511	4 576	2 008
64118	Autres indemnités	19 284	26 099	29 116	38 034	38 499	36 751
64131	Rémunération non titulaire	83 380	43 768	28 293	56 331	89 114	78 992
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	43 566	40 927	36 242	36 653	42 161	46 196
6453	Cot. aux caisses de Ret.	34 067	34 481	34 348	34 784	37 931	34 859
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	5 295	4 464	3 183	2 536	3 120	3 386
6455	Cotisations Assurance du Personnel						3 930
6458	Cot. aux autres Org. Soc.	4 052	5 772	3 694	4 660	5 950	2 762
64832	Cont.au Fds de Comp. de CPA						-
6488	Autres charges de personnel	200	199	202	1 235	416	278
42	total amortissements	30 441	31 869	33 524	46 803	50 510	54 830
6811	Dot.Amort.Immo.Incorp.Corp.	30 441	31 869	33 524	46 803	50 510	54 830
65	Total ch de gestion courante	1	5 475	-	-	2	23 952
67	Total ch exceptionnelles	985	-	2 183	-	-	-

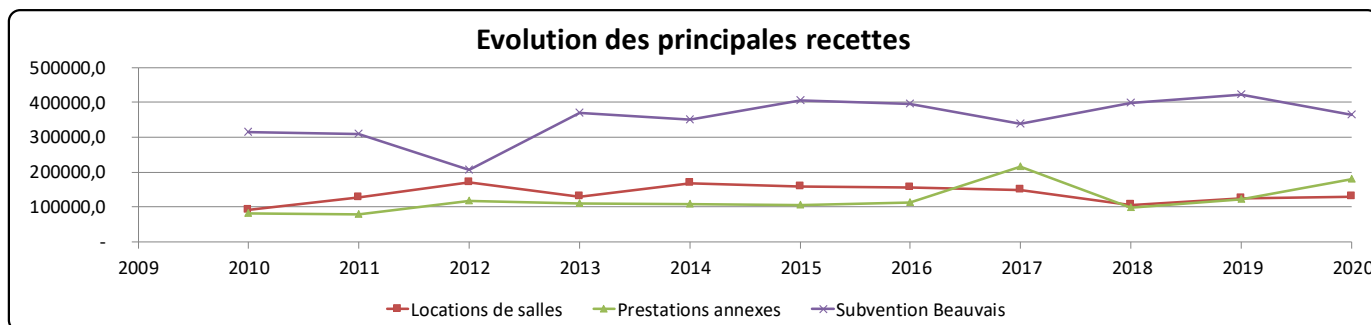
ANNEES		2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
RECETTES		272 139	368 161	216 447	260 123	330 154	95 530
13	Attenuation de charges						
6419	Remb. sur Rém. du Pers.						
42	Mouvements d'ordre	1 467	2 904	10 000	12 256	19 861	22 409
777	Quote part subvention inv.	1 467	2 904	10 000	12 256	19 861	22 409
70	Produit des services	112 573	215 246	99 876	121 957	180 880	43 920
7078	Autres marchandises		13 448	9 927	7 511	8 320	-
7083	Loc. Div. (autres qu'Imm.)						-
7088	Aut.Prod.Act.Ann.(Ab.Vent.Ouv)						
70388	Autres Red. et Rec. diverses		389	722	-	-	-
70878	par d'autres redevables	112 573	201 409	89 227	114 446	172 560	43 920
74	Dotations	-	-	-	-	-	-
74718	Autres						
75	Produit de gestion courante	554 358	487 798	505 539	547 684	492 964	527 194
752	Revenus des immeubles				86		
758	Prod. divers de Gest. courante					2	0
7552	Pr. Charge Déf. Budg. Ann.	397 179	337 787	398 968	421 774	363 704	498 000
7561	Rég. Dot. seule autonomie Fin.						
75201	location cafétéria	6 000	-	-	-	-	350
75202	Location spectacles	151 179	150 011	106 094	125 824	129 257	28 843
75203	Location salle de réception			477	-	-	-
77	Produits exceptionnels	920	-	-	-	154	8
7718	Autres produits exceptionnels	920	-	-	-	154	8
773	Mand.Ann.(Ex.Ant.)Att.Déch.4al						
775	Ventes aux enchères						
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT hors report et sub ville		- 397 179	- 337 787	- 398 968	- 421 774	- 363 704	- 488 449
Report en fonctionnement de N-1							
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL hors subville		- 397 179	- 337 787	- 398 968	- 421 774	- 363 704	- 488 449
subvention ville		397 179	337 787	398 968	421 774	363 704	498 000
RESULTAT GLOBAL TOTAL		-	-	0	0	0	9 551
DEPENSES INVESTISSEMENT		28 897	143 991	151 153	96 285	66 076	70 207
RECETTES D'INVESTISSEMENT		55 177	172 149	147 595	85 032	71 551	54 830
BESOIN DE FINANCEMENT DE FINANCEMENT N		26 280	28 157	- 3 559	- 11 253	5 476	- 15 377
Report résultant N-1		-	26 280	54 437	50 878	39 626	45 101
RESULTAT INVESTISSEMENT GLOBAL		26 280	54 437	50 878	39 626	45 101	29 724
RESULTAT GLOBAL HORS SUB VILLE		- 370 899	- 283 350	- 348 090	- 382 148	- 318 603	- 458 724
RESULTAT GLOBAL SUBVILLE INCLUSE		26 280	54 437	50 878	39 626	45 101	39 276
locations de salles		157 179	150 011	106 571	125 910	129 260	29 194
Prestations annexes		112 573	215 246	99 876	121 957	180 880	43 920

Statistiques

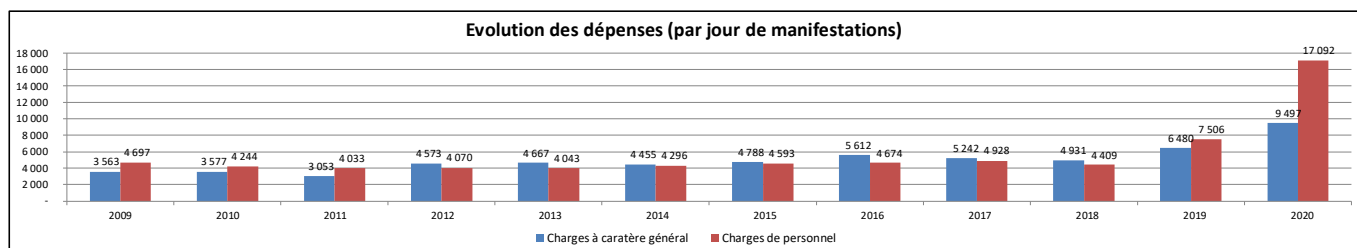


Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Total des produits*	179 822	222 314	288 489	241 619	277 689	268 560	272 139	368 161	216 447	260 123	330 154	95 530
Total des charges	454 881	515 190	483 059	602 921	623 342	671 997	669 317	705 949	615 415	681 897	693 858	583 979
Résultat	- 275 059	- 292 875	- 194 570	- 361 302	- 345 653	- 403 437	- 397 179	- 337 787	- 398 968	- 421 774	- 363 704	- 488 449

* Hors subvention ville



Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Locations de salles	91 935	126 908	169 900	130 207	168 381	158 684	157 179	150 011	106 571	125 910	129 260	29 194
Prestations annexes	82 304	78 855	117 066	111 300	109 307	104 858	112 573	215 246	99 876	121 957	180 880	43 920
Subvention Beauvais	314 820	308 874	206 497	369 230	350 052	406 616	397 179	337 787	398 968	421 774	363 704	498 000

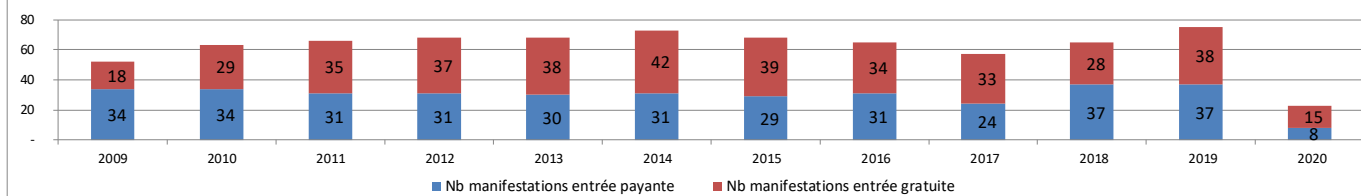


INDICATEURS DE COÛTS

Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
1-Charges à caractère général (1)	185 266	225 350	201 474	310 975	317 353	325 227	325 572	364 768	298 805	335 309	298 082	180 445
Evolution		21,64%	-10,60%	54,35%	2,05%	2,48%	0,11%	12,04%	-18,08%	12,22%	-11,10%	-39,46%
Charges à caractère général / nombre de manifestations	3 563	3 577	3 053	4 573	4 667	4 455	4 788	5 612	5 242	4 931	6 480	9 497
Evolution		0,40%	-14,66%	49,81%	2,05%	-4,54%	7,47%	17,21%	-6,59%	-5,94%	31,41%	46,56%
2-Charges de personnel	244 259	267 368	266 190	276 789	274 926	313 636	312 318	303 836	280 903	299 785	345 264	324 752
Evolution		9,46%	-0,44%	3,98%	-0,67%	14,08%	-0,42%	-2,72%	-7,55%	6,72%	15,17%	-5,94%
Charges à caractère général / nombre de manifestations	4 697	4 244	4 033	4 070	4 043	4 296	4 593	4 674	4 928	4 409	7 506	17 092
Evolution		-9,65%	-4,97%	0,92%	-0,67%	6,27%	6,90%	1,77%	5,43%	-10,54%	70,25%	127,72%

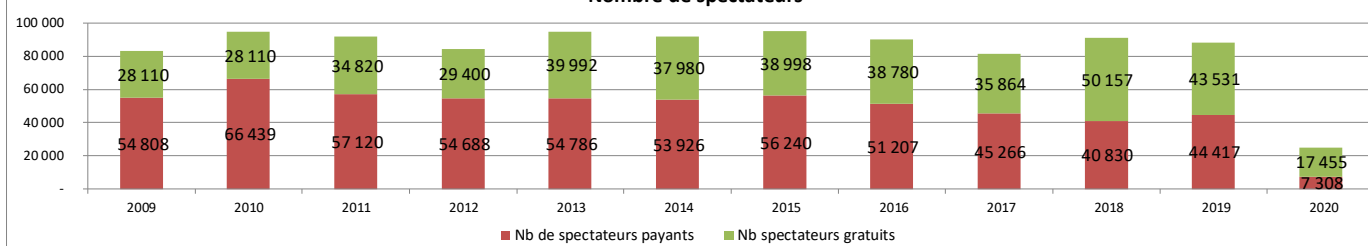
(1) en 2012, nouvelle charge de refacturation de frais généraux de 92 536 euros

Nombre de manifestations



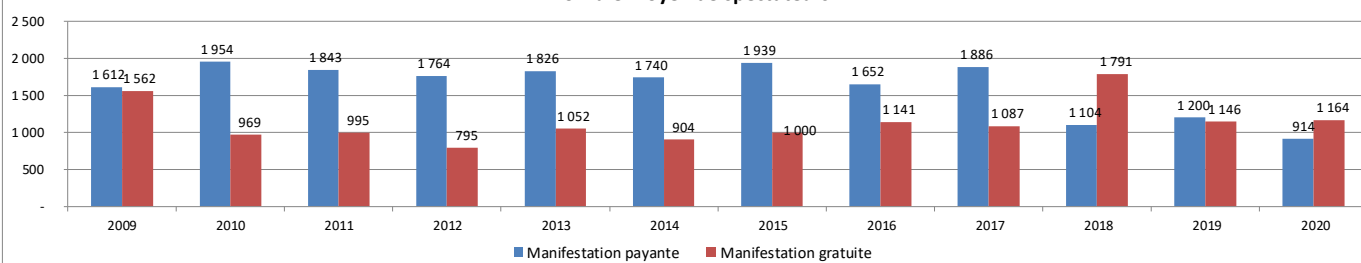
Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nb manifestations entrée payante	34	34	31	31	30	31	29	31	24	37	37	8
Nb manifestations entrée gratuite	18	29	35	37	38	42	39	34	33	28	38	15
TOTAL	52	63	66	68	68	73	68	65	57	65	75	23
Evolution	#REF!	21,15%	4,76%	3,03%	0,00%	7,35%	-6,85%	-4,41%	-12,31%	14,04%	15,38%	-69,33%

Nombre de spectateurs



Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nb de spectateurs payants	54 808	66 439	57 120	54 688	54 786	53 926	56 240	51 207	45 266	40 830	44 417	7 308
Nb spectateurs gratuits	28 110	28 110	34 820	29 400	39 992	37 980	38 998	38 780	35 864	50 157	43 531	17 455
TOTAL	82 918	94 549	91 940	84 088	94 778	91 906	95 238	89 987	81 130	90 987	87 948	24 763
Evolution		14,03%	-2,76%	-8,54%	12,71%	-3,03%	3,63%	-5,51%	-9,84%	12,15%	-3,34%	-71,84%

Nombre moyen de spectateurs



Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nbr moyen de spectateurs par manif. Payante	1 612	1 954	1 843	1 764	1 826	1 740	1 939	1 652	1 886	1 104	1 200	914
Evolution		21,22%	-5,71%	-4,26%	3,52%	-4,74%	11,48%	-14,82%	14,18%	-41,49%	8,79%	-23,90%
Nbr moyen de spectateurs par manif. Gratuite	1 562	969	995	795	1 052	904	1 000	1 141	1 087	1 791	1 146	1 164
Evolution		-37,93%	2,64%	-20,13%	32,45%	-14,08%	10,58%	14,06%	-4,72%	64,83%	-36,05%	1,58%

Nombre de manifestations (en nombre de jours d'ouverture)

Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Spectacle	20	32	27	29	26	31	29	31	24	31	12	6
Sport (1)	4	2	4	3	5	3	5	2	1	4	6	0
Repas/soirée dansante	8	10	9	8	8	10	7	9	7	10	8	9
Congrès / salon	20	19	26	28	29	29	27	23	25	23	20	8
TOTAL	52	63	66	68	68	73	68	65	57	68	46	19
Evolution		21,15%	4,76%	3,03%	0,00%	7,35%	-6,85%	-4,41%	-12,31%	19,30%	-32,35%	-58,70%

(1) Hors Bouc volley

RAPPORT D'ACTIVITÉ
2020



BEAUVAIS

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION GENERALE DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC	4
1.1.	Les caracteristiques generales de la delegation de service public.....	4
1.1.1.	Objet et étendue de la délégation	4
1.1.2.	Autorité délégante	4
1.1.3.	Délégataire	4
1.1.4.	Organigramme nominatif des dirigeants	4
1.1.5.	Nature et date de prise d'effet du contrat.....	4
1.2.	Les caracteristiques intrinseques du service	5
1.2.1.	Les services fournis	5
1.2.2.	Les installations	5
1.2.3.	Le partage des charges entre le délégataire et le délégant	5
2.	LE RAPPORT ANNUEL, PREMIERE PARTIE : LE COMPTE RENDU FINANCIER	6
2.1.	Présentation du compte de resultat	6
2.1.1.	Les règles comptables	6
2.1.2.	Le compte de résultat.....	7
2.2.	Commentaires du compte de resultat.....	9
2.2.1.	Activité et chiffre d'affaires	9
2.2.2.	Charges d'exploitation	Erreur ! Signet non défini.
2.3.	Compte rendu bilantiel sur les biens et immobilisations	9
2.3.1.	Etat de variation de patrimoine.....	15
2.3.2.	Compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué.....	15
2.3.3.	Programme contractuel d'investissements	17
2.3.4.	Autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année	17
2.3.5.	Inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et des biens de reprise	17
2.4.	Engagements financiers.....	18
2.4.1.	Les engagements à incidences financières nécessaires à la continuité	18
2.4.2.	Les engagements à incidences financières en matière de personnels	18
3.	LE RAPPORT ANNUEL, DEUXIEME PARTIE : L'ANALYSE DE LA QUALITE DU SERVICE	19
3.1.	Évolution de la mortalite en france	19
3.2.	Evolution de la cremation en france	20
3.3.	Analyse du registre des cremations	22
3.3.1.	Evolution du nombre annuel de cremations.....	22
3.3.2.	Évolution mensuelle de nombre de cremations	24
3.3.3.	Répartition des cremations par sexe	26
3.3.4.	Destination des cendres	27
3.3.5.	Information sur les cérémonies au crématorium	28

3.3.9.	Origine des défunts par lieu de domicile	29
3.4.	Autres indicateurs de qualité	30
3.4.1.	Comité d'éthique.....	30
3.4.2.	Le Temps de mémoire.....	30
3.4.3.	Registre d'appréciation du service.....	30
3.4.4.	La communication relative au crématorium	30
3.4.5.	Protection du Travailleur Isolé (PTI) :	30
3.4.6.	La Certification de services Qualicert®	31
3.4.7.	Mise en place d'une Boucle à Induction Magnétique (BIM) ou boucle auditive :	32
4.	LE RAPPORT ANNUEL, ANNEXE : LES CONDITIONS D'EXECUTION DU SERVICE	33
4.1.	Les faits marquants de l'exercice.....	33
4.2.	Le compte rendu technique	35
4.2.1.	Les horaires d'ouverture.....	35
4.2.2.	Les moyens en personnel.....	35
4.2.3.	La formation.....	36
4.2.4.	La sécurité	37
4.2.5.	Elimination des déchets métalliques	37
4.3.	Le compte rendu financier	39
4.3.1.	Les tarifs des prestations du service public.....	39
4.3.2.	La révision des tarifs.....	39
Annexe 1	40

1. PRESENTATION GENERALE DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC**1.1. LES CARACTERISTIQUES GENERALES DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC****1.1.1. Objet et étendue de la délégation**

La délégation porte sur la gestion du crématorium de Beauvais.

1.1.2. Autorité délégante

La ville de Beauvais.

1.1.3. Déléataire

OGF

Société anonyme au capital de 40.904.385 €

RCS Paris B 542 076 799

Siège social : 31, rue de Cambrai – 75019 Paris

Habilitation n°18-75-0001

1.1.4. Organigramme nominatif des dirigeants

Président-directeur général : M. Philippe LEROUGE puis M. Alain COTTET à partir du 1^{er} novembre 2020

Directeur délégué : M. Eric CABANNE

Directeur de secteur opérationnel : M. Gaétan DELGEHIER

1.1.5. Nature et date de prise d'effet du contrat

Contrat de délégation de service public par voie d'affermage, signé le 29 mai 2017 pour une durée de dix années prenant effet le 1^{er} juillet 2017, soit une échéance le 30 juin 2027.

1.2. LES CARACTERISTIQUES INTRINSEQUES DU SERVICE

1.2.1. Les services fournis

Le délégataire est chargé :

- De la crémation des corps des personnes décédées sur le territoire communal ;
- De la crémation des personnes décédées hors du territoire communal, dans la limite des règlements en vigueur et des capacités techniques du crématorium ;
- De la crémation des pièces anatomiques provenant d'établissements de soins ou de restes mortels exhumés, conformément à la réglementation en vigueur.

Dans le cadre de la délégation qui lui est confiée le Délégué prend en charge les opérations suivantes :

- La réception des cercueils ;
- L'accueil des familles ;
- L'organisation des cérémonies conformément à la demande des familles ;
- La vérification du dossier administratif de crémation et les contrôles techniques avant l'introduction du cercueil dans l'équipement de crémation ;
- La crémation des cercueils ;
- La pulvérisation des cendres ;
- La fourniture des réceptacles simples, nécessaires pour recueillir les cendres ;
- La gestion du site cinéraire ;
- Le recueil des cendres dans une urne remise à la famille, ou le dépôt au columbarium à la demande de celle-ci, ou la dispersion des cendres au jardin cinéraire pour les familles qui le souhaiteraient, ou l'inhumation dans une sépulture traditionnelle ou une concession cinéraire ;
- La prise en charge pour procéder gratuitement, sur demande des familles et avec accord de la Collectivité, à la crémation des corps des sapeurs-pompiers décédés à la suite d'un accident ou d'une maladie contractée en service commandé ;
- L'organisation d'une cérémonie annuelle à la mémoire de tous les défunts.

1.2.2. Les installations

Le crématorium comprend :

- Des locaux ouverts au public : un hall d'accueil, une salle de cérémonies, une salle de présentation visuelle de l'introduction du cercueil et de remise de l'urne, une cafétéria, les sanitaires et d'un bureau d'accueil.
- Des locaux techniques à l'usage exclusif du personnel du crématorium : une salle d'introduction du cercueil, un local technique contenant l'équipement de crémation et l'équipement de filtration, un local de conservation des urnes, d'un local pour le personnel et d'un bureau administratif.

1.2.3. Le partage des charges entre le délégataire et le délégant

Les charges sont supportées en totalité par le délégataire.

2. LE RAPPORT ANNUEL, PREMIERE PARTIE : LE COMPTE RENDU FINANCIER**2.1. PRÉSENTATION DU COMPTE DE RESULTAT****2.1.1. Les règles comptables**

Le crématorium de Beauvais n'est pas une entité économique en tant que telle et ne génère donc pas par conséquent de compte d'exploitation propre.

Les charges retenues sont les charges réelles. Seuls certains postes sont forfaitaires (frais d'administration générale, eau, frais postaux et télécoms) ou font l'objet d'une clé de répartition (charges de personnel).

Par convergence du plan comptable général français avec les normes comptables IFRS, un nouveau plan comptable doit être appliqué par les entreprises à partir des exercices ouverts le 1er janvier 2005. Les méthodes de comptabilisation, notamment des amortissements et des provisions sont les suivantes :

- L'amortissement des immobilisations corporelles est fait par composants, et chaque composant est amorti sur la durée qui lui est propre,
- La méthode de comptabilisation par composants exclut la constatation de provisions pour gros entretien ou grandes révisions (art.311-2 PCG).

Les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement des comptes de l'année civile 2020 sont demeurées inchangées par rapport à l'exercice précédent.

2.1.2. Le compte de résultat

Le compte de résultat est présenté en euros hors taxes sur les exercices des années civiles 2020 et 2019.

CREMATORIUM DE BEAUVAIS - COMPTE EXPLOITATION	2019	2020	Var. 2019/2020
Nombre de crémations cercueil adulte	947	995	5%
Nombre de crémations cercueil enfant entre 1 et 12 ans	2	0	-100%
Nombre de crémations d'un cercueil enfant de moins de 1 an	7	10	43%
Nombre de crémation après exhumation dans un délai de moins de 5 ans	1	1	0%
Nombre de crémations après exhumation dans un délai de 5 ans et plus	9	0	-100%
Nombre de cérémonies d'une durée supérieure à 30 minutes	4	1	-75%
Nombre de mises à disposition de la salle de convivialité (par heure)	3	0	-100%
Nombre de cérémonial personnalisé	22	4	-82%
Nombre de crémations de pièces anatomiques de 100 L ou 30 Kgs max.	30	29	-3%
Nombre de crémations de pièces anatomiques de 200 L ou 60 Kgs max.	1	0	-100%
Recettes de crémations cercueil adulte	545 960	575 995	6%
Recettes de crémations cercueil enfant entre 1 et 12 ans	577	0	-100%
Recettes de crémations d'un cercueil enfant de moins de 1 an	1 004	1 447	44%
Recettes de crémations après exhumation dans un délais de moins de 5 ans	577	579	0%
Recettes de crémations après exhumation dans un délai de 5 ans et plus	2 596	0	-100%
Recettes de cérémonies d'une durée supérieure à 30 minutes	520	130	-75%
Recettes de mise à disposition de la salle de convivialité (par heure)	312	0	-100%
Recettes de cérémonial personnalisé	2 626	480	-82%
Recettes de crémations de pièces anatomiques de 100 L ou 30 Kgs max.	8 654	8 395	-3%
Recettes de crémations de pièces anatomiques de 200 L ou 60 Kgs max.	577	0	-100%
Recettes de dispersion des cendres	1 715	2 451	43%
Recettes de dépôt provisoire de l'urne au crématorium (par mois après le 1er mois)	1 375	2 298	67%
Recettes de plaque mémoire ou gravure sur le mur de la mémoire - Concession de 10 ans	780	626	-20%
Plateau d'introduction pour les cercueils faits de matériaux autres que le bois	41	0	-100%
Total recettes annuelles	567 314	592 400	4%

Personnel	91 829	99 925	9%
Salaires	66 472	72 077	8%
Charges sociales	25 357	27 848	10%
Charges énergie	37 405	35 271	-6%
Gaz	26 946	23 287	-14%
Electricité	10 459	11 984	15%
Achat	5 969	6 250	5%
Eau	350	663	90%
Fournitures diverses et administratives	2 027	2 179	8%
Réactifs	0	0	0%
Évacuation des résidus	2 128	2 783	31%
Pastilles réfractaires	930	265	-72%
Tenues /équipement	534	359	-33%
Autres achats	0	0	0%
Services extérieurs	18 551	50 143	170%
PTI (téléphone - protection des travailleurs isolés) :	217	216	0%
Entretien des espaces verts	1 040	3 660	252%
Entretien de l'équipement de crémation	3 103	29 558	852%
Entretien des locaux	10 938	9 716	-11%
Gros Entretien et Renouvellement	0	0	0%
Réparations diverses	0	0	0%
Contrôles règlementaires	400	5 315	1229%
Assurance	1 421	1 604	13%
Sécurité	1 430	73	-95%
Autres services extérieurs	2 557	2 530	-1%
Frais postaux et de télécommunications	5	530	
Publicité	490	0	-100%
Autres services extérieurs	2 063	2 000	-3%
Autres charges	0	3 681	0%

Charges d'exploitation proportionnelles	156 311	197 799	27%
--	----------------	----------------	------------

Impôts et taxes	12 160	14 593	20%
Taxes Foncière	3 600	6 196	72%
Cotisation Foncière des entreprises (CFE)	1 859	1 882	1%
Taxe organique (C3S)	908	948	4%
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)	5 793	5 568	-4%
Frais d'administration générale	44 251	47 984	8%
Redevance collectivité	82 698	88 975	8%
Redevance fixe	46 775	46 399	-1%
Redevance variable (160€/crem au-delà de 750/an)	35 923	42 576	19%
Amortissement investissements concéssifs	153 917	156 026	1%
Total charges annuelles	449 337	505 377	12%

Résultat avant IS	117 978	87 023	-26%
--------------------------	----------------	---------------	-------------

IS	40 620	27 865	-31%
-----------	---------------	---------------	-------------

Résultat Net	77 358	59 158	-24%
---------------------	---------------	---------------	-------------

2.2. COMMENTAIRES DU COMPTE DE RESULTAT

2.2.1. Activité et chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires a été déterminé en fonction du système de facturation GESCO.

Pour l'année 2020, le chiffre d'affaires du crématorium s'élève à 586 415 €, pour 1035 crémations facturées. En 2019, il s'élevait à 567 314 € pour 997 crémations.

Le chiffre d'affaires de 2020 est détaillé comme suit :

	2019		2020	
	Quantité	CA HT	Quantité	CA HT
Crémation				
- Cercueil adulte	947	545 960 €	995,00	575 995 €
- Cercueil enfant (1-12 ans)	2	577 €	0	0 €
- Cercueil enfant (-1 an)	7	1 004 €	10,00	1 447 €
Exhumation				
- Moins 5 ans (depuis inhumation)	1	577 €	1,00	579 €
- Après 5 ans (depuis inhumation)	9	2 596 €	0	0 €
- Crémation demande d'une collectivité	0	0 €	0	0 €
PAOH	31	9 231 €	29,00	8 395 €
Sous-total crémation	997	559 946 €	1 035,00	586 415 €
Autres prestations				
- Salle de cérémonie	7	832 €	1	130 €
- Dispersion des cendres au jardin du souvenir	33	1 715 €	47,00	2 451 €
- Dépôt provisoire d'urne	59	1 375 €	136,00	2 298 €
- Cérémonial personnalisé	22	2 626 €	4,00	480 €
- Recettes de plaque mémoire	5	780 €	4,00	626 €
- Plateau d'introduction pour les cercueils	1	41 €	0	0 €
Sous total « autre CA »		7 369 €		5 984 €
Total		567 314 €		592 400 €

L'augmentation du chiffre d'affaires s'explique par l'augmentation du nombre de crémations et de l'augmentation des tarifs.

2.2.2. Charges d'exploitation

2.2.2.1. Charges de personnel

Les salaires et charges sociales s'élèvent en 2020 à 99 925 € contre 91 829 € en 2019. Il s'agit des salaires et charges sociales des agents titulaires et assistants qui interviennent sur le crématorium (agents de crémation, assistant commercial et administratif).

Les salaires et charges sociales sont ceux fournis par la Direction des Ressources Humaines du groupe en fonction de l'affectation des personnels qui repose sur un suivi individuel des temps passés par le personnel opérationnel.

Une quote-part du salaire du Directeur du secteur opérationnel estimée à 5% de son temps a été prise en compte pour son activité d'encadrement de l'ensemble du personnel et de direction du crématorium.

Exploitation

	Heures Travaillées	Heures Payées	Total Brut	Total Charges	Total MS
2019	1 514	1 883	27 039	9 355	36 394
2020	1 720	1 933	28 414	9 752	38 166

Hors polyvalence et participation

Encadrement

	Heures Travaillées	Total Brut	Total Charges	Total MS
2019	1 691	35 172	14 939	50 111
2020	1 870	38 293	16 603	54 896

Hors participation

Polyvalence

	Polyvalence entrante				Polyvalence sortante			
	Heures Travaillées	Total Brut	Total Charges	Total Ms	Heures Travaillées	Total Brut	Total Charges	Total Ms
2019	102	1 635	537	2 172,24	-	-	-	-
2020	230,75	3 615,84	1 141,41	4 757,25	-	-	-	-

2.2.2.2. Gaz

La consommation de gaz correspond aux factures du crématorium. Le coût total du gaz pour l'année 2020 ressort à 23 287 €, soit un coût par crémation de 22,50 €.

En euros HT	2019	2020
<i>Coût du gaz</i>	29 946	23 287
<i>Coût unitaire par crémation</i>	27,89	22,50

2020	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20
KWH	54 068	56 114	48 960	44 323	0	91 502
TOTAL	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
548 433	0	53 304	77 859	0	76 464	45 839

KWH	2020	2019
TOTAL ANNUEL	548 433	621 317

Nous observons un meilleur coût à la crémation en raison de l'augmentation de l'activité.

2.2.2.3. Electricité

La consommation d'électricité mentionnée correspond aux factures du crématorium. Le coût total de l'électricité pour l'année 2020 s'élève à 11 984 €, soit 11,91 € par crémation.

En euros HT	2019	2020
<i>Coût de l'électricité</i>	10 459	11 984
<i>Coût unitaire par crémation</i>	10,83	11,91

2020	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20
KWH	7 852	7 673	6 950	7 035	5 978	5 374
TOTAL	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
69 527	4 763	3 538	4 395	4 509	5 691	5 769

KWH	2020	2019
TOTAL ANNUEL	69 527	66 683

2.2.2.4. Eau

La consommation d'eau était estimée forfaitairement à 663 € dans les années antérieures. Cette année la charge est sur la base de facture reçue.

En euros HT	2019	2020
Coût d'eau	350	663
Coût unitaire par crémation	0	0

2.2.2.5. Fournitures diverses et administratives

Cette charge correspond à la maintenance de l'imprimante, la location de la fontaine à eau et de consommables pour les boissons proposées aux familles ainsi qu'aux achats de fournitures administratives et d'entretien. De plus cette année le poste comprend également l'achat d'une colonne de désinfection pour gel hydroalcoolique.

Le coût total est de 2 179 € contre 2 027 € en 2019.

La répartition des frais :

	2019	2020
Maintenance imprimante + copies (RICOH)	208	145
Fontaine à eau (CHATEAU D'EAU)	240	185
Fournitures d'entretien (RAJA)	1 120	888
Fournitures administratives	195	55
Cartes de visite	264	244
Achat petits équipements	0	401
Colonne désinfection pour gel hydroalcoolique	0	260

2.2.2.6. Réactifs

Néant

2.2.2.7. Evacuation des résidus

Ce poste regroupe les frais de traitement des déchets funéraires pour un montant de 2 783 € contre 2 128 € en 2019.

	2019	2020
Traitement réactifs usagé (ENTREPRISES DE TERASSEMENT)	1 020	0
Traitement déchets médicaux (PROSERVE DASRI)	1 108	2 651
Eaux usées (COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE BEAUVAIS)	0	132

*PROSERVE DASRI – sera reclassé appartient aux maisons funéraires

2.2.2.8. Estampilles réfractaires

Ce poste correspond à l'achat de pastilles réfractaires pour identification des cendres. Le montant s'élève à 265 € en 2020 contre 930 € en 2019.

2.2.2.9. Tenues/Equipements

Ce poste regroupe les frais liés aux tenues vestimentaires du personnel. En 2020, la charge s'est élevée à 359 € contre 534 € en 2019.

2.2.2.10. Autres achats

Néant

2.2.2.11. Protection des travailleurs isolés

Ce poste contient l'abonnement annuel de télésurveillance par l'entreprise « Prosegur sécurité humaine » pour l'équipement de travailleur isolé. Le montant est de 216 € en 2020 contre 217 € en 2019.

2.2.2.12. Entretien extérieur & espaces verts

Le poste regroupe le contrat standard d'entretien des espaces verts par l'entreprise « Fleurs in paysagiste décoration », soit un montant total de 3 660 € contre 1 040 € en 2019.

2.2.2.13. Entretien de l'équipement de crémation

Les dépenses réalisées pour l'entretien de l'équipement de crémation s'élèvent à 29 558 € contre 3 103 € en 2019. La maintenance est facturée selon un forfait à la crémation. Ce forfait a augmenté en 2020, car jusqu'en mars 2020, la maintenance qui était facturée pour une configuration sans filtration est valorisée depuis juillet pour une configuration avec filtration et manipulation de réactif. Le forfait a augmenté de 60 %.

Elles regroupent :

	2019	2020
Maintenance préventive et curative des équipements de crémation (ATI)	688	28 132
Frais des pièces de rechange (ATI)	2 415	1 426

Courant mars 2018, un nouvel équipement de crémation a été acquis. L'équipement de crémation est sous garantie constructeur pendant deux ans, ce qui explique l'absence de frais de maintenance sur 2019.

2.2.2.14. Entretien des locaux

Le poste regroupe tous les frais liés à l'entretien du crématorium. Le montant s'élève à 9 716 € en 2020 contre 10 938 € en 2019.

Ce poste regroupe :

	2019	2020
Entretien des locaux et des vitres (AGENOR CREIL)	9 718	8 508
Maintenance de la climatisation	947	1 012
Contrôle de la conformité électrique	140	0
Maintenance incendie (EUROFEU)	38	195
Divers entretiens et réparations	95	0

2.2.2.15. Gros entretien et renouvellement

Ce poste regroupe les gros travaux d'entretien de l'équipement de crémation. Aucuns travaux sur l'équipement de crémation n'ont été comptabilisés en 2020.

2.2.2.16. Réparations diverses

Néant.

2.2.2.17. Contrôle réglementaire

Ce poste regroupe les frais de contrôles obligatoires liés à l'activité. En 2020, les frais liés aux contrôles réglementaires sont à 5 315 € contre 400 € en 2019.

Le détail des contrôles réalisés :

	2019	2020
Contrôle des installations de gaz (BUREAU VERITAS)	220	220
Contrôle des appareils de lavage (BUREAU VERITAS)	180	250
Contrôles des rejets atmosphériques (CERECO)	0	4 560
Conformité électrique (BUREAU VERITAS)	0	285

2.2.2.18. Assurances

Le coût des assurances a été déterminé sur la base du contrat en cours qui prévoit une prime pour l'ensemble des crématoriums. Notre assureur nous adresse un montant individualisé par crématorium, soit 1 604 € en 2020 contre 1 421 € en 2019 pour le crématorium de Beauvais.

2.2.2.19. Sécurité

Ce poste de charge regroupe l'abonnement de télésurveillance auprès du fournisseur GROUPE SCUTUM. L'abonnement annuel sur 2020 s'élève à 73 € contre 1 430 € en 2019.

2.2.2.20. Frais postaux et Télécom

Le poste s'élève à 530 € contre 5 € en 2019 et correspond aux frais de communications téléphoniques et de fax.

Depuis 2012, les frais postaux sont compris dans les frais d'administration générale. En effet, la direction comptable d'OGF a admis et décidé que ces frais d'affranchissement étaient bien compris dans les frais d'administration. Néanmoins, les comptes peuvent comporter des frais postaux liés à des envois ponctuels.

2.2.2.21. Publicité

Ce compte regroupe les frais de la journée du souvenir et autres évènements publicitaires.

En 2020, il n'y a pas de frais pour ce poste contre 490 € en 2019.

2.2.2.22. Autres services extérieurs

Le montant de ce poste est nul contre 2 063 € en 2019.

Le poste comprenait les frais suivants :

	2019	2020
Honoraires du commissaire aux comptes	2000	0
Honoraires AV CONSEIL – aide installation de la réception des effluents	63	0

2.2.2.23. Impôts et taxes

Les impôts et taxes s'élèvent au global à 14 593 € en 2020 contre 12 160 € en 2019.

Le montant renseigné correspond à la Contribution Economique Territoriale (CET), à la Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés (C3S) et à la taxe foncière.

CET :

La CET se décompose en Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et en Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE).

- La CFE s'élève à 1 882 € sur 2020 contre 1 859 € en 2019.
- La CVAE a été appliquée en retenant le taux de 1,50% plus une taxe additionnelle de 1,73%, et 1% de frais d'assiette (qui s'applique au niveau du groupe OGF) de la valeur ajoutée du crématorium. Elle s'élève à 5 568 € en 2020 contre 5 793 € en 2019.

C3S :

La Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés (C3S), plus communément appelée Organic, se calcule pour 0,16% du chiffre d'affaires (0,13% pour la C3S et 0,03% pour la contribution additionnelle). Cette taxe s'élève à 948 € en 2020 contre 908 € en 2019.

TAXE FONCIERE :

La taxe foncière est de 6 196 € pour 2020 contre 3 600€ en 2019.

2.2.2.24. Frais d'administration générale

Ces frais qui s'élèvent à 47 984 € en 2020 contre 44 251 € en 2019 couvrent l'assistance administrative assurée par les différents services du groupe OGF en matière de comptabilité, finance, ressources humaines, informatique, facturation clients, gestion des achats, juridique...

Pour 2020, ils ont été estimés et plafonnés forfaitairement, à 8,10 % des produits d'exploitation contre 7,80% en 2019. Il s'agit du taux retenu pour l'établissement des comptes de l'ensemble des crématoriums gérés par OGF.

2.2.2.25. Redevance collectivité

Le montant total de la redevance est de 88 975 € en 2020 contre 82 698 € en 2019.

Le contrat de DSP prévoit une partie fixe et une partie variable :

- Une redevance fixe pour un montant de 46 399 € contre 46 775 € en 2019 ;
- Une redevance variable de 166 € par crémation au-delà de 750 crémations par an soit 42 576 € pour 2020 contre 35 923 € en 2019.

2.2.2.26. Dotations aux amortissements

Les dotations correspondent d'une part aux amortissements de caducité relatifs aux premiers investissements qui sont calculés sur la durée du contrat et d'autre part aux amortissements techniques qui sont calculés sur les biens renouvelables ou acquis en cours de contrat.

Les dotations sont de 156 026 € contre 153 917€ en 2019.

Le tableau des immobilisations et des amortissements est présenté en annexe 1.

2.2.2.27. Impôts sur les sociétés

Taux de 32.02% pour l'ensemble de la période 01/01/2020-31/12/2020.

Le Taux d'imposition a changé à partir du 01/04/20 par mesure de simplification, nous avons appliqué le même taux pour toute l'année.

2.3. COMPTE RENDU BILANTIEL SUR LES BIENS ET IMMOBILISATIONS

2.3.1. Etat de variation de patrimoine

Il n'y a pas eu de mouvement significatif sur 2020.

Le détail des acquisitions vous est présenté ci-après :

Acquisitions 2020 :

Description	Mise en service	Valeur actualisée	Nb mois	Fin amort.	Valeur nette comptable	Amortissements cumulés 2018	Dotations 2020	Amortiss. cumulés	Valeur nette comptable
CREMA BEAUVAIS 58 RUE DU TILLOY CREATION ARRIVEE D'EAU POUR	29/02/20	411	88	29/06/2027			47	47	364
BEAUVAIS 58 RUE DE TILLOY HONORAIRES BUREAU DE CONTRÔLE	01/04/20	550	86	01/06/2027			58	58	492
BEAUVAIS 58 RUE DE TILLOY TAXE ARCHEOLOGIE	01/04/20	169	86	01/06/2027			18	18	151
BEAUVAIS 58 RUE DE TILLOY TAXE AMENAGEMENT	01/04/20	2 750	86	01/06/2027			288	288	2 462
BEAUVAIS 58 RUE DE TILLOY RETENUE DE GARANTIE	01/04/20	18 026	86	01/06/2027			1 886	1 886	16 140
BEAUVAIS 58 RUE TILLOY AFFICHEUR IHM SIEMENS	01/04/20	3 937	96	01/04/2028			369	369	3 568
BEAUVAIS 58 RUE DE TILLOY ALARME INTRUSION	21/04/20	6 550	86	21/06/2027			635	635	5 915
BEAUVAIS 58 RUE DE TILLOY TABLETTE TACTILE 10POUCED + RACCOR	13/05/20	603	85	13/06/2027			54	54	549
BEAUVAIS 58 RUE DE TILLOY TABLE A SIGNATURES GRANDE	26/10/20	390	80	26/06/2027			11	11	379

2.3.2. Compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué

2.3.2.1. Conformité des installations du crématorium

Les installations publiques et techniques du crématorium de Beauvais ont fait l'objet d'un contrôle de conformité par CERECO, afin de permettre à l'ARS de délivrer l'attestation de conformité prévue au décret n°94-1117 du 20 décembre 1994. Au vu des rapports techniques réalisés par CERECO les 10 et 11 décembre 2014, l'ARS a donné son agrément sur la conformité du crématorium pour une durée de six années, soit jusqu'au 4 décembre 2020.

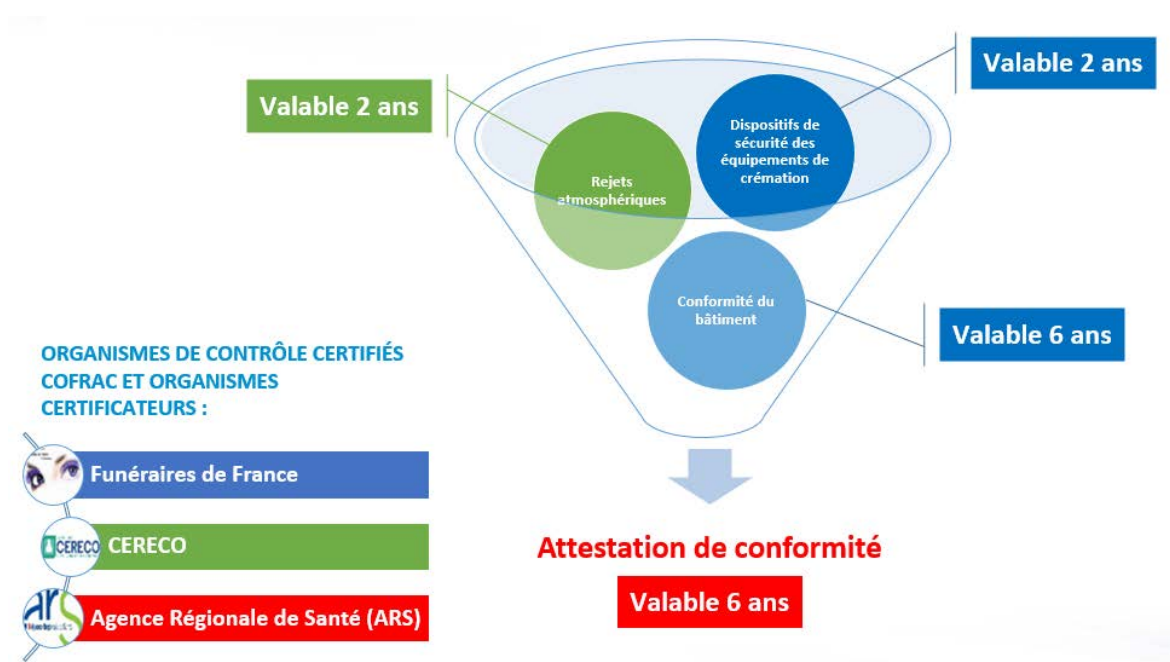
Ci-dessous un état des contrôles réglementaires réalisés au crématorium de Beauvais :

Rejets atmosphériques			
Dernier contrôle CONFORME réalisé le :	Périodicité (en années)	Échéance	Date prévisionnelle théorique du contrôle :
07/09/2020	2	06/09/2022	06/03/2022

Dispositifs des sécurités des fours			
Dernier contrôle CONFORME réalisé le :	Périodicité (en années)	Échéance	Date prévisionnelle théorique du contrôle :
30/01/2020	2	29/01/2022	29/07/2021

Conformité du bâtiment			
Dernier contrôle CONFORME réalisé le :	Périodicité (en années)	Échéance	Date prévisionnelle théorique du contrôle :
30/01/2020	6	29/01/2026	29/07/2025

Pour obtenir l'attestation de conformité du crématorium, il est nécessaire de disposer des trois contrôles conformes suivants :



2.3.2.2. Travaux d'entretien du crématorium

Les travaux d'entretien du four de crémation sont assurés par la société ATI depuis l'installation du nouvel équipement de crémation.

Ce contrat garantit des visites préventives toutes les 500 crémations, dans lesquelles sont effectués le contrôle général de l'installation, le réglage du matériel et le nettoyage de l'équipement de crémation. De plus, il s'agit d'un contrat de maintenance de garantie totale incluant les visites curatives et le changement de pièces (hors rebriquage total) si cela est nécessaire. Afin d'assurer la continuité du service public, le crématorium bénéficie également d'une assistance téléphonique permanente permettant de pallier rapidement les principales difficultés rencontrées au cours de l'exploitation de l'équipement de crémation.

Il est également à noter qu'une GMAO a été mise en place en fin d'année afin d'identifier la récurrence des pannes et permettre une amélioration du traitement des dysfonctionnements.

2.3.3. Programme contractuel d'investissements

Sans objet pour 2020.

2.3.4. Autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année

Sans objet pour 2020.

2.3.5. Inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et des biens de reprise

Les biens de retour sont ceux renseignés dans le tableau des immobilisations et des amortissements.

Il n'y a pas de biens de reprise.

2.4. ENGAGEMENTS FINANCIERS

2.4.1. Les engagements à incidences financières nécessaires à la continuité

Conformément aux dispositions de la convention de délégation, une caution bancaire a été constituée, auprès du Crédit Lyonnais.

Le montant de garantie autonome a été fixé à 19 364 € pour la durée restant à courir du contrat, soit le 30/06/2027.

Enfin, dans le cadre de la convention, il n'y a aucun engagement de crédit-bail.

2.4.2. Les engagements à incidences financières en matière de personnels

OGF comptabilise ses engagements sociaux pour l'ensemble de son personnel : indemnités de fin de carrière, frais médicaux des salariés retraités et médailles du travail.

Le montant de ces engagements est estimé au bilan à 14 400 € :

Nom du crématorium	Masse salariale avec charges patronales	Masse salariale	Indemnités de fin de carrière	Frais médicaux des salariés retraités	Médailles du travail	Montant d'engagements imputables au crématorium chargé
BEAUVAIS	99 925	72 077	9 330	261	1 127	14 400

3. LE RAPPORT ANNUEL, DEUXIEME PARTIE : L'ANALYSE DE LA QUALITE DU SERVICE

3.1. ÉVOLUTION DE LA MORTALITE EN FRANCE

Au 1^{er} janvier 2021, la France compte 67,4 millions d'habitants. Au cours de l'année 2020, la population a augmenté de 0,3 %. Cette progression est due pour moitié au solde naturel (+ 82 000 personnes), différence entre les nombres de naissances et de décès, qui a fortement baissé du fait de la forte hausse des décès liée à la pandémie de Covid-19.

En 2020, 740 000 bébés sont nés en France. En recul depuis 2015, l'indicateur conjoncturel de fécondité s'établit à 1,84 enfant par femme en 2020. La France reste, en 2018, le pays le plus fécond de l'Union européenne.

Un fort excédent de décès lié à la pandémie

En 2020, 658 000 personnes sont décédées en France (selon les estimations arrêtées fin novembre 2020) ; c'est 45 000 de plus qu'en 2019, soit une hausse de 7,3 %. L'augmentation est particulièrement importante pour les personnes de 65 ans ou plus, dont le nombre de décès en 2020 est supérieur de 43 000 par rapport à 2019, soit une hausse de 8,3 %. Du fait de l'arrivée des générations nombreuses du baby-boom à des âges de forte mortalité, le nombre de décès a tendance à augmenter ces dernières années (+ 0,7 % par an en moyenne entre 2004 et 2014, puis + 1,9 % entre 2014 et 2019), mais l'augmentation en 2020 est sans commune mesure. L'épidémie de Covid-19 a eu un impact fort sur la mortalité lors de la première vague, entre mars et mai, puis lors de la deuxième vague, à partir d'octobre. Le nombre de décès associés à la première vague de l'épidémie est évalué entre 25 000 et 30 000, malgré le confinement et les consignes sanitaires. En comparaison, la grippe de l'hiver 2019-2020 a entraîné environ 4 000 décès, après 10 000 décès pour la grippe de l'hiver précédent.

L'excédent de mortalité, toutes causes confondues, lors de la première vague de la pandémie (en mars et avril 2020) par rapport à la moyenne 2016-2019 est plus élevé en Espagne (70 %), en Italie (47 %), au Royaume-Uni et en Belgique (43 %) qu'en France (28 %). À l'inverse, il est beaucoup plus faible en Allemagne (4 %). Si le pic des décès a été atteint en France comme en Espagne la semaine du 30 mars, il a eu lieu plus tôt en Italie, et plus tard en Belgique et au Royaume-Uni. En Suède, l'excédent de mortalité s'est prolongé tout le mois de mai. La hausse des décès constatée en France depuis la mi-octobre, avec un pic au cours de la première semaine de novembre, est nettement plus accentuée en Belgique. Selon les données disponibles début décembre 2020, le surplus de décès depuis début octobre jusqu'à la troisième semaine de novembre est le plus élevé en Belgique (42 %), suivie de l'Espagne (26 %) et de la France (22 %) ; il est moindre au Royaume-Uni (11 %) et limité en Allemagne (moins de 5 %).

En 2020, la pandémie a fait perdre 0,4 an d'espérance de vie aux femmes et 0,5 an aux hommes

En 2020, l'espérance de vie à la naissance est de 85,2 ans pour les femmes et de 79,2 ans pour les hommes. Les femmes perdent 0,4 an d'espérance de vie par rapport à 2019 et les hommes 0,5 an. Cette baisse est deux fois plus marquée qu'en 2015 (respectivement – 0,3 an et – 0,2 an), où la grippe hivernale avait été très meurtrière. Ces dernières années, les gains d'espérance de vie s'étaient ralentis pour les hommes comme pour les femmes : entre 2010 et 2019, soit avant 2020, les femmes avaient gagné 1,0 an contre 1,7 an entre 2001 et 2010 ; pour les hommes, les gains étaient de 1,7 an après 2,6 ans.

En 2020, les espérances de vie à 60 ans baissent par rapport à 2019 de la même durée que les espérances de vie à la naissance : – 0,4 an pour les femmes, passant de 27,8 ans à 27,4 ans ; et – 0,5 an pour les hommes, passant de 23,4 ans à 22,9 ans. L'espérance de vie à 80 ans baisse de 0,3 an pour les femmes comme pour les hommes. En 2015, la baisse était un peu moins forte, et plus marquée pour les femmes (– 0,3 an à 60 ans comme à 80 ans pour les femmes, – 0,2 an pour les hommes).

La population vieillit avec l'avancée en âge des baby-boomers

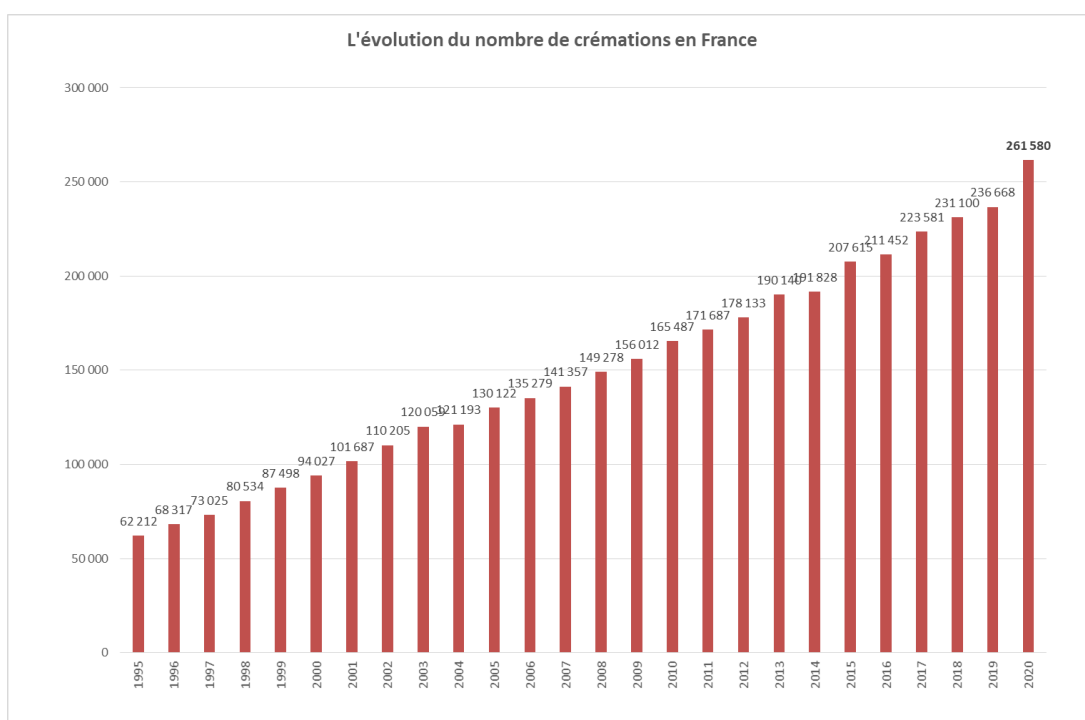
Fortes du dynamisme de leur fécondité depuis plus de quinze ans, l'Irlande et la France ont la proportion de jeunes de moins de 15 ans la plus élevée de l'UE en 2019 (respectivement 20,5 % et 18,0 %). Cette part est inférieure à 14 % dans quatre pays (Allemagne, Italie, Malte, Portugal) et elle est de 15,5 % pour l'ensemble de l'UE.

Au 1^{er} janvier 2021, plus d'une personne sur cinq (20,7 %) en France a 65 ans ou plus. Cette part augmente depuis plus de 30 ans et le vieillissement de la population s'accélère depuis le milieu des années 2010, avec l'arrivée à ces âges des premières générations nombreuses nées après-guerre. La part des personnes âgées de 65 ans ou plus augmente dans tous les pays de l'UE. En 2019, elles représentent 20,0 % de la population de l'UE, contre 17,4 % en 2009. Leur part varie de 14,1 % en Irlande à 22,8 % en Italie.

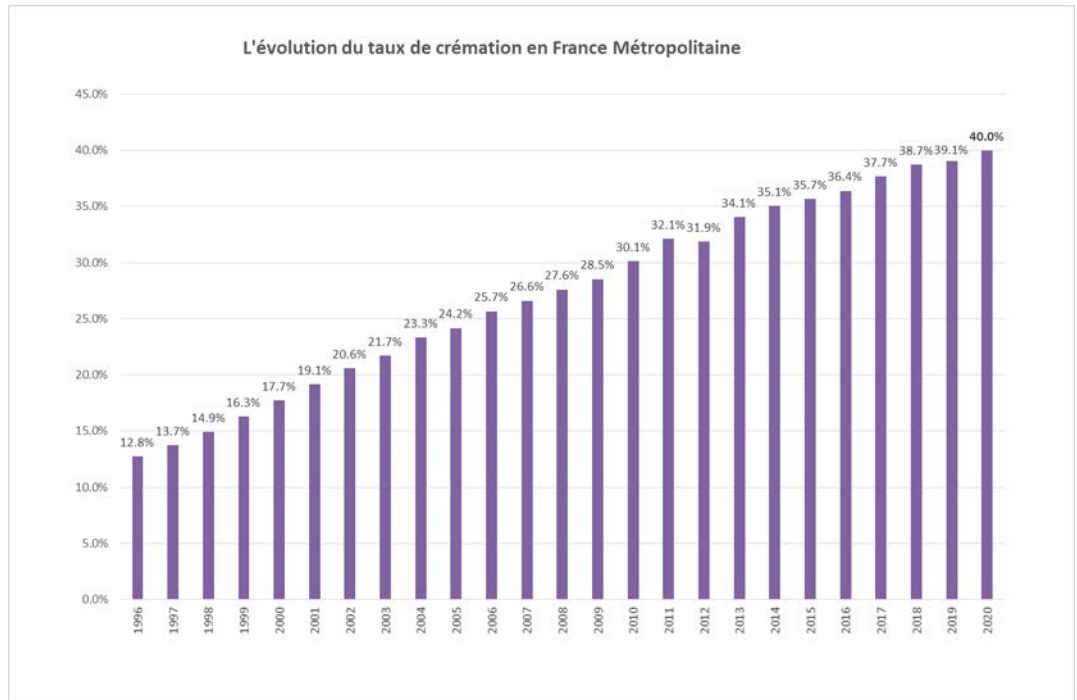
Source : INSEE

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/5012724?sommaire=5007726#titre-bloc-17>

3.2. EVOLUTION DE LA CREMATION EN FRANCE



Y compris principauté de Monaco



Y compris principauté de Monaco

3.3. ANALYSE DU REGISTRE DES CREMATIONS

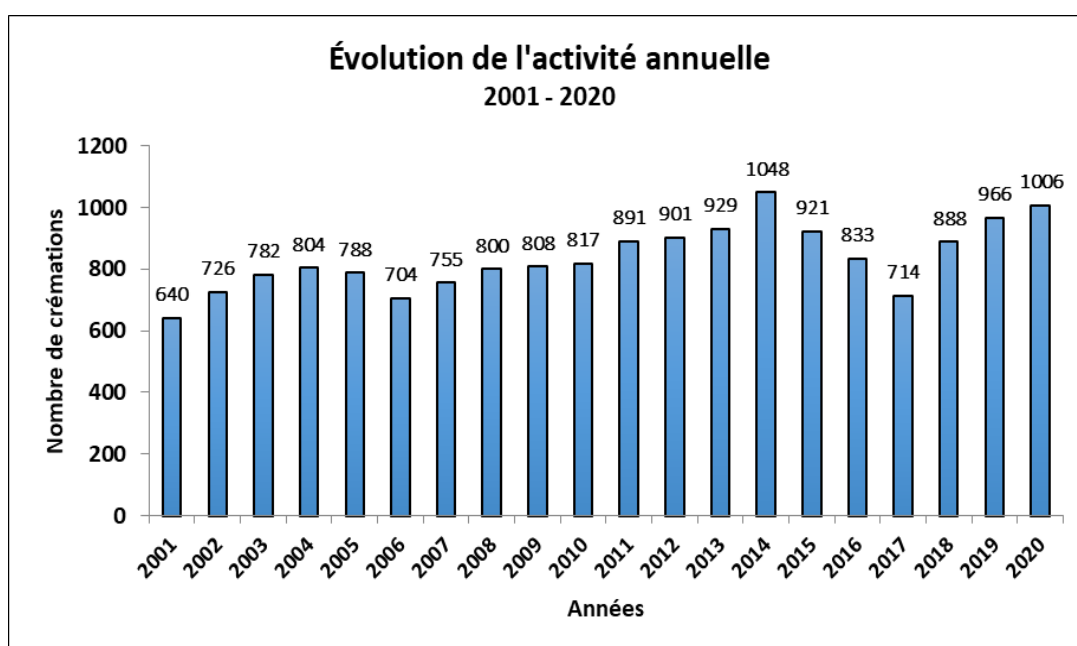
L'exploitation du système de réservation EPOC a permis de procéder aux analyses suivantes :

3.3.1. Evolution du nombre annuel de crémations

Le nombre de crémations réalisées au cours de l'année 2020 est de 1035. Nous pouvons constater l'impact de la crise sanitaire de la Covid-19 sur l'activité du crématorium de Beauvais.

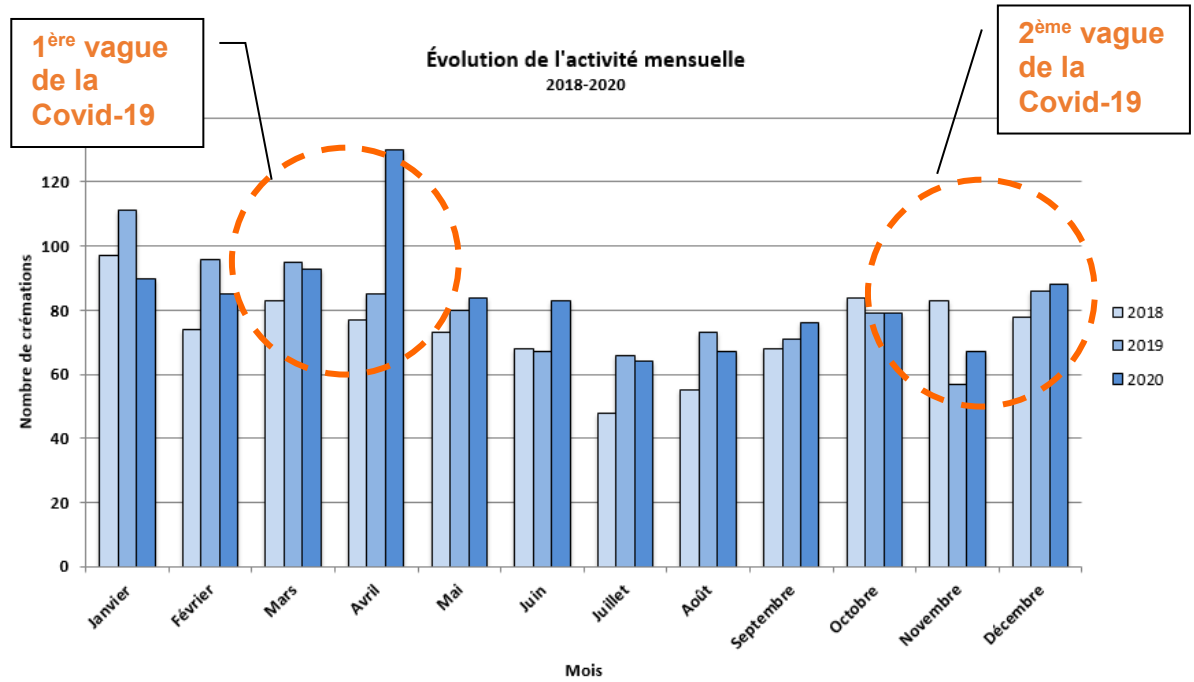
Activité annuelle (Hors pièces anatomiques)		
Années	Nombre de crémations	Évolution
1995	448	-
1996	527	17.6%
1997	529	0.4%
1998	557	5.3%
1999	596	7.0%
2000	574	-3.7%
2001	640	11.5%
2002	726	13.4%
2003	782	7.7%
2004	804	2.8%
2005	788	-2.0%
2006	704	-10.7%
2007	755	7.2%
2008	800	6.0%
2009	808	1.0%
2010	817	1.1%
2011	891	9.1%
2012	901	1.1%
2013	929	3.1%
2014	1048	12.8%
2015	921	-12.1%
2016	833	-9.6%
2017	714	-22.5%
2018	888	24.4%
2019	966	8.8%
2020	1006	4.1%

Répartition par types de crémation	
Prestations	2020
Adultes	995
Enfants de moins d'un an	10
Enfants de 1 à 12 ans	0
<i>Sous-total</i>	1005
Exhumations de moins de 5 ans	1
Exhumations de plus de 5 ans	0
<i>Sous-total</i>	1006
Pièces anatomiques	29
TOTAL	1035



3.3.2. Évolution mensuelle de nombre de crémations

Activité mensuelle (Hors pièces anatomiques)						
Mois	2018		2019		2020	
	Nombre de crémations	Cumul	Nombre de crémations	Cumul	Nombre de crémations	Cumul
Janvier	97	97	111	111	90	90
Février	74	171	96	207	85	175
Mars	83	254	95	302	93	268
Avril	77	331	85	387	130	398
Mai	73	404	80	467	84	482
Juin	68	472	67	534	83	565
Juillet	48	520	66	600	64	629
Août	55	575	73	673	67	696
Septembre	68	643	71	744	76	772
Octobre	84	727	79	823	79	851
Novembre	83	810	57	880	67	918
Décembre	78	888	86	966	88	1006
TOTAL	888		966		1006	



Nous pouvons très clairement voir que la Covid-19 a eu un impact sur l'activité lors de la première vague (mars/avril) mais pas lors de la seconde (novembre).

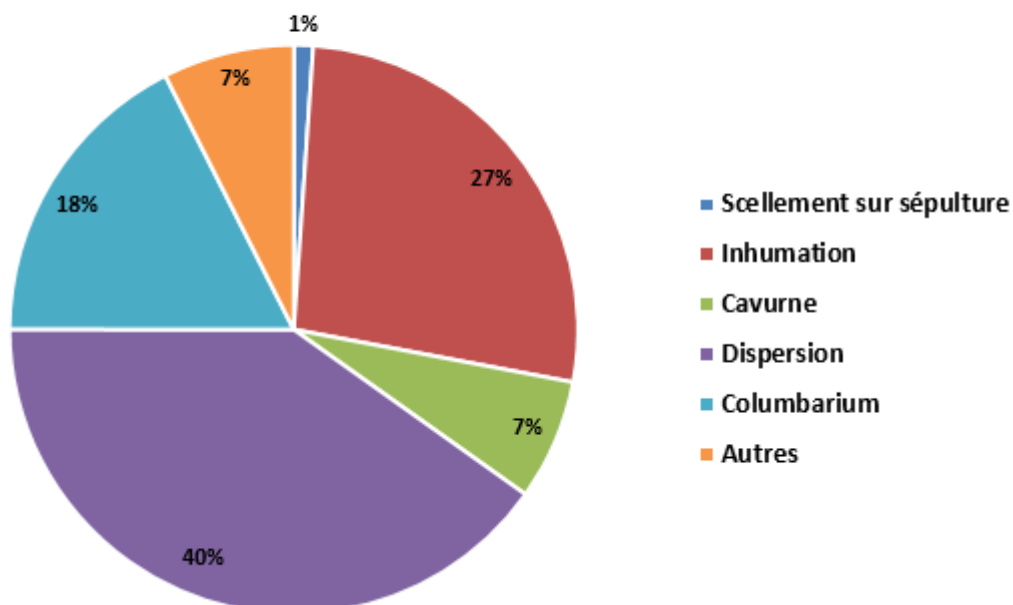
3.3.3. Répartition des crémations par sexe

Répartition de l'activité selon la civilité				
Mois	Adultes		Enfants	Exhumations
	Hommes	Femmes		
Janvier	50	40	0	0
Février	46	39	0	0
Mars	54	36	3	0
Avril	75	54	1	0
Mai	40	44	0	0
Juin	35	46	2	0
Juillet	38	26	0	0
Août	34	31	2	0
Septembre	41	34	1	0
Octobre	43	35	1	0
Novembre	41	26	0	0
Décembre	48	39	0	1
Total	545	450	10	1
	995			
Proportions	54.8%	45.2%		
	100.0%			

Évolution du taux de crémation selon la civilité			
Civilité	2018	2019	2020
Homme	40%	58%	55%
Femme	60%	42%	45%

3.3.4. Destination des cendres

Destination des cendres - 2020 -		Nombre de crémations
Destination	Part	
Scellement sur sépulture	1.1%	11
Inhumation	26.9%	270
Cavurne	6.9%	69
Dispersion	40.2%	404
Columbarium	17.5%	176
Autres	7.5%	75
TOTAL	100%	1005

Destination des cendres
- 2020 -

3.3.5. Information sur les cérémonies au crématorium

Fréquentation de la salle de cérémonie - 2020 -		
Prestations	Quantité	Proportions
Cérémonies simples	784	78%
Sans cérémonie	221	22%
TOTAL	1005	100.0%

3.3.6. Origine des défunts par lieu de domicile

Ci-dessous est présentée l'activité du crématorium par lieu de domicile du défunt pour les communes ayant apporté plus de cinq crémations. Ces communes représentent plus de 50 % des crémations.

Répartition des crémations selon le domicile des défunts (Hors exhumations et pièces anatomiques)		
Communes	Nombre de défunts	2020
BEAUVAIS	178	17.7%
CREIL	43	4.3%
CLERMONT	35	3.5%
GISORS	31	3.1%
GOURNAY EN BRAY	24	2.4%
CHAUMONT EN VEXIN	21	2.1%
GRANDVILLIERS	18	1.8%
LIANCOURT	17	1.7%
CREVECOEUR LE GRAND	16	1.6%
NOGENT SUR OISE	15	1.5%
SAINT JUST EN CHAUSSEE	14	1.4%
BRETEUIL	13	1.3%
MONTATAIRE	13	1.3%
FORMERIE	12	1.2%
CHANTILLY	9	0.9%
GOUVIEUX	9	0.9%
LAIGNEVILLE	9	0.9%
MERU	9	0.9%
TRIE CHATEAU	9	0.9%
FITZ JAMES	8	0.8%
MOUY	8	0.8%
BREUIL LE SEC	7	0.7%
MARSEILLE EN BEAUVAISIS	7	0.7%
MONCHY SAINT ELOI	7	0.7%
NEUILLY SOUS CLERMONT	7	0.7%
AGNETZ	6	0.6%
AUNEUIL	6	0.6%
BAILLEUL SUR THERAIN	6	0.6%
BRESLES	6	0.6%
CAUFFRY	6	0.6%
<i>Autres communes (164)</i>	436	43.4%
TOTAL	1005	100%

3.4. AUTRES INDICATEURS DE QUALITE

3.4.1. Comité d'éthique

Sur l'initiative de la Ville de Beauvais, un comité d'éthique peut être mis en place. Sa composition est constituée de représentants de l'autorité délégante, du délégataire, et de personnalités extérieures (cultes, associations philosophiques, crématises, entreprises de pompes funèbres, spécialistes concernant le deuil, etc.).

Ce comité est consultatif et a pour but de veiller au code de déontologie et d'éthique de la profession, aux aspects qualitatifs et de suggérer toutes mesures susceptibles d'apporter des améliorations dans la qualité du service.

3.4.2. Le Temps de mémoire

En raison de la pandémie de la Covid-19, il n'y a pas eu de Temps de Mémoire en 2020. Pour rappel, le dernier Temps de Mémoire qui a été organisé au Crématorium de Beauvais s'est déroulé le samedi 23 novembre 2019 et a réuni 150 personnes.

3.4.3. Registre d'appréciation du service

Afin d'évaluer la satisfaction des usagers du crématorium, une enquête de satisfaction est systématiquement remise aux familles, accompagnée d'une enveloppe pré-affranchie.

Par ce processus sécurisé, le choix est donné aux familles de répondre ou non au questionnaire. Ce dernier comprend une grille d'évaluation des prestations ainsi qu'un pavé d'appréciation libre, le but étant d'obtenir une visibilité accrue sur la qualité des services rendus aux familles dans l'établissement.

Pour OGF ou sa filiale, gestionnaire du crématorium, cet outil de suivi est primordial afin de maintenir ou d'améliorer au quotidien la qualité des services rendus aux usagers.

Une restitution trimestrielle des résultats est assurée par la société INIT puis transmise au crématorium. Après une analyse entre chaque membre du personnel, une communication des résultats accompagnée d'explications est faite au délégant.

La restitution annuelle des résultats du crématorium est présentée en annexe.

3.4.4. La communication relative au crématorium

Une plaquette d'information sur le crématorium est mise à la disposition des opérateurs funéraires, des familles et du public. Elle présente les coordonnées, les horaires d'ouverture du crématorium et un plan d'accès à celui-ci.

Les services liés à l'accueil et à l'organisation des cérémonies sont également présentés ainsi que les différents choix qui s'offrent aux familles quant à la destination des cendres.

Cette plaquette permet ainsi de répondre aux besoins d'information des familles et contribue à mieux faire connaître le crématorium ainsi que les services proposés par ce dernier.

3.4.5. Protection du Travailleur Isolé (PTI) :

OGF a toujours été soucieux de la sécurité de ses collaborateurs et a mis en place un certain nombre de mesures afin de prévenir tout accident, notamment en lien avec l'exploitation d'un crématorium. C'est dans ce cadre qu'il a été décidé de mettre à disposition du personnel du crématorium un équipement PTI (Protection du Travailleur Isolé)/DATI (Dispositif d'Alarme pour Travailleur Isolé).

Ce dispositif est utilisé par un (ou plusieurs) agent(s) de crématorium « hors de vue et hors d'ouïe » d'autres agents. Il s'agit d'un appareil permettant d'alerter les secours en cas de problème. L'appel peut être déclenché de façon volontaire (accident) ou automatique, en cas de perte de verticalité du travailleur (malaise).

La prestation de télésurveillance associée à ce dispositif est confiée à la société PROSEGUR, spécialisée dans la télésurveillance des personnes, et plus particulièrement dans la gestion d'alarmes transmises au travers de PTI/DATI situé en différents point du territoire français.



3.4.6. La Certification de services Qualicert®

Afin de renforcer la visibilité de la qualité des services offerte aux usagers du crématorium et de valoriser les prestations réalisées par le personnel, une démarche de certification de services a été initiée.

Le certificat Qualicert® est attribué par l'organisme certificateur leader dans ce domaine, SGS ICS. Il garantit un niveau de qualité optimal dans l'accueil et l'accompagnement des familles. Il marque la reconnaissance par un organisme tiers indépendant de la conformité des services de l'établissement vis-à-vis d'exigences définies dans un référentiel.

Le référentiel spécifique « Accueil et accompagnement des familles dans les crématoriums », élaboré à l'initiative d'OGF et réalisé en collaboration avec SGS ICS, a été validé par un comité de Certification indépendant, composé de représentants d'associations de consommateurs, de professionnels et de représentants des Pouvoirs Publics.

À l'issue d'une vague d'audits de certification réalisée par des auditeurs de SGS, le crématorium a obtenu le certificat Qualicert® le 14 janvier 2014.



3.4.7. Mise en place d'une Boucle à Induction Magnétique (BIM) ou boucle auditive :

Afin d'accompagner les personnes handicapées auditives, le crématorium s'est doté d'un système d'aide à l'écoute pour les malentendants porteurs d'un appareil auditif, une boucle à induction magnétique.

En effet, les salles de cérémonie sont des lieux où la communication est centrale. Pour accéder et participer à ces moments, les personnes malentendantes ont besoin d'équipements d'amplification sonore adaptés, sans quoi les bruits de fonds rendent ces moments très inconfortables.

Ainsi, lorsqu'une personne parle dans un micro ou qu'un son est diffusé dans une salle de cérémonie, le son est transmis vers un amplificateur qui diffuse des ondes captées par les prothèses auditives des personnes malentendantes. Le son est dissocié du bruit environnant et des échos ; il semble plus proche.

Sans qu'aucune exigence réglementaire oblige OGF à la l'installation de boucle auditive, une démarche volontaire a été engagée afin de proposer des équipements à la hauteur de la qualité de services rendue dans l'accueil et l'accompagnement des familles au crématorium.

Le pupitre qui est équipé d'un système de transmission du signal acoustique par induction est signalé par un pictogramme.



4. LE RAPPORT ANNUEL, ANNEXE : LES CONDITIONS D'EXECUTION DU SERVICE**4.1. LES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE**

Le métier du funéraire a été au cœur de la crise sanitaire de la Covid-19 qui a touché l'ensemble de la population mondiale dès le début de l'année 2020. En collaboration avec vos services, toute l'équipe du crématorium de Beauvais s'est mobilisée pour continuer à accompagner les familles en toute sécurité dans le strict respect des mesures sanitaires gouvernementales.

Les mesures d'hygiène et sécurité générales

- Le port du masque est rendu obligatoire pour le personnel du crématorium comme pour toute personne accueillie.
- Un distributeur grand format de gel hydroalcoolique est disposé dans l'espace d'accueil du crématorium, pour toute personne entrant et sortant puisse se désinfecter les mains, ainsi qu'à proximité de l'espace de dernier hommage, pour permettre de toucher le cercueil en signe d'adieu.



Exemple de distributeur grand format de gel hydroalcoolique

- Les crématoriums disposent d'une banque d'accueil qui nécessite la mise en place d'un écran en plexiglass permettant de protéger les collaborateurs.



Exemple d'écran de plexiglass mis en place

- Entre chaque recueillement ou cérémonie, tous les éléments qui ont été en contact avec les familles (mobilier, poignées de porte...) sont désinfectés et les locaux aérés. En fin de journée, les sols des salles de cérémonies sont à leur tour désinfectés en plus d'un nettoyage minutieux.
- La remise des urnes s'effectue sur rendez-vous uniquement.

Les mesures spécifiques pour les cérémonies

L'organisation de cérémonies est maintenue en respectant les adaptations suivantes :

- Pour chaque salle de cérémonies, la capacité d'accueil est fixée pour respecter une distanciation de 4m² autour de chaque individu et elle ne dépasse pas 30 personnes par salle.
- Les personnes accueillies sont assises.
- Une distance minimale d'un siège est systématiquement respectée entre 2 personnes ou groupes de personnes (les groupes étant constitués au maximum de 6 individus).
- Les espaces de convivialité sont malheureusement inaccessibles, sauf s'ils sont aménagés en garantissant le respect des distanciations.
- Seul l'officiant peut manipuler le goupillon du bénitier.
- Pour laisser un message dans le registre du souvenir, les familles sont invitées à utiliser leurs stylos personnels.
- Pour les familles qui souhaitent la présence d'ornements (gerbes et couronnes de fleurs, drapeaux etc.), l'équipe du crématorium porte des gants pour les manipuler et se désinfecter les mains après toute mise en place ou déplacement.

Malgré les incertitudes et l'inquiétude liées à l'inédit de la situation et ses conséquences sanitaires, le personnel du crématorium de Beauvais a su mettre en œuvre tout son savoir-faire, son savoir-être et son professionnalisme pour accompagner au mieux les familles endeuillées dans ce contexte si particulier.

Aussi, le Groupe OGF a souhaité démontrer l'attention portée à l'accompagnement des familles en deuil durant la période de confinement.

Ainsi, nous avons engagé une démarche proactive vis-à-vis des familles afin de proposer les mesures complémentaires d'accompagnement ci-dessous :

- La mise en place d'un appel de courtoisie systématique pour toutes les familles en leur proposant un hommage lors de la remise de l'urne (pour celles des familles qui ont laissé l'urne en dépôt), une invitation à une cérémonie collective (type temps de mémoire) pour les autres.
- La communication aux opérateurs funéraires et aux familles du partenariat de la Fondation PFG avec le site de « Mieux traverser le deuil » (<https://mieux-traverser-le-deuil.fr>) afin d'aider les familles à rentrer en contact avec des acteurs spécialisés et des associations proches de leur domicile.



Enfin, le Groupe OGF a organisé un comité opérationnel Covid-19 à raison de 3 fois par semaine durant le 1^{er} confinement.

Ce comité avait pour objectif le suivi :

- Des évolutions réglementaires et l'adaptation des consignes du Groupe OGF concernant la protection des collaborateurs et la réalisation des opérations.
- De l'information montante et descendante à tous les cadres opérationnels (Directeur de région) et des cadres des fonctions supports du siège (Directeurs du siège).
- De l'activité et de l'absentéisme, de l'organisation des renforts.
- Des stocks de matériels et l'organisation logistique (cercueils et accessoires), des EPI (masques, blouses, gel...).
- Des relations avec les préfetures et les administrations, coordination du déploiement des structures de dépôts supplémentaires.
- De l'interface avec les ministères (Santé et Intérieur) directement ou via la fédération professionnelle (CPFM).

4.2. LE COMPTE RENDU TECHNIQUE

4.2.1. Les horaires d'ouverture

Les crémations sont réalisées, à l'exception des dimanches et jours fériés, aux jours et plages horaires suivants :

Du lundi au vendredi
de 8h30 heures à 17 heures,
le samedi
de 8h30 heures à 16h30 heures.

4.2.2. Les moyens en personnel

Deux personnes à temps plein, Madame Françoise SIMONPIERI, responsable du crématorium et Monsieur Christian MARECHAL, agent de crématorium titulaire ainsi que du personnels suppléants représentant l'équivalent de 0,5 temps plein concourent à la tenue du crématorium pour :

- L'accueil des familles ;
- La réalisation de cérémonie de recueillement ;
- L'accueil des entreprises de pompes funèbres mandatées par les familles ;
- La réalisation des crémations ;
- L'entretien des installations.
- La tenue du planning de crémation et accueil téléphonique ;
- La gestion administrative de l'activité (facturation client, fournisseurs, etc.)

L'encadrement du crématorium est assuré par M. Gaetan DELGÉHIER, directeur du secteur opérationnel de Chantilly.

4.2.3. La formation

Pour l'exécution des missions qui leur sont confiées, les agents du crématorium ont bénéficié d'une formation concernant les points suivants :

- La législation sur la crémation et ses évolutions concernant le traitement des pièces anatomiques notamment,
- Les procédures internes d'OGF en matière de gestion des crématoriums,
- Les vérifications administratives des dossiers de crémation,
- L'accueil des familles, la remise de l'urne et la dispersion des cendres,
- Les rappels théoriques et pratiques liés à la technologie des fours de crémation (cycles de crémation, régulation des fours, techniques d'entretien et de dépannage, consignes de sécurité),
- La gestion des éventuelles pannes en présence d'une famille,
- Les consignes d'hygiène et de sécurité,
- La protection incendie,
- L'habilitation électrique H0B0 pour personnel non électricien.

4.2.4. La sécurité

Début 2010, un dispositif de protection du travailleur isolé a été déployé au crématorium. Au moindre malaise ou chute du personnel affecté à la conduite de l'équipement de crémation, un boîtier téléphonique met en contact l'opérateur avec un centre d'appel, qui fait intervenir les secours en cas de nécessité.

4.2.5. Elimination des déchets métalliques

Les déchets métalliques ne se consomment pas lors d'une crémation, comme ceux utilisés pour les prothèses, les couronnes dentaires et autres plombages. Les cendres du défunt sont rendues aux proches. Les résidus métalliques sont récupérés et s'agissant de déchets d'activité, ceux-ci doivent être traités dans une filière adaptée comme tout déchet, et valorisés lorsque c'est possible, comme nous y oblige le code de l'environnement.

Les déchets métalliques sont récupérés par un prestataire spécialisé. Après un appel d'offres en 2017, OGF a fait le choix de l'entreprise OrthoMetals.

Les déchets métalliques sont triés puis refondus pour être transformés. Ces nouveaux objets sont alors utilisés par différentes industries comme l'automobile, l'aéronautique ou encore l'électroménager. Notre prestataire garantit que la nouvelle utilisation ne réintègrera pas le domaine de la santé.

Pour les crématoriums avec dons à la Fondation PFG :

Dans les crématoriums gérés par OGF, la valorisation des déchets métalliques réalisée par notre prestataire est confiée à la Fondation PFG, sous l'égide de la Fondation de France, à aucun moment OGF n'est destinataire de ces sommes.

- Bilan annuel 2020 des actions de la Fondation PFG :

La Fondation PFG

Depuis 2009, la Fondation PFG s'engage auprès des associations qui orientent leurs actions autour de l'accompagnement des personnes en fin de vie, du deuil et de la sensibilisation du public à un thème encore tabou en France, la mort. A travers cette Fondation, le Groupe OGF, leader des services funéraires en France, prolonge l'écoute, l'accompagnement et le respect des familles mis en œuvre quotidiennement par ses équipes professionnelles. Représentations théâtrales traitant le sujet du deuil, ateliers de mise en beauté pour les personnes en fin de vie, groupes de paroles, développement des soins palliatifs, études, conférences et formations de bénévoles... A travers ses dons, la Fondation PFG apporte un soutien essentiel aux associations qui traitent ces sujets délicats.

Gouvernance et fonctionnement

Présidée par Philippe Lerouge, Président-directeur général d'OGF, le conseil d'administration est composé de 6 membres :

- 4 collaborateurs d'OGF,
- 2 experts extérieurs, spécialistes du deuil et de la fin de vie.

Le conseil joue un rôle essentiel dans les demandes de subventions des associations. Chaque membre donne un avis expérimenté et objectif sur les dossiers présentés pour ensuite délibérer. Si le projet est accepté, la subvention est versée à l'association.

Entre juin et septembre, la Fondation PFG organise un appel à projets annuel.

Retrouvez les actions de la Fondation sur <https://www.pfg.fr/pfg-a-vos-cotes/fondation-pfg>

Pour les crématoriums avec dons à une association :

Dans les crématoriums gérés par OGF, la valorisation des déchets métalliques réalisée par notre prestataire est confiée à une association choisie par l'autorité délégante, à aucun moment OGF n'est destinataire de ces sommes.

Concrètement, le montant de la valorisation pour votre établissement s'est élevé à 10 507,94 € pour 2020 à destination de la fondation PFG.

4.3. LE COMPTE RENDU FINANCIER

4.3.1. Les tarifs des prestations du service public

Les tarifs pratiqués sur l'année ont été les suivants :

N° prix	Prestation facturée	Tarifs au 1 ^{er} janvier 2020		
		Tarifs H.T.	T.V.A. 20.00%	Tarifs T.T.C.
I – CRÉMATORIUM				
1a	Crémation d'un cercueil adulte	578.93 €	115.79 €	694.72 €
1b	Crémation d'un cercueil enfant entre 1 et 12 ans	289.47 €	57.89 €	347.36 €
1c	Crémation d'un cercueil enfant de moins de 1 an	144.73 €	28.95 €	173.68 €
2a	Crémation d'un cercueil après exhumation à la demande des familles dans un délai de moins de 5 ans depuis l'inhumation	578.93 €	115.79 €	694.72 €
2b	Crémation d'un cercueil après exhumation à la demande des familles dans un délai de 5 ans et plus depuis l'inhumation	289.47 €	57.89 €	347.36 €
3a	Cérémonies d'une durée supérieure à 30 minutes	119.96 €	23.99 €	143.95 €
3b	Mises à disposition de la salle de cérémonie hors crémation (limité à 1 heure)	130.38 €	26.08 €	156.46 €
3c	Mises à disposition de la salle de convivialité (par heure)	104.31 €	20.86 €	125.17 €
4a	Nombre de crémations de pièces anatomiques de 100 L ou 30 Kgs max.	289.47 €	57.89 €	347.36 €
4b	Nombre de crémations de pièces anatomiques de 200 L ou 60 Kgs max.	578.93 €	115.79 €	694.72 €
II – JARDIN DU SOUVENIR				
5a	Dispersion des cendres au jardin du souvenir	52.15 €	10.43 €	62.58 €
5b	Dépôt provisoire de l'urne au crématorium (par mois après le 1er mois)	23.99 €	4.80 €	28.79 €
5c	Plaque mémoire ou gravure sur le mur de la mémoire - Concession de 10 ans	156.47 €	31.29 €	187.76 €
5d	Renouvellement de l'emplacement de plaque sur le mur de la mémoire - Concession de 10 ans	156.47 €	31.29 €	187.76 €

4.3.2. La révision des tarifs

Conformément à la convention pour la délégation de service public concernant la construction et la gestion du crématorium de Beauvais, les tarifs ont été actualisés le 1^{er} janvier 2020 et ont augmenté de 4,31 %.

ANNEXE 1

Résultats des enquêtes de satisfaction

Synthèse des résultats

Niveau

Excellent	≥ 95%
Très bon	de 90% à 94,9%
Bon	de 85% à 89,9%
Moyen	de 80% à 84,9%
Mauvais	< 80%

Evolution (+/- 5 points)

▶	Stable
▲	Hausse
▼	Baisse

	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	CUMUL 2020	Rappel 2019	Evolution (2020 /2019)
Nombre de questionnaires	55	2	6	19	82	204	
La facilité à trouver le crématorium (signalétique)	83,6%	100,0%	100,0%	78,9%	84,1%	86,6%	▶
L'accueil	100,0%	100,0%	100,0%	94,7%	98,8%	99,0%	▶
Les informations données et les réponses aux attentes sur la crémation	98,2%	100,0%	100,0%	100,0%	98,8%	99,0%	▶
Le confort des locaux	96,4%	100,0%	100,0%	100,0%	97,6%	98,5%	▶
L'Hommage lors de la remise des cendres	100,0%	100,0%	100,0%	94,1%	98,6%	98,3%	▶
L'accompagnement au Jardin du Souvenir lors de la dispersion des cendres (le cas échéant)	100,0%	-	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	▶



Rapport d'activité 2020

CREMATORIUM DE BEAUVAIS



Présentation générale de la délégation de service public



Nature et date de prise d'effet du contrat

Contrat de délégation de service public par voie de concession :

Contrat de délégation de service public, signé le 29 mai 2017 pour une durée de dix années, prenant effet le 1^{er} juillet 2017 et se terminant le 30 juin 2027.

Les horaires d'ouverture du crématorium :

Les crémations sont réalisées, à l'exception des dimanches et jours fériés, aux jours et plages horaires suivants :

Du lundi au vendredi de 8h30 à 17h00 et **le samedi** de 8h30 à 16h30.



Travaux d'entretien du crématorium

- **Pour rappel :**

Les travaux d'entretien des fours de crémation sont assurés par la société **ATI Industries** (constructeur des fours).

Ce contrat garantit **1 visite préventive toutes les 500 crémations**, durant laquelle sont effectués le **contrôle général de l'installation**, le **réglage du matériel** et le **nettoyage des fours**.

Afin d'assurer la continuité du service public, le crématorium bénéficie également d'une **assistance téléphonique permanente**.



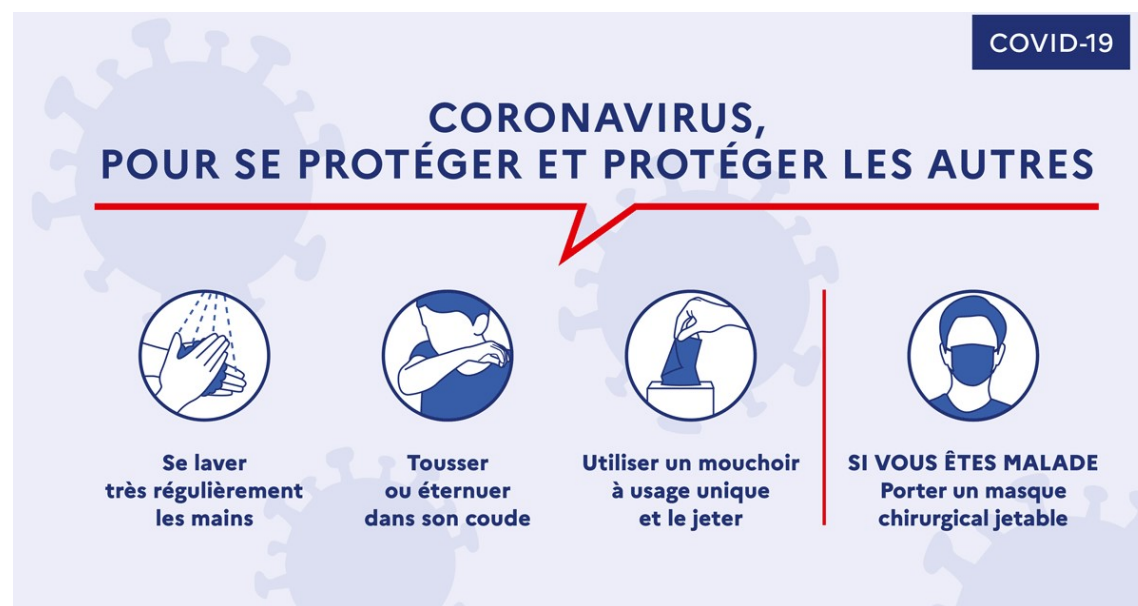
Gestion de la crise sanitaire : Covid-19



La crise sanitaire de la Covid-19

Le métier du funéraire a été au cœur de la crise sanitaire de la Covid-19 qui a touché l'ensemble de la population mondiale dès le début de l'année 2020.

En collaboration avec vos services, toute l'équipe du crématorium de Beauvais s'est mobilisée pour **continuer à accompagner les familles en toute sécurité** dans le strict **respect des mesures sanitaires gouvernementales**.



Réouverture des parties publiques au recueillement

Suite au **décret du 1^{er} juin 2020**, les **assistances ne sont plus limitées** pour les cérémonies funéraires.

Le crématorium de Beauvais a donc procédé à un **assouplissement des mesures de confinement** à compter du 15 juin 2020 :

- Une reprise de cérémonies « standards » avec une **assistance limitées à 50% de la capacité en places assises de chaque salle de cérémonie**. Le port du masque est maintenu obligatoire dans le crématorium.
- L'espace accueil peut être ouvert au public notamment pour la **remise des urnes**, tout comme les **sanitaires et la salle de visualisation / remise d'urnes**.
- Les salles d'attente (hors espace éventuellement à l'accueil) et les salles de convivialité restent fermées au public.

Les gestes barrières restent la règles et les mesures de désinfection restent en place également.

Réouverture des parties publiques au recueillement

Dotation d'équipements spécifiques

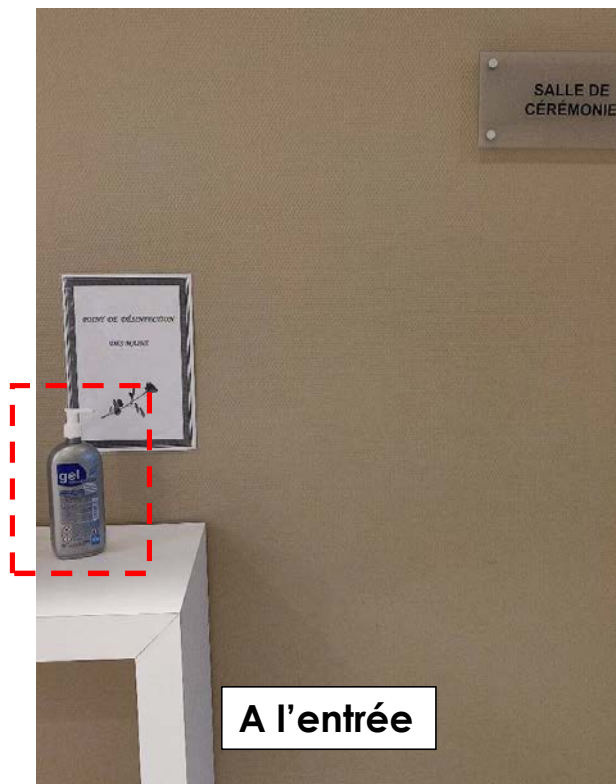
Des distributeurs de **gel hydroalcoolique** ont été mis en place afin de permettre à chaque membre de l'assistance de **se désinfecter les mains dès son entrée**. Ce système a été mis en place dans l'ensemble des espaces collectifs du crématorium pour garantir l'accueil des familles **en toute sécurité**.



Dans les salles de cérémonies

Réouverture des parties publiques au recueillement

Dotation d'équipements spécifiques



Réouverture des parties publiques au recueillement

Dotation d'équipements spécifiques



Mesures d'accompagnement des familles post-crise

Le Groupe a souhaité démontrer l'attention portée à l'accompagnement des familles en deuil durant la période de confinement.

- La **prorogation de la durée de gratuité** ou la gratuité du dépôt d'urnes au crématorium pendant la durée de la crise.
- La mise en place d'un **appel de courtoisie systématique** pour toutes les familles en leur proposant un hommage lors de la remise de l'urne (pour celles des familles qui ont laissé l'urne en dépôt), une invitation à une cérémonie collective (type temps de mémoire) pour les autres.
- La communication aux OPF et aux familles du **partenariat de la Fondation PFG** avec le site de « Mieux traverser le deuil » (<https://mieux-traverser-le-deuil.fr/>) afin **d'aider les familles à rentrer en contact avec des acteurs spécialisés et des associations proches de leur domicile.**

MIEUX TRAVERSER LE DEUIL MALGRÉ LE CONFINEMENT

1 JE SUIS EN DEUIL !
NE LAISSONS PAS LE VIRUS NOUS VOLER L'INTIMITÉ DE NOTRE HOMMAGE ENVERS CEUX QUE NOUS AIMONS.
Vous avez perdu récemment un être proche ? Vous n'avez pas pu l'accompagner dans ses derniers instants, vous n'avez pas pu assister à ses obsèques, vous vous retrouvez seuls et confinés depuis ?

2 J'AI UN PROCHE EN DEUIL
NE LAISSONS PAS LE VIRUS LUI VOLER L'INTIMITÉ DE SES HOMMAGES ENVERS CEUX QU'ILS AIMENT.
Vous connaissez quelqu'un proche, ami, collègue... qui a perdu récemment un être proche ? Cette personne n'a pas pu l'accompagner dans ses derniers instants, n'a pas pu assister à ses obsèques, se retrouver seule et confinée depuis ?

QUE CELUI-CI SOIT DÉCÉDÉ DU COVID-19 OU D'UNE AUTRE CAUSE, LES RÈGLES DE CONFINEMENT CHANGENT TOUT CAR ELLES EMPÊCHENT DE COMMENCER LE DEUIL DANS DES CONDITIONS « NORMALES ».
Si cette personne éprouve une profonde tristesse, des regrets, de la culpabilité, de la colère, de l'effacement, etc. « Mieux traverser le deuil » peut l'accompagner.

Mieux traverser le deuil met tout en oeuvre pour vous permettre :

- 1 de trouver toutes les informations utiles pour vous aider à mieux traverser le deuil.
- 2 de trouver en ligne soutien et accompagnement : forum entre personnes endeuillées ; Chat avec un discutant qualifié sur le fin de vie et le deuil ; écoute en direct avec un écouteur spécialisé ou un professionnel.
- 3 de pouvoir filer les obituaires afin de permettre aux proches et amis du défunt de s'y associer et de laisser hommages, messages de soutien, condoléances.

Mieux traverser le deuil MTD : c'est déjà 100 associations partenaires et plus de 500 bénévoles mobilisés chaque semaine pendant le COVID-19. Association à but non lucratif reconnue d'intérêt général qui ne fonctionne que grâce aux dons.

www.mieux-traverser-le-deuil.fr



L'analyse de l'activité de service



Evolution du nombre annuel de crémations

Activité annuelle (Hors pièces anatomiques)		
Années	Nombre de crémations	Évolution
2005	788	-2.0%
2006	704	-10.7%
2007	755	7.2%
2008	800	6.0%
2009	808	1.0%
2010	817	1.1%
2011	891	9.1%
2012	901	1.1%
2013	929	3.1%
2014	1048	12.8%
2015	921	-12.1%
2016	833	-9.6%
2017	714	-22.5%
2018	888	24.4%
2019	966	8.8%
2020	1006	4.1%

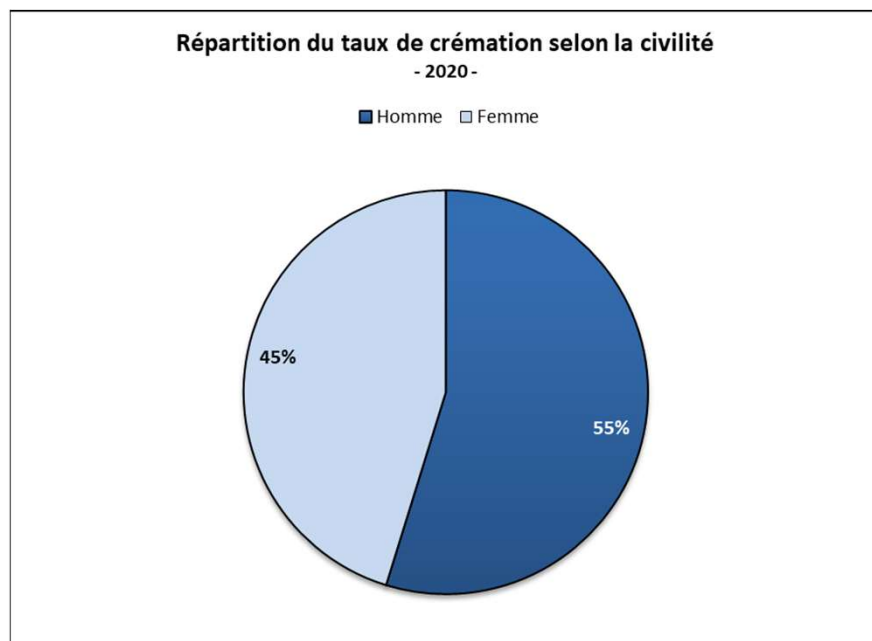
Répartition par types de crémation	
Prestations	2020
Adultes	995
Enfants de moins d'un an	10
Enfants de 1 à 12 ans	0
<i>Sous-total</i>	1005
Exhumations de moins de 5 ans	1
Exhumations de plus de 5 ans	0
<i>Sous-total</i>	1006
Pièces anatomiques	29
TOTAL	1035

Le nombre de crémations entre 2019 et 2020 a **augmenté de 4.1 %**.

Cette variation d'activité est principalement due à **l'impact de la pandémie de la Covid-19** et notamment pendant la 1^{ère} vague (130 crémations en avril 2020).

Répartition selon la civilité

Évolution du taux de crémation selon la civilité			
Civilité	2018	2019	2020
Homme	40%	58%	55%
Femme	60%	42%	45%



Répartition de l'activité selon la civilité				
Mois	Adultes		Enfants	Exhumations
	Hommes	Femmes		
Janvier	50	40	0	0
Février	46	39	0	0
Mars	54	36	3	0
Avril	75	54	1	0
Mai	40	44	0	0
Juin	35	46	2	0
Juillet	38	26	0	0
Août	34	31	2	0
Septembre	41	34	1	0
Octobre	43	35	1	0
Novembre	41	26	0	0
Décembre	48	39	0	1
Total	545	450	10	1
	995			
Proportions	54.8%	45.2%		
	100.0%			

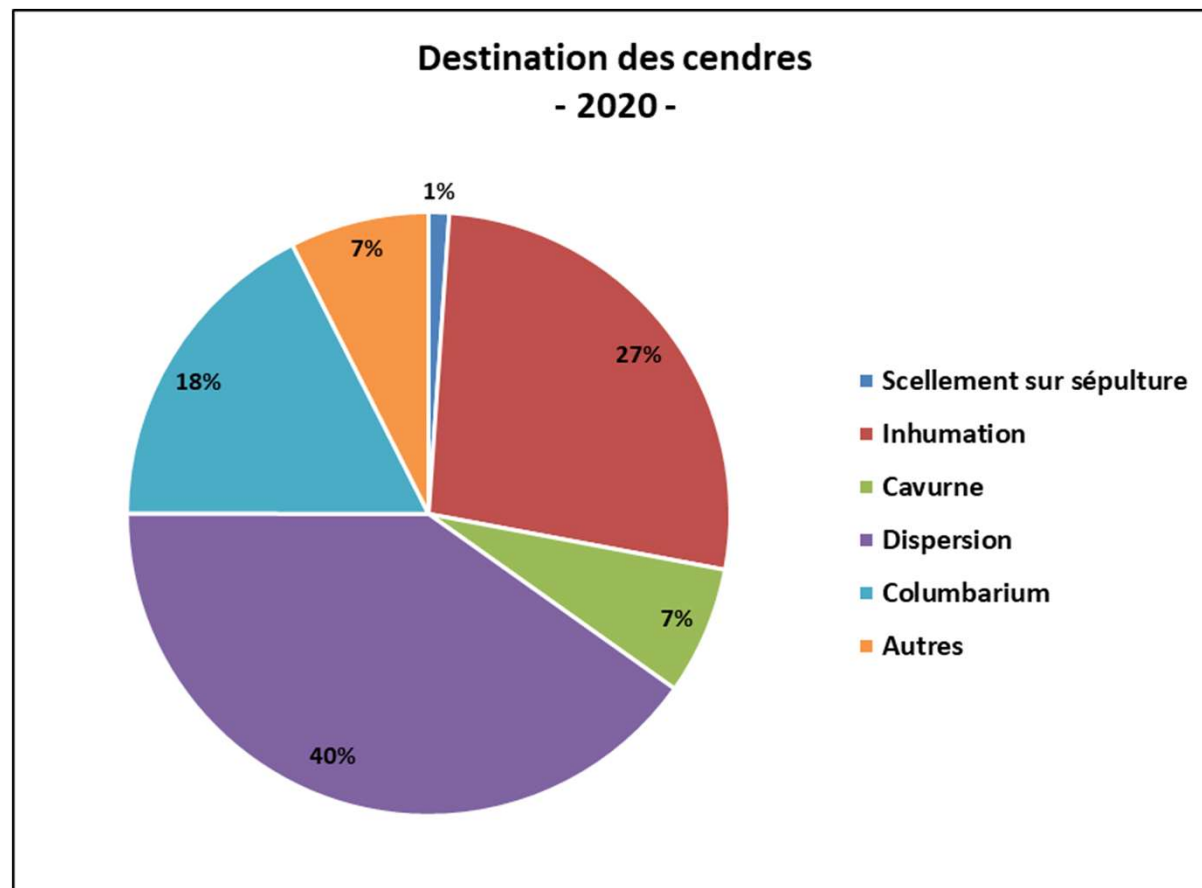
Répartition des crémations selon le domicile des défunts

Répartition des crémations selon le domicile des défunts (Hors exhumations et pièces anatomiques)		
Communes	Nombre de défunts	2020
BEAUVAIS	178	17.7%
CREIL	43	4.3%
CLERMONT	35	3.5%
GISORS	31	3.1%
GOURNAY EN BRAY	24	2.4%
CHAUMONT EN VEXIN	21	2.1%
GRANDVILLIERS	18	1.8%
LIANCOURT	17	1.7%
CREVECOEUR LE GRAND	16	1.6%
NOGENT SUR OISE	15	1.5%
SAINT JUST EN CHAUSSEE	14	1.4%
BRETEUIL	13	1.3%
MONTATAIRE	13	1.3%
FORMERIE	12	1.2%
CHANTILLY	9	0.9%

GOUVIEUX	9	0.9%
LAIGNEVILLE	9	0.9%
MERU	9	0.9%
TRIE CHATEAU	9	0.9%
FITZ JAMES	8	0.8%
MOUY	8	0.8%
BREUIL LE SEC	7	0.7%
MARSEILLE EN BEAUVAISIS	7	0.7%
MONCHY SAINT ELOI	7	0.7%
NEUILLY SOUS CLERMONT	7	0.7%
AGNETZ	6	0.6%
AUNEUIL	6	0.6%
BAILLEUL SUR THERAIN	6	0.6%
BRESLES	6	0.6%
CAUFFRY	6	0.6%
<i>Autres communes (164)</i>	436	43.4%
TOTAL	1005	100%

Destination des cendres

Destination des cendres - 2020 -	
Destination	Part
Scellement sur sépulture	1.1%
Inhumation	26.9%
Cavurne	6.9%
Dispersion	40.2%
Columbarium	17.5%
Autres	7.5%
TOTAL	100%





L'analyse de la qualité de service



Indicateurs qualité

- **Journée du Souvenir / Portes ouvertes :**

Il n'y a pas eu de temps de mémoire cette année en raison de la pandémie de la Covid-19.

- **Registre d'appréciation du service :**

Un registre des appréciations est mis à la disposition des familles et du public dans le hall d'accueil du crématorium. Il permet de recueillir les appréciations, remarques et suggestions relatives à la qualité du service et des prestations proposés et exécutés lors de la crémation.

Ce registre est utilisé également comme un registre du souvenir sur lequel sont laissés des messages de sympathie destinés aux défunts et aux familles.

Enquête de satisfaction

Synthèse des résultats

Niveau

Excellent	≥ 95%
Très bon	de 90% à 94,9%
Bon	de 85% à 89,9%
Moyen	de 80% à 84,9%
Mauvais	< 80%

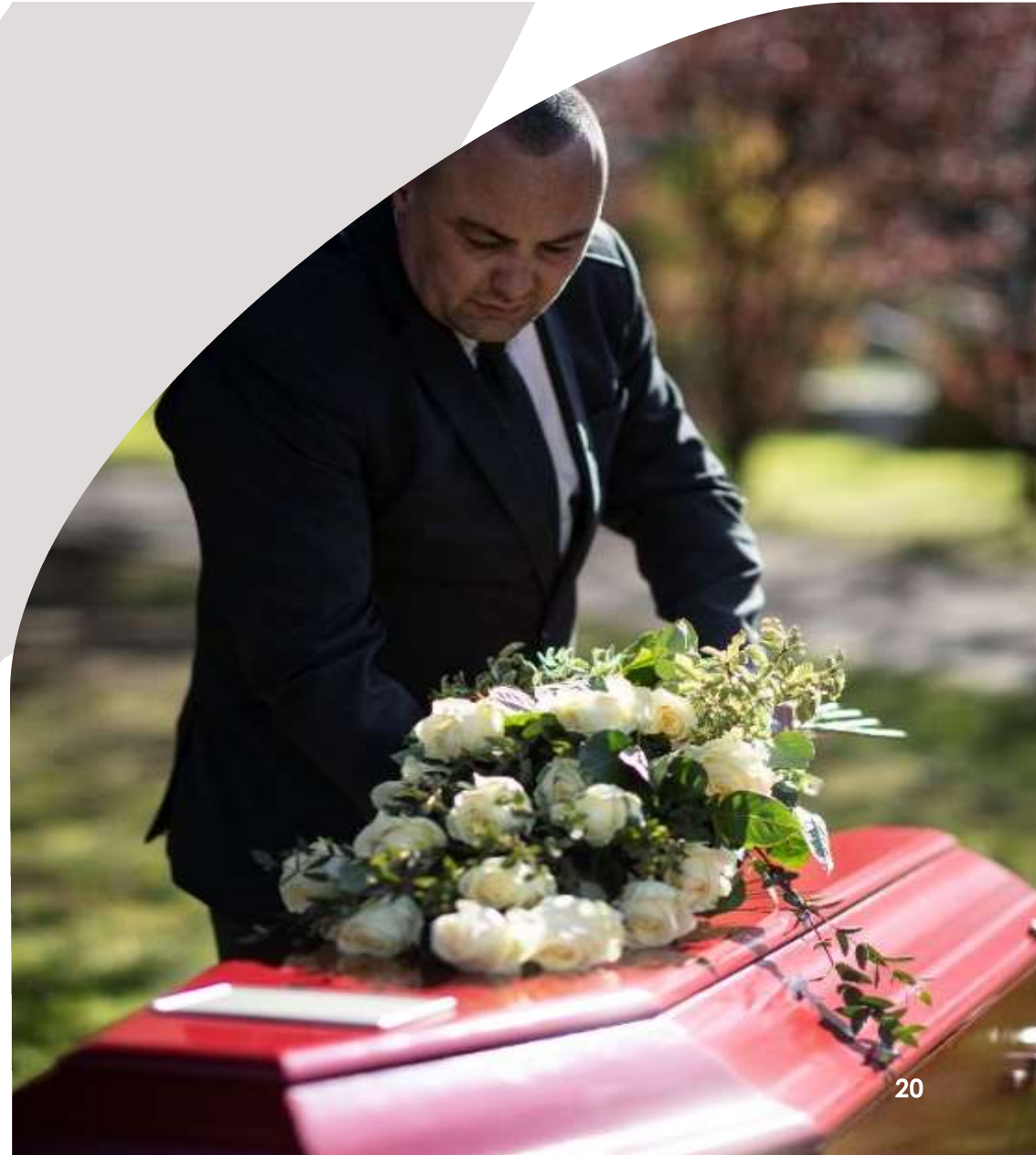
Evolution (+/- 5 points)

▶ Stable
▲ Hausse
▼ Baisse

	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	CUMUL 2020	Rappel 2019	Evolution (2020 / 2019)
Nombre de questionnaires	55	2	6	19	82	204	
La facilité à trouver le crématorium (signalétique)	83,6%	100,0%	100,0%	78,9%	84,1%	86,6%	▶
L'accueil	100,0%	100,0%	100,0%	94,7%	98,8%	99,0%	▶
Les informations données et les réponses aux attentes sur la crémation	98,2%	100,0%	100,0%	100,0%	98,8%	99,0%	▶
Le confort des locaux	96,4%	100,0%	100,0%	100,0%	97,6%	98,5%	▶
L'Hommage lors de la remise des cendres	100,0%	100,0%	100,0%	94,1%	98,6%	98,3%	▶
L'accompagnement au Jardin du Souvenir lors de la dispersion des cendres (le cas échéant)	100,0%	-	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	▶



| Le compte- rendu financier



Compte-rendu financier

CREMATORIUM DE BEAUVAIS - COMPTE EXPLOITATION	2019	2020	Var. 2019/2020
Nombre de crémations cercueil adulte	947	995	5%
Nombre de crémations cercueil enfant entre 1 et 12 ans	2	0	-100%
Nombre de crémations d'un cercueil enfant de moins de 1 an	7	10	43%
Nombre de crémation après exhumation dans un délai de moins de 5 ans	1	1	0%
Nombre de crémations après exhumation dans un délai de 5 ans et plus	9	0	-100%
Nombre de cérémonies d'une durée supérieure à 30 minutes	4	1	-75%
Nombre de mises à disposition de la salle de convivialité (par heure)	3	0	-100%
Nombre de cérémonial personnalisé	22	4	-82%
Nombre de crémations de pièces anatomiques de 100 L ou 30 Kgs max.	30	29	-3%
Nombre de crémations de pièces anatomiques de 200 L ou 60 Kgs max.	1	0	-100%
Recettes de crémations cercueil adulte	545 960	575 995	6%
Recettes de crémations cercueil enfant entre 1 et 12 ans	577	0	-100%
Recettes de crémations d'un cercueil enfant de moins de 1 an	1 004	1 447	44%
Recettes de crémations après exhumation dans un délais de moins de 5 ans	577	579	0%
Recettes de crémations après exhumation dans un délai de 5 ans et plus	2 596	0	-100%
Recettes de cérémonies d'une durée supérieure à 30 minutes	520	130	-75%
Recettes de mise à disposition de la salle de convivialité (par heure)	312	0	-100%
Recettes de cérémonial personnalisé	2 626	480	-82%
Recettes de crémations de pièces anatomiques de 100 L ou 30 Kgs max.	8 654	8 395	-3%
Recettes de crémations de pièces anatomiques de 200 L ou 60 Kgs max.	577	0	-100%
Recettes de dispersion des cendres	1 715	2 451	43%
Recettes de dépôt provisoire de l'urne au crématorium (par mois après le 1er mois)	1 375	2 298	67%
Recettes de plaque mémoire ou gravure sur le mur de la mémoire - Concession de 10 ans	780	626	-20%
Plateau d'introduction pour les cercueils faits de matériaux autres que le bois	41	0	-100%
Total recettes annuelles	567 314	592 400	4%

Compte-rendu financier

Personnel	91 829	99 925	9%
Salaires	66 472	72 077	8%
Charges sociales	25 357	27 848	10%
Charges énergie	37 405	35 271	-6%
Gaz	26 946	23 287	-14%
Electricité	10 459	11 984	15%
Achat	5 969	6 250	5%
Eau	350	663	90%
Fournitures diverses et administratives	2 027	2 179	8%
Réactifs	0	0	0%
Évacuation des résidus	2 128	2 783	31%
Pastilles réfractaires	930	265	-72%
Tenues /équipement	534	359	-33%
Autres achats	0	0	0%
Services extérieurs	18 551	50 143	170%
PTI (téléphone - protection des travailleurs isolés) :	217	216	0%
Entretien des espaces verts	1 040	3 660	252%
Entretien de l'équipement de crémation	3 103	29 558	852%
Entretien des locaux	10 938	9 716	-11%
Gros Entretien et Renouvellement	0	0	0%
Réparations diverses	0	0	0%
Contrôles règlementaires	400	5 315	1229%
Assurance	1 421	1 604	13%
Sécurité	1 430	73	-95%
Autres services extérieurs	2 557	2 530	-1%
Frais postaux et de télécommunications	5	530	
Publicité	490	0	-100%
Autres services extérieurs	2 063	2 000	-3%
Autres charges	0	3 681	0%
Charges d'exploitation proportionnelles	156 311	197 799	27%

Compte-rendu financier

Impôts et taxes	12 160	14 593	20%
Taxes Foncière	3 600	6 196	72%
Cotisation Foncière des entreprises (CFE)	1 859	1 882	1%
Taxe organique (C3S)	908	948	4%
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)	5 793	5 568	-4%
Frais d'administration générale	44 251	47 984	8%
Redevance collectivité	82 698	88 975	8%
Redevance fixe	46 775	46 399	-1%
Redevance variable (160€/crem au-delà de 750/an)	35 923	42 576	19%
Amortissement investissements concessifs	153 917	156 026	1%
Total charges annuelles	449 337	505 377	12%
Résultat avant IS	117 978	87 023	-26%
IS	40 620	27 865	-31%
Résultat Net	77 358	59 158	-24%



Siège social :

31, rue de Cambrai
75946 Paris cedex 19
Tél : 01 55 26 54 00
Fax : 01 55 26 56 05

www.ogf.fr

**Rendre Hommage
à Sa Mémoire.**



Les Patinoires Modernes

☰ 211 avenue Marcel Dassault

60000 BEAUVAIS

☎ 03 44 81 72 76

💻 patinoiresmodernes@outlook.fr



Convention de concession pour le financement, la construction et l'exploitation de la patinoire Marcel Dassault



Rapport annuel du délégataire

[chapitre VIII.1.1 du contrat]

ANNÉE 2020

(du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020)

Ce document remis à la personne publique chaque 1^{er} juin est confidentiel. Il comporte des informations uniquement destinées à la ville de Beauvais, gestionnaire du contrat. Toute diffusion publique est interdite.

Table des matières

PRESENTATION GENERALE DE L'ETABLISSEMENT	3
L'EQUIPEMENT	3
LE FONCTIONNEMENT	3
SEQUENCE D'OUVERTURE	3
BILAN SUR LES INVESTISSEMENTS.....	4
PLANNING D'OUVERTURE.....	5
TARIFS	6
FREQUENTATION	6
LES ACTIVITES	7
PERSONNEL	8
TECHNIQUE.....	9
PRODUCTION D'EAU GLACEE	9
PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES.....	9
MAINTENANCE ET ENTRETIEN COURANTS.....	11
GROS ENTRETIEN ET RENOUELEMENT	11
RELEVÉ D'INCIDENTS.....	11
COMMUNICATION ET MARKETING	11
LES SUPPORTS DE COMMUNICATION	11
LES ACTIONS SPECIFIQUES ENGAGEES SUR LA PERIODE	11
LES OFFRES PROMOTIONNELLES	12
COMPTE RENDU FINANCIER.....	12
FOCUS COVID.....	12
PRODUITS D'EXPLOITATION	12
LES CHARGES D'EXPLOITATION	13
LE MAINTIEN A NIVEAU DE LA TRESORERIE SUR L'EXERCICE.....	14
CONCLUSION ET PROSPECTIVE	15

Présentation générale de l'établissement

L'équipement

La patinoire Marcel Dassault a été mise en exploitation le 23 décembre 2019 (1^{ère} phase) avec 5 mois d'avance sur le planning prévisionnel. Il s'agit d'une patinoire en glace artificielle d'une dimension de 56 x 26 m.

La patinoire est servie par un ensemble de locaux et d'aménagements qui s'adressent aux différents types d'utilisateurs et à l'équipe d'exploitation :

Pour l'exploitant :

- 2 bureaux (administratif et enseignant)
- 1 bureau d'accueil / billetterie
- 1 local de stockage et entretien des patins de location
- 1 plateau / salle de réunion

Pour le grand public et les scolaires

- 1 sas d'entrée / billetterie
- 2 blocs sanitaires
- 1 infirmerie
- 1 aire de déchaussage
- 1 tribune de 300 places
- 1 bar - snacking avec terrasse

Pour les sportifs

- 1 espace gym en mezzanine
- 2 vestiaires avec douches
- 1 vestiaire arbitre

Locaux techniques

- 1 plateforme technique extérieure
- 1 atelier surfaceuse / maintenance
- 1 local électrique

Le fonctionnement

La patinoire est ouverte toute l'année. Elle permet les pratiques de sports de glace dans les disciplines suivantes :

- Le patinage libre lors de séances publiques : ouvert à tous
- Le patinage artistique et la danse sur glace : séances encadrées par des professeurs diplômés
- Le hockey sur glace : club de hockey sur glace résident
- Le curling : en cours de mise en route
- Le Icestock : animations publiques ou privées (pétanque sur glace)

Séquence d'ouverture

La patinoire a ouvert ses portes le 23 décembre 2019 suite au passage de la commission de sécurité qui a validé l'ouverture partielle au public. La réception définitive de l'ouvrage, y compris les étages, doit être prononcée en avril 2021 ce qui permettra l'exploitation complète

de l'équipement ; 100% des vestiaires, l'accès à l'espace gym en mezzanine et à l'espace réception pour les évènements.

Bilan sur les investissements

La SAS Les Patinoires Modernes a conçu la patinoire Marcel Dassault, réalisé les études d'exécution et puis assuré la réalisation des travaux.

- L'enveloppe projet initiale est de 3.100.000 € HT (Annexe 12, vers. contrat 17-07-2018)
- L'enveloppe définitive sur laquelle la ville s'est portée caution à 50% des prêts (1.400.000 €) est de 3.500.000 € HT (en date du 06-11-2018)

Le coût de la réalisation s'est établi ainsi :

	Montant investit au 31 déc. 2020	Finitions 2021	Coût projet global
Construction :	2.875.170 € HT		2.352.008 € HT
Installations techniques :	400.311 € HT		923.473 € HT
Autres aménagements :	258.638 € HT	110.000 € HT	368.638 € HT
	3.534.119 € HT	110.000 € HT	3.644.119 € HT

Le financement a été réalisé de la façon suivante :

	Montant	Durée	Annuités
Les Patinoires Modernes Participation initiale Participation supplémentaire	700.000 € 150.000 €	25 ans	
Emprunt Crédit Agricole	1.400.000 €	25,92 ans	74.791.20 €
Emprunt Crédit Agricole	1.400.000 €	18,75 ans	95.268,24 €

Les prêts ont été garantis par :

- La ville de Beauvais, caution à hauteur de 1.400.000 €
- La BPI à hauteur de 700.000 €
- Christian Halmaert à hauteur de 700.000 € sur ses biens personnels

- Une assurance décès / incapacité a été souscrite sur le nom de Christian Halmaert à hauteur de 2.800.000 €

Planning d'ouverture

La patinoire Marcel Dassault a été inaugurée le samedi 21 décembre 2019 par Madame le maire de Beauvais en présence de Philippe Candeloro.

La mise en exploitation publique a suivi dès le lendemain, le dimanche 22 décembre 2019 à 9H00.

Dans son exploitation normale (hors covid), la patinoire est ouverte selon 2 temporalités qui suivent les saisons scolaires.

Après plusieurs stages pendant les vacances scolaires et les vacances d'été qui ont permis aux usagers de découvrir la patinage sur glace et les sports offerts par l'équipement, la rentrée de septembre a vu démarrer en club les cours de patinage artistique annuels et de hockey sur glace (> 300 inscrits).

Jours	Hors vacances	Vacances & été
Lundi	fermé	14h00 - 17h00
Mardi	20h30 - 23h30	9h00 - 12h00 & 14h00 - 17h00 & 20h30 - 23h30
Mercredi	14h00 - 17h00	9h00 - 12h00 & 14h00 - 17h00 & 20h30 - 23h30
Jeudi	fermé	9h00 - 12h00 & 14h00 - 17h00 & 20h30 - 23h30
Vendredi	20h30 - 23h30	9h00 - 12h00 & 14h00 - 17h00 & 20h30 - 23h30
Samedi		9h00 - 12h00 & 14h00 - 17h00 & 20h30 - 23h30
Dimanche		9h00 - 12h00 & 14h00 - 17h00
Jours fériés	Week-end inchangés, sinon 14h00 - 17h00	

Compte tenu des impératifs sanitaires liés à l'épidémie de covid-19, l'année 2020 a été fortement perturbée par :

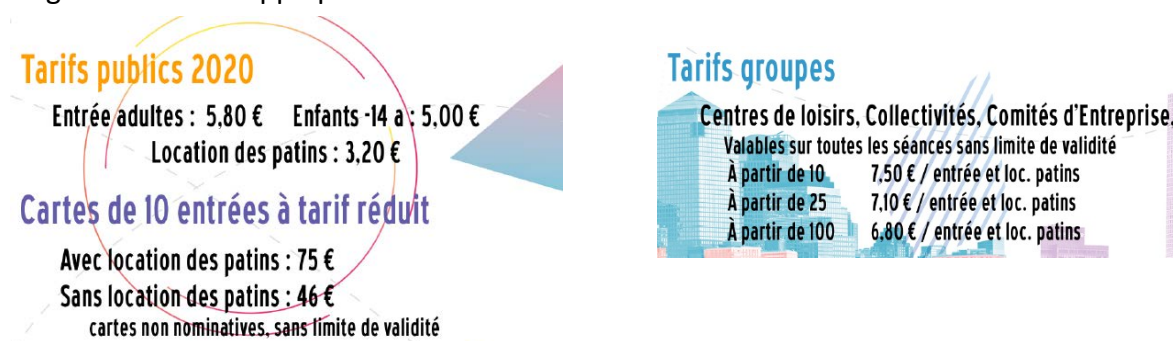
- 1^{ère} séquence de fermeture administrative du 2 mars au 30 juin 2020
- 2^{ème} séquence de reprise d'exploitation en mode dégradé du 1^{er} juillet au 24 octobre
- 3^{ème} séquence de fermeture administrative du 25 octobre au 31 décembre 2020

Nous n'avons exploité l'équipement en condition normale uniquement en janvier et février 2020, avec un très bon accueil du public et la promesse forte de satisfaire une véritable attente des Beauvaisiens.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, la patinoire est toujours fermée, sans horizon de réouverture.

Tarifs

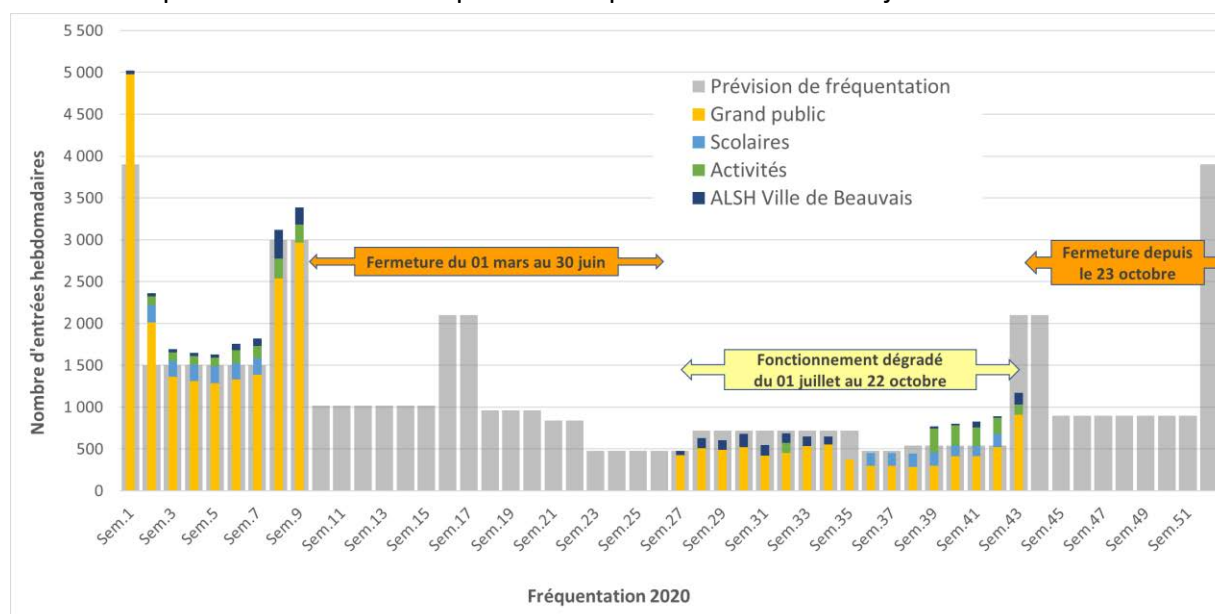
La grille des tarifs appliquée est celle du contrat :



Fréquentation

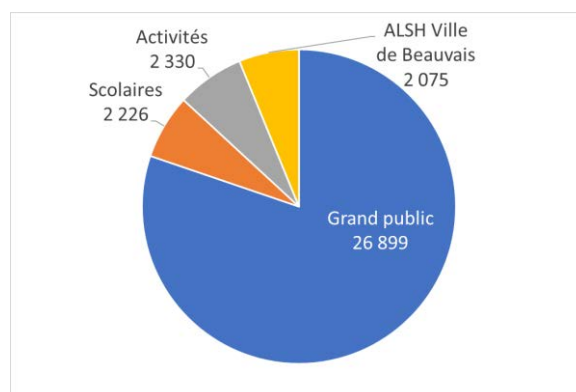
Compte tenu de ce qui précède concernant l'ouverture très réduite de l'équipement, uniquement 6 mois d'exploitation dont 4 en mode dégradé (jauge contrainte), la fréquentation est très éloignée de nos objectifs.

Nous avons basé notre prévisionnel sur 60.000 entrées par an et le très bon démarrage de l'ouverture pouvait nous laisser espérer un dépassement de nos objectifs d'au moins 20%.



L'ouverture de la patinoire le 22 décembre 2019, pour le démarrage des vacances scolaires de fin d'année a connu un véritable engouement avec des fréquentations fortes.

L'établissement a profité d'un fort engouement dû à la nouveauté de l'activité dans la région. Ce phénomène était attendu et une très grande amplitude d'ouverture sur ces vacances a été mise en place pour anticiper cet afflux d'utilisateurs.



Nous avons atteint 33.530 entrées réparties de la façon suivante entre les différents publics accueillis.

Le dynamisme des deux premiers mois d'exploitation et la demande forte d'activités encadrées que nous avons pu constater en octobre 2020 nous renforcent dans l'idée que cet équipement a un très bon avenir devant lui.

En 2021, au mieux, nous aurons connu un premier semestre sans activité mais nous mettons tout en œuvre pour assurer une reprise dynamique et poursuivre aux côtés de la ville ce beau projet pour les Beauvaisiens.

Les activités

Stage vacances février 2020

Du lundi 17 au vendredi 21 février 2020

Du lundi 24 au vendredi 28 février 2020

Stage vacances d'été aout 2020

Du lundi 3 au vendredi 7 aout 2020

Du lundi 10 au vendredi 14 aout 2020

Journée porte ouverte

Mercredi 16 septembre 2020

Stage vacances toussaint octobre 2020

Du lundi 19 au 23 octobre 2020

Du lundi 26 au 30 octobre 2020 (non effectué dû à la fermeture de la patinoire le 23 octobre 2020)

Fête Halloween

Nous avons prévu d'organiser un concours de déguisements avec surprise à la clé (350 personnes avaient répondu présent)

Les adhérents étaient invités avec le choix d'inviter 3 personnes de leurs familles ou amis.

Dimanche séance public

Planification d'un jardin d'enfants tous les dimanches matin avec un coach diplômé et découverte de la pétanque sur glace ainsi que le curling.

En sachant que tous les stages sont multisports
(Patinage artistique, hockey, pétanque, curling)

Personnel

Le Personnel en poste pour l'exploitation de la patinoire a été embauché sous le régime de la Convention Collective Nationale du Sport, à compter du 2 décembre 2019 pour les dirigeants et du 16 décembre 2019 pour le personnel employé afin de préparer l'ouverture.

En plus du personnel embauché par Les Patinoires Modernes, il a été fait appel à une société chargée de la médiation avec les usagers pour le contrôle des flux et la surveillance ; 2 à 3 personnes en poste pendant les séances publiques sur la 1^{ère} séquence d'ouverture.

Au 31 décembre 2020, à la suite des fermetures administratives, certaines personnes ont quitté l'entreprise et le personnel en CDI a été placé en chômage partiel.

La liste du personnel s'établit aujourd'hui selon le tableau ci-dessous :

Poste	Type de contrat	Nombre 5,5 ETP
Direction d'exploitation	CDI temps plein	1,5
Directeur sportif	CDI temps plein	1
Employé chargé de l'accueil	CDD temps plein	0
Employé polyvalent	CCD étudiant temps partiel	0
Employé polyvalent	CDI temps plein	3

La masse salariale sur l'année a été de 235.845 € (charges comprises) soit 50% au-dessus de nos prévisions. Cela est dû en particulier au renforcement nécessaire compte tenu de la fréquentation importante à l'ouverture ; nous avons ensuite été contraints de conserver une grande partie des salariés malgré notre fermeture jusqu'à l'échéance de leurs contrats alors que nous n'avions plus d'activité commerciale.

Nous avons perçu au titre du chômage partiel et autres exonérations d'Urssaf 62.212 € dans le cadre des mesures d'aide décidées par l'état pour aider les entreprises fermées administrativement.

Technique

Production d'eau glacée

Les installations de production d'eau glacée ont été réalisées conformément aux études d'exécution, sans variante, et sont sous garantie constructeur jusqu'en décembre 2022.

- Un groupe de production d'eau glacée Carrier 30RB302 avec récupération de chaleur
- Un groupe de production carrier 30RB302 standard

La capacité de production d'eau glacée totale est de 320 kW en régime -8°/-4°C, basée sur un fluide frigorigène HFC R410A dont l'utilisation est autorisée selon la réglementation européenne F-Gas jusqu'en 2050.

En 2020, les opérations de maintenance et d'entretien se sont limitées aux interventions sous garantie et à diverses interventions de l'installateur dans le cadre du parfait achèvement des travaux réceptionnés.

Performances environnementales

La récupération de l'eau de pluie

Malgré le temps d'exploitation limité de l'équipement en 2020, il apparaît que l'eau de pluie récupérée utilisée pour le surfaçage de la glace couvre 80% des besoins ; seuls les mois de juillet et août 2020 ont nécessité le recours au réseau de ville.

La consommation d'énergie des groupes de production d'eau glacée

Les groupes de production d'eau glacée montrent un fonctionnement conforme aux attentes et aux fiches de performance produites par la constructeur. Le pilotage s'effectue avec la supervision qui permet de moduler la température du plan de glace en fonction des activités pratiquées et/ou de l'inoccupation de la piste.

Le traitement de l'air de la patinoire

L'air de la patinoire est filtré en permanence, déshumidifié et réchauffé lorsque c'est nécessaire pour le confort des usagers ou le maintien d'une hygrométrie acceptable.

La centrale de traitement d'air est pilotée par la supervision et programmée en fonction des activités pratiquées dans la patinoire. Les apports d'air neuf sanitaire sont contrôlés par détection de CO2 et le débit d'air est variable selon les besoins. Le froid nécessaire à la déshumidification est issu du retour de la dalle froide et le chaud provient du réseau de récupération de chaleur.

La récupération d'énergie

Un groupe de production d'eau glacée est équipé d'un module de récupération de chaleur d'une capacité de 220 kW en régime 35°/30°C ce qui couvre 95% des besoins de chauffage de l'équipement. L'eau de surfaçage est également chauffée par ce réseau de chaleur ainsi que les douches des vestiaires.

Le chauffage des locaux

A partir du réseau de chaleur qui parcourt tout l'équipement, des ventilo-convecteurs asservis à la supervision chauffent l'ensemble des locaux sans autre source d'énergie que celle produite par les groupes froid. Le recours à un appoint électrique est possible par sécurité en cas de météo très défavorable en hiver.

La gestion technique centralisée

L'ensemble des installations techniques, la production d'eau glacée, le traitement d'air, le chauffage, la production d'eau chaude, sont pilotées par la GTC, y compris à distance ce qui

permet à notre e-manager de vérifier en permanence les performances énergétiques de l'installation et d'intervenir en cas de dérive.

La GTC comprends par ailleurs le report des défauts éventuels sur l'installation et un ensemble de sous-compteurs d'énergie qui permettent d'optimiser le fonctionnement global.

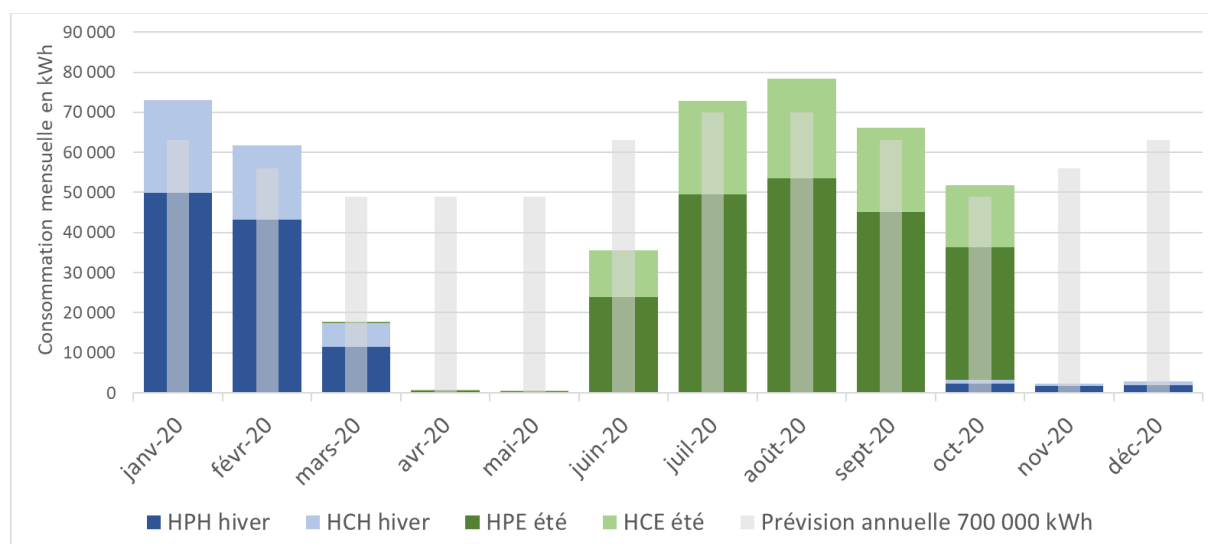
Le télé-suivi énergétique

Nous avons confié au bureau d'étude NewPatinAge une mission de suivi et d'optimisation énergétique globale des installations.

L'ensemble de ces dispositions constructives envisagées depuis l'origine sont fonctionnelles et permettront, à terme, d'atteindre l'objectif de consommation d'électricité envisagé au stade des études soit 700.000 kWh par an

Performances énergétiques

La seule énergie utilisée sur le site de la patinoire Marcel Dassault est l'électricité. Nous avons souscrit un contrat de fourniture avec EDF dès la mise en service des installations.



Nous avons mensuellement enregistré des consommations d'électricité plus élevées que nos prévisions **en janvier et février 2020** ce qui s'explique de 2 manières :

- La sur fréquentation de l'équipement qui nous a conduit à fabriquer une glace assez froide
- La supervision n'a été réellement opérationnelle que fin février ce qui a limité nos marges de manœuvre en matière d'optimisation énergétique.

En juin, notre consommation a été élevée en grande partie à cause de la remise en glace sur cette période de météo défavorable.

L'été, les fortes températures relevées (4 à 5°C au-dessus des moyennes habituelles nous ont conduit à fabriquer de la glace plus froide.

En octobre, nous avons réussi à contenir la consommation dans les objectifs d'étude.

La consommation annuelle s'établit à **463.545 MWh** compte tenu des périodes de fermeture pendant lesquelles les installations de production d'eau glacée et de traitement d'air ont été arrêtées.

Maintenance et entretien courants

Cette rubrique est sans objet, les travaux n'étant pas réceptionnés en totalité, les éventuels problèmes techniques ont été traités dans le cadre des marchés de travaux.

Gros entretien et renouvellement

Sans objet

Relevé d'incidents

Sans objet

Communication et marketing

Les supports de communication

La Patinoire Marcel Dassault a adopté la signature visuelle proposée par la ville. Cette charte graphique a été déclinée sur les différents supports de communication utilisés pour l'inauguration :

- Les dépliants horaires papier,
- Les flyers d'information,
- La billetterie,
- L'habillage de la page Facebook de la patinoire,
- La fresque qui habille le mur du fond.

Les actions spécifiques engagées sur la période

Nous n'avons pas engagé de campagne publicitaire du type affichages en ville ; la couverture médiatique de l'ouverture de l'équipement nous est apparue suffisante pour informer le Beauvaisis de l'ouverture de la patinoire. Nous avons pris soin d'être présents dans la presse (rédactionnel) et sur plusieurs blog.

De plus les annonces faites par la ville concernant l'inauguration puis les vœux adressés par Madame le Maire dans l'équipement ont contribué à la notoriété immédiate de la patinoire Marcel Dassault.

La page Facebook de la patinoire a été très active et les usagers ont largement partagé nos posts et leur expérience de glisse dans l'équipement ; cela a nourri la popularité de la patinoire dès les premiers jours de l'ouverture.



Les offres promotionnelles

Nous avons dès l'ouverture mis en place **les offres promotionnelles prévues** dans notre proposition :

- Carte de tarif réduit par 10 entrées, avec ou sans location des patins,
- Formule Pass'Addict permettant un accès illimité pendant 3 mois,
- Tarifs de groupes dégressifs à destination des comités d'entreprise sous forme de carnets de 25 entrées.

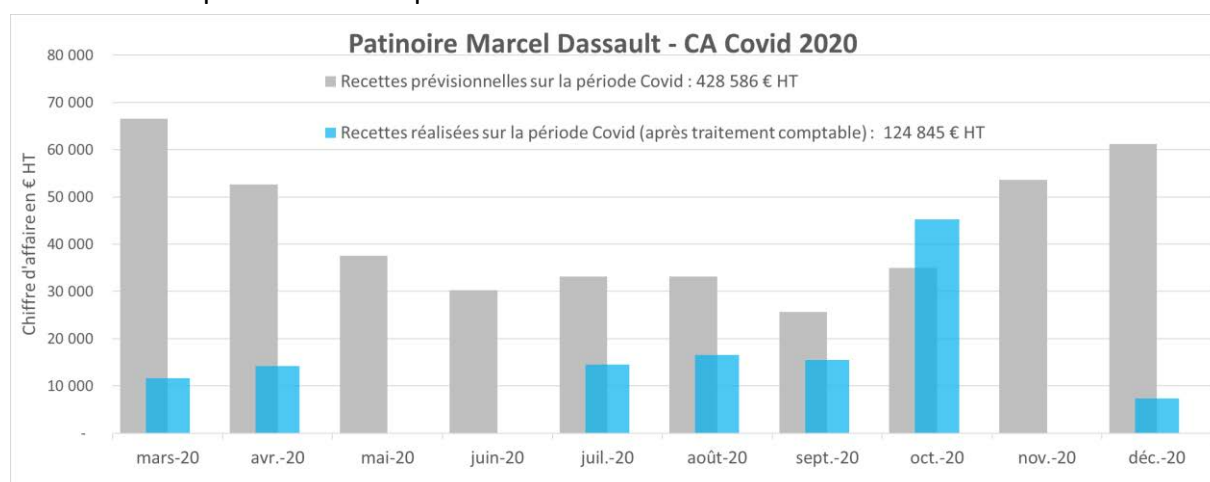
La très forte affluence pendant ces vacances de fin d'année nous a contraint sur certains jours à refuser l'entrée car les conditions de sécurité et de confort de pratique n'auraient plus été respectées. Nous avons fait ce choix et, afin que personne ne quitte le site avec une mauvaise expérience, **nous avons offert des entrées** pour que les personnes refoulées puissent revenir sur des horaires moins chargés.

Compte rendu financier

Focus Covid

La pandémie de Coronavirus a considérablement perturbé le démarrage économique de la patinoire Marcel Dassault avec seulement 3 mois de fonctionnement à la hauteur des objectifs fixés : janvier, février et octobre 2020.

Le bilan de l'exploitation sur la période de mars à décembre s'illustre ainsi :



Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation se répartissent en plusieurs familles. Notre logiciel de vente et de billetterie a été configuré afin de ressortir des états précis selon la répartition suivante :

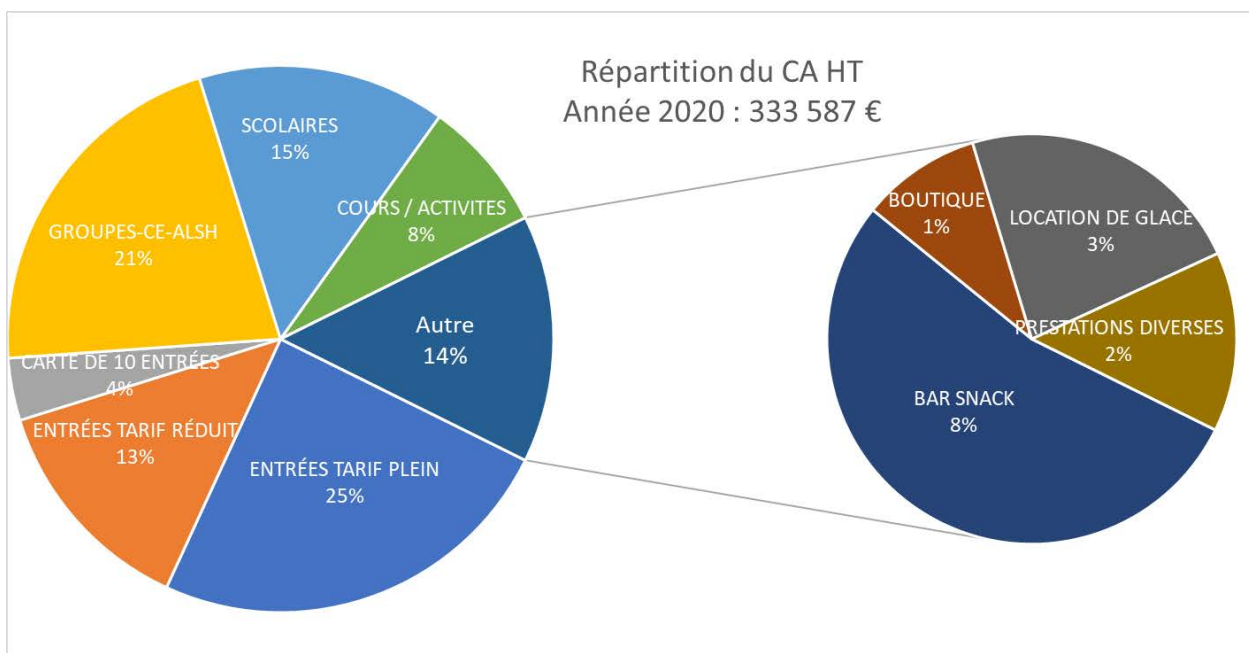


- La billetterie est 100% fonctionnelle,
- Les cours et activités sur glace sont en place,
- La vente aux comités d'entreprise est 100% fonctionnelle,
- Le bar / snack est ouvert,
- La boutique est ouverte pour les accessoires de patinage,

- Les prestations diverses ont démarré ; il s'agit de services offerts sur la glace, de location de matériel pédagogique et/ou d'assistance pour l'équilibre.

RECETTES HT	
ENTRÉES TARIF PLEIN	81 885,17
ENTRÉES TARIF RÉDUIT	44 473,67
CARTE DE 10 ENTRÉES	12 306,67
GROUPES-CE-ALSH	71 070,83
SCOLAIRES	49 041,67
COURS / ACTIVITES	25 993,49
BAR SNACK	26 129,08
BOUTIQUE	4 627,17
LOCATION DE GLACE	11 142,00
PRESTATIONS DIVERSES	6 917,26
TOTAL	333 587,00

Voici la distribution du chiffre d'affaires sur l'année 2020 :



Dont les prestations achetées par la ville dans le cadre du contrat pour un total de 75.000 € HT

- Accueil des scolaires base contrat (216 créneaux x 275 € TTC) : 59.400 € TTC
- Accueil des ALSH base contrat (4.500 entrées x 6,80 € TTC) : 30.600 € TTC

Le Chiffre d'affaires HT réalisé sur l'année 2020 est de 333.587 € HT
pour un objectif de 567.369 € HT soit une perte de 41%

Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation sont plus élevées sur ce premier exercice en particulier à cause des premiers frais d'installations et de la constitution des stocks de marchandises, des matériels et produits d'entretien des primes d'assurance des prêts non-amorties et des frais de gardiennages imprévus dans nos comptes d'exploitation prévisionnels.

DEPENSES HT	
Fluides	63 980,00
Assurances (y compris assurance des prêts)	11 196,00
Fournitures entretien + maintenance	17 836,00
Gardiennage	18 609,00
Honoraires	15 567,00
Autres achats et charges externes (y compris assu. prêts)	68 690,00
Salaires & charges (chômage partiel déduit -41.330,00)	173 633,00
Impôts et taxes (hors taxe aménagement / archéologie)	21 080,00
Subventions (Fond de solidarité & aide de la ville)	- 66 831,00
TOTAL	323 760,00

Attention : ce décompte ne prend pas en compte les investissements réalisés dans le cadre de la construction. Il s'agit ici d'approcher la rentabilité brute de l'activité, hors amortissements et autres charges financières.

Le maintien à niveau de la trésorerie sur l'exercice

La fermeture sanitaire de l'équipement à la suite du premier confinement, la reprise en mode dégradé puis la seconde fermeture ont considérablement diminué la capacité financière de la société LES PATINOIRES MODERNES. Le modèle économique initial consiste à assurer le remboursement des prêts et l'ensemble des charges financières et d'exploitation à partir des recettes de billetterie, de prestations d'activité et de vente.

La patinoire Marcel Dassault n'a été exploitée dans des conditions normales que 3 mois en 2020 ; janvier, février et octobre.

Au-delà du **résultat comptable** qui s'établit à **-327.452 €**, nous avons dû prendre des mesures immédiates afin de **préserver notre trésorerie** et éviter la saisine du tribunal de commerce. En gestionnaire avisé, nous avons mis en œuvre toutes les mesures d'économie envisageable sans compromettre la pérennité de l'ouvrage et des installations techniques ; nous avons sollicité toutes les aides et demandes de contribution envisageables :

- Mise en veille immédiate des installations techniques,
- Inscription des salariés éligibles au chômage partiel,
- Recours au FSE (Fond de Solidarité pour les Entreprises / État et Région),
- Report de 6 mois des échéances de remboursement de prêts au Crédit Agricole,
- Étalement du règlement de la taxe foncière,
- Apports financier de Christian Halmaert 200.000 € au-delà du prévisionnel,
- Recours à un PGE de 200.000 €
- Contribution exceptionnelle de la ville de Beauvais à hauteur de 80.000 €

Notre situation de trésorerie à fin décembre 2020 s'établit ainsi :

RECETTES HT		DEPENSES HT	
TOTAL	333 587,00	TOTAL	323 760,00
BILAN : + 9 827 € TTC			

Charges de remboursement d'emprunt :	-170 059
Report de 6 mensualités accordé par le Crédit Agricole :	85 030
Taxe locale d'équipement réglé à 50% le 5 janvier 2021 :	-76 434
Taxe d'archéologie réglée à 100% le 5 janvier 2021 :	-9 408
Obtention du PGE :	200 000
Bilan de trésorerie approché :	38 955

Le bilan comptable complet est joint en annexe du présent rapport.

Conclusion et prospective

Les **charges courantes incompressibles** à couvrir mensuellement par les patinoires modernes en période de fermeture sont :

• Remboursement des échéances de prêt :	14.171,62
• Fluides	900,00
• Personnel (chargé, aides déduites)	9.150,00
• Maintenance, entretien et frais divers	1.000,00
• Assurances	1.168,08
• Honoraires et frais bancaires	2.000,00
• Fond de solidarité pour les entreprises (FSE)	-10.000,00
Total des débours :	18.389,70 € par mois

Depuis le 25 octobre 2020, la patinoire Marcel Dassault est fermée administrativement sans horizon pour une réouverture avant l'été. Le chiffre d'affaire attendu se limite donc pour les 6 premiers mois de 2021 au minimum garanti du contrat soit :

- Accueil des scolaires base contrat (216 créneaux x 275 € TTC) : 59.400 € TTC
- Accueil des ALSH base contrat (4.500 entrées x 6,80 € TTC) : 30.600 € TTC

La trésorerie se dégrade de mois en mois et nous sommes donc entièrement dépendants des aides publiques, toutes les ressources économiques ayant été épuisées depuis 1 an.

- Nous avons établi une demande de dégrèvement pour la seconde échéance de la taxe d'aménagement due en avril 2021
- Nous continuons de bénéficier du FSE et du chômage partiel

Nous solliciterons la ville de Beauvais pour de nouvelles contributions exceptionnelles afin de maintenir la patinoire Marcel Dassault prête à reprendre ses activités :

- Période novembre - décembre 2020
- Période janvier - février - mars 2021
- Période avril - mai - juin 2021

Rapport n° B-DEL-2022-0030

Commission : Commission générale
Service : Foncier

**Acquisition des parcelles cadastrées section Q n° 922,923,352,386,389,390,391,938,473,507 –
réserve foncière de Marissel**

Monsieur Joël CARRON, propriétaire des parcelles sises à Beauvais, lieudit « La Pauvrette » cadastrées section Q n°922,923,352,386,389,390,391,938,473,507 pour 4236 m², a sollicité la ville pour savoir si elle était intéressée par l'acquisition de ces parcelles.

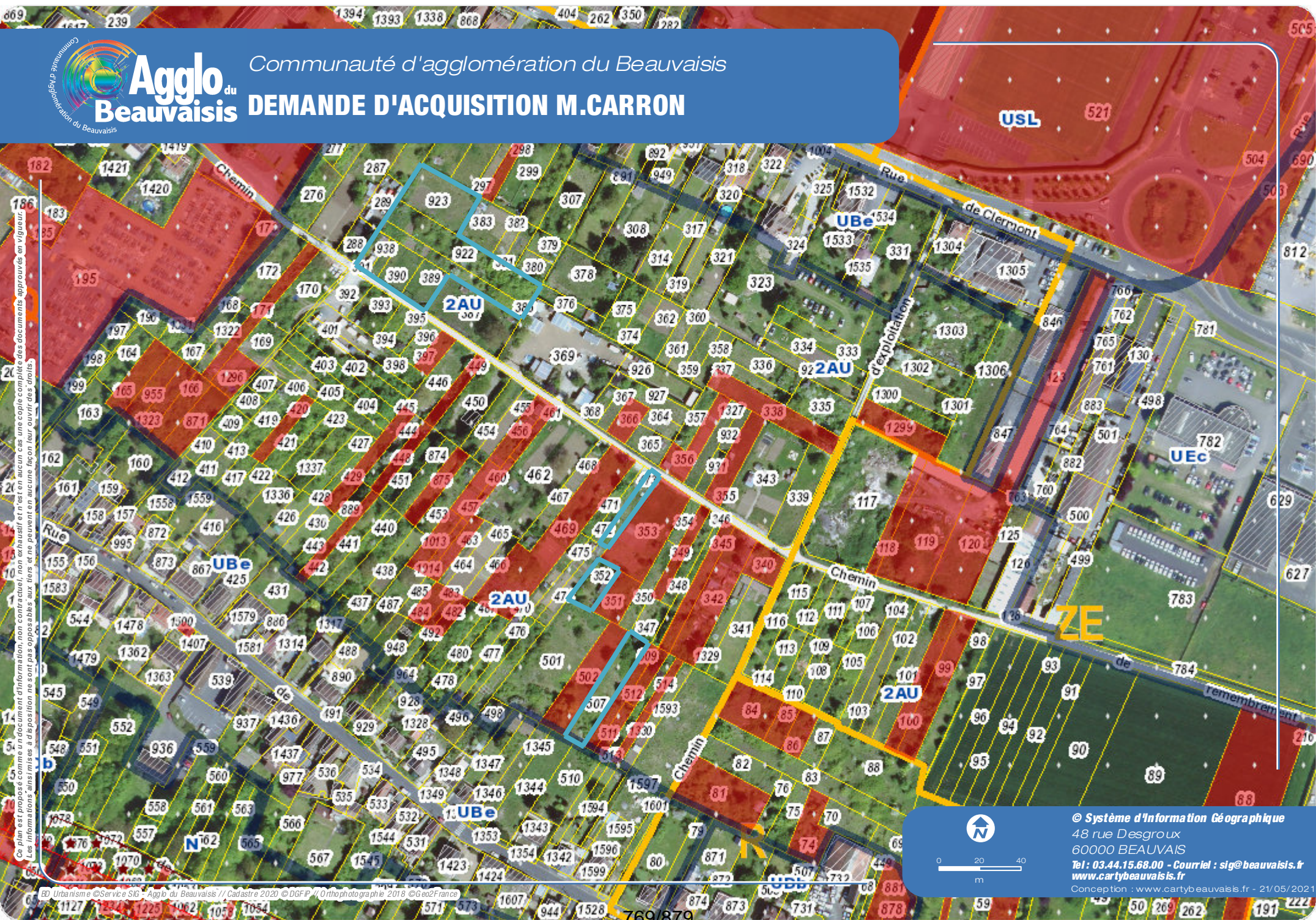
Il s'agit de parcelles en nature de jardin situées en zone 2AU du PLU.

Ces parcelles étant situées dans le périmètre de réserve foncière du secteur Marissel, la ville de Beauvais a fait une offre à 4.50€ le m², soit 19 062 €, que monsieur CARRON a accepté.

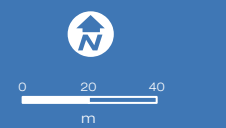
Considérant que ces biens sont localisés dans le périmètre de réserve foncière que mène la Ville sur ce secteur, il est proposé au conseil municipal :

- d'acquérir auprès de Monsieur CARRON les parcelles cadastrées section Q n° 922, 923, 352, 386, 389, 390, 391, 938, 473, 507 d'une superficie totale de 4236 m² au prix de 4.50 € le m² soit un total de 19 062 €.
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

DEMANDE D'ACQUISITION M.CARRON



Ce plan est proposé en tant que document d'information non contractuel. Il ne constitue ni offre ni contrat. Il ne peut être utilisé en aucun cas sans copie complète des documents approuvés en vigueur. Les informations transmises à ce position ne sont pas opposables aux tiers et ne peuvent en aucun cas leur ouvrir des droits.



Rapport n° B-DEL-2022-0037

Commission : Commission générale

Service : Foncier

Foncier – Acquisition – parcelle cadastrée section U n°217 auprès de Mme LE MAÎTRE Denise

Madame LE MAÎTRE Denise est propriétaire de la parcelle cadastrée section U n°217 sise « PRAIRIE DE VERS L'ETANG » incluse dans le secteur des jardins familiaux de Voisinlieu.

Madame LE MAÎTRE Denise a sollicité la ville pour savoir si elle était intéressée par l'acquisition de sa parcelle en nature de jardin d'une superficie de 739 m². Cette parcelle est située en zone N du PLU.

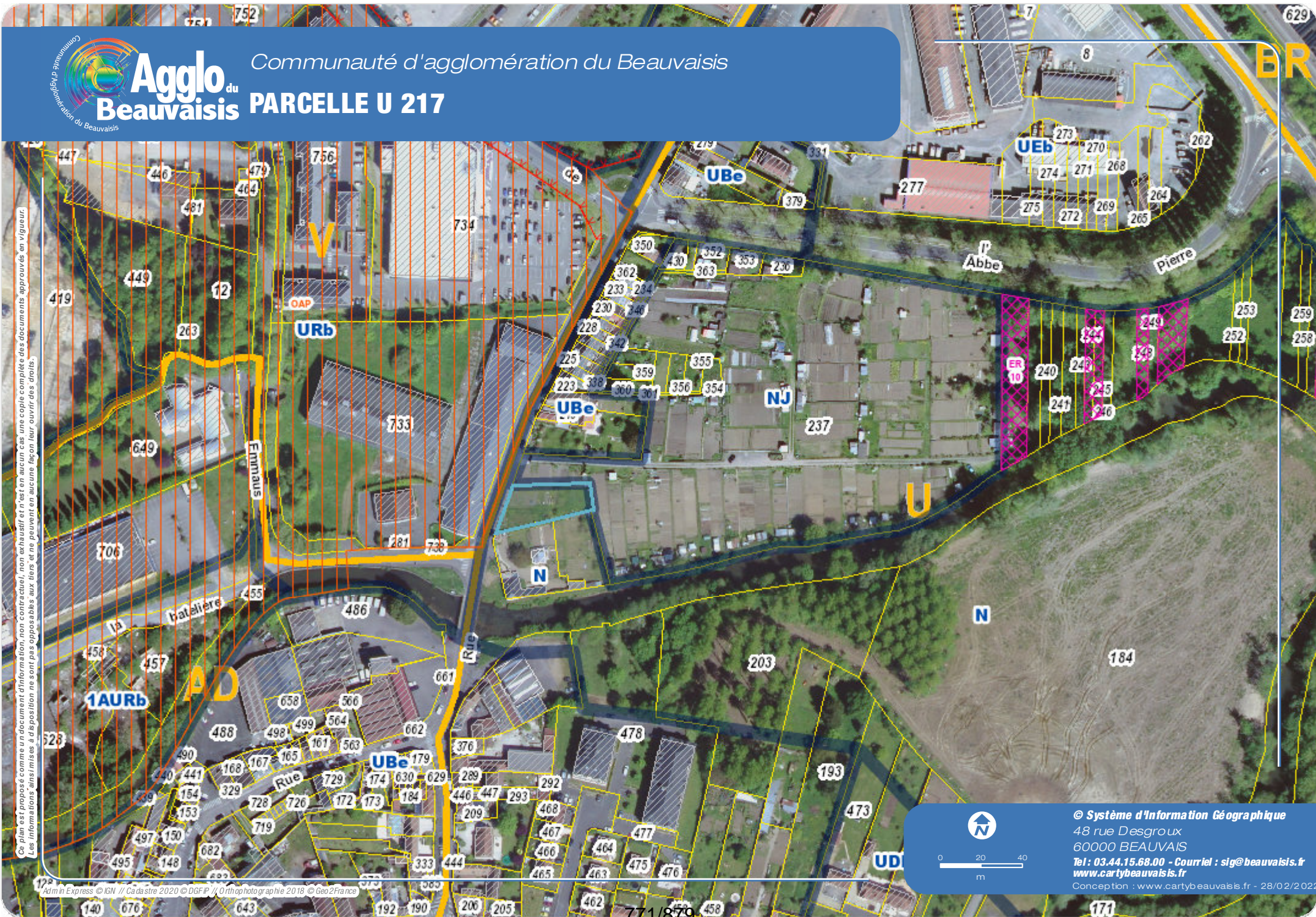
La ville de Beauvais mène une politique de réserve foncière sur le secteur, c'est pourquoi il est proposé de répondre favorablement à cette demande moyennant la somme de 4,50 € le m², soit un total de 3325,50 €.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'acquérir auprès de Madame LE MAÎTRE la parcelle cadastrée section U n°217 d'une superficie totale de 739 m² au prix de 3325,50 €,
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

PARCELLE U 217

Ce plan est proposé comme un document d'information non contractuel, non exhaustif et n'est en aucun cas une copie complète des documents approuvés en vigueur.
 Les informations ainsi mises à disposition ne sont pas opposables aux tiers et ne peuvent en aucun cas leur ouvrir des droits.



© **Système d'Information Géographique**
 48 rue Desgro ux
 60000 BEAUVAIS
 Tél : 03.44.15.68.00 - Courriel : sig@beauvaisis.fr
 www.cartbeauvaisis.fr
 Conception : www.cartbeauvaisis.fr - 28/02/2022

Rapport n° B-DEL-2022-0038

Commission : Commission générale
Service : Foncier

**Foncier – Complément d’acquisition – bien sis 93 rue de Paris appartenant à la société
ORANGE**

Par délibération en date du 10 décembre 2021 portant le numéro B-DEL-2021-0170, le conseil municipal de la ville de Beauvais a autorisé l’acquisition auprès de la société ORANGE des parcelles cadastrées section AD n° 313,672 et 675 pour 669 m² dans le cadre d’un protocole transactionnel.

Il convient de compléter cette acquisition avec la parcelle attenante à l’opération et cadastrée section AD n°671 d’une surface de 16m², dont ORANGE n’a plus l’utilité.

Les conditions de vente ainsi que le prix de cession restent inchangées, soit un montant total de 259 000€ HT.

Il est proposé au conseil municipal :

- d’acquérir auprès de la société ORANGE le bien cadastré section AD n° 671 pour 16m² aux conditions initialement prévues du protocole transactionnel approuvé lors du conseil municipal du 10 décembre 2021,
- d’autoriser madame le maire ou l’adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

PARCELLE AD 671 RUE DE PARIS

Ce plan est proposé comme un document d'information, non contractuel, non exhaustif et n'est en aucun cas une copie complète des documents approuvés en vigueur. Les informations ainsi mises à disposition ne sont pas opposables aux tiers et ne peuvent en aucune façon leur servir de droits.



 © **Système d'Information Géographique**
48 rue Desgro ux
60000 BEAUVAIS
Tél : 03.44.15.68.00 - Courriel : sig@beauvaisis.fr
www.cartybeauvaisis.fr
Conception : www.cartybeauvaisis.fr - 28/03/2022

0 5 10
m

Rapport n° B-DEL-2022-0031

Commission : Commission générale
Service : Foncier

Vente de la parcelle cadastrée section ZH n°240 sise Avenue John Fitzgerald Kennedy

La ville de Beauvais est propriétaire d'une parcelle non bâtie sise Avenue John Fitzgerald Kennedy. Il s'agit de la parcelle cadastrée section ZH n°240 d'une surface de 1257m², située en zone UEc du PLU. Elle est en nature de terrain à bâtir.

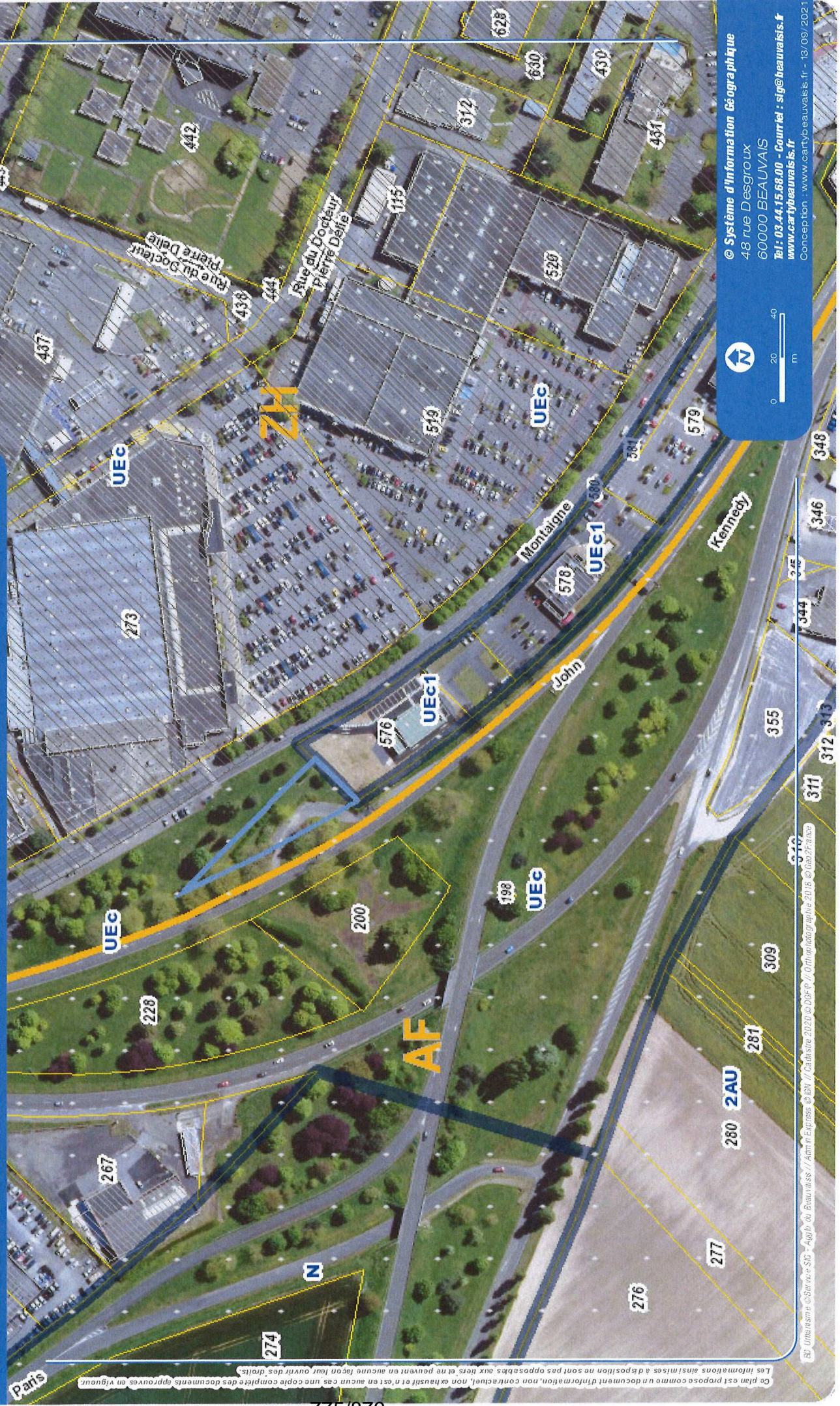
La ville de Beauvais, a récemment été sollicitée par les consorts ETANCELIN représentant la SCI POINT-PLANTES, qui est propriétaire de la parcelle ZH 576 correspondant à leur activité de vente de fleurs.

Cette SCI souhaite développer son activité et s'étendre sur la parcelle appartenant à la ville pour construire un nouveau bâtiment dédié à la boutique FLOORE d'une surface d'environ 288m², afin d'y créer une pépinière ainsi qu'un espace de vente extérieur d'environ 130m². Ainsi, en lieu et place du commerce actuel FLOORE se trouverait une activité de caviste avec un espace dégustation.

L'avis des domaines en date du 07/10/2021 s'élève à 21 000 €, soit 16,70 € le m².

Il est donc proposé au conseil municipal :

- de vendre à la SCI POINT-PLANTES ou tout autre personne se substituant la parcelle sise Avenue John Fitzgerald Kennedy, cadastrée section ZH n°240 d'une superficie de 1257 m², au prix de 16,70 € le m², au vu de l'avis des Domaines
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.



Le plan est proposé comme un document d'information, non contractuel, non exhaustif et n'est en aucun cas une copie complète des documents approuvés en vigueur. Les informations ainsi mises à disposition ne sont pas opposables aux tiers et ne peuvent en aucun cas ouvrir des droits.

© Système d'Information Géographique
 48 rue Desgroux
 60000 BEAUVAIS
 Tél : 03 44 15 68 00 - Courriel : sig@beauvaisis.fr
 www.cartbeauvaisis.fr
 Conception : www.cartbeauvaisis.fr - 13/09/2021

Rapport n° B-DEL-2022-0032

Commission : Commission générale
Service : Foncier

Vente des parcelles cadastrées section K n°777 et 1377 sises rue de Vignacourt/ Impasse Ledru

La ville de Beauvais est propriétaire de parcelles non bâties sis rue de Vignacourt/Impasse Ledru. Il s'agit des parcelles cadastrées section K n° 777 d'une surface de 118m² et K n°1377 d'une surface de 51 m², situées en zone UB e du PLU. Elles sont en nature de terrain à bâtir.

La ville de Beauvais, a récemment été sollicitée par madame MERGEY représentant la SCI ANGEL STREET, qui est propriétaire de la parcelle K 784 comprenant plusieurs logements locatifs.

Elle souhaite octroyer une parcelle de jardin à ses locataires, et s'engage à garder ces parcelles à usage de jardins.

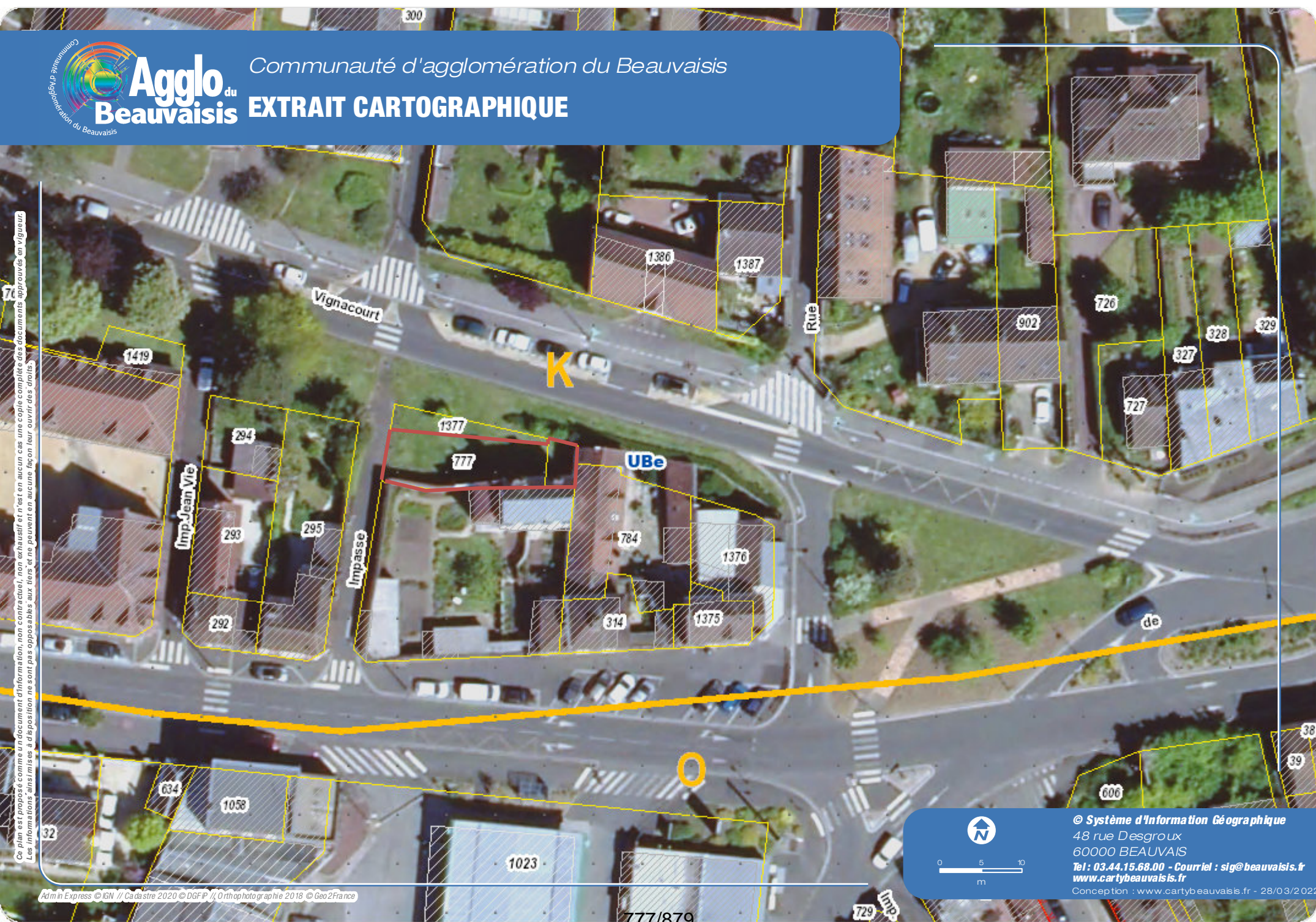
La ville de Beauvais accepte de céder seulement la partie permettant de liaisonner la parcelle K 777 à la parcelle K 784. La partie conservée permettra de respecter l'alignement sur la rue de Vignacourt.

L'avis des domaines en date du 23/06/2021 s'élève à 6 800 €, soit 40 € le m².

Il est donc proposé au conseil municipal :

- de vendre à la SCI ANGEL STREET ou tout autre personne se substituant les parcelles sis rue de Vignacourt/ Impasse Ledru, cadastrées section K n°777 et 1377p d'une superficie d'environ 140 m², au prix de 40 € le m², au vu de l'avis des Domaines ;
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

Ce plan est proposé à titre de document d'information, non contractuel, non exhaustif et n'est en aucun cas une copie complète des documents approuvés en vigueur.
 Les informations ainsi mises à disposition ne sont pas opposables aux tiers et ne peuvent en aucune façon leur ouvrir des droits.



K

O

777/879


 © **Système d'Information Géographique**
 48 rue Desgro ux
 60000 BEAUVAIS
 Tél : 03.44.15.68.00 - Courriel : sig@beauvaisis.fr
 www.cartybeauvaisis.fr
 Conception : www.cartybeauvaisis.fr - 28/03/2022

Rapport n° B-DEL-2022-0034

Commission : Commission générale
Service : Foncier

Convention de servitude ENEDIS Parcelle ZA 765 – 2 Avenue de Champagne

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, ENEDIS sollicite la ville de Beauvais pour établir à demeure pendant toute la durée de la concession :

- 11 canalisations souterraines ainsi que ses accessoires dans une bande de trois mètres de large sur une longueur totale d'environ 200 mètres grevant la parcelle cadastrée section ZA n°765, moyennant une indemnité forfaitaire de quinze euros.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- de mettre à disposition d'ENEDIS pour toute la durée de l'ouvrage, la parcelle cadastrée section ZA n° 765 en vue de travaux de raccordement électrique, ainsi que ses accessoires, moyennant une convention de servitude avec une indemnité unique et forfaitaire de quinze euros,

- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.



CONVENTION DE SERVITUDES

Commune de : Beauvais

Département : OISE

Une ligne électrique souterraine : 20 000 et 400 Volts

N° d'affaire Enedis : DC22/210579 60 DO - DEPLACEMENT OUVRAGE - CLESENCE - 2 AVENUE DE CHAMPAGNE

Chargé d'affaire Enedis : GERARD Sébastien-1

Entre les soussignés :

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est Tour Enedis 34 place des Corolles, 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442- TVA intracommunautaire FR 66444608442, représentée par La Directrice Régionale Enedis Picardie, Mme Véronique PAULY, 15 rue Bruno D'Agay à Amiens, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par " Enedis "

d'une part,

Et

Nom *: **COMMUNE DE BEAUVAIS représenté(e) par son (sa) Mme Cayeux (Maire), ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil** en date du

Demeurant à : **HOTEL DE VILLE 0001 RUE DESGROUX, 60021 BEAUVAIS CEDEX**

Téléphone :

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

(* Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l'adresse de la société ou association.

(* Si le propriétaire est une commune ou un département, indiquer « représenté(e) par son Maire ou son président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Général en date du....

désigné ci-après par « le propriétaire »

d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la parcelle ci-après lui appartient :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...)
Beauvais		ZA	0765	LES CHAMPS DOLENTS ,	

Le propriétaire déclare en outre, conformément aux articles R.323-1 à D.323-16 du Code de l'Energie, que la parcelle, ci-dessus désignée est actuellement (*) :

- non exploitée(s)
- exploitée(s) par-lui même
- exploitée(s) par

qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles décret s'il l'exploite lors de la construction de la(les) lignes électrique(s) souterraine(s). Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.

(* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par les articles L.323-4 à L.323-9 et les articles R.323-1 à D.323-16 du Code de l'Energie, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitudes consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la parcelle, ci-dessus désignée, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1.1/ Etablir à demeure dans une bande de 3 mètre(s) de large, 11 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 200 mètres ainsi que ses accessoires.

1.2/ Etablir si besoin des bornes de repérage.

1.3/ Sans coffret

1.4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur.

1.5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Enedis veille à laisser la/les parcelle(s) concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son/intervention(s).

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er.

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit

préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.
Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité desdits ouvrages.

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l'ouvrage(les ouvrages) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

ARTICLE 3 - Indemnités

3.1/ A titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice des droits reconnus à l'article 1er, Enedis s'engage à verser lors de l'établissement de l'acte notarié prévu à l'article 7 ci-après :

- au propriétaire qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de quinze euros (15 €).
- Le cas échéant, à l'exploitant qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de zéro euro (€).

Dans le cas des terrains agricoles, cette indemnité sera évaluée sur la base des protocoles agricoles¹ conclus entre la profession agricole et Enedis, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire soit à l'exploitant, fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord par le tribunal compétent.

¹ Protocoles "dommages permanents" et "dommages instantanés" relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles

ARTICLE 4 - Responsabilité

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 6 - Entrée en vigueur

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

En égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 7 - Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par l'article L323-4 du Code de l'Energie, pourra être authentifiée, en vue de sa publication au service de la Publicité Foncière, par acte notarié, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Elle vaut, dès sa signature par le propriétaire, autorisation d'implanter l'ouvrage décrit à l'article 1er.

Nonobstant ce qui précède, le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur la parcelle traversée par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif à la parcelle concernée, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention.

Département :
OISE

Commune :
BEAUVAIS

Section : ZA
Feuille : 000 ZA 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 21/09/2021
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

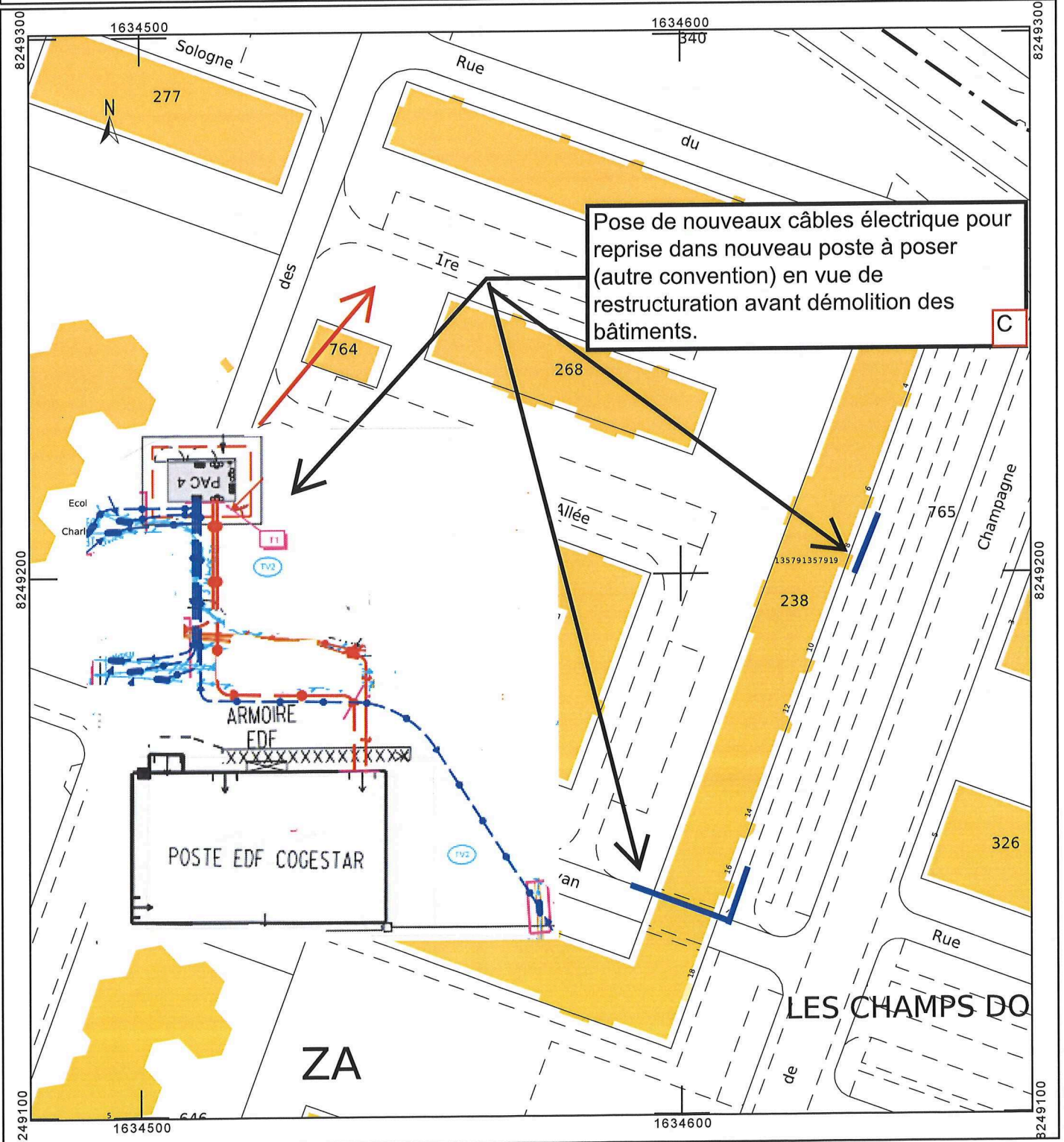
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
BEAUVAIS
POLE TOPOGRAPHIQUE 29 RUE DU
DOCTEUR GERARD 60018
60018 BEAUVAIS CEDEX
tél. 03-44-79-54-42 -fax 03-44-79-55-17
cdif.beauvais@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Rapport n° B-DEL-2022-0026

Commission : Commission générale
Service : Système d'Information Géographique

Dénomination d'une place

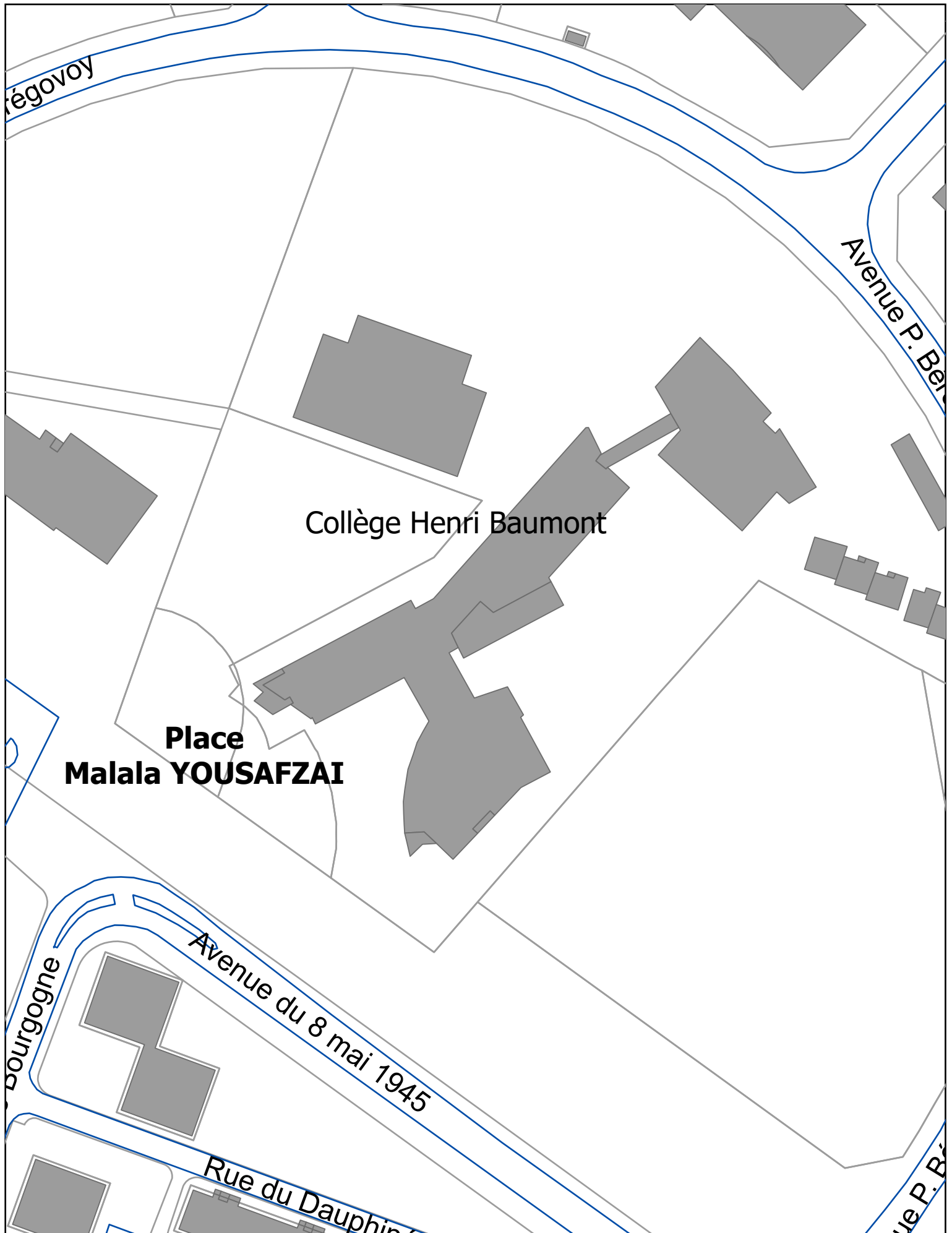
Dans le cadre de la journée internationale des droits des femmes, les élèves du Collège Henri Baumont ont voté pour la dénomination de la place située devant l'établissement. Le chef d'établissement a associé les collégiens en leur proposant un travail sur chaque femme d'une liste préalablement établie suivi d'un vote. Le nom a été dévoilé au collège Henri Baumont le 8 mars 2022.

- **Place Malala YOUSAFZAI**, née le 12 juillet 1997 à Mingora au Pakistan, où elle s'est opposée aux Talibans qui tentaient d'interdire la scolarisation des filles. Elle est devenue une militante engagée pour les droits des femmes et pour l'accès à la scolarisation des jeunes filles partout dans le monde. En 2013, Malala et son père ont tous les deux fondé le Fonds Malala pour sensibiliser le monde à l'impact social et économique de l'éducation des filles et pour leur donner les moyens de réclamer des changements. En 2014, alors qu'elle n'est âgée que de 17 ans, elle devient la plus jeune Prix Nobel de la Paix de l'histoire. Auparavant, elle avait également reçu le Prix "Simone de Beauvoir pour la liberté des femmes" en 2013. En 2017, le secrétaire Général des Nations Unies la nomme plus jeune Messagère de la Paix pour sensibiliser l'opinion publique à l'importance de l'éducation des filles. Elle a été diplômée à Oxford en 2020 et continue encore très activement à militer pour le droit à l'éducation des filles.

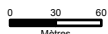
Il est donc proposé au conseil municipal d'entériner le nom de la place.



Place Malala YOUSAFZAI



1:4 975



Conception : Florence LAUDE

le : 17/03/2022

Source : DGFIP - Cadastre 2020 ©Droits de l'État réservés ®

785/879

Rapport n° B-DEL-2022-0027

Commission : Commission générale
Service : Système d'Information Géographique

Dénomination des voies

Dans le cadre de l'aménagement de la Zone d'Activités Concertées « Novaparc » situé au nord du quartier Argentine, il est nécessaire de dénommer les voies qui la dessert.

- **Rue Rose BERTIN (1747-1813)**, d'origine picarde, Mademoiselle Bertin, a débuté comme « fileuse » à la manufacture de drap fin fondée à Abbeville en 1665 puis devient modiste à Paris. En 1770, elle ouvre son propre magasin de modes à l'enseigne *Le Grand Mogol*, dans la rue du Faubourg-Saint-Honoré à Paris. Elle allège les silhouettes, avec des paniers plus légers et moins encombrants, lance la mode champêtre, les robes de mousseline et les robes de grossesse. Sa clientèle est essentiellement aristocratique dont Marie-Adélaïde de Bourbon, duchesse de Chartres, qui la présente à la Reine. Rose Bertin devient la couturière et "ministre de la mode" de Marie-Antoinette et aide la Reine à affirmer ses goûts vestimentaires. Ensemble, elles inventent la haute couture.

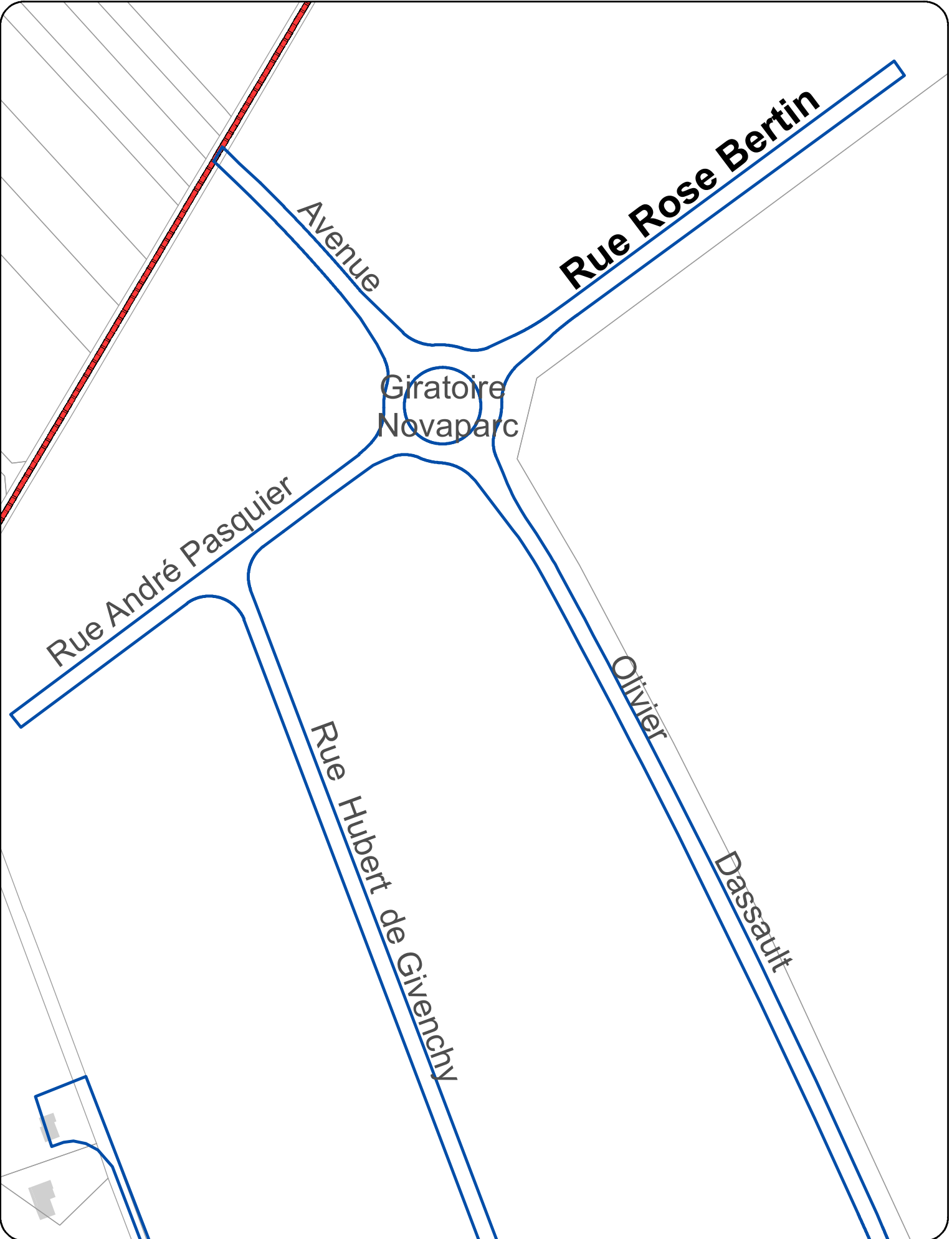
Dans le cadre de la réhabilitation du Clos Saint Antoine, il est nécessaire de dénommer les nouvelles voies.

- **Rue Ella Fitzgerald (1917-1996)**, chanteuse de jazz américaine et actrice, remarquable pour la pureté de sa voix avec une tessiture de trois octaves et sa capacité d'improvisation, hérite du titre de Jazz Royalty. Elle commence à chanter à 16 ans à l'Apollo Theater de Harlem à New York grâce au concours de jeunes espoirs de la chanson, qu'elle remporte puis, elle commence à jouer avec l'orchestre de Chick Webb au Savoy de Harlem. Elle se fait connaître avec sa version de la berceuse A-Tisket. Elle commence une carrière solo en 1941. Malgré sa notoriété, elle a été victime, comme beaucoup de Noirs à cette époque, de discrimination ; elle s'est battue tout au long de sa vie pour le prouver.
- **Rue Billie Holiday (1915-1959)**, Chanteuse de blues et de jazz, surnommée Lady Day, possède un timbre un peu enroué allié à une diction claire et un vibrato discret. Elle a eu une enfance difficile faite de maltraitance et sans stabilité familiale. Elle commence à chanter dans les clubs de Harlem dans les années 30. La jeune Eleanora Fagan devient Billie Holiday et est repérée par un producteur de Columbia en 1933. Elle enregistre plusieurs chansons, sa carrière est lancée. Une chanteuse, qui malgré son succès, a passé sa vie à lutter pour les droits civiques et a été victime de racisme aux États-Unis.

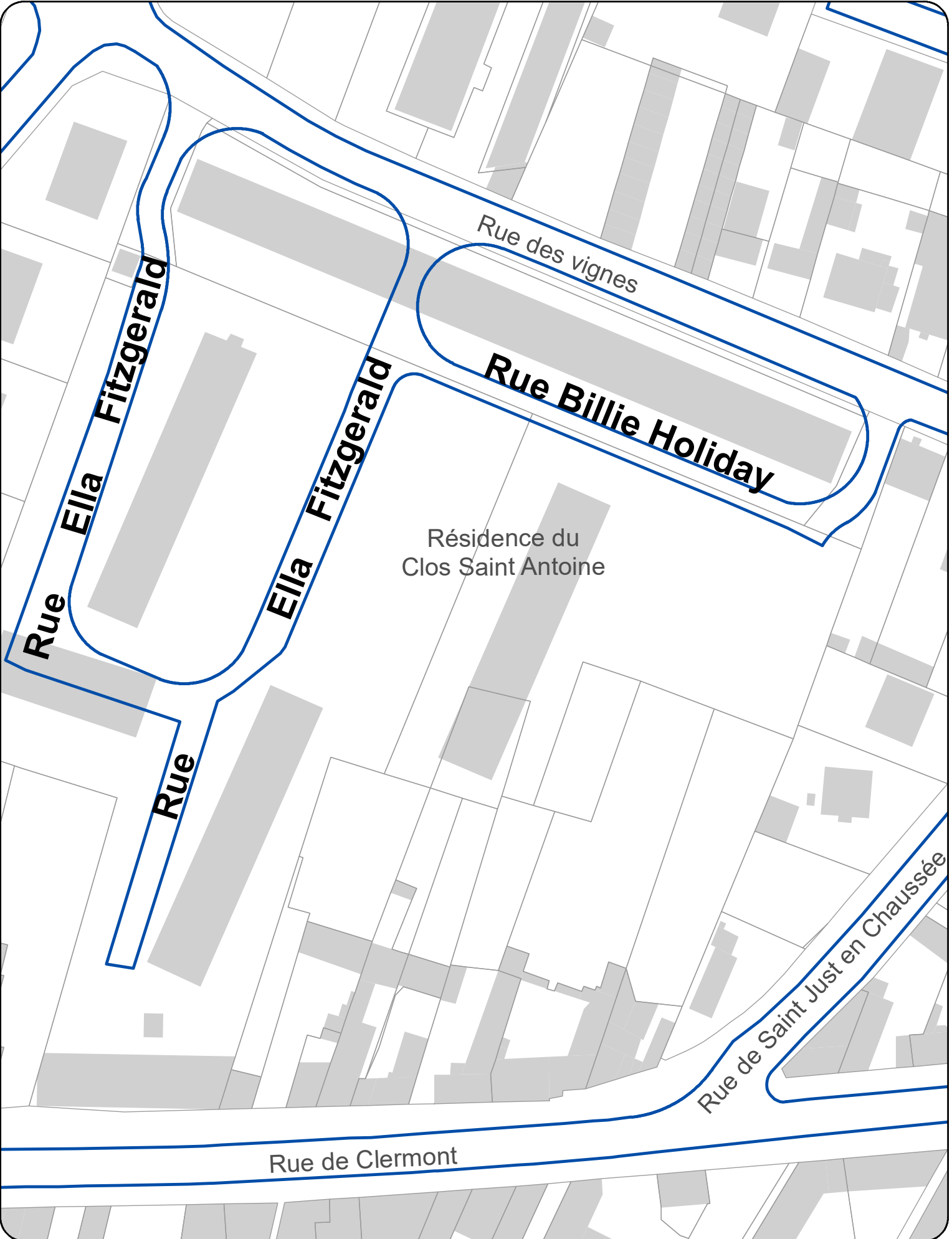
Il convient également de poursuivre la dénomination des différents giratoires aménagés qui ont été réalisés. Un principe de dénomination des carrefours existe, ainsi, le carrefour traversé par une voie prendra le nom de celle-ci. Toutefois, si plusieurs giratoires sont traversés par une même voie, une dénomination différente de la voie est conseillée.

- **Giratoire John Fitzgerald KENNEDY**
- **Giratoire Abbé PIERRE**
- **Giratoire du Wage**

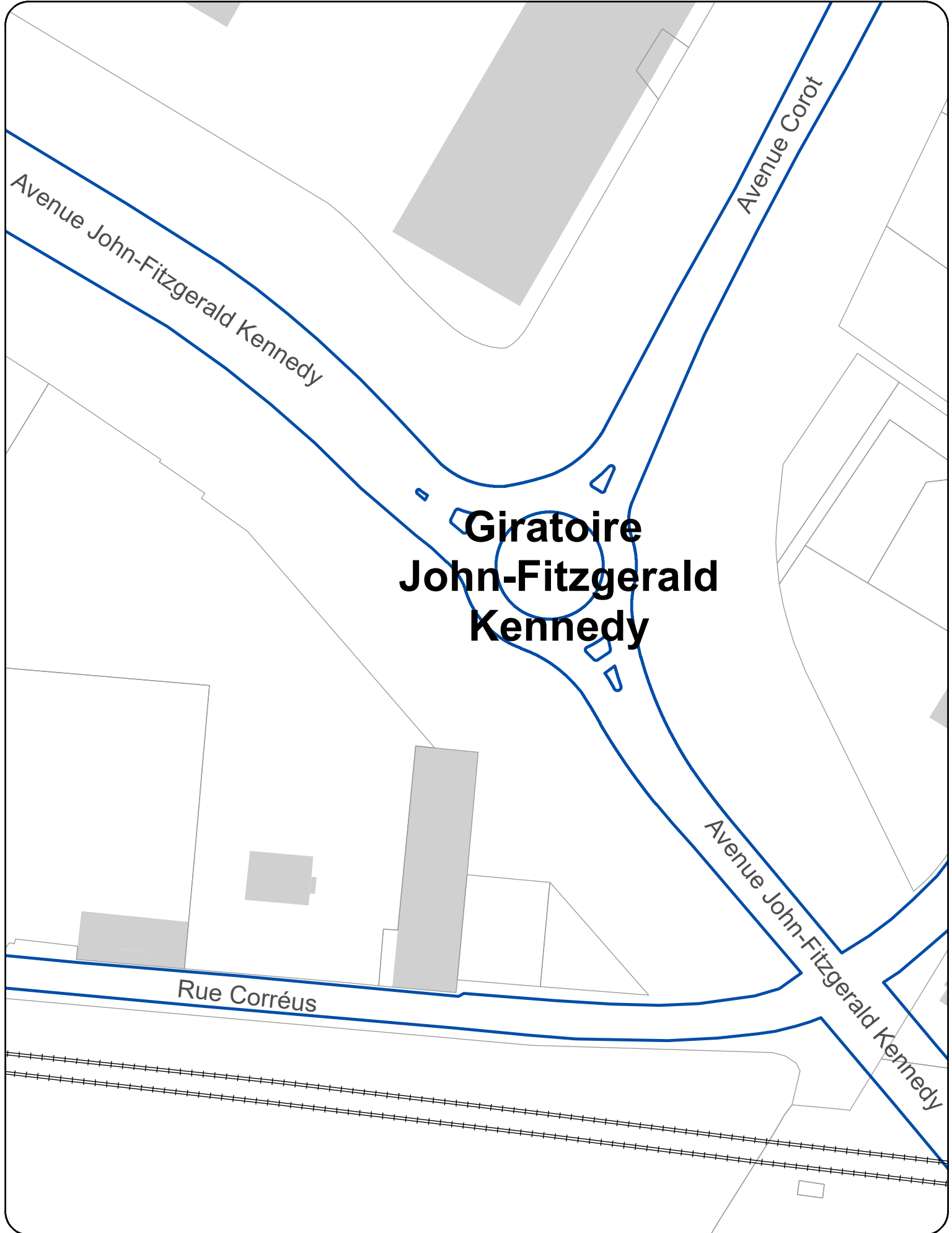
Il est donc proposé au conseil municipal d'entériner les noms des nouvelles voies.



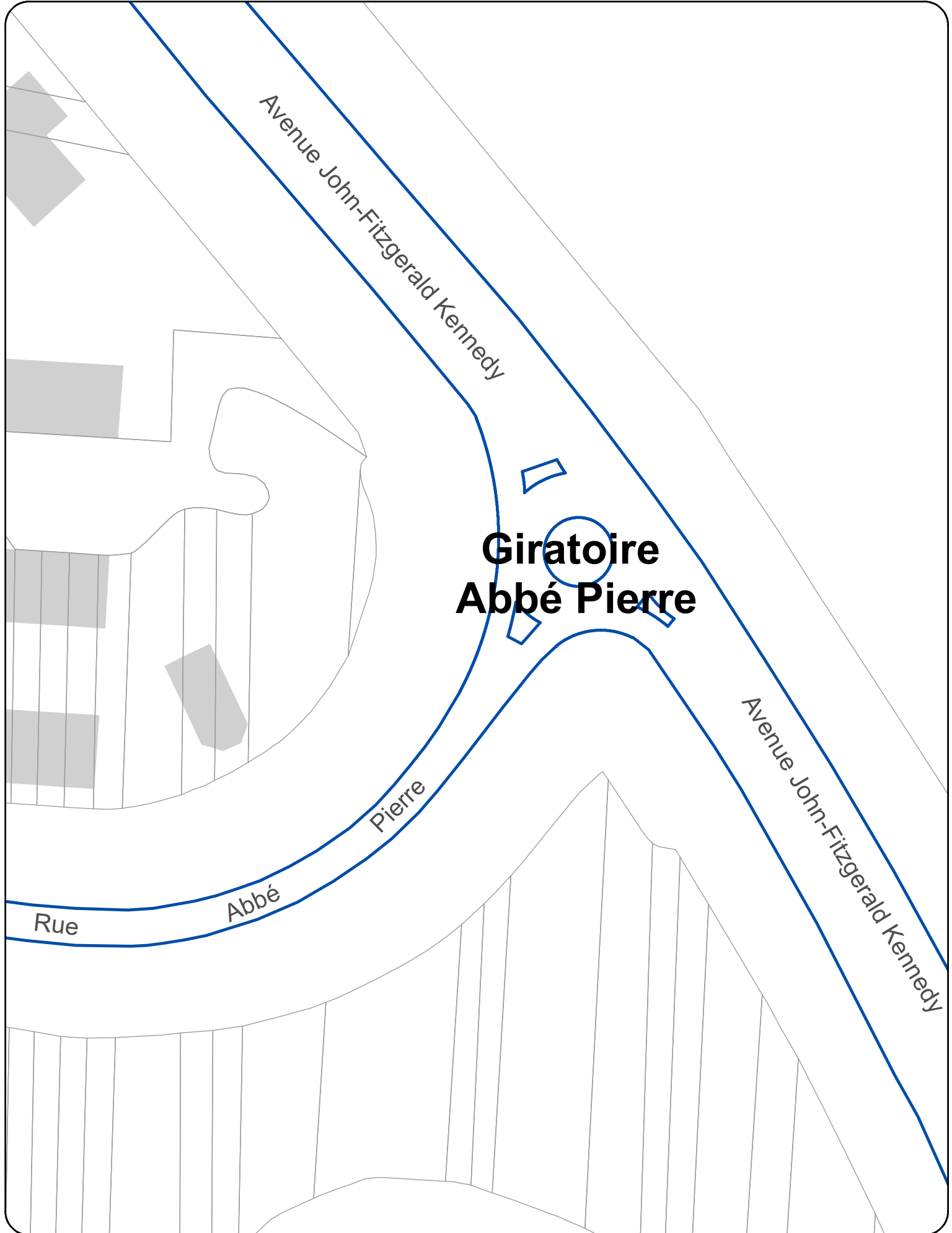
Rue Ella FITZGERALD et Rue Billie HOLIDAY



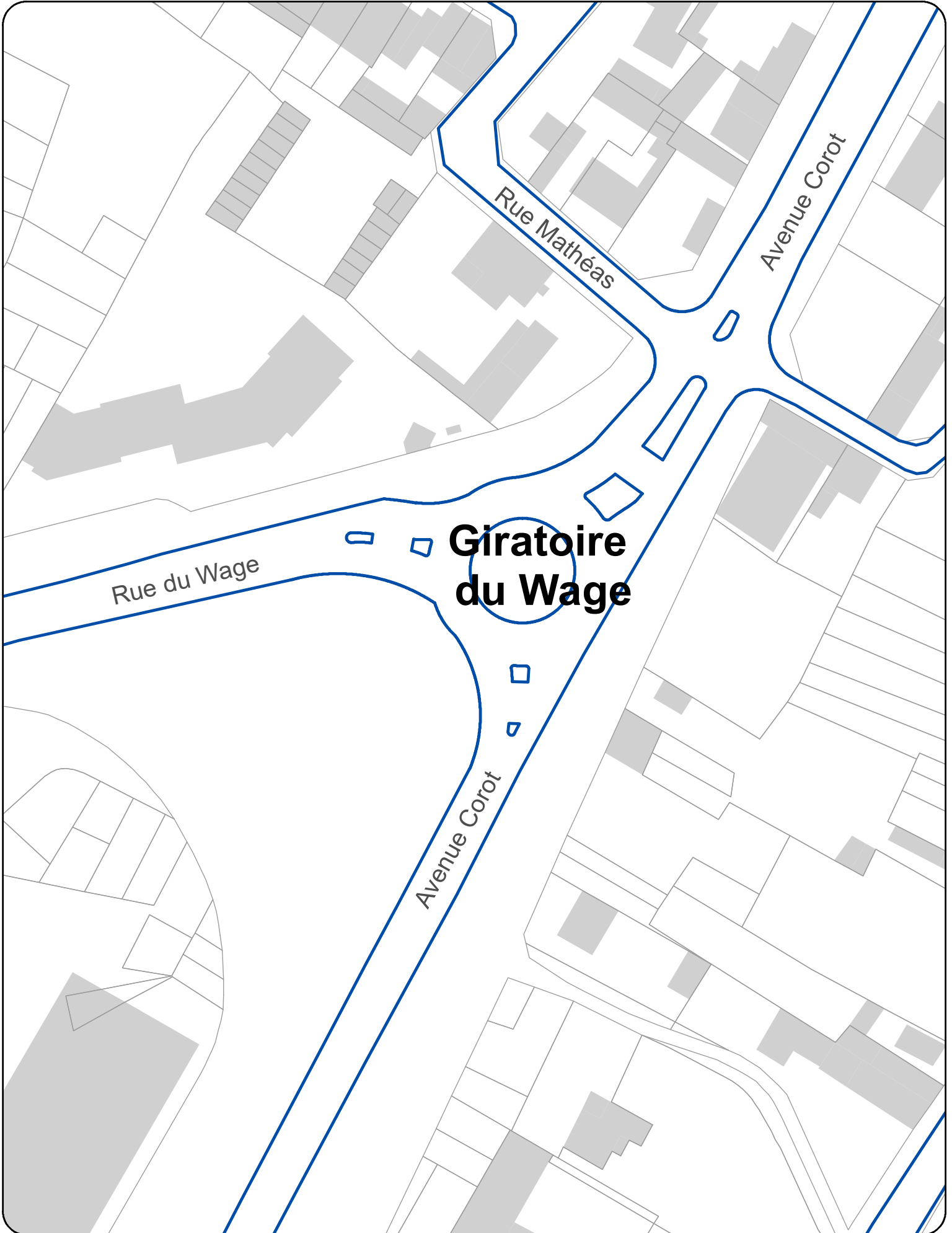
Giratoire JOHN-FITZGERALD KENNEDY



Giratoire Abbé PIERRE



Giratoire du WAGE



Rapport n° B-DEL-2022-0033

Commission : Commission générale

Service : Politique de la Ville - Renouvellement Urbain

Cohésion sociale - Beauvais Bourse aux initiatives citoyennes (BBIC) - Subventions

Le conseil municipal du 19 décembre 2014 a adopté la création d'une bourse aux initiatives citoyennes. Par délibération en date du 3 février 2022, la reconduction de ce dispositif était validée pour l'année 2022.

L'ambition de cette bourse est d'inciter les habitants à construire des micro-projets qui contribuent à l'animation de leur quartier, à l'amélioration du cadre de vie et au développement des échanges intergénérationnels.

La bourse aux initiatives citoyennes s'adresse à la fois aux associations et aux groupes d'habitants.

Pour les projets associatifs (800 € maximum par projet, avec la possibilité d'un financement maximal de 1 500 € sur la période des fêtes de fin d'année pour les projets en lien avec les fêtes de Noël), il s'agira, au travers de ce dispositif, d'encourager les actions de lien social et de vivre ensemble au sein des quartiers relevant de la politique de la ville.

Pour les projets habitants (500 € maximum par projet) il s'agira de favoriser la poursuite de la prise d'initiative citoyenne et elle s'adressera à l'ensemble des Beauvaisiens, de manière à encourager la mixité sociale entre les quartiers.

Le comité de sélection des projets, réuni le 23 mars 2022, a émis un avis favorable concernant les actions suivantes :

Fiche-action n° 1	« Club à 1 euro » - porteur de projet : Association « RICOCHETS » - représenté par : Monsieur Rémi SALMON - pour ce projet le montant de la subvention s'élève à 650 €
Fiche-action n° 2	« Café de Pâques » - porteur de projet : Association « AIDTER » - représentée par : Madame Nalini ROKOTONANDRAINA RAKOTOZAFY - pour ce projet le montant de la subvention s'élève à 375 €

Ces 2 projets représentent un financement total de 1 025 €

Année de programmation 2022

DISPOSITIF “ BOURSE AUX INITIATIVES CITOYENNES ”

FICHE ACTION N° 1

CLUB A 1 €

PORTEUR DU PROJET : Association RICOCHETS

Finalités de l'action

Contexte :

Dans la continuité de la mise en place d'un conseil des enfants et en lien avec le projet du musée numérique au sein du Tcho Café, l'association Les Ricochets propose à des jeunes de 8 à 11 ans un club d'autonomie culturelle, qui consiste à permettre à ces jeunes de s'ouvrir vers le tissu associatif et culturel de Beauvais par la visite de sites culturels beauvaisiens et la participation à des projets.

Objectif Général :

- Éveiller la curiosité des participant.e.s,
- Familiariser le jeune public avec les institutions culturelles locales et développer leur esprit critique,
- Offrir un cadre aux membres pour développer leur autonomie et leur indépendance,
- Développer leur affinité avec les arts visuels et la culture, pour qu'ils organisent en fin d'année leur propre manifestation culturelle.

Public visé

15 jeunes (8 – 11 ans)

Localisation de l'action

Beauvais – Quartier Saint-Jean

Description de l'action

Le club se réunira tous les vendredis à 17h au sein du Tcho café et accueillera un groupe de jeunes de 8 à 11 ans.

Les membres pourront rencontrer des professionnels du monde de la culture tant pour des ateliers mais également pour profiter des fonctionnalités de la Micro-Folie (musée numérique). Ils auront la possibilité d'avoir des échanges avec des acteurs culturels et de participer à l'organisation d'un projet (fête du Tcho Café).

Une fois par mois, ils se rendront dans un établissement culturel beauvaisien pour assister à une représentation ou une manifestation culturelle.

Deux fois dans l'année, les enfants seront accompagnés pour une sortie à Lille, puis à Paris pour découvrir des lieux d'exception et les collections nationales des musées de France.

L'évaluation de l'action se fondera sur l'engagement des membres, leur intérêt pour les sorties proposées, leur présence chaque semaine, ainsi que sur l'organisation de la manifestation culturelle en fin d'année.

Est-il prévu une participation financière des bénéficiaires (ou du public visé) de l'action ? OUI

Participation demandée : 1 € par jeune et par mois.

Partenariat mobilisé

Ville de Beauvais, La Batoude, ASCA, Théâtre du Beauvaisis, association FREAKS, Écume du jour, MUDO, le Quadrilatère

Plan de financement prévisionnel

DEPENSES		RECETTES	
Achats, fournitures	200 €	Ville de Beauvais (BBIC)	650 €
Transport (carburant)	100 €	Participation financière des bénéficiaires	100 €
Prestations de services	600 €	Participation de l'association	250 €
Frais de communication	100 €		
TOTAL	1 000 €	TOTAL	1 000 €

Année de programmation 2022

DISPOSITIF “ BOURSE AUX INITIATIVES CITOYENNES ”

FICHE ACTION N° 2

CAFE DE PÂQUES

PORTEUR DU PROJET : Association AIDTER, ACTION & INCLUSION POUR LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

Finalités de l'action

Contexte :

Les forces vives de l'association AIDTer, souhaitent mettre en place un temps d'animation en direction des familles au sein du quartier Saint-Jean. Ce temps va permettre aux membres de créer du lien avec les acteurs locaux tout en proposant un temps d'animation festif.

Objectif Général :

- Proposer un temps convivial créatif autour de Pâques,
- Faire connaître l'association aux habitants,
- Valoriser l'implication citoyenne de chacun en élaborant un arbre de Pâques,
- Renforcer le lien enfant/parent autour de cette activité,
- Partager un temps d'animation festif et convivial.

Public visé

10 à 30 personnes

Localisation de l'action

Beauvais – Quartier Saint-Jean

Description de l'action

L'action "Café de Pâques" propose un temps autour de la créativité avec différentes activités telle que le collage, modelage, ou la peinture. Elle aura lieu le jeudi 14 avril au sein du local de l'association Un ciel pour tous et consistera à réaliser un arbre de Pâques composé de branches d'arbres peintes, disposées dans un vase. Cet arbre sera remis au centre social MJA, décorés avec des œufs multicolores et d'autres décorations représentant Pâques (poules, lapins, oiseaux).

L'atelier enfants/parents permettra à chacun de repartir avec leur création en bois et de fêter le Printemps en partageant un goûter convivial.

Est-il prévu une participation financière des bénéficiaires (ou du public visé) de l'action ? NON

Partenariat mobilisé

Ville de Beauvais, centre social MJA, Un ciel pour tous

Plan de financement prévisionnel

DEPENSES		RECETTES	
Achats, fournitures	233 €	Ville de Beauvais (BBIC)	375 €
Alimentation (goûter)	124 €		
Frais de communication	18 €		
TOTAL	375 €	TOTAL	375 €

Rapport n° B-DEL-2022-0044

Commission : Commission générale
Service : Éducation

Pôle cohésion sociale - Vie éducative – Règlement intérieur de l'aide municipale aux classes de découvertes et fixation du montant des aides

Outre les compétences obligatoires des communes en matière de gestion des inscriptions, de la carte scolaire, de la gestion patrimoniale des écoles ou encore de l'aide au fonctionnement des écoles primaires, la ville de Beauvais soutient de manière volontariste, les équipes enseignantes dans leur projet pédagogique, afin de contribuer à la réussite et au bien-être des enfants à l'école.

Chaque année, la ville met en place un dispositif de soutien financier et administratif destiné aux écoles qui émettent le souhait d'organiser une classe de découvertes.

Les enseignants ont le choix de l'organisateur, du lieu et des activités (nature, sports, cirque, mer, neige...).

Sous réserve du vote du budget pour l'organisation des classes de découvertes, le service des politiques éducatives souhaite s'appuyer sur un règlement intérieur qui précise le cadre du dispositif, à savoir :

- Toutes les écoles publiques et privées de la ville de Beauvais sont concernées de la Grande Section au CM2 ;
- L'accompagnement des enseignants et des familles dans la démarche de projet et d'inscriptions ;
- La participation de 52€ par jour et par élève ;
- La participation de 37 € pour les élèves beauvaisiens des écoles privées sous contrat et les élèves accueillis dans les écoles publiques extérieures à la ville ;
- La mise en place d'une commission avec l'Education Nationale pour la validation des intentions de départ.

Les enseignants auront jusqu'au 15 juin de chaque année pour déposer leur intention de départ auprès de l'Inspection Académique et de la direction de la vie éducative.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'acter la mise en place de l'aide à l'organisation des classes de découvertes par le service des politiques éducatives sous réserve des crédits votés de l'année concernée ;
- d'approuver le règlement intérieur des classes de découvertes qui fixe le cadre des modalités de l'aide de la ville à l'organisation de ces séjours ;

- de fixer le montant de l'aide au projet d'une classe de découverte à 52 euros par jour et par enfant pour les écoles publiques de la ville ;
- de fixer le montant de l'aide au projet d'une classe de découverte à 37 euros par jour et par enfant pour les écoles privées sous contrat et pour les écoles recevant des élèves habitant Beauvais ;
- de décider, pour l'année 2022/2023, que les classes annulées en raison de la pandémie seront prioritaires si les enfants concernés sont les mêmes qu'initialement prévus en 2021/2022 ;
- d'autoriser pour chaque année scolaire le versement de la participation de la ville aux prestataires et aux établissements selon les modalités du règlement intérieur sous réserve des crédits votés ;
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer toutes les pièces relatives à ces dossiers.

|

||

CLASSES DE DÉCOUVERTES

RÈGLEMENT INTERIEUR

PRÉAMBULE

Le présent règlement a pour objet de fixer le cadre du dispositif d'aide à l'organisation des séjours « classes de découvertes » pour les écoles primaires (de la Grande Section au CM2) de la Ville de Beauvais.

Il valorise le travail conjoint entre la ville et l'Education Nationale pour soutenir l'enseignement.

La circulaire du 5 janvier 2005 relative aux séjours scolaires courts et classes de découvertes dans le premier degré souligne les bienfaits pédagogiques des séjours scolaires, en particulier des séjours d'une durée égale ou supérieure à cinq jours, répondant à l'appellation de classes de découvertes.

Les classes de découvertes se déroulent en dehors de l'enceinte de l'établissement scolaire habituel et sont organisées à l'initiative de l'école entière ou d'un enseignant en particulier et s'inscrivent dans un projet pédagogique exploité tout au long de l'année.

Malgré le caractère facultatif, la Ville de Beauvais poursuit la mise en place du dispositif d'aide à l'organisation des classes de découvertes.

Celui-ci prévoit un volet financier et un accompagnement des enseignants sur le volet communication avec les parents et notamment l'inscription au séjour.

ARTICLE I - OBJECTIFS

Les objectifs des enseignants et de la municipalité à travers l'organisation de ces séjours sont de :

- Vivre la classe différemment et d'encourager le développement de l'autonomie et l'apprentissage du vivre ensemble.
- Contribuer à l'ouverture et à l'épanouissement de l'enfant par la découverte, dans le cadre d'un temps fort, d'un milieu autre que celui où il vit habituellement
- Encourager une approche plus transversale des apprentissages centrée notamment sur l'expérimentation et la manipulation.

Ces séjours sont des moments privilégiés de socialisation de l'enfant.

La Ville souhaite soutenir les enseignants dans la mise en œuvre de leur projet.

Le projet de classes de découvertes s'inscrit dans le projet de l'établissement et s'intègre au projet pédagogique porté par l'enseignant de la classe. Il concerne les écoles publiques comme les écoles privées (Cf. circulaire du 15 février 2012).

ARTICLE 2 – INTENTION DE DÉPART - PROCÉDURE ADMINISTRATIVE

Les projets sont initiés directement par les enseignants dans le cadre d'un projet pédagogique :

« Les activités pratiquées à l'occasion d'une sortie scolaire viennent nécessairement en appui des programmes. Elles s'intègrent au projet d'école et au projet pédagogique de la classe. Chaque sortie, qu'elle qu'en soit la durée, nourrit un projet d'apprentissages, souvent pluridisciplinaire, au travers d'un programme minutieusement préparé dans lequel le nombre des sujets d'étude ou des activités pratiquées doit être limité. »

(Cirulaire n°99-136 du 21.09.1999)

L'intention de départ doit être transmise à la Direction de la vie éducative de la Ville de Beauvais, service des politiques éducatives (par courrier et/ou à nosecoles@beauvais.fr) le plus tôt possible et avant le 15 juin de chaque année.

Cet envoi doit être fait en simultanément auprès des conseillers pédagogiques de circonscription pour les écoles publiques.

Le dossier d'intention comporte notamment :

- le lieu, la thématique, les dates du séjour et le nombre d'élèves
- le devis détaillé du séjour proposé (détail des frais relatifs à l'hébergement, à l'animation, aux services, au transport, à l'encadrement) avec obligatoirement l'assurance annulation.

La Ville de Beauvais se réserve le droit de demander toutes les précisions utiles à l'instruction du dossier auprès de la direction de l'école concernée.

ARTICLE 3 – INTENTION DE DÉPART - COMMISSION DE VALIDATION

La Ville de Beauvais et les services de l'Education Nationale constituent une commission chargée de se prononcer sur la validation et l'organisation des séjours, uniquement pour les écoles publiques.

Cette commission est composée de :

- L'élue en charge de l'action éducative de la Ville de Beauvais
- Les inspecteurs de circonscription ou leurs représentants

CLASSES DE DÉCOUVERTES

RÈGLEMENT INTERIEUR

- Les conseillers pédagogiques de circonscription
- Un représentant de la direction de la vie éducative de la Ville de Beauvais

La Ville de Beauvais informera les écoles concernées de l'avis rendu à propos des intentions de départ dans les meilleurs délais et au plus tard avant la fin de l'année scolaire en cours.

Seuls les projets validés conjointement entre l'Education Nationale et la Ville de Beauvais seront étudiés pour le financement.

Le financement est octroyé à chaque projet retenu sous réserve du vote du budget par le conseil municipal pour l'année N+1.

Il est conditionné par la validation finale du dossier pédagogique par l'Education Nationale.

ARTICLE 4 – INTENTION DE DÉPART - MODALITÉS D'ARBITRAGE

Les écoles, qu'elles soient publiques ou privées, sont toutes autorisées à déposer chaque année des intentions de départ.

Deux critères sont énoncés en cas de nécessité d'arbitrage :

- L'ancienneté du dernier projet de classes de découvertes de la classe concernée selon une dégressivité (N-5, puis N-4, puis N-3, etc)
- Les classes qui proposent un séjour avec pour thématique phare l'environnement et/ou la santé et cela dans un rayon de 300 kms

Si malgré ces critères, des classes ne sont pas départagées et que le montant des séjours prévus restait supérieur au budget disponible, un tirage au sort sera organisé entre les classes.

ARTICLE 5– DOSSIER D'INSCRIPTION - PROCÉDURE ADMINISTRATIVE POUR LES ECOLES PUBLIQUES

Les enseignants dont les projets sont retenus, doivent envoyer, au service des politiques éducatives, la liste des enfants partants en classes de découvertes.

A la lecture de la liste, la Ville informe les enseignants à propos des familles qui nécessitent la création d'un dossier d'inscription auprès de la Ville. Celui-ci est indispensable pour tout départ.

La Ville envoie ensuite les dossiers d'inscription à l'enseignant pour une distribution aux familles concernées.

Lors de la réunion préparatoire, l'enseignant présente le dossier administratif pris en charge par la commune et informe les parents de l'aide financière de la ville pour soutenir le projet.

Afin de rendre effective l'inscription de l'enfant à la classe de découvertes, les familles devront fournir les pièces listées ci-dessous.

Auprès de l'école :

- L'autorisation écrite de départ
- L'assurance responsabilité civile et individuelle accident
- Les certificats médicaux de contre-indication le cas échéant

Auprès de la mairie :

Si aucun dossier d'inscription restauration scolaire et accueil de loisirs n'est à jour :

- Le formulaire d'inscription
- Copie du livret de famille ou extrait de naissance de l'enfant concerné
- Copie d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois
- Dernière attestation CAF ou avis d'imposition de l'année N-1 sur les revenus de l'année N-2 (du foyer complet)

Ces documents pourront être déposés, au choix des parents :

- À l'accueil du Bâtiment Malherbe / Accueil, Service aux familles (03.44.79.40.87).
- Par mail à l'adresse dédiée scolaire@beauvais.fr
- Dès réception du dossier complet, la Ville de Beauvais se charge de fournir un devis établi en fonction de leur quotient familial.

Si le dossier d'inscription restauration scolaire et accueil de loisirs de la famille est à jour :

- Le devis du séjour sera édité par la direction des services aux familles (Malherbe) après réception de l'autorisation écrite de départ signée et remis à l'enseignant.

Dans tous les cas, les devis devront être acceptés et signés par les familles pour rendre l'inscription effective auprès de l'accueil des services aux familles.

Tout document en lien avec le projet de classes de découvertes portera le logo de la ville.

ARTICLE 6 – BUDGET ACCORDÉ PAR LA VILLE

La charge financière d'un séjour en classe de découvertes est répartie entre la ville, la coopérative scolaire et les familles.

L'école devra souscrire une assurance annulation lors de la contractualisation avec le ou les organismes prestataires. La ville pourra demander la restitution de tout ou partie des acomptes versés en cas d'annulation des projets, auprès des organismes prestataires.

Participation de la Ville pour les élèves inscrits dans un établissement scolaire public de la ville de Beauvais :

Un budget maximum est accordé chaque année par la ville pour l'organisation des classes de découvertes retenues en commission. L'aide à l'organisation du séjour est fixée par délibération. Elle est calculée suivant le nombre d'enfants sur une durée de 5 jours maximum. Le nombre de jours est porté à 9 pour les séjours au ski.

La participation de la ville sera diminuée si le prix de journée du devis est inférieur à cette somme.

A noter : une classe dédoublée (CP et CE1 en REP+) compte pour une demi-classe.

La Ville verse l'aide à l'organisme prestataire choisi par l'école. A la fin du séjour, elle demande un bilan qualitatif et quantitatif du projet à chaque enseignant dont le projet a bénéficié d'aide.

Participation de la Ville pour les élèves Beauvaisiens inscrits dans un établissement privé sous contrat

Pour les classes de découvertes des établissements privés beauvaisiens du 1^{er} degré sous contrat situés à Beauvais, le montant de l'aide à l'organisation du séjour est arrêté par délibération. Une participation par jour et par enfant est accordée pour les enfants beauvaisiens éligibles au forfait communal par projet de classe de découvertes.

Cette somme est versée à l'école privée sur présentation d'un état des enfants réellement partis et d'un bilan qualitatif et quantitatif du projet.

La ville informera les familles Beauvaisiennes, par courrier, de l'aide apportée et versée à l'établissement.

Participation de la Ville pour les élèves Beauvaisiens inscrits dans un établissement spécialisé beauvaisien ou extérieur :

Pour les établissements spécialisés Beauvaisiens ou extérieurs à Beauvais accueillant un public en difficulté sociale ou présentant un handicap, et qui en feraient la demande, une participation par jour et par enfant est accordée. Son montant est fixé par délibération.

Cette somme est versée à l'établissement, sur présentation d'un état des enfants réellement partis ainsi qu'un bilan qualitatif et quantitatif du projet.

La ville informera les familles Beauvaisiennes, par courrier, de l'aide apportée et versée à l'établissement.

ARTICLE 7 – PARTICIPATION DES FAMILLES

Pour la Ville : les participations des familles sont fixées par délibération et elles sont calculées en fonction du quotient familial établi pour l'année scolaire en cours. La facturation est établie avant le départ et peut être échelonnée en plusieurs paiements.

Les familles (Beauvais et extérieur) faisant partir 2 enfants ou plus durant la même année scolaire, bénéficieront d'un tarif réduit de moitié, à partir du deuxième enfant (du montant pris en charge par la Ville).

Pour l'école : la part de la participation des familles est décidée par l'enseignant en fonction du reste à charge et des actions menées au sein de l'école pour récolter les fonds nécessaires.

La participation des familles, aussi bien auprès de la ville que de l'école, permet de développer l'implication des familles autour d'un projet commun.

ARTICLE 8 – PARTICIPATION DES ÉCOLES

Le reste à charge du projet (montant au-delà de la participation de la collectivité), est collecté par l'école sous la forme d'actions collectives et/ou de participations financières individuelles puis versé par elle auprès de l'organisme prestataire.

Les familles peuvent payer leur participation auprès de l'école en chèques vacances. Les organismes prestataires étant habilités à ce type de règlement. De plus, les familles peuvent solliciter leur Comité d'Entreprise pour une prise en charge partielle du séjour.

Les enseignants transmettent à la ville une fiche bilan pour l'informer du nombre d'enfants partis et de la qualité du projet.

ARTICLE 9 – AIDES APPORTÉES PAR LA VILLE

Les enseignants informent les familles à propos des aides octroyées par la ville.

La Ville de Beauvais peut être sollicitée par l'enseignant pour :

- un soutien administratif lors des inscriptions des familles.
- la présence d'un agent du service des politiques éducatives lors des réunions d'information aux parents
- la mise à disposition des malles et des combinaisons de ski « enfants » aux enseignants, sur demande adressée au service des politiques éducatives.

- Une information concernant l'aide aux familles en difficultés à solliciter auprès du CCAS.

La ville de Beauvais transmet systématiquement le présent règlement au demandeur de l'aide.

Rapport n° B-DEL-2022-0045

Commission : Commission générale

Service : Éducation

Vie éducative – Politiques éducatives – Aide aux établissements scolaires : transport et conventionnement pour le financement des projets REP +.

La ville de Beauvais met en œuvre une politique volontariste pour soutenir les projets des écoles. Elle centralise les offres d'activités éducatives et pédagogiques pour les équipes enseignantes dans le cadre de sa plateforme dédiée, l'AEL (Actions Educatives et de Loisirs).

Ce support relaie l'ensemble des actions proposées par les services municipaux, communautaires, leurs partenaires, ouvertes aux écoles pour enrichir le socle des connaissances transmises aux élèves.

De plus, la ville s'associe à l'Education Nationale avec un soutien financier pour des projets préalablement validés par les inspecteurs de l'Education Nationale de Circonscription et répondant aux critères d'éligibilité des dispositifs en place.

Ainsi, pour permettre aux équipes de préparer dans les conditions optimales les actions qu'elles souhaitent mettre en œuvre durant l'année scolaire prochaine, et dans la limite des crédits disponibles, l'ensemble des soutiens proposés ouverts aux candidatures est présenté ci-après :

Le soutien aux écoles dans le cadre des Réseaux d'Éducation Prioritaire+ (REP+) :

Les écoles des quartiers Argentine et Saint-Jean sont classées en REP+. Ce classement permet aux écoles d'accéder à des financements particuliers pour des projets au service de l'égalité réelle d'accès aux apprentissages et à la réussite scolaire.

Conformément aux dispositions de la circulaire n°2006-058 du 30 mars 2006 et suite au lancement de la refondation de l'éducation prioritaire le 9 avril 2014, ces projets contribueront « aux acquisitions de connaissances et de compétences du socle commun » et « favoriseront l'animation de Réseau ».

Les secrétaires de réseaux, adresseront, à la direction de la vie éducative, les dossiers complets (projets et devis détaillés) validés par les Inspecteurs de l'Éducation Nationale, pour le 14 Octobre 2022 au plus tard, afin que les demandes et leur financement soient étudiés en collaboration avec eux.

La subvention pour chaque école est calculée comme suit :

- pour les écoles du 1^{er} groupe : les écoles qui comptent jusqu'à 125 élèves : 750 € maximum par école, dont un acompte de 250 €,

- pour les écoles du 2^o groupe : les écoles qui comptent entre 126 et 250 élèves : 1000 € maximum par école, dont un acompte de 330 €,

- pour les écoles du 3^o groupe : les écoles qui comptent 251 élèves et plus : 1250 € maximum par école dont un acompte de 400 €,

- Pour les projets-passerelle menés avec le collège de secteur : 1000 € maximum dont un acompte de 330 € par collège.

L'acompte et le solde seront versés selon les termes de la convention annexée.

Les subventions aux REP+ sont versées aux 2 collèges de secteur, supports financiers des REP+, à savoir à l'agent comptable du collège Henri BAUMONT pour le REP+ Argentine et à l'agent comptable du collège Charles FAUQUEUX pour le REP+ Saint-Jean.

Une subvention aux transports

Cette subvention est versée en une seule fois aux écoles publiques qui en font la demande et sur présentation d'une facture acquittée justifiant d'un déplacement de leur choix, à l'exclusion de toute autre prestation.

Un montant forfaitaire est établi selon la règle suivante : le montant minimum de la subvention est de 325 € pour 125 élèves ou moins, augmenté de 65 € par tranche de 25 élèves supplémentaires et de 65 € supplémentaires pour les écoles qui ont une ou plusieurs classes spécialisée(s).

- Si la facture est supérieure à la subvention estimée, la subvention versée sera égale à la subvention calculée,

-Si le montant de la facture est inférieur à la subvention estimée, la subvention versée sera égale au montant de la facture acquittée.

Les écoles bénéficient par ailleurs d'un accès libre au réseau de transport urbain sur demande d'un « pass » auprès de la société délégataire.

Les sorties effectuées vers les établissements sportifs de la ville ne sont pas imputées sur ces crédits, mais prises en charge par la ville.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'approuver le dispositif de la politique éducative 2022-2023 ;
- d'approuver les contenus des conventions ci-jointes ;
- d'autoriser les dépenses prévues au budget.

CONVENTION-CADRE

VILLE DE BEAUVAIS/ Réseau d'Éducation Prioritaire - REP+, quartier Argentine

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions de l'État ;

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 complétée par la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985 ;

Vu l'article 154 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 85-924 du 30 août 1985 modifié ;

Vu l'article 23 de l'instruction n° 88-079 portant sur l'organisation économique et financière des EPLE et ses annexes techniques ;

Vu l'article 18 de la loi d'orientation n° 89-736 du 10 juillet 1989 ;

Vu l'article 3 de la loi n° 95-836 du 13 juillet 1995, loi de programmation du nouveau contrat pour l'école ;

Vu la circulaire n° 89-145 du 10 juillet 1998 relative à la mise en place des Réseaux d'Éducation Prioritaire et des contrats de réussite ;

Vu la circulaire n°99-007 du 20 janvier 1999 relative à l'élaboration, le pilotage et l'accompagnement des contrats de réussite des Réseaux d'Éducation Prioritaire ;

Vu la décision rectorale de création du Réseau d'Éducation Prioritaire en date du 17 juin 1999 ;

Vu la délibération à prévoir lors du CA du Collège H. BAUMONT support du REP+

Vu la loi 2013-595 du 8 juillet 2013 sur la refondation de l'école de la République et le lancement de la refondation de l'Éducation prioritaire

Considérant la volonté de la Ville de Beauvais de mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'épanouissement de l'ensemble de ses concitoyens,

Considérant qu'un effort particulier doit être fait pour les plus jeunes d'entre eux pendant le temps de la construction de leur personnalité,

Considérant que celle-ci se fait durant la scolarité et pendant les temps péri et extra-scolaire, et que la continuité éducative est une nécessité,

Considérant les moyens supplémentaires affectés par le Ministère de l'Éducation Nationale aux établissements scolaires sis en REP+

Considérant que dans une démarche volontariste, la Ville de Beauvais souhaite accentuer son effort en direction de ces derniers,

CECI EXPOSÉ

ENTRE

La Ville de Beauvais représentée par Madame Caroline CAYEUX, son Maire et ci-après dénommée la Ville,

ET

Le Responsable du REP+, le Principal du Collège H. BAUMONT, ci-après dénommé Le coordonnateur du REP+

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'un partenariat entre la Ville de Beauvais et du Réseau « REP+ » de Beauvais, du Collège H.BAUMONT en arrêtant les modalités de participation de la Ville aux projets du Réseau pour l'année scolaire 2022-2023.

Article 2 : Modalités

Le coordonnateur du REP+, adresse à la Ville pour le 14 octobre 2022 les actions retenues pour l'année scolaire 2022-2023. Ces dernières sont détaillées sous forme de fiches et comportent les plans de financement accompagnés de devis. La direction de la Vie Educative statuera sur les actions et sur les montants alloués à chaque projet en fonction des modalités de subvention déterminées par le Conseil Municipal.

Article 3 : Objectifs

Le partenariat Ville/REP+, a pour objectif « de favoriser l'éveil de la personnalité des enfants, stimuler leur développement sensoriel, moteur, cognitif et social, développer l'estime de soi et des autres et concourir à leur épanouissement affectif ; ce partenariat a également vocation à développer chez chaque enfant l'envie et le plaisir d'apprendre afin de lui permettre progressivement de devenir élève » ([art 44 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République](#))

Article 4 : Modalités de versement

Dans le courant du 1^{er} trimestre de l'année scolaire, la Ville de Beauvais verse un acompte, selon le groupe d'appartenance de l'école.

Le solde est versé à l'agent comptable du collège, en janvier n+1 déduits de l'acompte et des éventuels reliquats.

Les actions sont projetées en année scolaire, ainsi, aucune somme ne pourra être engagée au-delà du 23 juin 2023.

Article 5 : Évaluation de l'action

Au mois de juillet 2023, le coordonnateur REP+ s'engage à fournir à la Ville de Beauvais le bilan qualitatif et quantitatif des actions réalisées ainsi que l'ensemble des justificatifs correspondant aux dépenses effectuées.

Article 6 : Durée de la Convention

La présente convention est conclue à la date de sa signature jusqu'au 23 juin 2023. Elle ne pourra être prorogée.

Fait à Beauvais le 15 septembre 2022.

Pour la Ville de Beauvais,

Pour le collège,
co-support du Réseau d'Éducation Prioritaire-REP+

Caroline CAYEUX
Maire de Beauvais

Éric MANSION
Principal

CONVENTION-CADRE

VILLE DE BEAUVAIS/ Réseau d'Éducation Prioritaire-REP+, quartier Saint-Jean

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions de l'État ;

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 complétée par la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985 ;

Vu l'article 154 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 85-924 du 30 août 1985 modifié ;

Vu l'article 23 de l'instruction n° 88-079 portant sur l'organisation économique et financière des EPLE et ses annexes techniques ;

Vu l'article 18 de la loi d'orientation n° 89-736 du 10 juillet 1989 ;

Vu l'article 3 de la loi n° 95-836 du 13 juillet 1995, loi de programmation du nouveau contrat pour l'école ;

Vu la circulaire n° 89-145 du 10 juillet 1998 relative à la mise en place des Réseaux d'Éducation Prioritaire et des contrats de réussite ;

Vu la circulaire n°99-007 du 20 janvier 1999 relative à l'élaboration, le pilotage et l'accompagnement des contrats de réussite des Réseaux d'Éducation Prioritaire ;

Vu la décision rectorale de création du Réseau d'Éducation Prioritaire en date du 17 juin 1999 ;

Vu la délibération à prévoir lors du CA du Collège Ch.FAUQUEUX support du REP+

Vu la loi 2013-595 du 8 juillet 2013 sur la refondation de l'école de la République et le lancement de la refondation de l'Éducation prioritaire

Considérant la volonté de la Ville de Beauvais de mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'épanouissement de l'ensemble de ses concitoyens,

Considérant qu'un effort particulier doit être fait pour les plus jeunes d'entre eux pendant le temps de la construction de leur personnalité,

Considérant que celle-ci se fait durant la scolarité et pendant les temps péri et extra-scolaire, et que la continuité éducative est une nécessité,

Considérant les moyens supplémentaires affectés par le Ministère de l'Éducation Nationale aux établissements scolaires sis en REP+

Considérant que dans une démarche volontariste, la Ville de Beauvais souhaite accentuer son effort en direction de ces derniers,

CECI EXPOSÉ

ENTRE

La Ville de Beauvais représentée par Madame Caroline CAYEUX, son Maire et dénommée ci-après la Ville,

ET

Le Responsable du REP+, le Principale du Collège Ch.FAUQUEUX, ci-après dénommé le coordonnateur du REP+

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'un partenariat entre la Ville de Beauvais et le Réseau « REP+ » de Beauvais, du Collège Ch. FAUQUEUX en arrêtant les modalités de participation de la Ville aux projets du Réseau pour l'année scolaire 2022-2023.

Article 2 : Modalités

Le coordonnateur du REP+, adresse à la Ville pour le 14 octobre 2022 les actions retenues pour l'année scolaire 2022-2023. Ces dernières sont détaillées sous forme de fiches et comportent les plans de financement accompagnés de devis. La direction de la Vie Educative statuera sur les actions et sur les montants alloués à chaque projet en fonction des modalités de subvention déterminées par le Conseil Municipal.

Article 3 : Objectifs

Le partenariat Ville/REP+, a pour objectif « de favoriser l'éveil de la personnalité des enfants, stimuler leur développement sensoriel, moteur, cognitif et social, développer l'estime de soi et des autres et concourir à leur épanouissement affectif ; ce partenariat a également vocation à développer chez chaque enfant l'envie et le plaisir d'apprendre afin de lui permettre progressivement de devenir élève » ([art 44 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République](#))

Article 4 : Modalités de versement

Dans le courant du 1^{er} trimestre de l'année scolaire, la Ville de Beauvais verse un acompte, selon le groupe d'appartenance de l'école.

Le solde est versé à l'agent comptable du collège, en janvier n+1 déduits de l'acompte et des éventuels reliquats.

Les actions sont projetées en année scolaire, ainsi, aucune somme ne pourra être engagée au-delà du 23 juin 2023.

Article 5 : Évaluation de l'action

Au mois de juillet 2023, le coordonnateur REP+ s'engage à fournir à la Ville de Beauvais le bilan qualitatif et quantitatif des actions réalisées ainsi que l'ensemble des justificatifs correspondant aux dépenses effectuées.

Article 6 : Durée de la Convention

La présente convention est conclue à la date de sa signature jusqu'au 23 juin 2023. Elle ne pourra être prorogée.

Fait à Beauvais le 15 septembre 2022.

Pour la Ville de Beauvais,

Pour le collège,
co-support du Réseau d'Éducation Prioritaire-REP+

Caroline CAYEUX
Maire de Beauvais

Geoffroy MERLOT
Principal

Rapport n° B-DEL-2022-0061

Commission : Commission générale
Service : Éducation

Vacances apprenantes - Eté 2022

Dans le cadre de sa politique éducative, la Ville de Beauvais souhaite contribuer à la mise en place du dispositif « Colos apprenantes » qui s'inscrit dans le plan « Vacances apprenantes ».

Les « colos apprenantes » ont pour objectifs le renforcement des apprentissages, de pratiques culturelles et sportives, l'initiation au développement durable, la découverte de territoires nouveaux et la vie collective avec d'autres enfants.

Le dispositif « Colos apprenantes » peut être porté entièrement par une association, celle-ci se verra alors octroyer une subvention de 500 euros par enfant de la part de l'Etat. La Ligue de l'enseignement et les PEP (Pupilles de l'Enseignement Public) se sont portées candidates.

L'Etat cible en priorité les enfants domiciliés en quartier prioritaires de la politique de la ville.

Afin de cibler les publics concernés, le service Politiques Educatives va faire le lien avec les écoles et les structures éducatives des quartiers Saint-Jean, Argentine et Saint-Lucien pour présenter les séjours et les modalités d'inscriptions. Les familles feront ensuite les démarches administratives auprès des organismes.

Les séjours de La ligue de l'Enseignement ont un prix de revient de 560 euros par semaine et par enfant. Une participation va être demandée aux familles et la différence de 40 euros sera prise en charge par la ville de Beauvais.

En 2021, 150 enfants ont bénéficié de ce dispositif avec la ligue de l'enseignement.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'acter la participation financière de la ville à ce dispositif en partenariat avec des associations porteuses, habilitées par l'Etat dans le cadre des Vacances apprenantes ;
- d'autoriser le versement d'une participation de 40€ pour chaque départ d'enfant habitant Beauvais avec les associations porteuses ;
- de valider la convention ci-jointe ;
- d'autoriser madame le maire à signer les papiers nécessaires à ce projet.

Entre les soussignés: Madame Caroline Cayeux
Maire de la commune de Beauvais
BP 60330 1 rue desgroux 60021 Beauvais Cedex

Et d'autre part,
La Ligue de l'Enseignement, Fédération de l'Oise, 19 rue Arago ZAC de Ther 60000 BEAUVAIS représenté par
Mr VAILLANT William, Président.

D'autre part, il a été convenu et arrêté ce qui suit:

ARTICLE 1: ACCUEIL ET TARIFS

La Ligue de l'Enseignement de l'Oise s'engage a organiser les prestations en partenariat avec la ville de Beauvais

Dispositif "Vacances Apprenantes"

Du 11/07/2022 au 26/08/2022

Détail du séjour	Prix unitaire	Quantité	Total
VACANCES APPRENANTES (7 séjours) à Loeuilly ou Conty (lieu à définir)			
Séjour du lundi au vendredi (5 jours - 4 nuités)			
Dates à définir - 14 jeunes (6 à 11 ans)	40	14	560,00 €
Dates à définir - 14 jeunes (6 à 11 ans)	40	14	560,00 €
Dates à définir - 14 jeunes (6 à 11 ans)	40	14	560,00 €
Dates à définir - 14 jeunes (6 à 11 ans)	40	14	560,00 €
Dates à définir - 14 jeunes (6 à 11 ans)	40	14	560,00 €
Dates à définir - 14 jeunes (12 à 17 ans)	40	14	560,00 €
Dates à définir - 14 jeunes (12 à 17 ans)	40	14	560,00 €
Total séjour			3 920,00 €

Tous les dispositifs tiendront compte du protocole sanitaire en vigueur.

Ce prix comprend:

La participation communale à hauteur de 40€ par enfant et par séjour. (Une participation de 20€ par enfant et par séjour sera demandée aux familles)

Compris dans le séjour:

L'encadrement renforcé pour chaque séjour avec: 1 directeur, 1 animateur et 1 étudiant
le transport aller-retour Beauvais - Loeuilly ou Conty

La mise en place d'activités sportives, d'éducation à l'environnement et de pleine nature, L'assurance APAC

Non compris dans le séjour:

Les dépenses d'ordre personnel, le linge de toilette, les frais médicaux, les activités et déplacements non prévues au programme.
La fourniture des duvets et oreillers

ARTICLE 2: COMMUNICATION ET INFORMATIONS AUX FAMILLES

La ligue de l'enseignement s'engage à mettre en place une communication présentant l'ensemble des séjours en y indiquant le lieu, les conditions et modalités ainsi que les logos des partenaires concourant à leur organisation.

Elle réalisera un dossier-type pour faciliter la préinscription des familles et la collecte des informations nécessaires et réglementaires relatives aux enfants et jeunes participants aux séjours.

La ville de Beauvais s'engage à communiquer sur les séjours par le biais des centres sociaux et ACM et des équipes de direction auprès des familles. Elle remettra à chacun.e des dossiers de préinscription pour faciliter et simplifier la démarche des familles intéressées.

ARTICLE 3: RESERVATION ET MODALITES DE PAIEMENT

Païement

Le contractant réglera à La Ligue de l'Enseignement Fédération de l'Oise le montant global de la facture, selon les conditions suivantes :

La facturation de solde sera établi à la fin de la période de l'été, le 31/08/2022, celle-ci tiendra compte du nombre d'enfants qui auront participé aux séjours.

Facture de solde	3 920,00 € le	31/08/2022
------------------	----------------------	-------------------

Dans le cas d'un dépassement du délai de paiement de la facture définitive, La Ligue de l'Enseignement Fédération Oise se réserve le droit de facturer les intérêts de retard au taux de 1,5 % par mois.

La Ligue de l'Enseignement Fédération Oise se réserve le droit d'annuler toute réservation en cas d'absence de règlement suivant l'échéancier fixé précédemment.

Modifications

L'effectif définitif des participants devra être communiqué par courrier à la Ligue de l'enseignement de l'Oise 5 jours avant le départ.

Tout séjour écourté ainsi que toute prestation abandonnée volontairement par le participant ne fera l'objet d'aucun remboursement.

ARTICLE 4 : FRAIS D'ANNULATION

Toute annulation de séjour devra être notifiée à La ligue de l'Enseignement de l'Oise par courrier dans un délai maximum de 5 jours avant la date prévisionnelle de départ et donnera lieu à une facturation de 50% du coût de financement prévu par la commune.

La Ligue de l'enseignement de l'Oise décline toute responsabilité au cas où le programme serait modifié pour des raisons indépendantes de sa volonté (grève des transports ou de musées, expositions annulées, catastrophes météorologiques...)

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS

« Les parties signataires du présent contrat conventionnel d'achat des prestations précitées conviennent d'un commun accord que ce contrat est conforme aux dispositions du décret n° 94.490 du 15 Juin 1994 pris en application de l'article 31 de la loi n° 92.645 du 13 Juillet 1992 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours.

La signature de cette convention entraîne l'acceptation et le respect de la totalité des conditions ci-dessus stipulées. Aucune rature, ni modification, sans accord paraphé des deux parties, ne pourra être prise en considération.

A ce titre, elles se déclarent par les présentes remplies de leurs droits d'information réciproque relatifs au présent contrat et renoncent à tout recours à cet effet. »

ARTICLE 6 : LITIGES

En cas de litige ou contestation portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et si un accord amiable n'a pu intervenir, les parties conviennent de porter leurs différends devant le tribunal administratif compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Fait à Beauvais , le

En deux exemplaires originaux.

Pour Mairie de beauvais
Nom: Madame le maire, Caroline Cayeux

Pour La Ligue de l'Enseignement Fédération de l'Oise
Mr VAILLANT William

Le:
Signature, précédé de : Lu et approuvé

Cachet

Rapport n° B-DEL-2022-0023

Commission : Commission générale
Service : Prévention - Sécurité

Renouvellement pour 2022 de la convention de mutualisation relative au renforcement de la sécurité entre l'OPAC de l'Oise et la ville de Beauvais

L'amélioration de la sécurité et de la tranquillité dans les grands ensembles immobiliers constitue une demande forte des habitants et locataires de ces lieux d'habitation et de la ville de Beauvais.

Cette amélioration résulte d'une action conjointe et coordonnée mise en œuvre par les bailleurs qui ont une obligation de garantir et d'assurer une jouissance paisible des logements et des parties communes des immeubles, les services de l'Etat (police, justice), les communes à travers leur police municipale, les équipes de médiateurs lorsqu'elles disposent, les acteurs associatifs.

C'est dans cet objectif de tranquillisation de la vie collective dans les grands ensembles sociaux que l'OPAC de l'Oise, principal bailleur du territoire, et la ville de Beauvais ont souhaité renforcer ce partenariat dès le mois de juin 2017 à travers la mise en place d'une convention visant à mutualiser les moyens et à soutenir les efforts conséquents entrepris par l'OPAC depuis plusieurs années en matière de sécurité et en complémentarité des actions des forces de police et des acteurs de la prévention.

Dans le cadre de cette convention, l'OPAC de l'Oise s'engage ainsi à renforcer la présence humaine sur son patrimoine et particulièrement sur les zones où sont constatées des troubles à la tranquillité publique, à travers la mise en place d'agents de sécurité tout au long de l'année.

Ce déploiement se fait en concertation avec la ville de Beauvais et la police nationale, la ville pouvant toujours proposer à l'OPAC la mise en place des agents de sécurité sur des immeubles où une situation de troubles à la tranquillité est constatée.

Ces agents sont intervenus 4 014 heures sur le patrimoine de Beauvais du 1er janvier au 31 décembre 2021 pour un coût de 131 433 €.

Pour 2022, la ville de Beauvais s'engage de son côté à participer au financement de cette action à hauteur de 25 992€.

Au vu de l'intérêt de ce partenariat et de cet engagement de l'OPAC apprécié par les habitants, il est proposé au conseil municipal :

- d'approuver les termes de ce rapport et le renouvellement de cette convention ;
- d'attribuer une subvention de 25 992 € à l'OPAC de l'Oise.



**CONVENTION RELATIVE À LA MUTUALISATION DES MOYENS FINANCIERS ENTRE
L'OPAC DE L'OISE, SES LOCATAIRES ET LA VILLE DE BEAUVAIS POUR RENFORCER
LA SÉCURITÉ AUX MOYENS DES SOCIÉTÉS DE GARDIENNAGE PRIVÉ**

Entre :

La ville de Beauvais représentée par son Maire, Madame Caroline CAYEUX, par autorisation du conseil municipal,

Et :

L'OPAC de l'Oise, représenté par son Directeur Général, Monsieur Vincent PERONNAUD

Il a été décidé ce qui suit :

Préambule

Le 9 décembre 2021, pour la cinquième année, l'OPAC de l'Oise a renouvelé pour une année un service afin d'améliorer la tranquillité des locataires et dissuader les actes d'incivilités et les troubles de voisinage dans les parties communes.

Ce service a permis de mobiliser des agents de sécurité privée qui sont intervenus 18 300 heures dans 54 communes, dont 4 014 heures pour un montant de 131 433 € sur le patrimoine de Beauvais du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021.

Pour mémoire, la participation financière des locataires de l'OPAC de Oise résidants dans les logements collectifs répertoriés sur le patrimoine de Beauvais est de 77 976 € annuels.

Ces interventions ont eu lieu dans les immeubles collectifs et leurs abords pour :

- prévenir les débordements ou les dégradations,
- mener des actions contre les occupations illicites de halls ou de sous-sols,
- signaler la présence d'objets ou de substances illicites dans les parties communes,
- conserver ou ramener la tranquillité dans votre immeuble.

Les agents de sécurité réalisent quotidiennement des rapports précis, qui sont transmis à la police, à la gendarmerie et aux polices municipales pour leur permettre d'intervenir efficacement. Les locataires sont informés de chaque intervention dans leur immeuble par voie d'affichage ou en laissant un avis de passage dans leur boîte aux lettres.

Le bilan chiffré et argumenté de la troisième année de ce service a été présenté au Conseil Départemental de Concertation Locative le 7 décembre 2021.

Il a été décidé de reconduire cet ACL pour une nouvelle période de 12 mois, du 1^{er} janvier 31 décembre 2022 à l'issue de laquelle un nouveau bilan sera réalisé, et de conserver la participation financière des locataires de l'OPAC de l'Oise vivant en logement collectif à 1,50 € par locataire et par mois.

L'ACL s'applique sur l'ensemble du parc locatif collectif des communes de plus de 50 logements soit 22.000 logements.

Les communes ou l'établissement de coopération intercommunale exerçant la compétence relative aux dispositifs locaux de prévention de la délinquance peuvent contribuer à l'obligation prévue par l'article L.271-1 du code de la sécurité intérieure lorsque les immeubles ou groupes collectifs à usage d'habitation qui y sont assujettis sont particulièrement exposés à des risques de délinquance.

Les villes sont également des partenaires majeurs dans la gestion de la tranquillité résidentielle et peuvent contribuer au côté de l'OPAC de l'Oise et des locataires, au financement de cet accord.

Leur participation financière s'élève à 0,50 centimes d'euros par logement collectif de l'OPAC de l'Oise situé dans leur commune.

Il est donc décidé :

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE L'OPAC DE L'OISE

Dans le cadre de cette convention, l'OPAC de l'Oise s'engage à concerter les services de Police Nationale, Gendarmerie Nationale et Police Municipale, dans le cadre des cellules de veille du contrat local de sécurité, sur l'utilisation de la société de sécurité privée dans des actions préventives ou curatives, telle que la visite des caves, des sous-sols et placards techniques.

Dans le cas d'une situation d'insécurité détectée par la municipalité concernant les immeubles de l'OPAC de l'Oise, le Maire ou la Police Municipale pourront demander à l'OPAC de l'Oise le déploiement d'agents de la société de gardiennage privée.

Cette demande sera analysée par l'Unité Prévention Sécurité de l'OPAC de l'Oise sur le plan technique et opérationnel et une réponse sera donnée sous un délai de 24 heures.

Les modalités opérationnelles d'une telle intervention se feront par l'intermédiaire de cette unité, laquelle déterminera en accord avec la police municipale le mode opératoire et la durée de l'intervention.

En cas de réponse négative, celle-ci sera argumentée et validée par le Directeur général de l'OPAC de l'Oise.

L'OPAC de l'Oise s'engage à faire :

- un bilan individuel à 6 mois aux municipalités signataires de la convention et un bilan individuel définitif, au plus tard le 31 janvier 2023,
- un bilan intermédiaire devant les associations signataires du protocole pour le 31 octobre 2022 et un bilan définitif, au plus tard le 31 janvier 2023.

Dans le cadre de cet Accord Collectif des Locataires, l'OPAC de l'Oise s'engage à allouer en moyenne la somme de 200.000 € annuel en sécurité privée sur l'ensemble de son patrimoine collectif.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE BEAUVAIS

Aussi selon le protocole relatif au « renforcement de tranquillité des locataires de l'OPAC de l'Oise » signé le 9 décembre 2021 pour une durée de 12 mois soit du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022, la ville de Beauvais s'est engagée à financer cette action à hauteur de 0,50 € par mois et par logement collectif.

L'OPAC de l'Oise a répertorié 4 332 logements collectifs sur la ville de Beauvais.

Au titre de l'année 2022, la participation financière de la ville s'élève à 25 992 €.

Soit 0,50 € x 12 mois x 4 332 logements collectifs

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022, au terme duquel, la ville et l'OPAC de l'Oise, en fonction de la suite donnée par les locataires ou les représentants à l'Accord Collectif des Locataires et de leur propre évaluation de cette action, pourront la renouveler.

ARTICLE 4 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en trois exemplaires à Beauvais, le

Le Maire de Beauvais

**Le Directeur Général de
l'OPAC de l'Oise**

Caroline CAYEUX

Vincent PERONNAUD

Rapport n° B-DEL-2022-0054

Commission : Commission générale
Service : Prévention - Sécurité

Contrat de sécurité intégrée

Afin de répondre aux enjeux locaux de prévention, de tranquillité et de sécurité publiques, la ville de Beauvais, l'Etat et la Justice souhaitent formaliser et renforcer leurs engagements respectifs dans le domaine de la sécurité à travers la signature d'un Contrat de Sécurité Intégrée (CSI). Ce nouvel outil complète le continuum de sécurité dont l'objectif est d'assurer aux citoyens une sécurité globale.

Dans le cadre de la circulaire n°6258/SG du Premier Ministre du 16 avril 2021, ce contrat d'une durée de cinq ans, s'articule autour de 4 piliers définis à partir d'un état des lieux du territoire beauvaisien.

Le premier pilier « Engagements relatifs à la sécurité publique » détermine les engagements respectifs en matière de renforcement des effectifs de police municipale et nationale, d'attractivité de poste, de formation d'unités spécialisées, de renforcement de la vidéoprotection et de gouvernance.

Le second pilier « Engagements relatifs à la justice » vise à renforcer les différents protocoles parquet/mairie ainsi que l'échange d'informations.

Le troisième pilier « Engagements relatifs au lien police-population » précise les dispositifs mis en place pour assurer une présence des forces de l'ordre au plus près de la population.

Enfin le dernier pilier « Engagements relatifs à l'éducation, à la radicalisation et aux valeurs républicaines » présentent les mesures visant à prévenir la radicalisation et la défense du principe de laïcité en lien avec les représentants des institutions étatiques, éducatives et culturelles.

Une évaluation annuelle des engagements pris dans le cadre du Contrat de Sécurité Intégrée sera réalisée via une instance réunissant Madame la Procureure de la République, Madame la Préfète et Madame le Maire.

Au vu de l'intérêt de ce partenariat, il est proposé au conseil municipal d'approuver les termes de ce rapport et le contrat s'y rapportant.



Contrat de Sécurité Intégrée

Ville de Beauvais

Propos liminaire

La Ville de Beauvais, l'État, et la Justice ont travaillé conjointement à déterminer des engagements mutuels permettant de répondre aux enjeux locaux de prévention, de tranquillité et de sécurité publiques. Ce travail a donné lieu au présent Contrat de Sécurité Intégrée, encadré par la circulaire n° 6258/SG du Premier Ministre du 16 avril 2021.

A cette impulsion trilatérale, les acteurs du territoire œuvrant dans ce champ de compétence ont été associés afin que des engagements respectifs soient également pris, l'ensemble visant à renforcer davantage le continuum local de sécurité publique et la pertinence des efforts de chacun.

Les engagements de chaque acteur sont des réponses opérationnelles à des enjeux variés, caractéristiques des problématiques du territoire, dont notamment la délinquance de voie publique, les trafics de produits stupéfiants, les violences intrafamiliales et conjugales, et la délinquance routière.

Le Premier Ministre et le Ministre de l'intérieur, en visite à Beauvais le 5 mars 2021, ont annoncé le renfort de 10 effectifs de police nationale, à la suite d'un épisode de violences urbaines du 28 février au 1^{er} mars 2021. Cette annonce fut le premier pas vers cet engagement collectif visant le renfort d'une politique de sécurité intérieure globale et multi-acteurs à l'échelle du territoire beauvaisien.

Ce document s'inscrit dans le périmètre du territoire municipal Beauvaisien, correspondant à la circonscription de police (CSP) de Beauvais. Certains engagements ciblent spécifiquement des quartiers de politique de la Ville (Saint Jean, Saint Lucien et Argentine) ou des lieux spécifiques comme les gares routière et SNCF.

Le territoire Beauvaisien bénéficie déjà d'un partenariat local fort unissant la Ville, la Préfecture, la Justice, l'Éducation Nationale, les bailleurs et les syndicats, les associations et l'ensemble des acteurs œuvrant dans le champ de la prévention et de la sécurité publique. Le territoire disposant déjà d'un dialogue de qualité entre chaque partenaire impulsant des dispositifs innovants, le Contrat de Sécurité Intégrée vise à renforcer la gouvernance opérationnelle entre les multiples partenaires locaux et à formaliser des engagements respectifs permettant d'accroître cette dynamique.

En somme, dans cette perspective, le Contrat de Sécurité intégrée s'appuie sur l'existant pour le valoriser et innover en termes d'actions au service de la tranquillité et de la sécurité des Beauvaisiennes et des Beauvaisiens.

I – État des lieux du territoire beauvaisien

1 – Le territoire municipal

La commune de Beauvais, chef-lieu du département de l'Oise, compte plus de 58 800 habitants, au sein d'une agglomération composée de 53 communes comptant 105 000 habitants.

Trois quartiers sont identifiés politiquement de la ville, les quartiers Saint-Jean, Saint Lucien et Argentine, ce dernier relevant aussi d'une zone franche urbaine (ZFU).

2 - Les programmes de renouvellement urbain

Un premier programme de renouvellement urbain a été signé en 2007 pour le quartier Saint Jean. Il a été achevé en 2016. Celui-ci a eu un réel impact sur l'aspect, l'organisation urbanistique, les espaces publics et in fine sur la délinquance locale.

Deux programmes de renouvellement urbain ont été initiés en 2020 pour les quartiers Argentine et Saint Lucien. A terme, ils permettront une amélioration du cadre de vie des populations, favorable à un renforcement du sentiment de sécurité.

3 – Les moyens nationaux et municipaux déployés

Depuis plus de vingt ans, la commune renforce ses dispositifs de prévention et de sécurité. En 2021, la Direction Prévention Sécurité, regroupant un service Prévention, un service de police municipale et un Centre de Supervision Urbaine, compte 116 agents. La Ville dispose ainsi d'éducateurs spécialisés, de 8 médiateurs de tranquillité publique, de chargés de mission Prévention, de 50 agents de police municipale, de 6 ASVP, de 27 auxiliaires de quartier et de 15 opérateurs de vidéoprotection. La dotation matérielle des agents est plurielle et le CSU dispose de 100 caméras de vidéoprotection implantées sur la voie publique. La commune consacre à la Direction Prévention Sécurité un budget annuel d'environ 5,6 millions d'euros.

L'État a parallèlement développé ses moyens, avec notamment en 2014 la création d'un nouveau commissariat central situé dans le quartier Saint Jean, démarche qui s'intégrait pleinement dans la dynamique de rénovation urbaine portée sur le quartier. La CSP de Beauvais compte 145 agents, dont 18 Officiers de Police Judiciaire.

4 – Les enjeux du territoire

Les enjeux de tranquillité et de sécurité publiques du territoire Beauvaisien sont variés, notamment la délinquance de voie publique, les trafics de produits stupéfiants (herbe et résine de cannabis, héroïne, et dans une moindre mesure cocaïne et crack), les violences intrafamiliales et conjugales, la délinquance routière, et les trafics de véhicules.

Si la délinquance générale enregistre une légère hausse au premier semestre 2021 (2.646 faits constatés, +11 % par rapport à 2020), les statistiques annuelles sont marquées par une stabilité d'ensemble. Aussi, si l'activité des services est soutenue (1.180 faits élucidés en 2021 contre 1.028 en 2020 et 743 en 2019) et le taux d'élucidation en augmentation (+ de 44% en 2021, +10 points par rapport à 2019), c'est la capacité des services à s'adapter à l'évolution des formes de la délinquance

qui doit être renforcée afin d'assurer des actions coordonnées et efficaces, et les moyens alloués pour y parvenir.

Des situations localisées sont identifiées, comme les gares routières et SNCF, les enjeux inhérents aux Mineurs Non Accompagnés, ou encore des jets d'éléments prohibés dans la cour du centre pénitentiaire à destination des prisonniers. Aussi et ponctuellement, des phénomènes de rodéos urbains perturbent la tranquillité publique dans certains quartiers.

Parallèlement à ces faits de délinquance, une radicalisation latente de certains individus est identifiée, encouragés par des discours islamistes salafistes. Ces situations sont suivies quotidiennement par les services des Renseignements Territoriaux.

II - Engagements réciproques

A - Engagements relatifs à la sécurité publique

Engagement n°1 : Renforcer les moyens humains de la police et renforcer l'attractivité des postes

Engagement 1.1 : Renforcer les moyens humains

L'Etat s'engage à renforcer les effectifs de police nationale par la création de 10 postes de fonctionnaires supplémentaires, démarche initiée en mai 2021. Ceux-ci auront vocation à pallier, en partie, les sous-effectifs de la police afin de renforcer le présentiel sur la voie publique.

Parallèlement, l'accent va être porté sur le recrutement et la formation d'officiers de police judiciaire. En effet, le manque d'effectifs OPJ ralentit les délais de traitement des procédures, leur mise en œuvre et leur suivi.

La ville de Beauvais s'engage à renforcer les effectifs de police municipale en créant 5 postes supplémentaires de terrain. Il s'agit de renforcer le lien avec la population et réinvestir le rôle de police de proximité longtemps passé au second plan face aux besoins du territoire en police secours. De cette façon, une réforme de la structuration des groupes de roulement sera possible, pour donner lieu à un effectif par groupe de roulement en charge du contact police-population. Cette hausse des effectifs permettra aussi d'assurer la présence régulière d'effectifs au sein de l'antenne de proximité prochainement installée en cœur du quartier Argentine.

Enfin, la Ville de Beauvais s'engage à augmenter ses effectifs de médiateurs de tranquillité publique, en passant de 8 à 11 agents. Pour appuyer cet engagement, l'État s'engage à financer 2 postes d'adultes-relais supplémentaires pendant 3 ans.

- Engagement 1.2 : Renforcer l'attractivité des postes

L'État et la collectivité s'engagent à renforcer l'offre d'action sociale à destination des fonctionnaires de police nationale ainsi que des fonctionnaires de la justice et de l'administration pénitentiaire en matière de logement.

L'État prévoit, à travers l'action de Pôle emploi, la mise en place d'un accompagnement renforcé vers l'emploi pour les conjoint.es.

Engagement n°2 : Former des unités spécialisées

Pour développer ses capacités opérationnelles et augmenter son taux d'élucidation en matière d'infractions liées aux stupéfiants, la police nationale crée une unité cynotechnique à rayonnement départemental. Cette unité sera en mesure d'intervenir aussi bien dans le domaine de la recherche de produits stupéfiants que celui de la défense-patrouille, avec trois chiens spécialisés. Ces équipes (chien et conducteur canin) sont en formation depuis septembre 2021. La circonscription de Beauvais pourra bénéficier de l'appui de ces deux équipes spécialisées qui seront opérationnelles en 2022.

La Ville de Beauvais s'engage aussi à former ses deux équipiers canins à la détection de produits stupéfiants. Ces deux chiens sont déjà formés en défense, piste et recherche. La formation des chiens, dont l'une a débuté en octobre 2021, permettra d'étoffer les compétences de la brigade cynophile de Beauvais et renforcera les actions de voie publique.

De plus, depuis le 1^{er} septembre 2021, la DDSP a créé une unité dédiée à la lutte contre le trafic de stupéfiants et l'économie souterraine au sein de la sûreté départementale, composée de deux enquêteurs. Cette unité travaille en étroite collaboration avec la CROSS 60 et les services de la collectivité via la plateforme municipale « Stop Deal ».

Engagement n°3 : Protéger les citoyens grâce à une vidéoprotection renforcée

- Engagement 3. 1 : Développer la vidéoprotection

Après les 100 premières caméras déjà mises en place par la Ville de Beauvais dans le cadre d'un plan achevé en 2020, la collectivité s'engage à développer son dispositif pour arriver au chiffre de 200 caméras de vidéoprotection déployées sur la voie publique d'ici 2027. Cet ajout de 100 caméras supplémentaires concourt à une meilleure veille opérée sur les espaces publics, à faciliter et sécuriser le travail des forces de l'ordre municipale et nationale, et à enrichir le travail de la Justice.

L'État s'engage à accompagner le développement de la vidéoprotection de la ville de Beauvais, notamment par la mobilisation du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance.

- Engagement 3. 2 : Former à la vidéoprotection

La Ville de Beauvais s'engage à renforcer l'offre de formation apportée à ses opérateurs de vidéoprotection quant au traitement, à l'analyse, et à la gestion des flux d'images. Bénéficier d'agents mieux formés sur ces postes favorisera une gestion plus rapide et qualitative des données, tout en exerçant ces prérogatives dans le respect du cadre juridique.

Engagement n°4 : Structurer la gouvernance en appuyant les dispositifs locaux de coopération

L'État et la collectivité s'engagent à mettre en place une gouvernance resserrée associant police municipale, police nationale et parquet.

La collectivité et l'État s'engagent à redéfinir les missions respectives de leurs forces de l'ordre, afin de permettre à chacune de se concentrer sur ses principales prérogatives, et notamment la police nationale dans la lutte contre les trafics de produits stupéfiants. La collectivité s'engage parallèlement à mener une réflexion sur la relation entre la police et la population. En outre, si une loi est votée en ce sens, la collectivité s'engagera à se porter candidate à une expérimentation visant un élargissement des compétences déléguées aux polices municipales.

L'État et la collectivité s'engagent à concourir au développement des dispositifs de sécurité locaux de coopération, que ceux-ci interviennent dans le cadre de la prévention, de la répression ou du suivi des auteurs de délinquance. Pour ce faire, il s'agit de structurer la gouvernance. Le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (CLSPDR) sera mis à jour et signé par l'ensemble des partenaires.

Les travaux engagés depuis 2021 dans le cadre de la Cellule Municipale d'Échange sur la Radicalisation (CMER) seront poursuivis.

Les dispositifs locaux de coopération sont amenés à monter en puissance notamment les jeunes initiatives locales telles que Stop Deal et Stop Rodéo.

Les protocoles locaux et groupes de travail conclus entre les partenaires seront pérennisés, dont la mise en place d'une convention dédiée à la sécurisation des transports publics, entre l'Etat, la Ville et le transporteur public.

B - Engagements relatifs à la Justice

Engagement n°5 : Renforcer les moyens d'action de la justice

L'institution judiciaire et la collectivité s'engagent à améliorer les coopérations entre elles en pérennisant les protocoles parquet/mairie pour notamment faciliter les mesures de rappel à l'ordre et de transactions municipales, étendre l'offre de travaux d'intérêt général (TIG) et de travaux non rémunérés (TNR), et améliorer l'échange d'informations.

La collectivité s'engage également à s'emparer des dispositifs mis en place par le parquet du tribunal judiciaire de Beauvais tels que la désignation de magistrats du parquet référents pour la commune de Beauvais, adresse structurelle dédiée aux élus du ressort du tribunal judiciaire de Beauvais.

C - Engagements relatifs au lien police-population

Engagement n°6 : Renforcer les dispositifs locaux de proximité

La collectivité et l'État, via leurs forces de l'ordre, s'engagent à accentuer le lien police-population. Ce lien est entretenu par des patrouilles pédestres accentuées sur les espaces publics fréquentés, en centre-ville et dans les quartiers où se trouvent des lieux fréquentés (centre-commerciaux, places, parcs et jardins). Ces patrouilles unilatérales ou mixtes PM/PN ont vocation, au-delà de la surveillance générale, à prendre attache spontanément auprès des commerçants et des administrés. L'objectif principal est d'assurer un présentiel visible, dissuasif et rassurant sur la voie publique, concourant au renforcement du sentiment de sécurité, et permettant de recevoir des informations et des doléances utiles aux services.

La police municipale de Beauvais s'appuie sur ses référents de proximité dans les groupes de police. La police nationale s'appuie sur son délégué cohésion police-population.

Aussi, la collectivité s'engage à maintenir et accentuer ses actions de proximité à l'égard des administrés, qu'elles soient récurrentes comme les cafés des policiers et la cantine des policiers, ou qu'il s'agisse d'événements annuels comme les journées portes-ouvertes de la police municipale, ou encore la journée Prox'Aventure, dont les activités et les démonstrations seront développées.

D - Engagements relatifs à l'éducation, à la radicalisation et aux valeurs républicaines

Engagement n°7 : Sensibiliser sur la problématique de la radicalisation

Dans un objectif de prévention du risque de terrorisme, il est nécessaire d'assurer la sensibilisation des différents acteurs de la ville aux phénomènes de radicalisation.

Ainsi, la Cellule Municipale d'Echange sur la Radicalisation s'engage à sensibiliser les cadres responsables de la collectivité et les agents directement au contact du public. Les Renseignements Territoriaux et les organismes de formations dédiés seront mobilisés pour dispenser des modules sur ces thématiques.

La Ville de Beauvais s'engage, sur ces mêmes enjeux, à former spécifiquement ses policiers municipaux.

Engagement n°8 : Défendre le principe de laïcité avec les représentants des institutions étatiques, collectives et culturelles

La coopération entre les différentes instances sera aussi entretenue pour conforter les dispositifs en place tels que les assises du culte musulman, l'aménagement en nombre adapté des carrés confessionnels dans les cimetières, la journée de la Laïcité, ou encore l'appui général apporté aux associations. La mise en place au dernier trimestre 2021 d'un diplôme universitaire « formation civique et civile » à l'IUT de l'Oise, issu d'un partenariat entre la préfecture et l'université Jules Verne-Picardie dans ses sites de Beauvais comme de Creil participe de cet effort d'intégration.

La Ville, via sa commission Laïcité, s'engage à organiser un événement républicain dans chaque école maternelle et primaire du territoire, à l'occasion duquel un drapeau français, un drapeau européen, un blason avec la devise de la République Française, une charte de la laïcité et une Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen en format rigide seront remis à chaque établissement.

La Ville s'engage aussi à la mise en place d'une convention d'engagement en faveur du respect des valeurs de la République et de la laïcité, à destination des associations du territoire subventionnées par la collectivité.

Enfin, la Ville assurera la sensibilisation et la formation de ses agents à l'application des principes de laïcité dans les services publics, et aussi auprès des membres associatifs.

III – Suivi des engagements

Les engagements pris dans le présent Contrat de Sécurité Intégrée font l'objet d'un suivi annuel via une instance réunissant Madame la Procureure de la République, Madame la Préfète et Madame le Maire. L'instance permettra notamment de connaître de l'état d'avancement des mesures prises par chacune des parties.

IV – Signatures

Le présent Contrat de Sécurité Intégrée prend effet à date de sa signature, pour une durée de 5 ans.

Fait à Beauvais, le

Caroline THAROT
Procureure de la République

Corinne ORZECOWSKI
Préfète de l'Oise

Caroline CAYEUX
Maire de Beauvais

Rapport n° B-DEL-2022-0049

Commission : Commission générale

Service : Prévention - Sécurité

Prorogation de la délégation du service public de la fourrière animale de la ville de Beauvais

Une convention de délégation de service public a été conclue entre la ville de Beauvais et la SAS SACPA domiciliée 12 place Gambetta - 47 700 CASTELJALOUX, portant sur l'exploitation de la fourrière animale de la ville.

La convention a été conclue pour une durée de 5 ans à compter du 17 août 2017.

Face la volonté des parties au contrat d'engager une réflexion approfondie sur la gestion de ce service eu égard notamment aux travaux d'investissement réalisés et aux adaptations qui en découlent, une prorogation de la convention s'avère nécessaire.

Ainsi, conformément à l'article 19-1 de la convention de délégation du service public, il est proposé au conseil municipal :

- de conclure un avenant de 4 mois et 14 jours, portant ainsi le terme du contrat au 31 décembre 2022 ;
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer l'avenant et tout acte y afférent.

Ville de Beauvais

Hôtel de Ville – BP 330 – 1 rue Desgroux
60 021 Beauvais Cedex



**AVENANT N°1 A LA CONVENTION
DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
POUR L'EXPLOITATION DE LA
FOURRIERE ANIMALE DE BEAUVAIS**

ENTRE,

D'une part,

La Ville de Beauvais, 1 rue Desgroux – BP330 – 60021 Beauvais Cedex

Représentée par Madame Caroline CAYEUX, le maire

ET

D'autre part,

Le titulaire de la délégation de service public objet du présent avenant,

SAS SACPA
Domaine de Rabat
47700 PINDERES

Représentée par

Article 1 – Définition, caractéristiques et durée de la délégation de service public

La convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le délégataire assurera, pour le compte de la collectivité, l'exploitation de la fourrière animale sur le territoire de la commune de Beauvais, c'est-à-dire la capture et le gardiennage des animaux divagants, dangereux, mordeurs, griffeurs ou blessés, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 y compris les dimanches, la restitution des animaux à leur propriétaire du lundi au vendredi de 10h00 à 12h30 et de 14h00 à 17h30 et le samedi de 10h00 à 12h00, et la gestion du chenil municipal.

Ces interventions sont nécessaires pour limiter les risques pour la santé et la sécurité publiques, pour remédier aux nuisances provoquées par lesdits animaux et pour satisfaire pleinement aux obligations nées de la loi n°99-5 du 6 janvier 1999 (article L211.22 du code rural et la pêche maritime (CRPM)) ainsi que celles prévues au règlement sanitaire départemental.

Le délégataire s'engage à conduire ces interventions dans le strict respect de la législation en vigueur en matière de Protection Animale et de Police Sanitaire de la rage. Le délégataire respectera les dispositions légales applicables dans les départements infectés par la rage.

La présente convention prend effet à compter du 17 août 2017.

Sa durée est de 5 ans à compter de sa prise d'effet.

Article 2 – Objet de l'avenant

Face aux différents aléas des années 2020 et 2021 dont notamment la crise sanitaire liée au COVID-19 et également sur la réflexion du choix de mode de gestion, la procédure de passation de la nouvelle concession n'a pas pu être initiée.

En application de l'article L.3135-1 du code de la commande publique, il est proposé au conseil municipal de conclure un avenant de prolongation d'une durée de 4 mois et 14 jours, à compter du 17 août 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022, pour permettre la mise en œuvre de la prochaine procédure.

Article 3 – Effet du présent avenant

Toutes les autres dispositions de la délégation de service public initiale demeurent inchangées tant qu'elles ne sont pas contraires avec les dispositions du présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

A Beauvais, le

Pour la Ville de Beauvais

(Signature et cachet)

Pour la SAS SACPA

(Signature et cachet)

Madame Caroline CAYEUX

Maire de Beauvais

Rapport n° B-DEL-2022-0028

Commission : Commission générale
Service : Prévention - Sécurité

Subvention à l'association "Ecole du chat de l'Oise"

Depuis 2019, la ville de Beauvais s'engage dans des campagnes de stérilisation et d'identification des chats errants. En effet, ceux-ci sont le maillon d'une chaîne écologique dans laquelle ils remplissent une fonction sanitaire en chassant et contenant les populations de rats, souris et autres nuisibles. Cependant, leur surpopulation comporte des risques sanitaires et il s'avère nécessaire d'intervenir pour la contrôler.

Pour mener à bien cette campagne et conformément à l'art L.211-27 du code rural, la ville de Beauvais a sollicité l'association « Ecole du Chat de l'Oise » pour procéder à la capture des chats non identifiés, sans propriétaire ou gardien, vivant en groupe dans des lieux publics de la commune. A l'issue des opérations de stérilisations et d'identification effectuées par les vétérinaires, l'association devra relâcher ces animaux sur leur lieu de capture.

La réalisation de ces captures génère un coût pour l'association dont l'activité avait déjà été impactée par la crise sanitaire et notamment par l'impossibilité d'organiser des manifestations pour la collecte de fonds.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'approuver les termes de ce rapport,
- d'attribuer une subvention de 2 500 € à l'association « Ecole du Chat de l'Oise »,
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer les conventions jointes et toute pièce afférente à ce dossier.



CONVENTION SUR PROJET

Campagne de stérilisation des chats errants

Ecole du Chat de l'Oise

Entre : La ville de Beauvais, représentée par Madame Caroline CAYEUX, le Maire, dûment autorisée par délibération du conseil municipal en date du 13 avril 2015, ci-dénommée « la ville » d'une part,

Et : L'association " Ecole du Chat de l'Oise " dont le siège social sis 1 rue Desgroux 60000 Beauvais, représentée par Madame Lucie Hardy, Présidente, ci -après dénommée « l'association » d'autre part,

PRÉAMBULE

Chaque année, la ville souhaite soutenir des projets associatifs à destination des associations notamment, en apportant son concours financier à la réalisation des activités.

Plusieurs demandes de financements n'ont pu être instruites dans le cadre de la préparation du budget primitif et sont donc étudiées en cours d'année.

A ce titre, le conseil municipal s'est prononcé favorablement sur l'inscription au budget primitif de crédits non répartis au compte « subventions aux associations ».

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution de la subvention sur projet accordée par la ville. La ville confie à l'association " **Ecole du Chat de l'Oise** " la réalisation de l'action suivante :

Capture de chats non identifiés, sans propriétaire ou sans gardien, vivant en groupe dans les lieux publics de la commune et réintroduction dans ces mêmes lieux à l'issue des opérations de stérilisation et d'identification.

dont les objectifs sont :

- Identification et stérilisation des chats errants

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENTS

La subvention, dont le montant est arrêté à **2 500 €**, sera versée au compte de l'association selon les modalités suivantes :

- La ville engagera 80 % de sa participation à la signature de la présente convention des deux parties (soit 2000 €)
- Le versement du solde de 20 % (soit 500 €) est conditionné à la production par l'association d'un bilan quantitatif, qualitatif et financier complet de l'action à la ville.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET ÉVALUATION DE LA MISE EN OEUVRE DE L'ACTION

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle de la réalisation conforme de l'objectif défini, par tout agent de la ville, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Afin de permettre une évaluation des résultats au regard des objectifs, l'association s'engage à fournir à la ville, un bilan quantitatif, qualitatif et financier propre à l'action.

Les documents communiqués devront **impérativement** renseigner les éléments suivants :

- rappel des objectifs de l'action,
- réalisation de l'action : déroulé, quartier concerné, nombre de chats capturés etc,
- moyens mis en œuvre,
- écarts entre les résultats obtenus et attendus : effets observés, difficultés rencontrées, etc.,
- perspectives d'évolution.

ARTICLE 4 – COMMUNICATION

L'association s'engage à ne pas porter atteinte à l'image de marque de la ville lors de ses représentations publiques ou dans le cadre de ses relations avec la presse et les médias ainsi que tout autre partenaire.

L'association s'engage à assurer la promotion de la participation de la ville, dans les conditions suivantes :

- ➔ faire apparaître le nom et le logo de la ville, de façon lisible et identifiable sur tous les documents informatifs édités par elle (plaquette, carton d'invitation, affiches etc.),
- ➔ mentionner systématiquement la participation financière de la ville dans les documents, y compris ceux adressés à la presse,
- ➔ à se concerter avec le service communication de la ville pour définir les modalités de mise en œuvre de ces dispositions.

ARTICLE 5 – SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la ville des conditions d'exécution de la convention par l'association, et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 8, la ville peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 6 – CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

La ville rappelle à l'association que, bénéficiant du concours de fonds publics, elle est soumise au contrôle de l'Etat. Elle s'engage ainsi à coopérer, le cas échéant, aux travaux de la Cour des Comptes, de l'Inspection Générale des Finances, de l'organe de contrôle désigné par la ville.

ARTICLE 7 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou par l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La présente convention pourra être résiliée dans le cas où l'association viendrait à faire l'objet d'une dissolution ou d'une fusion ou encore d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

L'association s'engage à assurer sa responsabilité civile pour l'ensemble de ses activités envers tous tiers, et tout mobilier lui appartenant ou mis à sa disposition par la collectivité contre l'incendie, les explosions, la foudre, les dégâts des eaux, les bris de glaces, le vol, etc. Lesdites polices doivent comporter renonciation par la compagnie d'assurance à tous recours contre la collectivité pour les risques et dommages susvisés. L'association doit adresser aux services municipaux compétents, une attestation de toutes ces polices en vigueur avec la convention signée sur la période qui concerne l'action subventionnée.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de désaccord sur l'interprétation ou l'exécution des clauses inscrites à la présente convention, les parties s'engagent à privilégier un règlement amiable. En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif d'Amiens. Élection de domicile : les parties font élection de domicile à l'Hôtel de Ville, sis 1 rue Desgroux 60000 – Beauvais.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS FINALES

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux. Après approbation et transmission au contrôle de légalité, la ville notifiera à l'association la présente convention signée.

Fait à Beauvais, le

Pour la ville,

Caroline CAYEUX

Maire de Beauvais

Pour l'association,

Lucie HARDY

Présidente

Ville de Beauvais

Hôtel de Ville – BP 330 – 1 rue Desgroux

60 021 Beauvais Cedex



CONVENTION

CAMPAGNE DE STERILISATION 2022

DES CHATS ERRANTS SANS PROPRIETAIRE

VIVANT SUR LE TERRITOIRE

DE LA VILLE DE BEAUVAIS

Toutes les pages devront être paraphées et la dernière datée et signée

Entre

La ville de Beauvais représentée par Caroline Cayeux, Maire de Beauvais, agissant en cette qualité par délibération du Conseil Municipal en date du 26/05/2020

Ci-après dénommée « La Ville de Beauvais »,

D'une part

Et

La SAS SACPA, SAS au capital de 455 100 € sise 12 place Gambetta 47 700 CASTELJALOUX, immatriculée 393 455 316

Ci-après dénommée « Le délégataire »

Et

L'association « Ecole du Chat de l'Oise » sise 1 rue Desgroux, 60 000 BEAUVAIS représentée par sa présidente Mme Lucie HARDY

Et

Le Docteur BONAN Georges sis 115 avenue Marcel Dassault 60 000 BEAUVAIS, immatriculée sous le n° 408 029 205

La clinique vétérinaire « Le 100 » sise 100 rue d'Amiens 60 000 BEAUVAIS, immatriculée sous le n° 485 366 983,

La clinique HELIOVET sise 60 rue de Francastel 60360 CREVECOEUR LE GRAND, immatriculée sous le n° 819 558 339,

La Clinique CASTELVET sise 17 bis rue du Petit Chantilly 60510 BRESLES, immatriculée sous le n° 484 517 248,

Ci-après dénommés « Les vétérinaires »

PREAMBULE

Les chats errants sans propriétaire font partie de notre environnement à part entière. Ils sont le maillon d'une chaîne écologique dans laquelle ils remplissent une fonction sanitaire en chassant et contenant les populations de rats, souris, et autres nuisibles. Mais, en surpopulation, ces chats peuvent entraîner des dégâts sur tout un écosystème et développer des risques sanitaires.

Le contrôle des populations de chats errants sans propriétaire recouvre à la fois des enjeux de santé publique et de protection animale.

En effet, un couple de chats non stérilisés peut engendrer plus de 20 000 descendants en 4 ans. La stérilisation, reconnue par tous les experts mondiaux et en particulier ceux de l'OMS vise à limiter sur le long terme les populations félines sur une zone donnée et à éviter les arrivées massives de chats en refuge ou en association.

Par ailleurs, elle permet non seulement à ces chats de continuer à jouer leur rôle de régulateur mais aussi d'enrayer les problèmes de nuisances sonores, visuelles et olfactives principalement générées pendant les périodes de reproduction.

Une loi permet aux chats errants de devenir « des chats libres » à la condition qu'ils soient stérilisés et identifiés. En effet, selon l'article L.211-27 du code rural : « Le maire peut, par arrêté, à son initiative ou à la demande d'une association de protection des animaux, faire procéder à la capture de chats non identifiés, sans propriétaire ou sans gardien, vivant en groupe dans des lieux publics de la commune, afin de faire procéder à leur stérilisation et à leur identification conformément à l'article L.214-5, préalablement à leur relâcher dans ces mêmes lieux. Cette identification doit être réalisée au nom de la commune ou de ladite association. La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde au sens de l'article L.211-11 de ces populations sont placés sous la responsabilité du représentant de la commune et de l'association de protection des animaux mentionnée à l'alinéa précédent (...) »

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention encadre la mise en place d'une action visant à maîtriser les populations de chats errants sans propriétaire par le contrôle de leur reproduction, en accord avec la législation en vigueur.

Elle détermine les obligations de chacune des parties intervenant dans cette campagne de stérilisation 2022.

Article 2 : Fonctionnement et obligations de chaque partie

1. L'association et le délégataire

La capture des chats errants sans propriétaire est réalisée, conformément aux dispositions précédentes, par l'association et le délégataire. Après capture, l'association et le délégataire transporteront les animaux ainsi capturés chez l'un des vétérinaires définis à la présente convention. La prise en charge des animaux par les vétérinaires se fera en fonction des disponibilités et des capacités d'accueil de chacun.

L'association et le délégataire, avant tout trappage, devront informer les services de la ville de Beauvais, au moins une semaine avant leur mise en œuvre, des lieux et périodes de capture afin que la ville de Beauvais puisse en informer les habitants des lieux concernés.

L'information des services de la ville se fera par mail à l'adresse vverbeke@beauvais.fr. Le suivi des opérations se fera également à cette adresse à laquelle l'association et le délégataire adresseront mensuellement un état indiquant le nombre de chats transportés chez les vétérinaires ainsi que leur lieu de capture.

Tout chat capturé pouvant être identifié sera conduit en fourrière en vue de sa restitution à son propriétaire.

Une liste des points de nourrissage comportant le nom des personnes nourrisseuses devra être communiquée à la ville de Beauvais. Ces personnes se verront délivrer une carte spécifique à

présenter en cas de contrôle des services techniques de la ville ou de police. Le trappage devra être réalisé le plus près possible de ces points de nourrissage.

Les animaux sans propriétaire ou dont le propriétaire est inconnu et qui ne pourront être relâchés (maladie, problèmes sanitaires, très jeunes chatons ...) devront être conduits en fourrière comme le prévoit la loi.

Après réalisation des actes vétérinaires, stérilisation et identification par puce électronique, le délégataire accueillera les chats ainsi traités en vue de leur convalescence dans les locaux qui lui sont mis à disposition par la ville de Beauvais. Après la période de convalescence, le délégataire et l'association procéderont à la remise sur les lieux de capture des chats ainsi traités. Dès lors, ces chats auront acquis le statut de « chat libre ».

2. Les vétérinaires

Avant tout transport des chats errants sans propriétaire chez les vétérinaires, l'association et le délégataire prendront l'attache des vétérinaires afin de convenir avec eux des modalités de prise en charge des animaux (moyens de transport, date et heure etc...).

Les vétérinaires sus nommés seront en charge de la stérilisation et de l'identification des chats errants sans propriétaire. L'identification par puce électronique se fera au nom de la « Fondation 30 Millions d'Amis – 40 cours Albert 1^{er} - 75008 PARIS », enregistrée en tant que professionnel sous le n° de SIRET 325 215 085 00029.

Les frais de stérilisation et de tatouage des chats errants sans propriétaire ne devront pas dépasser les tarifs suivants :

- 80 € TTC pour une ovariectomie + puce électronique (avec marquage PE dans l'oreille)
- 60 € TTC pour une castration + puce électronique (avec marquage PE dans l'oreille)
- 100 € TTC pour une femelle gestante + puce électronique (avec marquage PE dans l'oreille)

Si un chat identifié au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis nécessite des soins vétérinaires, cette décision devra être validée en concertation avec le vétérinaire choisi par la Ville de BEAUVAIS et la Fondation 30 millions d'Amis. Un devis détaillé établi au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis devra être envoyé à la Fondation à direction.chu@30millionsd'amis.fr.

Il devra faire apparaître le numéro d'identification du chat concerné. Aucun frais ne sera pris en charge sans validation antérieure.

Les vétérinaires adresseront leurs factures à la Fondation 30 Millions d'Amis - 40 Cours Albert 1^{er} - 75 008 Paris. Elles seront établies directement au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis, en faisant obligatoirement apparaître :

- Le code postal et le nom de la municipalité
- La date et la nature des actes pratiqués
- Le numéro de puce électronique.

Sur I-CAD, dans la case « Nom d'usage de l'animal », le nom de la mairie et son code postal devront être ajoutés.

Sans numéro de puce électronique, les factures ne seront pas prises en compte et ne seront pas réglées.

3. La ville de Beauvais

Parallèlement et simultanément à la signature de la présente convention, la ville de Beauvais passera une convention avec la Fondation 30 Millions d'Amis, convention qui définit les obligations de la ville de Beauvais et de la Fondation 30 Millions d'Amis. Cette convention est annexée à la présente convention.

Conformément à l'article R211-12 du code rural, la municipalité informera la population par affichage et publication dans la presse locale. Pour ce faire, la ville de Beauvais procédera notamment à cette information en apposant en mairie l'affiche fournie par la Fondation 30 Millions d'Amis.

La ville de Beauvais procédera également à une information des administrés de cette campagne de stérilisation par voie d'arrêté municipal.

La ville de Beauvais s'engage, après la mise en place d'une opération à ne pas procéder à la capture des populations de chats stérilisés et identifiés au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis.

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention prend effet dès sa signature et prendra fin le 31/12/2022.

<p>Fait à Beauvais le</p> <p>Pour la SAS SACPA</p> <p>Le Président Directeur Général Jean François FONTENEAU</p>	<p>Fait à beauvais le</p> <p>Pour l'Ecole du Chat,</p> <p>La Présidente Mme Lucie HARDY</p>
<p>Fait à Beauvais le</p> <p>Pour la Ville de Beauvais</p> <p>Le Maire Caroline Cayeux</p>	<p>Fait à beauvais le</p> <p>Docteur Georges BONAN</p>
<p>Fait à Beauvais le</p> <p>Pour la clinique HELIOVET</p>	<p>Fait à Beauvais le</p> <p>Pour la Clinique « Le 100 »</p>
	<p>Fait à Beauvais le</p> <p>Pour la clinique CASTELVET</p>

Rapport n° B-DEL-2022-0022

Commission : Commission générale

Service : Prévention - Sécurité

Convention de partenariat pour la collecte de téléphones mobiles au profit d'enfants atteints de myopathie

L'association d'intérêt général « POUR LA VIE » a pour objet de réaliser les rêves d'enfants atteints de myopathie de Duchenne. Pour cela, elle a initié un projet de collecte de téléphones mobiles inutilisés pour financer, grâce aux revenus du recyclage, des actions en leur faveur.

La ville de Beauvais qui encourage les projets de développement durable souhaite participer à cette collecte écologique et solidaire.

Ainsi, tous les téléphones mobiles provenant du service des Objets Trouvés qui n'auront pas été réclamés par leur propriétaire après le délai légal en vigueur et non repris par le Service des Domaines seront remis gratuitement à l'association.

Pour mener à bien ce projet, les engagements de la ville de Beauvais et de l'association sont formalisés dans une convention de partenariat, sans contrepartie financière, pour une durée de 1an renouvelable par tacite reconduction et qui prendra fin de plein droit au bout de 3 ans.

Une clause sur les garanties environnementales est insérée dans cette convention de partenariat.

Au vu de l'intérêt de ce projet, il est proposé au conseil municipal d'approuver les termes de ce rapport et de la convention s'y rapportant.



Convention de Partenariat

ENTRE LES SOUSSIGNES

L'association « POUR LA VIE », ayant son siège social au 127 Rue de l'Aiguillon à Lunel (34400), immatriculée à l'INSEE sous le numéro de 481621332000232 et représentée par M. Pascal LAURIE, agissant en qualité de Directeur de l'association, ci-après dénommée « l'association ».

D'une part

ET La Ville de : ----- représentée par :

ci- après dénommé(e) « La Mairie ».

D'autre part

«L'association» et « La Mairie », communément dénommés « les parties ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

L'association « POUR LA VIE » est une association d'intérêt général qui a pour objet de réaliser les rêves d'enfants atteints de myopathie de Duchenne (maladie génétique encore incurable qui détruit progressivement tous les muscles, dont le cœur et les poumons à l'âge adulte).

Pour cela, elle a initié le projet de collecte de téléphones mobiles inutilisés pour financer, grâce aux revenus du recyclage, l'intégralité de ses actions au profit des enfants malades. Un contrat de partenariat exclusif a été signé en 2005 entre l'association « POUR LA VIE » et l'entreprise « Bak2 » (agrée ERP) qui revalorise tous les téléphones collectés par l'association selon la réglementation actuelle sur les DEEE dans son centre de traitement de Croix (59170).

Afin de mener à bien ce projet, l'association a recherché des partenaires qui pourraient participer à cette collecte écologique et solidaire.

La Mairie a la responsabilité du service des Objets Trouvés de la ville dont les téléphones mobiles qu'elle conserve pour remise à leur propriétaire. Passé le délai de garde légal en vigueur, les téléphones mobiles non repris par les Domaines (DNID) devront être détruits ou recyclés selon la réglementation actuelle sur les DEEE.

P1/4



Association Loi 1901 à but non lucratif

Par ailleurs, la Mairie souhaite encourager les projets de développement durable qui favorisent la protection de l'environnement et la solidarité envers les populations défavorisées.

C'est dans ce cadre que les deux parties ont décidé de collaborer.

IL EST ARRETE CE QUI SUIV :

ARTICLE 1 : Objet de la présente convention

L'objet de cette convention est la donation par la Mairie de tous les téléphones mobiles provenant du service des Objets Trouvés, non réclamés par leur propriétaire après le délai légal en vigueur et non repris par la DNID (Service des Domaines).

ARTICLE 2 : Remise des téléphones

La donation des téléphones mobiles peut se faire annuellement, après la remise aux Domaines des autres objets trouvés par exemple, ou plusieurs fois par an si la Mairie le souhaite. Une quantité minimum de 40 téléphones est requise pour couvrir les frais de collecte de l'association. Dans le cas où cette quantité n'est pas atteinte annuellement, la remise à l'association peut se faire l'année d'après ou une étiquette T colissimo France peut être fournie par l'association pour un envoi gratuit par le flux postal (sans BSD).

Cette donation est entièrement gratuite pour la Mairie. Tous les frais de collecte et de traitement environnemental restent à la charge de l'association.

La Mairie s'engage à contacter l'association avant chaque remise et devra préparer un ou plusieurs colis fermé(s) pour un enlèvement par un transporteur agréé pour le transport des déchets dangereux et habilité à délivrer un Bordereau Cerfa de Suivi des Déchets (BSD) qui sera transmis ensuite par l'association à la Mairie (voir article 3). Selon la quantité, l'association peut également fournir gratuitement des caisses de retrait (avec scellés) pour le transport.

L'adresse d'expédition suivante devra être notée sur chacun des colis:

« Bak2 » - Association POUR LA VIE - 198 Rue Jean Monnet - 59170 CROIX

L'association s'engage à organiser l'enlèvement dans un délai de 15 jours maximum après avoir été contactée par la Mairie. Une fois la date fixée, tout retard du transporteur ne pourrait toutefois engager la responsabilité de l'association.

Un procès verbal de donation pourra être rédigé par la Mairie et envoyé à l'association pour un retour avec signature. Sinon, les documents prévus dans l'article suivant serviront de reçu (voir article 3).

P2/4



Association Loi 1901 à but non lucratif

ARTICLE 3 : Garanties environnementales

L'association s'engage à fournir à la Mairie les documents suivants, 30 jours environ après chaque remise (envoi par courrier postal):

- Un Bordereau de Suivi des Déchets (sauf si envoi par la Poste)
- Un certificat de traitement environnemental au bénéfice de l'association
- Un listing détaillé par N° IMEI de tous les terminaux traités

Le système de recyclage de Bak2, agréé par l'éco-organisme ERP, garantit un effacement systématique des données contenus dans chaque téléphone traité.

ARTICLE 4 : Obligations des deux parties

La Mairie s'engage à respecter tous les articles de la présente convention dont l'association reste le bénéficiaire exclusif et les deux parties pourront communiquer librement sur ce partenariat.

L'association s'engage à respecter tous les articles de la présente convention et s'engage également à transmettre par mail (ou clé usb) les photos des rêves d'enfants réalisés grâce au recyclage, avec une autorisation de diffusion à l'ensemble des collaborateurs de la Mairie (droit d'image cédé à l'association par les parents).

ARTICLE 5 : Durée de la présente convention

La convention est conclue pour une durée de UN AN, renouvelable par tacite reconduction, elle prend effet le jour de sa signature par les deux parties et s'éteindra de plein droit au bout de TROIS ANS.

ARTICLE 6 : Renouvellement

La présente convention sera renouvelée par tacite reconduction dans les conditions définies par les deux parties, sauf en cas de résiliation (voir article 7), pour une durée de TROIS ans. Après cette date, un avenant spécifique devra être rédigé si les deux parties décident conjointement de renouveler ce partenariat.

P3/4

ARTICLE 7 : Résiliation



www.pourlavie.org

Association Loi 1901 à but non lucratif

En cas d'inexécution de l'une des obligations prévues par la présente convention, elle sera résiliée de plein droit après mise en demeure par lettre avec accusé de réception restée sans réponse pendant 15 jours.

ARTICLE 8 : Litige

En cas de litige s'élevant en relation avec l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent à une phase préliminaire de conciliation pendant une période d'un mois.

Au cas où aucune solution amiable ne pourrait intervenir au cours de la phase de conciliation précitée, les parties conviennent de soumettre tout litige pouvant survenir à l'occasion de l'interprétation et/ou de l'exécution de la présente convention au Tribunal de Commerce de Montpellier auquel il est fait attribution de juridiction par les présentes.

Fait à Lunel, le

En deux exemplaires originaux, dont un pour chacune des parties

La Mairie

L'association

M. Pascal LAURIE
Directeur

Rapport n° B-DEL-2022-0055

Commission : Commission générale
Service : Vie Associative et Patrimoine Locatif

Service vie associative et relations internationales – création d'un prix eco responsable

La température moyenne de la planète a augmenté de 0,6°C au XXe siècle ; elle pourrait augmenter de 1,4 à 5,8°C d'ici à 2100. Ces phénomènes, principalement causés par l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, ont des effets déjà visibles : fonte des calottes glaciaires, diminution des réserves en eau potable, relèvement du niveau des mers, déplacement de personnes, apparition de catastrophes naturelles violentes (tempêtes, canicules... (source ADEME).

Afin d'accompagner les associations de notre territoire dans la transition écologique, la Ville de Beauvais a décidé de créer un prix de l'association « éco responsable » qui vise à :

- récompenser des associations qui ont une fibre environnementale et ainsi inciter notre tissu associatif à s'engager dans la transition écologique ;
- encourager et promouvoir les réalisations des associations qui intègrent l'environnement et le développement durable dans les diverses facettes de leurs activités ;
- valoriser les innovations et les initiatives favorisant le déploiement et la visibilité des solutions adaptées aux mutations environnementales.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'approuver les conditions du règlement intérieur telles qu'elles figurent en annexe ;
- de désigner 2 conseillers municipaux pour siéger au jury.



« *Prix associatif Eco responsable* » *Règlement*

Art 1 : LES OBJECTIFS DU PRIX

Récompenser des associations qui ont une fibre environnementale et ainsi inciter notre tissu associatif à s'engager dans la transition écologique.

Encourager et promouvoir les réalisations des associations qui intègrent l'environnement et le développement durable dans les diverses facettes de leurs activités.

Valoriser les innovations et les initiatives favorisant le déploiement et la visibilité des solutions adaptées aux mutations environnementales.

Art 2 : LE PRIX

Deux prix seront attribués, à savoir :

- Un prix « manifestation éco responsable » qui récompense les actions éco responsables de l'année N-1 (exemple : mise en place de toilettes sèches ou d'éco cups lors d'un évènement...)
- Un prix « éco responsable au quotidien » qui récompense les actions éco responsable au quotidien (Ex : choix des produits d'entretien, limite l'usage de la voiture individuelle, éco-conception des outils de communication...)

Art 3 : LA DOTATION

Les deux associations lauréates recevront une dotation de 1500 € chacune en fonction des réponses apportées aux critères définis ci-dessous.

Art 4 : LA REMISE DU PRIX

C'est lors de la cérémonie du prix de la remise du prix du bénévolat en décembre que Mme Le Maire annoncera les résultats et remettra les prix aux lauréats sélectionnés.

Art 5 : LE COMITÉ DE SÉLECTION

Les lauréats seront choisis par jury présidé par Mme Le Maire de Beauvais ou son représentant et composé :

- Du maire adjoint en charge des relations citoyennes et de la vie associative
- Du maire adjoint en charge du défi climatique et de la transition énergétique
- Du maire adjoint en charge des actions éducatives

- Du maire adjoint en charge de la politique en faveur de la jeunesse et de la démocratie participative
- Du maire adjoint en charge de la politique en faveur de la politique culturelle et événementiel ou le conseiller délégué.
- De deux conseillers municipaux

Art 6 : ELIGIBILITE DES CANDIDATS

Le Prix est ouvert à toute association déclarée dont le siège social ou/et les activités sont sur le territoire beauvaisien.

Une association peut concourir dans les deux catégories

Les associations qui œuvrent dans des organisations politiques, religieuses ou syndicales sont exclues.

Art 7 : LES CRITÈRES D'ÉVALUATION

- ✓ **Volet social, l'association :**
 - Mobilise les ressources du territoire
 - Ouverte à tous
 - Renouvelle régulièrement ses responsables et met en œuvre tous les outils pour y parvenir
- ✓ **Communication, l'association :**
 - Défini une stratégie de communication : types de supports utilisés, éco-conception, facile à Lire et à comprendre et accessible
- ✓ **Mobilité, l'association :**
 - Crée des événements locaux pour réduire la part du transport (partenaires locaux à chaque fois que cela est possible)
 - Met en place du co-voiturage, ou utilise des modes doux
 - Met en place des supports adaptés à l'accueil des cyclistes
- ✓ **Alimentation, l'association :**
 - Privilégie une consommation locale
- ✓ **Achats durables, l'association :**
 - Mutualise le matériel
 - Utilise des produits d'entretien qui préservent la biodiversité
 - Favoriser l'achat de matériel de seconde main
 - Remettre dans le circuit le matériel non utilisé
- ✓ **Optimisation des locaux, l'association**
 - Diminue les surfaces utilisées
 - Mutualise ses locaux
- ✓ **Consommation des ressources, l'association**
 - Prête une attention apportée au chauffage et aux températures de consignes
 - Mets en place des toilettes sèches lors des manifestation
 - Prête une attention particulière à la consommation eau et électricité

✓ **Déchets, l'association**

- Lutte contre le gaspillage
- Favorise l'économie circulaire : réemploi
- Favorise la production de déchets limitée
- Tri des déchets
- Valorise le traitement des déchets
- Favoriser le emploi

Art 8 : MODALITES D'INSCRIPTION ET CONDITIONS DE DEPOT DU DOSSIER

Le dossier de candidature doit impérativement être saisi informatiquement sur le site
« associations.beauvais.fr »

Il devra comprendre :

- Le dossier de présentation
- Les statuts de l'associations
- L'extrait de l'enregistrement au journal officiel
- Un RIB
- Le rapport d'activité de l'année N-1
- Le compte de résultat de l'année N-1
- La signature de la convention d'engagement en faveur du respect en faveur des valeurs de la république et de la laïcité.

*Contact : Ville de Beauvais – Service vie associative et relations internationales
03.44.79.40.78 ou vieassociative@beauvais.fr*

DOSSIER DE CANDIDATURE
PRIX « MANIFESTATION ECO RESPONSABLE »

IDENTITE

NOM DE L'ASSOCIATION : ADRESSE : CP : VILLE : TELEPHONE : MAIL :	NOM DU PRESIDENT : DECLAREE EN PREFECTURE LE : SOUS LE N° : OBJET DE L'ASSOCIATION :
--	---

LES RESSOURCES HUMAINES :

NOMBRE DE SALARIES :
 NOMBRE DE BENEVOLES :
 NOMBRE D'ADHERENTS :
 DONT BEAUVAISIENS :

MANIFESTATION :

1/ DATE DE LA MANIFESTATION ECO RESPONSABLE ORGANISEE :
 2/ TITRE DE LA MANIFESTATION :
 3/ OBJECTIFS :
 4/ LIEUX DE LA MANIFESTATION :
 5/ QUELLE ETAIT VOTRE PUBLIC VISE ET D'OU VIENT-IL ?

	Oui (à cocher)	Non (à cocher)	Précisions à apporter	J'ai besoin de conseils sur ce sujet car je n'ai pas les moyens humains pour le faire
Avez-vous privilégié la communication sur des supports dématérialisés plutôt que sur papier.				

Avez-vous informé les habitants à proximité de la manifestation				
Avez-vous dédié une partie du site internet à la mise en relation des covoitureurs.				
Avez-vous prévu des parkings sécurisés pour les vélos, s'il n'en existe pas à proximité ?				
Si votre manifestation avait une restauration, avez-vous adopté une alimentation éco responsable ?				
Avez-vous privilégié les produits locaux et autant que possible issus du commerce équitable.				
Avez-vous mis en place des toilettes sèches ?				
Avez-vous privilégié les produits issus de structures d'insertion sociale telles que les esat (établissement et service d'aide par le travail).				
Avez-vous préféré la vaisselle réutilisable ou recyclable ? Avez-vous mis en place des toilettes sèches ?				
Avez-vous imaginé des animations ou des jeux qui sensibiliseront les visiteurs : basket du tri, quiz avec remises de lots, etc ?				

AVEZ-VOUS BESOIN DE CONSEILS POUR PROGESSER DANS L'ENSEMBLE DE VOTRE DEMARCHE ECO-RESPONSABLE ?

Oui Non

Précisez :.....
.....
.....

Les informations collectées par la commune de Beauvais directement auprès de vous font l'objet d'un traitement automatisé ayant pour finalité votre inscription à au prix éco responsable. Les informations marquées d'un astérisque sont obligatoires et sont nécessaires pour valider votre inscription. À défaut, la commune de Beauvais ne sera pas en mesure de répondre à votre demande. Ces informations sont à destination exclusive de la commune de Beauvais et seront conservées un an. Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité. Vous pouvez également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données à caractère personnel après votre décès. Vous pouvez, pour des motifs tenant à votre situation particulière, vous opposer au traitement des données vous concernant. Pour exercer vos droits, merci d'adresser votre courrier RAR à l'adresse suivante : Délégué à la protection des données, Commune de Beauvais, 1 rue Desgroux, BP 60330, 60021 Beauvais cedex. Merci de joindre la copie d'une pièce d'identité. Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL. >

DOSSIER DE CANDIDATURE
PRIX «ECO RESPONSABLE AU QUOTIDIEN»

IDENTITE

NOM DE L'ASSOCIATION :	NOM DU PRESIDENT :
.....	DECLAREE EN PREFECTURE LE :
ADRESSE :	SOUS LE N° :
.....	OBJET DE L'ASSOCIATION :
CP : VILLE :
TELEPHONE :
MAIL :

LES RESSOURCES HUMAINES :

NOMBRE DE SALARIES :

NOMBRE DE BENEVOLES :

NOMBRE D'ADHERENTS :

DONT BEAUVAISIENS :

VITALITE DES INSTANCES DE L'ASSOCIATION :

1/ LES INSTANCES DIRIGEANTES SE REUNISSENT DE FACON REGULIERE ?

- Oui Non Plusieurs fois par mois Plusieurs fois par an

2 / LES MEMBRES SONT REGULIEREMENT INFORMES ET CONSULTES SUR L'ACTIVITE DE L'ASSOCIATION ?

- Oui Non Plusieurs fois par mois Plusieurs fois par an

3 / L'ASSOCIATION EST OUVERTE A TOUTE PERSONNE QUI EN PARTAGE L'OBJET STATUTAIRE

- Oui Non

.....

.....

.....

Propositions	Oui (à cocher)	Non (à cocher)	Précisions à apporter	J'ai besoin de conseils sur ce projet
Avez-vous privilégié une communication sur des supports dématérialisés plutôt que sur papier ?				
Avez-vous pensé à une signalitique efficace mais discrète, aux normes autorisées (amovible, enlevée dans les 7 jours, sans peinture, même effaçable) ?				
Consommez-vous de l'eau du robinet ?				
Privilégiez-vous des chasses d'eau à double débit ?				
Avez-vous installé des robinets économiseurs ?				
Equipez-vous les points d'eau de système anti-gaspillage : boutons pressions de robinets, réducteurs de débit, aérateurs ?				
Pensez-vous à éteindre les appareils électriques inutilisés (en veille ils consomment toujours) ?				
Pensez-vous à n'allumer la lumière que si nécessaire ?				
Utilisez-vous la lumière naturelle ?				
Restez-vous raisonnable sur les quantités et puissances (choisir des ampoules ou des sources d'éclairage à faible consommation d'électricité : LED, lampe basse, consommation,...) ?				

Propositions	Oui (à cocher)	Non (à cocher)	Précisions à apporter	J'ai besoin de conseils sur ce projet
Envisagez-vous une «brigade verte» : une équipe en charge du tri des déchets, du nettoyage, de la sensibilisation, de la collecte... ?				
Planifiez-vous la mise en place des actions de sensibilisation ?				
Avez-vous prévu un tri spécifique lieux de stockage identifiés des déchets compostables (endroit stratégiques : buvette, coin, bénévoles, restauration...) ?				
Recherchez-vous des filières de collecte ?				
Formez-vous vos équipes au tri des déchets ?				
Utilisez-vous des produits écologiques labellisés pour l'entretien et le nettoyage ou des produits naturels comme le savon noir ?				
Pour l'équipement du site ou de la salle, impliquez-vous des commerçants du territoire ?				
Est-ce que vous mutualisez le matériel (achat groupé avec d'autres associations...) ?				
Favorisez-vous l'achat de matériel de seconde main (partenariat avec les recycleries sous forme d'échange de service par exemple) ?				
Remettez-vous dans le circuit le matériel non utilisé ?				

Propositions	Oui (à cocher)	Non (à cocher)	Précisions à apporter	J'ai besoin de conseils sur ce projet
Mutualisez-vous vos locaux ?				
Diminuez-vous la surface utilisée ?				

AVEZ-VOUS BESOIN DE CONSEILS POUR PROGRESSER DANS L'ENSEMBLE DE VOTRE DEMARCHE ECO-RESPONSABLE ?

Oui Non

Précisez :

.....

.....

Les informations collectées par la commune de Beauvais directement auprès de vous font l'objet d'un traitement automatisé ayant pour finalité votre inscription à au prix éco responsable. Les informations marquées d'un astérisque sont obligatoires et sont nécessaires pour valider votre inscription. À défaut, la commune de Beauvais ne sera pas en mesure de répondre à votre demande. Ces informations sont à destination exclusive de la commune de Beauvais et seront conservées un an. Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité. Vous pouvez également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données à caractère personnel après votre décès. Vous pouvez, pour des motifs tenant à votre situation particulière, vous opposer au traitement des données vous concernant. Pour exercer vos droits, merci d'adresser votre courrier RAR à l'adresse suivante : Délégué à la protection des données, Commune de Beauvais, 1 rue Desgroux, BP 60330, 60021 Beauvais cedex. Merci de joindre la copie d'une pièce d'identité. Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL. »

Rapport n° B-DEL-2022-0056

Commission : Commission générale
Service : Vie Associative et Patrimoine Locatif

Service vie associative et relations internationales – subventions -

Chaque année, la Ville de Beauvais souhaite soutenir des projets associatifs, notamment en apportant son concours financier à leur réalisation.

Plusieurs demandes de financement pour l'année 2022 n'ont pu être instruites dans le cadre de la préparation du budget primitif et sont donc étudiées en cours d'année.

A ce titre, le conseil municipal s'est prononcé favorablement sur l'inscription au budget primitif de crédits non répartis au compte 6574 (subventions aux associations et autres organismes de droit privé) et ventilés selon la codification fonctionnelle de l'inscription budgétaire M14.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'approuver l'attribution d'une subvention à la mise en œuvre du projet des associations suivantes :
 - **WASEO** : 1000 € au titre du fonctionnement ;
 - **UNICITE** : 5000 € au titre du fonctionnement ;
 - **SOFIA** - Association De Fraternité Internationale Pour L'art : 800 € au titre du projet « De la liovette au théâtre » ;
 - **SPORT EVASION DIVERSITE** : 460 € au titre d'une aide sur projet « match de foot au féminin » - sortie au « Stade de France » ;
 - **A LA VILLE DE TCEW en Roumanie 5 000 €** au titre d'un soutien financier pour les populations ukrainiennes réfugiées sur leur territoire (Art. L. 1114-1 du CGCT) ;
 - **A LA VILLE DE DEJ en Pologne 5 000 €** au titre d'un soutien financier pour les populations ukrainiennes réfugiées sur leur territoire (Art. L. 1114-1 du CGCT) ;
- de prélever les dépenses correspondantes sur les crédits prévus à cet effet ;
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la réalisation de ce dossier.



CONVENTION SUR PROJET

Titre du projet : “De la Liovette au théâtre” Association Sofia

Entre : La ville de Beauvais, représentée par Madame Caroline CAYEUX, le Maire, dûment autorisée par délibération du conseil municipal en date du 26 mai 2020, ci-dénommée « la ville » d'une part,

Et : L'association " **Sofia** " dont le siège social est sis 10 rue de Debussy à Beauvais (60000) représentée par Madame Sylvie FRANKHAUSER, Présidente de l'association, ci-dénommée « l'association » d'autre part,

PRÉAMBULE

Chaque année, la ville souhaite soutenir des projets associatifs à destination des associations notamment, en apportant son concours financier à la réalisation des activités.

Plusieurs demandes de financements n'ont pu être instruites dans le cadre de la préparation du budget primitif et sont donc étudiées en cours d'année.

A ce titre, le conseil municipal s'est prononcé favorablement sur l'inscription au budget primitif de crédits non répartis au compte « subventions aux associations ».

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution de la subvention sur projet accordée par la ville. La ville confie à l'association " Sofia " la maîtrise d'ouvrage de l'action « de la liovette au theatre » : **Improvisation théâtrale sous forme d'ateliers destinés à un groupe d'adolescents et à un groupe de personnes retraitées en situation de handicap.**

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENTS

La subvention, dont le montant est arrêté à **800 €**, sera versée au compte de l'association selon les modalités suivantes :

- La ville engagera 80 % de sa participation à la signature de la présente convention des deux parties (soit 640 €)
- Le versement du solde de 20 % (soit 160 €) est conditionné à la production par l'association d'un **bilan quantitatif, qualitatif et financier complet de l'action** à la ville. Ce bilan devra être fourni au plus tard **2 mois après** la réalisation de l'action.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle de la réalisation conforme de l'objectif défini, par tout agent de la ville, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Afin de permettre une évaluation des résultats au regard des objectifs, l'association s'engage à fournir à la ville, **un bilan quantitatif, qualitatif et financier propre à l'action** au plus tard **2 mois après** la réalisation de l'action.

Les documents communiqués devront **impérativement** renseigner les éléments suivants :

- rappel des objectifs de l'action,
- réalisation de l'action : déroulé, territoire concerné, nombre de bénéficiaires, profil des bénéficiaires (nombre de bénéficiaires issus des quartiers prioritaires, répartition hommes/femmes, etc.),
- moyens mis en œuvre,
- écarts entre les résultats obtenus et attendus : effets observés, difficultés rencontrées, etc.,
- perspectives d'évolution.

ARTICLE 4 – COMMUNICATION

L'association s'engage à ne pas porter atteinte à l'image de marque de la ville lors de ses représentations publiques ou dans le cadre de ses relations avec la presse et les médias ainsi que tout autre partenaire.

L'association s'engage à assurer la promotion de la participation de la ville, dans les conditions suivantes :

- ➔ faire apparaître le nom et le logo de la ville, de façon lisible et identifiable sur tous les documents informatifs et promotionnels édités par elle (plaquette, carton d'invitation, affiches etc.),
- ➔ mentionner systématiquement la participation financière de la ville dans les documents, y compris ceux adressés à la presse,
- ➔ à concerter le service communication de la ville pour définir les modalités de mise en œuvre de ces dispositions.

ARTICLE 5 – SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la ville des conditions d'exécution de la convention par l'association, et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 8, la ville peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 6 – CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

La ville rappelle à l'association que, bénéficiant du concours de fonds publics, elle est soumise au contrôle de l'Etat. Elle s'engage ainsi à coopérer, le cas échéant, aux travaux de la Cour des Comptes, de l'Inspection Générale des Finances, de l'organe de contrôle désigné par la ville.

ARTICLE 7 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou par l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La présente convention pourra être résiliée dans le cas où l'association viendrait à faire l'objet d'une dissolution ou d'une fusion ou encore d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

L'association s'engage à assurer sa responsabilité civile pour l'ensemble de ses activités envers tous tiers (couverture de ses membres et autres usagers présents), tout mobilier, matériel, marchandises, glaces et installations lui appartenant ou mis à sa disposition par la collectivité contre l'incendie, les explosions, la foudre, les dégâts des eaux, les bris de glaces, le vol, etc. Lesdites polices doivent comporter renonciation par la compagnie d'assurance à tous recours contre la collectivité pour les risques et dommages susvisés. L'association doit adresser aux services municipaux compétents, une attestation de toutes ces polices en vigueur avec la convention signée sur la période qui concerne l'action subventionnée.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

En cas de désaccord sur l'interprétation ou l'exécution des clauses inscrites à la présente convention, les parties s'engagent à privilégier un règlement amiable. En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif d'Amiens. Élection de domicile : les parties font élection de domicile à l'Hôtel de Ville, sis 1 rue Desgroux 60000 – Beauvais.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS FINALES

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux. Après approbation et transmission au contrôle de légalité, la ville notifiera à l'association la présente convention signée.

Fait à Beauvais, le

Pour l'association Beauvais Comité de Jumelage,

Pour la Ville de Beauvais,

Sylvie FRANKHAUSER
Présidente de l'association

Caroline CAYEUX
Maire de Beauvais

Rapport n° B-DEL-2022-0063

Commission : Commission générale
Service : Vie Associative et Patrimoine Locatif

Vie associative et relations internationales - Règlement intérieur relatif à la salle des fêtes et au gymnase de l'Elispace

Née du besoin de doter la ville de Beauvais d'un lieu de convivialité en remplacement de la salle du Franc Marché, la salle des fêtes de l'Elispace sise avenue Paul Henri Spaak a été construite par la ville de Beauvais, afin de répondre aux besoins des habitants. Adossée au gymnase existant, cette construction a également permis de faire une restructuration du gymnase afin répondre aux besoins des clubs sportifs.

La partie salle des fêtes, d'une superficie totale de 678.49 m², est composée d'une salle principale de 390 m², d'un hall d'accueil, d'un local de stockage, de vestiaires, de sanitaires, d'une cuisine, d'une laverie et d'une terrasse abritée ouvrant sur un jardin paysagé.

Une partie gymnase est composée d'un plateau principal de 627m², de vestiaires, de locaux de stockage, d'une salle de réunion et deux bureaux.

Cet équipement permettra d'accueillir aussi bien des groupes scolaires, des associations sportives, culturelles ou autres, des particuliers, des entreprises ou encore les institutions publiques, un accès pour les personnes à mobilité réduite et / ou handicapées et respectera les normes environnementales assurant sa polyvalence multifonctionnelle.

Le projet s'inscrit dans la stratégie qui vise à conforter et à renforcer les services à la population et les services publics dans les domaines du sport, des loisirs, de la vie associative afin de développer l'attractivité du territoire et de répondre aux besoins de l'ensemble de la population.

Il permettra d'animer le territoire, de compléter l'attractivité par des aménagements de qualité, de proposer un outil performant adapté aux attentes des utilisateurs, d'offrir un lieu d'échange, de communication, de convivialité et de proximité, ouvert à tous et pour chacun.

Le projet de règlement intérieur, ci annexé, a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles doit être utilisé l'équipement.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'approuver les conditions d'utilisation de l'équipement telles qu'elles figurent dans le règlement ci annexé ;
- d'approuver la dénomination « SAB'LIER » (Salle des Associations Beauvaisiennes'lier) cette salle des fêtes.



Règlement intérieur relatif à la salle des fêtes et au gymnase de l'elispac

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Art. 1 – Objet

Le présent règlement a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles doit être utilisé la salle des fêtes et le gymnase de l'elispac de Beauvais.

Les usagers doivent respecter le présent règlement et les consignes données en complément et en fonction des circonstances.

TITRE II – UTILISATION

Art. 2 – Accès

L'accès aux salles salle des fêtes et le gymnase de l'elispac est réservé aux personnes munies d'une autorisation de la ville de Beauvais ou ayant un intérêt en rapport avec les activités qui y sont pratiquées.

Art. 3 – Horaires

La mise à disposition se décline suivant les périodes suivantes :

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
Salle des fêtes	10h00-22h30	10h00-22h30	10h00-22h30	10h00-22h30	10h-Minuit	8h30-03h	8h30-Minuit
Gymnase					10h00-22h30	10h00-18h30	En fonction des compétitions

Jours fériés : fermé

Ces horaires sont impératifs et doivent être scrupuleusement respectés. En cas de dépassement d'horaire, un tarif heure supplémentaire sera appliqué.

La ville de Beauvais se réserve le droit de modifier les jours et les horaires d'ouverture selon les circonstances.

Art. 4 – Réservation

La salle des fêtes et le gymnase de l'elispac ne peuvent être réservés que par une demande écrite adressée au service municipal compétent (à savoir, le service vie associative pour la salle des fêtes et la direction des sports pour le gymnase), en respectant un délai de quinze jours ouvrés.

La demande de réservations pour la salle des fêtes devra obligatoirement accompagnée des pièces suivantes :

- Une attestation d'assurance qui couvre les risques locatifs du lieu occupé ainsi que la responsabilité civile pour la période occupée **pour garantir toute détérioration dans les biens confiés.**
- Un chèque de caution (équivalent à 50% du montant de la redevance) à établir à l'ordre du **Trésor Public** sauf pour les entreprises La caution sera encaissée et restituée à l'issue de la période d'occupation si aucun dégât n'a été constaté.
- D'un chèque à établir à l'ordre du **Trésor Public** ou espèces pour le règlement de la redevance
- D'une photocopie de la pièce d'identité pour les particuliers uniquement
- Les statuts et le récépissé de déclaration en préfecture pour les associations
- L'extrait de KBIS pour les entreprises

La demande de réservation pour le gymnase devra obligatoirement accompagnée des pièces suivantes :

- Un justificatif d'assurance pour la mise à disposition de l'équipement sportif dans le cadre de créneaux annuels ou ponctuels :
- Les statuts de l'association pour une première demande.

Art. 5 – Annulation de réservation

Le Maire peut, à tout moment, être amené à annuler une manifestation pour motif d'intérêt général. Le preneur sera prévenu dans les meilleurs délais. Le preneur ne pourra demander d'indemnités à cette occasion.

Le preneur peut, lui aussi, être amené à annuler sa manifestation. Il devra prévenir le service compétent. Une retenue sur caution sera effectuée comme suit :

Une retenue sur la caution est appliquée en cas d'annulation :

- 0% si l'annulation est notifiée à minima 7 jours avant le début de la location,
- 50% dans un délai inférieur à 7 jours
- 100 % en l'absence de notification dans tous les cas.

Art. 6 – Conditions tarifaires

Salle des fêtes

	Associations		Particuliers		Entreprises	Institutions
	Beauvaisiennes*	Non beauvaisiennes	Beauvaisiens	Non Beauvaisiens	1500€ / jours (750€ la demi-journée) avec application d'un tarif dégressif de – 35% le deuxième jour, et - 50% le troisième jour15	Gratuit
Semaine	Gratuit	Cf décision tarifaire N°B-DEC 2021-0327				
Week end	800€ avec une gratuité d'un week-end par an	1500 €	800 €	1500 €		

*Associations beauvaisiennes = association ayant leur siège social à Beauvais et/ou dont les activités principales se déroulent sur le territoire Beauvaisien au bénéfice de Beauvaisiens

Gymnase

La mise à disposition du gymnase est principalement réservée à titre gracieux pour les clubs beauvaisiens et les scolaires.

En dehors de de cette configuration, il sera demandé :

30 € par heure

140 € la journée

TITRE III – SECURITE – HYGIENE – MAINTIEN DE L’ORDRE

Art. 7 – Comportement des usagers

Les usagers sont tenus de respecter l’ordre, l’hygiène et la tranquillité publique. Le calme doit être respecté. Les usagers doivent avoir un comportement correct et ne devront être en aucune manière source de nuisance pour autrui (ceci vise implicite les personnes en état d’ébriété, les éclats de voix, les menaces proférées à l’encontre des agents municipaux et des usagers présents ainsi que le respect du voisinage).

Toute personne se doit de respecter les principes et valeurs de la République, telles qu’elles figurent dans la déclaration des droits de l’Homme et du Citoyen du 26 août 1789 et dans la Constitution du 4 octobre 1958. Nul ne saurait exercer un quelconque prosélytisme ou une quelconque pression qui nuirait à la liberté de choix de chacun ou à la liberté individuelle de conscience dans le cadre de la mise en œuvre de l’action conduite.

Il est interdit de fumer, d’introduire dans l’enceinte des pétards, fumigènes, d’utiliser des appareils de cuisson complémentaires ou dangereux (barbecue, bonbonne de gaz...) et d’introduire des animaux dans l’espace, sauf les chiens d’aveugles.

Il est nécessaire de s’abstenir d’animations ou de manifestations extérieures à la salle et de réduire au maximum les bruits provenant des véhicules (démarrages, claquement de portières, klaxon...).

Art. 8 – Stationnement des véhicules

Le stationnement s’effectue obligatoirement en dehors de l’enceinte de l’espace. Seuls les véhicules de service, des personnels municipaux, des usagers à mobilité réduite et des véhicules de secours sont admis dans l’enceinte du site.

Art. 9 – Respect des locaux et des conditions de sécurité

Propreté et accessibilité :

Les usagers doivent respecter le bon état et la propreté des locaux et du mobilier mis à leur disposition, notamment l’usage des sanitaires publics doit se faire dans le respect des lieux. Ils doivent procéder à l’évacuation des déchets de toute nature vers les containers prévus à cet effet, en respectant le principe du tri sélectif des détritrus. En cas de non-respect du tri sélectif, une pénalité sera appliquée.

Les couloirs doivent rester un lieu de circulation.

Après chaque utilisation, l’occupant veillera à laisser les lieux dans l’état de propreté et d’agencement où il les a trouvés. En cas de manquement total ou partiel, une entreprise de nettoyage interviendra aux frais du preneur.

Mobilier et matériel :

Il est interdit d'entreposer du matériel ou du mobilier devant les issues de secours, dans les lieux communs, à l'extérieur du bâtiment et de gêner l'évacuation des personnes en cas d'incendie.

Tout aménagement personnel des locaux est interdit.

Capacité d'accueil de la Salle des fêtes :

Configuration debout : 500 personnes

Configuration assise en mode assemblée assises : 390 personnes

Configuration assise en mode repas dansant : 250 personnes

Capacité d'accueil du gymnase :

Configuration sportive : 156 personnes

Ces seuils sont impératifs pour la sécurité et doivent être respectés par les utilisateurs.

Sécurisation :

Avant leur départ, il est obligatoire pour les utilisateurs de fermer les fenêtres, d'éteindre les éclairages et de verrouiller les portes des locaux mis à leur disposition.

Installations et équipements :

Il est interdit d'intervenir sur les dispositifs de sécurité et de limitation de son ou de tenter de les neutraliser.

Les modifications des installations électriques ou de chauffage, les réparations personnelles, les installations de fortune sont interdites.

En cas de dysfonctionnement des installations d'origine, il est obligatoire d'en rendre compte à l'agent municipal de permanence qui fera intervenir les services municipaux compétents.

Art. 10 – Buvette

La tenue de buvette doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au Maire au minimum 15 jours avant la manifestation.

L'utilisateur sera alors tenu d'observer les règlements sanitaires départementaux, les réglementations nationales et locales concernant les débits de boissons.

TITRE IV – RESPONSABILITE – ASSURANCE – PUBLICITE

Art. 11 – Responsabilités

Tout frais de dégradations causées par les usagers est à la seule charge du preneur, sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Les structures organisatrices (association, particuliers...) qui utilisent des locaux devront rembourser les dégradations et pertes constatées.

Elles devront informer la mairie de tout problème de sécurité dont elles auraient connaissance, tant pour les locaux que pour le matériel mis à disposition.

L'entretien et la maintenance des locaux mis à disposition sont à la charge de la Mairie.

Art. 12– Assurance

Chaque utilisateur devra justifier d'une police d'assurance en cours de validité couvrant sa responsabilité civile et locative pour les accidents corporels et matériels pouvant survenir à lui-même comme aux tiers.

La Municipalité est déchargée de toute responsabilité pour les accidents corporels directement liés aux activités et pouvant intervenir pendant l'utilisation de la salle ainsi que pour les dommages subis aux biens entreposés par les utilisateurs.

Elle ne saurait être tenue responsable des vols commis dans l'enceinte de la salle et ses annexes.

Art. 13 – Publicité

Tout affichage et inscription autre que ceux rendus obligatoires par la loi, sur les murs et les portes des espaces communs, sont interdits en dehors des panneaux prévus à cet effet.

Tout démarchage, activité commerciale, propagande orale ou imprimée de nature religieuse dans les espaces ouverts au public sont interdits.

TITRE V – DISPOSITIONS FINALES

Art. 14

La responsabilité de la ville ne saurait être engagée en cas de non-respect des dispositions du présent règlement intérieur qui sera porté à la connaissance du public par voie d'affichage sur les panneaux prévus à cet effet

Toute personne contrevenant aux dispositions du présent règlement intérieur s'expose à un refus d'accès et le cas échéant à des poursuites judiciaires.

Art. 15

Monsieur le Directeur général des services de la mairie, Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique et Monsieur le Directeur des services techniques municipaux sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Rapport n° B-DEL-2022-0066

Commission : Commission générale
Service : Juridique - Contentieux

Incidence de la crise COVID 19 sur la concession pour le financement, la construction et l'exploitation de la patinoire municipale, concernant la période de fermeture avec le 2ème confinement du 1er novembre au 31 décembre 2020

Dans le cadre d'une convention de concession conclue le 11 décembre 2018, la Ville de Beauvais a confié, le financement, la construction et l'exploitation d'une patinoire municipale à la Société les Patinoires Modernes pour une durée de 26 ans, à compter du 14 décembre 2018.

Quelques mois après cette ouverture en décembre 2019, la patinoire a dû fermer ses portes en raison de l'épidémie du COVID 19.

Au regard de ces événements exceptionnelles, le délégataire, la Société les Patinoires Modernes, a donc sollicité la ville de Beauvais afin de l'aider à compenser ce bouleversement de l'équilibre économique de la concession sur l'année 2020.

Pour mémoire, la ville a jusqu'à présent contribué aux frais liés aux coûts fixes de maintien en l'état de l'équipement :

- Pour la période de fermeture du 1^{er} mars au 30 juin 2020 = **40 000 €**
(*délibération du 14 décembre 2020*)
- Pour la période d'ouverture en mode dégradé du 1^{er} juillet au 31 octobre 2020 = **40 000 €**
(*délibération du 26 mars 2021*)
- Pour la période de fermeture du 1^{er} novembre au 31 décembre 2020 = **30 000 €** (*délibération du 2 juillet 2021*)

Soit au total une contribution de 110 000 € de la ville pour l'année 2020.

Pour l'année 2021, la société des Patinoire modernes a envoyé deux nouveaux mémoires en réclamation indemnitaire :

- Un 4^e mémoire portant sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021
= correspondant à la période de fermeture administrative de l'équipement avec une demande d'un montant global et forfaitaire de 140 000 €
- Un 5^e mémoire portant sur la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2021
= correspondant à la période d'ouverture en mode dégradée avec une demande d'un montant global et forfaitaire de 33 000 €

Au regard de ces montants portant au total sur 173 000 €, ainsi que de la transmission récente des comptes de la société sur l'année 2021, il est proposé de verser une avance au délégataire d'un montant de 90 000 € afin d'apporter la trésorerie nécessaire au fonctionnement de l'établissement et laisser le temps à la ville d'analyser de manière précise la situation financière du délégataire.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'approuver les termes de ce rapport et le versement d'une avance sur indemnisation de 90 000 € net à la Société les Patinoires Modernes délégataire de la concession ;
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- d'autoriser madame le maire ou l'adjoint délégué à engager la dépense sur les crédits prévus au budget 2022.